



HAL
open science

Le Hamas, de la résistance armée à l'exercice du pouvoir

Majdy Shakkura

► **To cite this version:**

Majdy Shakkura. Le Hamas, de la résistance armée à l'exercice du pouvoir. Science politique. Université de Cergy Pontoise, 2012. Français. NNT : 2012CERG0609 . tel-00842315

HAL Id: tel-00842315

<https://theses.hal.science/tel-00842315>

Submitted on 27 Nov 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE CERGY-PONTOISE

Ecole doctorale de Droit et Sciences Humaines

**Le Hamas,
de la résistance armée
à l'exercice du pouvoir**

Thèse pour l'obtention du grade de Docteur en sciences politiques

Présentée et soutenue publiquement par

Majdy SHAKKOURA

Sous la direction de :

Jean-Paul CHAGNOLLAUD, Professeur à l'Université de Cergy-pontoise

Membres du jury

Juillet 2012

Remerciements

Monsieur le Professeur Jean-Paul Chagnollaud, directeur de cette thèse,

Monsieur Alain Rémy, Ambassadeur de France en Ukraine,

M. Alexis Le Cour Grandmaison,

M. François-Xavier Léger,

M. René Troccaz,

M. Jean Mathiot,

M. Gaëtan Pellan,

Docteur Ahmed Youssef,

Docteur Nasser Abu el Ata,

Docteur Rafiq Al Massri,

Docteur Moussa Abu Marzouq,

Docteur Ghazi Hamad,

Ma femme

Merci pour tous ceux qui m'ont aidé pour la réalisation de cette thèse.

La faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans la thèse, celles-ci devant être considérées comme propres à leur auteur.

Sommaire

Sommaire	4
Résumé.....	7
Introduction.....	9
I. Les Frères musulmans en Palestine jusqu'à la guerre de 1967	10
II. Les Frères musulmans jusqu'à la fondation du Hamas en 1987.....	24
Chapitre 1	37
Les facteurs déterminant la prise de décisions politiques	37
I. L'influence de l'idéologie islamiste	38
II. L'appartenance au mouvement des frères musulmans.....	49
III. Nationalisme, réalisme politique et intérêts de l'organisation	62
IV. Les tensions entre les directions intérieure et extérieure	83
V. Le poids de l'aile militaire.....	95
Chapitre II.....	109
La position du Hamas vis-à-vis du conflit israélo-arabe et des initiatives de paix....	109
I. Position du Hamas et ses justifications vis-à-vis du conflit et de sa gestion.....	111
II. Position du Hamas sur le règlement du conflit	123
III. Position du Hamas vis-à-vis de la conférence internationale et de l'initiative palestinienne de paix.....	126
IV. Position du Hamas face à la conférence de Madrid et aux accords d'Oslo	128
V. Initiatives politiques du Hamas.....	135
VI. Perspective comparée: la position du Jihad islamique	161
Chapitre III.....	173
La position du Hamas par rapport à l'Autorité palestinienne et au système politique palestinien	173
I. La position du Hamas vis-à-vis de l'OLP	177
II. Les positions des forces islamistes et de gauche vis-à-vis de l'OLP, le point de vue comparatiste	189
III. La position du mouvement Hamas vis-à-vis de l'Autorité nationale palestinienne	200
IV. Le positionnement du Hamas concernant sa participation à l'Autorité palestinienne	215
V. Le mouvement Hamas après les élections législatives de 1996.....	223
VI. Le Hamas et l'Intifada Al-Aqsa en 2000	228
VII. Le Hamas et les deuxièmes élections législatives de 2006	234
VIII. Le coup d'Etat militaire du Hamas.....	245

Chapitre IV.....	250
La position du Hamas avec les pays arabo-musulmans et vis-à-vis des enjeux régionaux.....	250
I. Déterminants de la politique étrangère du Mouvement Hamas avec les pays arabo-musulmans	257
II. Positions et évolution des relations entre les pays arabes et le Hamas après la victoire du mouvement aux élections législatives	263
III. Relations du Hamas avec la Turquie	267
IV. Relations du Hamas avec l'Egypte.....	269
V. Relations du Hamas avec l'Arabie Saoudite	275
VI. Relations du Hamas avec la Jordanie	279
VII. Relations du Hamas avec la Syrie	286
VIII. Relations du Hamas avec l'Iran.....	294
Chapitre V.....	312
Les relations internationales du Hamas	312
I. La politique du Hamas en matière de relations internationales.....	316
II. Les objectifs des relations internationales entreprises par le Hamas	320
III. Les Relations du Hamas avec les Etats-Unis.....	322
IV. Les relations du Hamas avec les pays européens	336
Chapitre VI.....	370
Position comparée et expérience du Hamas au sein de l'Islam politique.....	370
I. Le mouvement Hamas et les Frères musulmans : rapports entre l'original et la copie.....	382
II. Le Hamas et Al-Qaïda: convergences et divergences.....	388
III. Le Mouvement Hamas et le Hezbollah : différences et ressemblances.....	417
IV. Le mouvement Hamas et le Parti Justice et Développement : faits et ambitions	436
Conclusion générale.....	488
Bibliographie.....	503
TABLE DES MATIERES	515

*A mes parents et mes enfants
Aux martyrs de Gaza et de la Palestine*

Résumé

Cette étude vise à faire la lumière sur le discours politique du mouvement Hamas, dans le cadre d'une approche comparée critique qui s'appuie sur une méthodologie historique dans la recherche et l'analyse. Nous suivons le passage de ce Mouvement, aux références idéologiques religieuses islamistes, de l'opposition palestinienne au pouvoir. Nous essaierons d'atteindre les objectifs suivants :

Décrire l'émergence et l'évolution de ce Mouvement, incarnation vivante des Frères musulmans en Palestine, ainsi que les circonstances et facteurs qui ont conduit à sa régression à certains moments de l'histoire et à sa montée en puissance à d'autres. Nous cherchons également à connaître les racines de ce mouvement avant et après 1948 et jusqu'au déclenchement de l'Intifada en 1987.

Identifier les facteurs qui influent sur les politiques et la prise de décision de ce Mouvement, notamment le facteur idéologique et partisan, étant donné qu'il fait partie intégrante du Mouvement international des Frères musulmans dont l'Islam est la référence idéologique et politique. Il existe également le facteur de l'action nationale palestinienne et les intérêts partisans qui lui ont imposé des visions et des positions pragmatiques. De plus, il convient d'analyser la division du leadership entre intérieur et extérieur et enfin l'influence extraordinaire de l'aile militaire dans la formulation des politiques et dans la prise de décision.

Identifier les positions du mouvement Hamas vis-à-vis du système politique palestinien dans ses deux composantes - l'OLP et l'Autorité nationale palestinienne - mais aussi vis-à-vis du conflit israélo-palestinien et les options de règlement de celui-ci, et donc de sa position vis-à-vis du règlement politique, comparée aux positions de l'OLP et des autres factions palestiniennes. Cette étude cherche également à connaître la position du Hamas sur le principe de la libération de la Palestine et vis-à-vis des initiatives politiques de l'OLP et des Etats arabes, et celles des organisations ou des

pays amis, comme la Conférence internationale, et à faire la lumière sur l'initiative politique du Hamas en comparaison avec les positions des autres forces.

Identifier la relation entre le Hamas et les Frères musulmans et le degré d'autonomie dont jouit le Hamas dans le cadre de sa relation avec l'organisation mère, de caractère internationaliste. L'étude tente aussi d'étudier la nature de la relation de ce mouvement avec les organisations internationales, régionales et arabes, en particulier avec les Etats-Unis d'Amérique, l'Union européenne, la Russie, les autres pays de la région et de connaître sa place dans les axes dans la région, notamment « l'axe de la résistance », à la lumière de ses relations avec les pays arabes voisins de la Palestine (Egypte, Jordanie, Syrie et Liban) et ceux qui influent sur les politiques régionales et arabe en général, et l'Arabie Saoudite et l'Iran en particulier.

Explorer l'expérience du Hamas dans sa transition de l'opposition au pouvoir et faire un parallèle avec l'expérience l'Islam politique, en particulier le mouvement des Frères musulmans, le courant salafiste jihadiste, Al-Qaïda, le Hezbollah libanais et enfin le Parti de la Justice et du développement turc, depuis sa création jusqu'à son accession au pouvoir.

Introduction

Les racines du mouvement

Le *Hamas*, « *Mouvement de la résistance islamique* », est fondé le 14 décembre 1987. Cette date correspond à la date de publication de son premier communiqué politique de l'Intifada dite « des pierres ». Les Frères musulmans de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie se sont impliqués dans ce soulèvement populaire avec toutes leurs structures organisationnelles, leurs chefs et leurs bases. L'action politique et la confrontation avec l'occupation ont alors pris la tête de leurs priorités et totalement occupé la place des activités traditionnelles du mouvement (prêches pour l'Islam, œuvres caritatives et réformes sociales).

Grâce à ses bases populaires, à ses militants présents dans toutes les villes, les villages et les camps de réfugiés, et en raison de sa présence (par le biais des Frères musulmans) sur les territoires palestiniens depuis des décennies, le mouvement Hamas est né puissant dès son origine. Le mouvement a révélé son identité et a affirmé son appartenance aux Frères musulmans deux mois après sa déclaration de fondation, dans son sixième communiqué daté du 11 février 1988¹ et l'a réitéré dans son 15^{ème} communiqué daté du 15 avril 1988, et a enfin écarté toute ambiguïté autour de ce sujet lors de la parution de sa charte, le 18 août 1988².

Les Frères musulmans sont considérés comme le plus ancien et le plus grand des mouvements contemporains de l'Islam politique. Fondé par Hassan el Banna en 1928 en Egypte, le mouvement s'est propagé dans tous les pays arabes. Il est aujourd'hui puissant et influent en Egypte, en Jordanie, dans les pays du Golfe, en Afrique du nord et dans les communautés arabes en Europe et en Amérique.

Nous passerons en revue la présence des Frères musulmans en Palestine en deux temps : d'abord les Frères musulmans en Palestine jusqu'à la guerre de 1967, puis jusqu'à la fondation du mouvement Hamas en 1987.

I. Les Frères musulmans en Palestine jusqu'à la guerre de 1967

Les Frères musulmans diffèrent des autres mouvements et partis d'Egypte par leur intérêt à la fois important et précoce pour la cause palestinienne. Ils ont très tôt

¹ Documents du mouvement de la résistance islamique, volume 1, bureau d'information, ni date, ni éditeur, p. 20.

² Charte du mouvement de la résistance islamique Hamas, ni date, ni éditeur, p. 7.

soutenu les palestiniens contre les forces du mandataire britannique et contre les organisations sionistes. D'un autre côté, ils ont mobilisé les foules et récolté des fonds pour la Palestine. Ils ont reçu, au Caire, des leaders palestiniens et envoyé des émissaires et des chefs en Palestine³. Cette période peut être divisée en quatre phases principales :

A. Phase de fondation et d'expansion (1935-1947)

Le message des Frères musulmans arrive en Palestine en 1935 avec l'arrivée du premier émissaire des Frères vers les pays arabes en Palestine et en Syrie. Dans ses mémoires, Hassan El Banna révèle que "ses Frères" Abdel Rahman el Sa'ati et Mohammad As'ad Al Hakim arrivent à Jérusalem en août 1935 accompagné du leader tunisien Al Tha'alibi où ils rencontrent le Haj Amine al Husseini et propagent le message des Frères⁴.

L'intérêt particulier des Frères musulmans pour la Palestine durant la grande révolte palestinienne (1936-1939) a eu un impact certain sur l'expansion des Frères en Palestine en raison d'une intense activité : manifestations, congrès, récoltes de fonds. Leur magazine Al Natheer est distribué en Palestine et lance des attaques acérées contre la Grande-Bretagne et soutient la lutte du peuple de Palestine⁵.

Le message des Frères musulmans commence à se propager dans la population en général et parmi les religieux en particulier. Les premières formations des Frères musulmans en Palestine apparaissent dès le début des années quarante sous la formes d'associations qui ont pris différentes appellations : association « Al Makarem » à Jérusalem, « Al Tawheed » à Gaza, « Al I'tissam » à Haïfa, etc. Ses associations se sont regroupées par la suite mais certains des Frères quittent ces associations et se donnent le nom du "Gama'at al-Ikhwān al-muslimun" (communauté des Frères musulmans) lors d'un congrès général tenu à Alep en 1944⁶.

³ Hassan Al Banna, "*Muthakirat addaoua wa addaia*" (mémoire du message et du messenger), Beyrouth, 1983, pp.72-74.

⁴ *Ibid.*, pp. 198-199.

⁵ Khaled Abu Al Amrin, "*Hamas*" (le mouvement de la résistance islamique), le Caire, 2000, p. 56.

⁶ Ali Mohaftha, "*Al Fikr Al siassi fi Falastine*" (l'idéologie politique en Palestine, 1918-1948), Amman, 1989, p. 244.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, les Frères commencent à fonder des "sections" des Frères. En 1945 et 1946, des sections sont ainsi fondées à Jérusalem, à Gaza, à Haïfa et à Jaffa. D'autres encore sont créées à Acre, à Nazareth, à Beer Sheva, à Lod, à Qalqilieh, à Tulkarem, à Majdal (Ashkelon), à Khan Younis ...⁷

Dans une dernière lettre intitulée "Al Qawl Al fasl" (parole décisive) et adressée aux Frères, le guide suprême annonce que "les Frères de Palestine avaient plus de 20 sections dans le Nord, au Centre et dans le Sud"⁸. Les Frères musulmans de Palestine tiennent un congrès général à Haïfa le 18 octobre 1946 puis un autre le 27 octobre 1947 à Haïfa également⁹.

Certains chercheurs¹⁰ vont jusqu'à dire que, de la fondation de la confrérie jusqu'à la fin de l'année 1947, les Frères musulmans n'avaient pas de direction unique pour les représenter tous. D'autres pensent que les Frères de Palestine dépendaient directement de la direction des Frères d'Egypte¹¹. D'autres encore pensent que la confrérie avait un commandement collectif unifié représentant les différentes régions. Ils se basent pour cela sur un article du journal "Palestine" paru à Jaffa le 14 octobre 1946 dans lequel les Frères annoncent avoir élu un bureau permanent composé des cheikhs Abdel Bari Barakat, Omar Radwan, Mash'hour el Damer, Jamil Wahbeh, Thafer el Shawa, Khalil Al Wafaï et Nemer el Masri¹².

D'une façon générale, les Frères musulmans de Palestine n'avaient pas d'activités importantes dans les quelques années qui ont précédé la déclaration de l'Etat d'Israël. D'une part parce que c'était encore une formation jeune et, d'autre part, en raison du très grand nombre d'organisations et de partis politiques, sans parler des groupes de lutte armée. Les Frères musulmans avaient cependant quelques participations mentionnées par les versions officielles israéliennes, comme l'appel à la rébellion

⁷ Mohsen Mohammed Saleh, "*Al tayyar al islami fi falastine*" (le courant islamique en Palestine), 1917-1948), Kuwait, 1988, p. 445.

⁸ Salah Chadi, "*Safahat mina attarikh, Hasad Al omr*" (des pages d'histoire, l'expérience d'une vie), Kuwait, 1980, p. 62.

⁹ Bayan Nouaihed Al Hout, "*Al qiadat wal mo'assassat assiassyia fi falastine*" (les dirigeants et les institutions politiques en Palestine 1917-1948), Beyrouth, 1981, p. 3.

¹⁰ Mohsen Mohammed Saleh, *op. cit.*, p. 445.

¹¹ Bayan Nouaihed Al Hout, *op. cit.*, p. 405.

¹² Ali Mohafta, *op. cit.*, p. 345.

contre les Anglais et les juifs. Les autorités anglaises ont alors décidé d'interdire aux employés du gouvernement d'appartenir aux Najjada, aux Fetoua, aux Frères musulmans et aux organisations semblables¹³.

B. Participation des Frères musulmans à la guerre de 1948

La plus importante action des Frères musulmans en faveur de la cause palestinienne durant les quarante années précédant la fondation du Hamas a été l'entrée de centaines de volontaires égyptiens et d'autres pays arabes dans les territoires palestiniens en 1947 et 1948 et leur participation effective aux combats contre les organisations militaires sionistes.

La résolution de partage de la Palestine émanant de l'assemblée générale des Nations unies du 29 novembre 1947, puis la décision de la Grande Bretagne de mettre fin à son mandat sur la Palestine et de s'en retirer le 14 mai 1948, furent les principaux déclencheurs de violents affrontements entre les Palestiniens et les Juifs, puis l'entrée de combattants volontaires, Frères musulmans et autres, pour soutenir le peuple palestinien et enfin l'intervention des armées arabes sur le sol palestinien.

La résolution de partage de la Palestine a octroyé à l'Etat juif 56 % des terres palestiniennes contre 44 % à l'Etat arabe. Les Palestiniens en ont ressenti une grande injustice. En effet, pour les juifs, dont le nombre ne dépassait guerre 50000 en 1917, ce nombre est passé à près de 600 000 en 1947 en raison des vagues successives d'immigration de juifs polonais, russes et d'autres pays d'Europe de l'Est. Les juifs représentaient alors moins du tiers de la population palestinienne¹⁴.

Les organisations sionistes, bien entraînées et mieux armées, se sont mises à attaquer les villes et les villages arabes, en particulier ceux situés dans la partie de la Palestine prévue pour l'Etat juif, dans l'objectif d'évacuer des centaines de milliers de Palestiniens. Les Frères musulmans d'Egypte ont commencé le Jihad en Palestine dès

¹³ "*Harb falastine*", (La guerre de Palestine 1947-1948, la version officielle israélienne), traduction d'Ahmad Khalifa, Beyrouth, 1981, p. 13.

¹⁴ Falah Khaled Ali, "*Al harab al arabiya al israiliya*" (la guerre israélo arabe 1948-1949 et la fondation de l'état d'Israël), Beyrouth, 1982, p. 73-74.

octobre 1947. Malgré les obstacles posés par le gouvernement égyptien de l'époque, un premier bataillon des Frères, commandé par les cheikhs Mohammad Farghali et Al Sabbagh Mahmoud Labib¹⁵ entre en Palestine. Les Frères musulmans perdent près de 100 combattants, avec autant de blessés et quelques prisonniers¹⁶.

La version officielle israélienne reconnaît que les Frères musulmans étaient les premiers à se porter volontaire et à venir combattre en Palestine. "Le premier appel au volontariat pour voler au secours des Arabes fut lancé d'abord par les Frères musulmans, organisation islamiste extrémiste suspectée et honnie par le gouvernement égyptien. Leur troupes se sont infiltrées en Palestine sans l'accord du gouvernement puis se sont rassemblées en un bataillon en février 1948"¹⁷. Cette version israélienne confirme les nouvelles sur le courage des Frères, "le niveau de leurs unités militaires n'était pas meilleur que celui des autres unités, mais elles se distinguaient par une morale très élevée et par le fait qu'elles s'accrochaient à leurs objectifs"¹⁸.

Ont pris part également aux combats des Frères musulmans jordaniens, syriens et irakiens. D'autres sont venus de pays plus lointains encore : du Yémen, du Soudan, de Libye et de Tunisie¹⁹. Les Frères musulmans de Palestine, eux, disposaient de moyens modestes. Un seul chercheur²⁰ signale leur participation à partir d'interviews avec des Frères musulmans.

L'entrée des armées arabes en Palestine n'a rien changé à la situation. Ces armées souffraient de faiblesse en entraînement et en armement. De plus, ces armées étaient divisées en deux camps ennemis. A la fin de la guerre, Israël s'assure le contrôle de 75 % du territoire de la Palestine. Plus d'un million de Palestiniens furent expulsés vers la Cisjordanie, la Bande de Gaza, la Jordanie, la Syrie et le Liban.

Malgré la défaite et l'expulsion, les Palestiniens continuaient de se rappeler des volontaires des Frères musulmans venus d'Égypte, de Jordanie de Syrie, d'Irak et

¹⁵ Mohsen Mohammed Saleh, *op. cit.*, p. 407.

¹⁶ Salah Chadi, *op. cit.*, p. 63.

¹⁷ « La version officielle israélienne », p. 223.

¹⁸ *Ibid.*, p. 544.

¹⁹ Aref Al Aref, "Al Nakba", Saïda, 1954, volume 2, p. 389.

²⁰ Mohsen Mohammed Saleh, *op. cit.*, p. 464.

d'ailleurs, pour défendre la Palestine. Beaucoup de Palestiniens rejoignent ainsi en nombre les Frères musulmans dans les années qui ont suivi la guerre de 1948, en faisant la plus grande organisation sur la scène palestinienne.

C. Après la déclaration de l'Etat d'Israël (1948-1957)

La Palestine est désormais divisée en trois parties : l'Etat d'Israël est proclamé sur plus des trois quarts du pays, les deux autres territoires sont sous contrôles égyptien et jordanien. Jérusalem Est, ville sainte pour les trois religions monothéistes, Naplouse, Hébron, Ramallah, Bethléem, Jénine, Jéricho et leurs campagnes, sont passés sous contrôle jordanien et ont pris le nom de "Cisjordanie". Le gouvernement jordanien a vite décidé de "réunifier" les deux rives du Jourdain en 1950*. Les Palestiniens, réfugiés ou non, deviennent *de facto* citoyens jordaniens. La bande côtière comprenant les villes de Gaza et de Khan-Younis, avec ses 350 km² de superficie, ses 90 000 habitants et ses 200000 réfugiés, est passée sous administration militaire et civile égyptienne. Cette région est alors appelée "la Bande de Gaza"²¹.

1. Les Frères musulmans en Cisjordanie

Les Frères musulmans de Cisjordanie, et ceux qui se sont réfugiés en Transjordanie, sont devenus citoyens jordaniens et font ainsi partie des Frères musulmans jordaniens. Un des traits distinctif des Frères musulmans jordaniens, par rapport aux autres partis politiques jordaniens, et même des Frères musulmans d'Egypte, de Gaza et d'ailleurs, c'est qu'ils œuvrent dans un cadre légal jusqu'à nos jours. L'organisation n'a jamais été ni interdite ni persécutée comme dans d'autres régions. Ils ont même souvent été les alliés du régime.

En Jordanie, les Frères musulmans ont toujours travaillé dans la légalité et en public. Ils ont étendu leur travail et ouvert des sections dans la plupart des villes de Jordanie, y compris en Cisjordanie. Ils ont pratiqué les actions traditionnelles des Frères : prêche pour l'Islam, prêche dans les mosquées, organisation de congrès et de cérémonies publiques, fondations d'institutions et d'associations caritatives. Ils ont

²¹ Khaled Abu Al Amrin, *op. cit.*, p. 81.

également publié des journaux et des magazines et ont participé aux élections parlementaires. Les Frères sont restés la plus grande organisation de Jordanie jusqu'en 1957²².

Il était tout naturel que les Frères musulmans obtiennent le soutien des réfugiés palestiniens qui ont perdu leur pays, leurs terres et leur identité. Ces réfugiés, pleins d'amertume et de colère à l'encontre des dirigeants et des armées arabes, ont perdu la Palestine mais se rappelaient encore du combat des Frères musulmans sur le sol palestinien.

La force et la popularité des Frères musulmans commencent à régresser en Jordanie, et donc en Cisjordanie, à partir de 1954. La reprise du combat de la part des Frères contre Israël se faisait attendre longtemps. Lorsque les Palestiniens ont la certitude que le rapport qui lie les Frères musulmans au régime jordanien s'élève à un niveau d'alliance stratégique, alors que ce même régime est lié, politiquement, économiquement et militairement, à la Grande Bretagne, le pays européen auquel les Arabes et les Palestiniens font porter la responsabilité de l'établissement de l'Etat d'Israël et l'expulsion des Arabes de Palestine, les Frères musulmans commencent à perdre du terrain.

L'étoile du président égyptien Gamal Abdel Nasser commence au même moment à briller comme leader nationaliste appelant à se débarrasser de la colonisation et à lutter contre l'emprise occidentale. Il appelle à l'unité de la nation arabe face à Israël. Le régime jordanien devient alors la cible d'attaques politiques et de la presse égyptienne. La popularité de Nasser augmente en flèche après la nationalisation du canal de Suez et la guerre menée par la France, la Grande Bretagne et Israël contre l'Egypte, en particulier parmi les Palestiniens qui commencent à se retirer des Frères musulmans, ennemi principal de Nasser.

²² Amnon Cohen, Political parties in the West Bank under Jordanian regime 1949-1967, London, 1982, part III

* *Contrairement aux résolutions de la ligue arabe, le gouvernement jordanien a déclaré l'unité des deux rives du Jourdain, et par conséquent donné la nationalité jordanienne, des cartes d'identité et des passeports jordaniens à tous les palestiniens. L'Egypte, la Syrie et le Liban ont délivré des cartes d'identité et des documents de voyages spécifiques aux Palestiniens.*

Les partis nationalistes et les partis de gauche montent en force et lancent une guerre très violente contre les Frères musulmans. Le parti national socialiste obtient la majorité parlementaire lors des élections du 21 octobre 1956. Son président, Soliman el Nabulsi, forme le gouvernement. Les Frères musulmans se retrouvent dans les camps du régime jordanien, résistants à la marée nassériste et aux courants nationalistes et de gauche, ce qui les a affaiblis et a réduit leur popularité. Il faut ajouter à cela la progression du « Parti de la libération islamique », fondé en 1951 par cheikh Taqi Eddine Al Nabahani. Ce parti vient recruter dans la base religieuse des Frères musulmans.

2. Les Frères musulmans dans la Bande de Gaza

Cette époque est la plus riche et la plus importante dans l'histoire des Frères musulmans, dans la Bande de Gaza et partout où se trouvaient des Palestiniens. Les Frères musulmans étaient en effet la première force politique dans la Bande. Les conditions étaient propices pour que l'organisation pratique toute forme d'action, aussi bien l'action publique que l'action clandestine. Le mouvement a ainsi vu son action et sa base populaire s'étendre. Le mouvement a ensuite fait l'objet de répression et d'arrestation. Les Frères ont également mené des actions militaires au-delà des frontières, en plus de l'action politique et syndicale, puis ont connu l'expérience de la résistance à l'occupation israélienne en 1956. Le mouvement a également tenté alors une alliance avec les autres forces politiques²³.

Les Frères musulmans représentaient la première force politique dans la Bande de Gaza à cette époque²⁴. Plusieurs facteurs concourent à la montée en puissance du mouvement et à son extension, le facteur le plus important étant probablement la participation aux combats de 1948, mais aussi l'arrivée d'un grand nombre de Frères musulmans à Gaza dans le cadre de l'administration égyptienne de la Bande : officiers, enseignants, oulémas ou simplement fonctionnaires. De plus, la scène politique était dégagée de tout compétiteur réel, le rôle des dirigeants traditionnels

²³ Pour plus de détail cf., Khaled Abu Al Amrin, *op. cit.*, p. 101-122.

²⁴ Hussain Abu Al Naml, "*Qita'a Ghazah*" (la Bande de Gaza, 1948-1967), Beyrouth, 1979, p. 66.

étant terminé. La seule force pouvant faire face, le parti communiste, a perdu tout soutien populaire en raison de son soutien à la création de l'Etat d'Israël²⁵.

De 1952 à 1954, les Frères musulmans ont pu librement mener leurs actions en public sous la bienveillance du gouvernement révolutionnaire égyptien, ce qui constitue une expérience rare dans l'histoire des Frères musulmans. Les relations avec le gouvernement révolutionnaire furent au mieux durant les premières années de la révolution. Les sections des Frères se sont rapidement étendues à tous les villages, camps et villes de la Bande de Gaza : 11 sections²⁶ en tout. Les Frères s'activent et organisent des cours, des séminaires et des congrès patronnés par le gouverneur de la Bande de Gaza et ses grands officiers. Ils ont aussi mené des actions sociales et caritatives, ainsi que parmi les étudiants, comme le confirme un de leur proche de l'époque, Abdallah Abu Azzah : "la section étudiantes était la plus active, notamment pendant l'été, lorsque reviennent les étudiants inscrits dans les universités égyptiennes"²⁷.

Lorsque la discorde est consommée entre la direction de la révolution et les Frères musulmans, le gouvernement décide de dissoudre le mouvement en 1954. Les centres et les sections des Frères de Gaza sont alors fermés, tout comme c'est le cas en Egypte. Les conditions sont alors réunies pour que le petit nombre de Frères restés en liberté entre dans la clandestinité et s'organisent sous forme de "cellules" de petit nombre et organisent des rencontres clandestines²⁸.

Les Frères avaient formé leur aile militaire dès 1950²⁹. Cette formation militaire travaillait dans l'ombre et amassait des armes et des explosifs, organisait des entraînements et menait des opérations transfrontalières. Cette formation militaire avait pris différents noms : « Shabab Al Tha'r » (La jeunesse de la revanche), « Katibat Al Haq » (Bataillon du droit). Parmi les plus grands chefs de ces groupes on

²⁵ *Ibid*, p.70.

²⁶ Ziad Abu Amr, "*Ossoul Al harakat Al syassiya fi Qita'a Ghazzah*" (Origine des mouvements politiques dans la Bande de Gaza), Acre, 1987, p. 73.

²⁷ Abdallah Abu Azzah, "*Ma'a Al haraka al Islamiya fi al doual al arabiya*" (Avec les mouvements islamiques dans les pays arabes), Kuwait, 1986, p. 76.

²⁸ *Ibid*. p. 20-23.

²⁹ Khaled Abu Al Amrin, *op. cit.*, p. 106-109.

compte alors Khalil Al Wazir (Abou Jihad) et Salah Khalaf (Abou Iyad)³⁰, devenus plus tard des grands leaders du Fatah avec Yasser Arafat.

Les Frères ajoutent à cette époque l'action syndicale à leurs expériences. Ils étaient en effet la formation la plus importante dans le "syndicat des enseignants de l'Unrwa", devant les communistes, les Bassistes et les indépendants. C'est ce syndicat qui était derrière l'organisation des plus grandes manifestations de la Bande de Gaza dans les années d'avant l'Intifada comme en mars 1955, réclamant à l'administration égyptienne de les armer et de riposter aux attaques israéliennes et d'enterrer les projets d'installations des réfugiés dans les pays hôtes³¹.

S'ajoute à toutes ces expériences, celle de résister à l'occupant israélien, lorsque la Bande de Gaza tombe sous l'occupation militaire d'Israël pour quelques mois (du 29 octobre 1956 au 7 mars 1957). Les Frères musulmans, comme les autres forces politiques, ont exhorté la population et a distribué des tracts. Un grand nombre d'entre eux sont alors arrêtés.

Les Frères musulmans de la Bande de Gaza inscrivent à leur actif une nouvelle expérience, celle de l'alliance avec les autres forces politiques pour la réalisation d'objectifs communs. Ils s'allient aux communistes pour réclamer la liberté d'action politique et la constitution d'un conseil législatif palestinien à Gaza, et le refus d'installation des réfugiés. Ils se sont également alliés aux Bassistes et aux indépendants pour résister à l'occupation israélienne et ont formé "le front de la résistance populaire"³².

Cette phase se termine par le retour de l'administration égyptienne sur la Bande de Gaza le 14 mars 1957, une semaine après le retrait israélien et l'entrée des forces internationales d'interposition dans la Bande de Gaza. De grandes manifestations avaient refusé l'internationalisation et ont réclamé le retour de l'administration égyptienne. Toutes les forces politiques avaient pris part à ces manifestations, y compris les Frères musulmans.

³⁰ Ziad Abu Amr, *op. cit.*, p. 78.

³¹ Hussain Abu Al Naml, *op. cit.*, p. 73-94.

³² Abdallah Abu Azzah, *op. cit.*, p. 43-44.

Il convient de mentionner ici que l'attrait des Frères musulmans pour les Palestiniens de Cisjordanie ou de Gaza, n'était pas dans l'ensemble basé sur un appel de l'Islam ou suite aux prêches des Frères musulmans, ou encore pour l'islamisation de la société, mais plutôt sur une base nationaliste et politique étant donné que les Palestiniens vivaient une situation où ils perdaient leur patrie et leur direction politique. Les palestiniens ont d'ailleurs vu en ce mouvement l'espoir qui les mènerait vers la libération et le retour à la patrie. C'était en effet la position proclamée des Frères musulmans vis-à-vis de la cause palestinienne et ils ont effectivement pris part aux combats en 1948.

Les Palestiniens se rendent compte que les Frères musulmans ne poursuivront pas la lutte pour la Palestine mais se préoccupent bien plus de leurs intérêts partisans et de la lutte pour le pouvoir en Egypte. Dans les autres pays arabes, les Frères font partie de l'axe opposé à l'unité arabe et à la lutte que représente le régime égyptien dirigé par Nasser. Par conséquent, les Palestiniens abandonnent les Frères musulmans et rejoignent les autres partis et courants nationalistes qui appellent à la libération de la Palestine.

Nous verrons lors de la phase suivante, lors de la fondation du Fatah, que cette expérience riche et unique des Frères musulmans dans la Bande de Gaza n'a pas profité au mouvement des Frères musulmans : elle se transformera au contraire une base arrière importante et influente au profit des fondateurs du Fatah, dont certains sortent des rangs des Frères musulmans. Des personnes comme Khalil Al Wazir, Salah Khalaf, Kamal Odwan, Mohammad Youssef Al Najjar, Salim Al Za'anoun et des dizaines d'autres sont en effet Frères musulmans à l'origine de la fondation du Fatah. Ce sont eux qui ont amené l'expérience des Frères vers l'action clandestine, militaire, syndicale et à l'alliance avec des forces politiques différentes.

D. Phase de faiblesse et d'effacement total

Ce fût la pire époque pour les Frères musulmans. Le mouvement souffre de faiblesse, de régression, de répression, de désinformation et d'exclusion. Il en a résulté

un effacement total de la scène politique. C'était également le cas du mouvement des Frères d'Egypte, dont la voix était éteinte à cette époque.

1. Les faiblesses des Frères musulmans

A partir de 1957, plusieurs facteurs, intérieurs et extérieurs participent à affaiblir les Frères musulmans en général, et les Frères palestiniens en particuliers : ils ont perdu leur soutien populaire et sont marginalisés face à la popularité du président Nasser, le pire ennemi des Frères, devenu véritable leader de la Nation arabe, soutenu par les populations, et notamment les Palestiniens qui voient en lui une matérialisation de leur espoir de libération et de retour en Palestine. Cette situation est consacrée par un certains nombre d'événements politiques, notamment la nationalisation du canal du Suez et le retrait des forces françaises, britanniques et israéliennes, passant par l'unité entre l'Egypte et la Syrie, la chute de la monarchie en Irak et l'indépendance de l'Algérie. Les Frères musulmans sont alors poursuivis et persécutés en Egypte et dans la Bande de Gaza. Un grand nombre se réfugie dans des pays arabes opposés à Nasser. Les Frères musulmans sont alors accusés d'arriération et de complaisance avec l'occident.

Le coup fatal, qui a entièrement paralysé de l'intérieur les Frères musulmans, est survenu lorsque les meilleurs éléments et les jeunes leaders quittent les Frères pour fonder le Fatah³³, après avoir déployé de vains efforts à convaincre les dirigeants des Frères à s'impliquer dans l'action nationale palestinienne avec une nouvelle conscience et une méthode différente. Toutefois, les leaders des Frères de Gaza s'obstinaient à camper sur les mêmes positions. Les jeunes dirigeants et les meilleurs éléments ont alors quitté les Frères mais en emportant avec eux les fruits des riches expériences du passé. Les fondateurs du Fatah continuaient à démarcher des éléments des Frères musulmans à Gaza, au Caire en Syrie, au Koweït, au Qatar et en Arabie Saoudite dans le but de les joindre à la nouvelle organisation. Cette hémorragie interne, qui a débuté en 1957, ne s'est arrêtée qu'en 1963 lorsque les Frères musulmans de Gaza forment leur propre mouvement avec ce qu'il reste des hommes.

³³ Pour plus de détails sur la fondation du Fatah et le conflit avec les Frères musulmans, cf. Abdallah Abu Azzah, *op. cit.*, p. 70-93.

L'étai se referme autour des Frères musulmans en 1964 avec la fondation de l'OLP, désormais devenue l'espoir des Palestiniens pour un Etat et une identité nationale.

2. Le cadre organisationnel des Frères musulmans

Les Frères musulmans fondent leur propre formation politique pour la première fois en 1963. Lors d'une réunion sur la côte de Khan-Younis, ils élisent un conseil consultatif, un comité exécutif et, pour guide général*, Hani Bseso³⁴.

Comme mentionné par ses amis Frères qui avaient assisté à cette réunion³⁵, le sujet le plus important alors mis sur la table était les relations avec le Fatah. Les Frères ont alors décidé de mettre fin définitivement à toute relation avec le Fatah : ceux qui hésitaient encore devaient faire le choix rapidement entre les Frères et le Fatah.

Contrairement aux autres pays arabes, les Frères musulmans palestiniens ne disposaient pas d'organisation nationale indépendante dans toutes les phases précédentes. En Cisjordanie, les Frères musulmans sont absorbés par la partie jordanienne de la confrérie. Ceux de Gaza, relève de l'administration centrale des Frères musulmans au Caire. C'était là une des motivations des critiques des fondateurs du Fatah et des autres partis nationalistes ou de gauche à l'égard des Frères musulmans. Pour les fondateurs du Fatah, les Palestiniens devaient avoir leur propre organisation. Ils ne voulaient surtout pas participer à l'affaiblissement de l'identité nationale palestinienne. Ils voulaient que leur mouvement soit une organisation de libération comprenant toutes les strates de la société, toutes les catégories et toutes les couleurs politiques, à condition que chaque membre abandonne toute appartenance politique antérieure pour joindre le nouveau mouvement.

La nouvelle direction des Frères musulmans commence à contacter ceux qui leur sont restés loyaux dans la Bande de Gaza et dans la diaspora. L'organisation a maintenant une structure et une base dans la Bande de Gaza, au Koweït, au Qatar, en Arabie Saoudite, en Libye et ailleurs. En 1966, les Frères musulmans de Gaza ont un

* Le guide général est le titre du chef des frères musulmans dans un pays donné, celui de guide suprême étant réservé aux Frères musulmans d'Egypte et par conséquent dans le monde entier.

³⁴ *Ibid*, 95-96.

³⁵ *Ibid*, 112-114.

représentant au "bureau exécutif des Frères musulmans des pays arabes" qui siégeait à Beyrouth. Ce bureau était en quelque sorte le haut commandement des Frères musulmans, en remplacement du bureau du guide dont les membres sont arrêtés en Egypte. Dans ce bureau exécutif siégeaient des Frères musulmans syriens, jordaniens, soudanais, libanais, irakiens, koweïtiens, saoudiens, égyptiens expatriés et enfin palestiniens, représentés par Dr. Abdallah Abou Azzah, adjoint du guide général de l'époque³⁶.

Les Frères musulmans ont pu préserver le peu de membres qui leur restaient sans pouvoir en attirer de nouveaux. Ils se sont isolés. Parmi eux, s'est répandue l'idée de la Jahiliya (paganisme préislamique) de la société et qu'il était nécessaire de s'en isoler. Ils avaient alors pour guide l'ouvrage de Sayyed Qotb, "Ma'alem fi attariq" (balises sur le chemin). Ils se contentent d'une réunion hebdomadaire "de famille", en prenant toutes les précautions de discrétion. Dans ce cadre, ils étudiaient le Coran et la Sunna, le droit musulman, le Fiqh, et leur situation en général. Ils se sont créé une micro société ne dépassant guère les membres et leurs familles, femmes et enfants. Ils se mariaient entre eux et ne s'intéressaient plus aux questions politiques et publiques. Si bien que le guide suprême croyait qu'il n'y avait plus de Frères musulmans palestiniens.³⁷

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Khaled Abu Al Amrin, *op. cit.*, p. 140 et 141.

II. Les Frères musulmans jusqu'à la fondation du Hamas en 1987

Deux périodes peuvent être distinguées, constituée chacune d'une décennie particulière. La première se caractérise par une tentative de récupération et de sortie de sa léthargie par les Frères; la deuxième par leur résurgence et leur renforcement sur la scène de l'action publique.

A. Période de reconstruction (1967-1977)

Cette phase commence avec un véritable tremblement de terre qui a changé la carte de toute la région, politiquement, culturellement et psychologiquement. La défaite de juin 1967 représente une frontière, une limite entre les périodes précédentes et suivantes sur la scène arabe dans son ensemble. Cette défaite a annoncé l'échec des régimes nationalistes, nassériste en Egypte et baassistes en Syrie et en Irak, face à Israël.

L'occupation par Israël de Jérusalem, de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza fit entrer les Palestiniens, avec leurs organisations et leurs mouvements politiques, dans des conditions différentes. De même, cette nouvelle situation fit entrer les Frères musulmans dans une nouvelle réalité, radicalement différente de la précédente.

Malgré la tragédie et les pertes, l'occupation réunifie les Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Ceux-ci commencent à retrouver leur identité perdue en Cisjordanie. Les Palestiniens des différentes régions communiquent à nouveau, y compris avec les Palestiniens à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël, aidés par la montée en puissance du mouvement de la résistance palestinienne, menée par le Fatah et d'autres organisations hors des frontières, avec notamment des opérations contres des objectifs israéliens.

1. Les Frères musulmans dans les territoires occupés

Les Frères musulmans ont profité de la défaite de 1967 pour confirmer leur conviction de l'échec des dirigeants, des idéologies et des partis nationalistes et laïcs. Cette idée constitue désormais un véritable axe, appelant les Palestiniens à

abandonner ces idéologies et à retourner à l'Islam, de bâtir la personnalité musulmane, puis la famille musulmane et enfin la société musulmane.

Les Frères musulmans des territoires ressentent plus de liberté, loin du contrôle du régime de Nasser. Ils souffrent pourtant, comme tous les autres Palestiniens, de l'injustice de l'occupation israélienne, alors qu'auparavant ils étaient les seuls à être poursuivis et persécutés.

Naturellement, les Frères reprennent l'action depuis la Bande de Gaza. Contrairement à la Cisjordanie, les Frères musulmans de Gaza étaient déjà habitués à l'action clandestine sous l'administration égyptienne. Leur première rencontre a lieu dès septembre 1967. Ils décident de reprendre le prêche dans les mosquées et d'organiser des cellules "famille". Ils décident que l'éducation serait leur priorité. Ils élisent également un comité de direction pour les Frères musulmans de la Bande de Gaza comprenant un représentant de chaque région. Au début, ils n'étaient que quelques dizaines. Pour gagner de nouveaux membres, ils entreprennent des visites à domicile et des cours dans les mosquées. Lors de la réunion, le comité avait décidé de ne pas participer à des confrontations avec les forces d'occupation en raison de la faiblesse en nombre et en moyens. Ils décident plutôt que l'objectif principal est "la reconstruction"³⁸.

Gardant en souvenir le lourd passé des dix dernières années, les Frères musulmans reprennent leurs activités très lentement. Cependant, leur lenteur et leur incapacité à gagner de nouveaux membres étaient dues à la montée en puissance, à l'influence et à la popularité des organisations de résistances armées aussi bien dans les territoires occupés que dans les autres pays arabes, notamment grâce à l'augmentation des opérations militaires contre l'occupation, menées notamment par le Fatah et le FPLP.

Suite à leur réunion constitutive de Gaza, un certain nombre de leaders des Frères se rendent en Cisjordanie pour tisser des liens pour la première fois, d'autres se sont rendus à Amman pour coordination. La Bande de Gaza dépendait encore de

³⁸ *Ibid.*, p. 175-176.

l'organisation fondée en 1963 alors que la Cisjordanie dépendait de l'organisation jordanienne.

Durant toute cette période, les Frères musulmans de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie s'activent dans l'appel à l'Islam par l'exhortation aux pratiques religieuses, la morale et le retour aux mosquées. Dans les premières années, ils se limitent aux prêches et aux cours dans les mosquées. Ils regroupent de jeunes garçons pour la récitation du Coran en essayant d'attirer ceux qu'ils estimaient aptes à rejoindre la confrérie plus tard. Les cheikhs ont joué un rôle prépondérant à ce stade en tête desquels le cheikh Ahmad Yassin, Hamed Al Bidawi, Mohammad Fo'ad Abou Zeid, Fadel Saleh et Ahmad Al Haj. Ils ont même pu atteindre les villages arabes en Israël³⁹.

Trois phénomènes importants se manifestent dans la deuxième moitié de cette période et auront un impact certain sur la marche des Frères musulmans dans les phases suivantes : la fondation d'institutions, l'expérience de l'action étudiante au Caire et la Gama'a Islamiya (le groupe, la communauté islamique) dans les prisons.

a. Fondation d'institutions :

Durant cette période apparaissent également les débuts du travail institutionnel public qui aura une très grande importance par la suite dans le développement et l'expansion de l'influence des Frères musulmans. Les Frères musulmans fondent donc "Al Mujamma'a Al Islami" (le Rassemblement islamique) en 1973 et lui obtiennent une autorisation des autorités israéliennes au titre d'une association caritative⁴⁰. De même, ils fondent "Al Jam'iyah Al Islamiya" (l'association islamique) à Gaza en 1976. Le Cheikh Shehadah Najji lance un enseignement du Coran sur l'esplanade de la mosquée Al Aqsa à Jérusalem avec un petit groupe d'élèves de différentes régions. Ce sera le lancement des "maisons du Coran" qui se répandent par la suite dans toute la Cisjordanie et la Bande de Gaza et enrôlent des milliers d'élèves. L'association

³⁹ *Ibid.*, p. 177.

⁴⁰ Bulletin du Rassemblement islamique, Gaza, pas de date disponible.

islamique caritative d'Hébron, qui existait déjà avant 1967, reprend son action suivant le plan des Frères musulmans.

b. Organisation des étudiants au Caire⁴¹.

Grâce à l'intervention de la croix rouge, les étudiants de la Bande de Gaza reprennent leurs études dans les universités égyptiennes à partir de 1969. Plus d'un millier d'étudiants sont admis chaque année, parmi lesquels des étudiants appartenant aux Frères musulmans de la Bande de Gaza. Ils ont pu en influencer d'autres. Suivant les directives du Cheikh Ahmad Yassin, les étudiants ont formé des "cellules" et un comité de direction pour les diriger.

Les étudiants Frères musulmans acquièrent une expérience nouvelle, leurs horizons sont plus étendus et se laissent influencer par les courants qui commencent à apparaître dans les universités égyptiennes. Ils seront appelés à jouer un rôle important dans les années suivantes. En effet, les anciens leaders, Abdel Aziz Ouda et Bashir Nafe', quittent les Frères musulmans en 1973 et participent ultérieurement à la fondation du Jihad Islamique en 1980. L'étudiant en médecine, Fathi Al Shqaqi, qui suit des études à l'université Al Zagazig ne cessait de répéter sa devise : "la cause palestinienne est centrale dans l'action islamique". Il organisait des débats à l'intérieur du mouvement autour de la nécessité d'une action politique et nationale. Il quitte lui aussi les Frères musulmans et fonde, avec Abdel Aziz Ouda et Bashir Nafe', le Jihad Islamique.

A cette époque, apparaît aussi Moussa Abou Marzouk qui prend la tête de la direction des étudiants au Caire en 1973. Il jouera par la suite un grand rôle dans le travail islamique aux Etats-Unis puis deviendra enfin le premier chef du bureau politique du mouvement Hamas.

⁴¹ Détails in, Khaled Abu Al Amrin, *op. cit.*, p. 154-160.

c. La "Gama'a Islamiya" dans les prisons⁴²

La "Gama'a Islamiya" est fondée dans la prison d'Ashkelon en 1972. Puis s'est répandue très rapidement à toutes les prisons. Cependant, et étant restée cloîtrée derrière les barreaux, cette formation n'a pas eu de réelle influence, ni sur les Frères musulmans, ni sur l'action politique en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

Ce groupe est d'abord apparu dans les rangs des prisonniers des "forces populaires de libération" dépendant de l'armée de Libération de la Palestine et de l'OLP. Ces forces se sont mises en action suite à l'occupation de 1967. Des centaines de combattants sont arrêtés et incarcérés. Lorsque l'OLP décide la dissolution des forces populaires de libération, les combattants en prison sont alors partagés entre le Fatah et le FPLP. Une partie de ces combattants est restée à l'écart des deux formations sous le commandement d'un de leurs officiers, Jaber Ali Ammar, qui s'active en prison à lire des ouvrages islamistes, notamment les deux livres de Sayyed Qotb, « *Ma'alem fi attariq* » (« Balises sur le chemin ») et « *Fi thilal Al Qura'an* » (« A l'ombre du Coran », une exégèse du livre saint). Il a ensuite fondé la Gama'a islamiyya en prison et a été élu « émir de la Gama'a ».

La gama'a islamiyya est restée la seule formation à appeler au Jihad jusqu'en 1980 lorsque des Frères musulmans entrent pour la première fois en prison. Il s'agissait d'Arabes israéliens dirigés par Abdallah Nemer Darwich. Puis, en 1983, des militants et des chefs du Jihad islamique, dont le fondateur Fathi el Shqaqui, sont emprisonnés. Peu de temps après, le Cheik Ahmad Yassine est emprisonné également ainsi que d'autres leaders des Frères musulmans accusés de détention d'armes.

La Gama'a islamiyya a pris part aux grèves des prisonniers. Elle a également joué un rôle, avec le FPLP - commandement général, dans une opération d'échange de prisonniers, en 1985. Un membre de la Gama'a, Hafez el Dalqamouni, faisait partie du comité de négociation à l'extérieur et le cheik Mohammad Abou Teir, responsable des comités dans les prisons. Les membres de ces comités de prisonniers étaient majoritairement des membres de la Gama'a islamiyya. L'opération d'échange est couronnée de succès : le Cheikh Ahmad Yassine et la majorité des chefs de la Gama'a

⁴² *Ibid.*, p. 189-193.

sortent de prison. Les chefs de la Gama'a sortis de prison, et avec l'arrivée des idées du Jihad islamique et du Hamas, la Gama'a se trouve disloquée, notamment depuis l'Intifada et la multiplication des prisonniers du Hamas et du Jihad. La Gama'a disparaît en 1988 et ses membres sont partagés entre le Hamas et le Jihad.

Cette étape a été une véritable récupération et reconstruction dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie. Les Frères ont repris confiance en eux même et réussi à grossir le nombre de leurs militants et sympathisants. Ils ont également entamé un travail institutionnel qui joue un rôle majeur dans l'étape suivante.

2. Les Frères musulmans hors des territoires occupés

Après la défaite de juin 1967, les Frères musulmans de la diaspora sont longtemps restés faibles et enfermés sur eux-mêmes. Ils ont perdu tout contact avec les territoires palestiniens qui vivaient désormais une nouvelle réalité et des défis que les Frères musulmans de l'étranger n'ont pas connu. Alors que la nouvelle situation a sorti les Frères musulmans de l'intérieur de leur isolement et les a amené à multiplier progressivement leurs actions et leurs militants, les Frères musulmans de l'extérieur sont restés figés et isolés. Il est possible d'affirmer que malgré l'unité idéologique et la méthodologie chez les Frères musulmans, l'occupation, depuis 1967, a eu une grande influence sur les Frères musulmans pour enfin aboutir à deux types de Frères musulmans, dans leur nature, leur visions et leurs ambitions, et combien ils sont proches des évolutions de la situation en Palestine. Les effets apparaîtront plus clairement dans la deuxième décennie de l'occupation quand les Frères musulmans deviennent plus puissants et plus influents, en compétition avec les factions de l'OLP : les Frères musulmans palestiniens de l'extérieur n'avaient alors aucune voix.

Les prémices du réveil musulman commencent à apparaître dans les pays arabes après la guerre d'octobre 1973. Un grand nombre de jeunes Palestiniens et Arabes recommencent à fréquenter les mosquées encourageant les Frères musulmans à reprendre l'action et à essayer de recruter de nouveaux membres, en particulier au Koweït, où la communauté palestinienne est très importante. Les Frères fondent la

"section des étudiants" en 1975⁴³ et de jeunes recrues pénètrent dans la vieille organisation. Un des premiers à l'intégrer est Khaled Mash'al, l'actuel chef du bureau politique du Hamas. De façon générale, avec des membres de plus en plus nombreux et une influence grandissante, cette section des étudiants aura un grand rôle à jouer dans la suite des événements.

Les Frères musulmans de l'extérieur continuent de travailler dans le cadre de la structure fondée en 1963, qui englobe les Palestiniens de la diaspora, à l'exception de ceux de Jordanie. Les Frères musulmans de la Bande de Gaza dépendaient, en théorie, de la direction de cette organisation de laquelle et par l'intermédiaire de laquelle ils continuent de recevoir des fonds et des dons. Le conseil consultatif continuait à se réunir une fois tous les deux ans. Les Frères poursuivaient le travail traditionnel secrètement sans se frotter aux autres courants ni participer à l'action palestinienne en général.

Le Docteur Abdallah Abou el Azzah, guide général entre 1969 et 1972, diagnostique la réalité des Frères musulmans de l'époque, alors qu'il motivait sa décision de démissionner de sa fonction, la plus haute de toutes. Il décrit la confrérie comme "léthargique et incapable de se développer" "malgré l'estime et l'amour des Frères pour lui, leur loyauté à la confrérie était inébranlable. L'idéologie, le patrimoine et la loyauté envers la confrérie empêchait ceux qui croyait à la réforme d'y prendre part⁴⁴". Il reconnaît les erreurs des Frères et rejette l'idée que la confrérie, mais pas les membres, était une organisation pieuse. Il poursuit : "je suis entièrement convaincu, comme j'ai été convaincu il y a dix ans, avant ma démission, que rester dans la confrérie signifiait lui reconnaître cette qualité. De même, cela signifiait porter la responsabilité de ses erreurs. Il rejette également l'idée que l'échec de la confrérie était dû à des raisons extérieures à elle, comme ne cessent de le répéter les Frères. "Le devoir nous oblige à dire que le mouvement islamique est arrivé, et depuis longtemps, dans une impasse. Toutes les tentatives de sortir de cette impasse ont échoué parce que la confrérie refusait de reconnaître son défaut organique⁴⁵".

⁴³ *Ibid.*, p. 154.

⁴⁴ Abdallah Abu Azzah, *op. cit.*, p. 222.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 223.

B. Période d'extension et d'action publique

1. Les Frères musulmans dans les territoires occupés

La décennie qui précède l'Intifada et la fondation du Hamas était l'une des plus importantes dans la vie des Frères musulmans de Palestine. Pendant ces dix années, le nombre de militants et de sympathisants a augmenté de façon exponentielle, ses institutions et ses comités sont partout. Le mouvement commence une nouvelle expérience, celle de la compétition avec les autres factions dans les universités et les syndicats, avec les avantages et les inconvénients de cette expérience. Le mouvement passe également par l'expérience de la préparation de l'action militaire, ce qui lui a valu l'arrestation de certains de ses leaders, qui ont d'ailleurs joui d'une nouvelle et nécessaire expérience dans la lutte. Tout cela était suffisant pour consacrer le mouvement islamique comme l'une des factions majeures dans les territoires occupés.

Lors de cette phase, le "Rassemblement islamique" de Gaza redouble d'action. Il inaugure de nombreuses antennes et constitue plusieurs comités si bien que les Frères musulmans sont appelés "les gens du Rassemblement". Les associations islamiques des Frères se multiplient en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. L'Université Islamique est fondée à Gaza en 1978 et est restée depuis, l'un des bastions des Frères musulmans qui en contrôlent le conseil d'administration et les syndicats des étudiants. L'action de ces institutions a joué un rôle évident dans l'expansion des Frères musulmans et de leur idéologie.

La participation des Frères musulmans à l'action sociale a été une occasion fort utile pour de se frotter réellement aux différentes couches de la société et ainsi mieux les connaître. Cette action sociale, avec tous les services éducatifs, sanitaires et sociaux, et avec un grand nombre de bénéficiaires, a abouti à une popularité grandissante des Frères et de leurs leaders.

Avec la multiplication des universités nationales en Cisjordanie à la fin des années soixante-dix, les Frères étudiants s'activent, aidée par l'organisation et sous la supervision du Cheikh Ahmad Yassin. Ils organisent des festivals et des expositions

de livres islamiques, ils participent aux élections sous le nom de « Kutla » (bloc islamique), où ils ont réussi à gagner ses élections plusieurs fois et dans plusieurs universités et instituts, et ont été très compétitifs les autres fois⁴⁶.

La préparation de l'action militaire, entamée par Cheikh Ahmad Yassin en 1982, était une expérience supplémentaire pour les Frères musulmans des territoires occupés. Malgré la simplicité et les limites de cette expérience -achat et stockage de quelques armes dans une mosquée - elle est révélatrice des intentions des Frères musulmans. Selon les sources des Frères⁴⁷, l'action militaire et le Jihad effectif, faisaient parti du programme des Frères, contrairement à ce que répètent leurs détracteurs.

La fondation du "Mouvement du Jihad islamique" à Gaza en 1980 a encouragé le cheikh Ahmad Yassin à entrer dans la phase de lutte armée (Jihad), surtout que les chefs du Jihad, dont la plupart étaient d'anciens Frères musulmans, appelaient, dans toutes les mosquées de la Bande de Gaza, à allier Islam et nationalisme et ont proféré des critiques acérées contre les Frères musulmans parce qu'ils ne participaient pas à la lutte armée. Ils entrent ainsi en compétition avec les Frères sur leur public religieux et dans leurs bastions, les mosquées.

L'action militaire continuait de presser le cheik Ahmad Yassin jusqu'à la fondation d'un appareil militaire appelé "Al Mujahidoun", les Moudjahidines palestiniens : il en a confié le commandement à Salah Shehadah. Il a de même fondé un service secret de sécurité appelé "Majd", sigle pour « l'Organisation du Jihad et du Prêche », commandé par Yahya El Sinwar⁴⁸.

Les sept années qui ont précédé l'Intifada et la fondation du Hamas constituent une tâche noire dans la marche des Frères musulmans et de toutes les autres factions palestiniennes présentes dans les territoires occupés. Des attaques menées de part et d'autre avec des chaînes et des barres de fer, bris d'os entre les Frères musulmans d'un

⁴⁶ Emil Sahliyeh, *In search of leadership, West bank politics since 1967*, Washington, 1986, p. 126.

⁴⁷ Ihab Saleh, *"Hamas bayna aalam al waqia' wa aamal al mustaqbal"* (le Hamas entre les souffrances du présent et les espoirs de l'avenir), Chicago, 1991, p. 53.

⁴⁸ Chefs d'accusation militaires contre le cheikh Ahmad Yassin.

côté et toutes les autres factions de l'autre, y compris le Jihad islamique⁴⁹. Le pire, pour les Frères musulmans, c'est qu'ils ont été les premiers à mener ses attaques. Ses agressions et contre agressions ont continué durant les sept années précédant l'Intifada.

Le 7 janvier 1980, les Frères musulmans et leurs sympathisants attaquent et incendient le siège du croissant rouge de Gaza, considéré comme le bastion des communistes et des gauchistes. La même année, la lutte est engagée avec le Fatah sur l'Université Islamique. En 1981, des violences éclatent entre les Frères musulmans et le Fatah à l'université Al Najah de Naplouse. Le 9 janvier 1982, des affrontements opposent les Frères musulmans à tous les courants nationalistes à l'université Al Najah également. Les Frères musulmans attaquent un professeur et le défenestrent du deuxième étage. Le matin du 4 juin 1983, les autres factions attaquent l'Université Islamique avec des bouteilles incendiaires et des chaînes de fer. Le 16 novembre 1984, le Docteur Ismail Al Khatib, adjoint du directeur de l'Université Islamique, est assassiné. Les Frères musulmans accusent le Fatah d'avoir fomenté l'assassinat. Le 5 mars 1985, les Frères musulmans agressent Assa'd Al Saftawi, un dirigeant et fondateur du Fatah à Gaza. En 1986, des heurts opposent plusieurs fois les Frères musulmans au FPLP ainsi que de nombreuses fois au Jihad islamique, parfois même à l'intérieur des mosquées. Les violences atteignent leurs paroxysmes lorsque des Frères musulmans, sur ordre de leurs chefs, attaquent un éminent chef du Jihad islamique de l'époque. Il est hospitalisé pendant plusieurs jours⁵⁰.

Après avoir analysé les principales caractéristiques de cette période, qui a fini par l'éclatement de l'Intifada, le 8 décembre 1987, on constate que les Frères musulmans entrent dans cette révolte sous le nom de Hamas et avec plusieurs points forts : une extension rapide dans tous les camps, les villages et les villes palestiniennes ; des militants et des sympathisants de plus en plus nombreux ; et une direction capable, aguerrie par une expérience de terrain dans l'action populaire, sociale et caritative. Cependant, ils entrent dans l'Intifada avec une expérience limitée dans le domaine de l'action militaire. Ils étaient aussi en mauvais terme avec toutes les factions

⁴⁹ Pour plus de détail, cf. ABU AMR Ziad, "*Al harakah al islamiyah fi al diffa al gharbiya wa qitaa' ghazzah*" (le mouvement islamique en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza), p. 71-74.

⁵⁰ Khaled Abu Al Amrin, *op. cit.*, p. 224.

nationalistes et islamistes. Il en résulte que le Hamas persiste à vouloir travailler seul. Il décide de ne pas travailler dans le cadre du "commandement national unifié de l'Intifada".

2. Les Frères musulmans hors des Territoires occupés

Si l'expérience des Frères musulmans palestiniens des territoires occupés, pendant les dix années qui ont précédé la fondation du Hamas, les avait préparés à entrer dans l'Intifada et l'action politique et nationale, l'expérience des Frères musulmans palestiniens de l'étranger est différente. Elle les fait entrer dans une phase nouvelle, pour laquelle ils n'étaient ni prêts ni aptes à porter la responsabilité, ni même à remplir le rôle qui leur incombait de jouer dans le cadre de ce qui a été appelé par la suite "le commandement du Hamas à l'extérieur", puis le "bureau politique du Hamas".

Les Frères musulmans de l'extérieur commencent par une grave erreur en mettant fin à leur existence nationale. En effet, lors de la réunion du conseil consultatif de 1978, ils décident de dissoudre l'organisation et de fusionner avec celle de Jordanie. Ainsi, toutes les sections des Frères musulmans palestiniens des pays arabes dépendent désormais de la direction des Frères musulmans de Jordanie, en reçoivent les directives et lui envoient une partie des cotisations de ses membres⁵¹.

D'autres questions islamiques secondaires sont maintenant le centre d'intérêt des Frères musulmans. Parler de la Palestine devient, pour eux, un nationalisme rejeté par l'Islam. Ils se concentrent donc sur les questions des Frères musulmans en Syrie, en Egypte, en Jordanie, dans les pays du Golfe et sur le Jihad contre les soviétiques en Afghanistan.

Les Frères musulmans et de nombreux salafistes jihadistes pensent que la lutte nationale pour la réalisation d'objectifs nationalistes et panarabes est contraire à l'Islam. Pour eux, l'Islam est une religion universelle, un musulman pakistanais est considéré plus proche qu'un arabe non musulman, le Jihad et la lutte doivent avoir

⁵¹ *Ibid.*, p. 161.

pour seul objectif d'élever l'étendard de l'Islam. Ainsi, la lutte nationale palestinienne dirigée par l'OLP était un nationalisme sans aucun objectif islamique.

Ils ne s'arrêtent pas là et les choses se compliquent quand les Frères musulmans palestiniens dépendent de deux directions différentes : celles des Frères musulmans de Jordanie d'un côté, et celles des Frères musulmans dans les pays où ils se trouvent, suivant la résolution du bureau du guide suprême⁵². Cette situation complique l'action des Frères musulmans palestiniens lorsqu'ils essaient de mener des actions pour la cause palestinienne.

De fait, les Frères musulmans de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie relèvent de la direction des Frères musulmans de Jordanie. Les Frères musulmans ont ainsi réalisé leur unité de commandement, après que l'unité du peuple palestinien ait été réalisée sous l'occupation israélienne. Avant 1967, la Cisjordanie était sous contrôle jordanien, la Bande de Gaza sous administration égyptienne. Aucune communication n'était possible entre elles. Il était plus facile pour un Palestinien de Gaza de se rendre n'importe où dans le monde que de se rendre à Ramallah. Après 1967, les communications sont donc rendues possibles. Les habitants des deux régions habitent désormais sous les mêmes conditions, il leur était possible de se rendre à Gaza, à Ramallah ou à Jérusalem en moins d'une heure. Les frères musulmans de Gaza et de Cisjordanie commencent à se connaître, à coopérer puis enfin s'unissent.

L'organisation des étudiants⁵³ des Frères musulmans palestiniens au Koweït a été l'une des plus importantes manifestations de l'action des Frères à l'extérieur des territoires occupés. L'importance de cette organisation vient de sa nature, de sa façon de travailler et du rôle qu'elle a joué par la suite en produisant la plupart des dirigeants du Hamas de l'extérieur, et de son contrôle de la majorité des comités politiques, d'information, caritatif et militaire, ainsi que de la plupart des bureaux de représentation à l'étranger, sans parler de son contrôle du bureau politique.

En réponse aux demandes incessantes des nouvelles générations de Frères musulmans, le bureau exécutif des Frères musulmans de Jordanie crée un appareil

⁵² Statuts des frères musulmans, article 47.

⁵³ Khaled Abu Al Amrin, *op. cit.*, p. 154-157.

spécial, relevant de la direction jordanienne des Frères, sous le nom de "l'appareil spécial pour la Palestine". Cet appareil entre en action en 1986 avec un comité exécutif de chefs Frères palestiniens de Jordanie, du Koweït, d'Arabie Saoudite, de Grande Bretagne et des Etats-Unis, parmi lesquels Khaled Mash'al, Moussa Abou Marzouq et Ibrahim Ghousheh⁵⁴.

Le mouvement Hamas est lancé dans les territoires occupés en décembre 1987. En août 1988, la plupart de ses dirigeants et un grand nombre de ces militants sont arrêtés. Pour préserver le mouvement et assurer son appartenance aux Frères musulmans, le Cheikh Ahmad Yassin en a délégué le commandement à des Frères musulmans de l'extérieur, loin du poing de l'occupation. L'appareil spécial pour la Palestine commence lentement et discrètement à jouer son rôle jusqu'en 1990, lorsqu'il a pu profiter de la présence des cadres de l'organisation du Koweït qui sont arrivés en masse en Jordanie. Le Hamas de l'intérieur a prouvé sa force et sa capacité à survivre. La direction de l'extérieur maintient son contrôle sur le mouvement grâce aux fonds récoltés au nom du mouvement et en raison de ses liens avec les Frères musulmans à l'étranger et son contrôle des relations avec l'OLP et ses composantes ainsi que les autres gouvernements. Enfin, le bureau politique est fondé en 1992 et a élu siège à Amman.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 170.

Chapitre I

Les facteurs déterminant la prise de décisions politiques

- I. L'influence de l'idéologie islamiste
- II. L'appartenance au mouvement des frères musulmans
- III. Nationalisme, réalisme politique et intérêts de l'organisation
- IV. Les tensions entre les directions intérieure et extérieure
- V. Le poids de l'aile militaire

I. L'influence de l'idéologie islamiste

Dès son apparition, le Hamas s'est déclaré mouvement *islamiste*. Déjà apparent au niveau de la dénomination "mouvement de la résistance islamique", le caractère islamique est encore plus clair au niveau du discours politique, imprégné de termes et de concepts religieux. C'est le cas par exemple, de sa charte et ses communiqués officiels, des déclarations de ses chefs et de ses positions sur les événements. En pratique, la mosquée est le principal lieu pour regrouper, recruter, mobiliser, distribuer des tracts, diffuser l'information et donner les consignes : le prêche du vendredi est resté le principal organe médiatique du mouvement, même après la formation du gouvernement Hamas en 2006. Les chefs du Hamas, et à leur tête le premier ministre Ismail Haniyyeh, se répartissent dans les différentes mosquées. Nous insisterons ici sur le discours islamiste dogmatique du mouvement puis sur son impact sur le comportement politique du mouvement ainsi que sur ses prises de positions au regard des événements.

A. Le discours religieux du mouvement

Dans les trois premières années qui ont suivi la naissance du mouvement, le discours religieux était apparent, évident, il dominait même entièrement ses communiqués officiels, sa charte et les déclarations de ses leaders. Tous les communiqués du mouvement, qu'ils soient ou non numérotés, commencent toujours par des versets coraniques et contiennent dans le corps du texte d'autres versets ou traditions du prophète.⁵⁵

Les premiers mots du premier communiqué du Hamas furent « à notre public musulman sur le front, vous avez aujourd'hui rendez-vous avec la volonté divine qui touchera les Juifs et leurs collaborateurs⁵⁶ ». Ce discours est donc destiné aux publics musulmans, ce qui est nouveau dans le discours des mouvements nationalistes palestiniens après vingt années d'occupation. Il utilise aussi le terme islamique de "Morabet", soldat en poste sur les frontières de l'Islam, en lieu et place des termes de lutte et de guerre en usage. Ajoutons à cela qu'il exclue les chrétiens palestiniens, qui

⁵⁵ Cf. « documents du mouvement islamique », 6 volumes, ni date ni éditeur.

⁵⁶ *Ibid*, vol. 1 communiqué n° 1 (14/12/1987), p. 17.

étaient et qui restent une composante importante dans la marche du mouvement national palestinien depuis ses débuts.

De même, le communiqué désigne "l'ennemi juif", ce qui indique bien que le mouvement ne faisait aucune distinction entre Juifs et Sionistes. Le discours continuait de désigner les Juifs et le Judaïsme comme ennemis. Le discours évolue ultérieurement et désigne "l'ennemi sioniste", ce qui montre une maturité politique du mouvement avec le temps, qui fait désormais la distinction entre la religion juive et le sionisme, en tant que mouvement politique ennemi et raciste.

Le discours du mouvement continue d'être destiné au peuple musulman. On peut lire dans son cinquième communiqué : "ici la voix de l'Islam, la voix de tout le peuple palestinien en Cisjordanie, dans la Bande (de Gaza), et dans toute la terre de Palestine"⁵⁷. Le septième communiqué demande à son public de "s'engager dans la loyauté envers Allah, celui qui combat pour que la parole d'Allah soit la plus haute, c'est dans la voie d'Allah". Et dans son 36^{ème} communiqué (25/12/1989) "souviens-toi, mon frère musulman du paradis et de ses grâces divines, de la vie d'ici-bas et de sa bassesse, choisis la voix du bien".

Dans les premières années, les communiqués du mouvement affirment que son combat était religieux, entre Musulmans et Juifs. Ils qualifient les Juifs de " suceurs de sang et provocateurs de guerres"⁵⁸. Le 66^e communiqué (31/10/1990) résume ainsi sa position : "la bataille d'Al Aqsa déclare que notre guerre avec les Sionistes est une guerre entre l'Islam et les Juifs". Le discours du Hamas apparaît donc comme un discours religieux intégriste plein d'antisémitisme.

Quant à la charte du Hamas, parue le 18 août 1988, l'article 1 énonce que, pour "le mouvement de la résistance islamique, l'Islam est une voie dont le mouvement s'inspire de ses idées, ses conceptions et ses visions de l'univers, de la vie et de l'homme, le mouvement revient à l'Islam, prend l'Islam comme juge pour tous ses comportements, et la rationalisation de ses pas". Selon l'article 3 de la charte, la structure fondamentale du mouvement est composée de "Musulmans loyaux envers

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid*, communiqué N° 2, (décembre 1987), communiqué N° 40, (17/04.1989) et communiqué N° 65 (11/10/1990).

Allah et l'adorent comme il se doit". L'article 4 souhaite "la bienvenue à tout musulman qui croit à sa doctrine, embrasse ses idées et respecte sa voie (tracée) " et enfin, l'article 6, "œuvre pour élever l'étendard de Dieu sur chaque pouce (de terre) de Palestine" ⁵⁹.

L'article 11 fût et reste encore aujourd'hui l'un des piliers religieux qui a le plus influencé les positions politiques du mouvement Hamas : "le mouvement de la résistance islamique considère la terre de Palestine comme un *Waqf* (legs pieux) islamique pour les générations musulmanes jusqu'à la fin des temps, il ne convient donc pas de renoncer à tout ou partie ni concéder tout ou partie de ces terres. Nul n'a ce droit, aucun pays arabes, ni mêmes tous les pays arabes, aucun roi, aucun président, ni tous les rois et les présidents, ni aucune des organisations (factions) palestiniennes ou arabes⁶⁰".

L'article 3 indique que "les initiatives (de paix) et ce qu'on appelle les règlements pacifiques ou les conférences internationales pour régler la cause palestinienne sont contraires à la croyance, à la doctrine du mouvement de la résistance islamique. La renonciation à une partie de la Palestine est une renonciation à une partie de la religion. Le nationalisme du mouvement fait partie de sa religion⁶¹".

La Charte traite la question des Juifs de façon éloignée du langage politique. Ainsi, dans l'article 23, "avec l'argent, ils contrôlent les médias internationaux, avec l'argent, ils font éclater des révolutions dans tous les pays du monde, pour l'accomplissement de leurs intérêts et récolter les fruits. Ils étaient derrière la révolution française, derrière la révolution bolchevique, et la majorité des révolutions dont nous avons entendu ou entendons parler ici et là. Ils étaient derrière la première guerre mondiale. Ils ont fondé la Société des Nations pour gouverner le monde par l'intermédiaire de cette organisation. Ils étaient aussi derrière la deuxième guerre mondiale et la fondation des Nations unies et du Conseil de sécurité..."⁶²

⁵⁹ Charte du mouvement de la résistance islamique Hamas, ni date, ni éditeur.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

Le discours religieux est également apparent dans les déclarations des chefs du mouvement. Dans une lettre écrite dans la prison de Kfar Yona en Israël⁶³, le cheikh Ahmed Yassine s'adresse ainsi à ses "frères moudjahiddines, fils du Hamas et des brigades victorieuses de Ezz Eddine El Qassam : la route est longue et difficile devant nous, ce sera la victoire sur les ennemis d'Allah et la libération de nos lieux saints, ou bien la mort en martyr et la grâce divine au paradis. Nous devons accomplir la vision de l'Islam en nous-mêmes, en nos familles et nos maisons, ainsi notre prêche sera mieux entendu et mieux accepté".

Trois à quatre ans après la fondation du mouvement, le discours religieux devient moins violent. Les décisions politiques sont désormais prises hors des territoires occupés. Il en est même de la plupart des communiqués politiques lorsque la direction de l'extérieur fonde le Bureau politique qui siège à Amman en 1992⁶⁴. Et en raison de la nécessité de communiquer avec les Etats, les gouvernements ou les autres factions palestiniennes, dont la majorité est de gauche, c'est l'intérêt qui domine désormais dans ses communiqués et ses discours sans pour autant effacer les traces du discours religieux.

Le discours religieux reste plus fort chez les chefs du Hamas de l'intérieur. Ils sont en effet plus près des masses et le discours religieux reste le facteur le plus important dans le recrutement et la mobilisation. Dans un discours prononcé par Ismaël Haniyyeh, premier ministre du Hamas, trois ans seulement avant les élections gagnées par le Hamas, et quinze ans après la fondation du mouvement, il renvoie au premier communiqué et à la charte: "nous affrontons l'occupation à travers notre compréhension du Coran car dans le Coran, Allah dévoile les secrets de l'âme juive corrompue, haineuse, et déclencheuse de guerre et de discorde entre les gens⁶⁵". Il en est de même dans son discours à l'occasion du vingtième anniversaire de la fondation du Hamas, le 15 décembre 2007, discours entièrement religieux⁶⁶. Un autre leader du Hamas, qui sera par la suite élu député de Khan-Younis, explique la destruction et les souffrances des habitants de la ville frontière de Rafah par les pêchés commis par

⁶³ "Lettres de prison du Cheikh Ahmed Yassine", magazine Al Wassat, Londres, n° 92, 01/11/1993, p. 12.

⁶⁴ "Qadaya Doualyya" (questions internationales), magazine pakistanais, n° 335, 21/10/1996, p. 16.

⁶⁵ "Saout Al Jami'a" (la voix de l'université), n°49, 07/01/2003, p. 3.

⁶⁶ Site du Hamas sur Internet (palestinian media centre).

certaines et le silence des autres, comme le trafic de drogues et la cupidité des marchands d'armes⁶⁷.

B. L'impact de la doctrine religieuse sur la politique du mouvement

1. Foi et engagement

La foi musulmane et l'engagement islamiste étaient les premiers et les plus importants facteurs influençant l'action politique et la position du mouvement vis-à-vis des autres parties et causes soulevées durant les premières années de la vie du mouvement. Ils continuent encore de nos jours d'influencer les politiques du mouvement mais à côtés d'autres facteurs dont l'importance croît avec le temps jusqu'à dépasser en importance la croyance religieuse et la met au service de ses objectifs politiques.

2. Relations avec les autres parties

Comment le mouvement perçoit les Juifs et la religion juive, les gouvernements arabes, les Chiites et l'Iran, les Nations du monde et les Nations unies.

a. Juifs et Judaïsme

Les communiqués du Hamas ne font aucune distinction entre Juifs et judaïsme. Il refuse d'emblée les positions des autres courants politiques palestiniens et arabes sur le judaïsme et le sionisme. Il ne commence à se concentrer sur le sionisme que trois ans après sa fondation et ce en raison de l'influence grandissante des dirigeants de l'extérieur venus notamment des Etats-Unis, du Royaume-Uni, du Koweït et d'ailleurs, ces dirigeants ayant bien compris les retombées négatives d'un tel langage antisémite.

⁶⁷ Cheikh Younis Al Astal, Al ressalah, n° 275, 08/01/2004, p. 15.

Concernant l'ennemi désigné, le discours politique a évolué même si les convictions n'ont pas, elles, évolué, du moins dans la majorité des milieux du mouvement. Il n'y a nulle trace de signes de Juifs antisionistes, aucun contact avec ceux-ci ou avec les juifs pacifistes ni même avec des religieux ne reconnaissant pas la légitimité de l'Etat hébreux.

b. Les gouvernements arabes

Le discours excité par une influence religieuse superficielle et directe se met à proférer des accusations à l'encontre des dirigeants arabes et de leurs positions de la cause palestinienne. Ce discours les qualifie des pires appellations qui n'ont pas leur lieu dans le discours politique du mouvement. Ce discours ne s'est pas contenté d'attaquer les dirigeants arabes en général, il en a même cité certains nommément⁶⁸.

Après avoir réalisé la nécessité de communiquer et de travailler avec les gouvernements arabes, et lorsqu'il s'est rendu compte de la nécessité d'être représenté dans les pays arabes, après intervention de facteurs politiques et pragmatiques, le gouvernement du Hamas a dû changer son discours et ses positions.

c. Les Chiites, le Hezbollah et l'Iran

Le facteur religieux et confessionnel avait son impact sur les relations avec l'Iran et le Hezbollah, et ce dès la fondation du Hamas : les relations étaient alors qualifiées de "froides". Le cheikh Ahmad Yassine déclare lors d'une interview en mai 1989 : "le Hezbollah est un parti chiite, il n'applique pas les lois du Livre de Dieu et les traditions de son prophète ; les Musulmans sont Sunnites et non Chiites. Moi, je crois que le vrai parti de Dieu (Hezbollah) est celui qui respecte les lois du Livre d'Allah et des traditions de son prophète... le Hezbollah du Liban ne nous représente pas, il ne représente pas non plus les musulmans du Liban. Par conséquent, il ne représente que lui-même"⁶⁹.

⁶⁸ Voir détails dans le chapitre 4.

⁶⁹ Ahmad ben Youssef, "Ahmad Yassine, légende et défi", p. 118.

Il s'ajoute à cela un autre facteur politique et partisan: le mouvement du Jihad islamique en Palestine (rival islamiste du Hamas), a toujours déclaré son appui total et permanent à la révolution islamique en Iran. Il déclare également s'engager dans la voie de "l'Imam Khomeiny" et reçoit donc beaucoup de subvention de l'Iran. Le Hamas avait donc tendance à être très prudent dans ses rapports avec l'Iran ou le Hezbollah. Il n'était pas pressé de construire ou de développer des relations avec eux.

Cependant, le développement important dans les relations entre l'Iran et le Hamas et les différentes formes d'aides que celui-ci reçoit d'Iran montre l'importance des autres facteurs politiques et pragmatiques dans les positions politiques du Hamas. Le cheikh Ahmad Yassine se rend en personne en Iran le 28 avril 1998 pendant dix jours. Lors de cette visite, il est reçu par le guide suprême de la révolution iranienne, il donne un discours devant des milliers d'étudiants et de professeurs dans la ville sainte de Qom, il se recueille aussi sur la tombe d' l'Imam Khomeiny. Il déclare que son mouvement est prêt à s'engager dans la voie tracée par l'Imam⁷⁰.

Le développement des relations est tel que le Hamas est devenu un allié stratégique dans ce qui est appelé les "forces de résistance", comprenant l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas.

d. Les Nations unies

Dans les premières années de son existence, le Hamas a refusé toutes les résolutions des Nations unies. Il a également refusé toutes les actions des organisations internationales des droits de l'homme. Le mouvement s'est déclaré contre l'Est communiste et l'Ouest croisé. Il considère que les actions des Nations unies et de la communauté internationale ne sont en réalité que "le contrôle des mécréants sur les terres des Musulmans⁷¹", que "c'est une conspiration mondiale mécréante pour abattre la nation de l'Islam⁷²". Le Hamas considère les Nations unies comme une création des Juifs, même s'il faut noter que la position du Hamas vis-à-vis de l'Organisation mondiale et des autres pays occidentaux a beaucoup évolué.

⁷⁰ Al Quds Al Arabi, Londres, 01/05/1998.

⁷¹ Charte du Hamas, article 13, pp 14-15.

⁷² Documents du mouvement de la résistance islamique, vol. 4, communiqué n° 69, 12/01/1991, p. 18.

3. Rapports avec les partis palestiniens

a. Les factions palestiniennes

Dès le début, le Hamas a refusé d'intégrer l'OLP en raison de la laïcité de l'organisation. De même, il a refusé de mener son action dans le cadre du "commandement unifié de l'Intifada", également en raison de la présence d'organisations marxistes au sein de ce commandement. Cette position de principe est motivée par des raisons religieuses et confessionnelles. Toutefois, avec la montée en puissance de facteurs politiques et pragmatiques, le Hamas est contraint d'entrer en alliance avec ces mêmes organisations marxistes contre le Fatah et la direction de l'OLP après la signature des accords d'Oslo. Le Hamas a rejoint la coalition des "dix factions", puis s'est allié au FPLP dans certaines élections syndicales et étudiantes tenues dans les territoires occupés. Ces alliances se sont appuyées sur des Fatwas pour justifier cette position auprès de ses militants et sympathisants islamistes : "les Musulmans ont besoin des voix des non musulmans pour atteindre les positions de contrôle et de direction, sans cela, la victoire des Musulmans avec leurs seules voix devient impossible ou douteuse⁷³".

b. Les chrétiens de Palestine

Dès le départ, le Hamas a commis une erreur dans son traitement avec les chrétiens. Ceux-ci représentent en effet une part importante du peuple palestinien. Même si le Hamas ne les a pas pris pour ennemi, et même si, à certaines occasions religieuses, le Hamas s'est adressé aux chrétiens avec un discours positif, il ne les a pourtant pas traités comme il devait le faire en tant que force nationaliste et patriotique. Il était possible de consolider les relations avec les chrétiens par l'intermédiaire de leurs chefs religieux et sociaux. Le Hamas aurait même pu mettre des chrétiens parmi les chefs déclarés, comme l'avait fait Amie Al Hussaini, le grand Mufti de Palestine avant 1848, et comme l'avait aussi fait Hassan Al Banna, le fondateur de la confrérie des Frères musulmans en Egypte. A ce sujet, Khaled Masha'al, président du Bureau politique du Hamas reconnaît l'existence de

⁷³ Fatwa sur l'alliance du mouvement avec des forces non islamistes, 1^{er} janvier 1994.

manquements, dix ans après la fondation du mouvement : "il y a là un autre aspect, que je trouve lacunaire, concernant notre assimilation de nos concitoyens chrétiens. Malgré l'évolution de notre littérature, je trouve qu'il y a encore des manquements dans la pratique⁷⁴".

4. Impact au sein du mouvement

L'engagement islamique avait un effet très positif sur le mouvement dans beaucoup de cas: il cimente la cohésion interne, réduit les possibilités de dissension ou de scission, et grâce à cet engagement, la mobilisation intérieure atteint son maximum.

a. Les dissensions au sein du mouvement

Bien qu'il y ait des controverses et conflits possibles dans n'importe quel mouvement politique, qui naissent en raison de points de vue divergents, de différences régionales, de la compétition pour les postes de direction, le facteur religieux joue un rôle très important dans la réduction ou le report des différends. En effet, de nombreux règlements et contraintes existent, commandés par l'engagement religieux, comme par exemple le devoir d'obéissance à l'émir, le serment d'allégeance au chef, le sentiment de fraternité musulmane ou encore l'interdiction d'aller à l'extrême en cas de discorde, et la crainte que l'ennemi profite de ces dissensions encadrent et limitent les différends.

b. La mobilisation intérieure

Le facteur religieux joue un rôle très efficace dans la mobilisation des militants. Il leur donne une pleine charge, ce qui constitue une de leur force majeure. Grâce à ses sentiments, les militants sont pleins de zèle dans tout ce qu'ils font, et cela les rend prêt à sacrifier argent, temps et vie même. Ce facteur a introduit une nouveauté dans l'action nationale palestinienne, les opérations "martyres", qui élèvent celui qui s'y adonne au plus haut degré du sacrifice. Il ne fait aucun doute que cette

⁷⁴ Interview avec Khaled Masha'al, Majallat Falsteen Al muslima (magazine de la Palestine musulmane), janvier 1998, p. 13.

cohésion interne et ces opérations martyres ont joué un rôle majeur dans la popularité du Hamas dans les territoires occupés.

5. Position de principe sur la cause palestinienne

En ce domaine, le facteur le plus important de l'idéologie du Hamas est le facteur religieux, imprégnant les slogans et les positions décisives du mouvement. Le Hamas exige ainsi la libération de toute la Palestine, du Jourdain jusqu'à la Méditerranée, et refuse toutes les résolutions internationales et les règlements pacifiques proposés, y compris la conférence de Madrid et les accords d'Oslo.

Le problème du Hamas était et est toujours, l'absence d'objectifs intermédiaires réalisables. Le Hamas a échoué à se fixer des objectifs atteignables durant "l'Intifada des pierres", avec laquelle il est né. Le devoir impliquait que la résistance devait continuer indéfiniment, mais jusqu'à quand ? Et comment ? Le Hamas n'a jamais su trouver de réponse convaincante à ces questions. Pour Mohammad Nazzal, un des leaders du mouvement, "le Hamas a insisté pour écarter l'Intifada de tout compromis politique, il faut continuer l'Intifada jusqu'à ce que les conditions d'une guerre populaire totale de libération soient remplies à l'intérieur comme à l'extérieur, pour délivrer la terre de Palestine de l'occupation sioniste⁷⁵".

Le Hamas demande donc au peuple palestinien de poursuivre l'Intifada jusqu'à ce qu'il y ait un changement dans les pays arabes, c'est-à-dire une inconnue dont nul ne sait quand elle se réalisera. Il en est de même de la logique des opérations martyres et autre. Comme su, ayant pour but le martyr, elles se placent au-dessus de tout rôle politique au service d'objectifs précis.

6. L'arme de la Fatwa

Comme les autres mouvements de l'Islam politique, le Hamas a du se servir de l'arme de la fatwa. Ces fatwas s'adressent avant tout à ses militants et sympathisants pour justifier certaines positions politiques qui semblent faillir aux conditions religieuses.

⁷⁵ Jawad el Hamad et Iyad Al Barghouti, « étude dans l'idéologie politique du Hamas », Amman, 1997, p. 70.

La fatwa vise alors la cohésion du mouvement et la prévention des différents en son sein. Elle a aussi pour objectif de contrecarrer les autres mouvements religieux qui critiqueraient le mouvement d'un point de vue religieux.

Mais la fatwa devient dans de nombreux cas une arme à double tranchant et se retourne contre le mouvement lui-même lorsqu'il tente de justifier des positions contradictoires. La fatwa de 1996 a prohibé la participation aux élections alors que la fatwa de 2006 oblige à participer aux élections, sachant que les conditions d'interdiction et d'obligation n'ont pas changées. De plus, des fatwas internes au mouvement peuvent être déclarées pour contrer les fatwas officielles, comme la fatwa du cheikh Ahmad Nemer Hamdan interdisant la participation à ces mêmes élections⁷⁶.

Cependant, le Hamas continue d'émettre des fatwas dans de nombreux cas, fatwas à caractère politique, que ce soit par la commission des fatwas lui appartenant, soit par l'alliance des oulémas de Palestine composée de chefs politiques et religieux du Hamas⁷⁷.

L'alliance des oulémas de Palestine a émis des fatwas politiques appelant les Palestiniens à s'inscrire pour les élections et à voter pour le Hamas⁷⁸.

⁷⁶ Iyad Al Barghouti, « La religion et l'Etat en Palestine », 2007, p. 14.

⁷⁷ *Ibid*, p. 39.

⁷⁸ Voir le site Internet de l'alliance.

II. L'appartenance au mouvement des frères musulmans

L'islamisme du mouvement et son appartenance aux frères musulmans peuvent paraître comme une seule et unique chose. Il reste cependant que l'engagement islamique qui restreint les actions, les connexions et les politiques du Hamas à l'Islam en général, se resserre lorsqu'il s'agit d'un point de vue précis parmi tant d'autres. La compréhension de l'Islam des Frères musulmans et leurs expériences diffèrent des autres courants islamistes sur le terrain, comme les Salafistes traditionnels ou les Salafistes djihadistes, le parti de la libération, le djihad islamique, Al Qaïda ou les nombreux autres mouvements apparus en Egypte, en Turquie, au Pakistan et ailleurs.

Le Hamas a déclaré dans ses communiqués et dans sa charte qu'il faisait partie des Frères musulmans. Dans le chapitre introductif, nous avons signalé que l'organisation palestinienne s'était fondue dans celle de Jordanie. Ainsi, les frères musulmans palestiniens de la diaspora, de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie relevaient d'une seule et même organisation et d'une seule et même direction à Amman depuis 1979.

En 1984, une résolution du conseil exécutif des frères musulmans de Jordanie ordonne la fondation d'un "appareil général pour la Palestine". Le dernier guide des frères est chargé de choisir ses collaborateurs et de préparer un plan d'action, des objectifs et un organigramme. Cet appareil est devenu réalité dès les débuts de 1986⁷⁹. Un comité exécutif est constitué de chefs des Frères musulmans de Koweït, de Jordanie, d'Arabie Saoudite, des Etats-Unis et de Grande Bretagne.

Depuis 1990, cet appareil secret est alors connu sous le nom de "Direction du Hamas à l'extérieur" avec un premier porte-parole, Ibrahim Abu Ghosheh, puis, depuis 1992, sous le nom de "Bureau politique" du Hamas dirigé par Moussa Abou Marzouk qui a élu siège à Amman. Ce qui signifie que la référence pour la Direction du Hamas était la Direction des frères musulmans de Jordanie, et par son intermédiaire, le guide suprême d'Egypte.

⁷⁹ Abu El Amrein Khaled, p. 170.

Cela montre l'influence de la direction des Frères musulmans jordaniens, puis égyptiens, dans la formulation de la politique générale à la lumière de laquelle le mouvement prend ses décisions.

Du point de vue organisationnel, le Hamas est lié aux Frères musulmans par l'intermédiaire de sa direction de l'extérieur qui a monopolisé les grandes décisions ainsi que les ressources financières et les relations avec les autres partis. De même, le Hamas est lié conceptuellement et idéologiquement par la typologie politique des Frères musulmans. Ces deux liens ont leur impact sur les décisions, les positions et les relations politiques du mouvement islamiste.

Ces liens avec les frères musulmans ont profité au Hamas moralement, financièrement et médiatiquement, mais ont entravé ses tentatives de développer ses conceptions politiques du fait de sa présence sur le terrain dans les Territoires occupés. Ces liens avaient donc des aspects positifs mais aussi d'autres plus négatifs.

A. Les aspects positifs

L'appartenance aux Frères musulmans, la plus grande organisation islamiste contemporaine, la plus ancienne, la mieux répandue et la plus productive dans la pensée et la culture islamique était certainement fort utile au Hamas.

1. Sur le plan moral

Le sentiment d'appartenance à une ancienne et grande organisation par-delà les frontières constituait, pour les chefs et pour les militants du Hamas, un soutien moral les aidant à tenir bon et à persévérer. Ils sont persuadés que leurs Frères de l'extérieur ne les laisseraient pas seuls face aux factions palestiniennes de l'OLP et de sa direction à Tunis, jouissant de ses moyens politiques, médiatiques et financiers. Ils pouvaient compter sur une organisation plus grande et avec des moyens encore plus importants que ceux de l'OLP. De plus, ils étaient convaincus que leurs Frères de l'extérieur étaient plus honnêtes et bienveillants à leur égard et à l'égard de leur cause. Le Hamas exprime ses convictions dans plusieurs de ses communiqués. Ainsi, dans le

30^e communiqué du 5 mai 1988 le Hamas appelle à ce "que les sympathisants de l'Islam dans tout le pays et à l'étranger soit des portes parole du Hamas en réponse au black-out médiatique local et international"⁸⁰.

Dans le 54^e communiqué (11/03/1990), le Hamas en appelle directement aux Frères musulmans : "le mouvement Hamas appelle tous les mouvements islamistes internationaux, en tête desquels l'organisation mère, les Frères musulmans... à expliquer/démontrer le sérieux du danger du complot américano-sioniste contre le peuple palestinien"⁸¹.

Le 87^e communiqué (04/09/1991) était très optimiste dans son évaluation de la force des Frères musulmans et de leur volonté de se jeter dans la bataille au côté du Hamas : "nous appelons nos frères de l'organisation islamiste internationale à agir efficacement sur tous les plans pour affronter le complot de liquidation⁸² (de la cause)". Par ce complot, le Hamas entend la conférence de Madrid.

Les Frères musulmans de l'intérieur ont imaginé une force exagérée des Frères musulmans dans le monde arabe et dans le monde entier. Cependant, l'exagération la plus importante était celle de à quel point les Frères étaient prêt à participer effectivement dans la bataille de la premier Soulèvement contre l'occupation israélienne.

Malgré tout, ces sentiments, même injustifiés, étaient une des raisons du zèle des Frères musulmans, concernant la résistance et la continuité du Hamas durant les premières années du soulèvement et son apparition comme nouvelle force efficace sur le terrain de la politique palestinienne.

⁸⁰ Documents du mouvement de la résistance islamique, vol. 1, p. 102.

⁸¹ *Ibid.*, vol. 3, p. 32.

⁸² *Ibid.*, vol. 4, p. 59.

2. Sur le plan médiatique

Les Frères musulmans du monde entier ont apporté au Hamas, dans la limite de leurs moyens, un soutien médiatique non négligeable. En particulier durant les trois premières années de son existence lorsque les médias arabes et internationaux négligeaient le mouvement et avant qu'il ne devienne une matière médiatique importante pour les agences de presse et les journaux arabes et internationaux.

Les journaux et magazines des Frères d'Égypte, du Koweït, des Emirats, du Maroc, du Liban, de Jordanie, du Pakistan, de Grande Bretagne, des États-Unis et d'ailleurs ont publié les communiqués et couvert les activités du mouvement. Ils ont fait le récit de ses actes d'héroïsme et raconté les biographies des martyrs. De même, les Frères musulmans du monde entier, où qu'ils soient, organisent des colloques, des rencontres publiques et des festivités pour vanter les accomplissements du Hamas.

L'accroissement du public islamiste dans le monde augmente la couverture médiatique du Hamas. Cependant, le médium le plus important pour le Hamas, à l'intérieur des Territoires comme à l'extérieur, est le prêche du vendredi dans les mosquées, suivis par des millions de fidèles musulmans partout dans le monde. Des orateurs éminents se sont engagés dans cette voie en Palestine, au Koweït, en Jordanie et ailleurs. Des centaines de milliers de cassettes de l'Intifada circulent parmi les fidèles.

Mais les Frères musulmans, avec leurs organes de presse et leurs prêcheurs, n'étaient pas les seuls vecteurs médiatiques pour le Hamas : d'autres islamistes non Frères musulmans ont également participé à cette campagne de « communication », en raison de ce que représentent la Palestine et Jérusalem pour les Musulmans.

3. Sur le plan financier

Le soutien financier était le service le plus important qu'ont apporté les Frères musulmans au mouvement de la résistance islamique. Les charges financières du Hamas sont de plus en plus lourdes et la majeure partie du financement, sinon la totalité, provenait, et provient encore, de l'extérieur. Le financement venait

essentiellement des dons effectués par aussi bien de riches musulmans que par des gens plus modestes. Les associations et institutions islamistes contrôlées par les Frères musulmans apportaient également leur part du financement⁸³.

Les Frères musulmans des pays arabes riches ont joué un rôle de facilitateurs des missions des représentants du Hamas auprès des hommes d'affaires et des institutions, les aidant à faire les collectes et à recueillir l'aumône. Dans de nombreux cas, ils ont joué le rôle d'intermédiaire et ont fondé des associations caritatives dans de nombreux pays. Ces associations apportent des fonds dans les territoires occupés⁸⁴.

Le soutien financier a été décisif dans les premières années, et avant le développement des relations régionales du Hamas qui ont permis l'apport de millions de dollars d'Iran, du Qatar et d'ailleurs.

B. Les aspects négatifs

L'appartenance du Hamas à l'organisation des Frères musulmans et le lien organique avec les Frères de Jordanie représente un obstacle important dans le développement du mouvement et de son action dans la cause nationale palestinienne en fonction des conditions et des intérêts palestiniens. En plus d'autres aspects politiques et administratifs.

1. Faiblesse du soutien politique

Le premier point important que tout observateur extérieur peut remarquer sans difficulté, c'est que les organisations arabes des Frères musulmans n'avaient pas réagi assez rapidement à la nouvelle situation créée par la première Intifada et par la fondation du Hamas en 1987. Elles n'ont pas non plus répondu aux appels répétés lancés par le Hamas de l'intérieur des territoires occupés.

⁸³ Cf. Mohieb El Nawati, "Hamas mina addakhil" (le Hamas de l'Intérieur), p. 142-146.

⁸⁴ Khaled Abou Al Amrein, p. 364.

Les Frères musulmans arabes ont en revanche profité de la fondation du Hamas pour accroître leur popularité et, à partir de 1998, ils ont gagné des sièges au parlement jordanien puis au Yémen et en Egypte.

Les Frères musulmans des pays arabes se sont préoccupés des situations politiques dans leurs pays respectifs tout en s'intéressant suffisamment à la question palestinienne sans pour autant entraver leur marche dans leur propre pays. Les Frères musulmans de Jordanie n'ont pas voulu mettre en péril leur vieille alliance avec le régime. Il en sera de même des Frères d'Egypte qui cherchent une légitimité perdue depuis la dissolution des Frères en 1954.

Un porte-parole du Hamas a exprimé l'amertume de son mouvement vis-à-vis de la position des Frères musulmans : "malheureusement, la réaction et l'interaction du mouvement islamiste universel étaient insuffisantes et inacceptables. Nous craignons que certains défaitistes, sous prétexte de souplesse, acceptent de reconnaître Israël et signent les accords d'Oslo, laissant Arafat et Rabin achever et liquider le mouvement islamiste en Palestine. Et, à moins de déclencher un soulèvement total partout, le mouvement islamiste sera responsable devant Allah et devant l'Histoire de la perte de la Palestine et des lieux saints⁸⁵".

2. Obstacles administratifs

Le lien entre le Hamas et les Frères musulmans avait un autre aspect négatif limitant le mouvement des chefs du mouvement à l'extérieur et leur capacité à profiter des énergies des Frères palestiniens relevant de Frères musulmans d'autres pays et des Frères jordaniens en même temps.

L'appareil général de la Palestine (la direction de l'extérieur) voyait dans certains cadres des Frères palestiniens des énergies qu'il voulait enrôler dans ses rangs et profiter de leurs compétences dans ses bureaux de représentation dans certains pays⁸⁶.

⁸⁵ Ibrahim Gosheh, Al Alam, Londres, 09/10/93, p.18.

⁸⁶ Interview avec un ancien chef du Hamas, Gaza, 21 janvier 2008.

Mais les organisations des Frères musulmans refusent de se passer de ces cadres qui jouent leurs rôles selon les plans préétablis.

En 1990, la direction de l'extérieur a réussi à obtenir du bureau du guide suprême une résolution lui permettant d'entrer en contact avec les Frères musulmans palestiniens résidants à l'étranger mais qui n'ont pas le statut de réfugiés dans ces pays. D'autres difficultés continuent tout de même d'entraver l'action de la direction de l'extérieur.

Nous pouvons ici mentionner les problèmes qui ont eu lieu au Yémen comme illustration de la dépendance du Hamas et des obstacles qu'il rencontre. En 1992, le Hamas décide de nommer un représentant au Yémen qui serait chargé de créer un bureau du mouvement au Yémen. Les Frères musulmans yéménites considèrent que cette question relève d'eux et qu'ils doivent se charger eux-mêmes de ce bureau. Le différend s'est terminé par la conclusion d'un accord⁸⁷ précisant les limites d'intervention des organisations de chaque pays dans les détails. Selon cet accord, le Hamas devait consulter les frères yéménites avant de nommer les membres de son bureau à Sanaa, ces derniers ayant un droit de veto sur les noms des membres. Le plan d'action devait aussi être promulgué par les deux parties.

3. Obstacles stratégiques

Le plus dangereux pour le mouvement, pour son plan directeur, ses positions stratégiques et son avenir national palestinien, était la soumission de son plan directeur, de ses statuts et de ses prises de positions à l'étude détaillée et à l'approbation préalable des dirigeants de l'organisation mère et de la direction des Frères jordaniens, ce qui les oblige à prendre en compte d'autres calculs non fondés sur la connaissance des réalités palestiniennes mais, au contraire, basés sur les intérêts des organisations nationales et de l'organisation internationale.

La principale influence sur les décisions et les orientations du Hamas vient de l'organisation jordanienne dont les priorités sont celles du régime jordanien. De plus, historiquement, les Frères jordaniens ont une position anti-OLP et leurs points de vue

⁸⁷ "Les grandes lignes préliminaires relatives à l'organisation du bureau du mouvement au Yémen", *op.cit.*

sont contraires aux souhaits des Palestiniens quant à l'avenir de la Cisjordanie dans le processus de règlement politique : les Frères jordaniens considèrent en effet que la Cisjordanie et la Transjordanie ne font qu'un et que la décision jordanienne de se séparer de la Cisjordanie est illégale puisqu'elle n'a pas été approuvée par le parlement.

Ainsi, la direction de l'extérieur, dans ses prises de position et ses rapports avec les différentes parties, ne prend pas seulement en considération les conditions du peuple palestinien, ses luttes et ses aspirations à l'intérieur et à l'extérieur, mais doit tenir compte, volontairement ou sous la contrainte, des conditions des Frères musulmans jordaniens, de leurs intérêts et leurs aspirations. L'organisation jordanienne craint qu'une autorité palestinienne forte soit le germe d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Il en résulterait un "tri" des Palestiniens de Jordanie, ce qui priverait l'organisation des Frères musulmans de Jordanie d'une part importante de sa base, de ses dirigeants et de ses cadres. Certains chefs d'origine palestinienne pourraient perdre la citoyenneté jordanienne dont ils ont tant profité.

Depuis plus de 50 ans, la marche des Frères musulmans de Jordanie montre bien qu'ils embrassent les mêmes objectifs stratégiques que le régime, même s'ils ont parfois des différends avec certains gouvernements. Il est bien entendu que cette situation a un impact sur les décisions politiques du Hamas à plusieurs niveaux. Le plus évident et le plus dangereux étant la défense de tout rapprochement entre le Hamas et l'Autorité palestinienne.

C. L'avenir des rapports avec les frères musulmans

Le journal Al Hayat du 20 mars 2007⁸⁸ publie un important rapport sur l'action du président du bureau politique du Hamas, Khaled Mashaal, en faveur d'une séparation nette entre le Hamas et l'organisation mère, les Frères musulmans de Jordanie, comme partie d'une nouvelle stratégie d'organisation des relations internes et externes après l'accord de la Mecque. Le rapport précise que la demande a été introduite depuis 2004

⁸⁸ Mona Sabbagh, "Les fissures au sein du Hamas posent la question du destin de sa direction extérieure", Al Hayat, 20/03/2007.

au moment où Khaled Mashaal a été reconduit pour trois ans à la tête du mouvement pour un troisième mandat, contrairement aux statuts qui fixe le mandat du président à 4 ans reconductibles une fois, donc huit ans successifs au maximum.

Le rapport ajoute que Mashaal s'était adressé au guide suprême en Egypte, Mohammad Mahdi Aakif, pour décider de l'avenir des rapports entre les deux organisations après que ces efforts aient abouti à une impasse. De façon générale, la structure de l'organisation ne pouvait continuer de cette façon, après la multitude de développements sur les plans palestinien, régional et international, et surtout après le changement de position de Frères musulmans eux-mêmes en Palestine, en Jordanie et en Egypte.

1. Au niveau intérieur

Depuis la signature des accords d'Oslo, des développements importants et fondamentaux se sont produits sur le plan intérieur palestinien. La fondation de l'Autorité nationale palestinienne puis la tenue d'élections législatives et présidentielles en 1996, le déclenchement de la seconde Intifada, la disparition du président Arafat puis l'élection de Mahmoud Abbas en 2004, l'assassinat du cheikh Ahmad Yassine et la victoire du Hamas aux élections législatives de 2006, des pourparlers continus entre le Hamas et l'Autorité, la volonté du Hamas d'intégrer les rangs de l'OLP, l'ambition de Khaled Mashaal de prendre la place de Yasser Arafat, etc. tout cela nécessitait l'émancipation du Hamas et sa séparation de l'organisation jordanienne pour enfin devenir une organisation proprement palestinienne apte à diriger le régime politique palestinien.

La direction de l'intérieur, quant à elle, pense que l'indépendance de l'organisation sert ses objectifs et ses tentatives incessantes de reprendre sa position de direction principale, tenant en main les rênes du processus de prise de décision en lieu et place de la direction de l'extérieur. Le communiqué funèbre du cheikh Ahmad Yassine, assassiné lors d'un bombardement aérien israélien, était un signe clair de la volonté d'indépendance : le communiqué, daté du 22 mars 2004, était titré "les Frères musulmans en Palestine déplore la disparition de leur guide suprême Ahmad Yassine". Cela signifie que le Hamas, son bureau politique et sa direction de

l'intérieur et de l'extérieur suivent le bureau du guide des Frères musulmans en Palestine, présidé par le Cheikh Yassine.

La surprise dans le communiqué apparaît deux jours plus tard sur le site des Frères musulmans égyptiens, « ikwan on line », sous le titre "les Frères de Palestine déplore leur guide, le Cheikh Ahmad Yassine⁸⁹" dans lequel on peut lire "la communauté des Frères musulmans de Palestine publie un communiqué, lundi 22 mars 2004, qui célèbre le professeur Ahmad Yassine, président du bureau du guide de la communauté des Frères musulmans en Palestine, vers le martyr..." Pour la première fois dans l'histoire des organisations des Frères musulmans dans le monde, le titre de guide suprême est donné à une direction autre que celle du guide suprême d'Égypte. Il est d'habitude d'appeler le chef des Frères musulmans dans un pays arabe, "le contrôleur général des Frères".

Le site officiel de l'organisation, qui ne peut se tromper dans les appellations ou les prendre à la légère, ne se contente pas de cela, mais, de plus, confirme la pleine indépendance de l'organisation palestinienne en signant "bureau du guide suprême en Égypte⁹⁰". Le site accepte probablement un fait accompli, ou ce qui va devenir un fait accompli, peut-être même en prévision d'une politique américaine mettant tout le monde dans le même sac, le Hamas figurant sur la liste américaine des organisations terroristes. En même temps, et alors que les États-Unis cherchent à nouer des contacts avec des islamistes modérés, les Frères musulmans se déclarent modérés.

2. Au niveau régional

La région a été secouée par plusieurs secousses politiques, à commencer par la guerre Iran-Irak, l'invasion du Koweït en 1990, l'alliance internationale contre l'Irak et la libération du Koweït, puis enfin l'occupation militaire américaine de l'Irak. Ses développements devaient nécessairement avoir un effet sur les rapports des Frères musulmans avec les pays de la région.

⁸⁹ Hussam Tammam, "Mutations des Frères musulmans", le Caire, Makyabat madbouli, 2006, p. 28.

⁹⁰ *Ibid*, p. 29.

Les positions des Frères musulmans sur l'invasion du Koweït et de ses effets ont varié. Les Frères jordaniens ont ouvertement soutenu Saddam alors que le Hamas a tenu une position différente que les koweïtiens ont interprétée comme la meilleure des positions des Frères musulmans. Les Frères d'Égypte ont, de leur côté, tenté d'avoir une position médiane⁹¹.

Quant à l'occupation américaine de l'Irak, toutes les organisations des Frères musulmans, y compris le Hamas, s'en prennent au gouvernement irakien, allié des Américains alors que les Frères musulmans irakiens sont au gouvernement sous le nom de "parti islamique". Ils font partie du régime politique parrainé par les États-Unis, et ce depuis la création du conseil de gouvernement sous l'autorité de l'émissaire américain Paul Bremer.

La direction des Frères égyptiens, représentée par Mamoun Al Hudabi, ex-guide suprême, et Mohammad Mahdi Aakif, l'actuel guide suprême, a déclaré "comprendre" cette position.

Le déplacement de la direction du Hamas, en 1999, d'Amman en Jordanie à Damas en Syrie, et les différends qui ont précédé avec le régime jordanien et donc avec les Frères jordaniens, couronne l'installation de l'alliance stratégique entre le Hamas, la Syrie, le Hezbollah et l'Iran. Cette alliance s'est renforcée au fil des années passées, et elle atteint son apogée avec la prise de contrôle de la Bande de Gaza, et le soutien politique, financier, médiatique et logistique de ces pays et groupes alliés atteint alors son maximum. Cette alliance a par contre éloigné le Hamas du camp des modérés arabes, en particulier de l'Arabie Saoudite, des pays du Golfe et de la Jordanie.

Avec la volonté des Frères jordaniens de préserver leurs relations avec le régime, le souhait des Frères égyptiens à maintenir leurs liens avec l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe, il est de l'intérêt de tous que les Frères palestiniens obtiennent leur indépendance, que les Frères musulmans n'aient à subir les conséquences de ses positions, comme toute autre organisations des Frères musulmans devant prendre des

⁹¹ Détails sur les positions des Frères et du Hamas in Ahmad ben Mohammad Al Daghash, "Position des islamistes sur la crise du Golfe", Sana, libraire du guide, 1992. Détails de la position du Hamas dans le chapitre 4 de cette recherche.

positions contraires en fonctions des conditions du pays où ils se trouvent, comme c'est le cas des Frères irakiens, algériens ou tunisiens.

La direction du Hamas pense désormais que trancher cette question lui permettrait de mener une politique plus flexible, sans les liens d'appartenance aux Frères musulmans ici ou là, en particulier dans ses rapports avec son allié principal, la Syrie, en tant que mouvement politique palestinien, et avec l'Iran et le Hezbollah en tant que mouvement islamiste non lié par un cadre organisationnel.

De toute façon, on ne sait exactement où en est le Hamas de cette question, ni quel sera son effet futur sur les relations entre la direction extérieure et intérieure, qui cherche elle aussi à renforcer ses liens avec le camp des modérés arabes, pour en jouer comme un atout en face de la direction de l'extérieur.

Mais l'histoire des Frères musulmans nous dit que les choses iront très lentement et que des compromis sont possibles pour parvenir à des solutions médianes.

3. Au niveau international

Les événements du 11 septembre 2001 constituent sans doute l'événement international qui a le plus troublé les rapports entre les Etats-Unis et l'Islam politique en général. On parle alors du danger islamiste et d'une campagne internationale contre le terrorisme, suivie par l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak, de la campagne américaine contre le programme nucléaire iranien, et enfin, en juin 2006, de la guerre menée par Israël et franchement appuyée par les Etats-Unis contre le Hezbollah.

Les Frères musulmans ont veillé à condamner le terrorisme et à montrer une image d'eux-mêmes comme un groupe politique modéré qui accepte le pluralisme et la démocratie, et mettent ces principes en pratique en Egypte, en Jordanie et dans d'autres pays arabes. Il fallait absolument réexaminer la question du Hamas, qualifié d'organisation terroriste par les Etats-Unis. De plus, le Hamas se place clairement dans l'axe Iran-Syrie. De là, la demande d'indépendance de la direction du Hamas est alors appuyée par les Frères musulmans d'Egypte et de nombreux Frères jordaniens,

de manière à ce que toute l'organisation n'ait à payer le prix de la position américaine vis-à-vis du Hamas, position dont beaucoup pense qu'elle sera dure et violente.

III. Nationalisme, réalisme politique et intérêts de l'organisation

Après avoir dominé la pensée et les positions politiques du Hamas, le discours religieux et l'idéologie islamiste commencent progressivement à céder la place au nationalisme et à la politique pragmatique.

Ceci ne signifie pas que les facteurs nationalistes et politiques n'avaient aucune influence sur le Hamas depuis le début. Cela ne signifie pas non plus que les effets de la religion aient totalement cessé d'influencer ou qu'ils se soient affaiblis dans les étapes suivantes. Les décisions politiques du Hamas sont devenues la résultante des deux facteurs: un facteur nationaliste et politique sur le devant de la scène et un facteur idéologique en filigrane. Ce qui a poussé le Docteur Ali Al Gerbaoui à qualifier le Hamas comme "un mouvement en forte expansion, avec une large base populaire et avec des ramifications institutionnelles à l'intérieur du pays, caractérisée par une souplesse dans l'adaptation idéologique, beaucoup de pragmatisme politique et a donc une influence évidente sur le cours de la vie politique palestinienne"⁹².

A. Nationalisme

Cheikh Hassan el Banna (1906-1949), fondateur de la confrérie des Frères musulmans, parle du nationalisme et de sa place dans la pensée des Frères musulmans: "les Frères musulmans aiment leur patrie et veillent à son unité. Nous sommes avec les prêcheurs du nationalisme, dans le bon sens du terme, qui fait du bien au pays et aux populations. Le nationalisme fait partie des préceptes de l'Islam. La différence entre les nationalistes et nous, c'est que nous considérons que le nationalisme fait partie de notre doctrine, les nationalistes, eux le considèrent dans les limites géographiques"⁹³.

⁹² Al Gerbaoui Ali, "Al Qoua al Islamiya fi Marhala intiqaliya" (la force islamiste dans une phase transitoire), journal Al Hayat, 23 février 1996, p. 15.

⁹³ Hassan el Banna, "correspondance de l'Imam martyr", p. 196.

La charte du Hamas a repris ses mêmes termes dans l'article 12 : "le nationalisme, du point de vue du mouvement de la résistance islamique, fait partie du dogme religieux. Si les différents nationalismes sont liés par des considérations matérielles, humaines et géographiques, le nationalisme du mouvement de la résistance islamique a tout cela, mais, en plus, et c'est ce qu'il y a de plus important, des considérations divines⁹⁴".

Sur la base des deux précédentes citations, le nationalisme du Hamas diffère des autres nationalismes en ce qu'il fait partie de la religion et qu'il est commandé par ses préceptes. Le nationalisme du Hamas ne peut être contraire à l'universalité des Frères musulmans. C'est ainsi que la charte évoque le nationalisme seulement dans l'article 12, c'est-à-dire après 11 articles qui parlent de l'islamité et de l'universalité du mouvement. C'est probablement à partir de là que le mouvement diffère des autres factions palestiniennes dans la définition de leurs réclamations nationales indéniables.

La fondation du Hamas à ses débuts et la participation au soulèvement des pierres, en plus des facteurs religieux qui appellent au djihad, était aussi une réponse nationaliste à l'occupation : se mettre au côté des masses populaires dans leur mécontentement de l'occupation et de ses exactions et œuvrer pour y mettre fin. Ainsi, par nécessité d'agir, le mouvement a ouvert ses bras à des centaines et des milliers de membres non issus des Frères musulmans. Ceux-ci ont rejoint le mouvement à partir de motivations nationalistes à la base, considérant que l'étendard islamique a, pour beaucoup, plus de crédibilité dans l'action nationale, et assure un travail plus honnête, loin du clientélisme et de la corruption.

Le mouvement a désormais de nouvelles bases et un public plus large et nouveau qui le soutient en raison de son action nationale et de ses opérations audacieuses. La population palestinienne, en raison de ses souffrances prolongées, considère l'action nationale au premier rang des facteurs qui attirent vers les partis, mouvements ou chefs politiques, quelle que soit les orientations idéologiques de telle ou telle tendance. Ainsi, Georges Habash, ancien secrétaire général du Front populaire, reste

⁹⁴ Charte du Hamas.

l'un des plus éminents dirigeants nationaux du peuple palestinien, bien qu'il soit chrétien et marxiste.

Les Frères musulmans entrent dans l'action nationale par la porte de l'Islam, tandis que les sympathisants et les plus jeunes éléments du Hamas en viennent à l'Islam politique par la porte de l'action nationale. "Le Hamas, en fin de compte, est basé sur deux piliers : l'un religieux islamique, étant une composante des Frères musulmans, qui porte leur programmes et slogans ; l'autre nationaliste résistant, étant une organisation du mouvement national palestinien aspirant à la libération de la Palestine et la défaite de l'occupation israélienne⁹⁵".

Le discours politique du Hamas s'adresse désormais aux masses populaires afin de les attirer et de les mobiliser en sa faveur. Dans le même temps, il commence progressivement à "alléger" le discours idéologique, destiné principalement aux Frères musulmans et à son public plus ancien. Avec une force et une popularité grandissantes, avec une confiance accrue dans l'avenir, le discours du Hamas s'oriente vers l'avenir, pour tenter de trouver des solutions aux préoccupations et aux aspirations des Palestiniens, sans négliger pour autant la base religieuse de ses aspirations. Dans les premières années de vie du Hamas, le discours du mouvement était plutôt nostalgique du passé, rêvait d'un Etat islamique du temps des califes bien guidés et des 4 premiers siècles de l'Islam. Sans se soucier des réalités de la vie quotidiennes.

Le discours politique du mouvement arrive à un degré où Islam et nationalisme sont confondus. Contrairement au Jihad islamique, cet aboutissement n'est pas dû à une conscience politique, ou à une théorie idéologique, mais plutôt façonné par les expériences et les circonstances. Le Hamas a donc dû suivre le Jihad islamique en de nombreux aspects.

⁹⁵ Al Haroub, Khaled, "Hamas fi al houkm, Djadal Addini oa assiassi" (le Hamas au pouvoir, entre politique et religieux), Siassat Ramallah magazine, numéro 2, 2007

B. Réalisme politique et pragmatisme

La propagation et l'influence accrues du Hamas avaient leur impact sur l'évolution de son discours politique. Le Hamas s'est trouvé contraint de faire face à de nouveaux faits : traiter avec des organisations internationales et des gouvernements occidentaux, reconsidérer ses relations avec les gouvernements arabes et les autres organisations et factions palestiniennes.

Le Mouvement commence à proposer ses conceptions du règlement intérimaire à partir de 1993. Il évoque une trêve avec Israël puis il l'évoque de nouveau après avoir remporté la victoire aux élections législatives. C'était la preuve qu'un mouvement politique devait faire évoluer son discours et ses positions politiques de manière à s'adapter à l'évolution des réalités et de la nécessité de formuler un discours et des slogans réalistes, et cette tendance au réalisme est le résultat inévitable de l'augmentation de la taille de toute organisation, surtout lorsqu'elle atteint une importance où on exige d'elle d'accomplir quelque chose.

Cette évolution a pu avoir lieu lorsque le mouvement Hamas a mis à l'épreuve des slogans, comme ce fut le cas avec le mouvement islamique (Frères musulmans) à l'intérieur d'Israël, dont les représentants ont gagné les élections municipales en 1989 : ses dirigeants ont annoncé alors qu'ils reconnaissaient Israël et qu'ils luttaient à l'intérieur de son système politique. C'était également le cas dans plusieurs pays arabes ou musulmans. Il leur fallait adapter leur discours religieux aux réalités politiques. Ces organisations sont, en fin de compte, des organisations politiques régies par des réalités pragmatiques qui leur imposent d'adapter le discours politique dans tel ou tel sens.

Nous traitons ici de la position du Hamas vis-à-vis du règlement intérimaire, puis comment il a choisi une approche politique pragmatique sans ses rapports avec les autres partis, que ce soit des factions palestiniennes, des Etats ou des organisations internationales.

1. Le règlement intérimaire

En 1993, un tumulte politique et médiatique a suivi l'annonce de l'acceptation du règlement intérimaire par le mouvement. En effet, suite à l'assassinat du soldat israélien Nissim Toledano, qui avait été enlevé par le Hamas, Israël a banni des centaines de cadres et de dirigeants du Hamas vers le Sud-Liban en Décembre 1992. Mohammed Nazzal a déclaré "accepter un règlement pacifique contre le retrait d'Israël des territoires occupés en 1967 mais sans reconnaître l'État Israël⁹⁶".

Dix mois après, il a réitéré les mêmes idées dans une interview de presse⁹⁷. Puis, en avril 1994, c'est-à-dire un mois avant l'entrée des forces de police palestiniennes dans la Bande de Gaza et à Jéricho pour l'application de l'autonomie sur la base de l'accord d'Oslo, le Hamas a réitéré son propos sur le règlement intérimaire. Dans un communiqué du Bureau politique du 16/04/1994, le mouvement affirme être disposé à réexaminer les opérations martyres, à condition que les Israéliens s'engagent à arrêter définitivement les assassinats de civils palestiniens. Le communiqué termine en proposant une initiative politique en trois points :

1. le retrait complet d'Israël de la terre palestinienne et le démantèlement et l'élimination des colonies de peuplement.
2. la tenue d'élections libres et générales en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza pour choisir les représentants et les dirigeants du peuple palestinien.
3. les dirigeants élus reflètent les espoirs et les aspirations peuple palestinien et décident des prochaines étapes et de l'avenir de la cause.

Moussa Abou Marzouk, chef du bureau politique à l'époque de cette initiative, lors d'une interview avec le journal des Frères musulmans de Jordanie, Assabil⁹⁸, déclare : "Nous disons qu'un traité de paix ou une trêve pourraient être conclus pour laisser une possibilité de sortie de la situation régionale complexe et afin de sortir de cette crise."

Evoquer un traité de paix était une évolution nouvelle et une concession supplémentaire qui ne figure pas dans les communiqués du mouvement. C'est la

⁹⁶ Al Ra'y, journal jordanien, 31/01/1993.

⁹⁷ Qadaia daouliya magazine (affaires internationales) numéro 203, p.10, 27/11/1993.

⁹⁸ 19/04/1004.

raison pour laquelle un auteur très proche du mouvement parle⁹⁹ de "la méthodologie pragmatique et réaliste du mouvement" et qualifie le langage d'Abu Marzouk, dans une interview, de flexible, qui - selon l'auteur - a incité certains journalistes à en déduire une volonté du Hamas à négocier avec Israël et à conclure un traité de paix avec lui.

Lors d'une tournée dans les pays arabes en 1998, Cheikh Ahmed Yassine a confirmé la possibilité d'une trêve avec Israël. Dans une conférence de presse tenue dans la capitale du Qatar le 24/04/1998, il a déclaré que la trêve serait négociée contre un retrait israélien de toute la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, la libération des prisonniers et l'établissement d'un État palestinien sans ingérence israélienne¹⁰⁰.

Dans les pourparlers du Caire avec l'Autorité palestinienne et les autres factions, en novembre 2002, le Hamas est convenu d'une accalmie avec les Israéliens consistant à cesser les tirs de roquettes artisanales. Il est convenu d'une autre accalmie en 2004, en contrepartie de négociations pour l'entrée dans l'OLP et la participation aux élections législatives.

Après la victoire du Hamas aux élections parlementaires, en janvier 2006 et la formation du gouvernement palestinien, il a accepté le document des prisonniers. Dans l'accord de La Mecque, il est convenu de respecter les accords signés par l'OLP, y compris l'accord d'Oslo.

Pour de nombreux observateurs et analystes politiques, c'est ce pragmatisme qui fait du Hamas une reproduction du Fatah, mais avec un habit religieux. L'un d'eux¹⁰¹ trouve que "le Hamas suit depuis des années le même parcours pris par le Fatah" et il donne trois exemples qui confirment cette conclusion :

1. Depuis des années déjà, le Hamas s'est politiquement joint à l'option de règlement intérimaire de constitution d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967...

⁹⁹ Jawad Al Hamad, "concordances et contradictions dans le programme politique du Hamas", Assabil, 26/04/1994.

¹⁰⁰ Al Hayat, Londres, 25/04/1998, p. 1.

¹⁰¹ Balqaziz Abdel Ilah, "Crise du projet national palestinien, du Fatah au Hamas", Beyrouth, 2006, p. 57-58.

Cette solution n'est plus intérimaire depuis longtemps, en parler, c'est parler de règlement.

2. Le projet politique du Hamas l'a amené, comme pour le Fatah, à l'Autorité palestinienne : c'est-à-dire au plus haut degré de l'expression de l'option de règlement, étant donné que l'Autorité et le gouvernement émanent des accords d'Oslo.
3. Le Hamas reproduit la même erreur politique fatale qu'a commise le Fatah : le monopole du pouvoir et de la représentation ; le Hamas a tenu à former un gouvernement harmonieux et n'était pas disposé à faire des concessions aux autres factions.

2. Les rapports avec les factions opposées à l'autonomie

La coalition du Hamas avec les organisations palestiniennes opposées au règlement pacifique était l'un des phénomènes politiques les plus marquants du pragmatisme du mouvement. Les factions ont en effet commencé à intensifier leurs rencontres, parrainées par l'Iran et la Syrie à la suite de la Conférence de paix de Madrid en octobre 1991.

À la suite de ces réunions, une alliance des " dix factions " est conclue, qui inclut avec le Hamas et le Jihad islamique, le Parti communiste (courant d'Araby Awad), les deux organisations marxistes, les fronts populaire et démocratique et d'autres organisations nationalistes, dans le giron syrien. Ce qui indique bien que "le mouvement islamique" était « prêt à entrer en alliance tactique, même avec les factions athées, tels que le Front populaire, en cas de survenue d'intérêts communs entre les deux parties. L'image de mouvement fondamentaliste dissimule de nombreuses orientations pragmatiques capables de résorber les dures réalités politiques, et de traiter avec beaucoup de souplesse lorsque cela s'avère nécessaire¹⁰² ».

Bien que le Hamas n'ait pas fait de réels et sincères efforts pour développer la formule de cette coalition, et a tout fait pour qu'elle reste un cadre formel qui lui permette un maximum de gains politiques, il s'est cependant trouvé contraint d'émettre des fatwas

¹⁰² Al Khaldi, Ahmad Sameh, "l'opposition palestinienne, rôle vital dans l'étape à venir", *Revue d'études palestiniennes*, numéro 11, été 1992, p. 9-10.

autorisant cette alliance dans les limites dans lesquelles il l'exerce, et de les distribuer dans les rangs des Frères musulmans¹⁰³.

Le cheikh Ahmed Yassine a précisé le point de vue du Hamas vis-à-vis de cette alliance à travers les lettres envoyées de prison. Il a déclaré : "ces organisations sont hétérogènes, mettent leurs intérêts au-dessus de tout. Elles pourraient se retourner contre nous si elles se réconcilient un jour avec Arafat, mais ça ne nous empêche pas de travailler avec elles avec astuce"¹⁰⁴.

Un des chefs du mouvement en Cisjordanie affirme "qu'il s'agit d'une alliance temporaire, que c'est le parti islamiste qui en bénéficiera le plus en dépit du fait que l'autre partie en bénéficiera également, mais dans de telles alliances, chacun essaie de tirer parti des autres"¹⁰⁵.

Le Hamas a clairement indiqué dans ces bulletins et documents internes ce qu'il voulait de cette alliance, et ce qui pouvait être réalisé grâce à elle. Il s'est engagé dans des alliances électorales avec ces forces tant qu'il ne pouvait à lui seul s'assurer de la victoire¹⁰⁶. Il pense ainsi qu'il a fait des gains politiques et médiatiques dont voici ceux qui sont considérés comme étant les plus importants. Le premier a été d'augmenter le poids et l'influence de l'action politique du mouvement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Palestine. Le mouvement est ainsi devenu un grand mouvement national capable de diriger le peuple palestinien. Le second a été de prévenir les attaques contre le mouvement en raison de son opposition au règlement politique, neutraliser les factions présentes à l'intérieur des territoires, tels le front populaire ou démocratique, dans le conflit qui a déchiré le Fatah et le Hamas dans la Bande de Gaza¹⁰⁷.

¹⁰³ Fatwa sur la coalition avec les forces non islamiques.

¹⁰⁴ Lettres du Cheikh Ahmad Yassine, p. 11.

¹⁰⁵ Addostour, journal jordanien, interview avec Dr Khader Soundak, 15/11/1994.

¹⁰⁶ Politiques et règlements dans l'action politique, documents du Hamas.

¹⁰⁷ Al Rissalah, numéro 11, 22/12/1993, p. 4.

3. *Les rapports avec les États et les gouvernements arabes*

Durant les premières années, les communiqués officiels du mouvement étaient principalement influencés par le facteur religieux, et étaient des réactions directes aux relations des Frères musulmans avec les régimes arabes. Le mouvement a donc lancé des attaques acérées contre les dirigeants arabes dans leur ensemble¹⁰⁸. Une offensive particulièrement violente est menée contre le gouvernement égyptien¹⁰⁹ et le gouvernement syrien¹¹⁰. Le gouvernement soudanais est en revanche salué et appuyé¹¹¹.

Le Mouvement devient de plus en plus fort et activement présent dans les territoires occupés. Voulant établir des relations avec les États et les gouvernements arabes, ses dirigeants à l'étranger sont contraints de changer radicalement de ton. Parallèlement à la montée du pragmatisme dans les décisions et relations du mouvement, le Mouvement a commencé à nouer des contacts avec tous les régimes arabes qui le voulaient bien et, selon le souhait du régime concerné, ces relations pouvaient être secrètes ou déclarées et sans égard à la nature de ces différents régimes ou à leurs convictions politiques, pas même leurs relations avec les Frères musulmans. C'est ainsi que des relations sont établies avec la plupart des pays du Conseil de coopération du Golfe, ainsi qu'avec l'Iraq, l'Iran, la Syrie, la Libye, le Liban, le Yémen, le Soudan, la Jordanie, et enfin l'Egypte, le pays le plus important et le plus influent dans les affaires palestiniennes.

Le Hamas a déclaré à maintes reprises qu'il ne voulait pas s'ingérer dans les affaires intérieures des pays arabes, qu'il ne croyait pas à la politique des axes, que l'unique champ de bataille avec l'ennemi était la terre de Palestine.

Il ne fera donc rien qui soit de nature à "embarrasser" les États arabes. Il ne leur demandait que de lui laisser la liberté de l'action politique et médiatique et il a réalisé quelques succès. En avril, mai et juin 1988, cheikh Ahmed Yassine fait par exemple

¹⁰⁸ Documents du mouvement de la résistance islamique, notamment les communiqués 3, 4, 5, 9, 10, 20, 22, 27, 49 et 73.

¹⁰⁹ *Ibid.*, communiqués 2, 4, 48, 49, 51 et 53.

¹¹⁰ *Ibid.*, communiqué 69.

¹¹¹ *Ibid.*, vol 4, p. 211.

une tournée dans les Etats arabes et l'Iran. Il est reçu partout avec les honneurs par tous les rois et les présidents de ces pays.

La politique d'ouverture des relations avec les Etats arabes aurait pu rencontrer plus de succès s'il n'y avait pas d'autres facteurs dirimants, relatifs notamment à la nature et aux capacités politiques du mouvement, mais aussi à la situation géopolitique la région, et aux relations des Etats arabes avec l'OLP, les Etats-Unis et, pour certains, avec Israël.

4. Les rapports avec les Nations unies et autres organisations internationales

A ses débuts, le Hamas ne s'intéresse nullement aux Nations Unies, ni aux autres organisations internationales, qui sont, selon la Charte du Hamas, "du fait des Juifs qui étaient à l'origine de sa fondation." Mais, ensuite, le mouvement a commencé à s'intéresser à toutes ces organisations internationales par nécessité et par pragmatisme politique car leur influence ne cesse de grandir.

Les communiqués du mouvement commençaient à lancer des appels à toutes les organisations internationales et humanitaires pour soulager les souffrances du peuple palestinien et à faire pression pour rouvrir les universités et les établissements d'enseignement supérieur palestiniens, à faire cesser la répression israélienne¹¹². Trois ans après sa fondation, et en réaction au bannissement de 4 de ses cadres, le Hamas a lancé un appel direct aux Nations Unies et à son secrétaire général, lui demandant "d'œuvrer pour lever l'injustice flagrante dont est victime le peuple et pour annuler la décision injuste de bannissement¹¹³". Le 14 mai 1991, le mouvement envoie un courrier spécial au secrétaire général de l'ONU l'appelant à une intervention immédiate en faveur de la libération du cheikh Ahmed Yassine et de tous les prisonniers palestiniens¹¹⁴.

Les communiqués du Hamas ont continué dans cette voie et c'est devenu par la suite quelque chose de normal. Mais il aura fallu beaucoup de progrès pour que le Hamas se félicite pour la première fois d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations

¹¹² *Ibid.*, communiqués 44-48.

¹¹³ *Ibid.*, communiqués 68.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 169-170.

unies, la résolution 799 du 18 décembre 1992 appelant Israël à garantir le retour immédiat de 413 exilés¹¹⁵.

Les exilés ont célébré cette résolution 799 et, le 7 janvier 1993, ont organisé une marche silencieuse dans leur camp où ils ont composé les chiffres 799 avec leurs corps en présence de nombreux journalistes et de chaînes de télévisions occidentales¹¹⁶. Et Abdel Aziz Al-Rantissi porte-parole des déportés et l'un des plus éminents dirigeants du Hamas a décrit la résolution dans ces termes: "La justice internationale a adopté la résolution n°799, les exilés rejettent toute tentative visant à contourner cette résolution"¹¹⁷.

Depuis, le Hamas a envoyé de nombreuses lettres au Secrétaire général des Nations Unies à de nombreuses reprises, dont une lettre datée du 11 mai 1996 lui demandant d'intervenir auprès de l'administration américaine pour empêcher l'extradition de Moussa Abou Marzouk, l'ancien chef de son Bureau politique vers Israël¹¹⁸. La dernière lettre est envoyée au secrétaire général par Mahmoud el Zahar, après la formation du gouvernement du Hamas, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères de l'Autorité nationale palestinienne.

Le Hamas a envoyé une lettre au sommet de Charm el-Cheikh, le 13 mars 1996, sous le titre "Mémorandum important du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) aux rois, présidents et ministres réunis à Charm el-Cheikh"¹¹⁹. Le mémorandum donne l'impression que le Hamas est un mouvement politique national et pragmatique par excellence. Il s'agit d'un mouvement de résistance légitime contre une occupation que rejette le droit international et les résolutions des Nations Unies, il s'engage à respecter le droit international, les droits de l'homme et les Conventions de Genève, et invoque même la résolution des Nations Unies n°242. Et l'on peut lire dans ce mémorandum : "la résolution 242 des Nations unies appelle au retrait immédiat des forces israéliennes des territoires occupés en 1967. Cependant, les autorités israéliennes persiste à refuser l'esprit et la lettre de cette résolution". "Les autorités

¹¹⁵ Etudes de l'idéologie politique du Hamas, p. 319.

¹¹⁶ Nizar Ramadan, "Sur les frontières de la patrie, les exilés de Marge El Zohour", Beyrouth, 1993, p. 93.

¹¹⁷ Etudes de l'idéologie politique du Hamas, p. 320.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 352.

¹¹⁹ Khaled Al Haroub, texte complet du mémorandum, p. 346.

israéliennes ne tiennent pas compte des droits de l'homme stipulé dans les conventions de Genève et la déclaration universelle des droits de l'homme".

Le mouvement tire la légitimité de la résistance à l'occupation militaire des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies prises à l'unanimité lors du quarantième congrès. De plus, le mouvement Hamas "adopte des moyens légitimes, conformément au droit international, et respecte les conventions internationales sur les droits de l'homme, ne fait usage de la force que pour affronter le terrorisme et ses instruments israéliens. Il est donc en harmonie avec les orientations internationales dans la lutte contre le terrorisme et la consolidation du respect des droits de l'homme et les principes de la liberté et la démocratie dans le monde".

Sur la base de cette approche, il ne peut être considéré, de près ou de loin, comme un mouvement extrémiste, fondamentaliste ou terroriste. 1700 mots constituent le texte de ce mémorandum. Le droit international, les droits de l'homme et les résolutions des nations unies apparaissent plus de 40 fois, alors que le mot Islam ou ses dérivés n'apparaît qu'une seule fois. Dans ce texte, les hommes du Hamas affirment qu'ils respectent les prescriptions de l'Islam qui "confirment tout ce qu'il y a dans la déclarations universelles des droits de l'homme ou la IVème convention de Genève"

Le mouvement a poursuivi sa politique pragmatique et réaliste, en particulier dans ses relations internationales et régionales, dans ses discours à l'adresse de l'opinion publique internationale, dans les contacts du vice-président de son bureau politique Moussa Abou Marzouk, mais aussi son collègue venu des États-Unis, Ahmed Youssef, conseiller politique du Premier ministre Ismail Haniyeh. Le discours religieux est alors laissé de côté, réservé aux fatwas qui justifient les positions politiques du mouvement et aux prédicateurs dans les mosquées pour mobiliser les masses sur la base de la religion.

Ainsi, un chercheur conclue que, finalement, le Hamas dans ses objectifs, dans son organisation ou ses instruments, est un mouvement politique comme un autre. Que le Hamas se considère comme un mouvement religieux ne change rien à son comportement politique, à ses objectifs ou ses relations. La base religieuse n'étant

qu'un instrument de mobilisation et un outil de justification et d'explication et, s'il y a lieu, de conflit¹²⁰.

C. Intérêts de l'organisation

L'intérêt du parti, c'est-à-dire assurer la survie de l'organisation et accroître sa force, sont des facteurs qui régissent de nombreuses résolutions du Mouvement et de ses relations politiques, tout comme les autres partis ou factions, qui en arrivent parfois à faire passer l'intérêt du parti avant l'intérêt national.

Le chercheur Ziad Abu Amr (devenu Ministre des affaires étrangères du gouvernement d'union nationale, auquel a mis fin le coup d'Etat militaire du Hamas en Juin 2007) affirme que "l'un des plus importants dénominateurs commun négatifs entre les factions palestiniennes, ce que l'on appelle le phénomène de "groupe" politique, ou la loyauté au parti, dépasse celle de la patrie ou de la cause. Ce problème est connu de la majorité des Palestiniens¹²¹".

Bien que le phénomène soit un problème général, l'origine "Frère musulman" du Hamas en fait un véritable fléau. Pour ce mouvement religieux, il y a identité du moyen et de l'objectif. Une organisation dont l'objectif est sacré, le devient elle-même. Les Frères musulmans sont très sensibles à la nécessité du maintien de l'organisation, qui a 80 ans d'âge sans toutefois jamais avoir atteint ses objectifs. L'organisation a cependant réussi à se maintenir, contre vents et marées, notamment sous Gamal Abdel Nasser.

Parce que l'objectif suprême de l'organisation d'établir un Etat islamique est difficile à atteindre, et qui prendra probablement des décennies ou plus, le maintien de l'organisation devient un objectif en lui-même. Il faut la défendre et justifier toutes les pratiques politiques, les positions et les alliances dont l'objectif est de prévenir son élimination. Abdel Sattar Qassem, estime que "le Hamas suit le schéma général

¹²⁰ Iyad Al Barghouti, "La religion et l'Etat en Palestine", Ramallah, 2007, p. 51.

¹²¹ Ziad Abu Amr, "Les partis politiques palestiniens entre démocratie et pluralisme", Al Mustaqbal Al Arabi, n° 192, février 1995, p. 17.

adopté par les Frères musulmans en général, hésiter et éviter l'affrontement. Les Frères préfèrent une progression lente à un investissement trop rapide qui pourrait conduire à un affrontement risqué¹²² .

Pour gagner le soutien populaire, le Hamas a annoncé son refus de participer au processus de paix, injuste depuis son lancement à la Conférence de Madrid en 1991. Mais en même temps, il n'a pas mené de guerre réelle contre ce processus, une guerre où il pourrait épuiser toutes ses ressources et risquer de se perdre. Pour cela, et dans un récit des considérations qui doivent être prises en compte par le mouvement pour faire face à l'accord d'autonomie, on peut lire dans un document interne : "l'échec ne doit pas entraîner de lourdes pertes au mouvement, comme l'interdiction de travailler ou un coup mortel qui le condamnerait à une mort prématurée"¹²³ .

Emad Al Alami, membre du Bureau politique du Mouvement, confirme ce qui vient d'être dit : "En dépit de l'assaut sioniste, des programmes de répression, du blocus financier, médiatique et politique, le mouvement a pu assurer sa survie, sa continuité et sa permanence, surtout que la survie, pour toute formation politique, est un objectif fondamental, ce que notre mouvement a réussi"¹²⁴ .

Nous pensons que ce facteur est précisément le plus important dans la prise de décision politique au sein du mouvement, dans ses prises de positions et dans la pratique des relations politiques. Les dirigeants du Hamas, qu'ils soient de l'intérieur ou de l'extérieur, le confirment, ainsi que la majorité des militants. En cas de conflit entre les différents facteurs intervenants dans la prise de décision, c'est celui-ci qui prend le dessus. Dans ce but aussi, les différents et les dissensions internes sont gelés ou ajournés, y compris entre dirigeants de l'intérieur et de l'extérieur.

Il a été clairement démontré plus haut et plus loin dans cette recherche que l'estimation des dirigeants du Hamas de l'intérêt de l'organisation a toujours été le facteur le plus important derrière bon nombre de décisions et de positions politiques,

¹²² *Falastine al Muslima*, janvier 1998, p. 17.

¹²³ Position de l'accord « Gaza-Jéricho d'abord », document interne.

¹²⁴ Etude de l'idéologie politique du Hamas, p. 101.

en particulier celles qui sont caractérisées par d'importantes évolutions dont l'objectif a le plus souvent été d'essayer d'absorber la colère des autres partis lorsque le Mouvement est exposé à un grave danger en vue, comme nous allons le voir à présent avec quelques exemples.

1. Lutttes internes et rapports avec l'autorité palestinienne

Depuis la création de l'Autorité nationale palestinienne, le Hamas a toujours affirmé qu'il était contre les luttes internes et pour l'unité nationale, qu'il supporterait l'amertume des poursuites, des arrestations et de la répression de l'Autorité et de ses services de sécurité. Ce n'était, en réalité, pas par respect de principes ou en raison de son engagement en faveur de l'unité nationale, mais plutôt pour préserver l'intérêt de l'organisation.

Un document interne du mouvement révèle¹²⁵, dans son article 9 sur la façon de traiter avec le Fatah, la politique du Hamas de "proposer des initiatives de coopération et de coordination constante de manière à l'embarrasser et à le mettre dans la position de celui qui refuse ces initiatives, le contraindre à intensifier les rencontres avec le Hamas, ce qui pourrait l'obliger à alléger la pression". L'article 10 de ce même document prévoit "d'apparaître en position d'opprimé se plaignant d'agressions et veillant à l'unité". Il appelle chacun à "se mobiliser efficacement en faveur de la réconciliation et de la cessation des hostilités". L'article 12 révèle sans équivoque la vérité en affirmant que "le motif réel de toutes ces politiques est que le mouvement se rend compte qu'un affrontement réel et décisif sera pour le mouvement une perte certaine. C'est pourquoi il insiste sur la nécessité de faire preuve de patience et de supporter le préjudice, parce que l'issue du conflit ne serait pas en notre faveur".

La situation a radicalement changé lorsque le mouvement s'est senti plus fort. Armé de la légitimité juridique après avoir remporté les élections en Janvier 2006, il a pratiquement supprimé la quasi-totalité de ce qu'il déclarait au moment où il était le plus faible, à savoir son rejet de la lutte interne, de l'assassinat politique, de porter les armes contre les frères, et qu'il était prêt à supporter le supplice pour préserver l'unité nationale. Le Hamas a jeté toutes ses forces dans une bataille de vie ou de mort pour

¹²⁵ Politiques du Mouvement en termes de relations politiques, document interne.

imposer le plein contrôle de la Bande de Gaza, usant d'une violence extrême. Il a ensuite monopolisé le pouvoir, limité la liberté d'expression et intensifié les arrestations, tout en continuant d'apparaître dans la position de l'opprimé.

2. Initiatives politiques et souplesse

Regarder de plus près l'assouplissement des positions du mouvement, le changement radical et brusque des positions politiques vers la modération, montre qu'ils surviennent chaque fois que le mouvement sent un danger réel menaçant son existence même. L'acceptation d'un règlement intérimaire clairement et franchement est intervenue en janvier 1993 après le bannissement de 413 de ses cadres et dirigeants. Le bannissement était un grand coup porté au mouvement : il avait vidé les territoires des principaux chefs politiques, la direction de l'extérieur était déconcertée et menacée dans son existence. Le mouvement est donc contraint de prendre des initiatives soudaines : accepter un règlement intérimaire et commencer des contacts avec les Etats-Unis et les pays occidentaux, assouplir sa position vis-à-vis de l'OLP. Tout cela s'est fait quelques jours seulement après le bannissement, comme il sera expliqué à travers la suite de ce chapitre et des suivants.

Le Mouvement est à nouveau obligé de rédiger une note interne¹²⁶ distribuée à ses dirigeants et à ceux des Frères musulmans dans les pays arabes pour justifier la position du Mouvement : "L'initiative n'est pas contraire à la stratégie du Mouvement. Croire que le Hamas est sur le même chemin que celui des concessions que l'OLP a pris est inapproprié". Quant aux motivations de cette initiative, la note précise que l'initiative avait deux objectifs : le premier est la dispersion de l'attaque sioniste et occidentale contre le mouvement, et repousser l'accusation de terrorisme et de meurtre de civils. Et le second est d'affirmer au peuple que le mouvement œuvre pour le délivrer de l'occupation sioniste et mettre fin à ses souffrances. En bref, il s'agissait d'une initiative destinée à protéger le mouvement d'une tentative d'anéantissement et une menace pour sa présence en Jordanie.

¹²⁶ Note explicative sur l'initiative politique du Hamas, note interne, 01/05/1994.

Les positions très souples mentionnées plus haut, qui ont été explicitées à la conférence de Charm el-Cheikh recelaient plusieurs finalités, expresses ou non. Le véritable objectif était essentiellement de protéger le Mouvement des résolutions de cette conférence tenue principalement pour faire face au terrorisme du Hamas après les grands attentats à la bombe en Israël en Février et Mars 1996 et qui ont fait des dizaines de victimes et un grand nombre de blessés.

Ceci s'applique également aux initiatives du mouvement après l'élection du Président Mahmoud Abbas. Le Hamas a fait un long chemin dans le dialogue avec l'Autorité palestinienne et l'application de la trêve avec Israël, afin d'empêcher l'application du premier point de la Feuille de route qui appelle à désarmer et à démanteler les structures des ailes militaires. Il est également à noter que l'embargo imposé au gouvernement du Hamas en 2006 était la principale motivation du rapprochement du Hamas des positions du président et la signature du "document de réconciliation nationale", puis la signature de "l'accord de La Mecque" prévoyant le respect des traités et accords conclus par l'Autorité avec Israël, l'acceptation d'un gouvernement d'unité nationale et permettant au Président Abbas de reprendre les négociations de paix avec Israël.

Les combats puis le coup d'Etat du Hamas contre la présidence et les services de sécurité, et enfin le contrôle de la Bande de Gaza, sont les résultats de l'appréciation d'acteurs influents dans le mouvement qui estimaient que cela servait les intérêts de l'organisation. C'était aussi en prévision de tentatives d'élimination du mouvement.

3. Coalition avec les factions de l'opposition

Le Hamas a noué de nombreuses alliances avec les factions de l'opposition, mais ces alliances devaient avant tout servir les intérêts du Hamas. Il s'en servait pour atteindre ses propres objectifs et réaliser des gains politiques, éviter ce qui pourrait conduire à la perte, et surtout ne pas permettre aux autres groupes de tirer profit de cette alliance, ensemble ou séparément, mais les utiliser comme couverture pour protéger le Mouvement ou s'en servir comme passerelle en cas de besoin.

Le Mouvement a défini ses objectifs de ces coalitions et les gains qu'il cherchait à atteindre dans un certain nombre de documents et de publications internes dont les plus importants sont "La stratégie d'alliance avec les dix factions¹²⁷" et "Notre vision de la formule des dix factions¹²⁸" (à ce niveau il convient de relire la fatwa relative aux alliances déjà mentionnée et certains numéros d'Al Ressalah publié par le Bureau Politique pour une distribution interne).

Le principal objectif était d'empêcher que le mouvement soit pris pour cible seul en raison de son opposition au règlement du conflit, de rendre difficile la liquidation du mouvement et faire en sorte que les évolutions dans le règlement ne puissent l'éliminer ou l'isoler de ses dirigeants, ou lui faire perdre la légitimité de la représentation du peuple palestinien. La lecture de ces documents internes amène à la conclusion que le dommage que le Hamas cherche à éviter, c'est que ces factions profitent de la coalition avec le Hamas pour renforcer et accroître leurs popularités, d'autant plus que certaines d'entre elles, le Jihad islamique par exemple, concurrencent le Hamas auprès du public religieux, et d'autres, comme le Front démocratique et le front populaire, sont toujours assez puissantes en Palestine. Le Hamas ne veut pas que ces coalitions soient à l'origine d'une augmentation de leurs forces après le déclin de la gauche et l'effondrement du bloc communiste, alors que d'autres n'ont aucun poids sur le terrain, et le Hamas ne souhaite pas qu'elles aient une influence en Palestine au dépend du Hamas.

Conformément à cette vision, la direction du Hamas a défini de nombreux contrôles et conditions :

- Préserver la liberté politique et militaire en Palestine et à l'extérieur.
- Tout faire pour le Hamas apparaisse comme la colonne vertébrale du principal moteur de la coalition.
- La possibilité de faire certaines concessions formelles en contrepartie de la mise en application du plan et des programmes du mouvement.
- Ne jamais couper les contacts avec les autres forces à l'extérieur de la coalition.
- Ne pas épuiser trop d'énergie ou fournir trop d'effort en faveur de la coalition.

¹²⁷ Al Ressalah, n° 19, 16/02/1994.

¹²⁸ Ibid., n° 11, 22/12/1993

- Ne pas participer au projet de commandement unifié à l'intérieur.
- S'opposer à tout développement de la formule de coalition vers une représentation législative, ou supporter des coûts ou des responsabilités sans prendre en considération le poids réel du Hamas
- Ne compter sur la coalition à l'intérieur que pour des élections et la coordination dans les prisons¹²⁹.

Toutefois, le discours déclaré du Hamas aux factions et à l'opinion publique était totalement contradictoire avec ces positions réelles. Dans un document interne, Khaled Meshaal, chef du bureau politique, précise que « le Hamas ne considère pas la coalition comme un choix politique tactique utilisé à une certaine période, comme cela a été pratiqué par d'autres parties palestiniennes (*comprenez le Fatah*). Ce qui intéresse le Hamas, c'est le développement de l'action palestinienne, l'unité au front et sur le terrain car il est convaincu que la résistance est un droit de tous les Palestiniens"¹³⁰.

Le Hamas n'a pas réussi ses négociations pour rallier le Front populaire à son gouvernement formé après sa victoire électorale. Après la prise de contrôle de la Bande de Gaza, il n'a pas non plus réussi à obtenir l'appui d'aucune faction, des affrontements ont même éclaté avec des combattants du Djihad islamique. Il ne lui reste que les factions contrôlées par la Syrie mais qui n'ont aucune présence dans les territoires. Elles ont participé par exemple au congrès national palestinien tenu à Damas le 23 janvier 2008.

4. Position vis-à-vis de la participation aux élections législatives

Le Hamas a refusé de participer aux élections législatives de Janvier 1996 sur la base de l'appréciation de la direction extérieure de l'intérêt de l'organisation. En effet, les chances du Fatah de remporter ces élections étaient très grandes. Par ailleurs, la direction de l'Autorité, représentée par son président Yasser Arafat, pourrait profiter d'une représentation du Hamas pour consacrer sa direction et sa représentation du

* Détails dans le chapitre suivant

¹²⁹ Stratégie du Hamas relative aux coalitions, document interne.

¹³⁰ *Al Sabil*, journal jordanien, 10/12/1996, p. 9-10.

peuple palestinien, renforcer sa position dans les négociations avec Israël mais aussi face aux autres puissances régionales opposées à l'Autorité, la Syrie et l'Iran notamment.

D'autre part, la position de la direction de l'intérieur appelant à participer à ces élections était également fondée sur une appréciation de ses dirigeants de l'intérêt de l'organisation qui comprend la protection de l'organisation, de ses dirigeants et de ses institutions.

Bien qu'aucun changement ne soit intervenu dans les réalités politiques qui justifiaient le refus de participer aux élections de 1996, le mouvement a décidé de participer aux élections de Janvier 2006. L'intérêt de l'organisation était la seule variable. La force politique, militaire et la base populaire du Hamas avaient énormément augmenté, l'alliance avec l'Iran et la Syrie était plus étroite, les effets de la faiblesse et de la corruption de l'Autorité plus visibles, sans parler de la division et de la faiblesse du Fatah après la disparition d'Arafat. La route est désormais ouverte aux dirigeants de l'extérieur pour entrer en force dans les institutions de l'OLP pour enfin en prendre le contrôle. Les chances de réussite à l'intérieur étaient importantes. Les fatwas qui justifient la participation aux élections sont alors émises.

"Il y a un très grand nombre de déclarations de dirigeants du Hamas qui disent accepter la démocratie dans sa conception occidentale, ce qui signifie qu'il faut en revenir au peuple comme source du pouvoir, accepter l'alternance et la pluralité politique et idéologique. Beaucoup de faits indiquent que le Hamas est engagé dans cette voie, soit en raison de ses intérêts, soit en raison des réalités sur le terrain¹³¹".

La pratique et les faits prouvent que la conception du Hamas de la démocratie est qu'elle un moyen pour gagner les élections puis se retourner contre l'ensemble du système politique en essayant de se dérober aux accords internationaux et régionaux, en particulier les accords d'Oslo qui sont la base juridique de la création de l'Autorité.

¹³¹ Iyad Al Barghotti, p. 36.

Le Hamas a couronné le tout par le coup d'Etat militaire totalement contraire à la démocratie.

Il semble que pour certains, l'émergence du Hamas et l'entrée en force de la tendance islamique dans l'action nationale palestinienne ait ajouté une nouvelle force à la lutte palestinienne. Ils la considèrent comme un développement qualitatif plus crédible, un esprit qui fait revivre l'opposition. Mais une recherche en profondeur, des années après la fondation du mouvement, montre que le Hamas, dans l'ensemble, a été une continuation de l'expérience des autres factions palestiniennes dans les différents aspects négatifs qui se concentraient autour des rivalités partisans, d'une ambition démesurée, d'un manque de compréhension des positions des autres, des contradictions entre les positions déclarées et les positions réelles, et une tentation de dominer les coalitions d'opposition, sans en payer le prix approprié.

Cette attitude politique du mouvement Hamas ne serait pas bénéfique à long terme, les masses, par leur instincts nationaux éclairés, le sentent avec le temps, retirent leur soutien au mouvement qui fait passer son intérêt devant l'intérêt national général. Le Hamas a ainsi commencé à perdre beaucoup de sa popularité dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, comme c'est le cas d'autres factions.

IV. Les tensions entre les directions intérieure et extérieure

A. Apparition du phénomène

La participation à l'action militaire a été une décision prise par les seuls dirigeants de l'intérieur, à Gaza et en Cisjordanie, suite à l'arrestation par Israël de centaines de ses cadres, à l'exception du chef du mouvement, cheikh Ahmed Yassine, qui fait transférer alors le centre de commandement aux Frères musulmans de l'étranger pour les raisons et les motifs suivants :

D'abord maintenir le mouvement dans le giron des Frères musulmans. Il craignait en effet que les arrestations successives se traduisent par l'arrivée de nouveaux dirigeants jeunes et impulsifs qui pourraient éloigner le mouvement des Frères musulmans et de leur idéologie. Il n'a pas oublié que le Fatah a été fondé par des Frères musulmans. Déléguer le commandement aux Frères de l'extérieur devait garantir la continuité ;

Ensuite, parce que les arrestations à répétition touchaient tous les nouveaux dirigeants. Il fallait donc avoir une direction en lieu sûr mais qui peut communiquer avec toutes les régions. Si la tête reste, de nouveaux membres pousseront.

Egalement car les difficultés du mouvement à l'intérieur étaient très importantes. Le Hamas souffrait d'un black-out médiatique. Il fallait donc desserrer l'étau médiatique sur les actions en mobilisant les Frères musulmans de l'étranger.

En outre, il était plus facile d'entrer en contact avec la Direction internationale des Frères ainsi que les directions régionales depuis l'étranger.

Enfin, les conditions seraient alors plus favorables pour expliquer les positions du mouvement ou conclure des accords en son nom avec les organisations palestiniennes et arabes, mais aussi tisser des liens avec les gouvernements et les peuples.

Et le financement du mouvement venait de toute façon presque exclusivement de l'étranger.

La direction de l'étranger commence à jouer un rôle en 1989. Ibrahim Ghosheh a été annoncé comme porte-parole officiel du mouvement et suivi par Mohammed Nazzal, représentant du mouvement en Jordanie en 1991. L'existence du Bureau politique, dirigé par Moussa Abou Marzouk, est rendue publique en 1992.

Le problème de la direction de l'étranger était qu'elle devait en référer à la direction des Frères musulmans en Jordanie et à l'organisation internationale des Frères musulmans. C'est Yasser Arafat qui la constaté très tôt : "le Hamas dans les territoires occupés et le Hamas à l'extérieur, ce sont les Frères musulmans" a-t-il déclaré aux chefs du Hamas lors des rencontres qui avait eu lieu à Khartoum, en 1991.

Cette direction était peu expérimentée et mal préparée à sa mission. Par exemple, les nouveaux chefs connaissaient à peine l'OLP, ses structures et ses factions. De plus, la nouvelle direction vieillait avec ténacité à monopoliser les décisions à tel point qu'un communiqué, daté du 17 décembre 1989, a dû préciser que les positions du mouvement sont celles exprimées dans les communiqués officiels uniquement.

Les premières frictions ont eu lieu lorsqu' Israël expulse vers le sud du Liban plus de quatre cents membres du Hamas en décembre 1992. Parmi eux, il y avait des chefs de haut rang et quatre des sept fondateurs. Ceux-ci ont remarqué que les dirigeants de l'extérieur, au nom du Bureau politique, essayaient de parler en leurs noms, sans les consulter et en se considérant comme les véritables chefs du mouvement. Le porte-parole des exilés fait alors une déclaration à la presse : "si le Hamas et l'OLP étaient d'accord pour une application partielle de la résolution 799 en acceptant le retour de tous les exilés sauf un seul pendant une semaine de plus, nous refuserons. La seule décision qui nous engage est celle qui émanera de ce campement¹³² .

Après la création de l'Autorité nationale palestinienne, la situation a changé pour les chefs du Hamas à Gaza. Ils pouvaient se déplacer et se rencontrer relativement librement. Ils sont désormais à l'abri des arrestations israéliennes. Par conséquent, ils pouvaient reprendre les rênes du mouvement après cinq ans de délégation aux Frères de l'extérieur. Ils ne s'étaient pas rendu compte, en 1994, que la direction extérieure avait parcouru un long chemin. Les dirigeants avaient pris goût au pouvoir, à l'influence, aux médias et aux relations internationales. Ils avaient le monopole de la prise de décision et le contrôle des fonds et des relations extérieures du mouvement

¹³² Al Dostour, Jordanie, 23 février 1993.

Le conflit fait rage entre les deux directions tout au long des deux premières années de vie de l'Autorité (mai 1994 - mai 1996). La Direction de l'extérieur a mis à profit tous ses moyens à son avantage afin de gagner la bataille, aidée en cela par la victoire du Likoud aux élections israéliennes. Ainsi, il y a un intérêt commun pour l'opposition israélienne et l'opposition palestinienne : faire avorter l'accord d'Oslo. Après quoi, le gouvernement Netanyahou met obstacle après obstacle au processus de paix sous prétexte de terrorisme du Hamas. La voix des dirigeants de l'intérieur faiblit, payant le prix des positions de la direction extérieure : poursuites, interrogatoires et arrestations. La direction intérieure n'a réussi à reprendre l'initiative et le pouvoir de décider seule qu'une dizaine d'années après, avec le retrait israélien de la Bande de Gaza en 2005, puis avec la victoire aux élections parlementaires en janvier 2006 et enfin le contrôle de la Bande de Gaza en juin 2007.

B. Différends sur les rapports à entretenir avec l'Autorité palestinienne

Lors de la formation de l'Autorité nationale dans la Bande de Gaza en mai 1994, les dirigeants du mouvement prônaient le rapprochement avec elle. Ils estimaient que la nouvelle situation exigeait un changement dans la méthode afin de préserver le Mouvement et les acquis d'une part, et l'unité nationale et afin d'éviter des combats fratricides de l'autre. Ils ont alors fait de grands efforts et pris des mesures concrètes pour calmer la situation interne et rechercher des points communs entre le Mouvement et l'Autorité.

En revanche, la Direction extérieure considérait que se rapprocher de l'Autorité nuisait à la question palestinienne et à l'avenir du mouvement Hamas. Elle a fait tout son possible pour prévenir tout rapprochement avec l'Autorité qui constituait une menace à son influence pour les raisons suivantes :

D'une part, cette nouvelle situation de détente et de stabilité sous l'Autorité nationale pouvait conduire à une restructuration du mouvement qui pourrait redonner aux

dirigeants de l'intérieur le pouvoir de décider. D'autre part, cette position dure de la direction extérieure vis-à-vis de l'Autorité nationale palestinienne ne lui coûterait rien, ce sont les dirigeants de l'intérieur qui en paieraient le prix. Cela lui serait utile dans ses relations avec la Jordanie, la Syrie, l'Iran, le Koweït et la Libye, pays dont les rapports avec l'OLP et l'Autorité nationale sont tendus et complexe. En plus, le rapprochement attendu entre le mouvement et l'Autorité nuirait à l'appui financier du mouvement.

Si le rapprochement entre l'Autorité et le Hamas était souhaité par la majorité des Palestiniens et des membres du Hamas, les Frères musulmans à l'extérieur n'étaient donc pas favorables à un tel rapprochement contraire à leur idéologie et slogans. Les dirigeants des Frères musulmans de Jordanie, influents sur la direction du Hamas à l'étranger, sont encore plus hostiles à l'Autorité.

La direction extérieure a réussi à contrecarrer toutes les tentatives de rapprochement avec l'Autorité nationale et a utilisé à cette fin toutes ses capacités, relations, moyens financiers et médiatiques. Elle a lancé une violente campagne contre ceux qu'elle a appelé les « thèses de capitulation contraires aux principes fondamentaux du mouvement ». Elle a pris des mesures énergiques, publiquement et en secret, pour empêcher le mouvement d'avancer dans cette direction, soutenue par les décisions des organes de l'Office d'orientation des Frères musulmans et de la direction jordanienne de l'organisation et des fatwas.

Le porte-parole du Hamas de l'époque a refusé la représentativité de délégation du mouvement à l'intérieur. Le représentant du Hamas à Téhéran a déclaré : "le groupe de médiation était composé de Khaled Al Hindi, Ismaïl Haniyeh, Abdullah Muhanna et Said Namrouti, qui étaient des éléments efficaces dans l'action étudiante du mouvement Hamas, mais qui s'étaient retiré depuis des années du mouvement¹³³". "Leur voyage de Gaza à Khartoum a été facilité par le président Arafat, Israël et l'Égypte", a-t-il ajouté¹³⁴.

¹³³ *Al Hayat*, 30 octobre 1995, p. 5.

¹³⁴ *Ibid.*, 25 novembre 1995, p. 4.

Le docteur Mahmoud al-Zahar, devenu plus tard ministre des Affaires étrangères du gouvernement formé par le Hamas, a été victime des attaques les plus acérées. Lors d'une réunion des directions des dix factions opposées à l'Autorité tenue à Damas, le représentant du Hamas, Imad al-Alami, a demandé aux autres factions de ne pas prêter attention aux déclarations et positions de M. Zahar parce que les positions du Mouvement sont uniquement exprimées dans ses communiqués officiels¹³⁵.

C. Différends sur l'action militaire

Il y a eu plusieurs déclarations à l'intérieur appelant à réexaminer l'action militaire qui se répercute désormais négativement sur l'Autorité nationale et ses relations avec le mouvement, et plus généralement sur le peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Mahmoud Musleh, fondateur du Hamas en Cisjordanie, et Jamil Hamami étaient parmi ceux qui ont exprimé cette tendance. Mahmoud Mosleh a dû quitter le mouvement à cause de sa position. Dans une déclaration à la presse, il a dit qu'il "était l'un des premiers à demander l'arrêt des opérations militaires, convaincu qu'elles étaient devenues un lourd fardeau sur les épaules des Palestiniens"¹³⁶.

Dans la bande de Gaza, cette position a été exprimée par Mahmoud al-Zahar : "les opérations martyres sont une erreur stratégique car elles nuisent à l'unité nationale du peuple palestinien". La direction de l'extérieur a dû publier un communiqué officiel déplorant les déclarations d'Al-Zahar et affirmant que la résistance était une stratégie immuable et stable. Le communiqué a souligné que "tout ce qui se dit, n'exprime que des opinions et des positions personnelles qui n'engagent que celui qui les dit sans représenter la position du mouvement"¹³⁷.

Dans la Bande de Gaza, de nombreuses déclarations en ce sens ont été faites. Ghazi Hamad a affirmé que "la majorité au sein du Mouvement est pour un arrêt temporaire des opérations militaires"¹³⁸. Ce fut la dernière déclaration avant que la direction

¹³⁵ Ibid. 7 novembre 1995, p. 19.

¹³⁶ Al Sharq Al Awsat, 18 juillet 1996, p. 3.

¹³⁷ Al Hayat, 31 janvier 1996.

¹³⁸ Yasser Zaatra, Dissensions du Hamas et scission éventuelle, p. 20-21.

extérieure mette fin à cette controverse par une série de puissantes explosions en Israël en février et mars 1996.

Le rédacteur en chef du magazine du Hamas, qui a mené campagne véhémente à l'encontre des véritables chefs et fondateurs, les accuse d'étroitesse d'esprit, de courte vue et de capitulation : "La reddition du Hamas et l'utilisation de déclaration appelant au calme et à la cohabitation assèneront un grand coup à la nation et à ses moudjahidines". Il va même jusqu'à dire : "ce qui se passe maintenant au sein du Hamas est le fruit d'un travail d'intelligence organisé depuis longtemps et qui continue et s'intensifie. Un travail accompli en concertation entre les services de sécurité et la direction de l'Autorité, à la longue expérience dans la scission des organisations¹³⁹".

Le Likoud remporte les élections en Israël en 1996 et l'extrémisme gagne des deux côtés. La direction extérieure du Hamas a réussi à prendre le contrôle total des décisions militaires aussi.

D. Différends sur la participation aux élections

La participation aux élections législatives a été un des principaux points de discorde entre la direction intérieure et extérieure. Dans le même temps, la participation aux élections reflétait l'étendu de l'influence de chacune. La direction de l'intérieur n'a pas réussi à remporter la décision de participer aux premières élections de janvier 1996, mais a finalement réussi à prendre cette décision pour les élections de janvier 2006.

Les justifications pour le refus de participer comme pour appeler à participer n'ont pas changé. Ce qui a changé est le bénéfice que la direction extérieure pouvait en tirer en 2006.

¹³⁹ Al Ayyam, 19 mai 1996.

Pour illustrer cela, nous examinerons la position de la direction intérieure puis celle de l'extérieur et enfin les raisons pour lesquelles la participation a été rejetée la première fois et acceptée la seconde.

1. La position de la direction de l'intérieur

Le Cheikh Ahmed Yassine a très tôt exprimé la position du Hamas concernant l'idée d'une élection générale qui ferait apparaître une direction représentative des Palestiniens. Il était plutôt favorable à cette idée et à en étudier les conditions avant même qu'il y ait une direction extérieure. En janvier 1989, il avait déclaré qu'il "n'y a pas d'autre moyen pour choisir des représentants du peuple que des élections, (...) qu'elles doivent être organisées avec des observateurs internationaux pour garantir une plus grande liberté des citoyens¹⁴⁰". Quelques semaines plus tard, le chef du Hamas a réitéré sa position en appelant à des élections après "un retrait israélien total et en présence des forces de l'ONU pour superviser temporairement la transition vers un Etat palestinien¹⁴¹". Toutefois, Mahmoud Zahar, porte-parole du Hamas, a parlé de la possibilité d'organiser des élections sans retrait israélien. Il a réitéré la position du mouvement, considérant qu'Israël voulait montrer au monde que le peuple palestinien refusait la démocratie, mais à présent que le peuple palestinien l'approuve, Israël est sans voix. Il a également demandé que se définisse le statut de l'armée israélienne avant, pendant et après les élections, ainsi que celui des observateurs et les garanties d'équité.

Après 1991, la position déclarée du Hamas commence à se durcir à l'égard de la question des élections. Le chercheur Khaled Al Haroub a commis une erreur lorsqu'il a imputé cette position à des raisons politiques, comme le lien entre la tenue d'élection et le projet de paix de Madrid ou l'accord d'Oslo¹⁴². Le fait est que la décision du Hamas relevait déjà, à l'époque, de la direction extérieure. La décision était fondée sur des bases différentes, entre des mains de personnes venant d'horizons différents et aux engagements régionaux différents. Pour preuve, un flot de déclarations et de

¹⁴⁰ Ibid., 10 avril 1989.

¹⁴¹ Saout Al Haq wal Horriyya, 26 janvier 1990.

¹⁴² Communiqué du Hamas, « Notre position sur l'Autonomie et les élections », 9 septembre 1992.

communiqués en provenance de la direction extérieure rejette les élections¹⁴³. Le cheikh Ahmed Yassine a fait parvenir depuis sa prison une série de messages réaffirmant sa position souple et son désir de tenir des élections et d'y participer : "Les islamistes hésitent au sujet des élections prévues dans les territoires occupés, entres favorables et opposés. Mais je pense qu'il vaut mieux participer". Le Cheikh a également refusé les fatwas interdisant les élections sous l'occupation : "Qu'en est-il de la participation du Mouvement pour les élections municipales, n'est-ce pas sous l'occupation ?"¹⁴⁴.

Il est utile d'examiner alors ici la justification de la direction interne et la participation aux élections, décrite par Ismaïl Haniyeh.

Le Hamas a participé aux élections législatives de janvier 2006. Haniyeh était la tête du Mouvement. Un examen minutieux du programme électoral du Hamas révèle que ce programme n'a pas du tout changé par rapport à celui de 1996. Seule différence : des fatwas venaient exhorter les gens à voter, prohibant même l'abstention. La direction extérieure a approuvé la décision de participer pour des raisons qui seront mentionnées plus loin, alors que les motifs du premier refus n'avaient pas changé.

2. La position des dirigeants de l'extérieur

Les décisions politiques du Hamas étaient passées aux mains des dirigeants de l'extérieur depuis 1991. Lors de la fondation de l'Autorité nationale à la mi-1994, ceux-ci ont tout fait pour empêcher tout rapprochement avec l'Autorité. Ils ont justifié le refus de participer aux élections par les raisons suivantes¹⁴⁵:

- Le conseil législatif est considéré comme un produit de l'accord d'Oslo.
- Israël a le pouvoir de refuser toute résolution du Conseil qui ne lui conviendrait pas.
- Ces élections ignorent les droits de quatre millions de Palestiniens de la diaspora.

¹⁴³ Lettres du Cheikh Ahmad Yassine, *op. cit.*

¹⁴⁴ Communiqué du Hamas, 31 décembre 1995.

¹⁴⁵ Communiqué du Hamas, 19 novembre 1995.

- Le vote des Palestiniens de Jérusalem *via* la poste israélienne signifie qu'ils sont des étrangers résidant sur un territoire étranger, ce qui consacre l'annexion de Jérusalem à l'Etat de l'occupation.
- La fonction de ce Conseil est, en fait, de rendre légitime l'accord d'Oslo.

Lorsqu'on examine de près ces cinq raisons, on peut aisément constater que rien n'a changé en 2006. L'Autorité nationale palestinienne dans son ensemble, son Conseil législatif et ses autres organes émanent des accords d'Oslo. La direction extérieure du Hamas a dû implicitement respecter les accords signés entre l'OLP et Israël en signant l'accord de La Mecque en 2007. De même, les élections se sont limitées aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, les habitants de Jérusalem ont voté dans les bureaux de poste israéliens.

3. Causes des différends

Il semble désormais important d'esquisser les vraies raisons pour lesquelles la direction extérieure a refusé de participer aux élections de 1996, mais a ensuite accepté de participer aux élections de 2006.

Tout d'abord, les dirigeants de l'extérieur cherchaient à affirmer leur plein contrôle sur les décisions du Mouvement, parce que la participation du Hamas aux élections aurait renforcé les dirigeants de l'intérieur et aurait fait émerger une classe de dirigeants jouissant de l'immunité, députés et ministres, et probablement un premier ministre, comme ce fut le cas d'Ismaïl Haniyeh en 2006.

Ensuite, un succès aux élections de 1996 aurait été attribué aux dirigeants de l'intérieur uniquement. La décision de participer aux élections de 2006 a été prise après l'Accord du Caire de 2005 dans lequel il a été convenu de restructurer l'OLP et l'entrée en son sein du Hamas. Un succès permettrait aux dirigeants de l'intérieur de devenir députés ou ministres tandis que les dirigeants de l'extérieur intègreraient le Comité exécutif de l'OLP, autorité de tutelle de l'Autorité nationale, ce qui permettrait de réaliser les aspirations de la direction extérieure, notamment Khaled Mechaal, qui pourrait succéder à Yasser Arafat.

Enfin, les élections de 1996 ont eu lieu alors que la direction extérieure était subordonnée à la direction des Frères musulmans en Jordanie. Il fallait donc tenir

compte de la compétition historique entre le régime jordanien et la direction du peuple palestinien, depuis le Haj Amin al-Husseini jusqu'à Yasser Arafat.

E. Impacts des différends sur les décisions du mouvement

Parmi les implications les plus importantes de ce désaccord sur les choix politiques du Mouvement il faut noter une relation déséquilibrée et instable avec l'Autorité nationale palestinienne. Les choix de l'extérieur s'imposaient à chaque fois. La direction de l'extérieur a dû se plier à la demande des forces intérieures d'entamer un dialogue avec l'Autorité, mais en faisant en sorte qu'il n'aboutisse à aucun résultat.

Une étude en profondeur des réactions de la direction du Hamas vis-à-vis de l'expulsion de plus de quatre cents cadres dirigeants du Hamas au Sud-Liban en 1992 donne une image claire de l'impact profond des différends entre directions intérieure et extérieure sur les décisions du Mouvement et explique les raisons et les motivations des pratiques politiques de la direction extérieure qui ne semblent pas conforme, voire contraires, à la position originale de ces mêmes dirigeants.

Cette expulsion a fait l'effet d'un tremblement de terre sur la direction extérieure qui ne contrôlait le Mouvement que depuis deux ans. Une expulsion définitive de dizaines de dirigeants hors des Territoires, plus nombreux et plus expérimentés que les dirigeants de l'extérieur, ferait perdre tout espoir de contrôle permanent du mouvement. Les pratiques politiques suivantes trouvent alors une explication.

1. Le départ d'une délégation du Hamas pour Tunis

Le voyage d'une délégation du Hamas en Tunisie le 23 décembre 1992, où se trouve le siège de l'OLP, constitue la plus importante concession de la part du Hamas depuis sa création. La direction de l'extérieur veillait à ce qu'une telle rencontre n'ait pas lieu à Tunis, mais plutôt à Amman ou à Sanaa, Khartoum, Le Caire, Damas ou ailleurs, loin du siège de l'OLP.

Les relations entre les parties, à la veille de l'expulsion, étaient extrêmement tendues. Elles s'accusaient mutuellement de planifier l'assassinat de dirigeants l'une de l'autre¹⁴⁶. Le Hamas a annulé une réunion prévue à Khartoum en novembre 1992, demandant à Arafat des excuses publiques pour avoir comparé le Hamas aux tribus zouloues en Afrique du Sud, selon des rumeurs¹⁴⁷.

Le Hamas a toujours insisté pour être l'égal de l'OLP à toute réunion entre les deux. Pourtant, la délégation du Hamas a participé à une réunion présidée par Yasser Arafat en Tunisie¹⁴⁸. La délégation de haut niveau du Hamas, menée par Moussa Abou Marzouk, chef du bureau politique à ce moment-là, n'a rien pu faire à cet égard.

2. Les contacts avec les Etats-Unis et les pays occidentaux

Les sources du mouvement affirment que les contacts avec les Etats-Unis et les pays occidentaux avaient commencé après l'expulsion. Ces contacts se faisaient uniquement avec les ambassades de ces pays à Amman¹⁴⁹. La première rencontre eu lieu entre Ibrahim Ghosheh et Mohammed Nazzal et M. Eric Godiossi, un conseiller politique à l'ambassade américaine à Amman en Décembre 1992¹⁵⁰. D'autres rencontres ont eu lieu par la suite avec un certain nombre d'ambassades européennes à Amman.

L'établissement de relations internationales n'était pas préalablement prévu par le mouvement mais est intervenu directement après la confusion qui régnait dans les rangs des dirigeants de l'extérieur suite à l'expulsion. Ceux-ci étaient prêts à renoncer à certaines conditions en vue de garantir le retour des expulsés. Un chercheur proche du Hamas a expliqué le retard du Hamas dans l'établissement de relations internationales par l'inflation idéologique à ses débuts, couplé avec le manque d'expérience politique. L'intérêt pour les relations internationales n'a pas été le produit de transformations naturelles ou de débats au sein du mouvement¹⁵¹.

¹⁴⁶ Al Sharq Al Awsat, 17, juillet 1992.

¹⁴⁷ Al Rased, publication interne du Hamas, 9 novembre 1992.

¹⁴⁸ Al Dostour, 28 décembre 1992.

¹⁴⁹ Etude dans la pensée politique du Hamas, *op. cit.*, p. 294.

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 297.

V. Le poids de l'aile militaire

L'action militaire est généralement un outil politique utilisé par les politiciens quand ils ne peuvent pas atteindre leurs objectifs politiques par des moyens pacifiques. Dans les guerres de libération et d'indépendance, elle constitue une réelle pression sur les forces d'occupation étrangère. Dans le cas palestinien, l'action militaire a une importance particulière: elle n'est plus seulement un outil de pression politique, mais est devenue une fin en soi en raison des longues souffrances et l'occupation à répétition, l'occupation britannique après la Première Guerre mondiale puis israélienne en 1948.

Les Palestiniens apprécient l'action militaire et la considèrent comme une preuve de sincérité d'un mouvement politique. Ils soutiennent alors ce type de mouvement et vont jusqu'à le vénérer: c'est l'action militaire qui a ainsi fait la gloire des organisations et des chefs, dont le Fatah et Arafat pendant de nombreuses décennies. C'est aussi l'action militaire qui a fait du Hamas un mouvement populaire dans les Territoires.

Le Hamas avait annoncé son intention d'entrer dans le domaine de l'action militaire dès sa création. Son premier communiqué, daté du 14 décembre 1987, affirme: "que le monde sache que les Juifs commettent des crimes nazis contre notre peuple. Ils boiront dans la même coupe". Le deuxième communiqué réaffirme la même chose: "le sang de nos martyrs ne sera pas versé en vain, chaque goutte de sang se transformera en une bombe incendiaire, une bombe à retardement et une charge explosive qui déchirera les entrailles des Juifs et les ramènera à la raison¹⁵²".

L'action militaire¹⁵³ du mouvement est passée de l'utilisation des armes blanches et des cocktails Molotov à l'utilisation de mitrailleuses et des attentats suicides qui ont secoué le monde, et enfin des roquettes artisanales.

¹⁵² Documents du Hamas, *op. cit.*, vol. 1, p. 18-20.

¹⁵³ Mohib Al Nawati, « Le Hamas de l'intérieur », p. 202-223.

Cette partie examine les caractéristiques de l'action militaire du Mouvement, puis ses faiblesses et obstacles, son évolution, ses rapports avec la direction extérieure et en impact sur l'action politique du mouvement.

A. Les caractéristiques de l'action militaire du Hamas

Le Mouvement, à plusieurs reprises et occasions, a expliqué les bases qui sous-tendent son action militaire, à savoir :

- que l'action militaire est une politique permanente qui ne se terminera qu'avec la disparition de l'occupation,
- que son domaine militaire est la terre de Palestine, jamais ailleurs,
- et que l'aile militaire, Al-Qassam, est indépendante du mouvement, de ses actions et décisions.

Ajoutons que les opérations du mouvement sont toujours caractérisées par la bravoure : ses éléments ne craignent pas la mort.

1. Le Djihad, une stratégie permanente

Le mouvement affirme que le Jihad et l'action militaire sont une stratégie permanente inchangeable. La Charte précise : "il n'y a de solution au problème palestinien que par le djihad ; les initiatives et les conférences internationales ne sont que perte de temps¹⁵⁴". La Charte stipule également que "le Jihad est un devoir pour chaque musulman contre l'usurpation de la Palestine par les Juifs¹⁵⁵". Le mouvement, dans son appel au Conseil national palestinien, a déclaré qu'il suivrait la "stratégie du djihad pour résister à l'occupation jusqu'à la libération de toute la Palestine, peu importe le temps que ça prendra et les sacrifices qui seront consentis¹⁵⁶". Le mouvement estime également que les circonstances politiques changeantes ne changeront pas cette vérité immuable car "le djihad est le seul moyen de libérer la Palestine, qu'on ne peut abandonner ou marginaliser à aucun moment¹⁵⁷". Moussa

¹⁵⁴ Charte du Hamas, article 13, p. 15.

¹⁵⁵ Ibid., article 15, p. 16.

¹⁵⁶ Documents du Hamas, *op. cit.*, vol. 1, p. 180.

¹⁵⁷ Ibid., p. 186.

Abou Marzouk affirme aussi que "l'action militaire est une stratégie permanente. S'il y a changement, ce sera un changement dans le choix des outils et des temps¹⁵⁸". Le Professeur Hisham Sharabi affirme en 1995 que l'action militaire du Hamas continue d'être un choix stratégique. Il a prévu que la résistance islamique continue de croître et de s'étendre dans les dix ou vingt années à venir, tant que l'occupation par Israël de terres palestiniennes continuerait¹⁵⁹.

2. Limiter les opérations militaires à la Palestine

Le Hamas a à plusieurs reprises déclaré que l'action militaire serait limitée à la terre de Palestine (historique). Les faits sur le terrain l'ont confirmé pendant les vingt dernières années. C'est la direction extérieure qui a décidé de cette stratégie. Dans une publication interne, on peut découvrir les raisons de ce choix¹⁶⁰. D'abord, le Mouvement voulait éviter la confrontation avec les régimes arabes voisins de la Palestine, se rappelant l'expérience des organisations palestiniennes, en particulier en Jordanie et au Liban, et étant donné que tous ces régimes, du point de vue du Mouvement, surveillent les frontières sous prétexte de sécurité et de stabilité. Ensuite, le Mouvement estimait que travailler en coopération avec le Liban et le Hezbollah était difficile pour de nombreuses raisons. C'est pourquoi la direction extérieure a rejeté les revendications venant de l'intérieur au sujet des expulsés au Sud-Liban en 1993. En outre, les moyens dont disposait la direction de l'extérieur suffisaient à peine pour couvrir en partie les besoins des Palestiniens de l'intérieur. Et enfin, cette politique vise à neutraliser de nombreux adversaires et ennemis.

Cette politique n'a pas du tout changé malgré les demandes répétées de la direction intérieure en raison des coups durs reçus après l'assassinat de Mohyeddine Sharif, un des chefs militaires du Hamas en Cisjordanie en 1998. Les brigades Izz al-Din al-Qassam avaient alors appelé à frapper les intérêts juifs à l'étranger : "Nous appelons tous les hommes libres et nobles de notre peuple palestinien et de notre nation arabe et islamique, ceux qui aiment la religion, la patrie et la cause et travaillent pour les intérêts supérieurs du peuple palestinien, où qu'ils soient dans le monde, à frapper les

¹⁵⁸ Falastine Al Muslima magazine, juin 1994.

¹⁵⁹ Al Hayat, 5 mars 1995.

¹⁶⁰ Al Risala, n° 30, 7 septembre 1994.

intérêts juifs et sionistes dans toutes les régions du monde¹⁶¹". Mais cet appel n'était qu'un hurlement de douleur et les cadres du Mouvement s'empressaient toujours à réaffirmer la politique du Hamas : le Jihad en Palestine.

3. Séparation de l'aile militaire

Les circonstances difficiles que traversait le Mouvement dans les territoires et les campagnes d'arrestations massives ont conduit à faire en sorte que les Brigades Al-Qassam deviennent une aile militaire indépendante de manière à réduire les risques de fuite d'informations qui permettraient l'arrestation d'éléments armés.

Mener en même temps des actions politiques et militaires était une conséquence directe de violents coups reçus par le mouvement en 1989 et 1990¹⁶². Les directions intérieure et extérieure ont toutes deux estimé qu'il était utile de toujours affirmer l'absence de lien avec l'aile militaire du Hamas, pensant se mettre à l'abri des représailles israéliennes et, pour la direction extérieure, de ne pas embarrasser les pays arabes avec lesquels elle a des relations

Les directions politiques du Mouvement, intérieure et extérieure, souhaitaient profiter des opérations de l'aile militaire pour renforcer sa popularité et son influence politique et lever plus de fonds tout en se mettant à l'abri de toute responsabilité.

Mais en secret, la concurrence était forte entre les dirigeants intérieur et extérieur pour contrôler l'aile militaire et ses opérations pour l'impact qu'elles ont sur le Mouvement.

4. Courage et sacrifice

Les jeunes des brigades Qassam sont connus pour leur courage et leur audace, renforcés par leur croyance religieuse et les motivations spirituelles, particulièrement la mort en martyr. Ce courage les conduit à imaginer différentes méthodes de mouvement et de déplacement entre Gaza et la Cisjordanie, pour entrer en Israël,

¹⁶¹ Al Hayat, 9 avril 1998.

¹⁶² Etude dans la pensée politique du Hamas, p. 94.

passer les barrières avec de faux papiers, porter des vêtements de soldats israéliens de rabbins. De plus, nombreux sont ceux qui ont quitté le territoire et y sont retournés secrètement.

Le courage et le sacrifice atteignent leurs niveaux *maxima* dans les opérations martyrs, où l'on se fait exploser pour infliger le plus grand nombre de victimes chez l'ennemi. C'est le Hamas qui a introduit ce nouveau type d'action qui "mobilise les Palestiniens et terrorise Israël¹⁶³.

Ces opérations prouvent que le peuple palestinien est capable de sacrifier sa vie pour son objectif. Selon Hamas, lorsqu'on est prêt et capable à se sacrifier, cela signifie qu'Israël n'a plus la maîtrise du conflit, car les règles du jeu et les principes qui régissent le conflit changent¹⁶⁴. Les responsables israéliens ont d'ailleurs après chaque opération suicide qu'il était difficile d'empêcher quelqu'un déterminé à mourir.

B. Les faiblesses de l'action militaire

Il y a eu un concours de plusieurs facteurs qui ont entravé le renforcement de l'action militaire du Hamas et l'accroissement de son influence sur la scène politique dans les territoires occupés. Certains de ces facteurs étaient inhérents au Mouvement, d'autres extérieurs.

1. les facteurs externes

a. Les accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne

L'Autorité nationale palestinienne a été établie à la suite de l'accord d'Oslo, en s'engageant à ne pas menacer la sécurité des zones sous contrôle israélien. L'Autorité

¹⁶³ Abdel Sattar Qassem, Falastine Al Muslima magazine, entretiens, janvier 1998, p. 16.

¹⁶⁴ Ali AJirbawi, *op. cit.*

devait donc affronter l'action militaire du Hamas, poursuivre et arrêter ses cellules armées. L'aile militaire a alors été prise de panique et affaiblie.

Le Hamas était face à un dilemme: "poursuivre l'action militaire contre des cibles israéliennes et risquer des affrontements sanglants avec l'Autorité palestinienne, ou geler l'action militaire pour éviter une guerre civile et risquer de perdre ce qui la distinguait des autres sur le terrain¹⁶⁵".

Notons que l'Autorité nationale palestinienne, qui a beaucoup souffert des opérations du Hamas, a réussi à les réduire et même les arrêter pendant trois ans. En effet, le Hamas avait effectué 52 opérations en 1993, 15 en 1994 (création de l'Autorité), 7 en 1995, 8 en 1996, 4 en 1997 mais aucune en 1998, 1999 et 2000. En 2001, le Hamas a effectué 7 opérations¹⁶⁶ après l'échec des négociations de Camp David et le déclenchement de l'Intifada Al Aqsa. Le Fatah lui-même reprend ses opérations militaires par son aile militaire nouvellement constituée, les Brigades des Martyrs d'Al Aqsa.

b. La chute de popularité

Dès la signature des Accords d'Oslo à Washington, la majorité des Palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza attendait avec impatience l'application de l'accord dans l'espoir de se débarrasser enfin des forces d'occupation et de la répression continue. Ils attendaient également le retour de leurs enfants après un quart de siècle de séparation. Les pays donateurs avaient promis de donner suffisamment pour élever le niveau de vie de la population. Les opérations militaires ne semblaient plus nécessaires.

Cependant, ce fut la désillusion. Israël tarde à mettre en application les accords conclus et impose un blocus sans précédent. Les Palestiniens accusent alors Israël et blâment les actions militaires, utilisées comme prétexte par le gouvernement israélien pour ne pas donner leurs droits aux Palestiniens, conformément aux accords.

¹⁶⁵ Khaled Al Haroub, p. 269.

¹⁶⁶ Mohib Al Nawati, p. 230.

L'Autorité accusait le Hamas de mener ses opérations militaires à l'approche de chaque échéance politique¹⁶⁷.

Les opérations militaires du Hamas ont fait, de la fin 1994 à Mars 1996, 74 morts et 250 blessés israéliens¹⁶⁸. Elles ont également fait perdre le gouvernement travailliste et favorisé la victoire du Likoud de Netanyahu et donc le déclin du processus de paix et l'augmentation des souffrances de la population en raison de l'interdiction d'aller travailler en Israël après chaque opération.

Le soutien populaire pour les opérations militaires commence à remonter après l'échec du processus de paix et l'accession de Sharon à la tête du gouvernement israélien. Celui-ci a fait bombarder des zones résidentielles et détruire des maisons et des terres agricoles. Arafat parraine alors la résistance à laquelle le Fatah prend part en force. L'aile militaire du Hamas regagne en force et en popularité.

c. La coalition internationale et régionale contre les brigades Al Qassam

Le plus dur pour l'action militaire du Hamas fut l'accusation de terrorisme. Une action internationale concertée et dirigée par les Etats-Unis est menée pour assiéger le Hamas et assécher ses ressources financières. Une conférence est organisée à Charm el-Cheikh pour faire face au terrorisme du Hamas en mars 1996.

Les Etats-Unis avaient inclus le Hamas dans la liste des organisations terroristes de 1992 dans un rapport du département d'Etat publié le 30 avril 1993. Le Hamas a déclaré dans un communiqué que "cette décision surprise de la part de Washington indique clairement que la politique étrangère des États-Unis manque toujours d'objectivité et adopte deux poids deux mesures. Nous espérons que le gouvernement du président Clinton réexamine ses positions et ne se laisse pas entraîner dans la tromperie sioniste, qu'il ne prenne pas de mesures de provocation contre notre peuple est ses forces du djihad¹⁶⁹".

¹⁶⁷ Gibril Al Rajoub, Al Quds Al Arabi, 27 mai 1998, p. 6.

¹⁶⁸ Etude dans la pensée politique du Hamas, p. 94.

¹⁶⁹ Documents du Hamas, *op. cit.*, p. 205.

Le 24 janvier 1995, le président américain a décidé de couper les ressources financières aux mouvements extrémistes, dont le Hamas. Le porte-parole du Hamas a déclaré que Washington se fait l'ennemi de la nation islamique¹⁷⁰.

Les opérations du Hamas avaient ciblé des civils dans des bus et des marchés à Jérusalem Tel-Aviv et Ashkelon en février et mars 1996. Après la conférence de Charm El Cheikh, le Hamas n'avait plus qu'à se tourner vers une alliance avec l'Iran, le Hezbollah et la Syrie, les forces dites d'"opposition".

2. Les facteurs internes

a. La stratégie et les objectifs ultimes du mouvement

La direction du Hamas n'avait pas de plan pour tirer parti de l'action militaire et de ses effets politiques sur l'ensemble du conflit israélo-palestinien. Elle considérait l'action militaire comme un chaînon du djihad, un tour de la bataille dont le temps n'est pas encore venu. C'est pourquoi le Hamas n'a pas mobilisé tous les potentiels disponibles dans l'escalade et la continuité de l'action militaire. Il estime que le chemin de la victoire est long, que l'objectif de la résistance est d'attacher les Palestiniens à leur terre et à leurs droits dans l'espoir d'un mouvement parallèle des Frères dans le monde arabe et musulman. Les opérations militaires étaient donc espacées pour seulement prouver l'existence de la bannière du Jihad afin de ne pas épuiser ses forces dans l'attente qu'une force extérieure, l'Etat islamique dans le monde arabe, soit constituée pour commencer le combat et régler définitivement le conflit.

Le mouvement ne voulait pas faire de sacrifices dont les fruits politiques seraient cueillis par l'OLP, au contraire, le timing et la nature des opérations visaient l'affaiblissement de l'OLP et de l'Autorité nationale. Le chercheur Abdel Sattar Qassem, sympathisant du Hamas, a décrit la stratégie militaire du Hamas sur les pages

¹⁷⁰ Al Raï, 26 janvier 1995.

de son magazine : "le Hamas n'a pas utilisé ce type d'action militaire pour atteindre des résultats politiques immédiats. Le Hamas aurait pu faire avorter les Accords d'Oslo et faire tomber la direction palestinienne qui les a signé, mais il a mené les opérations martyres en respectant des limites qu'il s'était fixé. Les opérations auraient pu se poursuivre mais elles ont cessé. Il semble que le Hamas tente, par ces opérations, de prouver sa présence sur les scènes nationale et internationale, mais sans collision irréversible, ni avec l'Autorité, ni avec Israël".

En conséquence, les opérations du Hamas étaient saisonnières et survenaient en réponses directes à des événements particuliers : venger un chef assassiné, faire libérer des prisonniers, commémorer l'anniversaire du Mouvement... comme si l'occupation n'était pas en soi une justification suffisante pour une action militaire de grande envergure en dépit des déclarations répétées des responsables du Mouvement que l'action militaire ne s'arrêtera pas tant que l'occupation se poursuit.

b. Le non-renforcement de l'aile militaire

Afin d'assurer la mise en œuvre de la stratégie du Mouvement, la direction extérieure a contrôlé l'aile militaire et a limité sa force dans un premier temps, de sorte que ce dispositif fasse ce qu'on lui demande, rien de plus : nuire aux accords sans les faire tomber, éviter l'escalade avec Israël et faire en sorte que l'aile militaire reste dépendante de la direction extérieure et qu'elle ne devienne suffisamment puissante pour accaparer les décisions politiques, car les Frères Musulmans n'ont pas oublié l'expérience amère de l'aile militaire fondée par Hassan al-Banna en Egypte dont il a ensuite perdu le contrôle. L'opération menée en Egypte dans les années quarante avait en effet conduit à la destruction du groupe, son interdiction et l'assassinat d'al-Banna lui-même.

Dans un deuxième temps, la direction a renforcé l'aile militaire pour faire face à l'Autorité, notamment après la disparition du Président Yasser Arafat et à l'approche du retrait israélien de la Bande de Gaza.

C. La direction extérieure et l'action militaire

Malgré des déclarations qui nient tout lien entre la direction extérieure et l'action militaire, il existe de multiples indices tendant à prouver le contraire. Mohammed Salah¹⁷¹, arrêté par les services de sécurité israéliens à son arrivée des Etats-Unis en 1992, a avoué en juillet 1992 avoir assisté à une réunion à Chicago avec le commandant militaire du Hamas, Mohammed Sawalha (Abou Obeida) et Moussa Abou Marzouk, chef du bureau politique, déclarant que, lors de cette réunion, ils avaient discuté des moyens d'élargir l'action militaire dans les territoires occupés. C'est pourquoi il se rendait à Gaza et en Cisjordanie, pour rencontrer des dirigeants des Brigades Qassam et leur remettre de l'argent.

Dès le début des années 90, la direction de l'extérieur était consciente qu'elle ne pouvait prendre la direction du Mouvement et contrôler ses décisions politiques sans avoir la main haute, au préalable, dans les décisions militaires. Par conséquent, elle a déployé tous les efforts possibles pour rester en contact avec les territoires occupés. La décision de séparer l'action militaire de l'action politique et médiatique, pour des raisons de sécurité, a favorisé les contacts entre les Brigades Izz al-Din al-Qassam et la direction extérieure. Cette dernière contrôle désormais exclusivement l'aile militaire du Mouvement même si elle avait refusé, dans un premier temps, par prudence, de fournir tout le matériel que les Brigades réclamaient. Les dirigeants de l'extérieur ne souhaitent pas que l'aile militaire devienne trop forte avant de s'assurer son aliénation. Certains combattants devaient compter sur eux-mêmes pour lever des fonds, parfois en contractant des emprunts personnels auprès de proches¹⁷². Il semble que les choses n'étaient pas faciles pour la direction extérieure. En effet, les combattants des Brigades Al-Qassam voulaient mener une action militaire continue, et ils étaient convaincus que le rôle de l'extérieur devait se limiter à l'approvisionnement sans intervenir dans l'identification des objectifs militaires ou du calendrier. D'ailleurs, selon des éléments de l'aile armée, la direction extérieure a mis

¹⁷¹ Aviva Savi et Roni Chakid, « Le Hamas, de la foi à l'extrémisme », 1995, p. 298.

¹⁷² Entretien personnel avec un ancien chef des brigades Al Qassam, Gaza, 7 juillet 2008.

trois ans pour reconnaître les Brigades al-Qassam comme l'aile militaire du mouvement¹⁷³.

Cela est confirmé par la tentative de la direction extérieure de créer, en 1993, des brigades d'Abdallah Azzam en Cisjordanie. Un examen attentif des communiqués 98 à 103¹⁷⁴ montre qu'on a essayé d'imposer le nouveau nom dans les communiqués 98, 100 et 103, mais qu'il n'apparaît pas dans les communiqués 99, 101 et 102, ce qui montre l'ampleur du différend entre la direction intérieure et extérieure. La tentative s'est soldée par un échec et le seul moyen qui restait pour la direction extérieure de contrôler la décision militaire était de contenir les Brigades Qassam, aidée en cela par la création de l'Autorité nationale et la position des dirigeants de l'intérieur en faveur de l'arrêt de l'action militaire. Les chefs militaires, opposés à toute suspension des opérations, ont naturellement rallié la direction extérieure. Ainsi, vers la fin de l'année 1995, la direction extérieure avait fini d'étendre son contrôle à l'aile militaire du Hamas.

D. L'impact de l'action militaire sur les prises de décisions politiques

L'action militaire a un impact significatif sur le processus politique car il s'agit d'une intervention concrète et influente sur le conflit politique et sur les parties impliquées. L'action militaire du Hamas a eu une influence décisive sur sa place politique. Si l'action sociale et le réseau d'organisations de bienfaisance, dans les domaines de l'éducation et de la santé, mis en place par le Hamas dans les territoires occupés en même temps que son action de prédications dans les mosquées, ont permis au Hamas de s'enraciner dans la société palestinienne, l'action militaire était une sorte d'ailes qui lui ont permis de s'envoler en Palestine et à l'étranger. Ces opérations ont eu un impact significatif sur toutes les parties du conflit.

¹⁷³ Al Risala, 7 septembre 1994.

¹⁷⁴ *Falastine Al muslima*, janvier 1998, p. 16.

1. L'impact de l'action militaire sur le mouvement Hamas

L'action militaire a grandement contribué à la montée en puissance du Hamas et à accroître son influence politique tout en augmentant ses ressources financières. De surcroît, de plus en plus de jeunes gens rejoignent le Mouvement dans ses actions civiles et militaires. D'un autre côté, les coups successifs contre le Hamas, arrestations et expulsions, puisqu'ils ne l'ont pas tué, l'ont renforcé. Le Mouvement gagne donc en importance auprès des opposants au processus de paix dans la région, notamment l'Iran, la Syrie et le Hezbollah, aidant encore plus le Hamas financièrement, médiatiquement et militairement.

Par ailleurs, l'action militaire du Hamas a amené les Etats-Unis à mettre ce Mouvement sur sa liste des organisations terroristes et, par conséquent, imposer un blocus financier et économique qui eut l'effet inverse : l'hostilité à l'égard des politiques américaines dans la région a entraîné plus de soutien arabe et islamique au Hamas.

2. L'Impact sur Israël

Les opérations de l'aile militaire du Hamas ont profité à la fois au Hamas et à Israël. Dans la pratique, Israël n'a pas perdu la guerre avec le Hamas, ni les opérations suicides ni les milliers de missiles artisanaux n'ont eu un effet décisif et stratégique sur Israël qui n'a perdu que quelques dizaines de vie et vécu un peu de panique à laquelle la société israélienne s'est habituée depuis fort longtemps. Au contraire même, ces opérations ont consolidé l'unité interne et engendré plus d'extrémisme contre les Palestiniens. La sécurité d'Israël passe désormais devant toute autre considération, remettant toujours à plus tard les questions de retrait, de retour des réfugiés et le droit à l'autodétermination. La société israélienne se rassemble et se renforce par une peur contrôlable, une peur qui n'atteint pas le niveau d'une terreur durable. C'est exactement l'effet qu'ont eu les opérations du Hamas.

Par ailleurs, ces opérations ont affaibli les forces israéliennes favorables à la paix et à davantage de droits aux Palestiniens. Dans le même temps, elles ont favorisé la montée

de courants radicaux et, en fin de compte, la victoire du Likoud aux élections de mai 1996.

3. L'impact sur l'OLP et l'AP

L'action militaire du Hamas a probablement été l'une des plus importantes motivations de l'accélération de la reconnaissance par Israël de l'OLP et la conclusion d'accords avec elle pour enfin lui confier la Bande de Gaza et certaines parties de la Cisjordanie. Mais après l'établissement de l'Autorité nationale et au lieu que les opérations militaires du Hamas soient des cartes entre les mains de l'Autorité, elles étaient devenues un lourd fardeau qui entravait la poursuite du processus de paix et qui permettait aux Israéliens d'échapper à leurs obligations. En réalité, ces opérations ont eu pour conséquence de renforcer les partis israéliens extrémistes et de détruire le processus de paix, sans parler des conséquences directes sur l'Autorité elle-même et ses services de sécurité.

L'Autorité nationale accuse le Hamas de mener ses opérations à des moments critiques, à chaque fois qu'un accord avec les Israéliens était sur le point d'être conclu ou lorsque les pressions internationales étaient au plus fort. Le directeur de la Sécurité préventive en Cisjordanie, Djibril Rajoub, déclare ainsi : "l'opération de juillet 1997 est intervenue alors qu'une échéance approchait pour Netanyahou. Elle a été une issue de secours pour lui pour se soustraire à ses obligations¹⁷⁵". Mais la direction extérieure niait tout lien entre les opérations militaires et le processus de règlement, prétextant qu'elles étaient liées à des considérations techniques et aux circonstances sur le terrain¹⁷⁶.

Cela ne nous paraît pas logique. Est-il raisonnable que les dirigeants du Hamas ne soient pas conscients de la forte influence de l'action militaire sur la situation politique? Est-ce à dire que si les conditions de terrain permettent de mener une opération, celle-ci sera effectuée sans tenir compte de la situation politique et des circonstances l'entourant? Était-il possible pour le mouvement de mener à bien une attaque suicide quelques jours avant le retour du cheikh Ahmed Yassine de sa tournée

¹⁷⁵ Al Quds Al Arabi, 27 mai 1998, p. 6.

¹⁷⁶ Khaled mehaal, Al Quds Al Arabi, 13 avril 1998, p. 5.

dans le monde arabe en 1998, au même moment que la controverse qui existait au sein des instances israéliennes pour permettre ou non le retour de Cheik Ahmad Yassine? Pourquoi le Hamas hésitait à revendiquer ces opérations dont l'objectif était de faire avorter les accords, injustes de son point de vue? Est-ce honteux de mener des actions militaires pour contrecarrer des accords dont le Hamas déclare chaque jour qu'ils sont contraires aux intérêts du peuple palestinien et représentent un abandon de ses droits?

La réponse à cette confusion dans le discours du Hamas, c'est que le Mouvement n'a pas de plan pour profiter de ces actions, politiquement, au bénéfice de la cause palestinienne. Il ne peut pas divulguer ses véritables objectifs, les intérêts propres du Mouvement. Il ne souhaite pas un échec total des accords ou la chute de l'Autorité nationale palestinienne, il veut seulement l'affaiblir afin d'en faciliter le contrôle. C'est ce qui s'est passé après les élections législatives et le coup d'Etat militaire dans la Bande de Gaza.

Enfin, les dirigeants de l'extérieur se sont servis de l'action militaire pour faire pression sur les dirigeants de l'intérieur et empêcher tout rapprochement avec l'Autorité.

Chapitre II

La position du Hamas vis-à-vis du conflit israélo-arabe et des initiatives de paix

- I. Position du Hamas et ses justifications vis-à-vis du conflit et de sa gestion
- II. Position du Hamas sur le règlement du conflit
- III. Position du Hamas vis-à-vis de la conférence internationale et de l'initiative palestinienne de paix
- IV. Position du Hamas face à la conférence de Madrid et aux accords d'Oslo
- V. Initiatives politiques du Hamas
- VI. Perspective comparée: la position du Jihad islamique

Depuis sa création, peu après le déclenchement de l'Intifada en 1987, et la publication du premier communiqué politique de ce mouvement islamiste, le Mouvement de la résistance islamique "Hamas" a pris ses distances avec les positions politiques des autres factions nationalistes palestiniennes, en particulier celles membres de l'OLP, fondée en 1964, et rejointe en 1968 par les factions armées. Plus tard, en 1974, grâce aux luttes et sacrifices du peuple palestinien, l'OLP est devenue l'unique représentant légitime du peuple palestinien où qu'il soit. Dans un premier temps, la lutte armée était la seule option pour libérer les territoires palestiniens occupés, tentant de détruire l'entité sioniste que représente l'Etat d'Israël. Toutefois, cette position a évolué par la suite ; c'est désormais la reconnaissance de l'autre, d'Israël, l'acceptation du principe de deux Etats pour deux peuples sur le territoire de la Palestine historique, par le biais d'un règlement politique entre les deux parties.

Dans ce climat favorable au règlement, apparaît le mouvement Hamas et se déclare opposé à tout règlement du conflit avec Israël. Il devient par la suite la pierre angulaire de l'opposition palestinienne au projet de règlement¹⁷⁷ du conflit. Le Hamas se présente comme un mouvement d'opposition à la régression arabe, se considère comme faisant partie d'un projet de renaissance de la nation¹⁷⁸. Dans ce chapitre, nous aborderons la position du Hamas vis-à-vis des initiatives de règlement politique et ferons un parallèle avec celles des autres factions nationalistes (factions de l'OLP et Jihad Islamique).

¹⁷⁷ Iyad Barghouti, in : " *Etude dans la pensée politique du Hamas* ", 1996, p.9.

¹⁷⁸ *Ibid.* p 10.

I. Position du Hamas et ses justifications vis-à-vis du conflit et de sa gestion

A. La conception du Hamas de la gestion du conflit

Le mouvement Hamas, dans sa position du conflit israélo-arabe et israélo-palestinien, est parti de son idéologie islamique. Alors que les mouvements palestiniens fondés juste avant ou juste après la guerre de 1967, aussi différents soient-ils, considéraient le conflit comme un combat et une lutte nationale contre l'occupant, ou comme le combat du nationalisme arabe contre la colonisation sioniste, ou encore le combat des forces socialistes éprises de paix contre Israël, qui fait partie de l'impérialisme occidental, le Hamas, dans son analyse du conflit, s'est basé sur des concepts islamiques de la nature de ce conflit, le considérant comme un conflit civilisationnel global entre la nation arabe et islamique d'une part, et le sionisme soutenu par l'Occident de l'autre¹⁷⁹. Les racines de cette conception du Hamas remontent au mouvement des Frères musulmans, qui avaient rejeté les acceptions du conflit qui se limitaient aux dimensions nationales, panarabe, ou de classe, sans pour autant nier ces dimensions. Il estime que "la cause de la Palestine" n'est pas simplement une question de terre, malgré l'importance de la terre et de sa valeur, ce n'est pas non plus une question de nationalisme ou de patriotisme, mais une question de foi et d'unicité (de Dieu), une question de religion et de culte. La cause palestinienne est celle de l'Islam, de la *Oumma* islamique, la cause de tout musulman sur terre qui "croit en Dieu et au Jour dernier"¹⁸⁰.

Ainsi, le mouvement Hamas considère le conflit avec l'occupation israélienne comme un conflit de civilisation dans ses différentes dimensions, politique, économique, sociale, militaire et religieuse. Un des dirigeants du mouvement, Ibrahim al Maqadma (assassiné en 2003), l'affirme: "l'étude et la situation de chacune des parties impliquées dans le conflit, fait clairement apparaître que le combat n'est pas pour la terre, bien que la terre soit le champ de ce conflit ; il n'est pas une lutte nationale ou ethnique, il n'est pas non plus une lutte de classes comme le présentent les communistes, (...) ni une lutte entre l'oasis de la démocratie au Moyen-Orient et les

¹⁷⁹ Al Hindi Khaled, in "*Etude dans la pensée politique du Hamas*", 1996, p.17.

¹⁸⁰ Al Nahaoui Adnan, "*La Palestine entre idéologie divine et réalisme*", p. 70.

Arabes arriérés (...), comme prétendent les Américains et les Occidentaux, mais un conflit de civilisations dans toutes les acceptions du mot, spirituelle, culturelle, sociale, économique, militaire et politique¹⁸¹".

En cela, le "Hamas" est en accord avec les théoriciens de la droite américaine qui voient le conflit, à l'échelle globale, comme un conflit entre civilisations, comme le confirme Huntington dans son livre "*Choc des civilisations*". La civilisation chrétienne et les autres civilisations sont donc en conflit avec la civilisation islamique, l'objectif étant d'anéantir cette dernière par une guerre acharnée dans tous les domaines : idéologique, politique, éthique, économique, et sociologique. La présence juive sur la terre de Palestine ne menace pas la Palestine seule, ni le peuple palestinien seul, mais la nation arabe et musulmane dans son ensemble. Elle menace sa religion, sa foi et sa civilisation. La guerre ne s'arrêtera pas là (comme indiqué dans la lettre du Hamas à la cinquième session de l'Académie islamique du Fiqh, tenue au Koweït le 10 décembre 1988), mais persistera dans ses tentatives inlassables à percer la nation islamique, et à saper les piliers de son existence de manière à bâtir sa propre civilisation sur les ruines de la civilisation islamique¹⁸². Par conséquent, le mouvement Hamas insiste sur la nécessité de relier la cause palestinienne à sa profondeur islamique, comme incubateur naturel plus large de la lutte nationale, idéologique et de civilisation du peuple palestinien contre la présence sioniste en Palestine, et pour l'anéantissement de l'État d'Israël sur les territoires palestiniens, arabes et musulmans. C'est ce que le Hamas affirme dans une lettre au 19^e Conseil national du 15 novembre 1988 : la nécessité de "relier la cause palestinienne à sa profondeur islamique, et œuvrer pour mobiliser la nation musulmane et son énorme potentiel pour la bataille de la libération de la mosquée Al-Aqsa, au moyen d'un plan bien défini et d'étapes précises¹⁸³".

Sur la base de cette vision, le mouvement Hamas se voit comme la force susceptible de jouer un rôle central dans la politique arabe à venir, parce qu'il représente l'âme de la nation, et parce qu'il ne représente pas seulement un parti politique ou social, mais bien plus que cela, il est l'âme qui fait vivre le corps de cette nation, un corps qui ne

¹⁸¹ Al Maqadma Ibrahim, "*Balises sur le chemin de la libération de la Palestine*", p. 69.

¹⁸² Documents du mouvement Hamas, lettre à la 5^e session de l'Académie du Fiqh musulman tenue à Kuwait le 10 décembre 1988.

¹⁸³ Documents du mouvement Hamas, lettre au 19^e Conseil national tenu à Alger le 15 octobre 1988.

peut vivre sans âme : il est le refuge pour ceux qui veulent la stabilité et la réussite dans ce monde et au-delà. Il est, comme on le voit dans sa littérature, religion, Etat, Coran et épée du djihad et de prêche¹⁸⁴.

Ainsi, la raison de la chute des régimes arabes au pouvoir donne la preuve de l'exactitude de la vision du mouvement Hamas, étant donné que ces régimes, dans leurs attitudes face au conflit israélo-arabe, étaient partis d'idéologies nationalistes, de gauche, progressistes ou laïques. Ils n'ont pas réussi à parvenir au moindre résultat ou victoires sur la scène arabe, durant les années qui ont suivi la *Nakba* (catastrophe) de 1948 et la *Naksa* (défaite) de 1967. Par conséquent, la Palestine est perdue, ces idéologies se sont effondrées devant ces frappes successives puisqu'elles n'avaient aucun lien avec les racines historiques du peuple palestinien, peuple arabe et musulman qui doit s'attacher à la foi musulmane et à son slogan « l'Islam est la solution ». Les islamistes considèrent l'Islam comme spirituel et temporel à la fois : il est de loin le meilleur régime créé par les hommes, contrairement aux régimes démocratiques, consacrés et soutenus par le colonialisme dans le but de détruire l'Islam et les mouvements islamistes qui s'attèlent à mettre en application cette mission spirituelle et temporelle. Ces mouvements ne concéderont pas la terre palestinienne, arabe et islamique qu'ils considèrent comme un Waqf pour les générations de musulmans jusqu'au Jour du Jugement Dernier, indéniable: nul ne peut y renoncer totalement ou en partie. Ni un pays, ni tous les pays arabes n'ont ce pouvoir. Aucun roi, aucun président, aucun régime, aucune organisation, qu'elle soit palestinienne ou arabe¹⁸⁵. Ainsi, la Palestine est considérée, du Jourdain à la Méditerranée, comme une terre arabo-islamique dont il est religieusement interdit d'aliéner ne serait-ce qu'un pouce. L'entité sioniste est un être faux qu'il est interdit de reconnaître sur tout ou partie de la Palestine. Elle est considérée comme le fer de lance du nouveau projet de domination coloniale occidentale, dans sa bataille culturelle globale contre la nation musulmane. La persistance de cette entité sur la terre de Palestine, au cœur de la nation musulmane, signifie la poursuite de l'état de division, de dépendance et de sous-développement imposés par les puissances occidentales à la nation musulmane. En outre, la bataille pour libérer la Palestine et pour purifier son territoire et ses lieux sacrés profanés par l'occupation sioniste, est la

¹⁸⁴ Al Falouji, « *L'Islam politique, réforme politique et condition sociale* », *Awraq falastiniah*, n° 2, été 2008, p. 43.

¹⁸⁵ Charte du Hamas, article 11.

bataille de la nation musulmane dans son ensemble, qui doit y contribuer avec tout son potentiel et son énergie matérielle et morale. Le peuple palestinien et les moudjahidin sur le chemin de la Palestine sont l'avant-garde de la nation dans la lutte de libération. Ils ont la charge de maintenir le conflit vivant jusqu'à ce que toute la nation se réveille pour jouer son rôle historique dans la bataille décisive sur la terre de Palestine¹⁸⁶, afin que soit possible, plus tard, de créer un Etat islamique sur tous les territoires palestiniens, dans les frontières historiques ou celles du mandat britannique, "du Jourdain à Méditerranée". Parce que le problème de la Palestine est un problème de foi et de religion, il n'est pas un problème marginal. La sainteté de la terre de Palestine vient juste après celle de la Mecque et de Médine. Abandonner un grain de sable de Palestine, c'est abandonner la foi de la nation musulmane, c'est abandonner la croyance en Allah et en Son messager: le Jihad contre Israël est donc une obligation religieuse à tous les musulmans. Le jour où un ennemi attaque une partie des terres musulmanes, le djihad devient obligatoire à tout musulman, comme stipulé dans l'article XV de la Charte du Hamas. Le mouvement Hamas, dans un communiqué publié le 11 Février 1991 dit : "notre Nation vivra à l'ombre de l'épée du Jihad. Notre objectif le plus élevé, c'est la mort des saints à la guerre sainte islamique contre la présence juive sur la terre musulmane palestinienne¹⁸⁷".

B. Raisons et tactiques du Hamas dans la gestion du conflit

Si telle est la conception du Hamas du conflit israélo-arabe, de l'existence de l'Etat d'Israël, alors comment ce mouvement islamiste entend-il gérer ce conflit sanglant, qui perdure depuis plus d'un siècle ? Pour répondre à cette question, deux aspects fondamentaux seront examinés :

- La philosophie du Hamas dans la gestion du conflit
- Les stratégies de gestion du conflit

¹⁸⁶ Al Khatib Saada, « *L'Islam politique entre idéologie et pragmatisme* », in *Awraq falastiniah* (papiers palestiniens), n° 2, été 2008, pp. 61-62.

¹⁸⁷ Shabi Aviva et Shakib Roni, "*Le Mouvement de la résistance islamique Hamas, de la croyance en Dieu au chemin de l'extrémisme*", traduction (arabe) de Al Douri Younis et Mohammed Mounir, librairie franco-égyptienne, 1995, pp. 93-100.

1. La philosophie du Hamas dans la gestion du conflit

La philosophie du Hamas a comme point de départ que "la libération de la Palestine est un devoir, non seulement pour le mouvement islamiste, mais une condition fondamentale pour une renaissance islamique dans la région". Toute renaissance islamique dans la région sera farouchement combattue par le sionisme. Il y a là une relation de réciprocité entre libération et renaissance, le mouvement islamiste se doit de mener les deux en même temps car l'une est condition de l'autre. Il n'y aura pas de renaissance véritable tant qu'Israël existera, il n'y aura pas de libération sans renaissance islamique. Cependant, le mouvement islamiste en Palestine ne pourra, seul, libérer la Palestine, étant donné le soutien mondial apporté à Israël¹⁸⁸. Le Hamas considère donc qu'une renaissance islamique totale dans la région arabe et musulmane est une condition sine qua non pour libérer la terre de Palestine. Dans son diagnostic du conflit, le Hamas considère que la libération nécessite le concours des efforts islamiques à travers trois cercles, dont le Hamas, et, derrière lui, le peuple palestinien, qui sera le fer de lance. C'est ce qu'affirme l'article 14 de la charte du Hamas qui stipule que " la question de la libération de la Palestine concerne trois cercles, le cercles palestinien, le cercle arabe et le cercle musulman. Chacun de ces trois cercles a un rôle à jouer dans le conflit avec le sionisme, a des obligations. Le jour ou la cause palestinienne sera considérée sur cette base, où seront mobilisés les moyens de ces trois cercles, la situation actuelle changera et le jour de la libération sera plus proche¹⁸⁹".

Dans cette stratégie islamique, le Hamas se donne pour rôle de raviver la flamme du jihad en Palestine en permanence, de combattre la démoralisation et l'accablement, de poursuivre son action d'éducation des nouvelles générations de musulmans de manière à s'intégrer au raz de marée islamo-jihadiste prévu dans les pays arabes limitrophes de la Palestine : Egypte, Jordanie, Syrie et Liban, mais aussi des autres pays arabes et musulmans. Il y aura alors un nouvel équilibre international dans lequel l'Islam aura son poids, et où le Hamas sera le fer de lance dans cette guerre de civilisation qu'il faut préparer. Ibrahim Al Maqadma, dans son ouvrage "*Balises sur le chemin de la libération de la Palestine*", définit les rôles du Hamas comme suit :

¹⁸⁸ Al Maqadma Ibrahim, *op.cit.*, p. 121.

¹⁸⁹ Charte du Hamas, article 14.

- Faire renaitre l'esprit de l'Islam chez le peuple palestinien dans les territoires occupés.
- Assurer une éducation continue et de qualité à chaque musulman.
- Mener une action militaire parallèlement à l'action du mouvement islamique international face à la présence sioniste dans la région.

De tout ce qui précède, il apparaît que le Hamas continue de parler de "généralités", loin des détails des mécanismes de gestion du conflit de civilisation dont il parle. Il pratique la politique d'"attendre et voir", jusqu'à ce que les forces se rééquilibrent en faveur du mouvement islamiste international, notamment arabe et palestinien, pour se jeter sur le projet sioniste et l'anéantir.

Ce qui revient à ce que pensait faire la révolution palestinienne, dirigée par l'OLP à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix. C'est donc une vision ancienne dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est "nihiliste et extrémiste", et qui ne peut gagner l'opinion publique internationale, ni même aucun ami soutenant les droits du peuple palestinien, car sur la base de la négation de l'État d'Israël et de son peuple. En conséquence, ces conceptions politiques du Hamas de la gestion du conflit avec l'occupation ne servent pas le peuple palestinien. Ce qui amène certains auteurs, comme Khaled Al Hindi, à parler des stratégies du Hamas vis-à-vis du conflit d'après les positions politiques quotidiennes, exprimé dans des communiqués politiques ou des entretiens avec des responsables et des dirigeants.

2. Stratégies de base de la gestion du conflit par le Hamas.

Les stratégies de base du Mouvement de résistance islamique "Hamas" dans sa gestion du conflit avec le projet sioniste sont construites sur quatre axes, à savoir :

a. Islamiser la société palestinienne.

Il s'agit de l'adoption des dispositions de l'Islam comme une référence pour l'avancement de la société palestinienne. C'est l'idée de consacrer la compréhension islamique de la vie, grâce à l'engagement individuel aux préceptes de l'Islam, et ce qui en suit de l'adoption des concepts de l'Islam de la lutte et de la résistance contre l'occupation, et la détermination à obtenir le droit à toute la Palestine historique. C'est aussi l'approfondissement des attaches des Palestiniens à la nation arabe et musulmane, qui constituent la base du projet de civilisation du mouvement Hamas sur le plan stratégique, tout comme elles constituent un point de départ et un facteur d'appui à sa marche face à l'occupation sur le court et moyen terme, en réduisant les risques de pénétration et d'endiguement, ou la dissolution de l'identité nationale du peuple palestinien, son arabité et son Islam. C'est le fond du premier axe du mouvement Hamas, qui est la base de sa création comme mouvement islamiste, cherchant à changer la société vers l'adoption de l'approche islamique de la vie civile, et dans la façon de gouverner. Il est ainsi cohérent avec l'idéologie des Frères musulmans, et le reste du Mouvement islamique international¹⁹⁰.

b. Djihad et résistance armée contre l'occupation israélienne.

Le mouvement Hamas adopte la résistance comme un choix fondamental dans la voie du jihad, et dans ses relations avec l'occupation israélienne en tant qu'entité fondée sur l'usurpation, le terrorisme, la violence et la force. Il considère que la résistance à cette occupation fait partie du jihad dans la voie d'Allah, qu'il est un devoir individuel à tout musulman. L'article quinze de la Charte affirme: "le jour où les ennemis usurpent une partie de la terre musulmane, le djihad devient obligatoire pour tout musulman. Face à l'usurpation des juifs de la Palestine, il faut brandir l'étendard du djihad. (...) Il faut ressusciter l'esprit du jihad en la nation et combattre les ennemis, il faut rejoindre les rangs des moudjahidine¹⁹¹".

Le mouvement Hamas décrit son approche du djihad et de la résistance en détail. "Le djihad ne se limite pas à prendre les armes et à combattre l'ennemi. La bonne parole,

¹⁹⁰ *Ibid.*, article 16.

¹⁹¹ *Ibid.*, article 10.

le bon article, le livre instructif, le soutien et l'aide, tout cela agit pour que l'étendard d'Allah soit le plus haut, le jihad dans la voie d'Allah¹⁹²". Le mouvement affirme, dans toutes ses positions déclarées, que la ligne de la résistance et du djihad est la ligne la plus efficace pour atteindre l'objectif de libérer et d'expulser l'ennemi occupant. Il la considère comme un processus cumulatif dont le rendement et l'efficacité augmenteront avec le temps. Il estime donc que le djihad et la résistance sont une approche que les peuples pourraient adopter et expérimenter face à leurs ennemis, et fait en sorte que tous les segments de la société s'y accordent afin que s'intègrent les rôles de chacun des membres du peuple pour assurer la poursuite du programme de la confrontation armée avec l'occupation et son projet sioniste fondé sur l'expulsion du peuple palestinien et l'usurpation de ses droits légitimes. Le projet de résistance et le djihad est donc la seule voie pour libérer la terre et les hommes. Il est la base pour amplifier les actions et les capacités de la nation à se lever et à se tenir aux côtés du peuple palestinien pour le débarrasser de l'occupation et créer son État palestinien, arabe et islamique¹⁹³.

c. Soutien à l'unité nationale, arabe et islamique.

Le mouvement Hamas estime que le succès de son programme d'islamisation et de confrontation au projet sioniste et la libération de la Palestine exige d'unifier les efforts et les énergies du peuple palestinien. Il estime que soutenir l'unité nationale est essentiel et nécessaire. Il confirme cette vision dans sa déclaration politique sur les résolutions de la vingtième session du Conseil national palestinien, réuni à Gaza en 1996. Il y a appelé à "construire et consolider une véritable unité nationale palestinienne". Il le confirme également dans ses communiqués n°75 et 81 lorsqu'il invite toutes les factions à la vigilance face aux tentatives de subversion et de sédition entre les différentes factions¹⁹⁴. Il souligne également la nécessité de s'unir et de faire échouer les plans sionistes, ainsi que d'unir la nation et de mobiliser ses énergies au service de l'objectif de libération, considérant que c'est un moyen pour reprendre le

¹⁹² *Ibid.*, article 30.

¹⁹³ Al Hindi Khaled, *op.cit.*, p. 123.

¹⁹⁴ Communiqué du Hamas sur les résolutions de la 20^e session du Conseil national palestinien, 30 septembre 1991, in Documents du Hamas, vol. 4.

djihad comme la seule voie de libération et d'indépendance¹⁹⁵. Tout cela est compatible avec le contenu de sa charte qui assure à "toutes les tendances nationales sur la scène palestinienne œuvrant pour la libération de la Palestine, son appui et son aide, en parole et en acte, aujourd'hui et à l'avenir, et apprécie toute bonne parole, tout effort sincère et bons offices pour fermer la porte aux différents¹⁹⁶".

d. Libération de toute la Palestine.

Cet aspect est l'un des plus importants qui caractérise le mouvement Hamas du reste des factions nationales palestiniennes et de l'OLP. Dans son approche et dans ses convictions politiques et religieuses, le Hamas considère que la Palestine est "une terre de Waqf islamique sur laquelle aucun Etat, aucune partie, ou aucune organisation ne peut concéder un seul grain de sable", que "le djihad et la mobilisation des énergies de la nation islamique en vue de la bataille, est la seule façon de libérer la Palestine et de récupérer les lieux saints¹⁹⁷". Le Hamas voit donc la libération de la Palestine comme un objectif stratégique et cherche à l'atteindre à moyen et long terme. S'il estime qu'une préparation appropriée, aussi bien sur le plan objectif que sur le plan subjectif, est une condition pour la réussite de ce programme, il ne s'oppose pas cependant à atteindre cet objectif de la libération totale par étapes, à condition que l'idée de libération globale soit maintenue en permanence. Le Hamas croit que la victoire dans sa lutte contre l'occupation est certaine, malgré les conditions que vivent le peuple palestinien et la nation arabe et islamique pour le moment.

Il estime également que s'en tenir à l'objectif, le consacrer comme base idéologique nationale palestinienne, panarabe et musulmane dans le traitement de la question de Palestine, sont une garantie importante pour le succès de la nation à récupérer les terres occupées, à faire revenir le peuple palestinien à sa terre et à sa patrie, et que renoncer à cet objectif signifie la défaite face au projet sioniste, et signifie aussi l'abandon du programme de renaissance de la nation. Ce renoncement représente l'abandon de son leadership de la nation qui ne doit pas être affecté par les évolutions

¹⁹⁵ Communiqué n° 75, 1^{er} juin 1996, communiqué 81, 1^{er} décembre 1996, in Documents du Hamas, vol. 4.

¹⁹⁶ Charte du Hamas, article 24.

¹⁹⁷ Communiqué n° 80, 29 octobre 2001, in Documents du Hamas, Vol. 4.

des situations, des Etats et des dirigeants au fil du temps, il doit rester un objectif stratégique à atteindre¹⁹⁸.

Le Hamas insiste sur le fait que, pour libérer l'ensemble des terres de la Palestine historique, il faut une approche particulière fondée sur les trois cercles : les cercles palestinien, arabe et islamique. Chacun de ces trois cercles a un rôle à jouer dans le conflit avec le sionisme et a des obligations¹⁹⁹. Le Mouvement Hamas estime qu'en cas de confrontation avec un ennemi, le front doit être défendu par les habitants, mais s'ils ne le peuvent, ils doivent être soutenus par les Arabes, qui, s'ils ne le peuvent, doivent être aidés par les Musulmans. Le devoir de libérer la Palestine devient ainsi palestinien, arabe et islamique, conformément à l'article 32 de la charte du mouvement où le Hamas se considère comme un fer de lance ou une étape sur le chemin du règne islamique²⁰⁰.

Il convient de noter que l'attachement du Hamas au principe de libération totale de la Palestine ne signifie pas l'abandon de sa tactique quand elle est exprimée sous la forme d'un objectif intérimaire précis, ainsi que d'autres objectifs intérimaires. Le plus important, dans ce contexte, c'est l'objectif associé au processus de libération de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et la création d'un Etat palestinien indépendant sur ces territoires, à condition de ne pas reconnaître Israël et ne pas abandonner le reste des territoires palestiniens occupés par l'Etat sioniste en 1948 grâce à un complot international, probablement aussi en raison d'une faiblesse ou même une collusion arabe. Il n'a pas d'objection à créer un Etat palestinien sur toute partie du territoire d'où l'ennemi se retirerait, volontairement ou forcé²⁰¹. Il semble que cette position tactique du Hamas soit basée principalement sur les idées proposées par le cheikh Ahmed Yassine, fondateur du mouvement, relatives à la trêve de 1993, où le Hamas a exprimé sa disposition à signer un accord de trêve avec Israël pour une période de dix ou vingt ans à condition qu'Israël se retire de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est, donc aux frontières de Juin 1967, sans conditions, et qu'Israël laisse au peuple palestinien la pleine liberté de s'autodéterminer et de décider de son avenir. Cette question sera abordée en détail dans le sous chapitre consacrée aux initiatives

¹⁹⁸ Al Hindi, K, *op. cit.* p. 124.

¹⁹⁹ Charte du Hamas, article 14.

²⁰⁰ Abdul Rahman, Anas, *la cause palestinienne entre deux chartes*, p. 42.

²⁰¹ Nazzal Mohammed, in *Falastine Al muslima*, avril 1996.

politiques du Hamas, en particulier en raison des différends fondamentaux entre le Hamas et l'OLP sur le processus de règlement politique en cours entre l'OLP et Israël sur la base des Accords d'Oslo.

Pour le Hamas, atteindre cet objectif intérimaire exige l'adoption de divers moyens, sur la base d'idéologies nationaliste, panarabe et islamique. La résistance à l'occupation est un devoir patriotique et religieux, une action légitimée par le droit international et la charte des Nations Unies qui affirment le droit à se défendre, de défendre la terre et de résister aux assaillants. Sur cette base, le Hamas cherche à mobiliser les masses palestiniennes et l'opinion publique arabe, islamique et internationale pour obtenir son soutien à la résistance à l'occupation israélienne, par le recours à la violence armée comme base de son projet de résistance à l'occupation. Le Hamas considère donc que préserver la légitimité de la résistance armée contre Israël est un objectif clef, parce que cela signifie la préservation de sa propre légitimité en tant que mouvement, et le maintien de son existence même comme formation de résistance dont l'objectif est de libérer la Palestine. Sans cela, le mouvement perdrait sa raison d'être comme mouvement politique, il se transformerait en une organisation palestinienne de plus qui n'ajouterait rien sur la scène palestinienne.

Sur la vision du Hamas et le principe de la libération de la Palestine et la reconnaissance de l'État d'Israël, nous voyons que les mouvements de l'Islam politique rejettent tous les accords avec Israël, refusent catégoriquement de le reconnaître, quelqu'en soient les conséquences, tout simplement parce que c'est religieusement interdit. D'autant plus que les mouvements de l'Islam politique sont dogmatiques, et que les hommes politiques qui en font partie pensent représenter l'Islam. Par conséquent, il y a une conviction profonde, parfois indirectement, qu'en vertu de leur représentation de l'absolu et du sacré, ils ont toujours raison. Ceux qui ne partagent pas leur point de vue et leur orientation ont tort. Et bien que les questions de foi et de croyance aient presque disparu de leur discours (publics), ces questions sont très présentes dans les aspects cachés de ce discours. De là vient la force et la rigueur de leur formation, ainsi que le langage religieux avec lequel ils présentent leurs revendications. La Palestine est, pour eux, sacrée. Traiter avec Israël est religieusement interdit. Le djihad continuera jusqu'à la libération de Jérusalem. Tout compromis est interdit parce que ce serait trahir Jérusalem, le Jihad et la libération. Ce

serait une trahison de l'Islam, et un abandon en faveur d'intérêts du monde d'ici-bas²⁰², d'autant plus que le mouvement Hamas estime que le mouvement sioniste est porteur d'un projet politique sur une base religieuse et nationaliste aspirant à réaliser le rêve juif de fonder un État en Palestine au détriment de son peuple d'origine qui l'habite depuis des milliers d'années. De plus, le sionisme est un mouvement raciste, inhumain, odieux, brutal, avec des pratiques nazies, qui ne se soucie guère des valeurs humaines et morales. Le racisme du mouvement sioniste, signifie que l'État juif est raciste lui aussi²⁰³.

Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, dans une interview en 1992, confirme la position de son mouvement vis-à-vis du sionisme, le qualifiant de « projet et mouvement organisé dont l'objectif est de réaliser les ambitions et les prophéties juives et biblico-talmudiques ». A partir de là, le Hamas ne fait pas de distinction entre l'agression sioniste et la dimension religieuse et historique qui provoquent l'animosité des Juifs contre les Musulmans. Par conséquent, le mouvement estime que le conflit avec le mouvement sioniste, en tant que mouvement d'occupation et de colonisation, est associé à un fond religieux, c'est-à-dire que la motivation de l'hostilité du mouvement sioniste est historique, religieuse et colonialiste²⁰⁴. Le Hamas pense que la dimension religieuse chez les Juifs ne signifie pas nécessairement être religieux ou pratiquer la religion: pour les Juifs la dimension religieuse représente une racine, une motivation morale et historique de l'enracinement, de l'idée du retour et de l'installation de l'Etat juif promis sur la terre de Palestine. Par conséquent, le Hamas ne traite pas le mouvement sioniste en tant que mouvement religieux, mais comme un mouvement colonialiste expansionniste sous couvert de religieux. La société israélienne dans son ensemble est perçue comme une société hostile²⁰⁵, ce qui a fait, et fait encore, que le mouvement Hamas refuse d'abandonner le principe de la totale libération de la Palestine d'une part, et refuse de reconnaître l'Etat d'Israël d'autre part, cela étant considéré comme une hérésie et un péché sous la loi islamique.

²⁰² Al Khatib Saada, *l'Islam politique, op. cit.* p. 65.

²⁰³ Communiqué politique du 25 décembre 1992, in Documents du Hamas, vol. 4.

²⁰⁴ Mashal Khaled, interview avec le Journal Al Rai, Jordanie, novembre 1994.

²⁰⁵ Barhouma Mohammed, *Etude dans la pensée politique, op.cit.* p. 143.

II. Position du Hamas sur le règlement du conflit

Le Hamas est considéré comme un mouvement de libération nationale de caractère, de pensée et de croyance islamique. Il voit la terre de Palestine comme "un Waqf islamique consacré aux futures générations de musulmans qui ne peut être concédé ou abandonné totalement ou partiellement". "Abandonner tout ou partie de la Palestine, c'est abandonner une partie de la religion²⁰⁶". Sur cette base, il s'oppose à tout projet politique de résolution de la question palestinienne comportant une renonciation à une partie des terres de la Palestine pour Israël. En effet, Israël, de l'avis du Hamas, a usurpé la Palestine, a expulsé ses habitants et occupé ses terres. Par conséquent, de tels projets constituent une reconnaissance implicite ou explicite de la légitimité de l'occupation et de son existence. Il s'en suivra une normalisation des relations entre Israël et les pays arabes, avec les risques qui en découlent sur les plans économique, social et culturel dans les pays arabes²⁰⁷.

Sur la base de cette vision du règlement, le mouvement Hamas a adopté le Jihad comme seule voie pour libérer la Palestine. En même temps, il a adopté l'action politique pour compléter celle du djihad sans s'y substituer. La politique est donc au service du militaire, et non l'inverse, comme ça devrait être. C'est tout à fait contraire à un manuel interne du mouvement Hamas lorsqu'il expliquait qu'il ne refusait pas le principe de négocier avec l'ennemi israélien, qui est une action politique, mais estime que les conditions objectives de négociation, en vue d'atteindre ses propres objectifs, n'étaient pas présentes, comme elles n'étaient pas présentes pour le négociateur palestinien non plus. Il convient d'abord en effet de négocier d'une position de force, sans négliger ou abandonner une partie de la Palestine, ou les droits inaliénables du peuple palestinien²⁰⁸. L'action politique est l'égal de l'action militaire, les deux sont deux moyens pour atteindre un seul but : libérer toute la Palestine, dans ses frontières du Jourdain à la Méditerranée. Mais Hamas ne s'oppose pas à libérer une partie de la Palestine par l'un des deux moyens, sans s'arrêter aux frontières de cette partie. En

²⁰⁶ Charte du Hamas, *op. cit.* Articles 11, 12 et 13.

²⁰⁷ Ghousha Ibrahim, in la Palestine musulmane magazine, octobre 1992, Nazzal Mohammed, *Ibid.*, novembre 1992.

²⁰⁸ *Constantes et variables chez le Hamas*, document interne, non daté, p. 2.

même temps, il refuse de conclure un traité qui l'obligerait à aliéner toute partie de la Palestine²⁰⁹.

La lecture de l'état des mouvements de libération nationale confirme l'adoption continue de deux actions, politique et armée à la fois. L'adoption de l'une sans l'autre était l'un des facteurs d'échec des autres mouvements dans la réalisation de leurs objectifs pour libérer leur patrie. Mais l'action politique peut être plus efficace dans certaines circonstances favorables plutôt que l'action militaire violente. Le contraire peut être vrai à d'autres moments, au service de l'action politique. Pourtant, le Hamas paraît, dans de nombreux cas, vouer un amour pour l'action militaire violente en elle-même, sans lien avec la dimension politique. En cas de cessation de l'action militaire, son action politique s'arrête et il ne propose aucun projet qui pourrait refléter sa vision du conflit. Il y a là un déficit dans son état d'esprit politique car, aujourd'hui encore, il n'a pas su beaucoup élever le niveau de ses slogans politiques, avec une seule et unique exception relative à la question de la trêve, qui sera abordée plus loin comme un projet de règlement proposé par le Hamas. De plus, le Hamas est revenu sur bon nombre de ses positions: son comportement est contraire à ses théories, comme sa participation aux élections locales et législatives, et son engagement dans l'autorité et dans l'exercice du pouvoir, puis le coup d'Etat contre la légitimité nationale palestinienne en 2007.

Dans le même contexte, le Hamas avait, et a encore, une position de principe opposée au règlement politique. En effet, il a refusé de prendre part au processus de règlement car totalement contraire à son idéologie, à sa charte et aux constantes islamiques. A partir de là, il voit les négociations comme des concessions et des échéances contraires à la position, réelle et de principe, du mouvement sur le court et le long terme. Il expose ainsi sa position : "que le monde entier entende que le peuple palestinien musulman rejette toutes les solutions de soumission, rejette les conférences internationales, car cela ne redonne pas à notre peuple ses droits dans sa patrie et sa terre²¹⁰". Le communiqué numéro 5 du mouvement Hamas a réaffirmé son refus de "solutions de soumission": il coupe court à la ligné déviée de Camp David,

²⁰⁹ *Le Hamas et les propositions de règlements de paix*, document interne, non daté, p. 1.

²¹⁰ Communiqué n° 1, in Documents du Hamas, p. 17.

rejetant le projet d'autonomie et l'idée d'une conférence internationale²¹¹. Il a également réitéré son rejet de tout règlement politique incluant toute forme de reconnaissance de l'Etat d'Israël²¹². En conséquence, nous allons essayer de nous arrêter devant les propositions politiques du règlement du conflit qui commencent à prendre forme à la suite du déclenchement du soulèvement populaire palestinien, fin 1987. Nous aborderons également la question de relancer l'idée de la conférence internationale, de la conférence de Madrid, jusqu'à la signature des accords d'Oslo dans la cour de la Maison Blanche le 13 septembre 1993.

²¹¹ Communiqué n° 5, Ibid., p. 27.

²¹² Communiqué du Hamas, in Documents du Hamas, vol. 3, p. 8.

III. Position du Hamas vis-à-vis de la conférence internationale et de l'initiative palestinienne de paix

La position du Hamas vis-à-vis de la conférence internationale se caractérise par un rejet absolu, parce qu'elle "ne rétablit pas les droits de notre peuple dans la patrie et la terre²¹³". Cependant, cette attitude générale du Hamas commence à s'affaiblir progressivement, comme lorsqu'il a annoncé qu'il acceptait le règlement intérimaire "sans faire de concession". C'est ce que Mohammed Nazzal a déclaré : "Nous sommes avec tout règlement intérimaire, mais sans reconnaître l'ennemi israélien, son existence ou son Etat. Ce qui signifie que nous ne nous opposons pas à tout retrait israélien de n'importe quelle partie de la Palestine, à condition de ne pas reconnaître Israël, nous ne nous opposons pas non plus à la création d'un Etat palestinien sur toute partie de la Palestine d'où l'ennemi se retirerait volontairement ou forcé²¹⁴". De plus, la position de rejet du Hamas de la conférence internationale participe de son même rejet du droit international, représenté par les résolutions des Nations Unies. C'est ce que confirme son refus de reconnaître l'Etat d'Israël et les résolutions des Nations Unies qui ne respecte pas le droit du peuple palestinien²¹⁵. Il considère la résolution de partage (n°181), émanant de l'Assemblée générale des Nations Unies fin 1947, comme un complot colonial international dirigé par la Grande-Bretagne et la France, dont les intérêts et les politiques colonialistes des 18^{ème} et 19^{ème} siècles recourent ceux du projet sioniste. L'Occident a trouvé qu'il était de son intérêt d'embrasser le projet sioniste pour le mettre à son service en Orient. Les sionistes quant à eux ont considéré que leur alliance avec l'Occident était la meilleure garantie pour la réussite de leur projet. La Déclaration Balfour en 1917 était le point de départ de la mise en œuvre du sionisme en Palestine²¹⁶.

Il faut bien comprendre que le mouvement Hamas voit le sionisme comme contrôlant les puissances occidentales mais aussi l'Organisation des Nations Unies: il estime donc que les résolutions émanant de cette institution sont en faveur du sionisme et de son Etat, Israël. C'est pourquoi Hamas rejette le droit international qui donne aux juifs

²¹³ Communiqué n° 11, in Documents du Hamas, *op. cit.*, p. 17.

²¹⁴ Nazzal Mohammed, Qadaiya Daouliya (questions internationales), n° 203, 22 novembre 1993.

²¹⁵ Lettre du Hamas au CNP, 6 avril 1990, Documents du Hamas, vol. 3.

²¹⁶ Barhouma Mohammed, « Compréhension du Hamas de l'autre, le sioniste et l'occidental », in : *Etudes dans la pensée politique, op. cit.*, p. 138.

des droits sur la terre arabe et musulmane de Palestine, et principalement dans la résolution de partage de l'Assemblée générale. Il y voit une injustice commise contre le peuple palestinien et ses droits nationaux historiques. En conséquence, le mouvement œuvre pour faire changer cette situation injuste pour le peuple palestinien. Ainsi, concéder un seul pouce de la Palestine, c'est concéder une partie de la foi et de la religion musulmane.

Partant de cette position dogmatique et religieuse, le mouvement Hamas prend aussi une position de rejet de l'initiative palestinienne de paix, proposée par le Conseil national lors de sa dix-neuvième session, tenue à Alger le 15 novembre 1988, suite au déclenchement du soulèvement populaire. Le Hamas a exprimé sa position dans une lettre au Conseil national dans laquelle il note que "l'initiative a ouvert la porte aux régimes arabes pour faire davantage de concessions aux sionistes, et à plus de pression américaine sur les Arabes et l'OLP. L'initiative représente une renonciation sérieuse à la Charte nationale palestinienne²¹⁷. Toute initiative ou règlement menant à la reconnaissance de la souveraineté des sionistes sur n'importe quelle partie de la Palestine, sont donc considérés comme une renonciation aux droits légitimes du peuple palestinien et ne peuvent être approuvés : il convient même d'agir contre. Hamas considère également que la ratification du Conseil national, lors de sa douzième session, en 1974, du programme en dix points, était le début d'une suite de concessions accordées par les Conseils successifs²¹⁸.

²¹⁷ *Le Hamas et les propositions de règlements de paix*, op.cit., p. 2.

²¹⁸ *Ibid.*, p. 2.

IV. Position du Hamas face à la conférence de Madrid et aux accords d'Oslo

COUPER EN 2

Sur la base de sa vision religieuse des projets de règlement du conflit, le Hamas a pris une position de rejet de la conférence de Madrid considérant qu'elle "ne répond pas aux aspirations et espoirs du peuple palestinien, et ne rétablit pas ses droits légitimes", d'autant plus que les conditions vécues par le peuple palestinien et les Arabes depuis la première guerre du Golfe en 1991 a consacré un déséquilibre des forces en faveur d'Israël, ce qui rendrait tout règlement pacifique défavorable à la partie palestinienne car il intervient dans un état de division du monde arabe. Cette situation a conduit les grandes puissances et Israël à en profiter et à imposer un règlement de paix selon les termes de la partie la plus forte (Israël) sur la partie faible (les Palestiniens et les Arabes). Par conséquent, Mohammed Nazzal a défini la position du mouvement en disant: "nous sommes contre les accords et les négociations menés et signés par l'OLP, car nous pensons que ce qui est arrivé est le résultat naturel de l'équilibre des forces qui n'est pas en notre faveur, mais en faveur de notre ennemi"²¹⁹. Le mouvement Hamas estime que le projet de règlement, dans sa formule de Madrid "n'assure aucune souveraineté, aucune indépendance, aucune autodétermination, aucun retour. Il se limite seulement à l'autonomie de la population"²²⁰. De cette position de rejet des accords d'Oslo, le mouvement Hamas refuse de prendre part au règlement, diamétralement contraire à son idéologie et à sa charte. La position de rejet du projet d'autonomie a été clairement exprimée dans un communiqué en juin 1994, renouvelant son "rejet absolu de l'accord d'autonomie et tout ce qui en découle : participation à l'autorité de l'autonomie et participation aux élections législatives". De telles participations reconnaîtraient les accords eux-mêmes, accords que Hamas rejette catégoriquement puisqu'ils déniaient les droits du peuple palestinien et ignoraient les aspirations à établir un Etat indépendant sur tout le territoire national, avec Jérusalem pour capitale"²²¹. Le Hamas a appelé les autres mouvements à renoncer à la négociation, et a lié sa participation à l'Organisation de Libération de la Palestine à la condition que cette organisation abandonne les négociations. Cependant,

²¹⁹ Nazzal Mohammed, *Questions internationales magazine*, le Caire, n° 203, 22 novembre 1993.

²²⁰ Ghousha Ibrahim, *La Palestine musulmane, magazine*, Londres, octobre 1992.

²²¹ Communiqué du 12 juin 1994.

ces positions n'ont pas toujours été respectées, le Hamas ayant participé aux élections locales tenues dans les villes, villages et communes de Cisjordanie et de la Bande de Gaza en 2005. Il a également participé et remporté les élections législatives puis formé le 10^{ème} gouvernement de l'Autorité en 2006. Il a également présidé un gouvernement d'union nationale jusqu'en Juin 2007, gouvernement qui a été renvoyé par décret présidentiel, suite au coup d'Etat fomenté et perpétré par le Hamas et ses milices contre l'Autorité nationale palestinienne et son institution légitime.

Les contradictions précédemment décrites dans les positions du Hamas peuvent s'expliquer par les tentatives permanentes de trouver un équilibre entre l'objectif intérimaire et l'objectif stratégique, donc entre une tactique provisoire et des constantes à long terme. Ainsi, et malgré la gravité de l'accord d'Oslo, sa qualification par le Hamas d'accord de renonciation, et bien que le Hamas ait déclaré son intention de s'y opposer et de le mettre en échec, il n'est pas allé jusqu'à appeler à la confrontation et dire, par exemple, que cet accord ne passera que sur son corps. La conviction du Hamas est que les corps doivent être exclusivement réservés à la bataille finale ultérieure²²². Le Hamas aurait pu mobiliser des centaines de partisans et sympathisants de sa politique dans des affrontements et des manifestations contre l'accord. Il n'en a rien été. Cela n'est pas surprenant car malgré la confrontation qu'il a choisie depuis le début, il a adopté une approche double: le maximum d'opposition, le minimum de confrontation²²³.

Certains chercheurs²²⁴ considèrent que l'oscillation observée, en particulier dans la position vis-à-vis de l'accord d'Oslo, dépasse les deux parties de l'équation de l'équilibre. Le Hamas s'oppose au règlement par principe. Cette position fortement contrastée avec l'atmosphère internationale, arabe et palestinienne qui règne, s'est répercutée sur le mode d'expression de cette position. Une expression qui a adopté une approche modérée de manière à réduire son isolement politique, que ce soit dans le discours politique ou dans la mise en œuvre de cette position sur le terrain. C'est ainsi que l'a exprimé le cheikh Ahmed Yassine, dans une de ses lettres écrite à l'intérieur des prisons israéliennes : "Il ne fait aucun doute que notre peuple

²²² Al Haroub Khaled, *Les Islamistes de Palestine : décisions, positions et autres questions*, édit. Al Bashir, Amman, 1994.

²²³ Al Madhoun Ribii, *Al Hayat*, Londres, 16 septembre 1993.

²²⁴ Ahmed Yassine, lettre à la direction du Hamas à l'extérieur, 3 octobre 1993.

palestinien est aujourd'hui dans un état de malaise et d'insatisfaction, de tristesse et de douleur, à cause de la situation d'humiliation et d'abandon de la part d'une classe de notre peuple qui a signé la reconnaissance d'Israël, acceptant ainsi son usurpation de notre terre, notre patrimoine, nos lieux saints et notre civilisation. Nous considérons, au mieux, qu'ils ont essayé et commis une erreur, mais leur erreur ne nous engage pas à cause des malheurs et des calamités qui en découlent²²⁵".

Il est à noter dans ce contexte, que le Hamas a pris ses distances, traitant de trahison les signataires de l'accord. Il a axé son discours sur l'accord de renonciation et le plus loin qu'il soit allé, au cours de la période pendant laquelle l'accord a été signé ou peu après, était de qualifier les accords ultérieurs de sécurité avec Israël d'accords de "trahison", tout en évitant de parler des personnes et des dirigeants qui étaient derrière ces accords. Il a essayé de déclarer ses positions de principe qui rejettent les règlements de Madrid et d'Oslo à partir de trois interdits exprimés dans une lettre interne :

- "Le discours ne doit pas être formulé uniquement pour marquer des positions".
- "Le discours ne doit pas être formulé uniquement vers une démonstration de force vis-à-vis des concurrents".
- "Le discours politique ne doit pas conduire à une augmentation du nombre des opposants et des ennemis".

En outre, il a insisté sur la détermination d'une "boussole" tournée en direction de l'ennemi sioniste, même avec la signature des Accords d'Oslo et les accords politiques, économiques et de sécurité détaillés avec l'État d'Israël qui ont suivi, considérant que le peuple palestinien était sous occupation. Ainsi, la priorité de l'action du mouvement est de se concentrer sur l'expulsion de l'occupation des territoires palestiniens. Se concentrer sur ce problème évite de s'engager dans des batailles subsidiaires qui entraveraient sa mission première, à savoir se libérer de l'occupation²²⁶.

L'exercice pratique des positions politiques du Hamas se caractérisait par la modération et la non-violence. Ce caractère n'a pas résisté à l'accord d'Oslo, entraînant

²²⁵ Al Haroub Khaled, *Hamas : idéologie et pratiques politiques*, édit. Etudes palestiniennes, Beyrouth, 1997, p. 66.

²²⁶ Al Rissala, document interne, 6 avril 1994, in Al Haroub, *op. cit.*, p. 67-68.

la violence ou les manifestations, amenant à porter les armes contre l'autorité ou à assassiner les signataires de l'accord. Dans une déclaration politique, sous le titre de "Non à l'assassinat politique" du 22 septembre 1993, Hamas a appelé à bannir l'assassinat politique et à demander de ne pas y recourir, surtout quand certains, dans ses propres rangs, l'ont demandé, ou ont essayé de le faire. Dans l'exercice pratique de ses positions politiques qui rejettent catégoriquement la reconnaissance d'Israël, le Hamas a essayé d'éviter l'isolement politique, en particulier parce que l'obsession de ses politiques et sa marche à contre-courant des positions officielles dans la région à l'égard du règlement, l'a toujours amené à éviter de se retrouver l'isolement politique. Ainsi, il a travaillé avec les factions palestiniennes pour former une "Alliance des forces palestiniennes" d'opposition. Il s'est également allié avec les forces populaires et locales non-gouvernementales d'opposition au règlement avec Israël²²⁷.

Partant de son refus de l'isolement et de la marginalisation politique, le Hamas a pratiqué ses positions politiques de manière à mobiliser le plus grand nombre possible de forces pour faire face au règlement politique, sans que cela se fasse au détriment du mouvement. Comme dit le chef de son bureau politique "je ne suis pas un défenseur de l'isolement vis-à-vis des réalités, mais plutôt un défenseur d'une interaction avec elles afin d'avoir une influence sur elles, par la recherche de différentes voies sans pour autant accepter de s'impliquer dans ce qu'on fait les autres, dans les chemins qu'ils ont pavés pour ne pas en sortir et en devenir une partie, et oublier la voie principale de la cause". C'est ainsi que Khaled Meshaal dit aussi : "La taille du complot nous amène à penser une vision stratégique capable de résorber le conflit à long terme, accompagnée de politiques d'étapes tactiques qui interagissent avec la réalité et traitent avec elle. Non pas y plonger pour que la visibilité se dérobe sous nos pieds, mais pour se propulser vers l'objectif stratégique à pas sûrs"²²⁸.

Lorsqu'est venu le temps de l'épreuve du réalisme politique du Hamas, lors des premières élections législatives en 1996, la discorde régnait parmi ses dirigeants. Certains d'entre eux ont encouragé la participation du mouvement alors que d'autres

²²⁷ Al Kilani Zaid, Moussa, Les mouvements islamistes en Jordanie et en Palestine, édit. Al Rissala, Amman, 1999, p. 205-206.

²²⁸ Mashaal Khaled, « Conditions et éventualités de la tenue d'élections libres et transparentes », document de travail présenté au séminaire "Autonomie palestinienne", Centre d'études du Moyen-Orient, Amman, 1994.

l'ont interdite. Le fondateur du mouvement, Ahmed Yassine, était pour la participation si le conseil législatif avait la prérogative de légiférer. Ismail Haniyeh pensait que la participation aux premières élections législatives leur assurerait une présence politique légitime et garantirait l'accès et la participation à l'élaboration des lois qui régiront la société civile, et leur éviterait d'être écartés de cela²²⁹. Cependant, ces justifications n'ont pas réussi à persuader le mouvement de participer. La ligne opposée aux élections et à l'autorité a donc gagné et le Hamas n'a pas pris part aux institutions législatives. Cette position est restée la même jusqu'aux élections locales de 2005 où le Hamas a été activement impliqué. Plus tard, en 2006, le Hamas a également participé aux élections législatives qu'il a remportées en obtenant 74 sièges sur les 132. L'ancienne interdiction de participer est tombée, la participation est même devenue nécessaire et légitime malgré le fait que rien de fondamental n'avait changé pour que le Hamas bouleverse sa position, et alors même que les élections sont les fruits des Accords d'Oslo auxquels le Hamas s'oppose tout à fait.

L'attitude politique du Hamas envers le règlement, les négociations et le processus politique, s'est caractérisée par une critique acérée et une action militaire violente. En effet, son aile militaire, Azzedine el-Qassam, a mené un certain nombre d'opérations militaires violentes en Israël qui ont touché les civils plus que les militaires, ce qui a incité le monde à les qualifier d'actes terroristes. L'objectif en était de saboter l'Autorité palestinienne, de faire échouer le projet de règlement politique, de pousser Israël à s'en défaire, et de jeter le doute sur la crédibilité de l'Autorité palestinienne dirigée par le mouvement de libération nationale palestinienne "Fatah", et donc embarrasser la partie palestinienne, l'affaiblir et montrer au monde qu'il était incapable et indigne, en tout état de cause, de respecter et de défendre les accords, en particulier face aux forces d'opposition palestinienne, de sorte que le Hamas apparaisse le plus fort et le plus capable sur la scène palestinienne, devenant ainsi la partie la plus qualifiée pour représenter le peuple palestinien, et non pas l'OLP qui est pourtant reconnue par le monde comme seul représentant légitime du peuple palestinien, y compris par l'Etat d'Israël à travers les lettres dites de reconnaissance mutuelle.

²²⁹ Haniyeh Ismaïl, interview avec Al Haroub Khaled, Gaza, 20 mars 1996.

D'un autre côté, le Hamas a œuvré, avec les autres forces d'oppositions palestiniennes, pour contrecarrer le processus de règlement, par une action auprès de la population et une action militaire injustifiée, en particulier dans le choix du moment qui coïncidait toujours avec la signature imminente d'accords utiles pour le peuple palestinien avec Israël. Ceci a permis aux gouvernements israéliens successifs d'abandonner leurs obligations envers l'Autorité, sous prétexte que cette dernière n'était pas en mesure de respecter ses obligations en matière de sécurité. Le gouvernement d'Israël peut donc ne pas faire ce qui était convenu avec l'Autorité qui craint l'opposition, notamment l'opposition islamiste dont la préoccupation première était l'échec du processus de règlement. A ce niveau, le Hamas et Israël se retrouvent sur la même position : ils veulent tous les deux l'échec du règlement politique, pour Israël en raison de son impact négatif sur son État, car c'est à Israël de faire des concessions territoriales. Ainsi, le mouvement Hamas voulait prouver qu'il était un partenaire alternatif à l'OLP, et Israël a cherché à se délier des accords bilatéraux parrainés par la communauté internationale, et donc échapper aux obligations de ces accords. La situation est restée inchangée, avec cependant des progrès accomplis dans le processus de paix jusqu'au début des négociations sur le règlement final à Camp David en 2000, sous les auspices du président américain Bill Clinton. Négociations qui se sont soldées par un échec en raison de l'attachement des Palestiniens, dirigés par Yasser Arafat, aux droits nationaux inaliénables et leurs réticences à faire des concessions qui nuiraient aux intérêts du peuple palestinien. De retour de Camp David, Yasser Arafat a été reçu en héros par la population de Gaza et de Cisjordanie pour avoir résisté aux pressions américaines et israéliennes.

La situation est restée entre tension et relâchement jusqu'au déclenchement de l'Intifada Al-Aqsa en 2000. Les rapports de forces se mettent alors à changer chez les Palestiniens de l'intérieur, après qu'Israël ait délibérément détruit les institutions de l'Autorité nationale palestinienne, civiles, militaires et de sécurité, en particulier les deux dernières pour affaiblir l'Autorité jusqu'à la réoccupation de la Cisjordanie et au morcellement de la Bande de Gaza. C'était dans l'intérêt du Hamas qui misait sur l'échec du projet de règlement politique et sur l'effondrement des Accords d'Oslo, ce qui lui a donné une popularité sans précédent, au détriment du Fatah, leader historique du projet national palestinien et responsable du règlement, et de l'OLP, jusqu'à ce que l'Autorité perde sa capacité et son prestige auprès des Palestiniens. Les territoires de

l'Autorité vivent désormais dans un état d'anarchie et d'insécurité, des armes et des milices incontrôlées ont proliféré dans les villes palestiniennes sous prétexte de «résistance» et d'auto-défense. D'un autre côté, Israël mène des incursions régulières dans les territoires de l'Autorité palestinienne. Le mouvement Hamas a profité de ces nouvelles conditions pour justifier la validité de sa position vis-à-vis du processus de règlement. Il s'est mis également à se renforcer et à stocké des armes et formé sa propre armée. Le Hamas a ainsi réussi à constituer une armée parallèle bien entraînée et bien armée, avec un potentiel matériel, financier et logistique important tout en menant son action auprès des masses dans toutes les directions. Le Hamas a aussi commencé à changer sa position vis-à-vis de l'Autorité, considérant que l'Intifada a dépassé les Accords d'Oslo et que le mouvement devait donc s'en emparer par les élections ou autrement. Il a continué à travailler dans ce sens jusqu'en 2005, d'autant plus que l'impact de l'Autorité palestinienne sur la cause palestinienne et sur son avenir n'était pas réduit par l'opposition aux Accords d'Oslo, ou à la création de l'Autorité²³⁰. La création de l'Autorité a également donné, au niveau de la pensée politique, une forme concrète à l'objectif de créer un Etat palestinien, objectif qui est resté, jusqu'en 1988, entre débat et désaccord politique et théorique sur le concept de l'Etat palestinien indépendant. Les accords d'Oslo et la création de l'Autorité, sur le plan palestinien, ont défini les limites maximales de cet État, et son horizon direct, dans les frontières du 4 Juin 1967. L'Autorité a représenté le noyau de la première entité du peuple palestinien sur la terre de sa patrie²³¹, ce qui a gêné le mouvement Hamas et l'a perturbé au moment de la signature des accords. L'Intifada représentait une véritable sortie pour le Hamas du problème politique et du goulot d'étranglement dans lequel il était après le lancement du processus de règlement à Madrid en 1991, et la signature de l'accord d'Oslo en 1993, sans que le Hamas puisse proposer une alternative réaliste au règlement proposé. Il a donc pris l'initiative de proposer une autre issue fondée sur la trêve.

²³⁰ AL Salhi Bassam, Rapport du parti du peuple, 2008, p. 7.

²³¹ Al Salhi Bassam, *Ibid.* p. 8-9.

V. Initiatives politiques du Hamas

L'Islam politique palestinien en général, et le mouvement Hamas en particulier, se caractérisent par l'absence de prise d'initiatives politiques et tactiques. Ils se contentent en effet de slogans, et de se faire l'écho des voix des autres acteurs politiques palestiniens, arabes ou internationaux. Par conséquent, ils n'ont pas de positions définitives à ce jour. Leurs positions et visions de la vie politique sont restées ambiguës, contradictoires ou inexistantes, en termes de choix entre le fixe et le variable, entre le stratégique et le tactique. Leurs positions oscillaient entre une solution dite historique, fondée sur la création d'un État palestinien islamique sur ses frontières historiques de la Méditerranée à l'Ouest jusqu'à la mer Morte à l'Est, de Ras al Naqoura au Nord, à la frontière égyptienne au Sud, sans prendre en considération les réalités existantes, à savoir l'Etat d'Israël déjà établi sur 78% de l'ensemble de sa superficie, sur laquelle le Hamas entend fonder l'Etat de Palestine. De plus, Hamas fait comme si les 22% restants n'étaient pas occupés par Israël depuis 1967.

Parmi les problèmes dont souffre encore la pensée politique islamiste palestinienne, il y a la lenteur dans le développement de cette pensée, qui reste enfermée dans une foi utopique, prisonnière du rêve de la libération de toute la Palestine, ce qui n'a pas été sans effets sur la pensée du Hamas et sur sa pratique de la politique. De plus, il n'y a pas de théorie politique islamiste détaillée fournissant une réponse à la question de l'existence d'Israël et ses millions d'habitants, créant ainsi un problème au mouvement Hamas et à l'Islam politique palestinien en général, jusqu'au moment où le fondateur du mouvement, cheikh Ahmed Yassine, a proposé une première réponse à toutes ces questions lors d'une interview avec le journal hiérosolymite "Al Nahar" en avril 1989, suite au déclenchement de l'Intifada en 1987, où il propose que "nous devons tous vivre à pied d'égalité en Palestine, et gouverner selon l'opinion de la majorité, après le retour de tous les Palestiniens immigrés ou déplacés²³²". Cependant, cette proposition n'a pas évolué en une théorie politique cohérente permettant au Hamas de la présenter comme une solution, même si théorique, qui soit proche des "règles" des politiques internationales actuelles, ou qui se rapproche des propositions du mouvement Fatah au début des années soixante-dix sur une démocratie laïque, adoptée par la suite par l'OLP comme une théorie politique, notamment à chaque fois

²³² Yassine Ahmed, interview avec le journal Annahar, 30 avril 1989.

qu'on évoquait le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et les droits inaliénables des Palestiniens dans les instances internationales. De fait, le Hamas s'est trouvé incapable d'avoir une vision politique claire et réaliste lui offrant une marge de manœuvre dans l'espace politique palestinien, arabe et international et la protection d'une théorie intellectuelle face aux attaques des médias internationaux hostiles dont se sert Israël pour présenter le Hamas comme un mouvement terroriste voulant la destruction de l'Etat d'Israël.

Face aux réalités palestiniennes, modifiées par la première Intifada, et à la lumière de ses implications politiques, le Hamas s'est trouvé dans l'obligation de proposer des solutions, même si uniquement par objection à ce qui avait déjà été présenté. Par conséquent, le Hamas n'était pas preneur d'initiatives pour des visions ou des positions de principe vis-à-vis du règlement, mais se trouvait dans l'obligation de répondre aux questions posées par la réalité objective, qui l'ont obligé à prendre position. C'est ce qui a caractérisé son attitude politique contradictoire et incohérente entre historique et tactique transitoire et changeant. Dans les paragraphes qui suivent, nous analyserons les initiatives politiques du Hamas, à commencer par sa proposition de Grand État islamique, en passant par sa proposition de trêve jusqu'à l'acceptation récente du principe d'un Etat palestinien indépendant temporaire. Ces trois projets étant des réactions aux actions et positions des autres, et non le produit d'une théorie politique pionnière. La vision du mouvement Hamas et ses slogans, quant à la question de la libération, sont constitués de trois volets, considérés comme contradictoires par certains mais concrètes et réalistes par le Hamas, à savoir²³³ :

- la position vis-à-vis de la solution dite historique : la totalité de la Palestine entière, de la Méditerranée au Jourdain.
- la position hésitante vis-à-vis du règlement intérimaire : un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.
- la position vis-à-vis d'une solution provisoire : la trêve.

Avant de discuter en détail chacune de ces trois positions, il convient de noter que ces positions ne se suivent pas chronologiquement, au sens où elles n'ont pas évolué graduellement en commençant par la solution dite historique pour ensuite passer, avec le temps, à l'acceptation de la solution de l'Etat intérimaire et puis la trêve. Au

²³³ Al Haroub Khaled, *op. cit.*, p. 75-76.

contraire, ces positions se caractérisent par l'absence de toute progression claire permettant de faire le lien entre elles. La confusion reste le maître mot de la situation. La confusion et l'ambiguïté continuent de caractériser le discours politique du mouvement Hamas car il n'a pas inventé une théorie politique, ou une vision politique réaliste, mais vit toujours dans ses slogans. C'est une mentalité nihiliste et irréaliste, contrairement à ce qui a caractérisé l'OLP, qui a évolué dans sa vision et a élaboré une théorie politique fondée sur l'option de deux États voisins, l'État d'Israël, et l'État de Palestine sur les frontières du 4 juin 1967. Alors que les positions du Hamas sont restées, à travers le temps, mélangées et mouvantes en fonction de la situation politique du moment, sans faire de distinction entre l'historique et l'intérimaire, le stratégique et le tactique, et sans prendre d'initiatives pour élaborer une vision politique nouvelle et réaliste, ni même adopter, sans ambiguïté ou équivoque, les visions et les positions de l'OLP, le seul représentant légitime de la patrie et du peuple palestinien, et le leader de sa lutte pendant plus de quatre décennies. Il est donc légitime de s'interroger : comment la vision du Hamas s'est-elle construite et quelles sont ses initiatives politiques ?

A. La solution historique : l'État islamique

La position du mouvement Hamas vis-à-vis du règlement politique s'est construite à partir de sa Charte qui affirme que la Palestine est "une terre de Waqf", donc une terre sainte appartenant aux générations de musulmans jusqu'au Jour du Jugement Dernier, qu'il n'est pas permis de céder ou d'abandonner, totalement ou en partie²³⁴". Le mouvement a réaffirmé cette position dans des communiqués ultérieurs : "La Palestine est indivisible, du Nord au Sud, de la côte à la montagne, de la mer à la rivière²³⁵". Cette position est restée inchangée tout au long des années qui ont suivi l'élaboration de la Charte, jusqu'à aujourd'hui, avec l'émergence de saillies dans les positions ou des évolutions dans ses propositions au sujet du règlement intérimaire ou de la trêve. Mais la solution dite historique a continué à réapparaître de temps à autre, notamment dans les discours de mobilisation et d'incitation contre les politiques de l'OLP acceptant des compromis et reconnaissant l'existence de l'État d'Israël, et son

²³⁴ Charte du Hamas, *op. cit.*, article 11.

²³⁵ Communiqué n° 10, 21 mars 1988.

droit d'exister. Il a affirmé à plusieurs reprises que les initiatives politiques, les soi-disant solutions pacifiques et les conférences internationales pour résoudre la question palestinienne, sont contraires à la doctrine du mouvement de la résistance islamique Hamas: abandonner une partie de la Palestine, c'est abandonner une partie de la religion²³⁶.

Le mouvement Hamas a dû réaffirmer sa position antérieure à plusieurs reprises, en de nombreuses occasions, pendant lesquelles il était accusé de revenir sur ses mêmes positions, en particulier lorsque son bureau politique a proposé la trêve en 1994. On avait compris, à l'époque, que le Hamas avait abandonné ses positions historiques pour adopter la solution du règlement intérimaire de l'OLP. Le Hamas était alors contraint de faire une déclaration politique de clarification dans laquelle il revient à la case départ. Il affirme alors que "le mouvement continue de considérer que la Palestine, de la mer à la rivière, est le droit du peuple palestinien, que le djihad est la voie pour la recouvrer, et que les négociations avec l'ennemi sont intégralement refusées²³⁷". Cela signifie que le retour à la position centrale de principe était inhérent à l'évolution politique du mouvement, une ligne continue relie sa position de départ au reste des positions prises au cours des années suivantes, sur la base d'une conviction idéologique et doctrinale fondé sur une vision islamiste centrée sur la sainteté des terres de Palestine. Cette situation l'a amené à proposer une alternative politique et idéologique à l'OLP, prônant un règlement intérimaire et engagé dans des projets de compromis après 1974. Le mouvement Hamas estime en effet que sa distinction politique sur la scène palestinienne est dans son adhésion et son attachement aux vérités historiques et droits inaliénables.

Il ressort de ce qui précède que l'expérience de l'OLP avait jeté une ombre sur le mouvement Hamas, en particulier dans ses réponses successives aux évolutions régionales et internationales, avec la façon dont l'OLP a géré les résolutions internationales, celles de l'Organisation des Nations unies en particulier, et les nombreuses idées de règlement sur la base du principe d'un Etat palestinien aux côtés de l'État d'Israël. Des craintes et des suspicions profondes sont nées au sein du Hamas quant à la possibilité de s'engager dans la même voie, d'autant que l'OLP avait obtenu

²³⁶ Charte du Hamas, *Ibid.*, article 13.

²³⁷ Communiqué intitulé "Communiqué du Bureau politique sur les derniers développements", 21 avril, 1994.

beaucoup en s'engageant dans cette voie : mais l'abandon progressif des positions intransigeantes restait insignifiant pour le Hamas. Pour lui, y a eu des « concessions gratuites et injustifiées à l'ennemi sioniste » qui ne sont qu'un abandon sans contrepartie des droits du peuple palestinien, d'autant plus que l'atmosphère générale de la première Intifada a renforcé le Hamas dans ses positions. A ce moment, l'OLP a essayé de se servir politiquement de l'Intifada en faveur du projet de règlement que le Hamas rejette. Le Hamas considère le soulèvement comme un simple épisode de la libération totale, de sorte que la libération et le soulèvement restent liés. Le Hamas continuait de refuser de se servir politiquement de l'Intifada si celui-ci n'offrait pas d'alternative réaliste à ce sujet.

Face à ce tableau sombre, le Hamas a essayé de proposer la vision d'un État islamique unifié, en parallèle à la proposition d'un Etat laïque et démocratique de l'OLP. Le Hamas brandit le slogan du "Grand Etat islamique" dans la région. Un Etat censé se faire plus tard, où les juifs vivraient comme des citoyens, non pas comme une entité distincte et souveraine. L'avantage de leur supériorité numérique en Palestine serait annihilé lorsque les Arabes des pays voisins, où ils sont des millions, seront intégrés dans le cadre d'un Etat unique²³⁸. Le Hamas répond ainsi à la question de l'avenir des Juifs dans la situation nouvelle. Mais il ne répond pas à une question en lien direct avec les règles de la politique contemporaine, basée sur le concept de l'Etat Nation aux frontières bien définies. Il y a là une utopie excessive et un rêve narcissique irréalisable, du moins dans les circonstances des rapports de forces actuelles. Il n'est donc pas permis de "reporter" les droits du peuple palestinien à un avenir où les circonstances et les rapports de forces auront changés en faveur de l'établissement de l'Etat islamique en Palestine. Un pari est fait sur le retour à cet Etat désiré des Arabes palestiniens, ainsi que d'autres, qui devanceraient numériquement les Juifs et deviendraient une majorité au pouvoir.

La montée en puissance des mouvements islamistes, à la fin des années 80, a suscité, même indirectement, l'espoir de réduire le temps d'attente pour atteindre l'objectif islamiste précédemment décrit, de sorte que les cercles extérieurs, à savoir les forces et les armées arabes et islamiques, qui seront construites sur le cercle de l'Intifada, avancent. La position du Mouvement Hamas, appelant à une solution historique reste

²³⁸ Yassine Ahmed, *journal du mouvement islamique en Israël*, 5 janvier 1990.

présente et éminente. Il n'est pas vrai que le Hamas l'ait délaissée, elle est restée présente en parallèle avec deux autres positions du règlement intérimaire, mais mise en avant à certains moments, notamment au plus fort de la première Intifada, ou placée en arrière-plan à d'autres moments, comme c'est le cas aujourd'hui, c'est à dire dans la période post Oslo, et l'intensification de l'attaque politique internationale, régionale et arabe contre le mouvement²³⁹, ce qui l'a forcé à répondre, d'une manière ou d'une autre, aux positions politiques de l'OLP sur le règlement politique, donc de l'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur les territoires occupés à partir juin 1967, avec Jérusalem Est comme capitale de cet Etat.

B. La solution intermédiaire : un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza

La perspective d'un règlement intérimaire a évolué dans le cadre de l'adoption de la position centrale qui réclame la Palestine de la mer à la rivière. Depuis les premiers mois suivant le lancement du mouvement "Hamas", la déclaration de la position hésitante vis-à-vis de l'idée d'un règlement intérimaire s'est faite en parallèle de la position centrale. La raison principale de cela réside dans ce que nous avons mentionné de la création de ce mouvement dans les territoires occupés, et les difficultés auxquelles étaient confrontés les dirigeants à déclarer clairement leur position, surtout auprès des médias israéliens. De manière générale, le discours militant dans son ensemble au sein des territoires occupés, tel qu'il est exprimé par les dirigeants et chefs politiques, mettait toujours l'accent sur "l'expulsion de l'occupation" et s'en débarrasser, sans jamais évoquer la destruction d'Israël ou la libération de la Palestine de la mer à la rivière, de façon à éviter l'arrestation pour cause d'incitation, ou autre²⁴⁰, d'autant que le Hamas a fait l'objet d'une campagne d'investigation pour mieux connaître ce nouveau mouvement en pleine ascension.

Ainsi le Hamas a-t-il continué d'avoir une position assez hésitante, entre règlement intérimaire et solution historique, c'est-à-dire qu'il variait entre une position initiale de principe, exigeant la libération de la totalité du sol palestinien, et les circonstances que traverse la cause palestinienne en général. Les dirigeants du mouvement Hamas,

²³⁹ Al Haroub Khaled, *op. cit.*, p. 79.

²⁴⁰ Al Haroub Khaled, *Ibid.*, p. 80.

lancés à l'intérieur des territoires occupés, ressentait bien ces circonstances, et notamment une occupation militaire omniprésente difficile à vaincre. Cette situation a contraint le Hamas à manœuvrer politiquement. Mahmoud al-Zahar, un des chefs du Hamas, a soumis à Shimon Peres, ministre des Affaires étrangères israélien de l'époque, un projet basé sur deux solutions : l'une immédiate et l'autre différée. Voici les principaux points du premier projet²⁴¹ :

- Déclaration d'Israël de son intention de se retirer des territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem.
- Les territoires occupés seront placés sous tutelle de l'ONU.
- Le peuple palestinien nomme ses représentants de "l'intérieur" et de "l'extérieur" de la manière qu'il juge appropriée, Israël ne peut s'y opposer que si le peuple palestinien accorde ce droit aux représentants d'Israël.
- Les pourparlers entre les représentants sur les points relatifs aux droits de tous commenceront le jour où les deux parties y consentent.

A contrario, la solution différée est de sortir le conflit du cercle étroit à un autre plus large, c'est-à-dire islamique, et lier la question de la Palestine à celle des peuples musulmans de manière doctrinale. Ce projet n'a eu aucun intérêt politique ni médiatique. Il est donc tombé dans l'oubli et l'attention a été portée sur le projet immédiat qui ressemble à celui de l'OLP. La position du Hamas était en harmonie avec l'OLP, c'est ce qu'a exprimé le porte-parole du mouvement et son représentant en Jordanie en 1993, quand il a parlé de la volonté du Mouvement d'accepter un règlement pacifique en échange du retrait israélien des territoires occupés en 1967, à condition de ne pas reconnaître Israël²⁴². Cette dernière position est restée la même dans le discours politique du Hamas qui a accepté, et accepte encore, la création d'un Etat palestinien indépendant sur les territoires occupés en 1967, à condition de ne pas reconnaître l'Etat d'Israël, ce qui est contraire à la position de l'OLP, qui a reconnu l'Etat d'Israël et son droit d'exister en 1993, six mois après les déclarations de Nazzal.

Le secret de cette nouvelle position prise par le mouvement Hamas s'explique par un ensemble de facteurs contraignants qui a placé le mouvement devant deux choix ou options : soit faire face à l'évolution de la situation palestinienne sur ses différents

²⁴¹ Ibrahim Zakaria, projets de règlement de la question de Palestine de 1920 à 1991, Gaza, p. 109-110.

²⁴² Nazzal Mohammed, déclaration au journal jordanien Arrai, 31 mars 1993, d'après Reuters.

niveaux, notamment au niveau de l'acceptation d'un règlement, et donc rester dans l'évolution des événements, soit s'abstenir et ne pas faire partie de tous ces développements et les considérer comme intimement liés au projet de règlement que le mouvement rejette. Au lieu de faire un choix, le Hamas a décidé de les combiner, afin qu'il ait une voix dans ce qui se passe, en continuant à dire que "parler dans les détails ne signifie pas la reconnaissance des projets dont on discute les détails"²⁴³ ". Le secret de cette attitude découle de la nécessité de répondre à la difficile question : et après le soulèvement ? Une Intifada, pour parvenir à quoi ? Quel en est l'objectif ? Qu'est-ce qui peut être réalisé au cours de la première Intifada (1987-1993) ? Surtout que l'OLP a déclaré l'Etat le 15 novembre 1988, ce qui est une acceptation tacite du règlement de deux Etats, l'un palestinien, l'autre israélien. L'OLP, qui est l'organisation internationalement reconnue et écoutée, a concrétisé cette déclaration par un programme politique fondé sur la nécessité d'utiliser l'Intifada politiquement pour parvenir à un règlement équilibré comprenant la création d'un Etat palestinien indépendant sur les territoires occupés en 1967. C'est le projet politique fondamental de l'Intifada auquel le mouvement Hamas a fait face par un déluge de slogans opposés, tels que : "Résistez, ne marchandez pas"; "Oui à garder la tête haute, non à se rendre"; "Notre peuple a rejeté la Déclaration Balfour parce qu'il ne reconnaît pas Israël et continuera à rejeter tout ce qui comprend la reconnaissance d'Israël"; "Il n'y a de solution au problème que par le Jihad, toutes les conférences internationales sont une perte de temps indigne pour le peuple palestinien"; "La force est la meilleure façon de recouvrer le droit"; "La Conférence internationale est une conférence pour la sécurité d'Israël"; "Les concessions gratuites n'ont pour effet que plus d'intransigeance et l'intolérance de nos ennemis"; "La Palestine est un waqf islamique qui ne peut être vendu"; "La Palestine n'est pas une marchandise à vendre aux marchés d'esclaves". Le mouvement Hamas a donc affronté les options de l'OLP, et l'a appelé, dans une lettre qui lui est spécifiquement adressée à "laisser le mirage et revenir à la réalité", car "la terre salue ceux qui résistent et maudit ceux qui font des compromis". Mais encore : "La Palestine restera libre et islamique de la mer au fleuve, du nord au sud"; "L'islam dit qu'il n'y a pas réconciliation ou abandon de la terre des ancêtres"; "Abandonner Acre, c'est abandonner la Mecque"; "La Palestine de la rivière à la mer, du nord au

²⁴³ Al Haroub Khaled, interview avec Moussa Abou Marzoukm, Amman, 21 avril 1995.

sud: celui qui dit le contraire est un mécréant²⁴⁴". Le Hamas se bat contre le nationalisme et le régionalisme et appelle à la création d'un Etat islamique, par une génération du Coran et du fusil, qui refuse la réconciliation, la paix et les négociations. Le Hamas dit "non à la paix avec l'entité sioniste", parce que "la voie de la paix et des traités ne sert que les Juifs. Non à la paix des hôtels, oui au dialogue des armes". Et dans la même lignée : "le Hamas est un chiffre difficile, indivisible par 242 ou 338"; "Oui à la résistance, et mille fois non aux négociations"; "Il n'y a pas d'alternative à l'Etat de l'Islam sur le sol palestinien tout entier, parce que le Hamas est la promesse de Dieu, et la volonté de Dieu vaincra".

Avec le déclenchement de la première guerre du Golfe, à la suite de l'occupation irakienne du Koweït en 1990, puis la seconde en 2003, la question liée à l'Intifada est devenue encore plus complexe, et la déception et la frustration qui en résultaient pour le public palestinien et arabe, ont poussé en avant la ligne de pensée favorable au règlement intérimaire au sein du Hamas. Les résultats de la guerre et la situation des pays arabes et islamiques qui a suivi ont suggéré une seule chose claire : l'incapacité de "l'extérieur" à fournir un cercle complémentaire à l'Intifada de "l'intérieur". Cette incapacité concernait les régimes, les gouvernements, les courants populaires et politiques, y compris les courants islamiques: le principal soutien extérieur. Le traumatisme de la guerre et ses effets se sont répercutés sur tout le monde, pratiquement, financièrement, moralement et intellectuellement, en plus des campagnes d'arrestation successives menées par les autorités d'occupation israéliennes contre les dirigeants et les cadres actifs du Hamas durant l'Intifada, qui ont forcé le mouvement à considérer la solution de règlement, le tout en parallèle avec l'action active de l'OLP sur le plan politique international à travers le programme de paix lancé après la déclaration de l'Etat en 1988, et qui a eu des effets jusqu'à la Conférence de Madrid en 1991, à laquelle la Palestine a pris part par une délégation conjointe avec la Jordanie, selon des directives de la direction de l'OLP à Tunis, ce qui a incité le mouvement Hamas à considérer avec hésitation l'idée d'un Etat palestinien. Il a exprimé sa position dans sa déclaration politique en disant que "l'Etat palestinien n'est pas un mot à prononcer dans un discours politique, une publication à

²⁴⁴ Mohammed Tariq, *Slogans de l'Intifada 1997-1991*, 1992.

distribuer ou des postes à se partager, mais le fruit d'un long djihad et de sacrifices illimités²⁴⁵»

Malgré cette attitude négative vis-à-vis de la Déclaration de l'Etat et de l'État indépendant, le cheikh Ahmed Yassine a exprimé une position relativement différente de ce qui a été annoncé dans le communiqué officiel du Hamas, dans le cadre de son exposé de l'évolution du processus de paix depuis l'Intifada, qui a fait tourner les regards du monde en direction de la cause palestinienne comme celle d'un peuple qui aspire à la liberté et désire vivre chez lui librement et dignement. Cette sympathie et ce soutien ont encouragé l'OLP à déclarer un État indépendant reconnu ensuite par plus de quatre-vingts pays²⁴⁶. Toutefois, le mouvement Hamas a publié un communiqué sur la Conférence de Madrid deux jours avant sa tenue, en disant : "Nous désapprouvons la fraude et la tromperie des officiels de l'OLP et de certains pays arabes à l'égard de leurs peuples. Où est Jérusalem ? Où est l'auto-détermination ? Où sont les fondamentaux et les principes dont parlait la vingtième session du Conseil nationale palestinien ?²⁴⁷". Et le mouvement ajoute dans le même communiqué qu'il réaffirme sa position centrale et invariable : "La terre de Palestine entière, de la mer à la rivière, est une terre de Waqf islamique, qu'aucune partie n'a le droit de céder ne serait-ce que pour un grain de sable". Ainsi, le mouvement Hamas ne voit dans la Conférence de Madrid, qui cherche à établir l'autonomie, qu'un complot contre le peuple palestinien, estimant que "l'autonomie ne fait que consacrer l'autorité de l'occupation et la légitimer, confisquant le droit de notre peuple de se libérer et de s'autodéterminer, de retourner et de construire un État indépendant²⁴⁸". La position du Hamas vis-à-vis de l'Etat palestinien indépendant évolue donc, allant même jusqu'à l'accepter, voire "œuvrer pour établir un Etat palestinien indépendant sur toute partie libérée de la Palestine, à condition de ne pas renoncer aux parties restantes²⁴⁹".

²⁴⁵ Communiqué n° 28, 18 août 1988.

²⁴⁶ Lettres du cheik Ahmed Yassine, *op. cit.*

²⁴⁷ Communiqué n° 8, 29 octobre 1991.

²⁴⁸ Communiqué n° 91, 5 octobre 1992.

²⁴⁹ Al Haroub Khaled, interview avec Moussa Abou Marzouk, Amman, 21 avril 1995.

C. Le règlement intérimaire : la trêve

Jusqu'ici, nous avons explicité deux positions du mouvement Hamas : la première, centrale, parle d'une solution historique et de la libération de la Palestine de la mer à la rivière ; la seconde, intermédiaire avec ses aspects caractérisés par la perplexité, l'hésitation et la contradiction entre le fixe et le variable, en raison de la difficulté de la placer dans la solution historique d'une part, mais aussi parce que le Hamas ne peut la dépasser ou faire semblant de l'ignorer, étant étroitement liée aux projets de compromis mais diamétralement opposée à la vision fondamentale du Hamas, qui est basé sur la libération de toutes les terres de la Palestine historique et la création d'un Etat islamique sous l'ombre duquel vivront toutes les communautés religieuses, chrétiennes et juives, conformément aux dispositions de la religion musulmane, loin de toute vision laïque ou démocratique, et sans tenir compte de l'existence de l'État d'Israël, fondé en 1948, et devenu depuis une entité forte dans la région et internationalement reconnue, Etat qui est quasiment le plus puissant sur tous les niveaux dans la région, mais faisant aussi partie intégrante d'un système occidental plus global et mené par les États-Unis d'Amérique.

La troisième position, qui peut être ajoutée est la suivante : accepter clairement l'idée d'un règlement intérimaire et y poser des conditions. La différence entre cette position et la précédente, n'est pas une différence de fond, mais est liée aux problèmes qui ont accompagné le Mouvement dans la première position hésitante. Le Hamas n'a pas pu surmonter tous ces problèmes, de manière à maintenir sa première position d'une part, et en profiter politiquement d'autre part, avec certaines marges de manœuvre fournies par ces mêmes problèmes, tels que les élections, par exemple. C'est ainsi que les marges de manœuvre sont restées teintées par la perplexité et l'hésitation. Dans cette position nouvelle, il y a des aspects du règlement intérimaire qui sont devenus acceptables, voire défendus, ne subissant aucune hésitation. Il y a même des ajouts, certains théoriques, d'autres pratiques, proposés par le mouvement pour rendre invalide la comparaison entre son acceptation de l'idée du règlement intérimaire et l'acceptation de la même l'idée par l'OLP des années plus tôt. Les aspects les plus importants et les ajouts fixes dans la pensée du Hamas et ses pratiques peuvent se résumer par les principales convictions suivantes, énumérées par Moussa Abou

Marzouk, lorsqu'il était à la tête du Bureau politique du Mouvement, dans une interview avec le chercheur Khaled Haroub, en 1995.

- Il n'y a pas de rejet de principe de l'idée d'un règlement intérimaire, mais il y a désaccord sur les échéances qui viendront avec.
- Le principal désaccord porte sur la condition de reconnaître l'entité israélienne et son existence sur la terre de Palestine.
- Sur le plan pratique, la meilleure façon, à nos yeux, de progresser dans le règlement intermédiaire, à savoir la libération de parties de la Palestine, est la résistance et le djihad armés. L'exemple le plus frappant ici, c'est l'Intifada palestinienne.
- Il y a une justification religieuse à la question de l'acceptation d'un règlement intérimaire. Une trêve, contrairement à un traité de paix, est limitée dans le temps à une période déterminée, et il n'y a pas reconnaissance de l'ennemi.
- Les choix stratégiques et déterminants du peuple palestinien doivent se faire à travers un référendum libre, des élections législatives de représentativité absolue. Ces choix comprennent les règlements politiques, mais aussi la possibilité de choisir un leadership élu et représentatif. Le Hamas s'engage à accepter le choix populaire, que ce soit une acceptation ou le rejet des projets proposés, mais aussi les dirigeants élus qui auront la légitimité de représenter et de mener le programme, sur la base duquel ils ont été élus²⁵⁰.

Il semble que ces idées politiques sont présentes, dispersées ou groupées, dans la littérature et les déclarations des dirigeants du mouvement Hamas. Dans la pratique, elles ont leur place dans les lignes de la troisième position, en plus des deux positions précédentes. Les traits généraux continuaient d'évoluer et devenaient de plus en plus claire avec le temps et l'accumulation des expériences du mouvement et, en de nombreuses occasions, cette conviction a devancé les deux autres possibilités. Chaque développement s'est accompagné d'un grand renfort médiatique et politique, d'interrogations et de spéculations sur la position centrale du mouvement Hamas. A chaque fois, l'attention était tournée sur les déclarations faites sur l'idée d'une trêve, par exemple, ou l'acceptation ouverte de l'idée d'un règlement intérimaire, comme s'il s'agissait de changements fondamentaux dans la position du Hamas, ou comme si une

²⁵⁰ Al Haroub Khaled, *Ibid.*

modification s'était opérée sur ses convictions. En fait, ce qui était considéré comme nouveau pour de nombreux observateurs et analystes ne correspond en rien à la vérité, parce que ces positions et opinions existaient déjà chez le Hamas depuis sa création, ou bien dès les premières années de sa formation. Il y avait en réalité deux éléments nouveaux. Cette option intervient premièrement suite à la montée en puissance du mouvement et le suivi de ses positions et l'intérêt pour toutes les positions qui en émanent. Deuxièmement, ces positions ont lieu en période de changements politiques et alors que la situation est particulière, tant sur le plan israélien local, que sur le plan palestinien et régional, ce qui contribue à leurs caractéristiques et leur importance²⁵¹. L'exemple le plus connu est "l'initiative du Bureau politique du mouvement Hamas" en avril 1994, durant lequel le Hamas a formulé ce règlement intérimaire: la trêve et la création d'une entité palestinienne en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

Cette initiative a joui d'un intérêt médiatique et politique remarquable étant donné qu'elle intervenait juste après plusieurs opérations militaires marquantes et efficaces menées par les forces du mouvement Hamas au cœur de l'Etat d'Israël qui, à son tour, a menacé de représailles les dirigeants du Hamas à "l'intérieur" comme à "l'extérieur", ce qui a créé un climat et un environnement propice pour entendre tout point de vue du mouvement Hamas, permettant à l'autre partie d'avoir un langage autre que celui des armes. Autrement dit, le politique que recherche le Hamas dans l'action militaire. Quelle est cette vision politique que le Hamas propose au conflit vieux de plusieurs décennies entre le peuple palestinien et l'occupation israélienne ? Comment le Hamas voit-il le règlement ? C'est pour ces raisons que tout détail émanant du Hamas faisait l'objet d'une attention particulière. C'est dans ce contexte général qu'est intervenue l'idée d'une trêve, contexte qui se caractérisait par une implication internationale, régionale, arabe et palestinienne dans le règlement, que représente la conférence de Madrid au départ, et les accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne ensuite, en 1994. L'idée d'un règlement intérimaire passe donc devant toutes les autres idées chez le Hamas, en raison des effets de la situation politique et la nouvelle donne que représente l'Autorité palestinienne, considérée comme l'ébauche de l'État palestinien désiré, première formule qui permette au peuple palestinien de se

²⁵¹ Al Haroub Khaled, *Hamas, pensée et pratiques politiques*, op. cit., p. 78.

gouverner pour la première fois dans l'histoire, ce qui en fait un outil puissant entre les mains de l'OLP pour opprimer toute force qui s'y opposerait ou tenterait de faire avorter ce projet. Le Hamas est ainsi amené à tenir un discours politique souple aux dépens des autres positions intransigeantes refusant de reconnaître l'Etat d'Israël et son existence.

Ainsi, pour le Hamas, le discours politique fondamental après les accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne, se focalise sur le volet du règlement intérimaire et la trêve. Une trêve basée sur cinq convictions principales présentées par Abu Marzouk dans l'interview mentionnée plus haut :

1. Acceptation de principe d'un règlement intérimaire
2. Non reconnaissance d'Israël
3. Repousser l'occupation et forcer l'armée israélienne à se retirer
4. La trêve
5. Le Référendum

1. Acceptation du principe du règlement intérimaire

C'est une conviction qui repose au départ sur le rejet du principe d'un règlement intérimaire. De plus, elle est le résultat de la difficulté de réaliser le rêve palestinien en une fois. C'est ce qu'a exprimé le cheikh Ahmed Yassine dans une interview avec Yediot Arahonot, réagissant sur la déclaration de l'Etat palestinien par le Conseil national palestinien : "Il ne sert à rien de prendre de telles mesures tant que nous n'avons pas libéré une partie de la Palestine. Israël doit rendre les droits usurpés du peuple palestinien et sa terre. Après, nous pourrions discuter avec lui²⁵²". Dans une autre interview au journal Al Nahar, le cheikh Yassine a déclaré "accepter un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza comme une première étape, ou sur tout pouce de la Palestine que nous libérerons, mais sans abandonner le reste de nos droits²⁵³". Par la suite, le règlement intérimaire est resté associé, dans le discours du Hamas, à la condition de ne pas abandonner la position centrale de l'islamité de toute la Palestine. C'est ainsi qu'un dirigeant du Hamas s'est exprimé sur le sujet : "Nous ne sommes pas contre le principe d'un règlement intérimaire, mais

²⁵² Yediot Ahronot, interview avec Cheikh Ahmed Yassine, 16 avril 1994.

²⁵³ Annahar, Jérusalem, 30 avril 1989.

nous avons l'habitude d'entendre le terme "intérimaire" lorsqu'il s'agit de couvrir des concessions. Nous parlons aujourd'hui de l'accord d'Oslo qui ignore la question de Jérusalem, qui doit être posée ultérieurement. L'accord n'a pas du tout évoqué Jérusalem, ni négativement, ni positivement. Ensuite, quand on parle d'une période intérimaire, nous voulons que l'ennemi précise sa position des résolutions (242) et (338). Ces résolutions signifient-elles pour lui un retrait israélien et un Etat palestinien ? Si oui, l'intérim est donc pour la mise en œuvre et non pas pour négocier. Et quelles sont les garanties qui peuvent forcer les Israéliens à se retirer et à créer un Etat palestinien?²⁵⁴".

Les convictions du mouvement Hamas vis-à-vis d'un règlement intérimaire sans conditions se sont concrétisées dans l'initiative lancée par le Bureau politique du Mouvement en avril 1994 comprenant les points suivants :

- Retrait des forces d'occupation sioniste de Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Jérusalem sans condition.
- Démantèlement des colonies et évacuation des colons de Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Jérusalem-Est.
- Tenue d'élections législatives générales libres par le peuple palestinien de l'intérieur et de l'extérieur pour choisir ses dirigeants et ses vrais représentants. Seuls ces dirigeants élus et légitimes auront la prérogative de d'exprimer la volonté et les aspirations de notre peuple. Ils auront le pouvoir de décider toutes les étapes ultérieures de notre combat avec les occupants²⁵⁵.

Cette initiative politique est venue en réponse à la situation palestinienne après la signature des Accords d'Oslo et la création de l'Autorité nationale palestinienne. Son principal objectif est d'offrir une alternative au processus de paix israélo-palestinien qui repose sur la Déclaration d'Oslo. En réalité, cette initiative n'est pas fondamentalement nouvelle, mais présentée de la sorte, comme une initiative représentant les vues du Hamas, qui lui n'est pas historique mais nouveau. Le mouvement n'a en effet pas fourni la moindre conception d'un programme concret pour la lutte nationale palestinienne. Il s'est toujours contenté de réactions aux actions des autres, en particulier les actions de l'OLP. Il n'a pas pris l'initiative d'élaborer une

²⁵⁴ Journal *Al Ayyam*, interview avec Mohammed Nazzal, 13 septembre 1994.

²⁵⁵ Communiqué daté du 26 avril 1994.

vision intérimaire contraire à celle de l'OLP. Sa position se fonde sur l'absence d'objection au règlement intérimaire à condition de ne pas abandonner le reste des droits du peuple palestinien, et de ne pas reconnaître Israël. C'est cette conviction qui est invariable chez le Hamas.

2. Non reconnaissance d'Israël

L'acceptation du mouvement Hamas du règlement intérimaire s'est caractérisée par une condition qui n'a pas changé à ce jour, à savoir la non-reconnaissance d'Israël. Cette condition est devenue l'une de ses constantes qui la distingue des autres forces politiques palestiniennes. Dans la pratique, le mouvement se met dans une contradiction incompréhensible : comment peut-il accepter un Etat palestinien indépendant dans les frontières du 4 juin 1967, et se déclare prêt à négocier, ou accepter de négocier avec Israël par l'intermédiaire d'un tiers pour atteindre cet objectif sans reconnaître ceux avec qui il négocie ? Le Hamas continuait à poser cette condition même après sa participation aux élections du Conseil législatif en Janvier 2006, et après avoir formé seul le dixième gouvernement. Même lorsque la direction de l'OLP a insisté pour que le Hamas respecte sa politique et les accords signés par l'Autorité palestinienne avec différents pays, dont Israël, celui-ci a refusé. Après un long et sanglant conflit, et à la suite d'un dialogue intensif, intérieur et extérieur, dont le dernier a eu lieu avant le coup d'Etat, le Hamas a signé avec le Fatah l'accord de la Mecque, sous les auspices du Roi d'Arabie Saoudite et a accepté avec cette signature de "respecter" les accords sans que ceux-ci l'engagent, ce qui est une position médiane qui ne l'engageait pas à reconnaître Israël ou les accords signés avec lui. C'est une adaptation étrange qui reflète exactement le problème et l'impasse de l'entrée du Hamas dans l'Autorité palestinienne créée par l'OLP et l'État d'Israël, ce qui a mis le mouvement Hamas en dehors du régime politique palestinien. Cela fait de lui une force rejetée internationalement. Il a même été classé comme une organisation terroriste avec qu'il est interdit de traiter.

3. Repousser l'occupation et forcer l'armée israélienne à se retirer

Pendant les années de son existence sur la scène palestinienne, le Hamas a insisté sur la nécessité d'œuvrer pour expulser les forces d'occupation et de forcer l'armée israélienne à se retirer de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Si cet objectif était réalisé, d'une façon ou d'une autre, la position du Mouvement Hamas serait précisée à ce moment-là. "Mais si Israël ne se retire pas, ce qui est attendu, le devoir du Hamas est de l'y obliger par l'Intifada et l'action armée, c'est-à-dire la résistance, et l'utilisation de la logique de la force, car c'est le seul langage que comprend l'ennemi. C'est la force qui, après des années d'Intifada, l'a forcé à penser à se retirer de chaque partie de notre terre que nous transformons en un enfer pour lui et pour ses soldats et colons. Si le groupe de défaitistes que représente la direction de l'OLP concentrait ses efforts dans cette direction, au lieu de gaspiller des efforts et de l'argent dans la voie de la défaite, l'ennemi se serait retiré sous les coups des moudjahidins²⁵⁶". Cette conviction du Hamas peut être observée dès le premier jour de son lancement et de la première Intifada. Rien n'a changé aujourd'hui.

Cette position a constitué une partie importante de la question du règlement intérimaire, censée contraindre Israël à faire des concessions unilatéralement. Elle prend corps dans l'initiative du Hamas déjà signalée, notamment dans le premier point qui appelle au retrait d'Israël de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem, sans conditions. Le Hamas n'a précisé la contrepartie qu'Israël aurait en retour qu'après un long moment, lorsqu'il a proposé l'option d'une trêve.

4. La trêve

L'idée d'une trêve est intervenue un certain temps après la fondation du Hamas, et après avoir fait un ajout politique à son idéologie politique, caractérisée par son sérieux concernant sa vision du règlement du conflit avec les forces d'occupation israélienne. Dans la pratique, il tente de contourner la vision de l'OLP basée sur l'option de deux Etats voisins, israélien et palestinien, une vision désormais acceptée internationalement, y compris par Israël qui ne rejette pas le principe de deux Etats, mais qui essaie d'en faire avorter l'essence pour ne garder que la forme, vide de

²⁵⁶ Communiqué intitulé: "*Six années de grand Jihad et d'Intifada continue*", 7 décembre 1993.

contenu en terme de souveraineté. Toutefois, le mouvement Hamas considère le concept d'une trêve avec Israël uniquement sur la base de d'un temps limité, vingt ou trente ans. Pendant cette période, les parties s'engagent à ne pas s'attaquer l'une l'autre. La différence fondamentale entre le concept de trêve et celui de traité de paix, comme le voit le mouvement Hamas, est qu'un traité est illimité dans le temps, absolu et ouvert, ce qui implique un renoncement aux droits et une acceptation de l'usurpation par l'ennemi de ceux-ci, alors qu'une trêve stipulerait autre chose. Bien que le mouvement Hamas reconnaisse le fait accompli et sait que l'équilibre des forces penche en faveur de l'autre partie, il œuvre d'une part pour geler la situation en terme de "droits", et se donne, même en théorie, du temps pour changer l'équilibre des forces dans le but de modifier cette situation (en terme de droit) à l'expiration de cette période²⁵⁷.

C'est le cheikh Ahmed Yassine qui a donné le signal politique de la notion d'une trêve au sein du mouvement Hamas dans ses lettres écrites en prison. Dans ces lettres, il propose un dialogue avec Talab El-Sané, un député palestinien à la Knesset. A une question posée par Sané, "Si je vous demande de signer un accord avec Israël, que feriez-vous ?", Yassine a répondu: "il est possible de signer une trêve pour dix ou vingt ans à condition qu'Israël se retire de la Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Jérusalem sur les frontières de 1967, sans conditions, et de laisser au peuple palestinien toute la liberté de déterminer son destin et son avenir²⁵⁸".

Après cet exposé, le concept de la trêve est devenu l'un des principaux concepts du règlement politique pour le Hamas. Le concept de trêve se répète d'une manière claire dans le discours politique du mouvement sans se rendre compte de ses propres contradictions. Comment pouvait-il signer un accord avec une autre partie qu'il ne reconnaît pas ? Il veut signer avec Israël sans reconnaître son existence, alors que c'est cet Etat d'Israël qui ne reconnaît pas la partie palestinienne. Par conséquent, l'OLP a considéré qu'être reconnu par Israël est un gain politique, moral, matériel et stratégique, car en pratique, Israël reconnaît l'existence du peuple palestinien et sa direction légitime et donc, tôt ou tard, reconnaîtra ses droits nationaux. Par la suite, les

²⁵⁷ Yassine Ahmed, Palestine musulmane magazine, mars 1995.

²⁵⁸ Lettres du Cheikh Ahmed Yassine, *op. cit.*

événements ont confirmé la validité de cette vision. L'Etat palestinien est accepté comme la meilleure forme possible que peut prendre l'auto-détermination du peuple palestinien pour le règlement du conflit israélo-palestinien.

En vertu de cette évolution sur le règlement, même en théorie, les dirigeants du mouvement Hamas, de l'intérieur comme de l'extérieur, continuaient d'affirmer que l'essence de l'idée de trêve, comme règlement intérimaire, qui préserve les droits des Palestiniens, réclament la restauration de leur patrie, parce que la trêve ne signifie pas la reconnaissance d'Israël, et est limitée dans le temps à dix ou vingt ans, est donc compatible avec la trêve de Hudaïbiya et n'est donc pas incompatible avec l'islam²⁵⁹. Le mouvement du Hamas continue de parler de la trêve jusqu'à aujourd'hui, mais avec des mélanges et des contradictions importantes. Son discours politique comporte trois volets : le premier est que le Hamas est pour la création d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967, mais laisse à l'OLP le soin de négocier avec Israël. Le second est qu'il est pour la trêve sans reconnaissance d'Israël. Et le troisième, c'est qu'il veut la Palestine, toute la Palestine historique, c'est-à-dire le démantèlement de l'État d'Israël. Il y a là contradiction et incohérence, car le Hamas parle parfois d'un Etat palestinien indépendant dans les frontières du 4 juin 1967, à d'autres moments, les dirigeants parlent dans leurs discours de Jaffa, Haïfa, Acre et Nazareth. Ils promettent et s'engagent également à poursuivre le djihad jusqu'à la libération de toute la Palestine historique. Le Hamas n'a donc pas tranché sa position théorique et pratique concernant la question du règlement politique du conflit israélo-palestinien sur la base de deux Etats voisins.

La question de la trêve a pris d'importantes et nouvelles dimensions après l'entrée de la police palestinienne dans la Bande de Gaza et à Jéricho en mai 1994, et la création de l'Autorité palestinienne suite à l'Accord d'Oslo. La nouvelle situation a placé le mouvement Hamas devant un dilemme majeur sur le plan de la poursuite des actions militaires contre des cibles israéliennes. De telles actions, aux yeux de l'Autorité palestinienne naissante, comme aux yeux d'Israël, bien sûr, sont un obstacle majeur devant la réalisation de progrès, surtout concernant la passation de nouvelles régions de Cisjordanie sous le contrôle de l'Autorité. L'autorité palestinienne a donc demandé

²⁵⁹ Journal *Assabil*, interview avec Abdel Aziz Al Rantissi, Jordanie, 10 novembre 1993.

au Hamas d'arrêter l'action militaire dans la Bande de Gaza, ou au départ de la Bande de Gaza, ce que le mouvement a rejeté. La situation s'était donc envenimée entre l'Autorité et le Hamas. L'Autorité a resserré l'étau autour du Hamas pour être en mesure de remplir ses obligations de sécurité signées avec Israël, et pour prouver qu'elle était à la hauteur pour pouvoir avancer dans l'accord et réaliser d'autres gains sur le terrain pour le peuple palestinien, mais aussi garantir le retrait d'Israël des autres villes de Cisjordanie. Mais le refus du Hamas d'arrêter l'action militaire à Gaza, ou au départ de Gaza, a tendu la relation avec l'Autorité, et l'atmosphère est devenue si explosive qu'elle en était au bord de la guerre civile. Cela a donné au concept de trêve de nouvelles dimensions : éviter l'éclatement d'un conflit interne cette fois, et désamorcer un affrontement avec l'Autorité. La notion de trêve est donc davantage en direction de l'Autorité qu'en direction d'Israël.

Les chefs du mouvement Hamas se sont mis à présenter des thèses qui promeuvent l'idée d'une trêve, dont celle proposée par Emad Al Falouji, un dirigeant qui s'est séparé plus tard du mouvement, en décembre 1995 : il a proposé d'arrêter les attaques du Hamas pour une période de dix ans, sous réserve de l'acceptation par Israël de procéder à des élections démocratiques à Gaza et en Cisjordanie. Au cours de cette période, Israël devrait se retirer de ces deux régions, y compris Jérusalem-Est, et en évacuer les colons juifs²⁶⁰. Nizar Awadallah, libéré en mai 1995 après six ans de détention, a déclaré qu'une trêve temporaire était nécessaire pour ne pas mettre l'Autorité palestinienne dans une situation difficile, d'autant que nul ne supportait plus la situation actuelle de conflit entre l'Autorité et le mouvement Hamas²⁶¹.

En 1995, Ahmed Yassine a mentionné quelque chose de proche. En réponse à une question sur la possibilité d'une chance pour la paix avec Israël, il a dit que "nous pouvons parler d'un accord pour un temps limité, disons 15 ans, mais pas une paix pour toujours". Un accord de paix ne peut pas être pour toujours "parce que je ne peux pas engager les générations futures dans cette voie: elles doivent décider elles-mêmes²⁶²". Les brigades Al-Qassam, elles, parlaient d'une "trêve" avec Israël pour sortir les civils du conflit, après une vague d'opérations militaires entre 1994 à 1996. Elles ont affirmé qu'elles étaient prêtes à renoncer aux opérations militaires contre des

²⁶⁰ Journal *Al Quds Al Arabi*, 6 mars 1995.

²⁶¹ *Ibid.*, 24 mai 1995.

²⁶² Journal *Al Hayat*, 3 juin 1995.

civils israéliens en contrepartie d'un engagement israélien semblable et la signature d'une trêve²⁶³.

Il convient de noter ici que le concept de trêve, selon le mouvement Hamas, n'est pas exempt de controverses, de débats et de réserves. Il est vrai que le Prophète lui-même a eu recours à cet exercice politique qu'est la trêve et a autorisé d'y recourir en fonction des conditions et des circonstances, notamment en période de faiblesse, mais pour des périodes spécifiques, de manière à permettre aux musulmans de se fortifier, de renforcer leurs rangs et d'en assurer la cohésion et mobiliser leurs capacités pour ensuite se jeter sur la trêve ou s'en délier lorsqu'ils auront acquis d'hypothétiques forces nouvelles. Cependant, cette situation ne s'applique pas à la partie palestinienne et arabe. En effet, l'exercice politique aujourd'hui est soumis à des règlements internationaux, pas seulement locaux comme au temps du Prophète. Il est donc juste de dire que la trêve diffère du traité de paix d'un point de vue formel uniquement, mais en réalité, il n'y a pas de différences significatives entre les traités la paix et les trêves car les défenseurs de l'idée d'une trêve affirment qu'elle est limitée et peut être annulée au moment où disparaîtront les faiblesses de la partie qui a demandé la trêve, tandis que les défenseurs de l'idée d'un traité de paix ont le même argument quand ils disent que tout traité de paix reflète l'équilibre des forces à un moment donné. Toute modification dans ces équilibres, à savoir la disparition de l'état de faiblesse, se répercutera sur le traité de paix, que ce soit par sa modification ou son annulation. Ainsi, la différence entre les deux idées n'est que verbale, en dépit des connotations religieuses et historiques que porte le mot trêve mais dont ne jouit pas l'expression "traité de paix"²⁶⁴.

Partant de l'idée de trêve, certains dirigeants du Hamas ont essayé de construire une vision politique tactique, alliant le langage d'hier et d'aujourd'hui en acceptant la création d'un Etat palestinien provisoire contre une trêve avec Israël, à condition que cet Etat soit établi sur les territoires occupés en 1967. Le mouvement Hamas, après le coup d'Etat de juin 2007, a désormais une vision visant à renforcer sa position à Gaza d'abord, pour pouvoir ensuite se jeter sur la Cisjordanie, avec un accord qu'ils concluront sous le nom de trêve, de manière à ce que le mouvement étende son

²⁶³ Communiqué des brigades Al Qassam, octobre 1996.

²⁶⁴ Al Haroub Khaled, *Les islamistes de Palestine*, op. cit. p. 40.

pouvoir sur une partie de la Cisjordanie et Jérusalem. Cette entité s'appellera "Etat palestinien provisoire" en échange d'une trêve avec Israël pour plus d'un quart de siècle.

Il y a là une forme moderne et contemporaine de l'idée de trêve mahométane, signée à Hudaïbiya. Cependant, les réactions officielles et populaires palestiniennes, et la colère contre l'idée d'un Etat palestinien provisoire, ont contraint le Hamas à revenir sur cette idée. Il a présenté l'idée comme proposée par les Européens, alors qu'en réalité, il s'agissait d'une tentative de développement et de modernisation de la vieille idée du Hamas après avoir pris de force le pouvoir à Gaza. Il se considère désormais comme le représentant de fait du peuple palestinien de l'intérieur après avoir remporté les élections législatives qui lui permettent de prendre seul les décisions. Il s'agit d'extrémisme et d'arrogance, voire même d'abandon des droits palestiniens sous des appellations fictives, telle que la "trêve". Dans la pratique, une trêve est un traité de paix limité dans le temps, mais renouvelable par consentement des deux parties. Un traité de paix est également le fruit du consentement de deux parties. En cas de refus ou de violation de l'une d'entre elles, le traité de paix prendra une autre voie, de sorte qu'une partie ira vers le traité pour le modifier, l'abroger ou le remplacer de telle manière qu'il reflète le nouvel équilibre des forces: les traités ne sont, en aucun cas, ni définitifs, ni absolus, et le mouvement Hamas en est conscient. Toutefois, son projet politique, fondé avant tout sur l'intérêt du mouvement, fait qu'il recherche ce qui lui rend service. La formule "d'Etat provisoire" satisferait la partie palestinienne en termes d'idée d'Etat, et provisoire est une alternative et un synonyme de "trêve". Et là, le Hamas a essayé de concilier deux choses inconciliables pour servir ses intérêts, représentés d'abord dans l'arrêt des frappes israéliennes contre Gaza et, d'autre part, qu'Israël lui permette de s'étendre à la Cisjordanie, de sorte qu'il se substitue à l'OLP et que l'Autorité devienne l'héritière légitime de l'OLP. Ainsi, Israël et le Hamas en finiraient avec leur "ennemi juré", le mouvement Hamas deviendrait alors le leader du peuple palestinien sur le terrain. C'est lui qui aurait atteint l'objectif de l'Etat, même provisoire pour le peuple palestinien. Ce qui précède place l'idée d'un "Etat provisoire", sur laquelle le Hamas a travaillé, comme une concrétisation de l'idée de "trêve" en une réalisation concrète mais par laquelle le Hamas se rétracte sur ses précédentes positions demandant le retrait d'Israël de tous les territoires occupés après le 4 juin 1967 et accepte l'interprétation israélienne de la résolution 242 du

conseil de sécurité des Nations Unies, à savoir le retrait de territoires occupés en 1967. La création d'un Etat palestinien provisoire sur les territoires évacués par Israël en échange d'une longue «trêve» donnée par le Hamas à Israël, contre la facilitation par Israël du contrôle militaire du mouvement Hamas en Cisjordanie, et ainsi mettre fin à l'autorité palestinienne et à l'OLP.

L'Etat provisoire représenterait le peuple palestinien à l'intérieur et à l'extérieur jusqu'au terme de la trêve, pas moins d'un quart de siècle ou trente ans. Le Hamas deviendrait le leader du peuple palestinien et renforcerait son pouvoir pour quarante ans, comme disent certains de ces dirigeants et cadres qui savourent les avantages du pouvoir et ses privilèges matériels et moraux, comme si le mouvement Hamas était fait pour exercer le pouvoir et le leadership, pas pour l'opposition ou la résistance. D'autant que la résistance est devenue un slogan pour les enchères et pour enflammer le public. Le Hamas n'effectue plus d'actions de résistance, au contraire il interdit même toute actions de résistance et les tirs de roquettes ou d'obus sur Israël depuis la Bande de Gaza, considérant de telles actions comme une "trahison". Cela signifie qu'il trahit tous ceux qui résistent à Israël, à l'opposé de sa position quand il était dans le camp de l'opposition. Le Hamas a fait beaucoup de critiques à l'égard d'Abou Mazen, le président de l'Autorité nationale palestinienne, lorsqu'il a déclaré que ces missiles étaient "absurdes". De nos jours, le lancement de missiles est devenu une "trahison", ce qui explique l'attitude du Hamas, qui non seulement ne résiste plus, mais renchérit sur les autres, cela en plus de la répression qu'il pratique depuis qu'il est au pouvoir après le coup d'Etat en 2007.

5. Le référendum

L'idée d'un référendum fait son apparition en parallèle avec les pressions politiques exercées sur le mouvement Hamas au sujet de son acceptation du programme de règlement intérimaire approuvé par le Conseil national palestinien dans ses sessions successives depuis 1974. La direction du mouvement Hamas considérait le référendum comme une formule opposée à la position de l'OLP vis-à-vis du règlement. L'OLP agissait avec un haut niveau de souplesse et de réalisme que le Hamas n'a pas compris. De plus, il était incapable de défendre sa position nihiliste et incompréhensible à l'égard de l'Etat palestinien indépendant dans les frontières de

juin 1967. La direction du mouvement Hamas a eu recours à l'option de "référendum" qu'il considère comme le seul mécanisme raisonnable permettant de parvenir à un consensus ou quasi consensus national sur les options déterminantes pour le peuple palestinien²⁶⁵. Par ailleurs, il est conscient de l'impossibilité de la mise en œuvre de cette option sous l'occupation, qui ne reconnaissait alors ni le peuple palestinien ni ses droits légitimes. Ainsi, l'idée de "référendum" n'était qu'une tentative d'échapper à l'obligation d'adopter une position vis-à-vis du règlement politique proposé peu après le déclenchement du soulèvement populaire qui a préparé le terrain à la Déclaration de l'Etat le 15 novembre 1988 posant ainsi la première pierre de l'offensive pacifique palestinienne au niveau international. Le monde avait favorablement accueilli la vision et les thèses de l'OLP pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

Devant l'incapacité du mouvement Hamas à trouver une alternative politique, ou une vision politique analogue à celle de l'OLP adoptée suite au soulèvement populaire en 1987, naît l'idée de référendum sous plusieurs formes et est proposée à plusieurs reprises. Les dirigeants du mouvement y recourent pour protéger leurs visions idéologiques et politiques. Ils n'y renoncent pas et s'engagent à respecter l'opinion de la majorité, d'autant plus que le fondateur du mouvement Hamas, le Cheikh Ahmed Yassine, a déclaré dès la première année de la fondation du mouvement, que la volonté du peuple palestinien devait être respectée, même si contraire aux visions du Hamas, et même s'il fallait rejeter la forme islamique de l'Etat palestinien. Il a clairement dit : "si le peuple palestinien exprime son rejet de l'État islamique, je respecterai son désir et sa volonté sacrée"²⁶⁶. Cette idée est organiquement liée à l'idée d'élection sous ses diverses formes, idée qui reflète l'intérêt du Hamas pour la question de la légitimité de la représentation du peuple palestinien en général²⁶⁷.

Il convient de mentionner ici que les appels à la tenue d'élections législatives ou d'un référendum interviennent en fonction des événements politiques successifs, en particulier les événements clés. Les appels à l'organisation d'un référendum se sont intensifiés après l'échec des pourparlers de Washington qui ont suivi la Conférence de Madrid, fin 1991. Il fallait "organiser un référendum libre et sans pressions ou contraintes, à l'intérieur comme à l'extérieur, pour donner la parole au peuple en ce

²⁶⁵ Al Haroub Khaled, « Hamas, pensée et pratiques politiques », *op. cit.*, p. 97.

²⁶⁶ Journal *Annahar*, interview avec Ahmed Yassine, Jérusalem, 30 avril 1989.

²⁶⁷ Al Haroub Khaled, *Ibid*, p. 97.

qui concerne son avenir et décider du destin des générations futures²⁶⁸". L'appel du mouvement Hamas est renforcé par l'appel du Dr Haidar Abdel Shafi, chef de la délégation palestinienne à la Conférence de Madrid, à consulter le peuple palestinien sur la poursuite ou non du processus de négociations. Le mouvement Hamas a considéré cet appel comme une victoire de sa ligne politique rejetant la Conférence de Madrid et toutes les conférences internationales semblables. Il affirme que "la demande d'Abdel Shafi est un tournant fondamental qui montre le succès de la pression populaire palestinienne dans l'expression de sa position. L'étape suivante exige des délégations de Madrid et de Washington de reconsidérer leur position et revenir au peuple palestinien pour qu'il dise son mot décisif dans cette situation²⁶⁹".

La position du Mouvement Hamas a évolué. Il appelle à la tenue d'élections législatives générales dans le cadre de l'initiative du Bureau politique du Mouvement en avril 1994. La direction du Hamas demande que les vainqueurs des élections puissent décider des principales orientations de la suite de la cause en Palestine, exprimer les aspirations du peuple palestinien, et décider de l'avenir du conflit israélo-palestinien. Cette position était donc une remise en question de la légitimité de l'OLP et de sa représentation du peuple palestinien, et donc un rejet des accords signés à Oslo puis dans la cour de la Maison Blanche, aux Etats-Unis en 1993. Puis, ce référendum, ou les élections législatives demandées par le Hamas, ne sont que qu'un moyen pour contrer les politiques de l'OLP et sa direction légitime. Par conséquent, les dirigeants du mouvement Hamas étaient à la recherche de tous les moyens pour faire échouer les Accords d'Oslo et ont essayé de remettre en question la légitimité de la partie palestinienne qui les a signé. Les premières élections législatives de janvier 1996 ont confirmé cette position du Hamas lorsqu'il a refusé d'y prendre part, les considérant comme le fruit d'Oslo alors qu'Israël rejetait l'idée d'un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale.

Il nous appartient alors, pour compléter l'analyse, de mener un examen comparé entre les positions du Hamas et celles d'un autre groupe politique de résistance à l'occupation présent à Gaza : le Jihad Islamique.

²⁶⁸ Communiqué n° 90, 5 septembre 1992.

²⁶⁹ Journal Al Quds, Ibrahim Ghousha, porte-parole du Hamas, Jérusalem, 22 septembre 1992.

VI. Perspective comparée: la position du Jihad islamique

Pour commencer, qu'est-ce que le mouvement du "Djihad islamique" ? Pourquoi en comparer les positions et les visions avec celles du mouvement Hamas ? Répondre à ces questions prépare l'analyse comparative entre les positions des deux mouvements, à l'aide d'une méthodologie qui décrit concrètement les points de convergence et les points de différence entre les deux organisations, analyse comparative particulièrement intéressante du fait que les deux mouvements partagent la même vision idéologique et le même programme politique. Ils partent d'une base islamique commune et il n'y a quasiment aucune différence politique ou idéologique véritable entre elles à l'heure actuelle²⁷⁰. Mais cela ne signifie pas qu'ils étaient identiques au moment de la fondation du Djihad islamique, qui représente, dans la pratique, la deuxième génération de Frères musulmans palestiniens, en particulier ceux qui ont fait leurs études dans les universités égyptiennes, peu avant et juste après la défaite de 1967, ceux qui se sont interrogés sur la direction prise par le mouvement des Frères musulmans et la place de la Palestine dans sa vision stratégique. Ces jeunes Palestiniens, qui avaient pour la plupart environ une vingtaine d'années, avaient senti une poussée islamique grandissante autour d'eux. Ils ont constaté, même si ce n'était pas très clair au début, que la place naturelle des islamistes était de rejoindre la cause palestinienne, et de refonder le projet national palestinien sur des bases islamiques²⁷¹. Les jeunes islamistes palestiniens avaient constaté l'absence de rôle islamique en Palestine, en particulier du fait que les sections des Frères musulmans dans les différents pays arabes travaillaient dans le sens de l'achèvement d'un retour à l'Islam dans leurs pays respectifs, chacune séparément, tandis que la section palestinienne continuait à suivre ses missions formulées au début des années soixante. A partir de là, les Frères musulmans de Palestine sont restés une organisation qui ne joue aucun rôle, une organisation en veille²⁷², attendant le changement de l'équilibre des forces en faveur des nations arabes et islamiques.

²⁷⁰ Journal Al Sharq Al Awsat, interview avec Fathi Al Shkaki, ex-secrétaire général du Jihad islamique, 17 mars 1995.

²⁷¹ Nafi' Bashir Moussa, « Les Islamistes de Palestine et la cause palestinienne », 1950-1980, Centre palestinien d'études et de recherches, 1999, p. 28.

²⁷² *Ibid.*, p. 89.

La jeunesse musulmane palestinienne s'est mise en quête de réponse à une question sur la raison d'être du mouvement islamique contemporain. Ils ont trouvé une réponse dans la reprise du rôle civilisateur de l'Islam, un projet de civilisation intégral pour faire face au projet colonial occidental. Cependant, un tel projet ne peut se réaliser sans affronter l'Etat sioniste. La Palestine doit donc occuper une place centrale chez les mouvements islamiques contemporains, avec tout ce que ce slogan implique : un rôle militant de l'Islam sur la scène palestinienne. Le mouvement islamiste, représenté par les Frères musulmans, devait donc prendre part à la lutte armée commencée en 1965. Cette thèse proposée par Shakaki et certains de ses collègues n'a pas plu à la direction des Frères musulmans qui en a vu une aventure mal calculée qui risquait de les impliquer dans des conflits avec les Etats arabes²⁷³, surtout que le mouvement des Frères musulmans se remettait à peine de longues années de poursuite et de répression dans plusieurs pays arabes.

Ces controverses et questionnements sur le rôle de l'Islam palestinien dans le processus de libération nationale ont préparé la naissance du "Djihad islamique". D'abord une idée, au milieu des années soixante-dix, puis une organisation combattante au milieu des années quatre-vingt du siècle passé, après l'exclusion de Shakaki des Frères musulmans en 1979. Il a alors commencé à envisager d'agir à sa façon. Avec d'autres, il a fondé le mouvement qui n'était ni éphémère, ni le résultat d'un moment d'émotion en raison de la défaite ou de l'humiliation, mais le produit d'une longue gestation intellectuelle et politique durant le dernier quart du 20^{ème} siècle. La naissance puis l'action du Jihad islamique, à la veille de la première Intifada, ont fait entrer la cause palestinienne dans un tournant historique décisif en impliquant le mouvement islamique de Palestine dans la lutte armée avec le projet sioniste, après une longue absence, pour combler un vide militant qui commençait à prendre forme depuis la tendance de l'OLP à aller dans le sens d'un règlement pacifique, et notamment après le programme transitoire de 1974²⁷⁴. Par conséquent, l'appel au djihad armé contre l'ennemi, l'usurpateur de la terre de Palestine, n'était pas "hâtif", "téméraire", ou une "scission" du mouvement islamique, comme disent

²⁷³ *Ibid.*, p. 23.

²⁷⁴ Interview du chercheur avec Ziad Annakhala, secrétaire général du Jihad islamique, Damas, décembre 2010.

certain²⁷⁵. C'était plutôt sortir de l'absence islamique du champ du jihad en Palestine. Le Djihad islamique n'était pas non plus une scission des Frères musulmans, comme le pensaient de nombreuses personnes, c'était une nouvelle approche du conflit et de la cause.

Le Jihad islamique voit trois dimensions fondamentales au conflit sur la Palestine : une dimension idéologique, une dimension historique et une dimension réaliste qui convergent toutes pour former une image unique de la Palestine et du danger d'Israël : "un poignard planté dans le cœur de la nation²⁷⁶". Les énergies du mouvement islamique étaient alors consacrées à autre chose que le Jihad, l'attention était faite à l'éducation en attendant la mise en place d'un "État islamique" dans n'importe quelle partie du monde ou sur les frontières de la Palestine. D'autres étaient prisonniers de l'attente d'un hypothétique Khalife en l'absence, ou sans l'autorisation duquel, le Jihad en Palestine ne peut avoir lieu. C'est pourquoi le mouvement islamiste avait suspendu le Jihad comme devoir pour tout musulman.

Le mouvement du Jihad islamique vient en réponse aux réticences et au rejet de certaines factions de l'Islam et le mépris d'autres pour la religion et le patrimoine comme expression de l'état d'aliénation et d'usurpation de l'identité et de l'appartenance vécu par certains segments de la nation depuis le début de l'assaut de l'Occident sur l'Orient arabo-musulman. De plus, l'exclusion de l'Islam de la gestion du conflit avec le projet sioniste, dans son expression la plus simple, est une exclusion de la dimension religieuse du conflit. Le mouvement du Jihad islamique vient comme une réponse historique pour sortir de l'état d'absence islamique du champ du Jihad et du renoncement des factions à l'Islam et à son rôle dans la gestion du conflit avec le projet sioniste. La devise du mouvement est : "la question palestinienne est la question centrale pour la nation". Par conséquent, il s'est mis à revivifier et à pratiquer le djihad pour libérer la Palestine, démanteler "l'entité politique sioniste usurpatrice", permettre le retour des réfugiés à leurs terres et à leur patrie, et garantir le droit du peuple palestinien de concrétiser ses choix politiques de manière à garantir la dignité,

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ *Ibid.*

la liberté, la justice et l'égalité pour tous ses citoyens, et préserver son identité arabo-musulmane, sa culture et sa mission humaine²⁷⁷.

La motivation première pour accorder une attention particulière à la relation entre le Hamas et le Jihad islamique vient de la convergence presque totale de l'idéologie et du programme politique des deux mouvements. Ils reposent tous deux sur une base islamique commune. Il n'y a aucune différence politique ou idéologique réelle à l'heure actuelle²⁷⁸. Cette similitude donne davantage d'importance à la question soulevée dès l'émergence des deux mouvements et leurs évolutions au cours de la première Intifada palestinienne (1987-1993) : pourquoi, au vu de ces similitudes, n'ont-ils pas tendu vers l'unité et la fusion ? Au moins vers une coordination approfondie ? Pourquoi les relations entre les deux sont-elles restées comme des relations normales entre factions différentes, sans programmes communs qui les distingueraient vraiment des autres relations ?

Il convient de noter que le mouvement Hamas a affirmé, dans sa Charte constitutive, sa position vis-à-vis des mouvements islamiques en général comme suit : "de manière générale, le mouvement de résistance islamique respecte et apprécie les mouvements islamiques en général. S'il est en désaccord avec eux sur certains aspects, il est en accord sur d'autres. Il considère ces mouvements, s'ils ont de bonnes intentions et de la dévotion à Dieu, comme s'inscrivant dans le chapitre de l'Ijtihad, tant qu'ils agissent dans les limites du Cercle islamique, et chaque Mujtahid sera rétribué. Le Mouvement de résistance islamique considère ces mouvements comme un soutien pour lesquels il implore Dieu de bien vouloir les guider, de nous guider tous. Ils ne doivent pas manquer de brandir la bannière de l'unité, et s'efforcer à l'atteindre selon les préceptes du Coran et de la Sunna²⁷⁹". Cependant, et malgré cette affirmation, les relations politiques entre les deux mouvements sont restées froides, en raison de la sortie du Jihad islamique des rangs des Frères musulmans palestiniens dans la Bande de Gaza, mais aussi en raison de son refus de rester dans la ligne opposée à la lutte armée contre l'occupation. Les deux mouvements ont donc dû se séparer, et des relations d'inimitié sont apparues. En effet, les Frères musulmans, considère le Jihad islamique

²⁷⁷ *Mouvement du Jihad islamique : bases et principes*, article 1, non daté.

²⁷⁸ *Journal Al Sharq Al Awsat*, interview avec Fathi Al Shkaki, fondateur du Jihad islamique, 17 mars 1995.

²⁷⁹ *Charte du Hamas, op. cit.*

comme une scission de l'organisation mère. D'un autre côté, le Jihad Islamique considère que les Frères hésitent à faire face à l'occupation israélienne par la lutte armée, ce qui fut fait plus tard après la formation des brigades "Al-Qassam", comme un bras armé du mouvement Hamas après 1991. Mais avant cela, le Djihad islamique avait fait parler de lui au milieu des années quatre-vingt suite à des opérations militaires qu'il a mené. De plus, certains de ses membres avait réussi à s'évader des prisons israéliennes, augmentant ainsi sa popularité. Au déclenchement de l'Intifada, le mouvement Hamas a pris une part plus active dans ces opérations, ce qui lui a permis de rétablir sa popularité auprès des masses islamiques, gagnées jusque-là à la cause du Djihad islamique. Cette situation a fait persister l'inimitié et le froid qui ont caractérisé relations politiques entre les deux mouvements. Le Jihad islamique avait le sentiment que le mouvement Hamas avait récolté ce qu'il avait lui-même semé par l'action militaire, des années avant le début de l'Intifada, alors que le mouvement Hamas sent qu'il a pu rétablir un équilibre normal, grâce à la restauration de son auditoire qu'il avait mis pas moins de trois décennies à constituer.

Cette inimitié entre les deux mouvements se manifeste particulièrement lorsqu'on évalue leurs rôles respectifs dans le déclenchement de l'Intifada et les événements qui en découlent, mais aussi par les différentes lectures du tournant pris par l'Intifada, chacun minimisant le rôle de l'autre²⁸⁰. Le froid politique s'est parfois transformé en affrontement, comme cela s'est produit pour le contrôle d'une mosquée de la Bande de Gaza en 1992. Les relations se sont envenimées entre les parties lors du bannissement de quatre cents Palestiniens au Liban-sud, dont une quarantaine de cadres du Djihad islamique. Les autres appartenaient au mouvement Hamas qui a tenté de s'emparer de la médiatisation de l'événement, sans mention des membres du Djihad islamique déportés, d'autant plus que le Hamas avait commencé son action militaire contre l'occupation israélienne. Dès lors, toute différence fondamentale entre les deux mouvements avait disparu. D'autres différences ont persisté, notamment la participation aux élections, puis la formation du gouvernement et le renversement de l'Autorité en 2007. Cependant, le Hamas a continué à mépriser le Jihad, se considérant comme le "grand frère", le "Big Brother", le plus jeune lui devant obéissance et soumission, ou alors il doit revenir dans les bras de la formation mère,

²⁸⁰ Al Haroub Khaled, *le Hamas: pensée et pratiques politiques, op. cit.*

surtout que le motif de sortie du Djihad islamique, l'engagement dans la lutte armée contre l'occupation, n'existait plus. Cela est encore plus vrai que la question de l'unité du "Jihad" islamique en Palestine était désormais posée dans les Forums de tendance islamique dans le monde arabe, que les appels à l'unité se faisaient de plus en plus entendre. On parlait alors, depuis 1993, de la nécessité d'unir les deux mouvements, en particulier parce qu'ils convenaient tous deux de contrer le projet de règlement que représentait la Conférence de Madrid d'abord, puis les accords d'Oslo et la reconnaissance mutuelle entre l'OLP et le gouvernement d'Israël. Ce développement n'a pourtant pas réussi à les unir et leurs relations sont restées plutôt froides.

Si l'on examine de plus près les positions des deux mouvements, nous constatons rapidement un haut niveau de coïncidence. La position du Djihad islamique sur l'Etat d'Israël et son existence, par exemple, est conforme à celle du Hamas. Le Jihad islamique considère en effet que l'entité "juive sioniste établie sur la terre de Palestine, appelée Israël, est une entité guerrière et usurpatrice, fondée sur l'usurpation de la terre bénie, tuant et terrorisant son peuple, commettant des massacres, l'expulsant et le déportant par la force des armes. C'est une entité fautive et illégale, qui n'a ni la légitimité ni le droit à l'existence sur aucune partie de la terre de Palestine, ou une terre arabe ou musulmane ciblée pour son établissement²⁸¹". Parce que la Palestine "appartient à la nation islamique, à toutes ses générations, au peuple palestinien avec toutes ses composantes. Elle est la patrie de tous dont nulle génération, nul organisation ou individu, quel qu'il soit, n'a le droit d'abandonner ou céder un pouce, de décider de son sort au détriment de l'Islam et des Musulmans. Tout projet, programme, mesure ou arrangement politique, militant ou étatique, basé sur la fragmentation du peuple palestinien ou à l'exclusion d'une partie de celui-ci, est dépourvu de légitimité, ne représente le peuple palestinien ni n'exprime sa volonté²⁸²".

Les deux mouvements sont également d'accord sur la nature du conflit sur la terre de Palestine. Le Jihad islamique, comme le Hamas, considère qu'il ne s'agit pas seulement d'un conflit sur la terre, les richesses ou la position stratégique, mais d'un conflit global de civilisations (là, les positions des deux mouvements sont identiques)

²⁸¹ *Mouvement du Jihad islamique: bases et principes*, article 2, sans date.

²⁸² *Ibid.* article 1.

comprenant tous les aspects et les dimensions idéologiques, historiques, politiques, géographiques, économiques et stratégiques. C'est un conflit entre le bien et le mal, une lutte pour exister, pour un rôle dans la région et le monde, pour le passé, le présent et l'avenir. La Palestine n'est pas seulement la terre d'un peuple musulman déporté et opprimé, qu'il convient de secourir, elle est à l'heure actuelle, un pôle universel, le lieu d'affrontement entre la nation islamique historique et le projet colonial occidental dans lequel l'Etat juif sioniste constitue une forteresse qui menace et cible la nation dans son existence et toutes ses manifestations²⁸³".

Israël, dans un de ses aspects est "un phénomène idéologique juif aussi bien que colonialiste à rôle fonctionnel²⁸⁴. Par conséquent, la question de Palestine, avec son caractère sacré et religieux, son enracinement historique, ses dimensions et ses effets sur le présent, n'est pas la question du peuple palestinien seul, mais la question centrale de la nation arabe et islamique dans son ensemble. La libération de la Palestine de l'emprise du projet sioniste n'est alors pas la responsabilité du peuple palestinien seul. Elle est le devoir de tous les Arabes et les musulmans. Il est nécessaire de mobiliser toutes les énergies et les ressources intellectuelles, politiques, humaines et matérielles afin de contrer l'attaque centrale contre notre nation sur la terre de Palestine et d'œuvrer pour la libérer, confirmer et renforcer le lien entre le Jihad du peuple de Palestine et la lutte de la nation contre l'entité sioniste dans tous les domaines et sur tous les fronts²⁸⁵".

Les deux mouvements ont la même vision des Juifs. Ils font la distinction entre Juifs et sionistes. Le Djihad islamique, tout comme le Hamas, considère que le conflit avec les Juifs et la lutte contre eux en Palestine, n'est lié à leur judaïté. Les Juifs ont en effet vécu en pays d'Islam, en tant que gens du Livre, pendant des siècles, les meilleurs moments de leur histoire, comparativement à leur histoire tragique en Europe qui les a persécutés et les a jetés en Palestine. Les palestiniens leur sont hostiles et les combattent sur la terre de Palestine, parce qu'ils ont usurpé leur terre, fait couler leur sang, les ont expulsé de leur patrie et ont fondé, au nom des mythes d'une religion falsifiée, sur les ruines de leur patrie, un foyer national et une entité

²⁸³ *Ibid.*, article 3.

²⁸⁴ *Ibid.*, article 4.

²⁸⁵ *Ibid.*, article 5.

raciste²⁸⁶. Il n'est pas permis de se rendre, reconnaître ou admettre son existence comme un fait normal et légitime dans le tissu et la réalité de la région. Partant de l'appartenance à une religion unique, à une nation unique, il n'est pas permis aux Arabes et aux Musulmans de priver de leur soutien leurs frères de Palestine qui le leur ont demandé. Il est même de leur devoir religieux, juridique et humain d'aider le peuple palestinien et ses moudjahidines par tous les moyens de soutien matériel et moral pour les aider à tenir bon et à mener à bien l'obligation du jihad et du combat au nom de toute la nation²⁸⁷.

La ressemblance entre la vision des deux mouvements sur le règlement du conflit et la façon d'affronter l'occupant est encore plus importante. Le Djihad islamique affirme que c'est le Jihad et la Libération, et non les négociations et les compromis, qui sont la voie à suivre pour ramener les réfugiés palestiniens dans leur patrie, la Palestine. Par conséquent, le mouvement du Jihad islamique rejette les résolutions des Nations unies et le droit international qui légitiment l'existence de l'entité juive en Palestine. Il rejette donc l'Etat juif sur la terre de la Palestine historique, et défend le droit du peuple palestinien à libérer la patrie entière et à retourner sur ses terres, sa patrie et ses avoirs comme droit inaliénable ne pouvant tomber en désuétude avec le temps, que nul n'est autorisé à céder, négocier ou troquer à tout prix. Pour cela, le mouvement rejette toute résolution d'un État ou organisation remettant en cause ce droit, ou proposant d'en fournir une compensation pour se substituer au retour, comme c'est le cas de la résolution 194 de l'Organisation des Nations Unies²⁸⁸. Le mouvement du Djihad islamique rejette également "la réduction de la Palestine et la diminution du droit de notre peuple et de notre nation à l'ensemble de la Palestine, à travers la soi-disant "solution de deux Etats", sur la base de ce qui est appelé "programme intérimaire" de l'OLP puis la création d'un Etat palestinien indépendant dans les frontières des territoires occupés en 1967, à côté de l'Etat juif, puis la reconnaissance, la coexistence et la normalisation avec lui²⁸⁹".

Sur ce point, les deux mouvements diffèrent. Le mouvement Hamas ne rejette pas le principe de l'idée de deux Etats. Il accepte le principe d'un Etat palestinien

²⁸⁶ *Ibid.*, article 4.

²⁸⁷ *Ibid.*, article 5.

²⁸⁸ *Ibid.*, article 8.

²⁸⁹ *Ibid.*

indépendant dans les frontières du 4 juin 1967, mais refuse de reconnaître Israël. C'est à ce niveau que le mouvement du Jihad islamique semble plus clair et adopte une position sans équivoque. Il refuse en effet le principe de partage de la Palestine historique avec l'État d'Israël, et donc rejette la solution de deux Etats. Par conséquent, il reproche à l'OLP sa reconnaissance du droit d'Israël d'exister sur presque 80% de la terre de Palestine et la considère comme l'une des plus étranges et des plus dangereuses de l'histoire. Non seulement parce qu'il ne reconnaît pas l'usurpation sioniste, mais il refuse aussi que les palestiniens, les victimes, se renient en renonçant à leur Terre sainte, qui fait partie de leur foi, de leur existence et de leur être, mais aussi à une partie importante du peuple palestinien qui s'est accroché à ses terres occupées depuis 1948²⁹⁰.

Partant de ce qui précède, le mouvement du Jihad islamique considère que l'accord d'Oslo et l'engagement de la direction palestinienne officielle, représentée par l'OLP dans le processus de règlement, comme option unique pour le peuple palestinien, sont un tournant dangereux, voire même une chute tragique dans l'histoire du peuple palestinien et du conflit avec le projet sioniste, que ne peut justifier l'abandon arabe ou le déséquilibre des forces en faveur de l'Etat juif²⁹¹. Par conséquent, Oslo et la création de l'Autorité interviennent comme une déclaration de l'OLP de l'abandon du projet de libération nationale, et de l'objectif de la libération totale de la Palestine par la seule voie de la lutte armée, contrairement au consensus national depuis le début du conflit. Ainsi, la direction de l'OLP avait donné à l'entité sioniste accès à davantage de capitales arabes et internationales, elle avait reconnu son existence comme s'il s'agissait d'une entité naturelle dans la région. Elle a aussi contribué à plus de désengagement arabe de toute obligation envers la Palestine et la lutte pour sa libération. Elle s'est engagée, en partenariat avec l'ennemi sioniste, à rassembler les forces nationalistes et islamistes opposées à la voie du règlement, en particulier le Hamas et le Jihad islamique, et à imposer un fait accompli dans l'intérêt de l'occupation²⁹².

²⁹⁰ Interview avec le secrétaire général du Jihad islamique, *op. cit.*

²⁹¹ *Ibid.*

²⁹² *Jihad islamique: bases et principes, op. cit.*, article 8.

Le mouvement du Djihad islamique, tout comme le mouvement Hamas, considère que "ous les appels à la paix avec l'entité juive sioniste, usurpatrice de la terre des Arabes et des Musulmans de Palestine, constituent une insulte au droit et un manquement à la vérité, car la paix est incompatible avec la nature belliqueuse et raciste d'une entité fondée sur la force, l'oppression et le terrorisme qui assurent sa pérennité et sa supériorité. En conséquence, tous les projets de règlement, les accords et traités signés avec l'entité, tel l'accord de Camp David, Oslo et ses annexes, Wadi Araba et d'autres, fondés sur la reconnaissance de l'entité et de son droit d'exister sur la terre de la Palestine entière ou en partie, sont invalides et inacceptables, nul ne doit accepter ou respecter les obligations de concession et d'abandon en découlant... Parce que ces accords et traités ne font pas la paix avec les envahisseurs mais, en plus de ce qu'ils signifient, en termes d'abandon des droits, ils confisquent le droit des générations d'Arabes et de Musulmans au djihad et à la résistance pour libérer la terre et les lieux saints. Ils donnent à l'entité sioniste, à l'ombre de la loi de la jungle qui a permis sa création et son maintien, le droit à la légitime défense qui justifie la poursuite de son agression et ses crimes de guerre commis contre le peuple palestinien et la nation. Le Mouvement est convaincu que le seul moyen de recouvrer tous nos droits et notre patrie, la Palestine, est le rejet absolu de l'existence d'Israël, même si elle est acceptée par le monde entier, et la poursuite du djihad et de la résistance, sous toutes ses formes et autant qu'il le faut, jusqu'à la libération totale de la Palestine".

En ce qui concerne la position des deux mouvements par rapport à l'Organisation de libération de la Palestine, des différences et des contrastes apparaissent. Pour le mouvement du Jihad islamique, "la légitimité de toute instance ou organisme national palestinien et son aptitude à représenter le peuple palestinien, découle de son engagement et de sa fidélité au paramètres invariables de notre cause et notre droit plein et entier à notre patrie, la Palestine, et de son souci de réalisation de l'unité du peuple palestinien, toutes les classes, ses courants et ses forces, partout où il se trouve, sur la terre de la Palestine historique et dans la diaspora, et de persévérance pour atteindre les objectifs du peuple palestinien et de la nation de libération de l'ensemble de la Palestine et de ne pas en concéder un pouce. Ceci s'applique à toutes les institutions ou organismes qui se présentent comme représentant l'ensemble du peuple

palestinien, et en tête desquels l'OLP²⁹³". Par conséquent, reconnaître le droit du peuple et de la nation à la terre de toute la Palestine, et la nécessité et le besoin d'agir et de lutter pour la libérer des envahisseurs occupants, mais aussi reconnaître le droit du peuple et de la nation à Palestine, sans renonciation ni partage, sont la source et la mesure de la légitimité de tout organisme, personne, programme politique ou de lutte pour la Palestine qui toucheraient au constantes de notre cause, ou diminueraient de notre droit à notre pays, ne saurait servir de base à un consensus, ne peut être pris en considération, indépendamment du nombre de ceux qui l'approuvent ou le rejettent²⁹⁴. Le mouvement Hamas, lui, ne reconnaît pas l'OLP comme représentant unique et légitime du peuple palestinien, à moins qu'elle ne représente toutes les forces et les factions, y compris le Hamas et le Jihad islamique, d'une manière à satisfaire les deux parties. Plus précisément, une proportion qui satisfait le mouvement Hamas. C'est ce qui sera abordé plus en détail plus loin. La direction du Djihad islamique ne s'intéresse pas à la question de consensus sur ce sujet, parce que le consensus qui décide du sort et de l'avenir de la Palestine est le consensus de la nation entière²⁹⁵.

La Palestine, pour le mouvement du Jihad islamique, n'est pas la propriété d'un gouvernant ou d'un régime, quel que soit son poids et son importance. Elle n'appartient pas non plus aux seuls Palestiniens, à une génération de Palestiniens, mais appartient à la nation tout entière et à toutes les générations. En conséquence, on ne peut consulter le peuple palestinien, au moyen d'un référendum, sur n'importe quelle constante du conflit sur la Palestine ou sur le droit de la nation²⁹⁶. C'est là que le mouvement du Jihad islamique est en désaccord avec le Hamas qui avance l'idée d'un référendum comme un moyen de sortir de tout différend entre les forces et les factions. Il est disposé à accepter les résultats du référendum, même en désaccord avec le point de vue du mouvement, comme nous l'avons montré précédemment. Cependant, la question de la reconnaissance de l'OLP est suspendue en attendant la mise en œuvre de ce qui a été convenu par les factions palestiniennes lors de la réunion du Caire en 2005, et la tenue d'élections démocratiques pour le choix des membres du Conseil national, à l'intérieur et à l'étranger, dans la mesure du possible.

²⁹³ *Ibid.*, article 10.

²⁹⁴ *Ibid.*, article 11.

²⁹⁵ *Ibid.*, article 11.

²⁹⁶ *Ibid.*, article 11.

Il ne s'oppose donc pas à la reconnaissance de l'OLP à condition qu'il en fasse partie d'une façon qui reflète son poids sur la scène palestinienne.

Chapitre III

La position du Hamas par rapport à l'Autorité palestinienne et au système politique palestinien

- I. La position du Hamas vis-à-vis de l'OLP
- II. Les positions des forces islamistes et de gauche vis-à-vis de l'OLP, le point de vue comparatiste
- III. La position du mouvement Hamas vis-à-vis de l'Autorité nationale palestinienne
- IV. Le positionnement du Hamas concernant sa participation à l'Autorité palestinienne
- V. Le mouvement Hamas après les élections législatives de 1996
- VII. Le Hamas et l'Intifada Al-Aqsa en 2000
- VII. Le Hamas et les deuxièmes élections législatives de 2006
- VIII. Le coup d'Etat militaire du Hamas

Les systèmes politiques, administratifs et législatifs qui en découlent, les fonctions exercées en société, s'érigent et s'organisent seulement après que cette société ait fait un long chemin de développement et de stabilité. Ils ne durent dans le temps que si la société elle-même continue d'exister. Ils ne changent que sous l'effet d'une forte influence et des motivations d'ordre social, parce qu'ils sont le produit de la société, et en sont la manifestation de sa souveraineté sur elle-même. Ils donnent une indication sur le degré de son organisation et de sa réponse aux lois du développement politique. Un système politique inclut les autorités publiques et les règles qui les régissent, les partis et les groupes d'intérêt, en plus de la mobilisation, la participation et la représentation au moyen desquelles se règlent les rapports entre gouvernants et gouvernés. Par conséquent, un système politique ne peut être réduit à un simple système de gouvernement : présidentiel, parlementaire ou mixte. A côté de tout cela, il y a le système des partis politique et ce qu'il comprend de relations entre les organisations politiques et les lois. Ainsi, un système politique diffère de l'entité politique (l'Etat) qui jouit d'une souveraineté se traduisant par la capacité de légiférer et de modifier les législations, mais aussi du monopole de la légitimité d'acquiescer et d'utiliser la violence ; il a aussi des symboles de souveraineté (drapeau, hymne national, monnaie et passeport), parce que cette définition lie le système politique à l'Etat. C'est une définition qui découle de la définition traditionnelle des sciences politiques en tant que sciences de l'Etat. Tandis que les sciences politiques modernes dépassent les limites de l'Etat et deviennent les sciences de l'Autorité. Par conséquent, un système politique se définit comme un concept analytique davantage qu'un système institutionnel règlementé, comme pourrait le suggérer le terme système. Dans cette acception, « *l'Encyclopédie des sciences politiques* » définit un régime politique comme "un ensemble d'interactions et de rôles se chevauchant et se liant à la répartition autoritaire des valeurs, c'est à dire la distribution d'objets de valeur en vertu de décisions politiques contraignantes pour tous (David Easton), ou comprenant l'usage réel ou la menace de coercition, physiques et légitime afin de parvenir à l'intégration et l'adaptation de la société sur le plan interne et externe (Gabriel Almond), gravitent autour du pouvoir, l'autorité et la gouvernance (Robert Dole), ou relatives à la détermination des problèmes et à la mise en œuvre de décisions politiques²⁹⁷.

²⁹⁷ Encyclopédie des sciences politiques, vol 2, université du Kuwait, 1994, p. 514.

Un système politique se caractérise par sa pérennité et sa capacité d'adaptation en réagissant aux pressions extérieures, en règlementant sa propre conduite ou en modifiant sa structure interne et en modifiant, dans une certaine mesure, ses principaux objectifs politiques. La survie d'un système politique, en tant que méthode de répartition de l'autorité et des biens de valeur, est alors en jeu dans les situations critiques résultant d'une grande crise. Le système politique n'est donc pas statique, mais porte en lui la capacité d'auto-transformation en réponse aux défis émanant de l'ensemble de la société. Un système politique connaîtrait une instabilité due à l'une ou plusieurs des raisons suivantes :

- L'anéantissement de la légitimité du système dans son intégralité et donc de sa capacité à déterminer les défis auxquels il doit faire face. La légitimité est remise en question en cas d'absence de consensus national sur les règles régissant la concurrence politique.
- La difficulté à maintenir le monopole de la coercition au seul bénéfice des institutions de l'Etat, en cas d'apparition d'autres forces qui le concurrencent et lorsqu'il est incapable de réprimer des forces émergentes dans la société, parallèles à la puissance de l'Etat.
- La violation, par le pouvoir ou tout autre acteur politique, des règles juridiques régissant les relations entre les autorités publiques. C'est ce qui est arrivé lorsque le mouvement Hamas, en tant qu'acteur politique actif sur la scène palestinienne, a violé les règles juridiques et nationales qui régissent les rapports entre les composantes du système politique et s'est retourné contre la légitimité nationale palestinienne en Juillet 2007 pour arracher le pouvoir et le monopoliser dans la Bande de Gaza, créant une situation d'instabilité qui s'est manifesté par une division politique et géographique d'une patrie unique. Il a préparé un terrain fertile menaçant le système politique palestinien actuel et toutes ses réalisations. Il est à noter que la plupart des crises qui peuvent affecter un système politique sont: **une crise d'identité**, qui signifie un différend sur un système de valeurs et de symboles communs; **une crise de légitimité**, qui réfère au différend sur le thème des principes fondateurs du système politique; et **une crise de participation** comme différend sur la question de l'octroi de droits politiques et sociaux à l'ensemble de la population.

Le système politique palestinien actuel s'est constitué d'abord avec la création de l'OLP en 1964. La création de l'Autorité nationale palestinienne en 1994 a constitué l'entrée du système politique palestinien dans une seconde phase. Le système politique palestinien est donc formé de deux composantes clés : l'OLP, avec tous ses organes et institutions, et l'Autorité nationale et toutes ses institutions nationales auxquelles le mouvement Hamas souhaitait prendre part à partir de 2005, avec une décision qui a surpris beaucoup de monde. Quelle est donc la position du mouvement Hamas vis-à-vis du système politique palestinien?

I. La position du Hamas vis-à-vis de l'OLP

COUPER

Les relations avec l'OLP ont constitué l'un des principaux dilemmes rencontrés par le mouvement Hamas depuis sa création, en particulier parce qu'il représente un courant idéologique et politique totalement opposé à celui de l'OLP. Le Hamas est un mouvement palestinien particulier qui fait allégeance à Allah et pour lequel l'Islam est un mode de vie. Il est une des ailes des Frères musulmans en Palestine. Ses objectifs sont la libération de toute la Palestine et la création de l'Etat islamique sur son territoire qu'il considère comme une terre de waqf islamique à laquelle il est interdit d'y renoncer totalement ou en partie, comme stipulent les articles 27 et 28 de sa charte. En revanche, la Charte de l'OLP considère la terre de Palestine comme une terre arabe palestinienne, appartenant au peuple palestinien qui fait partie de la nation arabe. Cette différence de base des points de vue constituait le principal élément dans la formulation des relations entre les deux parties, en particulier du fait que le mouvement Hamas était face à trois options pour traiter avec l'OLP.

La première était de reconnaître l'OLP comme l'unique et légitime représentant du peuple palestinien, et leader de sa lutte nationale pour recouvrer ses droits et libérer la patrie de l'occupation israélienne. Elle impliquait d'intégrer les rangs de l'Organisation, avec ses institutions législatives - que représentent le Conseil national et le Conseil central - et exécutives que représentent le Comité exécutif et la Direction de l'organisation, dirigée d'abord par Ahmed Choukeiri, puis Yasser Arafat et Mahmoud Abbas depuis la mort d'Arafat en Novembre 2004. Agir au sein de l'organisation, la contrôler de l'intérieur et imposer son propre programme, sa volonté et sa gestion, et donc hériter du Fatah la direction de l'OLP.

La seconde option était de ne pas reconnaître l'OLP comme unique représentant légitime du peuple palestinien, dans un effort pour prendre sa place comme une alternative possible. Autant le Hamas n'a pas ouvertement déclaré cette tendance, autant c'était sa position implicite, exprimée plus clairement après la Conférence de Madrid et les accords d'Oslo en 1993 lorsqu'il commence à dire que "l'OLP ne représente ni le peuple palestinien ni ses aspirations". Il mène une offensive violente contre la Direction de l'OLP qui, selon le Hamas, abandonne les constantes nationales

du peuple palestinien²⁹⁸. Par la suite, la violence des attaques contre l'OLP s'est atténuée pour se diriger contre l'Autorité palestinienne, fondée en 1994.

La troisième option pour le Hamas peut être caractérisée comme un "état de tension et de relâchement". Il s'agit d'une option médiane entre les deux premières. Le Hamas reste à l'extérieur de l'organisation tout en ne se présentant pas ouvertement comme substitut à elle. Cependant, cette dernière option a été abandonnée pour "tenter d'entrer dans l'Organisation, avec conditions", à partir de 1990. Cette position, considérée comme étant une évolution par rapport à la précédente, est considérée comme une reconnaissance, avec des réserves émises par Hamas quant à l'OLP qui entraîne une position de réserve totale après 1993. Après cette date, le Hamas a ignoré la question de l'OLP, sauf dans certaines occasions, jusqu'en 2005, lors de la réunion du Caire, dont a résulté un document qui a fait l'unanimité de toutes les factions. Lors de cette réunion, l'OLP est reconnue comme le seul représentant légitime du peuple palestinien, avec l'approbation du mouvement Hamas et du Jihad islamique, à condition que ces deux mouvements y soient représentés.

Mais alors il est intéressant de voir de plus près comment la position du mouvement Hamas a évolué vis-à-vis de l'OLP. Depuis sa création en janvier 1988, peu après le début de la première Intifada, le mouvement Hamas a essayé d'avoir des relations particulières avec l'Organisation de libération de la Palestine, de manière à ce qu'il ne soit pas marginalisé. En effet, la reconnaissance de l'OLP par le mouvement Hamas, serait "comme se tirer une balle dans le pied et vouloir malgré tout courir après". Tandis que la deuxième option, la non reconnaissance de l'OLP, pourrait lui créer beaucoup de problèmes, le plus important serait que le mouvement Hamas se trouverait en conflit direct avec l'OLP, ce que le Hamas n'a jamais souhaité. De plus, ce faisant, il nierait toutes les réalisations de l'OLP au fil des ans, ce qui remettrait en cause son patriotisme aux yeux de beaucoup de gens. La troisième option, reposant sur l'état de tension et de relâchement, jusqu'à ce qu'une occasion de reconnaître l'OLP et y entrer se présente pour agir et réformer ses institutions. C'est l'option préférée du Hamas. Par conséquent, dans sa Charte, il indique qu'il "n'est un substitut pour personne", que l'OLP est une réalisation nationale qu'il convient de préserver, qu'il n'a

²⁹⁸ Al Haroub Khaled, « Hamas : pensée et pratiques politiques », op. cit., p. 100.

pas d'objection à entrer dans son cadre sur la base de l'engagement de l'OLP d'œuvrer pour libérer la Palestine et de ne pas reconnaître la légitimité de l'existence d'Israël²⁹⁹.

Le mouvement Hamas s'est exprimé dans sa charte en faveur du troisième choix: "l'OLP est très proche du mouvement de la résistance islamique ; dans ses rangs, il y a un père, un frère, un proche ou un ami. Un musulman peut-il s'éloigner de son père, son frère, son prochain ou son ami ? Notre patrie est une, notre problème est un, notre destin est commun et notre ennemi est commun³⁰⁰".

Ici, le mouvement Hamas laisse la porte ouverte à d'autres possibilités, en particulier à la possibilité d'entrer dans l'organisation et d'essayer de la contrôler et d'en prendre la direction au détriment du Fatah qui continue de prendre la tête de l'OLP, dirigée par Mahmoud Abbas, chef du Fatah. Le mouvement Hamas n'a jamais sous-estimé l'OLP. Il n'a pas non plus manqué d'estime à son égard, ni réduit son rôle dans le conflit israélo-arabe. Le Hamas, cependant, ne peut pas renoncer à l'islamité de la Palestine, maintenant ou à l'avenir, pour embrasser la laïcité. Pour lui, "l'islamité de la Palestine fait partie de la religion; renoncer à la religion, c'est se perdre. Le jour où l'OLP adopte l'Islam comme mode de vie, nous serons ses soldats et le feu qui brûlera ses ennemis. Jusque-là, et nous implorons Dieu que ce soit pour bientôt, la position du mouvement de la résistance islamique vis-à-vis de l'OLP est celle d'un père et son fils, d'un frère et son frère et d'un prochain de son prochain: il souffre de sa douleur, ne serait-ce que d'une épine dans le pied, il se range à ces côtés face aux ennemis et lui souhaite d'être sage et bien guidé³⁰¹".

De ce qui précède, apparaît une absence de position réelle et claire de la légitimité et de la représentation de l'OLP du peuple palestinien. Le mouvement Hamas propose qu'il "convient de faire la distinction entre l'OLP comme cadre national et comme orientation politique et structure déjà en place. L'OLP, en tant que cadre national accueillant toutes les composantes du peuple palestinien, quelques soient leurs orientations, et les menant vers la libération totale de la Palestine entière, comme stipulé dans la Charte nationale palestinienne, est reconnue de tous, y compris le

²⁹⁹ Brochure de présentation du Hamas, p. 6.

³⁰⁰ Charte du Hamas, article 27.

³⁰¹ *Ibid.*

mouvement de la résistance islamique. Alors que l'OLP en tant que courant politique qui déclare ouvertement sa disposition à reconnaître Israël en échange d'une autorisation à créer un État indépendant sur une partie de la terre de Palestine, est rejetée par le mouvement Hamas, sur la base de son idéologie³⁰².

Il apparaît donc, au vu de la charte du Hamas et de sa brochure de présentation, qu'il ne reconnaît pas clairement et explicitement l'OLP en tant que représentant unique et légitime du peuple palestinien. Sa position continue d'émettre des réserves bien qu'il déclare n'être le substitut pour personne, qu'il considère l'OLP comme une réalisation nationale qu'il convient de préserver et qu'il n'a pas d'objection à intégrer ses rangs à condition qu'elle s'engage à œuvrer pour libérer la Palestine et à ne pas reconnaître l'ennemi sioniste et donner la légitimité à son existence sur tout ou partie de la Palestine. Cette position était à l'origine des appels au Hamas à intégrer l'OLP. Cependant, en réponses à ces appels, le Hamas a émis des réserves et posé des conditions, craignant un défaut de représentativité et que son entrée dans l'OLP soit destinée à montrer l'OLP comme une organisation pluraliste, seulement dans la forme bien sûr, sans que le mouvement ait la possibilité d'influencer les décisions et les politiques de celle-ci. Ainsi le Hamas a posé des conditions impossibles pour son entrée dans l'OLP comme par exemple la non reconnaissance de l'existence d'Israël, mener un processus de réforme structurelle totale de l'OLP, faire en sorte que l'organisation englobe réellement et démocratiquement toutes les factions. Il a également demandé à être représenté à hauteur de 40 à 50 % du total des membres du Conseil national et des autres institutions³⁰³. Le Hamas a maintenu cette position, profitant de la détérioration continue de l'OLP et du déclin relatif de son rôle jusqu'à la tenue de la Conférence de Madrid en 1991 où la position du mouvement Hamas prend une nouvelle direction. En effet, il émet alors plus de réserves que par le passé quant à la représentation de l'OLP du peuple palestinien. Il laisse de côté la question de la reconnaissance de l'OLP comme représentant unique et légitime du peuple palestinien. Il déclare ainsi clairement que "la délégation qui négocie à Madrid n'a pas de légitimité". Plus tard, le Hamas refuse les décisions du Conseil national palestinien approuvant, à la session d'Alger en septembre 1991, la participation à la Conférence

³⁰² Brochure de présentation du Hamas, décembre 1993.

³⁰³ Al Haj Ahmed, « Le Hamas et l'OLP : rapports confus et piège des accords », site de Filisteen al Muslima : <http://www.fm-m.com/2007/Dec2007/story21.htm>

de Madrid. Le Hamas a tranché sa position ainsi : "Nous, au mouvement Hamas, considérons que le Conseil national palestinien, dans sa constitution actuelle, n'est pas compétent pour prendre une décision reflétant la conscience de notre peuple palestinien à ce moment critique de l'histoire de notre cause. Toute délégation formée sur la base de ces décisions est illégale et ne représente pas le peuple palestinien³⁰⁴".

La position du Hamas, vis-à-vis de l'OLP comme unique et légitime représentant du peuple palestinien, est restée inchangée à la réunion de Khartoum, entre le Fatah et le Hamas. Cette réunion a échoué en raison de l'intransigeance du Hamas et de sa persistance à refuser d'admettre cette légitimité. Plus tard, cette position a été justifiée par la signature des accords d'Oslo par l'OLP en 1993 et l'accord du Caire juste après. Le Hamas prend alors une nouvelle position, accusant la toute puissante direction de l'OLP d'abandon total, ce qui lui enlève presque toute légitimité³⁰⁵. La position du Hamas atteint son paroxysme lorsqu'il va jusqu'à déclarer que l'OLP ne représentait pas la totalité du peuple palestinien, que sa représentation du peuple palestinien était illégitime en raison de "l'abandon des constantes palestiniennes", selon le Hamas. Dans le passé, la légitimité de la représentation du peuple palestinien par l'OLP découlait de sa proximité des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et de la défense de ces droits. La légitimité n'a jamais été électorale, d'un choix normal d'un peuple de sa direction. Il reste que, en raison de la proximité passée de l'OLP et des grands objectifs nationaux du peuple palestinien et de sa lutte, par ailleurs appréciée, pour la libération et l'expulsion de l'occupation et le droit à l'autodétermination, il était acceptable de la considérer comme le seul représentant légitime. Maintenant qu'elle s'est définitivement écartée de ces objectifs, et les a totalement abandonnés en signant les accords d'Oslo, que de nouvelles forces ont apparues, dont les plus importantes sont islamistes, plus engagées et plus proches des objectifs nationaux, il devient déraisonnable de maintenir l'OLP et la légitimité de sa représentation, en particulier en ce qui concerne le groupe de personnes toutes puissantes qui la contrôlent. Il convient de rappeler l'absence de toute légitimité électorale, par la voie d'élections libres, démocratiques et représentatives, autrement, la situation serait toute différente³⁰⁶.

³⁰⁴ Communiqué n° 97, 7 octobre 1991.

³⁰⁵ Communiqué du Hamas après la signature de l'accord d'Oslo, « Gaza-Jéricho d'abord », 28 mars 1993.

³⁰⁶ Interview avec Dr Abou Marzouk, Amman, 28 avril 1995.

À la lumière de ce qui précède, le mouvement Hamas, se met après la conférence d'Oslo, à adopter des politiques nouvelles et claires dans ses rapports avec l'OLP. Il la considère comme l'un des cadres de l'action nationale palestinienne. Elle n'est pas "une entité nationale palestinienne" ou une patrie morale pour les Palestiniens, comme les partisans de l'OLP avaient l'habitude de la qualifier. Ce cadre n'est donc plus sacré, en sortir n'est pas sortir des rangs, d'autant plus qu'elle ne représentait pas tout le peuple palestinien, mais plutôt une catégorie spécifique³⁰⁷. En conséquence, les politiques du Hamas envers l'OLP deviennent de plus en plus claires et en rapport avec l'évolution du processus de paix avec Israël, surtout après la création de l'Autorité nationale palestinienne, et après la mise en place des institutions de cette autorité pour prendre en charge l'administration des territoires palestiniens évacués par la puissance occupante, d'autant plus que le rôle de l'OLP était en recul au bénéfice de l'Autorité nationale, fondée en 1994.

L'hostilité du mouvement Hamas contre l'Autorité nationale a commencé tout de suite après sa création. L'OLP ne fait plus désormais l'objet d'hostilités, sauf occasionnellement comme en 1996, lorsque le Conseil national a tenu sa 20^{ème} session à Gaza pour modifier les articles de la Charte nationale, incompatibles avec le processus de paix, en particulier ceux relatifs à la fin du conflit avec Israël et la non reconnaissance de ce dernier, ou encore ceux qui prévoient la destruction de l'État d'Israël et la libération de tout le territoire national de la Palestine historique. Il y a alors une Charte nouvelle qui prend en compte le processus de paix et les engagements palestiniens. C'est ce qui a été souligné lors de la convocation des membres du Conseil national en 1998, en présence de Bill Clinton, pour voter l'amendement de la Charte. Ce vote a eu lieu selon la volonté de la direction officielle de l'OLP et de l'Autorité nationale palestinienne, ce qui a compliqué davantage les relations avec le mouvement Hamas, qui considère désormais l'Autorité comme une extension naturelle de l'OLP, et son organe responsable de la mise en œuvre des Accords d'Oslo, et de la mise en œuvre des engagements pris par la direction de l'OLP vis-à-vis du gouvernement d'Israël, à Washington et au Caire plus tard. Le Hamas persiste donc à ne pas reconnaître l'OLP qui a signé les accords d'Oslo qu'il considère comme le plus dangereux des projets de règlement.

³⁰⁷ Etude de la pensée politique du Hamas, *op. cit.*, p. 276.

Le mouvement Hamas a considéré le projet d'accord "Gaza-Jéricho d'abord" - signé à Washington le 13 septembre 1993 entre Israël et la direction de l'OLP (et qui mentionne la reconnaissance mutuelle entre les deux parties) – et les accords ultérieurs, du Caire, de Taba et autres, comme des dangers qui ne proviennent pas seulement de la légitimité accordée à la souveraineté du sionisme sur toute la Palestine, la normalisation des relations sionistes-arabes, et le fait de lâcher du lest à l'hégémonie sioniste dans la région, mais aussi du consentement et de l'approbation d'une partie palestinienne, bien qu'elle ne représente pas véritablement le peuple palestinien. Cela signifierait la fermeture du dossier palestinien, la privation du peuple palestinien du droit de revendiquer ses droits légitimes, ou du recours aux moyens légitimes pour les recouvrer, ainsi que consacrer l'interdiction à la majorité du peuple palestinien de vivre sur sa terre et dans sa patrie et les résultats qui s'en suivront pourraient ne pas se limiter au peuple palestinien seul, mais le dépasseraient pour toucher les peuples arabes et musulmans³⁰⁸.

Cette position du Hamas, vis-à-vis de l'OLP, continuait de prévaloir sans toutefois être déclarée ouvertement. Les hostilités étaient focalisées contre l'Autorité nationale palestinienne établie par une décision du Conseil central palestinien lors de sa réunion des 10 et 12 octobre 1993 à Tunis. Le Comité exécutif de l'OLP était chargé de former un Conseil de l'Autorité nationale pour une période transitoire, d'un certain nombre de membres du Comité exécutif et un certain nombre de l'intérieur et de l'extérieur. M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif, serait le président du conseil d'administration de l'Autorité nationale. Ainsi, l'OLP reste la référence de l'Autorité nationale. Cette décision n'a pas plu au mouvement Hamas qui ne l'a pas acceptée parce que l'établissement de l'Autorité nationale palestinienne intervenait dans le cadre d'un règlement qu'il rejette. Il a donc refusé de reconnaître l'Autorité du début, puis il l'a acceptée comme un fait accompli sans pour autant coopérer avec elle, Il est resté en dehors du système politique, dans ces deux volets. Il a pris une position qui lui était hostile et a tout fait pour le handicaper et nuire à sa réputation³⁰⁹.

³⁰⁸ Site du Centre palestinien des médias proche du Hamas : <http://www.palestine-info.com/arabic/hamas/>

³⁰⁹ Ibrahim Abrach, « Confusion du concept et de la réalité du pluralisme du système politique palestinien : rapports confus entre l'OLP, l'Autorité et le Hamas », magazine arabe des sciences politiques, Centre d'études palestiniennes, Beyrouth, 2006, p. 119.

Dans sa position hostile à l'OLP et dans son refus de reconnaître la légitimité de la représentation du peuple palestinien, le Hamas a été aidé par l'ensemble des politiques pratiquées par l'Autorité Nationale et ses dirigeants influents qui ont cherché à renforcer l'influence de l'Autorité nationale palestinienne, localement et internationalement, au détriment de celle de l'OLP. Ils ont également cherché à la marginaliser et à réduire son rôle qui a commencé à régresser après la guerre du Golfe et les crises financière et politique qui l'ont accompagnées et puis avec la participation à la Conférence de Madrid, faisant partie d'une délégation commune palestino-jordanienne présidée par la Jordanie, et plus tard avec la signature des Accords d'Oslo et la création de l'Autorité qui a consacré la crise de l'OLP. D'autant qu'une partie de l'élite de l'OLP, dirigée par certains leaders du mouvement Fatah, a commencé à penser aux privilèges liés au pouvoir, au lieu de mener une réflexion sur le renouveau de l'OLP, le pouvoir représentant une opportunité d'enrichissement les indemnisant des années de privation plutôt qu'une étape dans la lutte pour achever le projet de libération nationale. La corruption et l'anarchie ont donc régné, les institutions de l'Autorité se sont ridées et, l'OLP et sa colonne vertébrale, le Fatah, ont perdu de leur aura. Le rôle de l'OLP a donc commencé à régresser au profit de l'Autorité nationale palestinienne.

Sur cette base, la politique du mouvement Hamas est restée hostile à l'OLP et à l'Autorité nationale palestinienne, surtout que le système politique palestinien connaît désormais des rapports ambigus et épineux entre ses deux composantes, l'OLP et l'Autorité palestinienne. Ce problème s'est aggravé avec le déclenchement de l'Intifada Al Aqsa le 26 septembre 2000, qui ne relève pas d'une action nationale palestinienne planifiée et contrôlée par le système politique palestinien, ou même ses adversaires. Ainsi, tous les Palestiniens ont essayé de se concentrer sur le slogan : maintien de l'Intifada, escalade de l'Intifada, chacun en fonction de son propre agenda, sans même une stratégie spécifique, que ce soit sur l'objectif, ou bien sur ce que la cause pourrait en gagner, ou même diriger et organiser les actions de l'Intifada. Ainsi, la stratégie palestinienne se caractérisait par des objectifs et des moyens nombreux adoptés par le soulèvement pour atteindre ses objectifs multiples et contrastés, voire contradictoires, chacun selon son propre agenda et ses propres objectifs. Certains ont appelé à une guerre populaire jusqu'à la libération totale de la Palestine, à ce que toute la Palestine, y compris les territoires de 1948, soit le théâtre de la lutte et de l'action

militaire, à considérer les civils israéliens comme des cibles légitimes, comme le voulaient le mouvement Hamas et son allié, le Jihad islamique. Certains ont réduit l'objectif du soulèvement à l'application des résolutions de l'ONU, d'autres voulaient s'en servir pour améliorer les conditions de négociation avec la partie israélienne³¹⁰.

Dans cette situation où les visions, les politiques et les stratégies sont multiples, le Hamas a cherché à se servir de l'Intifada pour reprendre sa place sur la scène palestinienne, se reconstruire et se renforcer selon une stratégie qui lui permettrait de se jeter sur l'Autorité et l'OLP, trouvant dans l'Intifada une justification de ses politiques non déclarées. Il s'est efforcé à reconstruire son aile militaire et toutes ses institutions pour qu'elles soient en mesure de remplacer celles de l'Autorité nationale palestinienne, le moment venu. Il s'est mis à mener plusieurs opérations militaires suicides d'envergure à l'intérieur de l'État d'Israël de manière à faire échouer les Accords d'Oslo et précipiter l'Autorité nationale qui défendait les accords signés avec le gouvernement d'Israël, en particulier les accords "de sécurité", sous le slogan de "Renforcement de l'Intifada", et d'encouragement de formules alternatives à l'OLP. Il a donc réussi, avec d'autres forces d'opposition, à renforcer sa présence sur la scène palestinienne et son rôle et sa place dans l'élaboration des politiques et les prises de décision palestinienne, surtout après le chaos sécuritaire qui régnait dans les territoires palestiniens. De plus, la corruption administrative et financière était sans précédent, l'occupation israélienne multipliait ses frappes militaires contre les services civils et de sécurité censés protéger les accords. C'est ainsi que l'occupation israélienne a contribué, d'une certaine manière, au renforcement du rôle du mouvement Hamas, au détriment du rôle de l'Autorité et de l'OLP.

Partant de leurs propres intérêts, nombreux et contradictoires, les forces d'opposition palestiniennes s'accordent à marginaliser le rôle de l'OLP, à encourager les formules de direction différentes, se servant de l'Intifada comme d'un baume pour les plaies de la Palestine et comme d'un moyen pour se débarrasser de l'occupation et des accords signés avec elle. L'Intifada est la pierre avec laquelle on fera plusieurs coups. Elle permettrait à l'opposition, dans les rangs de l'OLP et les forces alternatives, de renforcer leurs places et leurs rôles respectifs dans l'élaboration des politiques et la prise de décision palestinienne. La situation est restée inchangée jusqu'à ce qu'on ait

³¹⁰ Abrach Ibrahim, Ibid., p. 121.

commencé à parler de la corruption rampante dans les rangs de l'Autorité nationale palestinienne, de la nécessité de créer un poste de Premier ministre en 2003, de fusionner les services de sécurité afin de réduire leur nombre, de déterminer leur fonctions, de les réorganiser et de les attacher au gouvernement, et de restreindre les prérogatives du président de l'Autorité nationale palestinienne, surtout après le siège du président Yasser Arafat dans la Mouqat'a de Ramallah. Ce qui a incité certains à rappeler l'OLP et à parler de la nécessité de l'activer et de renforcer son rôle de leader et de référence du peuple palestinien, à l'intérieur comme à l'extérieur, qu'elle soit une référence pour l'Autorité nationale, en conformité avec la décision du Conseil central en 1993.

Après la formation du gouvernement palestinien, dirigé par le Premier ministre, le Comité exécutif de l'OLP, dont la légitimité était contestée en raison du décès de quatre de ses membres, de l'arrestation d'un cinquième et de l'abstention d'un sixième, a commencé à siéger. Certains considéraient que le quorum n'était pas atteint, ce qui a donné une grande importance aux appels à réactiver l'OLP et ses institutions. Toutefois, cette question n'était soulevée qu'occasionnellement. L'attention était plutôt focalisée sur les efforts pour l'activation de l'Intifada et la réforme globale de l'Autorité, en particulier des services de sécurité qui ont eu la part du lion des critiques acérées, au niveau local et international. Pour certains, ces critiques n'étaient pas justifiées, notamment les forces islamistes, qui reconnaissent l'OLP mais n'y sont pas représentées, et par les mouvements de gauche, représentés dans l'OLP, et pour lesquelles il fallait plutôt parler du rôle de l'OLP et de ses institutions. Cette situation a continué jusqu'à la mort du président Yasser Arafat en novembre 2004. Les responsabilités de direction et de référence sont alors réparties entre l'OLP et l'ANP, de sorte qu'il y ait un président de l'OLP, un autre de l'Autorité et un troisième du gouvernement pour une période transitoire jusqu'en janvier 2005.

Ce changement soudain, a remis sur le tapis, avec force, la question de l'OLP. On parle désormais de deux questions étroitement liées : activation et développement de l'OLP face à l'autre question, celle de la restructuration de l'OLP. Tous les Palestiniens s'accordaient sur la nécessité d'une entente sur la question de l'OLP. Une série de pourparlers a donc lieu, d'abord à Gaza et en Cisjordanie, puis au Caire en mars 2005 après les élections présidentielles. Le chef de l'OLP est celui de l'Autorité.

Les concertations nationales ont donné ce qui est connu sous le nom "**d'Accord du Caire**" qui a souligné la nécessité de l'activation et du développement de l'OLP, et non sa restructuration, comme le seul représentant légitime du peuple palestinien, et la formation d'un comité de pilotage composé du président du Conseil national, des membres du Comité exécutif, et des secrétaires généraux des factions, y compris du Hamas et du Jihad islamique et quelques factions basées à Damas, notamment le Front populaire - Commandement général et la Saiqa, en plus des huit factions représentées dans l'OLP, en tête desquelles le Fatah, et quelques personnalités nationales indépendantes. Ce comité de pilotage serait présidé par le Président du Comité exécutif de l'OLP, président de l'Autorité nationale palestinienne, jusqu'à ce que toutes les factions s'accordent sur la façon d'activer OLP par le dialogue comme le seul moyen d'interaction entre toutes les forces palestiniennes pour soutenir l'unité nationale palestinienne et la promouvoir.

Lors des pourparlers du Caire, les positions des forces islamistes, qui ne reconnaissent pas l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien, se sont révélées. Elles ont réclamé sa restructuration politique, administrative et organisationnelle, pour la reconnaître comme seule représentante légitime du peuple palestinien. Toutes les forces devaient être représentées en fonction de leurs tailles respectives. La charte de l'OLP devait être réécrite dans un esprit islamique, sur la base de la libération de tout le sol palestinien. Cependant, à la suite des dialogues palestiniens intensifs, il a été convenu d'activer l'OLP et faire tout ce qui serait nécessaire pour reconstituer le Conseil national par la tenue d'élections directes, libres et équitables dans les régions où les Palestiniens se trouvent, et s'entendre sur la nomination de membres du Conseil national dans les régions où les élections ne peuvent avoir lieu. L'absence de mise en œuvre de ce qui a été convenu au Caire a fait de la question l'OLP un des principaux sujets de controverse, mais celle-ci n'est pas une priorité par rapport à la réorganisation de l'Autorité, l'Intifada, l'organisation d'élections locales et législatives, ou faire face à l'occupation israélienne et ses forces militaires - qui mènent des incursions répétées dans les territoires de l'Autorité – ou encore rediscuter la loi électorale.

Il est à noter que les interlocuteurs étaient convenus au Caire que l'OLP serait responsable du dossier des négociations avec Israël, et de la conclusion d'accords avec

elle, sous réserve que de tels accords soient ratifiés par les organes nationaux palestiniens, en particulier le nouveau Conseil national palestinien, une fois reconstitué, via des élections et/ou par nomination. Tout accord conclu entre les parties palestinienne et israélienne devrait être soumis à un référendum. Ce faisant, toutes les forces palestiniennes, y compris les mouvements Hamas et Jihad islamique et les factions basées à Damas, donnent délégation au président Mahmoud Abbas pour négocier au nom du peuple palestinien et soumettre tout accord à l'approbation de tous, selon la formule proposée ci-dessus. Sauf que cette entente a fait l'objet de différends entre les factions palestiniennes à la suite des élections locales et législatives et leurs résultats qui ont renforcé la position du Hamas. En effet, le Hamas avait remporté la majorité de sièges au deuxième Conseil législatif en janvier 2006. Ces élections ont imposé une nouvelle situation renforçant le point de vue du mouvement Hamas qui exige désormais la refonte de l'OLP sur des bases nouvelles, politiquement, administrativement et du point de vue organisationnel³¹¹.

³¹¹ Hamdan Ossama, « Reconstruire l'OLP : point de vue du Hamas », in : *OLP, évaluation et reconstruction*, Centre Zaïtouna d'études et de conseils, Beyrouth, 2007, p. 187-191.

II. Les positions des forces islamistes et de gauche vis-à-vis de l'OLP, le point de vue comparatiste

Les positions des principales forces sur la scène palestinienne vis-à-vis de l'OLP sont l'objet de l'analyse qui suit, en gardant en perspective la comparaison avec les positions du Mouvement Hamas. Les positions du Djihad islamique et du Front Populaire et de démocratique de Libération de la Palestine seront les deux principales forces considérées. Les positions des islamistes palestiniens vis-à-vis de l'OLP ont toujours oscillé entre trois points de vue :

1/ Un rejet absolu, fondé sur la qualification de l'OLP comme païenne et mécréante, tout comme n'importe quel autre régime arabe ne gouvernant pas selon les préceptes de l'Islam. C'est fondamentalement la position de certains groupes et forces islamistes non inclus dans les appels à s'engager dans l'OLP, parce qu'ils ne figurent pas sur la carte du jihad ou de la lutte armée du peuple palestinien.

2/ Une attitude de rejet plus modéré, non absolu, qui laisse la porte entrouverte à l'acceptation de l'engagement dans l'OLP sous conditions relatives d'une part à l'identité de l'organisation, à son programme politique et à son rôle dans la lutte d'une et d'autre part, au sujet de la place qui serait donnée à la faction islamiste qui se joindrait à l'OLP. C'est la position du mouvement Hamas qui a entamé, depuis la première Intifada, des pourparlers avec l'OLP pour discuter de cette question. Ces pourparlers n'avaient abouti à aucun accord sur le programme ni sur la part dans la représentation.

3/ Une attitude de rejet non absolu qui laisse la porte entrouverte à l'acceptation, sous conditions relatives à l'identité de l'OLP, à son programme politique et à son rôle dans la lutte, sans prêter attention à la question des parts ou de représentation, considérant qu'elles ne sont pas le principal déterminant prioritaire dans la décision d'entrer ou non dans l'OLP. C'est la position du mouvement du Jihad islamique en Palestine³¹².

Concernant l'entrée dans l'OLP, son identité, son programme politique et son rôle dans la lutte, les positions du mouvement Hamas et du Jihad islamique sont identiques. Leurs positions de la représentation ou de leurs part au sein de l'organisation divergent, le Jihad islamique n'accordant aucune importance à ce sujet,

³¹² Abou Taha Anwar, Reconstruire l'OLP, vision du Jihad islamique, *op. cit.* p. 211-218.

d'autant plus qu'il faut mettre l'accent sur le point de vue idéologique pour juger l'OLP. Il considère que la religion musulmane n'autorise pas les islamistes à s'y engager. Ceci s'explique principalement par l'absence de rôle de l'islamisme dans la lutte nationale palestinienne depuis le début de la résistance palestinienne contemporaine. D'où la stigmatisation de l'OLP comme laïque, et donc contraire à l'Islam, comme remède qui soulage la conscience islamique, "absent du champ d'action, et justification de son éloignement du champ du jihad et de la résistance"³¹³.

Par conséquent, penser sérieusement à entrer dans l'OLP, pour le Hamas et le Jihad islamique, est "l'expression d'un besoin et d'une nécessité pour la lutte nationale" mais sans transiger sur les principes fondamentaux et les programmes politiques, opposés à ceux de l'OLP, de ces deux factions qui appellent à la rédaction d'une nouvelle charte qui prendrait en compte la dimension islamique de la cause palestinienne et à "reconsidérer le programme politique de l'OLP de sorte à le débarrasser du "règlement" déjà mis en œuvre par l'Autorité". De plus, il faut séparer cette Autorité de l'OLP, "non seulement en terme de direction, mais aussi de toute sorte d'interactions, de sorte que l'Autorité ait un mandat spécifique, qui ne fait d'ailleurs pas l'unanimité. En tout état de cause, l'OLP devrait contrôler l'Autorité et ne surtout pas être l'un de ses organes"³¹⁴.

Le Front Populaire de Libération de la Palestine a exprimé sa position à l'égard de l'OLP en disant que cette question est "une des plus sensibles qui nécessite beaucoup de pondération, de pragmatisme et de responsabilité". Il convient d'aborder cette question en partant "de la réalité actuelle et non de ce qui est souhaité, conformément à la logique politique qui exige de demander ce qui doit être sans oublier ce qui est, afin de ne pas glisser dans une situation de ce qui devrait être malgré ce qui est". Ainsi, le FPLP confirme que "malgré toutes les erreurs faites durant l'expérience de l'OLP, sa Charte et son programme jouissent d'un consensus national et elle constitue un cadre national. Elle, l'OLP, par les luttes du peuple palestinien et de ses forces organisées, a réussi à s'imposer comme représentant politique, comme cadre juridique

313 Abou Taha Anwar, *Ibid.*, p 212.

314 Abou Taha Anwar, *Ibid.*, p. 214

et institutionnel de l'unité du peuple et de son identité. Elle a donc gagné une légitimité arabe et internationale reconnue. Elle exprime matériellement et moralement les intérêts nationaux supérieurs du peuple palestinien. Elle n'est pas un simple cadre pour rassembler des forces politiques³¹⁵".

Dans le cadre de son analyse de l'expérience de l'OLP, le FPLP réaffirme un certain nombre de faits³¹⁶ : la politique défectueuse suivie par la principale force dominante a transformé l'OLP en un simple cadre garantissant la légitimité de sa politique, tendant à remplir les conditions et les exigences d'Israël qui cherche à liquider le rôle et la fonction de l'OLP. L'unité est devenue, dans l'OLP, synonyme de fusion et non de diversité. La majorité a remplacé l'unanimité; le front national est passé d'une phase de libération nationale à une situation de coexistence et d'unilatéralisme.

La caractéristique principale de l'opposition, à quelques exceptions près, était la discipline, consciemment ou non. L'opposition a considéré l'OLP comme un cadre pour organiser l'action et les relations entre les factions. Les différends se sont ainsi limités aux questions de quotas et de clientélisme, en l'absence de discours commun.

Les forces palestiniennes de gauche vivent dans un état de confusion et de crise, et leurs rôles ne dépassent guère le lancement d'appels et la proposition de quelques initiatives pour réformer l'OLP. En cas de différend, elles se contentaient de faire entendre leurs voix lorsqu'il s'agissait de prendre des positions politiques, mais négligeaient la bataille pour la démocratie dans la structure de l'OLP, comme garantie pour atteindre un objectif politique. Elles ont ainsi perdu sur les deux plans, politique et institutionnel.

Après cette analyse critique du FPLP de l'état actuel de l'OLP, il affirme que "la question nécessite un renouvellement de la structure de l'Organisation, donc transformer l'ancien système en un nouveau" sachant qu'entre ancien et nouveau, trois dimensions des différends inter-palestiniens apparaissent³¹⁷:

315 Abdel Aal Marwan, «OLP, réalités et perspectives, visions du FPLP» in Organisation de Libération de la Palestine, *op. cit.*, p. 203, 204

316 Abdel Aal Marwan, *Ibid.*, p. 204-205

La première: une acceptation rapide et hâtive de la condition israélienne de modifier la charte de l'OLP mettant ainsi fin à son mandat, et une tentative de remplacement de l'OLP par l'Autorité nationale palestinienne, l'un de ses organes.

La seconde dimension: un réveil tardif des dirigeants au pouvoir après la défaite aux élections de 2006. Ils replongent dans l'ancien état d'esprit individuel en parlant de l'activation de l'OLP dans un cadre étroit, au service d'une politique spécifique relative aux bouleversements du système politique palestinien.

En enfin la troisième: la position des forces islamistes de l'OLP, l'état de confusion entre la direction de l'OLP et la structure, le programme et l'identité de celle-ci, montrent, pour la première fois, que l'OLP n'est pas reconnue comme le représentant unique et légitime du peuple palestinien, surtout après la victoire retentissante du Hamas aux élections législatives, ce qui remet sur table la question de séparation entre l'OLP et l'Autorité. Reconnaître l'OLP est ainsi conditionné par la remise en cause de sa composition, c'est-à-dire partir de ce qui devrait être, non de ce qui est.

Sur la base de ce qui précède, il apparaît que le Front populaire a déterminé sa position de l'OLP en "se rangeant à ses côtés en tant qu'entité appartenant au peuple palestinien". L'OLP reste donc une expression du sens et des implications de l'unité du peuple palestinien qui, au demeurant, reste un champ de confrontation entre les forces politiques, sans aller jusqu'à porter préjudice à son existence comme cadre juridique et institutionnel. Il considère que l'OLP n'appartient pas à un individu ou à une faction, elle appartient au peuple palestinien³¹⁸. Le Front populaire rejette donc l'option de retrait de l'OLP, la mise en place d'un substitut, ou bien laisser les choses comme elles sont, surtout depuis que l'Accord du Caire a mis fin à la question d'alternative à l'OLP et que toutes les factions la reconnaissent désormais comme unique représentant légitime du peuple palestinien. Par conséquent, la force de l'OLP réside dans sa réactivation et dans le renforcement de son rôle de leader et de référence sur des bases de démocratie, de pluralité et d'unité collective de partenariat et de représentation réelle des forces et des énergies du peuple palestinien, toutes ses classes et catégories sociales, idéologiques et politiques.

317 Abdel Aal Marwan, *Ibid.*, p. 206-207

318 Abdel Aal Marwan, *Ibid.*, p. 207

Ainsi, il est possible de résumer la position vis-à-vis de l'OLP, après l'Accord du Caire, reconnue par tous les Palestiniens comme le seul représentant légitime du peuple palestinien : elle est l'entité morale et politique du peuple, mais aussi un cadre large incluant de toutes les forces palestiniennes. Elle est donc la référence de l'Autorité nationale palestinienne, responsable du dossier des négociations avec Israël. Le rôle de l'Autorité se limite, en revanche, aux services, à l'administration et au développement qui intéressent le peuple palestinien en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Il y a aussi unanimité parmi les Palestiniens sur la nécessité de l'activation de l'OLP et l'implication de toutes les forces pour que tous les Palestiniens aient une représentation unique, indépendamment des opinions et des attitudes des différents courants politiques et idéologiques, de sorte que les différends soient réglés au sein de l'institution et soient surmontés par le dialogue démocratique et le travail institutionnel afin de consolider le processus de réformes politiques, institutionnel, administratives et financières du système politique palestinienne dans ces deux composantes (l'OLP et l'Autorité palestinienne).

Pour mettre en œuvre les réformes prévues, les forces et les factions palestiniennes ont commencé des réunions de préparation des élections législatives et de poursuite des élections locales. Les deuxièmes élections législatives de janvier 2006 ont constitué un véritable séisme politique inattendu. En effet, le Hamas a remporté 56 % des voix représentant 76 sièges sur les 132. Le Fatah, lui, n'a remporté que 34% des voix représentant 45 sièges. Les 10 % restant étaient réparties entre les forces de gauche et les indépendants. Cette nouvelle situation a relancé l'ancien différend. D'abord la vision du mouvement Hamas qui considère que les résultats des élections législatives lui ont accordé le mandat politique du peuple palestinien, refusant de reconnaître l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple palestinien pour ainsi se retourner contre la légitimité nationale palestinienne, et, pour couronner le tout, décide du coup d'Etat militaire de Juin 2007, entamant un conflit sanglant et une division politique et géographique de la Palestine, de l'Etat indépendant recherché, et détruisant l'unité du système politique palestinien créant un vide et un conflit continu. Le mouvement Hamas remplace donc l'OLP par l'Autorité en se servant des résultats des élections législatives et municipales d'une part, et le fait accompli imposé par la force des armes au peuple palestinien d'autre part.

Dans cette situation de division géographique et politique et de polarisation extrême, parler de l'activation de l'OLP ou de sa reconstruction est désormais conditionnée par un accord sur la fin de l'état de division, en mettant fin au coup d'Etat militaire perpétré par le Hamas et à toutes ses répercussions politiques, administrative, institutionnelles, économiques... En réaction au coup d'Etat militaire du Hamas, le Fatah, principale force dominante dans l'OLP, a convoqué plusieurs fois le Conseil central palestinien et a tenu une session extraordinaire du Conseil national à Ramallah. Il a remplacé les membres décédés du Comité exécutif de manière à atteindre le quorum du Comité exécutif de l'OLP dans lequel sont représentées toutes les forces politiques, à l'exception du mouvement Hamas et du Jihad islamique et de leurs alliés de Damas, le Commandement général et la Saïqa.

En conclusion, il semble qu'il n'y a pas d'accord véritable entre les forces représentées dans l'OLP et le courant islamiste, représenté par le Hamas et le Jihad islamique et leurs alliés de Damas, sur la représentation de l'OLP du peuple palestinien où qu'il se trouve. Les accords et les documents signés par le Mouvement Hamas sur la légitimité de cette représentation - que ce soient l'Accord du Caire ou le document de consensus national ou encore l'accord de La Mecque - ne sont que tactiques, surtout qu'il a exprimé, à plusieurs reprises, sa volonté d'entrer dans l'organisation, sous certaines conditions, dont la reconstruction de l'OLP en tenant compte de l'émergence du Hamas et de l'accroissement de son rôle, de sa popularité, l'ampleur de son influence qui a doublé, selon lui, et le mandat accordée par le peuple lors des dernières élections législatives tenues le 25 Janvier 2006³¹⁹. C'est donc lui que le peuple palestinien a mandaté pour le représenter, et non l'OLP dont la représentativité a reculé à la suite de la création de l'Autorité et à l'émergence du Hamas. Pour que l'OLP représente le peuple palestinien, elle doit être reconstruite politiquement et institutionnellement, il faut rédiger une nouvelle Charte dans l'esprit de l'Islam, sur la base de l'établissement d'un Etat palestiniens sur le sol palestinien tout entier, avec Jérusalem pour capitale, le retour des réfugiés palestiniens dans leurs terres et leurs maisons, après la libération de toutes les terres palestiniennes³²⁰. La position du Jihad islamique est identique à

319 Hamdan Ossama, *op. cit.*, p. 188

320 Hamdan Ossama, *op. cit.*, p. 189

celle du Hamas sans toutefois se préoccuper de la question de part dans la représentation dans les institutions de l'OLP, à la différence du mouvement Hamas qui ne réclame pas moins de 40% des membres du Conseil national et des autres organes : le Conseil central et le Comité exécutif.

Le Fatah, quant à lui, considère « nécessaire l'activation et le développement de l'OLP », il se dit prêt à aller de l'avant dans la réforme, conformément à l'Accord du Caire et aux accords ultérieurs. Il encourage le principe d'élection des membres du Conseil national, dans la mesure du possible, la participation des mouvements Hamas et Jihad islamique dans l'OLP et appelle à la restructuration du Conseil national, comme convenu par toutes les factions engagées dans les pourparlers du Caire. Cependant, tout cela reste en sursis, jusqu'à ce que le Hamas reviennent sur son coup d'Etat à Gaza. C'est seulement après que démarrera un dialogue national généralisé: la question de l'OLP sera alors parmi les premières à soulever. Les positions des autres forces, le FPLP et le FDLP en particulier, partent de la réalité sur le terrain et non de ce qui est souhaité. Ils voient en l'OLP « l'expression matérielle et morale des intérêts nationaux supérieurs du peuple palestinien, et non un simple cadre rassemblant des forces politiques ». Par sa Charte et son programme de consensus national, l'OLP représente un cadre national palestinien rassembleur qui a réussi, grâce aux luttes du peuple palestinien et de ses forces organisées, à s'imposer comme l'expression politique, juridique et institutionnelle de l'unité du peuple, de son existence et de son identité, à acquérir une reconnaissance arabes et internationales³²¹. Devant l'ampleur du différend sur la question de l'OLP et ce qu'il convient de faire - réactivation, développement ou reconstruction - le Front populaire propose un point de vue critique faisant la distinction entre "l'OLP en tant qu'identité, programme ou institution d'une part et la direction de l'OLP d'autre part"³²².

Ainsi, sur la question de l'OLP et l'attitude qu'il convient d'adopter à son égard, trois tendances apparaissent :

321 Abdel Al Marwan, *op. cit.*, 204

322 Abdel Al Marwan, *op. cit.*, 206

D'abord l'attitude du mouvement Fatah, qui tend à contrôler l'OLP et à monopoliser les décisions, à exclure les autres forces de l'élaboration des politiques, à marginaliser les factions et les personnalités nationales siégeant dans l'OLP, à tel point que l'OLP elle-même s'est trouvée marginalisée, voire exclue de l'exercice de son rôle de leader de référence et de représentation du peuple palestinien. Ainsi, l'Autorité nationale palestinienne s'est substituée aux institutions de l'OLP, le Fatah s'est servi de l'Autorité contre l'OLP puis, plus tard, de l'OLP contre l'Autorité. De plus, le Fatah a montré une hésitation justifiée, dans une certaine mesure, à l'égard de l'implication des mouvements Hamas et Jihad islamique dans l'organisation, craignant que de nouveaux équilibres ne soient défavorables à la faction hégémonique au pouvoir, celle qui décide de tout. Le Fatah a également rejeté toute réforme démocratique fondamentale et effective pour débarrasser l'OLP de ses rides et de ses rigidités empêchant de la sorte toute mesure de réactivation et de développement de son rôle de leader et de représentant du peuple palestinien, lui permettant de redéfinir les politiques nationales, de réorganiser les prises de décision en impliquant toutes les forces et les factions palestiniennes opérant sur la scène palestinienne.

La deuxième tendance est représentée par les positions du mouvement Hamas et du Jihad islamique, avec les différences les caractérisant, mentionnées plus haut. Ils adoptent tous deux des positions manifestement opposées à l'OLP essayant de la délégitimer, en particulier le Hamas, tout en refusant de reconnaître sa représentation du peuple palestinien, lui reprochant une politique défaitiste et d'aliénation. L'OLP est considérée comme une organisation de "justification" et non pas de "libération", accusée de renonciation aux droits historiques nationaux du peuple palestinien en adoptant un programme intérimaire sur la base du droit à l'autodétermination, de la création d'un Etat indépendant et du droit au retour des réfugiés, conformément à la résolution 194 des Nations unies, ce que le Hamas considère comme une renonciation à la libération de tous les territoires palestiniens, ce qui signifie la destruction et la fin de l'État d'Israël. Cependant, il voit le programme de l'OLP comme une renonciation seulement si 40% des sièges du Conseil national et des autres institutions lui sont accordés. Aussi longtemps que le Hamas reste en dehors de l'organisation, celle-ci ne représente pas le peuple palestinien, mais lorsqu'il obtient ce qu'il réclame, et entre à l'OLP, elle devient l'unique représentant légitime du peuple palestinien, sans se soucier des implications

de sa position sur le plan national, régional et international, l'important étant comment se partager avec le mouvement Fatah des parts égales de la direction palestinienne.

Le mouvement Hamas avait déjà exprimé sa position précédente, dans une lettre adressée au Conseil national palestinien en avril 1990. Il s'attache davantage au contenu de cette lettre après les deuxièmes élections législatives en 2006, d'autant plus que les résultats de ces élections ont conforté la position du Hamas et son droit d'exiger ce qu'il demandait, de sorte que si ses demandes étaient prises en considération, il pourrait considérer positivement la question de la participation à l'OLP et toutes ses institutions dans le cas où les conditions suivantes seraient remplies³²³. Premièrement : considérer la Palestine, de la mer à la rivière, et du Néguev à Ras Al Nakoura comme une unité indivisible et un droit du peuple palestinien.

Deuxièmement : refuser de céder toute partie de la terre de Palestine, refuser de considérer l'entité juive comme une entité légale et reconnue, sous quelque condition que ce soit, rejeter toutes les résolutions internationales qui portent atteinte au droit du peuple palestinien à toutes ses terres, y compris les résolutions 181, 242 et 338. Troisièmement: insister sur l'option militaire, considérer le Jihad comme la bonne voie pour la libération de la Palestine et l'achèvement de l'indépendance.

Quatrièmement : considérer la question de la Palestine comme celle de la nation arabe dans son ensemble qui doit faire ce qui est nécessaire et assumer son rôle dans la libération.

Cinquièmement: insister sur l'importance de la poursuite de l'Intifada, son développement et son escalade, et soutenir le peuple pour tenir face à l'occupation.

Sixièmement: représenter le Hamas au Conseil national avec un nombre de représentant équivalent à son poids sur le terrain, de 40 à 50% du total des membres du Conseil national palestinien.

Septièmement: que le mouvement du Hamas obtienne un droit proportionnel à sa taille et à son poids dans toutes les institutions et dans tous les organes de l'OLP.

Huitièmement: renoncer à toutes les retraites, les concessions et les reconnaissances contraires aux droits et aux aspirations et sacrifices du peuple palestinien, les

³²³ Lettre du Hamas au Conseil national palestinien, avril 1990.

dernières en date étant les décisions de la dix-neuvième session en Algérie en Novembre 1988.

Qui suivrait les positions du mouvement Hamas découvrirait que l'essentiel de ce qui était fixé dans la lettre, reste encore valide, en particulier la partie relative à la part de la représentation numérique dans les institutions de l'Organisation. Il y trouverait un changement relatif de sa position tactique vis-à-vis de la question de l'Etat palestinien indépendant sur les frontières du 4 juin 1967: le Hamas accepte en effet la création d'un État dans ces limites géographiques à conditions de ne pas reconnaître Israël, ou de confisquer le droit des générations ultérieures de revendiquer le droit e libérer l'ensemble du sol national palestinien.

La caractéristique principale, avec quelques exceptions, des positions des forces de la gauche palestinienne représentant une troisième tendance sur la scène palestinienne, était la discipline, consciemment ou inconsciemment, et le respect des règles du jeu de l'OLP. Elles considéraient, et continuent de considérer, l'OLP comme un cadre pour organiser l'action des factions et leurs relations les unes avec les autres. Elles refusaient donc le système de quotas et de clientélisme, et l'absence de discours unifié qui peuvent s'exprimer dans deux directions : la première tirant dans le sens de la survie et de la continuité dans l'OLP, indépendamment de son influence sur la prise de décision et l'élaboration des politiques, et une deuxième poussant vers l'exclusion et l'hostilité, parfois en parlant d'une réforme de l'intérieur et souvent d'une réforme de l'extérieur. Lorsque cela s'avère impossible, on revient à la réforme de l'intérieur. Cette oscillation a permis au Fatah de prendre le contrôle de l'OLP et d'y imposer son hégémonie sans rencontrer de résistance. Par conséquent, les forces de la gauche palestinienne vivent une situation de confusion, d'ambiguïté et de trouble, leur rôle se limite à lancer des appels, à profiter de certaines situations et à présenter, de temps en temps, des initiatives de réforme de l'Organisation de libération de la Palestine. En plein milieu du conflit, elles se sont contentées du minimum pour avoir un dénominateur commun avec la toute puissante direction de l'OLP ainsi que les autres forces au sein de l'OLP. Dans tous les cas, elles sont perdantes sur les plans politique et institutionnel. Elles ont perdu toute influence dans l'élaboration des politiques et les prises de décision. Elles sont désormais à la marge de l'action de l'OLP. Cette

marginalisation s'est accentuée avec l'aggravation du processus de polarisation entre les principaux rivaux, plus souvent en désaccord avec les deux, sans pour autant avoir une vision claire et unique, pouvant servir de base pour une stratégie nationale de rassemblement de tous les Palestiniens. Elles sont pourtant bien placées pour fournir une telle vision, dans l'état de polarisation aigüe et de conflit sanglant entre les pôles que représentent le Fatah et Hamas. La gauche attend son heure, mais pour quand ?

III. La position du mouvement Hamas vis-à-vis de l'Autorité nationale palestinienne

La position du mouvement Hamas vis-à-vis de l'Autorité nationale palestinienne repose sur sa position vis-à-vis des Accords d'Oslo, signés à la Maison Blanche le 13 septembre 1993, l'Autorité étant le fruit de ces accords. Le Hamas considère ces accords comme le plus dangereux des projets de règlement proposés. Il est donc totalement inacceptable pour plusieurs raisons, dont sept notamment³²⁴ :

1. Les accords sont injustes, nuisent au peuple palestinien et ne répondent pas à ses aspirations.
2. Ils récompensent l'agresseur et reconnaissent son droit à ce qu'il a usurpé à d'autres.
3. Les accords n'évoquent pas les questions essentielles du conflit : les réfugiés, les frontières, les passages, Jérusalem et les colonies.
4. Ils libèrent les Israéliens, en tant que puissance occupante, des conséquences juridiques, politiques et morales de l'occupation.
5. De tels accords encouragent de nombreux pays arabes et islamiques à normaliser leurs relations avec Israël.
6. La signature des accords par l'OLP n'engagent pas le mouvement Hamas qui ne reconnaît pas l'OLP comme unique représentant légitime du peuple palestinien, le mouvement ne faisant pas partie de cette organisation.
7. La religion musulmane interdit au mouvement Hamas de reconnaître des accords qui cèdent 78% de la Palestine historique, une terre de waqf dont nul ne peut disposer.

Partant de cette position de rejet des accords d'Oslo, le mouvement Hamas refuse et combat l'Autorité palestinienne en accélérant le rythme de son action militaire contre les Israéliens. Il a veillé à ce que son programme politique se détache nettement de celui de l'OLP basé sur un compromis avec Israël. Il a également cherché à obtenir un soutien populaire palestinien et arabe en faveur de son rejet catégorique des accords d'Oslo et de leurs suites, dont la création de l'Autorité nationale palestinienne. Pour y parvenir, le mouvement Hamas procède de deux manières: d'abord en boycottant

³²⁴ *Ibid.*, p 27.

l'Autorité nationale et les élections législatives de 1996, puis en poursuivant les opérations militaires, en particulier en Israël, faisant des centaines des morts dont des civils israéliens. Ainsi, la puissance et la place de son aile militaire, les Brigades Al-Qassam, sont renforcées et deviennent l'élément le plus éminent du mouvement Hamas. Cette façon d'agir du mouvement Hamas, qui a continué durant les années 1990, a conduit à la fois Israël et l'Autorité à le combattre. En effet, Israël a assassiné de nombreux dirigeants, cadres et militants du Hamas. De son côté, l'Autorité a arrêté plusieurs de ses dirigeants et militants, a resserré l'étau autour de lui en fermant de nombreuses institutions et associations sur lesquelles le Hamas compte pour la promotion de ses politiques sociale et citoyenne. Le désaccord entre le Hamas et l'Autorité palestinienne s'aggrave continuellement jusqu'au déclenchement de l'Intifada le 27 septembre 2000. Le Hamas a vu dans l'Intifada un événement qui démontre la justesse de son point de vue et la pertinence de sa politique à l'égard des accords d'Oslo qui, pour le Hamas, échoueront parce qu'ils ne peuvent aboutir aux droits nationaux du peuple palestinien à la libération et l'indépendance³²⁵.

Dans tous les cas, la politique du mouvement Hamas, dans ses rapports avec l'Autorité nationale palestinienne depuis sa création en 1994, est établie sur trois axes de base : violence verbale concernant sa position sur les accords d'Oslo, tentative d'écarter la police palestinienne, et prise de contact formel avec l'Autorité pour résoudre les problèmes sur le terrain. Les communiqués et déclarations du Hamas sont restés très violents et accusatoires sans pour autant se traduire par des actions violentes contre l'Autorité. La position verbale est donc violente mais l'action sur le terrain reste flexible. C'est le premier axe de la position du Hamas vis-à-vis de l'Autorité à sa création. Les dirigeants du Hamas ont affirmé à plusieurs reprises que le Hamas ne recourrait pas à la violence contre l'Autorité de l'autonomie palestinienne, qu'il s'y opposerait pacifiquement et que l'effort militaire serait dirigé contre Israël³²⁶. Cette position est demeurée constante, même avec l'augmentation de la tension entre l'Autorité et le Hamas à la suite des opérations militaires menées par les brigades al-Qassam contre des cibles israéliennes au départ de la bande de Gaza dont la responsabilité de la sécurité est à la charge de l'Autorité nationale palestinienne. Par conséquent, la responsabilité d'empêcher le lancement d'opérations militaires contre

³²⁵ *Ibid.*, p 28.

³²⁶ Al Haroub Khaled, Hamas: idéologie et pratique politique, *op. cit.* p. 118.

Israël incombe aux services de sécurité de l'Autorité palestinienne, conformément aux accords d'Oslo. Cela a conduit l'Autorité à lancer une campagne d'arrestations dans les rangs du Hamas, aggravant ainsi les tensions dans les relations bilatérales entre le Hamas et l'Autorité.

Le deuxième axe de la relation du mouvement Hamas avec l'Autorité nationale palestinienne concerne l'entrée de la police palestinienne dans la Bande de Gaza. Au début, le mouvement Hamas a réservé à la police palestinienne un accueil chaleureux. Il a même ouvert les portes de ses organismes de bienfaisance et ses associations pour offrir des lieux où dormir et les besoins de base, surtout en l'absence de préparatifs de la part de l'administration. A cette époque, les déclarations étaient plutôt favorables à la police. Le Hamas espérait, avec ces déclarations³²⁷ et cet accueil surprenant, contourner ce corps de sécurité dont la mission première allait être d'affronter la politique militaire du mouvement, le Hamas appelant à l'escalade de l'action militaire contre les forces de l'occupation israélienne. En même temps, le Hamas a intensifié ses critiques et accusations contre l'Autorité nationale, ce qui a préparé le terrain, plus tard, à un état de tension et de confrontation entre le mouvement Hamas et la police palestinienne, quelques mois seulement après la création de l'Autorité. Cependant, le mouvement Hamas a continué à qualifier la police palestinienne, dans son ensemble, de "patriote et honnête et qu'elle se rangera aux côtés des moudjahidin et des résistants à l'occupation". Il s'est mis à faire la distinction entre la police en tant qu'individus et institutions et dirigeants, faisant porter la responsabilité de la répression et de la lutte contre ses militants et dirigeants essentiellement par les chefs des services de sécurité.

Le troisième axe, et le plus important dans la relation entre le mouvement Hamas l'Autorité nationale, est relatif aux contacts officiels pour résoudre les nombreux problèmes de terrain. Dans les premiers mois, le Hamas a veillé à affirmer que ces contacts n'étaient pas politiques, mais plutôt pour apaiser les tensions sur le terrain et régler les problèmes en suspens³²⁸. Cependant, ces contacts se sont multipliés dans la Bande de Gaza: plusieurs parties y sont impliquées et deviennent peu à peu politiques à la fin de 1994. Les contacts se concrétisent par la visite de Yasser Arafat à

³²⁷ Ghousha Ibrahim, journal *Assabil*, Jordanie, 23 août 1994.

³²⁸ Communiqué à la presse, Gaza, 22 septembre 1994.

l'Université islamique de Gaza en septembre 1994, où il a rencontré un grand nombre de dirigeants du Hamas, mais en tant que personnel de l'université. Le président Yasser Arafat a également autorisé Emad Falouji, un des chefs du mouvement, à publier un journal hebdomadaire.

Avec le temps, le mouvement Hamas a pris conscience de la nécessité de dialogue et d'apaisement avec l'Autorité, en particulier après chaque opération militaire menée par les Brigades Al-Qassam en Israël. En effet, les autorités israéliennes, immédiatement après une opération de ce genre, déchaînaient leur violence contre l'Autorité nationale palestinienne, l'accusant d'autoriser les militants du Hamas à préparer leurs opérations dans les territoires sous son autorité. Ainsi, en raison de la forte pression exercée par Israël, et par d'autres pays, sur l'Autorité pour freiner le mouvement Hamas et faire cesser ses opérations militaires, le Hamas s'est rendu compte qu'il devait entreprendre un dialogue politique avec l'Autorité pour qu'ils - le Hamas et l'Autorité - puissent faire face aux pressions qui résultent des actions militaires menées par le premier contre des cibles militaires et civiles en Israël. Le Hamas s'est ainsi déclaré disposé à mener un dialogue global et ouvert avec l'Autorité³²⁹. Le dialogue est effectivement entamé avec les éléments les plus modérés du Hamas dans les pires moments de tension avec le Hamas³³⁰.

La deuxième moitié de l'année 1995 se caractérise par une accalmie relative des tensions entre les deux parties (l'Autorité et le Hamas), surtout en raison de la réduction au minimum de l'action militaire du Hamas, pour des raisons techniques disait-il, ou probablement en raison d'ententes implicites et explicites orales entre l'Autorité et le Hamas visant à apaiser l'atmosphère, et donner à l'Autorité nationale le temps pour encaisser les pressions exercées sur elle et réfléchir sur une façon de régir les relations entre les deux parties.

Ce calme exceptionnel, parallèlement à la poursuite des dialogues, a conduit à une série d'entretiens au Soudan et au Caire entre les deux parties, entre octobre et décembre 1995. La réunion du Caire s'est tenue en présence du président Yasser

³²⁹ Ghousha Ibrahim, déclaration au journal *Al Doustour*, Jordanie, 23 avril 1995.

³³⁰ Communiqué du Hamas intitulé « Déclaration sur le dialogue avec l'Autorité nationale palestinienne, Khartoum », Gaza, 12 décembre 1995.

Arafat et une délégation élargie du mouvement du Hamas représentant la Cisjordanie, Gaza et le Hamas hors des territoires occupés.

Ces réunions du Caire ont coïncidé, à la fin de 1995, avec le redéploiement des forces israéliennes en Cisjordanie et le retrait des villes, villages et principaux camps, en même temps que les derniers préparatifs pour les premières élections législatives, prévues pour le 20 janvier 1996. Pour l'Autorité, l'objectif de ces dialogues avec le mouvement Hamas était de faire arrêter l'action militaire du Hamas contre des cibles israéliennes, mais aussi le convaincre de participer aux élections législatives et d'entrer dans la nouvelle composante du système politique palestinien, une étape vers son entrée dans l'autre composante qu'est l'OLP. Tandis que de son côté le Mouvement Hamas espérait que le dialogue constituerait le début d'une relation saine et correcte avec l'Autorité, sur la base de la préservation et la protection du peuple palestinien³³¹. Aux dialogues du Caire et de Khartoum, le Hamas ne faisait que réclamer la libération de ses détenus et condamner la répression des services de sécurité de l'Autorité. Cependant, en raison d'agendas et d'objectifs totalement opposés, les dialogues n'avaient abouti qu'à un certain nombre de vœux et d'affirmations qui portait sur le souci de la consolidation de l'unité nationale sur la base du pluralisme politique, de l'interdiction des combats internes, de l'adoption du principe du dialogue, et créer un environnement propice à l'approfondissement de la confiance et de la coopération, doubler les efforts de tous pour la libération de tous les détenus dans les prisons de l'occupation et la constitution d'une commission mixte pour "régler les problèmes qui apparaîtraient"³³². Les deux parties n'avaient fait que peu d'engagements clairs, dont la promesse de l'Autorité de libérer les détenus, de réduire la pression sur le mouvement Hamas et d'adopter le dialogue. En contrepartie, le Hamas a promis de ne pas appeler au boycott des prochaines élections législatives et de ne pas embarrasser l'Autorité en gelant temporairement l'action militaire³³³.

Le mouvement Hamas a tenu ses engagements. Il n'a pas appelé au boycott des élections. Il a également suspendu l'action militaire avant et pendant les élections, malgré l'assassinat du commandant de son aile militaire, Yahya Ayyash, mais a

³³¹ Communiqué du Hamas intitulé « Déclaration sur le dialogue avec l'Autorité nationale palestinienne, Khartoum », Gaza, 12 décembre 1995.

³³² Communiqué final du dialogue du Caire, 2 décembre 1995, signé par les deux chefs de délégation, Salim Al Zanoun pour l'Autorité et Khaled Machaal pour le Hamas.

³³³ *Ibid.*

promis de le venger. C'est ce qu'il a fait plus tard avec une série d'opérations et de grands attentats à l'explosif au cœur de Jérusalem, Ashkelon et Tel-Aviv, dix jours seulement après la tenue des élections législatives. Les relations entre les deux parties sont donc revenues à la case départ, c'est-à-dire au point zéro. L'Autorité nationale palestinienne était alors contrainte de prendre des mesures sévères contre les dirigeants, les cadres et les militants du mouvement Hamas, de sorte que ceux-ci ont désormais été recherchés et poursuivis par les services de sécurité de l'Autorité. L'Autorité a donc frappé, après avoir pratiqué la politique de la prudence, de prendre connaissance de l'environnement intérieur, après avoir pris la mesure de l'opposition dans les territoires palestiniens pour pouvoir prendre pied et consolider sa position de leader et de référence pour le peuple palestinien de l'intérieur.

Après avoir renforcé la présence des services de sécurité palestiniens et adopté une politique d'avancée progressive sur les positions de l'opposition, l'Autorité a commencé à durcir ses positions, en particulier au sujet de la collecte des armes et la poursuite des cellules militaires de l'opposition dans tous les territoires sous son autorité, ce qu'elle n'a pas fait durant les premières années de son existence. En parallèle à cette politique, l'Autorité a tenté de persuader le mouvement Hamas de prendre part à la direction de l'Autorité, lui proposant quatre postes de direction, à part égale avec Fatah. Le Hamas a pourtant rejeté l'offre³³⁴. Malgré ce refus, l'Autorité a continué à ouvrir un dialogue avec des chefs du mouvement Hamas, parfois pour gagner du temps, parfois encore pour contenir le Hamas et adoucir les conditions de sa participation à l'Autorité, à d'autres moments à pratiquer l'attaque médiatique, accusant le Hamas d'allégeance à l'étranger et de lien avec des autorités étrangères, notamment l'Iran.

Cette politique de marche progressive a réussi, peu à peu, à pousser le Hamas et à marquer des points évidents en faveur de l'Autorité, en particulier à la lumière du dilemme réel dans lequel le mouvement Hamas s'est trouvé, à savoir la poursuite de l'action militaire, avec ce qu'elle pourrait entraîner de conflit avec l'Autorité menaçant de guerre civile, ou alors le gel de l'action militaire, même provisoirement, avec ce que cela pourrait signifier pour le mouvement en terme de perte de crédibilité et de différence par rapport aux autres factions. Deux options pires l'une que l'autre. De

³³⁴ Interview avec Ibrahim Ghousheh, *op. cit.*, journal *Al Sharq Al Awsat*, Londres, 1^{er} juin 1994.

plus, le temps ne jouait pas en faveur du Hamas mais plutôt en faveur de l'Autorité naissante. Le peuple palestinien espérait parvenir à ses aspirations nationales, surtout que c'est la première fois dans l'histoire que ce peuple se gouverne lui-même, en renforçant ses services de sécurité, son entraînement et son armement. Toutes ces questions ne jouaient pas en faveur du mouvement Hamas, qui a commencé à régresser face à l'Autorité et qui poursuivait sa politique de marche progressive avec confiance, après que le mouvement Hamas ait décidé de ne pas être entraîné dans une guerre civile, quoi que cela lui coûte³³⁵.

Sur la base de la politique précédemment décrite, poursuivie par l'Autorité nationale contre le mouvement Hamas, et dont elle a pris l'initiative, l'Autorité s'est lancée dans le contrôle des présences habituelles du mouvement : les mosquées, les organisations de bienfaisance et les institutions de la société civile. Mais elle a aussi imposé des restrictions sur les prêches dans les mosquées, a décidé de la manière de leur fonctionnement en les attachant au Ministère des waqf, crée par l'Autorité nationale, mais aussi en contrôlant l'action des comités de la zakat ainsi que d'autres institutions islamiques appartenant ou sympathisant avec le Hamas, même indirectement. Face à cette politique autoritaire, le mouvement Hamas a perdu la capacité d'affronter l'Autorité, ou même de riposter, se contentant de faire des déclarations de condamnation et de dénonciation des pratiques de cette dernière, surtout depuis que les services de sécurité avaient la main haute, à ce moment-là, moment de la consolidation de l'Autorité sur le terrain, considérée comme la direction officielle et légitime du peuple palestinien dans les territoires palestiniens, en particulier après la tenue des premières élections présidentielles et législatives en janvier 1996, ce qui lui avait donné une légitimité populaire, constitutionnel et juridique.

Cette politique, alliant sécurité et démocratie, a permis à l'Autorité palestinienne d'imposer son emprise sur la société palestinienne, de prendre des mesures énergiques pour limiter les libertés dans certains domaines, poussée par les pressions israéliennes et internationales, surtout après les attentats du Hamas de février et mars 1996 qui ont connu une condamnation internationale et auxquels ont répondu des opérations militaires, ce qui a entravé le processus de paix entre les parties israélienne et palestinienne, en particulier après l'accord de Charm el-Cheikh, qui a laissé les mains

³³⁵ Al Haroub Khaled, « Hamas: idéologie et pratique politique », *op. cit.*, p. 123.

libres à l'Autorité nationale palestinienne et à Israël pour prendre toute mesure contre quiconque tenterait d'avorter ou d'entraver le processus de paix. Le peuple palestinien, qui a participé à plus de 87% aux élections législatives et présidentielles, a dit son mot sur la question du règlement conclu par l'OLP et l'Autorité avec l'Etat d'Israël sous des auspices internationaux, et avec un soutien international politique et financier illimité. Cela donne aux parties israélienne et palestinienne le droit de défendre ce processus de paix qui est dans l'intérêt des peuples de la région, notamment les peuples palestinien et israélien.

Compte tenu de l'absence de reconnaissance du Hamas et de la légitimité de l'Autorité nationale palestinienne, cette dernière a concentré ses efforts sur un autre aspect de son traitement du mouvement islamiste: elle a essayé d'encourager certains de ses éléments à créer un parti politique islamiste indépendant. Ce parti devait chercher à attirer des civils sympathisants, amis ou appartenant au mouvement Hamas, pour se joindre à l'Autorité nationale, soit en devenant cadre de direction ou des institutions, soit en participant au processus électoral prévu conformément à l'Accord d'Oslo³³⁶. Sauf que cette méthode « qu'Arafat teste avec le Hamas, comme il l'a essayée avec les autres factions palestiniennes, échouera parce que l'implantation du Hamas est beaucoup plus profondément ancrée qu'il ne l'imagine. Profondeur qui est restée intacte malgré la scission des frères du Jihad islamique, par exemple, avec l'organisation mère, même si cette scission s'accompagnait de slogans importants, incomparables avec les slogans que pourrait porter une nouvelle scission qui s'allierait avec l'Autorité et accepterait son programme de reconnaissance d'Israël³³⁷ ». Malgré cela, des partis islamistes ont émergé, dont la plupart des membres fondateurs étaient d'anciens membres du mouvement Hamas. Ces partis sont: le parti Massar ("voie") islamique, le parti de l'Union nationale islamique et le parti du Khalas ("salut") national islamique³³⁸. Ces partis n'avaient aucune influence et n'existent plus. On s'est rendu compte, plus tard, que certains de ces partis avait été fondés par le mouvement Hamas lui-même, pour constituer une autre façade.

L'objectif de cette marche progressive suivie par l'Autorité nationale palestinienne face au Hamas avait pour objectif général l'affaiblissement du Hamas sur tous les

³³⁶ Al Haroub Khaled, « Hamas, inévitabilité du parti politique », journal *Al Hayat*, Londres, 28 juin 1995.

³³⁷ Interview avec Ibrahim Ghousheh, *op. cit.*

³³⁸ Journal *Al Hayat*, Londres, 15 janvier 1996.

niveaux, militaire, politique et auprès de sa base populaire, l'encerclement de ses zones d'influence surtout que le Hamas voyait en l'Autorité l'incarnation de du mal et de l'injustice, et c'est d'ailleurs ce qui l'a empêché de reconnaître la légitimité de cette Autorité, sans pour autant le déclarer ouvertement. Ainsi, la position du Hamas est caractérisée par la méfiance et le doute quant à la possibilité de travailler avec l'Autorité palestinienne depuis sa création. Le rôle de l'Autorité, aux yeux du Hamas, était de détruire l'infrastructure des factions de la résistance, conformément à ses obligations liées aux engagements pris avec la partie israélienne³³⁹. Cette caractérisation de l'Autorité nationale par le Hamas, a fait que le mouvement n'avait pas confiance en elle et n'accordait aucun crédit à ses appels à participer au pouvoir. Il a vu dans ces appels une tentative d'endiguement et de domestication, sans aucune volonté réelle d'agir en commun, ou même de renforcer l'unité nationale palestinienne. Le Hamas regarde avec suspicion et crainte l'équipe influente au sein de l'Autorité qui mène les négociations avec Israël, qu'il considère incompetente et inepte à mener les négociations. Cette équipe ne fait rien d'autre que d'accorder des concessions à la partie israélienne. De plus, les performances de l'Autorité, dans tous les domaines, ne satisfont guère la population. L'Autorité avait aussi échoué à tenir ses promesses de développement économique en faisant de ses territoires un second "Singapour". La pauvreté, le chômage, la corruption, les dessous de tables, le népotisme et le clientélisme s'installent progressivement. Le mouvement Hamas est donc contraint de laisser une distance nette entre lui et l'Autorité palestinienne³⁴⁰.

Sur la base des différences idéologiques et politique des deux parties, leurs stratégies respectives étaient de laisser la porte entrouverte vers l'autre partie. L'Autorité a usé d'une combinaison de répression, de persécution, de harcèlement et de pression contre le mouvement Hamas en procédant à des arrestations, des menaces de fermeture de ses organisations et, dans le même temps, invitait le Hamas à participer au pouvoir et s'y impliquer en vue de le "domestiquer", pour ensuite le transformer en une opposition politique entièrement pacifique. De son côté, le mouvement Hamas a combiné deux souhaits totalement opposés, à savoir s'opposer et résister à l'Autorité nationale palestinienne en raison de son illégalité d'une part, et la complaisance avec elle pour éviter sa tyrannie et sa répression d'autre part. Les relations oscillaient donc

³³⁹ Al Zubaidi Bassem, « Le Hamas et le pouvoir », *op.cit.*, p. 30.

³⁴⁰ *Ibid.*, p.31.

entre flux et reflux atteignant parfois des tensions extrêmes et, à d'autres moments, une coexistence harmonieuse³⁴¹. C'était en conformité avec le concept du mouvement Hamas qui considère l'Autorité nationale comme une Autorité de facto, sans reconnaître sa légitimité.

La politique hésitante du Hamas vis-à-vis de l'Autorité, entre hostilité et allégeance, peut s'expliquer par la nature des différentes visions au sein du mouvement de la légitimité de l'Autorité nationale palestinienne.

Quatre interprétations apparaissent ainsi.

Le défaut de légitimité de l'Autorité viendrait d'abord de la dépendance de pressions et de diktats de l'étranger. C'est ce qu'a exprimé Mohammed Nazzal dans un communiqué au journal jordanien *Assabil* lorsqu'il dit : "Il y a une Autorité qui est arrivée avec une protection et un parrainage arabe, israélien et international. Elle gère les affaires des Palestiniens de facto. Il n'y a donc pas de conflit de pouvoirs entre cette Autorité et toute autre partie palestinienne³⁴²". Cette même logique a été confirmée par Ismail Abou Shanab : "L'Autorité palestinienne établie émane de la loi d'Oslo. Si le peuple palestinien voulait quelque chose d'autre, Israël interviendrait pour le prévenir³⁴³".

La deuxième interprétation de l'illégitimité de l'Autorité, du point de vue de certains chefs du mouvement Hamas, est qu'elle est établie en l'absence d'institutions législatives palestiniennes disposant d'un conseil élu, seul habilité à discuter, amender et adopter des lois. Jamal Mansour a ainsi affirmé que les lois et les législations palestiniennes sont exceptionnelles, temporaires et manquent de légalité constitutionnelle et populaire³⁴⁴. Il s'agit là d'un avis inexact, d'un point de vue scientifique et pratique car le Conseil législatif palestinien qui joue ce rôle législatif est élu par le peuple palestinien dans les territoires palestiniens et il légifère seulement pour ces territoires, ces lois n'incluant pas l'ensemble du peuple palestinien où qu'il se trouve. L'organe habilité à légiférer pour tous les Palestiniens est le Conseil national. Il est à noter que l'Autorité n'a pas adopté de lois avant l'élection du Conseil législatif

³⁴¹ Déclaration d'Ahmad Yassine, *Journal Al Quds*, Jérusalem, 15 octobre 1997.

³⁴² Mohammed Nazzal, *journal Assabil, Amman*, 1^{er} juillet 1997.

³⁴³ Interview avec Ismail Abou Shanab, in « Processus de construction nationale palestinienne », Al Hindi Khaled, Centre de recherche et d'études palestiniennes, Nablouse, mars 1999, p. 24.

³⁴⁴ Jamal Mansour, conférence au Centre de recherches et études palestiniennes, Naplouse, 8 octobre 1995.

palestinien en janvier 1996, mais a appliqué les lois de l'Autorité en vigueur dans les territoires palestiniens qui sont essentiellement les lois égyptiennes, jordanienne ou même des lois de l'époque de l'occupation britannique ou israélienne. Ce qui a été fait était essentiellement l'application des clauses de l'accord d'Oslo signé avec le gouvernement israélien.

La troisième interprétation de certains chefs du mouvement Hamas considère que la reconnaissance de la légitimité de l'Autorité par le Hamas ne lui procurerait aucun avantage et ne changerait pas ses positions à l'égard du programme et de la politique de l'Autorité. Cette vision a été exprimée par Ghazi Hamad: "la reconnaissance de la légitimité de l'Autorité ne sera pas avantageuse pour le mouvement Hamas: il ne changera pas ses positions constantes. Je ne suis pas parmi ceux qui séparent la légitimité révolutionnaire de la légitimité électorale et qui observent l'Autorité avec un prisme différent, c'est à dire qu'elle soit un système social que nous reconnaissons, mais un système politique leader que nous ne reconnaissons pas. Les faits nous obligent à reconnaître la légitimité de l'Autorité tout en nous opposant à son programme et à ses politiques³⁴⁵". C'est le point de vue le plus mûr chez le mouvement Hamas. C'est la position qui a justifié plus tard la participation aux élections municipales et législatives, dix ans après la tenue des premières élections législatives, en 2006.

La quatrième interprétation était plus radicale. Les tenants de cette dernière interprétation ne voyaient aucune possibilité de coexistence entre la nouvelle Autorité et le mouvement Hamas. C'est ce qui a été exprimé par Khaled Mashaal: "La résolution de la contradiction entre la position du mouvement Hamas, qui insiste sur son droit de résister à l'occupation, et l'attitude d'Arafat décidé à faire cesser cette résistance, est soit qu'Arafat revienne sur ce projet, dont le temps et les événements confirmeront sa dangerosité pour notre cause et ses effets dévastateurs sur notre peuple, ou alors qu'Arafat cohabite avec cette résistance. Je ne vois pas de troisième alternative à ces deux options. Que le mouvement Hamas abandonne son droit à la résistance n'est pas une option du tout³⁴⁶".

³⁴⁵ Ghazi Hamad, interview avec Khaled Al Hindi, *op. cit.*, p. 24.

³⁴⁶ Khaled Mashaal, interview avec Falasteen Al Muslima Magazine, numéro 10, année 12, octobre 1994.

Il convient de noter que ces différentes appréciations au sein du mouvement Hamas de la question de l'illégalité de l'Autorité nationale palestinienne et de la meilleure façon de traiter avec, ne s'élèvent pas à un niveau de différences réelles et sérieuses entre les dirigeants du mouvement. Ces différences restent dans l'orientation générale du mouvement qui refuse de reconnaître la légitimité de l'Autorité et donc rejette les accords qui en émanent. La reconnaissance de la légitimité de l'Autorité nationale palestinienne par le mouvement Hamas aurait signifié l'acceptation de sa transformation en une opposition pacifique "constructive". Elle se serait également traduite par l'arrêt de la résistance armée et l'acceptation du processus de paix sur lequel le mouvement émet beaucoup de réserves. D'autant plus que l'expérience des négociations avec Israël et l'incapacité de l'Autorité de marquer des points réels ont contribué à renforcer les positions et visions du Hamas et ont renforcé le rejet de l'idée d'une coopération avec l'Autorité palestinienne³⁴⁷. Par conséquent, la position du Hamas est restée inchangée. L'opposition aux accords d'Oslo et la volonté de les faire avorter sont restées le fondement politique moteur du mouvement Hamas. Le déni de la légitimité de l'Autorité, en acte et en parole, est resté le maître-mot au sein du Hamas.

Le mouvement Hamas a continué dans son opposition à l'Autorité palestinienne et le programme politique qu'elle représente. Il a donc persisté dans son refus catégorique de l'idée de participation au sein du gouvernement palestinien. Le Hamas a déclaré son attachement à la résistance armée et a rejeté tous les appels de l'intérieur du mouvement à participer aux élections législatives de 1996. Il a réussi à faire fondre toutes les positions et les opinions opposées à la position générale de refus de traiter avec l'Autorité et toutes ses institutions et refus d'y participer. Sauf que cette position générale s'est heurtée au désir du mouvement d'une coexistence pacifique avec l'Autorité nationale palestinienne, surtout que la résistance armée exige le secret le plus strict alors que la coexistence pacifique signifie une action publique, deux choses incompatibles. Cette équation continuait d'être problématique pour le mouvement Hamas. L'Autorité n'accepte pas que le mouvement Hamas exerce une action secrète et une autre publique en même temps, en particulier dans les territoires sous son autorité, craignant en plus que l'action secrète du Hamas affaiblisse sa position face aux Israéliens, et donc que cela aboutisse à plus d'intransigeance et de

³⁴⁷ Bassem Al Zubaidi, « Le Hamas et le pouvoir », *op. cit.*, p. 33.

l'absence de confiance quant aux échéances du processus de paix, dont la cession de plus de territoires sous le contrôle de l'Autorité. De plus, il est impensable d'accepter l'existence d'une action armée secrète du mouvement Hamas en même temps qu'une action publique. Israël non plus n'accepterait pas un tel cas de figure. C'est là un dilemme que le mouvement Hamas n'a pas réussi à résoudre. Il l'a laissé sans solution, estimant qu'il peut combiner le secret et l'action armée (résistance) d'un côté, et l'action publique de l'autre. C'est ce qu'a exprimé Nasser al-Shaer, un dirigeant du mouvement : "il y a là une équation complexe où les constantes se heurtent, c'est-à-dire la constante de la résistance à l'occupation, le souci constant de l'unité nationale et la prévention de combats internes pour éviter l'effondrement du pays. L'une ne peut se faire au détriment de l'autre"³⁴⁸.

Une autre question, non moins importante que la première, mais qui n'a pas fait l'objet d'une mûre réflexion par le Hamas, peut-être même d'ailleurs par toutes les autres factions d'opposition, apparaît. Il s'agit de demander l'annulation des accords d'Oslo ou la poursuite de tentatives d'avortement de ceux-ci par des opérations militaires et la lutte armée contre des cibles civiles israéliennes. La position de Hamas devient presque idéaliste et utopique, plutôt que politique, rationnelle et mûrement réfléchi. Sous ce rejet absolu, le mouvement Hamas s'est dispensé de voir le relatif nécessaire que représentent les institutions de l'Autorité nationale palestinienne qui a acquis une légitimité populaire et nationale palestinienne. D'abord une légitimité révolutionnaire, et puis par les élections législatives et présidentielle, en plus de la légitimité à l'échelle arabe et internationale, à tel point que le projet d'Autorité nationale palestinienne, dans son ensemble, est un projet international. Les forces motrices et le soutien international sont probablement beaucoup plus importants, sans commune mesure, avec les forces qui lui sont opposées.

Par conséquent, le mouvement Hamas, et avec lui ses alliés temporaires ou permanents, n'a pu voir cette donnée objective solide. Il ne s'est donc pas donné la peine de développer des mécanismes spécifiques pour réparer les défauts causés par les accords. Il a donc perdu une occasion d'avoir un impact direct sur ce qui allait devenir réalité sur le terrain et l'a empêché de s'adapter – idéologiquement,

³⁴⁸ Nasser Eddin El Shaer, « Le processus de paix israélo-palestinien : un point de vue islamique », Centre de recherches et d'études politiques, Naplouse, mars 1999, p.27; Khaled Al Hindi, Processus de construction nationale palestinienne: un point de vue islamique, *op. cit.*, p. 35.

institutionnellement, administrativement et au niveau du programme - avec les données de cette réalité. Finalement, il est devenu la partie la plus faible dans une équation où le programme de l'Autorité était le plus en mesure de s'imposer sur le terrain. Demande à l'Autorité d'abandonner son programme sans que le Hamas soit disposé à renoncer à ce qui aurait rassuré l'Autorité (arrêter de s'attaquer à des civils israéliens, par exemple), était un idéalisme politique. Le mouvement a dû se rétracter plus tard, mais pas sans en avoir payé le prix³⁴⁹.

Khaled Al Hindi a ainsi résumé les problèmes et contradictions de la pensée et du comportement du mouvement Hamas à ce moment-là : "le mouvement Hamas a souhaité poursuivre la lutte armée et, en même temps, a veillé à ne pas entrer en conflit avec l'Autorité nationale palestinienne, autorité qui s'est engagée, au niveau international à protéger les accords d'Oslo et à garantir la sécurité des Israéliens. Le mouvement du Hamas et d'autres oppositions islamistes se sont retranchés derrière les mêmes moyens pour atteindre leur objectif tout en étant conscient de la difficulté de la coexistence de deux programmes politiques contradictoires. Le Hamas a tenu à éviter tout conflit avec l'Autorité nationale mais a refusé de dialoguer avec elle, puis a accepté, sous la pression, le dialogue sur le refus de combats internes, notamment après les événements de la mosquée Palestine à Gaza qui ont fait 14 morts, tous membres du mouvement. Il souhaitait aussi élargir sa participation à la construction nationale, tout en refusant de participer aux élections législatives et présidentielles, ainsi que le rejet absolu de la participation au pouvoir lorsque cela lui avait été proposé. Il a affirmé sa volonté de mener une action secrète militaire, mais voulait continuer son action publique, soit à travers ses chefs, ces Centres ou dans le cadre d'un parti politique³⁵⁰".

Sur cette base il est alors pertinent de déterminer la position du mouvement Hamas par rapport à la participation au pouvoir de l'Autorité, et comment il a géré sa politique envers elle, comment il a surmonté les différends internes, en particulier sur la question de la participation dans les premières élections législatives: quelles sont les principales justifications de refus et/ou d'acceptation de participer aux élections pour les deux courants au sein du mouvement qui a été en mesure de régler les

³⁴⁹ Bassem Al Zubaidi, « Le Hamas et le Pouvoir », *op. cit.*, p. 34.

³⁵⁰ Al Hindi Khaled, « Processus de construction nationale palestinienne, un point de vue islamique », *op. cit.*, p. 35.

différends et a réussi à maintenir son unité en dépit de toutes les incertitudes et les pressions subies, en particulier celles provenant de l'Autorité nationale et d'Israël, qui a assassiné de nombreux dirigeants et membres du Hamas ?

IV. Le positionnement du Hamas concernant sa participation à l'Autorité palestinienne

Depuis les premiers moments de la fondation de l'Autorité nationale palestinienne en 1994, le mouvement Hamas a veillé à laisser une distance proportionnelle à hauteur du contraste et de la contradiction entre ses positions respectives vis-à-vis des accords d'Oslo ou des accords ultérieurs. Aussi, le mouvement Hamas a essayé d'engager le combat avec l'Autorité nationale palestinienne et de s'y opposer en mettant en cause sa légitimité et en ne la reconnaissant pas, en refusant de participer au pouvoir, à tous les niveaux, ainsi qu'en poursuivant la lutte armée contre les Israéliens, civils et militaires, au départ des territoires de l'Autorité nationale palestinienne. De plus, il a rejeté tout dialogue politique avec elle tout en essayant de créer les conditions qui lui permettraient d'agir librement sous la gouvernance de l'Autorité nationale palestinienne. Il s'est ainsi trouvé en conflit avec l'Autorité et devint son principal contradicteur. L'Autorité nationale palestinienne, quant à elle, a eu recours à plusieurs moyens, allant de la pression et le harcèlement, la poursuite et la détention, et a essayé d'endiguer le mouvement, de provoquer des scissions, d'utiliser la carotte et le bâton. Le mouvement Hamas a choisi l'option de la confrontation militaire avec l'occupation israélienne et l'incitation contre les accords d'Oslo en actes et en paroles, essayant de les faire avorter et échouer.

La politique du mouvement Hamas a fait l'objet de nombreuses controverses parmi les acteurs politiques palestiniens d'une part, et parmi les membres du mouvement lui-même d'autre part, notamment en termes de positionnement quant à la participation à l'Autorité et au Conseil législatif élu en 1996. Cette participation a fait l'objet de désaccord au sein du mouvement entre partisans et adversaires des deux options. Chaque camp a rassemblé ses arguments pour justifier sa position, explicitant les avantages et les inconvénients pour le mouvement. Le camp opposé à la participation a cité les trois justifications suivantes :

D'abord, le lien entre les élections législatives et le projet de règlement des accords d'Oslo que le mouvement rejette. Le refus de participer aux élections législatives est donc une affirmation du rejet par le Mouvement du projet de règlement dans son ensemble. C'est ce qu'a affirmé Ibrahim Ghosheh: "La participation à toute élection

pour l'autonomie palestinienne, liée au projet de règlement sur la base de la Conférence de Madrid, est totalement inacceptable³⁵¹".

Ensuite, le Conseil législatif à élire lors de ces élections sera limité par le plafond des Accords d'Oslo, ses prérogatives seront limitées et non souveraines. En outre, ces élections législatives ne comprennent pas la diaspora palestinienne, ce qui les rend illégales. Enfin, elles seront inappropriées pour les Palestiniens de Jérusalem qui participeront via la Poste: on admet par-là qu'il s'agit d'étrangers résidants sur une terre étrangère. Et en plus ces élections seraient conduites sous contrôle et selon des procédures israéliennes.

Commentant le boycott des élections de 1996 par le Hamas, Mohammed Nazzal, membre de la direction politique actuelle du mouvement, réaffirme les mêmes justifications qui précédent, mais les place dans un contexte plus large dont les traits n'étaient pas encore très clairs à l'époque. "Il y a eu beaucoup de changements. En 1996, il y a eu une poussée internationale pour faire croire au peuple palestinien que l'argent allait venir, que Gaza allait devenir Singapour. Le Hamas savait qu'Oslo allait échouer, que ce qu'on disait à propos d'Israël était une illusion. Le Hamas a payé le prix de sa non-participation du sang de ses fils et ses détenus. Cela a confirmé la véracité de la vision du Hamas et a conduit au déclenchement de l'Intifada de 2000, qui a mis fin aux accords d'Oslo, même s'il en reste des carcasses rouillées ici et là. Israël n'a pas accepté les Accords d'Oslo, Israël a tué Abou Ammar, celui qui a signé les accords d'Oslo, Israël a porté Sharon au pouvoir bien qu'il rejette Oslo. Notre peuple a également refusé Oslo et s'est rangé aux côtés de l'option de la résistance³⁵²".

Sur la base de ces motivations, le mouvement Hamas n'a pas pris part aux premières élections législatives. Ces motivations sont étroitement liées à la position du mouvement vis-à-vis des Accords "injustes" d'Oslo et de l'Autorité nationale palestinienne "complice" de l'occupation. Pour les opposants à la participation aux élections, avoir participé aux élections aurait signifié une résignation et une acceptation forcée de l'injustice de ces accords et une renonciation expresse aux droits. C'est également une acceptation d'une autorité illégitime créée principalement pour réprimer la résistance et l'anéantir en prélude à un assaut sur les droits nationaux

³⁵¹ Ibrahim Ghosheh, *Falasteen al muslima magazine*, numéro 15, année 10, octobre 1992.

³⁵² Mohammed Nazzal, interview avec Bassem Al Zubaidi, Naplouse, avril 2006.

inaliénables du peuple palestinien, que le mouvement Hamas défend, et qu'il n'abandonnera en aucun cas.

L'autre camp, favorable à la participation aux élections, a aussi avancé des raisons qui justifient la participation, principalement les suivantes. Participer aux élections législatives ne présenterait rien de nouveau pour le Hamas. En effet, il a déjà participé à d'autres élections comme celles des chambres de commerce, des élections municipales ou encore syndicales. Non seulement le mouvement accepte, mais exhorte et appelle à la tenue d'élections pour le Conseil national palestinien, à l'intérieur comme à l'extérieur. Le mouvement peut donc faire ces élections sans crainte. On pouvait percevoir un ton démocratique clair dans ce camp. Le fondateur du mouvement, Cheikh Ahmed Yassine, avait dit: "Je veux un Etat démocratique multipartite. Le pouvoir sera à ceux qui remportent les élections, même si c'est le Parti communiste... Je respecterai la volonté du peuple palestinien s'il exprime son rejet de l'Etat islamique car je respecte et vénère sa volonté³⁵³". En outre, pour participer à ces élections législatives, il n'est pas nécessaire aux participants de déclarer leurs positions vis-à-vis des accords d'Oslo. Par ailleurs, le boycott du Hamas pourrait aussi être interprété comme une fuite des réalités et une absence de la scène de la communauté, un abandon des citoyens face à une seule alternative: l'Autorité nationale³⁵⁴. Enfin, la participation aux élections permet au mouvement de profiter de la campagne électorale à des fins publicitaires, empêche la fraude électorale, et donnera au vainqueurs une immunité qui sera bénéfique au mouvement, dans les territoires palestiniens comme à l'étranger. Et la participation aux élections donne au mouvement une légitimité juridique et populaire, ce qui manque précisément aux islamistes dans de nombreux pays voisins. La participation donnera également la possibilité de suivi, de contrôle, de vote et de participation au processus de construction nationale, y compris mener des réformes susceptibles de stopper la corruption dans les rangs de l'Autorité nationale palestinienne.

Malgré les arguments et justifications présentés par les camps pour ou contre la participation aux premières élections législatives palestiniennes au début de 1996, le

³⁵³ Ahmed Yassine, *journal Annahar*, Jérusalem, 3 avril 1989.

³⁵⁴ Ismail Haniyeh, interview avec Khaled Al Hindi, in : « Processus de construction nationale palestinienne », *op. cit.*, p.44.

camp opposé aux élections a gagné et la position qui prévalait était "liée à l'objectif et aux conditions de ces élections".

Le mouvement a aussi affirmé qu'il ne s'opposait pas à la participation du peuple palestinien à des élections politiques sous certaines conditions dont voici les plus importantes³⁵⁵:

- Permettre d'une manière ou d'une autre la participation des Palestiniens de la diaspora.
- Se libérer des conditions politiques et ne pas conditionner la participation aux élections à l'acceptation des accords d'Oslo.
- Accorder au Conseil les prérogatives de prendre ses décisions et de déterminer ses politiques.
- Assurer la libre participation, le libre choix et la transparence aux élections.
- Promulguer une loi électorale équitable et équilibrée.
- Présence d'observateurs internationaux impartiaux.
- Absence de toute intervention de l'entité sioniste qui orienterait ou influencerait le déroulement des élections.

Ici se manifeste nettement l'excès des requêtes du Hamas. Chacun, population comme dirigeant sait qu'il est extrêmement difficile voire impossible dans certains cas, pour Palestiniens de la diaspora de participer aux élections, ces élections ne concernant selon les accords d'Oslo que les Palestiniens de l'intérieur. Sans ces accords, il aurait été impossible de tenir ces élections qui en sont l'une des conséquences. Elles sont donc conditionnées par l'acceptation politique de ce qui est à leur origine: les Accords d'Oslo. Les autres conditions ne sont que secondaires. Le mouvement Hamas est conscient que ces conditions seront remplies et existent. L'expérience a montré que liberté et transparence sont bien là, ainsi qu'une loi électorale équitable et équilibrée. Le mouvement, et d'autres forces, ont participé sur ces bases aux élections de 2006. Il y a eu des observateurs internationaux aux premières et deuxièmes élections, sans aucune intervention de l'État d'Israël. Cela ne signifie pas qu'Israël n'a pas tenté d'entraver les élections, mais il n'a pas réussi à atteindre ses objectifs.

³⁵⁵ Khaled Mashaal, « Conférence sur les élections dans l'Autonomie palestinienne », in *Etudes de la pensée politique*, Ahmed Abdel Aziz, *op. cit.*, p. 254.

Les conditions précitées continuent de conduire la politique du mouvement Hamas en dépit de toutes les justifications fournies en faveur de la participation aux élections par la tendance la moins modérée. La branche plus extrémiste, que représente la direction de l'extérieur, avait donc gagné le mouvement et n'a pas participé aux élections de 1996 à nos jours: la direction du mouvement réaffirme encore le point de vue qui a appelé à boycotter les élections précédentes pour justifier sa participation aux élections de 2006. Elle explique que les élections de 2006, contrairement aux précédentes, n'étaient pas régies par les conditions d'Oslo mais s'en étaient libérées. Son objectif était d'effacer ce qu'il en restait pour commencer une nouvelle ère, considérant que le gouvernement d'Israël - qui avait signé l'accord d'Oslo - n'est plus, et que le gouvernement actuel (2005-2006) est opposé à l'accord d'Oslo et refuse de travailler sur ses bases. De plus, du côté palestinien, le signataire de l'accord, le Président Yasser Arafat, a été assassiné. Par conséquent, l'accord dont on parle n'existe plus, le soulèvement du peuple palestinien, depuis la fin de l'année 2000, en est une autre preuve.

En fait, l'ampleur de la participation populaire aux élections de 1996 a confirmé l'inexactitude de la vision du Hamas. Ses appels et slogans n'ont pas réussi à convaincre les autres forces d'opposition de boycotter les élections où le taux de participation a dépassé les 90% de personnes habilitées à voter dans la Bande de Gaza, et 80% en Cisjordanie, en raison des entraves érigées par l'occupation israélienne à la population de Jérusalem. Le Hamas a été amené à demander à ses membres et sympathisants de ne pas participer. Cependant, les indicateurs montrent que plus de 50% des personnes considérées Hamas ont participé à ces élections, obligeant la direction du Hamas à demander à ses membres de voter pour certains candidats et leur donner leurs voix³⁵⁶. Ceci indique bien l'existence d'un écart entre la base et le leadership du mouvement. Cette participation confirme aussi l'existence d'une tendance peut-être plus importante, chez certains dirigeants, mais aussi dans les rangs de ses sympathisants, que ce que croyait le mouvement, à ne pas perdre l'occasion de conforter la place du Hamas comme une opposition jouissant d'une légitimité démocratique, de renforcer sa présence sur la scène palestinienne en tant qu'acteur dans les questions et les préoccupations quotidiennes et, en fin de compte,

³⁵⁶ Jameel Hilal, « Une première lecture dans les résultats et les significations des élections du Conseil législatif », *Politiques palestiniennes*, n° 10, printemps 1996.

d'être un partie efficace et influent dans le système politique palestinien. Mais lorsque la direction du Hamas a échoué dans son boycott des élections, certains de ses chefs, pour ne pas dire la plupart, ont jeté un interdit religieux de participer aux élections, sur la base d'une fatwa des Frères musulmans de Jordanie adopté par les dirigeants du Hamas.

En résumé, la position du mouvement Hamas était de refuser la participation aux élections législatives de 1996, parce qu'il a vue en l'Autorité nationale palestinienne un corps non souverain qui répondra, inmanquablement, d'avantage aux intérêts d'Israël qu'à ceux des Palestiniens, en raison des nombreuses contraintes qui lui sont imposées, en raison du fait aussi que les accords d'Oslo sont en réalité une formule sécuritaire avec des marges politiques destinées à mettre fin à la lutte nationale palestinienne, et la suppression des droits nationaux palestiniens par eux-mêmes en les domestiquant et les obligeant à accepter les formules israéliennes de règlement du conflit. Par conséquent, les négociateurs des deux parties (israélienne et palestinienne) ont rédigé les accords d'Oslo de manière à pourchasser la résistance palestinienne. Ils allaient de toute façon pourchasser le mouvement Hamas même s'il s'était engagé dans le processus électoral. L'insistance continuelle d'Israël sur la coordination de sécurité avec l'Autorité palestinienne et l'assujettissement de toutes les considérations politiques à la sécurité d'Israël peuvent ainsi être expliquées. De plus, cette formule procurait des avantages et des gains matériels à certaines personnes liées au pouvoir et condescendantes avec les considérations de sécurité d'Israël. Ceux qui avaient des critiques à l'égard de l'Autorité ont parlé, plus tard, d'une corruption financière et administrative et de liens étroits entre les corrompus et les Israéliens dans plus d'un domaine³⁵⁷.

Dans ses rapports avec l'Autorité palestinienne, le mouvement Hamas s'est tenu à des considérations politiques pragmatiques davantage qu'à des considérations idéologiques, malgré la forte présence de cette idéologie dans sa charte constitutive de 1988 et dans les déclarations de ses dirigeants de temps à autre. Cependant, la question des élections a été perçu par la majorité du mouvement Hamas comme soumise principalement à des calculs et des appréciations de l'équilibre entre gains et pertes, pas sur la base du *Halal* (autorisé par la religion) ou *Haram* (interdit), car,

³⁵⁷ Ossama Al Muzaini, interview avec Bassem Al Zubaidi, mai 2008.

comme nous l'avons évoqué, certains dirigeants religieux avaient interdit la participation aux élections. Cela signifie que le boycott des élections de 1996 était une concrétisation d'appréciations et de compréhension des réalités concrètes, pour ces intérêts politiques qui commandait de laisser une distance entre le mouvement et l'Autorité naissante afin de pouvoir résister à son projet de règlement, croyant qu'il avait plus à gagner du boycott que de la participation au système politique palestinien naissant, dans sa seconde constituante. La question est de savoir comment les choses se sont déroulées pour le mouvement Hamas après les premières élections législatives palestiniennes en 1996.

En participant aux deuxièmes élections législatives de 2006, le mouvement Hamas a prouvé qu'il avait renoncé à ses précédentes conditions. Les élections législatives et présidentielles étaient toujours les conséquences naturelles des accords d'Oslo. Les Palestiniens de la diaspora n'avaient pas participé, sous quelque forme que ce soit. Les prérogatives du Conseil législatif n'avaient pas changé. Les élections s'étaient déroulées conformément à la même loi, avec quelques modifications (une moitié des sièges par circonscription et l'autre par représentation à la proportionnelle), comme le souhaitait la majorité des forces palestiniennes, à l'exception du mouvement Hamas qui préférait un scrutin par circonscriptions qui exprime l'état réel des forces. Les habitants de Jérusalem avaient participé aux deuxièmes élections avec le même mécanisme que lors des premières, avec plus d'obstacles encore de la part des forces d'occupation. Ainsi, la position du mouvement Hamas avait diamétralement basculé sans qu'aucune de ses exigences n'ait été respectée.

Il convient également de noter que les conditions du Quartet, lors de la formation du gouvernement, confirme que les élections s'étaient déroulées dans les mêmes conditions pourtant refusées par Hamas. Il avait en fait fermé l'œil essayant de couvrir sa position avec des slogans politiques et en prétextant les nouvelles réalités que représente l'Intifada, le martyr d'Arafat et le rejet du gouvernement israélien (gouvernement Sharon) des accords d'Oslo. En réalité, la mort d'une personne n'annule pas les accords entre États et le changement de gouvernement n'annule pas les conventions traitées entre nations. Les gouvernements israéliens successifs, après l'assassinat de Rabin, Premier ministre d'Israël qui a signé l'accord avec le défunt Président Yasser Arafat, n'a pas changé la réalité de l'accord d'Oslo, aucun gouvernement israélien n'a osé exprimer son rejet de l'accord d'Oslo. Au contraire,

tous ont exprimé leur engagement aux accords internationaux, y compris les accords d'Oslo. Le changement de position du mouvement Hamas n'était pas justifiée par les conditions objectives qui ont, dans la pratique, mis fin à l'accord d'Oslo, mais plutôt par l'équilibre interne des forces qui penchait en faveur du mouvement Hamas pour diverses raisons que nous avons mentionné plus haut et qui l'ont encouragé à se jeter sur l'Autorité pour en prendre le contrôle. C'est ce qui s'est révélé dans ses politiques choisies après les élections législatives.

Quelles étaient ces politiques ? Comment les positions ont-elles évolué ? C'est à ces questions que nous allons répondre dans le point suivant.

V. Le mouvement Hamas après les élections législatives de 1996

Dans les conditions de restrictions imposées par l'Autorité et la coordination sécuritaire avec Israël visant les militants du Hamas en général et son aile militaire en particulier, et après le boycott des premières élections législatives palestiniennes, le mouvement Hamas a poursuivi sa campagne contre le système politique palestinien émergent en l'attaquant dans les déclarations et prises de position de ses chefs de l'extérieur. Le mouvement a concentré ses attaques contre l'Autorité sur les questions sensibles suivantes :

- Les trébuchements continus et successifs des négociations israélo-palestiniennes dus à la politique israélienne d'atermoiements, de rétractation et de louvoiement à l'égard de son retrait des territoires palestiniens à l'époque, comme stipulé dans les accords signés avec la partie palestinienne, et insistance de la partie israélienne pour donner à la sécurité de l'Etat d'Israël une plus grande importance que les aspects politiques sur lesquels la partie palestinienne a insisté sans succès.
- L'insistance israélienne permanente sur la question de la coordination sécuritaire avec l'Autorité palestinienne et ce que cette question soulève de sensibilité chez le peuple palestinien, transformant l'Autorité palestinienne en un instrument pour préserver la sécurité d'Israël, Israël ne reculant pas devant les frappes sur la résistance palestinienne ou pour prévenir la résistance. L'Autorité apparaît donc comme complice de l'occupation contre son propre peuple résistant. Cette question de coordination sécuritaire est devenue l'une des plus suivies par le mouvement Hamas et ses alliés opposés aux accords d'Oslo.
- La ténacité du Hamas sur le dossier de la corruption politique, financière et administrative de l'Autorité palestinienne. Ce dossier a grandement affecté le statut de l'Autorité aux yeux du public dont la confiance dans la gestion des affaires palestiniennes a baissé, en particulier parce que ni l'Autorité ni son président n'avaient lutté contre les corrompus ou pour arrêter la corruption, ce qui a donné aux forces de l'opposition palestinienne en général, et au mouvement Hamas en particulier, l'occasion de se présenter comme une équipe politique plus patriotique et honnête que celle de l'Autorité palestinienne et ses dirigeants qui ne sont plus dignes de prendre en charge la cause du peuple palestinien et ses constantes nationales. Ainsi, le mouvement Hamas s'emploie à renforcer les convictions du peuple et l'opinion publique palestinienne qu'il est la partie la plus

fidèle au projet national palestinien, et que la formule d'Oslo était vouée à l'échec parce qu'elle ne respectait pas les droits nationaux du peuple palestinien. La seule alternative est donc la résistance.

Il convient de noter également que la popularité du mouvement Hamas, après les élections législatives, a baissé comme jamais auparavant, atteignant 17 % en 1994. La popularité du Hamas est tombée à 6 % en mars 1996 avant de remonter à 13 % en octobre 1998. Après les affrontements entre les forces israéliennes et de sécurité palestinienne, qui étaient connus, dans le temps, sous le nom "des événements du tunnel", le soutien populaire au mouvement Hamas baisse en faveur de l'Autorité nationale, pour se stabiliser autour de 11% en Février 2000. Ces chiffres proviennent de sondages effectués par le Centre d'études et de recherches palestiniennes³⁵⁸. Ces résultats étaient liés à deux éléments: l'attitude négative prise par le mouvement Hamas à l'égard des élections législatives et présidentielles au début de 1996, attitudes qui n'est pas en harmonie avec l'humeur du public palestinien d'une part, et la conviction de ce public de la nécessité d'accorder une chance au processus de paix sur lequel il avait fondé de grands espoirs pour le libérer de l'occupation et améliorer les conditions économiques; d'autre part, l'ensemble des mesures de sécurité prises par l'Autorité nationale à l'encontre du Hamas, ses associations, ses militants et surtout son aile militaire qui avait mené une série d'opérations contre les civils israéliens, ont joué en faveur de l'Autorité en parallèle à l'investissement massif de fonds dans des projets de développement créateurs d'emplois. En 1999, le taux de chômage était de 4% seulement, selon le Bureau central des statistiques et le Ministère de l'emploi.

Ainsi, la popularité du mouvement Hamas rétrograde pour se stabiliser autour de 11% à la veille de l'Intifada Al Aqsa en septembre 2000. Ce soulèvement a fait que les thèses de l'opposition dans son ensemble, et du mouvement Hamas en particulier, trouvent plus d'écho auprès de l'opinion publique palestinienne, surtout que le processus de paix n'a pas été à la hauteur des attentes du peuple palestinien. De plus, les gouvernements israéliens disaient qu'il n'y avait pas de dates sacrées lorsque la fin de la période de transition s'approchait, à l'horizon de 1999. Les promesses n'avaient pas été tenues, les négociations de Camp David et de Taba en 2000 avaient abouti à

³⁵⁸ Centre d'études et de recherches palestiniennes, sondages numéro 13, 22, 36 et 47 effectués de 1993 à 2000, Naplouse.

un échec lamentable. Le Hamas pense alors qu'il avait raison de prédire l'échec de la formule d'Oslo, que le conflit israélo-palestinien allait revenir à la case départ avec une politique israélienne agressive et de colonisation d'un côté, et une résistance et une lutte nationale de l'autre. Par conséquent, et devant l'intransigeance d'Israël, ses excès dans la politique de colonisation et son refus d'appliquer les accords signés avec la partie palestinienne, cette thèse avait des partisans.

Malgré la baisse de sa popularité dans les années 1996-2000, le mouvement Hamas a continué à mener des attaques armées contre les Israéliens accroissant la tension avec l'Autorité nationale palestinienne. Cette dernière continuait à aller de l'avant dans son projet qu'elle imaginait la mener à la création d'un Etat palestinien indépendant à la fin de la période transitoire en 1999. Pendant ce temps, elle a bâti institutions et structures gouvernementales, élaboré des politiques dans divers domaines, améliorant de manière significative les conditions de vie de la population, précipitant encore plus la chute de popularité du mouvement Hamas. Les opérations militaires menées par les brigades Al Qassam contre des civils israéliens n'étaient pas bien accueillies par l'opinion publique palestinienne en raison de la qualification de ces opérations de terroristes. La politique du mouvement Hamas était perçue comme un obstacle au processus de paix. A cette phase de reconstruction nationale, le programme politique du Hamas ne convenait pas. Tout cela a conduit à la chute de popularité de ce mouvement au bénéfice de l'Autorité et ses responsables. Cependant, l'achèvement de la période de transition convenue entre les parties palestinienne et israélienne, sous des auspices internationaux, sans que le rêve palestinien ne se réalise, a donné au mouvement Hamas une marge de manœuvre politique et une crédibilité relative à sa vision et programme politique. Il a bénéficié, à l'époque, de deux éléments clés :

Tout d'abord l'impasse continue du processus de paix entre les Palestiniens et Israël à cause du manque de sérieux de la part des Israéliens et leur recours au gel ou au report des retraits des territoires palestiniens sous des prétextes divers, et la poursuite de la politique de colonisation et de confiscation des terres palestiniennes et la judaïsation de Jérusalem. "Les événements du tunnel" en 1996 sont intervenus comme une réaction à tout cela et ont rappelé que la violence de l'action armée reste possible même pendant le processus de paix entre les deux parties. Ces événements et les affrontements entre l'armée israélienne et les services de sécurité palestiniens ont fait

que les Israéliens ne faisaient plus confiance aux services de sécurité des Palestiniens qui sont ramenés à leur patriotisme et à la défense du peuple palestinien. Israël s'est donc mis à surveiller de près les services de sécurité palestiniens puis à les attaquer et poursuivre, comme cela s'est produit après le déclenchement de l'Intifada en 2000.

Puis interviennent les nombreux échecs subis par le processus de construction interne palestinienne menée par l'Autorité nationale, et notamment son échec à créer le "Singapour du Moyen-Orient", mais aussi l'expansion de la corruption, la mauvaise gestion, la lourdeur administrative, l'absence de l'Etat de droit, la dilapidation des fonds publics, la loyauté envers les factions et les tribus, le favoritisme et le clientélisme, la tension entre résidents et rapatriés qui ont pris le pouvoir et les avantages au détriment des résidents, en plus de l'absence de surveillance et de contrôle de l'institution législative et son incapacité d'imposer sa volonté et son prestige sur l'appareil exécutif, le gouvernement, ainsi que l'absence de séparation des pouvoirs et la marginalisation de l'autorité législative et la subordination du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif. L'ensemble de l'organisation palestinienne était ainsi devenue fragile, administrée par une seule personne, le président Yasser Arafat avec une autorité paternelle très similaire à sa gestion de l'OLP dont le mouvement Hamas a profité pour hausser sa popularité au détriment de celle de l'Autorité.

Le mouvement du Hamas a vu dans ces deux éléments un bon indicateur de l'exactitude de sa position politique et sa vision du processus de paix israélo – palestinien. Il a donc réaffirmé que la formule d'Oslo était condamnée: ni le processus politique de paix continuera, ni le processus de construction nationale ne se poursuivra. Cette formule d'Oslo, du point de vue du Hamas, portait en elle les germes de sa mort. L'Intifada est venue valider sa vision première. Il pense ainsi que son programme politique, fondé sur le sapement d'Oslo par la résistance contre l'occupation et l'Autorité nationale palestinienne, notamment les personnes influentes et associées par des intérêts aux Israéliens, pour les empêcher d'atteindre les objectifs de l'accord, que son programme était le plus approprié pour la prochaine phase, que le programme de l'Autorité nationale et du Fatah avait complètement échoué, et que cette opportunité devrait être saisie par le mouvement Hamas pour achever son projet

et mettre fin aux accords d'Oslo pour qu'il ait ensuite l'occasion de diriger le peuple palestinien et de se jeter sur l'Autorité palestinienne³⁵⁹.

³⁵⁹ Bassem Al Zubaidi, « Le Hamas et le pouvoir », *op.cit.*, p.42.

VI. Le Hamas et l'Intifada Al-Aqsa en 2000

L'Intifada Al-Aqsa représente un événement prometteur et exceptionnellement important pour le mouvement Hamas qui a beaucoup misé sur cette réaction populaire palestinienne à l'occupation israélienne pour rétablir sa popularité, qui a régressé entre 1996 et 2000, dans la rue palestinienne et auprès des masses. Il a activement participé à tous les événements de l'Intifada et a mené des actions militaires d'importance contre les forces d'occupation israéliennes, ses installations et institutions. En revanche, l'Autorité nationale palestinienne et le mouvement Fatah s'enlisent dans la crise, non pas en raison de l'échec de la formule d'Oslo dans la réalisation de ses objectifs et ses espoirs de liberté et d'indépendance, mais dans la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale, Etat prospère économiquement à l'image de Singapour, et l'incapacité de l'Autorité et du Fatah de prévoir l'évolution des événements suite au déclenchement de l'Intifada, leur incapacité de la contrôler, en raison de l'imbrication de nombreux facteurs et forces bénéficiant de cette grande action nationale, chacun selon son propre agenda.

Alors que l'Autorité nationale palestinienne et les dirigeants du mouvement Fatah ont tenté de se servir de l'Intifada pour renforcer leurs positions dans les négociations avec Israël, soutenus par les USA, les forces d'opposition palestinienne, en particulier le mouvement Hamas, ont essayé d'en tirer parti pour retrouver leur popularité, se renforcer et améliorer leurs moyens logistiques, militaires et administratifs pour faire avorter la formule d'Oslo en prenant une part active dans le soulèvement et bénéficier, dans certains cas, des potentiels financiers et militaires en vue de la mise en œuvre d'opérations militaires qui profitent, en premier lieu, à la politique du mouvement et son programme politique. Dans le même temps, l'Autorité nationale palestinienne et le mouvement Fatah étaient incapables de faire ce que pouvait faire le mouvement Hamas, d'autant plus qu'ils ont parié, dans une certaine mesure, sur la reprise du processus de paix en profitant des effets de l'Intifada, sans se rendre compte que le gouvernement israélien, dirigé par Sharon, a vu dans le soulèvement une opportunité pour se jeter sur les accords d'Oslo, que ce gouvernement - arrivé au pouvoir après le faible gouvernement travailliste de Barak qui a été incapable de conclure un accord de paix avec la partie palestinienne à Camp David d'abord et Taba en 2000 - rejette.

En parallèle avec le déclenchement de l'Intifada, la crise de l'Autorité et du mouvement Fatah s'aggravait à mesure que l'action de toutes les forces s'intensifiait. Les divisions et différends entre les différents dirigeants de l'Autorité nationale palestinienne et le mouvement Fatah devenaient plus profonds sur la façon de traiter avec l'Intifada et les objectifs à atteindre. La crise s'aggravait encore plus avec l'insistance du côté israélien de mettre tous les Palestiniens dans le même sac, sans distinction entre l'Autorité et l'opposition. Israël a lancé une violente guerre contre tous, en particulier contre les organes de l'Autorité et de ses services civils et de sécurité, détruisant les principales installations des services de sécurité palestiniens. Ne le considérant plus comme partenaire effectif du processus de paix, il a assiégé le Président Yasser Arafat dans la Moukata. Ce dernier est alors accusé de parrainer et d'encourager le terrorisme palestinien contre l'Etat d'Israël. Les Palestiniens vivent désormais dans l'insécurité, ils ont perdu la confiance dans les accords d'Oslo avec la partie israélienne, incapables de les protéger. Leur sécurité personnelle est menacée par les actions militaires israéliennes, c'est ce qui apparaît dans une enquête réalisée par le Centre palestinien de recherches politiques et de sondages en 2004: seulement 12,7% des partisans du Fatah et 11,4% des partisans du Hamas ont dit se sentir en sécurité³⁶⁰. Par conséquent, 87,3% des partisans du Fatah et 88,6% des partisans du Hamas vivaient un sentiment d'insécurité dans les territoires palestiniens en raison de l'action militaire israélienne, et l'aggravation du chaos et de l'anarchie dans les territoires palestiniens.

En terme de popularité, cette situation d'anarchie palestinienne a joué en faveur du mouvement Hamas qui est devenu pratiquement le mouvement politique palestinien le plus puissant, le mieux organisé et le plus cohérent, politiquement, idéologiquement et du point de vue de son organisation interne, en dépit de l'assassinat de plusieurs de ses dirigeants par les forces d'occupation israéliennes, notamment le fondateur du mouvement et son chef spirituel et politique, Ahmed Yassine, mais aussi Abdel Aziz Rantissi, Ismaïl Abou Shanab, Jamal Mansour, Jamal Salim, Salah Shehadeh, et beaucoup d'autres parmi les cadres et les militants. La popularité du Hamas est ainsi propulsée, le mouvement se servant de l'assassinat des chefs, présenté comme un sacrifice au service des intérêts nationaux du peuple palestinien, le mouvement étant fait pour résister, lutter et offrir des martyrs, même parmi les chefs. En même temps,

³⁶⁰ Centre palestinien de recherches politiques et sondages, Ramallah, septembre 2004.

le Hamas présente la direction de l'Autorité nationale palestinienne comme jouissant de privilèges financiers et politiques, comme ayant perdu la capacité de savoir ce qu'il faut faire au cours de cette phase critique et difficile de la vie du peuple palestinien. L'Autorité n'a pas compris la nature des orientations du mouvement Hamas et ses intentions à l'égard de l'Autorité nationale palestinienne et le projet national palestinien. Le Hamas voulait tenter de saisir l'occasion pour se jeter sur l'Autorité et en prendre le contrôle profitant de sa popularité grandissante au détriment de celle de l'Autorité nationale palestinienne et le mouvement Fatah, divisé et pour lesquels le peuple palestinien n'est plus confiant dans sa capacité à lutter contre la corruption et à diriger le projet national. Dans un sondage, 84,1% des Palestiniens font confiance au mouvement Hamas pour combattre la corruption et mener des réformes politiques, tandis que 52,9 % seulement accordent leur confiance au mouvement Fatah³⁶¹. Cependant, 79,8 % pensent que le mouvement Fatah est le plus à même de faire avancer le processus de paix avec les Israéliens contre 44,4 % qui croient que le mouvement Hamas et ses alliés sont plus en mesure de faire la paix avec Israël.

Dans d'autres sondages d'opinion, sur les questions les plus pressantes qui se posent au peuple palestinien, comme les questions de réfugiés, de performance des services de sécurité et l'état de chaos et d'anarchie, 72 % des Palestiniens font confiance à la capacité du Hamas à protéger les droits des réfugiés, contre 64,4 % pour le Fatah. Quant aux performances des services de sécurité palestiniens, entre les années 2000-2004, 48% des partisans du Fatah et 36,5% des partisans du mouvement Hamas et du Jihad islamique les considèrent comme satisfaisantes, compte tenu de l'affaiblissement de ces services en raison des destructions systématiques par la machine de guerre israélienne, et la poursuite de ses membres par les forces d'occupation. Mais le chaos et l'anarchie sécuritaire qui ravageaient les territoires palestiniens, à cette époque-là, et la partie qui en portait la responsabilité, un contraste apparaît entre les partisans des deux mouvements, le Fatah et le Hamas: 29 % des partisans du Fatah pensent que cette situation est due à l'échec des services de sécurité et de leurs chefs, 65 % d'entre eux pensent que c'est l'occupation qui en est responsable. Tandis que 40 % des partisans du mouvement Hamas pensent que c'est l'échec des services de sécurité et leurs chefs et 50 % l'attribuent principalement à

³⁶¹ *Ibid.*, sondage n° 27, décembre 2005.

l'occupation³⁶². Il est évident ici que la base pro-Hamas est plus critique à l'égard des performances des services de sécurité et lui fait porter une plus grande responsabilité dans l'incapacité à maintenir l'ordre que les partisans du Fatah, probablement en raison de la position politique du mouvement Hamas vis-à-vis de l'Autorité en général et des services de sécurité en particulier.

Près de deux ans après le début de l'Intifada Al-Aqsa, les conditions de vie des Palestiniens dans les territoires de l'Autorité nationale palestinienne se détériorent sérieusement. La grande majorité des Palestiniens souhaitent que des réformes et les changements radicaux soient entrepris au sein des institutions et organes de l'Autorité. Lors de sondages d'opinion effectués entre 2002 et 2006, 91 % des partisans du Fatah et 81 % des partisans du Hamas se sont exprimés sur la nécessité de faire ces réformes en profondeur, de changer des structures, des fonctionnements et des personnes³⁶³. Le mouvement Hamas s'est jeté sur l'occasion pour s'attaquer à l'Autorité et au mouvement Fatah, divisé et désemparé après le martyre de son fondateur et chef, Yasser Arafat, et la prise de contrôle de l'actuel président, Mahmoud Abbas, qui n'était pas la figure principale du mouvement à l'époque. Le Hamas a profité de la situation et intitulé sa liste électorale "*Changement et réforme*" en raison de l'impact de ces termes auprès de la population palestinienne, qui détestait et rejetait le chaos et l'anarchie, le clientélisme, le piston, le népotisme, la corruption...

Les mauvaises performances de l'Autorité nationale palestinienne ont préparé le terrain pour l'augmentation du soutien populaire au mouvement Hamas. La popularité du mouvement continue de monter pendant cette période en raison du trébuchement du processus de paix et les mauvaises performances de l'Autorité nationale palestinienne sur le plan intérieur. Le soutien populaire au mouvement Hamas est dû, entre autres, aux circonstances environnantes, pas nécessairement à son attractivité politique et intellectuelle. Parallèlement à la montée en puissance du soutien populaire au mouvement Hamas, il y avait un processus d'érosion du soutien populaire à l'Autorité nationale palestinienne, et de la confiance du public en sa capacité à répondre aux défis intérieurs et extérieurs (corruption, anarchie, insécurité, absence d'état de droit, népotisme, clientélisme, pauvreté, chômage... et l'arrêt du processus de

³⁶² *Ibid.*, sondages n° 13 et 23, septembre 2004.

³⁶³ *Ibid.*, sondages n° 4, 7, 10, 14 et 16, Naplouse, 2002-2005.

paix avec Israël et l'absence de forces de soutien international à la vision palestinienne), auxquels les territoires palestiniens devaient faire face à ce stade-là³⁶⁴.

On pourrait faire valoir que les orientations de l'opinion publique palestinienne, y compris parmi les partisans du mouvement Fatah, vis-à-vis de l'évolution politique après le soulèvement de 2000, sont devenues plus proches des orientations de la base populaire du mouvement Hamas, et non le contraire dans le sens où les événements sur le terrain ont incité le public palestinien dans son ensemble à se rapprocher, voire s'identifier aux orientations et positions politiques du mouvement Hamas et sa base populaire en général. Ce rapprochement a permis au Hamas de dire que les accords d'Oslo sont tombés sous les chenilles des chars israéliens qui ont envahi et réoccupé les territoires de l'Autorité nationale. La vision politique palestinienne reposant sur un règlement pacifique politique s'en trouve ainsi affaiblie renforçant, du même coup, la position dure du mouvement Hamas à l'égard du projet de règlement et les accords d'Oslo avec Israël, considérant qu'il n'a pas atteint le minimum des droits nationaux du peuple palestinien ni ses aspirations à la liberté et l'indépendance.

Sur cette base, on peut dire que le déclenchement de l'Intifada et ses nombreuses conséquences politiques, la réoccupation des territoires de l'Autorité nationale, les mauvaises performances de l'Autorité, la faiblesse de la direction palestinienne et sa qualification de corrompue et terroriste, la détérioration de la situation intérieure du mouvement Fatah en raison des tiraillements internes, le siège du Président Yasser Arafat dans la Moukata de Ramallah, sont autant de facteurs qui ont servi la stratégie politique du mouvement Hamas qui semblait plus cohérente et plus harmonieuse dans sa structure interne et son programme politique opposé aux accords signés par le mouvement Fatah et l'Autorité palestinienne surtout après la mort du président Yasser Arafat en Novembre 2004. Le mouvement Hamas en a profité, au service de son propre agenda, tout ceci étant une occasion d'entrer dans une nouvelle phase de sa marche vers l'entrée en force dans le système politique palestinien pour, au minimum, l'influencer de l'intérieur, sinon en prendre le contrôle et le diriger selon ses propres visions sociales, politiques et économiques bien qu'ils n'ait pas prévu de pouvoir imposer son contrôle sur le système politique dans son ensemble à ce stade. Il

³⁶⁴ Bassem Al Zubaidi, « Le Hamas et le pouvoir », *op. cit.*, p.45.

s'estimait en effet simplement en mesure de constituer une opposition forte au sein du système politique, qui ne pourrait être ignorée dans l'équation palestinienne, arabe et internationale. Ces prévisions avaient sous-estimé l'ampleur de la décadence du Fatah car lors des élections locales et législatives, le mouvement Hamas ne s'attendait pas à remporter 74 sièges sur les 132 que compte le parlement palestinien lui permettant de former le 10^e gouvernement palestinien sans alliance avec aucune autre force palestinienne.

Comment le mouvement Hamas allait-il se comporter après son entrée dans le système politique palestinien, c'est à dire après les deuxièmes élections législatives au début de 2006 ? C'est à cette question que nous tenterons de répondre dans le point suivant.

VII. Le Hamas et les deuxièmes élections législatives de 2006

L'entrée du Hamas dans le système politique palestinien s'est faite progressivement. Avec le concours de conditions objectives favorables, il a réussi à renforcer les facteurs internes au mouvement jusqu'à ce que l'occasion se présente pour lui de participer avec force et efficacité de manière à pouvoir l'influencer sinon en prendre le contrôle. Ses tentatives précédentes avaient échouées, du fait de sa position vis-à-vis du système politique dans sa première composante, l'OLP, dans laquelle il a tenté d'entrer sous ses propres conditions de sorte qu'il puisse exercer pleinement son influence. Il a alors attendu le moment opportun, de son point de vue, patientant d'avoir la force politique et technique de rivaliser ouvertement avec les autres, en particulier avec le mouvement Fatah, leader du système politique palestinien depuis la fin des années soixante, pour enfin entrer dans le système politique en profitant de la nouvelle donne locale, régionale et internationale qui a incité le mouvement Hamas à améliorer sa position et ses pratiques politiques de manière à lui permettre de participer et d'influencer véritablement le cours des événements. Hamas a ainsi accédé à une position de force, sans être dépendant des autres et en essayant de ne pas s'identifier avec le système politique existant, mais en l'influençant de sorte que ce système soit en harmonie avec sa stratégie basée sur le thème de "la résistance et le respect des constantes nationales".

En fait, le mouvement Hamas s'était préparé à entrer dans le système politique dès le déclenchement du soulèvement palestinien en 2000. Le Hamas a vu dans l'Intifada l'occasion qui lui manquait pour participer efficacement au système. Il a ainsi refusé de participer aux élections présidentielles organisées après le décès du président Yasser Arafat en novembre 2004. Le Hamas a justifié ce refus par son souhait d'organiser les élections présidentielles, législatives et locales simultanément. Il a appelé ses membres et partisans à boycotter l'élection présidentielle³⁶⁵ pour les motifs suivants. L'élection présidentielle prévue n'exprimait pas, selon le mouvement, les aspirations du peuple palestinien puisqu'organisée unilatéralement par le Fatah pour répondre aux besoins de l'Autorité palestinienne, mais certainement pas en réponse à la volonté palestinienne de résistance en vue de la libéralisation et la réorganisation de la situation interne, position qui fait pourtant désormais l'unanimité parmi les

³⁶⁵ Bassem Al Zubaidi, « Le Hamas et le pouvoir », *op. cit.*, p. 52.

différentes factions et l'opinion publique palestinienne. Il convient de noter ici que l'élection présidentielle est une échéance palestinienne qu'il faut mener dans un délai n'excédant pas deux mois, conformément au Statut de l'Autorité nationale. Par conséquent, l'interprétation du mouvement Hamas est invalide. De plus, quatre forces d'opposition avaient participé avec des candidats: le Front Populaire pour la Libération de la Palestine, le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine, le Parti du peuple et l'Initiative nationale palestinienne. Le Fatah lui-même a également participé ainsi que quatre candidats indépendants appartenant aux courants nationaliste, islamiste et de gauche.

En outre, le Hamas a affirmé que cette élection présidentielle allait se dérouler dans le cadre de l'engagement palestinien de respecter des règles du jeu contrôlé par l'étranger et non dans le cadre d'élections globales sur de nouvelles bases. La participation du mouvement à cette élection lui conférerait une légitimité qu'il ne mérite pas. Cette affirmation du Hamas est totalement incompréhensible puisqu'il a participé aux élections locales et législatives selon les mêmes règles. Son refus de participer à l'élection présidentielle signifie qu'il ne pariait pas sur une victoire. Il n'était donc pas prêt à subir une défaite qui pourrait affecter les résultats des élections locales et législatives pour lesquelles il a réservé tous ses efforts.

Par ailleurs, le mouvement du Hamas a justifié sa position appelant au boycott des élections présidentielles par le fait que ces élections ne répondaient pas à la demande générale d'organiser des élections globales en vue de réorganiser la situation palestinienne interne selon des normes démocratiques réelles, en phase avec les faits sur le terrain, en particulier en ce qui concerne les poids respectifs des diverses forces politiques, surtout islamistes. Cette position ignore l'impossibilité de répondre à cette demande populaire par manque de temps et l'impossibilité de report de l'élection présidentielle, échéance constitutionnelle visant à éviter le vide créé par le décès du président élu, conformément aux règlements. De plus, la question des poids des forces politiques à prendre en considération selon le mouvement Hamas n'a aucun rapport avec l'élection présidentielle. Le Hamas aurait pu participer à ce processus démocratique et découvrir son poids réel dans la rue palestinienne. Ce motif du mouvement est donc peu convaincant.

Enfin, le Hamas a indiqué que cette élection présidentielle n'était pas conforme avec sa position à ce moment-là, qui appelait à la tenue des élections municipales d'abord, puis législatives et enfin présidentielles. Cette position aurait pu être acceptable si la situation avait été normale. Cependant, le décès du Président Arafat a créé un vide qu'il fallait combler d'abord, en conformité avec les statuts de l'Autorité palestinienne. Les élections palestiniennes ne pouvaient donc pas être organisées dans l'ordre que préconisait le mouvement en raison de la vacance subite de la présidence et l'impossibilité de laisser le siège présidentiel vacant. Pour preuve, les élections municipales avaient eu lieu avant la présidentielle, les élections législatives ont eu lieu un an seulement après la présidentielle.

Le mouvement Hamas a en plus fait part des craintes des conséquences et complications que pourraient rencontrer un président qui ne viendrait pas des rangs du Fatah. La majorité parlementaire n'accorderait au président aucune liberté d'agir et lui ferait beaucoup d'obstacles, surtout si ce président venait du Hamas. Cette position semble contradictoire avec sa propre position du Conseil législatif qu'il considère sans prérogatives réelles et de toute façon limitées par le plafond d'Oslo. Ce Conseil est, selon le Hamas, davantage une administration qu'un organe législatif. Le pouvoir réel est aux mains du Président. Si telle est la position du mouvement Hamas du Conseil législatif, pourquoi le Hamas a participé aux élections législatives, sachant que le Président était du Fatah ?

Ainsi, le Hamas a pris la décision de ne soutenir aucun candidat indépendant, ni publiquement ni secrètement. Il expliqué qu'aucun des candidats n'était digne de l'appui du mouvement - dont la position officielle est le boycott des élections – pour diverses raisons, notamment le manque de clarté dans les positions des candidats, ainsi que l'expérience peu encourageante des mouvements islamistes dans plusieurs pays arabes et musulmans. Le Ministre du gouvernement local de l'Autorité nationale, en réponses à la position du Hamas de l'élection présidentielle, a déclaré que ces élections étaient une échéance à mener dans les 60 jours, que les justifications du Hamas étaient insuffisantes, surtout qu'il avait été décidé d'organiser les élections législatives avant le décès du Président Yasser Arafat, et que des dialogues étaient en

cours pour la tenue des élections locales peu après³⁶⁶. Les élections locales avaient effectivement commencé avant l'élection présidentielle de 2005 en deux phases, à la fin de 2004, et en mai 2005.

Malgré cette position claire et sans équivoque de la part Hamas, il a laissé planer des doutes sur sa position concernant cette élection présidentielle et sur la possibilité de soutenir un candidat. Mohammed Ghazal, membre de la direction politique du mouvement, déclare: "dans le monde de la politique, il ne faut pas être surpris par quoi que ce soit ; tout est possible. Si le mouvement voit que l'intérêt général exige la participation directe à l'élection présidentielle et la présentation d'un candidat, alors le mouvement le fera. Il pourrait aussi soutenir un candidat s'il estime que ses idées et thèses correspondent, dans une large mesure, aux nôtres³⁶⁷". La position précédente exprime deux éléments principaux: il n'y a pas de consensus interne au sein du mouvement Hamas sur la décision de boycotter l'élection présidentielle, il y a donc un conflit interne à ce sujet, ou alors le mouvement manœuvrait pour paraître à l'opinion publique comme "modéré" dans le but de maintenir la porte ouverte, et transmettre un message selon lequel le Hamas participera aux élections législatives à venir³⁶⁸. C'est ce qui s'est réellement passé en janvier 2006.

Le Hamas a préparé le terrain à sa participation aux élections législatives en prenant activement part aux élections locales qui ont eu lieu à la fin de 2004 et au début de 2005 en réalisant des scores notables, dépassant ceux du Fatah dans de nombreuses municipalités clés. Il a même entièrement contrôlé plusieurs municipalités importantes dans les villes, les bourgs et les villages. Ce succès s'explique par plusieurs éléments: la poursuite de ce que le mouvement appelle "la ligne de la résistance armée"; l'adoption d'un discours politique général et simple; son action sociale et de bienfaisance systématique et à grande échelle; l'expérience acquise lors les élections étudiantes, syndicales et ONG communautaires; la poursuite des attaques israéliennes et l'élimination de nombreux dirigeants ainsi que la division du mouvement Fatah et la faiblesse et le recul des factions de gauche³⁶⁹. Les résultats de ces élections ont consacré le mouvement Hamas comme une force politique majeure

³⁶⁶ Déclarations à Islam on line de Jamal Al Shoubaki, Ministre du gouvernement local du 6^e gouvernement, 1^{er} décembre 2004.

³⁶⁷ www.islamonline.net, 23 novembre 2004.

³⁶⁸ Bassem Al Zubaidi, « Le Hamas et le pouvoir », *op. cit.*, p. 52.

³⁶⁹ Journal Al Ahram, le Caire, 9 mai 2005.

que la société palestinienne ne peut ignorer. Le mouvement se sent capable de participer avec un poids conséquent aux élections législatives, surtout que l'aspect politique a dominé au détriment des services lors des élections locales.

Les résultats des élections municipales ont dessiné les grandes lignes d'une nouvelle ère palestinienne dans laquelle le mouvement Hamas fait une entrée fracassante dans le système politique. D'autant plus que le mouvement a choisi les élections municipales comme point de départ pour le processus de son intégration au système, de recherche d'un rôle de leadership dans ce système, concrétisé dans l'Accord du Caire entre toutes les factions palestiniennes en mars 2005, accord qui a ouvert la voie à ce mouvement pour exercer son rôle formellement, surtout que cet accord a défini les procédures, les règles et les détails relatifs aux élections législatives. De plus, les factions se sont mises d'accord sur la nécessité de réformer l'OLP parallèlement aux élections législatives. Ainsi, l'accord du Caire fonde une nouvelle étape politique ne reposant plus, du point de vue du mouvement Hamas, sur les accords d'Oslo, mais plutôt sur les nouvelles réalités créées par l'Intifada Al-Aqsa.

Ainsi donc, le mouvement Hamas avance de nombreux arguments pour justifier sa participation aux élections législatives, prétextant que les accords d'Oslo n'existaient plus étant donné la réoccupation des territoires palestiniens par l'armée israélienne, et la déclaration par Israël, à plusieurs reprises, de son désengagement de ces mêmes accords³⁷⁰. Ismaïl Haniyeh avait dit: "le mouvement Hamas participe aux élections législatives parce qu'il considère que la page d'Oslo a été tournée en 1999, par le soulèvement national palestinien, par la réoccupation israélienne de la Cisjordanie et à travers le changement constitutionnel, étant donné que l'accord du Caire stipulait que les membres du Conseil seraient au nombre de 132 au lieu de 88 et que l'élection serait pour moitié à la proportionnelle et l'autre moitié par circonscription. Par conséquent, ces élections n'ont plus aucun lien avec les accords d'Oslo³⁷¹ ».

Outre les justifications ci-dessus présentées par le mouvement Hamas quant à sa participation aux élections législatives, il a affirmé sa volonté de "sauver" la situation palestinienne interne, dégradée et marquée par la corruption, la mauvaise gestion et des mauvaises conditions de vie d'une grande partie de la population palestinienne.

³⁷⁰ Le Premier ministre israélien Ariel Saron a déclaré plus d'une fois que les accords d'Oslo avec les Palestiniens n'étaient plus valides, l'Intifada y ayant définitivement mis fin.

³⁷¹ Ismaïl Haniyeh, Islamonline, 18 janvier 2006.

Le mouvement se trouve donc dans l'obligation de plonger dans l'action politique intérieure pour sauver la situation intérieure de la dégradation et la régression. Le mouvement a ainsi choisi son slogan électoral "réforme et changement"³⁷². Youssef Rezka confirme également cette vision quand il dit: "Nous sommes entrés dans les élections en vue de remédier à la situation, c'est-à-dire réformer les faits plutôt que réformer le système politique ou légal puisque pour réformer le système politique ou légal, il faut du temps"³⁷³. Un autre leader du mouvement Hamas a justifié les positions du Hamas en disant que "les raisons pour lesquelles le mouvement Hamas a participé aux élections législatives, c'est qu'elles ne rentrent pas dans le cadre des Accords d'Oslo, mais selon l'Accord du Caire qui a mis fin à Oslo. De plus, l'autre partie aux Accords d'Oslo, Israël, a déclaré à maintes reprises qu'Oslo était terminé"³⁷⁴.

Il ne fait aucun doute que l'entrée du mouvement Hamas dans le système politique palestinien par la porte des élections municipales puis législatives a constitué un changement important dans la structure du système politique palestinien. Elle est l'aboutissement d'un processus historique long et complexe et d'une hostilité qui a duré pendant les 18 premières années de la vie du mouvement. Cependant, la manière dont il considère les accords d'Oslo est aussi superficielle que simpliste car elle ne résulte pas d'une analyse sérieuse et convaincante de la nature et des significations de ces accords mais plutôt basée sur le souhait et le désir de voir la réalité comme le veut le mouvement, non comme elle est effectivement sur le terrain³⁷⁵. La transgression des accords par Israël mentionnée par le mouvement n'était pas destinée à se désengager de ces accords mais plutôt à traiter avec eux sélectivement, de manière à permettre à Israël d'en prendre ce qui lui convenait et négliger ce qui ne lui convient pas. Israël a fait de sa vision des accords la seule autorité pour traiter, dans le sens où il prenait ce qui était dans son intérêt, en tant que puissance occupante, au détriment des intérêts des Palestiniens. Il considère que tout accord de règlement donne aux signataires satisfaction de leurs revendications, même dans leurs limites minimales, en fonction de l'équilibre des forces au sens le plus large.

³⁷² Ossama Al Muzaini, interview avec le chercheur, Gaza, avril 2008.

³⁷³ Youssef Rezka, interview avec le chercheur, Gaza, mai 2008.

³⁷⁴ Adnan Asfour, interview avec le chercheur, Naplouse, juin 2006.

³⁷⁵ Bassem Al Zubaidi, « Le Hamas et le pouvoir », *op. cit.*, p. 57.

Quelques soient les arguments du mouvement Hamas pour justifier sa participation aux élections législatives, il reste qu'il avait une envie constante d'intégrer le système politique palestinien. Il a proposé un programme électoral d'une grande flexibilité à l'égard de l'ensemble des questions palestiniennes, en particulier sa position vis-à-vis de l'Autorité nationale palestinienne, du Conseil législatif palestinien, sa vision des frontières de l'État palestinien indépendant dans les frontières du 4 juin 1967, sa disposition à conclure un partenariat avec le mouvement Fatah et d'autres, la trêve avec la partie israélienne, son acceptation des formes de résistance non armée, concentrer l'action armée dans les territoires occupés en 1967 et sa disposition à participer activement au processus de construction intérieure dans les aspects sociaux, économiques, institutionnels, juridiques, la lutte contre la corruption et d'autres questions intérieures³⁷⁶.

Le programme électoral du Hamas faisant miroiter "changement et réforme", conjugué à la mauvaise performance des neuf gouvernements précédents, à l'arrêt du processus de paix du fait de l'intensité de l'Intifada, à la puissance et la bonne organisation du mouvement Hamas qui a exploité tout son potentiel humain et logistique dans la campagne électorale, tout cela a mené le Hamas à la victoire loin devant les autres forces palestiniennes. Il remporté 74 sièges sur les 132 avec plus de 56% des voix. Le mouvement Fatah n'a obtenu que 45 sièges (34%). Les autres factions ont obtenu 13 sièges (10%). Cette victoire a permis au Hamas de former seul le 10^{ème} gouvernement sans la participation des autres forces qui ne partagent pas le programme politique du gouvernement, en particulier en ce qui concerne la question de la reconnaissance de l'OLP comme le seul représentant du peuple palestinien, le gouvernement ayant refusé de reconnaître l'OLP comme la référence à l'Autorité nationale pourtant créée sur décision du Conseil Central, l'un des organes de l'OLP³⁷⁷.

Les résultats des élections ont surpris toutes les forces locales, arabes et internationales, y compris le mouvement Hamas lui-même qui n'avait pas prévu une telle victoire. Il espérait, tout au plus, constituer une opposition forte au Conseil législatif en obtenant 40 à 45 sièges. Ainsi, le mouvement Hamas partage le pouvoir avec un président du Fatah, dont le programme n'est pas seulement différent, mais très opposé à celui du mouvement Hamas. Par conséquent, les différends avec la

³⁷⁶ Programme électoral du mouvement Hamas, site web du centre des médias palestiniens.

³⁷⁷ Kayed El Ghoul, un dirigeant du FPLP, journal *Al Ayyam*, 23 mars 2006.

présidence sont immédiats, en raison notamment de l'attitude de la communauté internationale, hostile au Hamas qui a refusé de respecter les engagements internationaux de l'Autorité palestinienne, surtout avec l'État d'Israël. Il même refusé de reconnaître cet Etat. Il a déclaré qu'il allait allier gouvernement et résistance, de sorte que l'un soit au service de l'autre. L'expérience a montré l'impossibilité de cette alliance. Le Quartet fixe alors au gouvernement du Hamas des conditions pour le reconnaître, puis le soutenir financièrement, politiquement et diplomatiquement. Le rejet de ces conditions par le Hamas a entraîné un blocus politique et économique de la communauté internationale contre le 10^{ème} gouvernement. Les choses se sont donc compliquées et le gouvernement palestinien était devenu incapable de gérer les affaires du pays, incapable de payer les salaires de ses employés. Alors commença la bataille des pouvoirs entre la présidence et le gouvernement, chaque partie essayant de se donner le maximum de compétences, en vertu d'interprétations juridiques et constitutionnelles, tandis que la communauté internationale soutenait la présidence et refusait de reconnaître le gouvernement et de traiter avec à moins qu'il se soumette aux conditions du Quartet.

Depuis la formation du gouvernement le 20 mars 2006, le mouvement Hamas a renforcé - numériquement et qualitativement - sa présence dans les institutions officielles du système politique. Il a procédé à une série de nomination dans l'ombre, il a fait remplacer des fonctionnaires et nommé des sous ministres, faisant des plus anciens des conseillers ministériels. Il a créé de nouvelles fonctions dans les organigrammes de certains ministères, en violation du règlement qui stipule que deux ans doivent s'écouler après que toute modification soit décidée. Il a nommé de nouveaux fonctionnaires sans donner la priorité au personnel existant, sans concours de recrutement, sans annonces... Il a enfin retiré certaines prérogatives à certains hauts fonctionnaires pour les donner à des conseillers aux pouvoirs supérieurs aux autres conseillers et sous ministres³⁷⁸. Ce "comportement administratif" du gouvernement du Hamas est en contradiction avec son slogan électoral "Changement et réforme". En effet, il recourt aux mêmes moyens utilisés par les gouvernements qui l'ont précédé. Il n'a pas amélioré l'intégrité, la transparence, le professionnalisme et le respect de la loi qu'il a promis à ses électeurs.

³⁷⁸ Mahmoud Doudine, « Le fonctionnement administratif du Conseil législatif », Centre de droit, université de Birzeit, 2007.

Sur le plan de la sécurité palestinienne, le Hamas, juste après la formation du gouvernement, a créé une nouvelle force, constituée de membres de son aile militaire, qui a pris le nom de la Force exécutive placée sous le commandement direct du ministre de l'Intérieur. Le commandant de cette force vient des brigades Al Qassam³⁷⁹ pour, selon les allégations du Hamas, mettre fin au chaos et à l'anarchie. Mais le gouvernement du Hamas n'a pas pu imposer son emprise sur les forces de sécurité officielles puisqu'en lien direct avec la présidence et son agenda politique³⁸⁰. Cependant, malgré la formation de cette force dont l'objectif déclaré était de ramener la sécurité dans la bande de Gaza, il y a eu, jusqu'en novembre 2006, 309 assassinats dont 224 dans la bande de Gaza et 85 en Cisjordanie, contre 176 assassinats en 2005, dont 95 à Gaza et 81 en Cisjordanie³⁸¹.

Les chiffres font douter de la pertinence de la formation de cette "force exécutive" sur la base de l'appartenance à des factions particulières mais aussi en violation de la loi qui interdit la création d'un service de sécurité parallèle ou opposé aux services de sécurité prévues par l'article 3 de la Loi: "les forces de sécurité nationales, l'Armée de la libération nationale de la Palestine, les forces de sécurité intérieure et les services de renseignements³⁸²". De plus, la création de tout service de sécurité, conformément à l'article 39 de la Loi est de la compétence exclusive du président de l'Autorité nationale palestinienne, chef suprême des forces palestiniennes, et n'est pas la compétence du ministre de l'Intérieur. Ainsi, nombreux pensent que le Hamas se préparait déjà à renverser l'Autorité par sa gestion des ministères et par la création de la force exécutive. Le Hamas contrôle le gouvernement et ses ministères, le Conseil législatif et la sécurité et devient la seule force en position dominante dans la bande de Gaza d'abord, pour s'étendre sur la Cisjordanie ensuite.

Les pratiques adoptées par le mouvement Hamas pour former le 10^{ème} gouvernement en 2006 montrent bien qu'il n'avait aucune réelle volonté d'impliquer les autres forces. Il n'a fait preuve d'aucune souplesse pour permettre au Fatah et aux autres factions de participer au gouvernement. De même, les autres factions ont refusé de participer pour

³⁷⁹ *Ibid.*

³⁸⁰ Saïd Siam, interview avec le Palestinian Media Center, 23 octobre 2006.

³⁸¹ Association indépendante des droits de l'homme, rapport annuel, 2006.

³⁸² Code des services de sécurité n° 8, 2005.

des raisons d'ordre politique. La position du Hamas était contraire aux déclarations de ses dirigeants qui répétaient à qui voulait l'entendre qu'il y avait de la place pour tout le monde, toutes les visions, toutes les interprétations pour résister à l'occupation, et qu'il voulait coopérer avec toutes les forces et les factions, et que toutes les divergences de vues, de quelque importance qu'elles soient, ne justifiaient en aucun cas le recours à la violence ou aux armes pour régler les différends³⁸³. Pourtant, sur le terrain la situation était toute différente et le fossé s'est creusé entre le Hamas et les autres factions palestiniennes, surtout après le coup d'Etat contre la légitimité nationale en juin 2007.

Pour plusieurs raisons - dont notamment le blocus israélien et le boycott international, la situation intérieure, l'écart entre le Hamas et son gouvernement d'une part, et les autres parties à l'intérieur comme à l'étranger, surtout entre le gouvernement et la présidence - il devient évident que la cohabitation entre deux programmes politiques diamétralement opposés est extrêmement difficile. Le gouvernement du Hamas est affaibli est incapable d'agir. Le Hamas est alors convaincu qu'il ne sera pas en mesure de gouverner seul et qu'un partenariat politique avec le Fatah est inévitable. Il accepte donc ce partenariat dans le cadre de l'accord de La Mecque, concrétisé par le gouvernement d'unité nationale en mars 2007.

En dépit des espoirs soulevés alors, selon lequel le gouvernement d'unité nationale marquerait le début d'un partenariat politique réel entre toutes les factions, en particulier entre les deux principaux rivaux - le Hamas et le Fatah – la division règne en pratique. Le conflit, la tension politique et le chaos sont passés de la rue à l'Autorité et aux institutions. L'Autorité, dans ses deux composantes, le gouvernement et la Présidence, deviennent un champ de bataille sur les compétences, les politiques et la légitimité creusant l'écart entre le Hamas et le Fatah mais aussi l'Autorité et le public, affaiblissant la capacité de l'Autorité de répondre aux besoins de la population. Le gouvernement d'unité nationale est devenu un gouvernement de cohabitation forcée où se rencontre ce qu'il y a de pire au sein des deux mouvements. Il était donc impossible pour ce gouvernement d'unité nationale de continuer. Le mouvement Hamas était face à un choix difficile: se conformer et accepter les propositions du Fatah soutenues par de nombreuses parties à la fois intérieures et extérieures et avouer

³⁸³ <http://www.palestine-info.info>

sa défaite, ce qui serait préjudiciable au mouvement sur plus d'un niveau; ou alors se rebeller contre le système et se retourner contre lui en vue de le réformer. C'est cette deuxième option que le Hamas a choisi et mis en œuvre pendant l'été 2007.

VIII. Le coup d'Etat militaire du Hamas

La formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh n'a pas ramené le calme et la stabilité escomptés. Au contraire, le chaos et les conflits armés violents se sont poursuivis entre les milices du mouvement Hamas et sa force exécutive formée par le ministre de l'Intérieur Saïd Siam d'une part, et les forces de sécurité officielles soutenus par les milices du Fatah d'autre part. Les violences sont devenues insupportables de sorte que le mouvement Hamas s'est résolu de trancher la situation et s'est retourné contre l'Autorité par la force des armes. Le président palestinien Mahmoud Abbas est alors contraint de déclarer l'Etat d'urgence et limoger le gouvernement d'Ismaïl Haniyeh, surtout après la démission de plusieurs ministres du Fatah, d'autres factions ou indépendants. Le gouvernement n'est plus vraiment. Le Président a désigné Salam Fayyad pour former un nouveau gouvernement en quelques heures avec la participation des factions de l'OLP et des personnalités indépendantes. Le Hamas a rejeté le nouveau gouvernement et a maintenu le sien qui a pourtant perdu toute légitimité par la démission de la majorité de ses membres et par son renvoi par le Président. Ainsi, le peuple palestinien avait deux gouvernements, l'un en Cisjordanie dirigé par Salam Fayyad, l'autre à Gaza, dirigé par Ismaïl Haniyeh. Depuis ce moment-là, de nouvelles et nombreuses réalités se sont construites sur le terrain et l'écart s'est creusé entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie dans tous les domaines, y compris le système politique avec deux gouvernements exécutifs et un Conseil législatif divisé et paralysé et une autorité judiciaire souffrant de faiblesse et de fragmentation. De plus, des services de sécurité et administratifs indépendants contribuaient à approfondir la division du système politique jour après jour pour enfin constituer de graves obstacles à la réunification³⁸⁴.

Le mouvement Hamas a maintenu son contrôle de la Bande de Gaza par le gouvernement de facto fortement soutenu par la force des milices et des services de sécurité qui ont tout de suite commencé à opprimer toutes les voix de l'opposition et confisquer les libertés publiques et individuelles. Un blocus international est alors imposé à la Bande de Gaza, les niveaux de pauvreté et le taux de chômage augmentent. D'un autre côté, la Cisjordanie vit dans l'apaisement, et l'abondance des ressources financières a permis un taux élevé de croissance économique, malgré la

³⁸⁴ Bassem Al Zubaidi, « Le Hamas et le pouvoir... », *op. cit.*, p. 118.

crise financière mondiale. En effet, en raison du soutien à ce gouvernement par l'OLP et ses factions, du soutien arabe et international, il est reconnu comme gouvernement légitime, alors que dans le même temps, le gouvernement de Gaza n'est reconnu par personne, ni les factions palestiniennes, ni les états arabes et étrangers. Le système politique palestinien entre donc dans une crise de légitimité et d'identité: le Hamas persiste à manquer de clairvoyance, de perspective intégrée négociables avec les autres acteurs politiques et sociaux, il persiste à vouloir prendre le contrôle de l'institution (l'Autorité et l'OLP) sans égard à leurs déterminants, leurs natures, fonctions. L'OLP en tant que mouvement de libération nationale reste facteur d'unité indispensable au maintien et au développement de l'identité nationale palestinienne, mais l'Autorité nationale palestinienne reste projet d'Etat inachevé dans ces frontières et sa souveraineté³⁸⁵.

La prise de contrôle par la force du mouvement Hamas sur la Bande de Gaza constitue une évolution décisive du mouvement lui-même et de la question palestinienne dans son ensemble. Elle fait entrer le peuple palestinien dans une impasse dont il souffre encore aujourd'hui. Ce coup d'Etat sanglant a achevé ce qui subsistait de confiance entre le mouvement islamiste et l'ensemble des factions nationalistes et l'OLP, et surtout le mouvement Fatah. Les soupçons sur les intentions du mouvement Hamas sont confirmés. La possibilité de coexistence dans un système de partenariat politique et national sur des bases démocratiques, libres et dans le cadre d'une Autorité politique civile régie par la loi, l'équité et la transparence, devient douteuse. Ainsi, tous les Palestiniens, y compris le mouvement Hamas lui-même, doutent qu'un accord entre les parties puisse tenir. La division politique et géographique a affaibli le soutien et la sympathie internationale avec le peuple palestinien. La séparation de la Cisjordanie et la Bande de Gaza a écarté le mouvement Hamas des prises de décisions palestiniennes. La direction officielle du peuple palestinien est jugée incapable de contrôler la Bande de Gaza. Israël, de son côté a encouragé cette division qui ne sert que ses propres intérêts.

Face à cette situation, des initiatives locales et arabes sont lancées pour rétablir l'unité du peuple palestinien et mettre fin à la division. D'abord une initiative yéménite en

³⁸⁵ Taissir Muhaissen, « Le système palestinien et le troisième courant », étude structurelle.

mars 2008: des pourparlers entre le Fatah et le Hamas sont entamés à Sanaa qui ont abouti à la signature d'un accord de principe. Mais cet accord n'a jamais vu le jour en raison des interprétations de chaque partie très différentes les unes des autres. Toutefois, cette initiative a permis de briser la stagnation du dossier de la réconciliation et de la fin de la division. Puis il y a eu l'initiative du président Mahmoud Abbas en juin 2008 appelant à un vaste dialogue national sans conditions préalables. Cette initiative a constitué une occasion pour l'Egypte d'organiser des pourparlers bilatéraux avec les factions palestiniennes du 25 août au 8 octobre 2008, sur la base des références suivantes: l'Accord du Caire de 2005, le document du consensus national de 2006, l'accord de La Mecque de février 2007, l'initiative du président Mahmoud Abbas de juin 2008 et les résolutions du sommet arabe relatives à la fin de la division palestinienne. Ces pourparlers bilatéraux et collectifs ont abouti aux points suivants, qui ont mis l'accent sur la nécessité de :

- Former un gouvernement de consensus national avec des missions spécifiques: lever le blocus, gérer la vie quotidienne de la population, préparer les élections présidentielles et législatives et reconstruire les services de sécurité.
- Reconstruire, avec l'aide des pays arabes, les services de sécurité sur des bases professionnelles et nationales, indépendamment des factions. Ces services seront les seuls autorisés à défendre la patrie et les citoyens.
- Organiser simultanément des élections présidentielles et législatives selon un calendrier convenu, réviser le code électoral conformément aux exigences de l'intérêt national.
- Développer et réactiver l'OLP, l'unique représentant légitime du peuple palestinien, conformément à l'Accord du Caire de 2005 afin d'y inclure toutes les forces et factions, de préserver l'OLP comme cadre national unificateur et référence politique pour les Palestiniens, élire un nouveau Conseil national palestinien dans les territoires et à l'étranger dans la mesure du possible.

Les différentes parties s'engagent alors à :

1. Préserver l'accalmie obtenue avec l'accord de toutes les factions palestiniennes réunies au Caire les 29 et 30 avril 2008.

2. Assurer un climat intérieur approprié pour la réussite de la phase de l'après dialogue national et mettre en œuvre pleinement les exigences de cette phase, arrêter toute mesure ou action qui porterait préjudice aux efforts faits pour mettre fin à l'état de division.
3. Former des comités dont la mission est d'étudier les détails et les mécanismes de mise en œuvre de ce qui a été convenu pour régler toutes les questions abordées lors des dialogues de réconciliation : un comité sur le gouvernement, un comité sur les élections, un comité sur la sécurité, un comité sur l'OLP et un comité sur la réconciliation. Ces comités commencent leur travail dès la fin des réunions.
4. Donner délégation à l'OLP pour mener des négociations.
5. Continuer la résistance dans le cadre du consensus national, qui reste un droit fondamental légitime du peuple palestinien aussi longtemps qu'il reste sous occupation³⁸⁶.

Le mouvement Hamas a fait un certain nombre de réserves qui, en substance, minent l'accord, de crainte que les résultats des élections législatives de 2006 soient ignorés. Il avait aussi des craintes pour la résistance puisqu'elle est désormais conditionnée au consensus national. De plus, la réconciliation repose sur plusieurs références, dont l'initiative du président Mahmoud Abbas qui peut saper les accords du Caire et de la Mecque. Le Hamas souhaite également changer l'ordre des priorités du gouvernement pour commencer par mettre fin au blocus, puis la réorganisation des services de sécurité et enfin la question des élections législatives et présidentielles, à condition de ne pas prolonger le mandat du président Mahmoud Abbas, censé se terminer le 9 Janvier 2009. Le mouvement Hamas craignait aussi la modification du code électoral, souhaitant le maintenir tel qu'il est, une moitié par représentation proportionnelle et une autre par circonscription. Il réclamait avant tout la réforme de l'OLP, selon un calendrier précis et de se mettre d'accord sur les priorités à accorder aux cinq dossiers dont seront chargés les comités qui ont été formés de manière à ne pas contourner les résultats des élections qui ont fait du mouvement Hamas la force qui décide dans les territoires palestiniens, force législative et exécutive. Ainsi, le Hamas, dans ses

³⁸⁶ D'après Bassem Al Zubaidi, « Le Hamas et le pouvoir... », *op.cit.*, p. 124-125.

politiques ultérieures, s'est mis délibérément à transgresser implicitement cet accord, à mettre des obstacles à sa mise en œuvre et a commencé à focaliser ses discours politiques et médiatiques sur l'expiration du mandat du président Mahmoud Abbas jusqu'au déclenchement de la guerre israélienne contre Gaza à la fin 2008, pour reporter indéfiniment la question de la réconciliation.

Toutefois, les efforts de réconciliation ont repris après la guerre contre Gaza. L'Égypte a réussi à élaborer un document sur la base des accords de tous les dialogues palestiniens au Caire fin 2009 et début 2010. Le mouvement Fatah a signé ce document malgré des réserves sur de nombreux articles. Les autres factions palestiniennes se sont déclarées disposées à signer le document tel qu'il est. Mais le mouvement Hamas a refusé de signer ce document et a fait beaucoup de réserves et posé de nombreuses conditions. La direction du mouvement Hamas a considéré que la signature du document égyptien sans modifications, était une épée brandie contre le mouvement Hamas pour accepter tout ce que voulait le Fatah³⁸⁷, chose inacceptable pour ce mouvement qui se considère comme une force au moins égale à toutes les autres réunies, qui considère que l'Autorité d'Abbas et le Fatah ne sont plus aussi puissants que par le passé. Ainsi, pour le mouvement Hamas, la réconciliation palestinienne doit être envisagée sur la base des réalités d'aujourd'hui et de demain, pas celles du passé. C'est-à-dire que le mouvement n'était plus pressé de parvenir à des solutions qui ne lui garantissent pas ce qu'il veut, à savoir assurer sa présence actuelle et future en tant que force politique principale dans le système politique palestinienne dans ces deux composantes: OLP et Autorité palestinienne. D'autant plus que le contrôle du mouvement Hamas de la Bande de Gaza, et l'incapacité israélienne de détruire sa force militaire a donné à ce mouvement une force supplémentaire qui lui permet d'insister plus que jamais sur l'intégration de ses vues et préoccupations dans tout accord de réconciliation de manière à lui permettre d'influencer le système politique et les affaires palestiniennes en général. Pour tout cela, la réconciliation ne s'est pas faite et la division continue à ce jour.

³⁸⁷ <http://www.paltoday.com/arabic/news> consulté le 2 mai 2012.

Chapitre IV

La position du Hamas avec les pays arabo-musulmans et vis-à-vis des enjeux régionaux

I. Déterminants de la politique étrangère du Mouvement Hamas avec les pays arabo-musulmans

II. Positions et évolution des relations entre les pays arabes et le Hamas après la victoire du mouvement aux élections législatives

III. Relations du Hamas avec la Turquie

IV. Relations du Hamas avec l'Égypte

V. Relations du Hamas avec l'Arabie Saoudite

VI. Relations du Hamas avec la Jordanie

VII. Relations du Hamas avec la Syrie

VIII. Relations du Hamas avec l'Iran

Les positions et les relations du mouvement Hamas sont déterminées sur la base de la question de la libération de la Palestine. Elles concernent trois cercles: le cercle palestinien, le cercle arabe et le cercle islamique. Chacun de ces trois cercles a un rôle dans le conflit avec le sionisme. Ils ont des obligations: "ce serait une grave erreur et une ignorance flagrante d'en négliger un"³⁸⁸. Sur la base de cette vision et de cette philosophie, le mouvement Hamas a établi des relations politiques pragmatiques avec les composants de ces cercles. Il a défini sa position et sa pratique de cette politique en lien avec les intérêts supérieurs du peuple palestinien. Il a aussi défini sa position vis-à-vis des axes régionaux arabes et musulmans, sur la base de sa vision islamique et des intérêts du mouvement dans le contexte du jeu des axes d'intérêts et de la relation de ces axes les uns par rapport aux autres, voire les relations du mouvement lui-même et sa position au sein des axes extérieurs, au niveau régional et international.

Il convient tout d'abord de signaler que le mouvement Hamas ne souhaitait pas entrer dans des axes régionaux. Il voulait simplement tisser des liens constructifs avec tous les pays arabes et islamiques, leurs peuples et forces politiques et sociales afin de les mettre au service du peuple palestinien et pour servir l'intérêt du mouvement et sa vision du conflit avec la puissance occupante israélienne. Mais la politique ne se fait pas seulement selon les désirs et les passions et est plutôt le reflet de jeux d'intérêts. Et les intérêts ont très souvent le dessus sur les principes, comme les faits sur les souhaits. Ainsi, le Hamas s'est trouvé dans une situation exigeant des tactiques et des manœuvres dans l'établissement de relations avec les autres Etats voisins. Il considère que la libération de la Palestine est une obligation pour chaque musulman, où qu'il soit, et donc pour chaque Etat arabo-musulman. C'est sur cette base que la question doit être envisagée, chaque musulman devant en être conscient³⁸⁹. En conséquence, le mouvement Hamas a essayé d'établir des relations de coopération amicales avec tous les musulmans, puisqu'étant tous concernés par la libération de la Palestine, tout autant que les membres du mouvement Hamas. Ils ont certes des rôles différents à jouer, et des tâches diverses en fonction du caractère de chaque individu, groupe ou Etat. Le jour où la question sera traitée dans ce cadre, où seront le potentiel des trois cercles sera mobilisé, la situation changera et la libération sera proche³⁹⁰.

³⁸⁸ Charte du Hamas, article 14.

³⁸⁹ Charte du Hamas, article 14.

³⁹⁰ Charte du Hamas, article 14.

Partant de ce principe général établi par le mouvement Hamas lui-même, ses dirigeants ont appréhendé tous les pays et les peuples arabo- islamiques avec un grand intérêt, considérant qu'ils avaient par nature un pouvoir de décision sur la Palestine et ses lieux saints en conformité avec la vision religieuse prônée par le mouvement. Le Hamas a annoncé que sa politique à cet égard, vis-à-vis des États et gouvernements arabes et islamiques, serait la même, qu'elle ne changera pas d'un pays à l'autre si ce n'est en fonction de leurs positions respectives et de l'ampleur du soutien à la cause et au peuple palestinien dans la lutte contre l'occupation israélienne. Cela signifie que les hauts cadres du Hamas vont solliciter l'appui des pays et des peuples arabo-islamiques pour défendre le peuple palestinien dans sa quête nationale et sa lutte pour récupérer ses droits essentiels inaliénables, et notamment le droit au retour, à l'auto-détermination et à l'établissement d'un Etat indépendant. En retour, le Hamas promet de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des pays arabes et musulmans.

En conséquence, le mouvement Hamas a veillé à établir les meilleures relations possibles avec tous les pays arabes et islamiques. Sa devise était la « non-ingérence » dans les affaires intérieures de ces pays voisins. Sur le plan régional, il a essayé de gagner l'amitié de tous les pays, sans exception, sur la base de la compréhension par ces pays, de la politique du Hamas et de sa vision du conflit israélo-palestinien. Seulement, lors de la fondation du mouvement, ses représentants à l'étranger étaient dans l'incapacité d'accomplir ce qu'il fallait dans les cercles de pays voisins, sans parler du cercle international, probablement en raison de leur nombre trop réduit, de leur inexpérience, ou de l'urgence et de la priorité de leur mission: les relations palestino-arabes. Cela c'est donc fait au détriment des relations du mouvement avec le cercle islamique, ainsi qu'avec les pays non musulmans, qui n'ont d'ailleurs pas été pris en compte par le Hamas avant 1992, année où les ces chefs sont expulsé au Sud-Liban.

Pour qui suit ainsi l'évolution du discours et des positions politiques vis-à-vis des trois cercles, le Hamas a dès le départ fait l'impasse sur le cercle international. Et les relations avec les pays arabo-islamiques, sont passées par trois étapes. D'abord, de la fondation du mouvement jusqu'à la nomination d'un porte-parole à l'étranger en 1991. Puis a commencé la deuxième phase, avec la nomination, d'Ibrahim Ghosheh pour parler en son nom, puis la création du Bureau politique, dirigé par Dr. Moussa Abou Marzouk puis par Khaled Mechaal dont l'influence n'a cessé de grandir au sein du

mouvement jusqu'au déclenchement de la deuxième Intifada en 2000. La reprise de l'action militaire publiquement et intensément ont permis au Hamas de remporter les élections municipales en 2005 et législatives en 2006. Avec cette victoire, débute la troisième étape durant laquelle se sont créés les axes arabes et régionaux, principalement l'axe de "résistance" et l'axe de "modération". Le mouvement Hamas fait partie intégrante du premier axe pour des raisons politiques, idéologiques et d'intérêts. Ensuite, les relations avec de nombreux pays arabes et musulmans vont s'envenimer, sachant que le bureau politique du mouvement à l'étranger a créé un département de l'action islamique en 1993, dont la responsabilité a été confiée à Khaled Mechaal, avant qu'il ne devienne président du Bureau politique³⁹¹.

Par ses relations avec les nations et les peuples arabes et islamiques, le mouvement Hamas cherchait à accroître son influence, mais aussi le soutien qu'il pouvait obtenir et sa médiatisation là où il ne pouvait pas concurrencer par l'OLP et ses différentes factions. D'autant que l'OLP et ses factions avaient relativement négligé les pays islamiques en Asie et en Afrique. Le Hamas a donc essayé d'exploiter cette négligence et de combler le vide en sa faveur. Il espérait un accroissement des dons, des zakats et l'aumône recueillie par ses représentants à l'étranger au nom du mouvement, de ses martyrs, de ses combattants et de son chef fondateur Ahmed Yassine, un tétraplégique dans un fauteuil roulant dans les prisons de l'occupation israélienne. Ils collectaient aussi des fonds au nom du peuple palestinien tout entier, qui affronte l'occupation et la confiscation et judaïsation des terres, la destruction des maisons et l'assassinat des enfants. Une occupation qui viole les lieux saints et menace la mosquée Al Aqsa. Le mouvement Hamas a divisé les pays musulmans en trois zones :

1. Les communautés et les pays musulmans en Afrique.
2. Les communautés et les pays musulmans en Asie.
3. La Turquie et les Musulmans de l'Union soviétique et d'Europe³⁹².

Le Hamas a essayé de gagner tout le monde arabe et musulman à sa vision islamiste du conflit israélo-arabe et israélo-palestinien. Lors de la deuxième étape, le Hamas politiquement mur, utilise un langage plus diplomatique, et adopte des positions

³⁹¹ Al Risala, n° 6, 19 novembre 1993.

³⁹² Entretien de Khaled Al Haroub avec Moussa Abou Marzouk à Amman, 21 avril 1995.

politiques plus modérées vis-à-vis des pays arabes et musulmans qui ne satisfont pas l'ensemble du mouvement, d'autant que la présence de représentants dans les pays voisins lui impose de tenir compte de nombreux facteurs lors de la formulation de ses positions. Ses considérations extérieures vont progressivement s'imposées sur le discours du mouvement Hamas et sur son idéologie, non pas seulement en raison de la présence de ses représentants ou dirigeants à l'étranger, mais aussi en raison d'une maturité politique et opérationnelle. Le concept de non-hostilité s'est développé visant à multiplier et renforcer les alliances stratégiques régionales pour soutenir moralement et politiquement une vision politique partagée du conflit israélo-palestinien³⁹³. Néanmoins cette politique n'a pas fonctionné avec beaucoup de pays arabo-musulmans, étant donné l'appartenance du mouvement aux Frères musulmans, historiquement hostiles aux régimes arabes et musulmans.

Sur cette base, le mouvement Hamas s'est retrouvé dans l'un des axes régionaux composé de pays arabes et musulmans, en vertu des positions et des politiques du mouvement hostiles au processus de paix israélo-arabe, même s'il a essayé de ne faire partie d'aucun axe régional, du moins en théorie. Cependant, son comportement et sa coopération avec l'axe de la résistance composé de pays comme l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas lui-même, et soutenue par certains pays comme le Soudan et le Qatar, a fait que le Hamas est désormais classé comme faisant partie de cet axe, qui s'est mis à lui apporter un soutien politique, financier, militaire et logistique, notamment après sa victoire aux élections législatives. Le Hamas se retrouve donc dans une situation difficile où il est impossible de manœuvrer avec l'autre axe, opposé politiquement aux sien. Le mouvement Hamas souhaitait pourtant établir des relations équilibrées avec tous les pays arabes et musulmans de manière à l'aider à affirmer sa présence politique, à lui permettre de communiquer avec ces pays et leur faire part de ses points de vue directement pour éviter tout malentendu ou incompréhension, à l'ouverture politique et médiatique du mouvement régionalement et internationalement, à avoir de nouvelles dimensions géographiques de son action politique, à rapprocher les positions des pays arabes et musulmans de ses propres positions, à obtenir la reconnaissance formelle de ces pays, mais aussi obtenir un

³⁹³ Ibrahim Gosheh, porte-parole du Hamas, in « Etude dans la pensée politique », *op. cit.*, p. 287.

soutien matériel et moral sous diverses formes au peuple palestinien dans sa lutte contre l'occupation israélienne³⁹⁴.

³⁹⁴ Khaled Meshaal, entretien avec le chercheur, Amman, octobre 1994.

I. Déterminants de la politique étrangère du Mouvement Hamas avec les pays arabo-musulmans

Les orientations politiques générales du mouvement Hamas précédemment décrites reflètent ce qu'il s'était lui-même fixé sur la façon de mener ses relations extérieures avec les pays. Ces déterminants sont responsables des tentatives répétées d'établir des relations équilibrées avec toutes les parties. Les dirigeants, les communiqués et les positions déclarées l'affirment, même si, de par la dimension islamique du mouvement, le rapprochement ou l'éloignement d'un pays se joue sur sa proximité avec l'idéologie islamique et la force des mouvements islamistes dans ce pays.

Certains pays arabes et musulmans hésitent à commencer des relations avec le mouvement Hamas, ou du moins prennent leur temps de peur d'accroître la puissance des mouvements islamistes dans ce pays, bien que le mouvement ait toujours insisté sur le fait que ses décisions resteraient indépendantes de la dimension internationale de l'islamisme, que le mouvement représentait la dimension islamique de la question palestinienne au sens large³⁹⁵.

D'une part, la position vis-à-vis du processus de paix constitue un obstacle à l'amélioration des relations avec les pays arabes et islamiques, que ce soit au niveau des Etats eux-mêmes, en particulier ceux impliqués dans le processus ou qui le soutiennent, ou au niveau du mouvement lui-même en terme de capacité à trouver un dénominateur commun avec ces pays à la lumière du conflit. En effet, le Hamas rejette en bloc ce processus et fait tout pour le faire avorter et y mettre fin.

D'autre part, l'impact des relations des arabes et/ou islamiques avec l'OLP et ses répercussions sur les relations avec le mouvement Hamas. Les pays arabes et islamiques entretiennent des relations directes avec l'OLP en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien. Le mouvement Hamas, lui, ne reconnaît pas l'organisation comme telle, ce qui rend les pays arabes méfiants à l'égard des intentions et des objectifs du mouvement et ne sont donc pas encouragés à établir des relations avec lui pour qu'il ne représente pas une alternative à l'OLP, particulièrement après la signature des Accords d'Oslo en 1993. L'OLP avait reçu un soutien international et occidental. Les pays arabes et islamiques sont donc contraints de

³⁹⁵ Etudes dans la pensée politique du mouvement de la résistance islamique, Hamas, 1999, 3^e édition, Amman, p. 279.

limiter les relations avec le mouvement de manière à s'aligner à la position internationale de soutien à l'OLP et à l'Autorité nationale palestinienne.

La réciprocité des intérêts politiques entre les deux parties de cette relation et son impact sur le rôle régional de ces États, ou comment les intérêts de chaque Etat concerné par l'établissement de relations directes avec le mouvement Hamas et la possibilité de s'en servir pour renforcer sa place et son statut international dans le système de relations internationales. Et ses relations servent aussi les intérêts du mouvement Hamas et bénéficient au mouvement, en plus de la dimension idéologique, qui joue comme un facteur essentiel dans de nombreux cas pour l'établissement de relations entre le Hamas et toute autre partie, arabe ou islamique.

À la lumière de ces déterminants, le mouvement Hamas a effectué une lecture générale de la situation arabe et islamique, à partir de laquelle il a établi ses politiques dans les relations politiques. Pour le mouvement, la situation arabe et islamique se présente ainsi :

- Un état d'instabilité et de division domine le monde arabe et musulman après la crise du Golfe, et les effets négatifs de cette situation sur les politiques des pays arabes et leurs positions vis-à-vis de la question du peuple palestinien et de sa lutte contre l'occupation israélienne.
- La participation ou le soutien de la majorité des régimes arabes et islamiques au processus de règlement du conflit israélo-palestinien, et l'incapacité de l'opposition à influencer dans le sens contraire en raison de l'ampleur du soutien international à ce processus et les pressions exercées sur les pays arabes et islamiques pour qu'ils soutiennent le processus de paix israélo-arabe.
- Les efforts et des préoccupations d'un grand nombre de pays arabes et islamiques, se sont épuisés, pris dans des problèmes et des conflits internes, régionaux et internationaux (Irak - Soudan - Yémen - Algérie - Egypte – Afghanistan...). Il en résulte de la concentration de l'attention sur les préoccupations intérieures du pays au détriment de la confrontation avec le danger sioniste et le recouvrement de la Palestine, que ce soit au niveau officiel ou populaire.

- La faiblesse des moyens financiers et lourd endettement dont souffrent de nombreux pays arabes³⁹⁶ font que ces pays sont dépendants, dans leurs relations internationales, avec des pays créanciers. Pratiquement, ce sont ces pays qui contrôlent l'économie mondiale, à travers leur contrôle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui financent les pays du Tiers-Monde, au titre de prêts avec intérêts. Les dettes de ces pays sont difficiles à rembourser, garantissant ainsi la loyauté de ces pays endettés aux pays influents qui contrôlent ces deux institutions, symboles d'oppression et d'exploitation au niveau mondial. Le mouvement Hamas définit ses politiques sur la base des caractéristiques ci-dessus, et ajoute qu'en raison de la situation des pays arabes et islamiques, et à la lumière de la conception de l'islamité de la question palestinienne et du lien entre la libération de la Palestine et le projet de renaissance du monde arabe et musulman, le mouvement tend dans ses relations politiques avec le monde arabe et musulman à amplifier les aspects positifs et minimiser les aspects négatifs, à s'attacher aux principes et aux constantes et mobiliser les énergies pour soutenir la résistance du peuple palestinien jusqu'au moment où les conditions de la victoire et de la libération seront remplies³⁹⁷. De plus, il n'est pas utile de s'aliéner toute partie, arabe ou musulmane, ou de les impliquer dans une guerre de libération dans les circonstances actuelles, car cela augmenterait l'écart entre les parties au service de l'occupation israélienne. En conséquence, le Hamas a déterminé son action envers les parties arabes et islamiques dans le but de réaliser un ensemble d'objectifs politiques, conformément à certaines règles et paramètres comme suit.

Le mouvement Hamas cherche à entrer en contact avec les différentes parties arabe ou islamique (Etats, organisations, forces et partis, individus) et à établir des relations positives avec eux, indépendamment de l'orientation ou de l'appartenance idéologique, politique, communautaire ou ethnique, afin de les encourager à faire leurs devoirs et prendre leurs responsabilités envers le peuple palestinien et soutenir sa juste cause. Le mouvement veille à maintenir ses relations et contacts avec les différentes parties arabes et islamiques aussi longtemps qu'elles restent positives et servent la cause palestinienne.

³⁹⁶ Publication interne, « Politiques du mouvement dans les relations politiques », in Khaled Al Haroub, « Le Hamas, pensée et pratique », *op. cit.*, sans date, p. 170-171.

³⁹⁷ *Ibid.*, p. 171.

Le mouvement Hamas n'intervient jamais dans les affaires intérieures des pays arabes et musulmans, il refuse en même temps que ces pays interviennent dans ses propres politiques, ses positions et ses affaires internes.

Le mouvement n'a de conflit avec aucune partie arabe ou islamique. Par conséquent, il n'adopte de politique agressive contre aucune partie arabe ou islamique, mais exprime objectivement et courtoisement, dans l'esprit de l'Islam, des observations et critiques des positions des différentes parties du conflit avec l'ennemi sioniste.

Le Hamas considère que la Palestine est le champ de conflit militaire avec l'ennemi sioniste. Il veille à ne pas porter le combat en dehors des territoires palestiniens occupés mais ne condamne aucun acte de djihad contre l'occupation sioniste lancé de l'extérieur de la Palestine.

Le mouvement fait clairement comprendre aux différentes parties que l'objectif de ces relations est de renforcer l'action du Mouvement face à l'occupation sioniste, que ces relations ne sont dirigées contre aucun régime ou organisation.

Le Hamas appelle à l'unité du monde arabe et musulman, il approuve tous les efforts unitaires et les formes de coopération et de coordination au service des intérêts généraux des nations arabes et islamiques et de la cause palestinienne. Il participera à la réconciliation dans la mesure de ses capacités et moyens.

Le mouvement Hamas considère dangereux l'émergence d'axes et d'alliances contradictoires entre les pays arabes et islamiques et refuse de faire partie d'aucune de ces alliances.

Le mouvement Hamas cherche à parvenir à un équilibre dans ses relations politiques avec les parties arabes et islamiques, il refuse que ses relations avec toute partie arabe ou islamique se fassent au détriment d'une autre partie³⁹⁸.

Il faut noter ici que le Hamas - en dépit des principes généraux déclarés de sa vision de la nature de ses relations avec les pays arabes et islamiques et la façon de les gérer - n'a pas réussi à les mettre en œuvre en raison de son incapacité à créer des alliances ou coordination avec toutes les parties (Etats et forces) sur ce qui est commun entre eux. Ces pays n'ont pas voulu appuyer les politiques du Hamas en raison d'un grand

³⁹⁸ Politiques intérimaires du mouvement..., *op. cit.*, p. 172-173.

nombre d'observations et de réserves, parce que ces politiques sont incompatibles et contraires à la stratégie des Etats arabes, basée sur les négociations comme option stratégique et sur la volonté de faire la paix avec l'Etat d'Israël, conformément à l'initiative arabe ratifiée par le Sommet de Beyrouth au début du deuxième millénaire, ce que le mouvement Hamas n'a pas apprécié et pour lequel il s'est même ouvertement opposé, adoptant le slogan de "résistance" comme alternative aux "négociations", estimant que les négociations n'avaient rien apporté au peuple palestinien : elles sont devenues inutiles et ne font que renforcer la légitimité de l'occupation israélienne, enfermée dans ses politiques de colonisation qui judaïsent la terre et créent une nouvelle réalité qui sera la base des négociations à venir avec le côté palestinien. Les Israéliens se mettent donc à tergiverser et à poursuivre cette politique, en donnant de nombreux prétextes pour échapper aux échéances du processus de paix.

De fait, et malgré lui, le mouvement Hamas a aidé Israël dans ses politiques, sans se rendre compte des conséquences de son refus de l'option de négociations de paix, sachant que le Hamas est conscient que la paix est contraire à la philosophie et aux politiques d'Israël. C'est donc Israël qui a plus intérêt à abandonner le processus de paix. Il aurait donc fallu choisir l'option de la paix, et non de la résistance violente pour l'embarrasser, comme le Hamas l'a fait pendant la période qui a précédé les élections législatives. En effet, il avait tranché la question de la participation aux élections législatives et locales, et s'était présenté comme une partie intégrante du mouvement national palestinien, s'engageant à respecter les accords inter-palestiniens conclus sous le nom de trêve entre Palestiniens et Israéliens.

Le mouvement Hamas a respecté la trêve durant l'année 2005 jusqu'à la tenue des élections législatives de janvier 2006. Le mouvement Hamas a jeté toutes ses forces et énergies pour gagner le plus grand nombre de sièges au Conseil Législatif. Avec cette victoire, le Hamas faisait désormais partie du système politique palestinien. A ce titre, il devait en respecter les obligations. Cependant, il a voulu gérer la situation à sa manière, une manière qui ne tient pas compte du climat et de l'environnement palestinien. Il estime que le peuple palestinien vit une phase de libération nationale, souffre encore de l'occupation et ne constitue pas encore une entité distincte et n'a donc pas un Etat indépendant avec une pleine souveraineté. Le Hamas ne s'était pas rendu compte de cette situation et s'était comporté comme s'il pouvait décideur seul

des politiques nationales, régionales et même internationales liées au processus de paix. Ce processus de paix, lancé depuis plus de quinze ans déjà, et sur lequel on ne peut faire marche arrière, d'abord en raison de ses conséquences sur le terrain, et les implications ultérieures de son abandon en terme de violence et de contre-violence qui ne servent aucune des parties concernées par le processus de paix, y compris les peuples palestinien et israélien.

Il convient également de noter que la victoire du Hamas aux élections législatives, à travers un processus démocratique, transparent et équitable, a été une grande surprise pour le Hamas lui-même et pour tous les acteurs politiques au niveau local, régional et international. Mais cela n'a pas compromis le droit de ce mouvement à former un gouvernement palestinien qui n'a pas été rejeté par les pays arabes et islamiques, mais, au contraire, ils ont félicité le peuple palestinien pour ces élections libres, équitables, démocratiques et transparentes.

Il devient à ce stade nécessaire de connaître la position des États arabes vis-à-vis de la victoire du Hamas aux élections législatives et l'évolution des relations entre eux.

II. Positions et évolution des relations entre les pays arabes et le Hamas après la victoire du mouvement aux élections législatives

La Ligue arabe a bien accueilli les résultats des élections législatives palestiniennes. Elle a estimé que ces élections étaient justes et transparentes et a appelé à en accepter les résultats, puisqu'ils reflètent le choix et la volonté du peuple palestinien. Le Secrétaire général de la ligue arabe, Amr Moussa, a invité Israël à négocier avec le nouveau gouvernement palestinien, dirigé par Ismail Haniyeh, parce que la question n'est pas Hamas ou Fatah, mais la nécessité "qu'Israël respecte les résultats des élections". Il a aussi appelé Israël à ne pas utiliser les résultats des élections comme un prétexte pour arrêter le processus de paix, et à donner une chance au mouvement Hamas et suffisamment de temps pour que les choses se clarifient. Amr Moussa a également averti les Etats-Unis de la pratique du deux poids deux mesures : "Washington ne peut pas chercher à promouvoir la démocratie et rejeter les résultats de ces élections"³⁹⁹.

De même, l'ensemble des pays arabes ont salué les élections "démocratiques" palestiniennes, ont salué les résultats et ont appelé le mouvement Hamas, qui a remporté les élections massivement, à aller de l'avant dans le processus de paix, conformément aux résolutions internationales et à l'Initiative arabe. Le Hamas pourtant émet des réserves sur cette initiative. Il ne reconnaît pas non plus le droit international qui donne à Israël le droit d'exister: c'est là un premier dilemme. Malgré tout, la majorité des principaux pays arabes a reçu le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, juste après la tenue des élections législatives. Ils se sont tous dit disposés à soutenir le peuple palestinien, à commencer par l'Egypte, l'Arabie Saoudite, le Yémen, le Soudan, la Libye, les Emirats Arabes Unis, le Bahreïn, le Koweït, le Qatar, Oman, le Liban et la Syrie... Les pays du Maghreb ont adopté la même position positive et ont exigé que les Etats arabes préservent l'unité nationale palestinienne, et soutiennent le peuple palestinien politiquement et financièrement⁴⁰⁰. Cependant, la position arabe va bientôt changer suite à des facteurs internationaux et propres au Hamas. Le problème principal lié au Hamas est qu'il refuse de reconnaître

³⁹⁹ Mohsen Saleh, « Rapport stratégique palestinien », 2006, Centre Zaitouna d'études et de conseils, Beyrouth, p. 140.

⁴⁰⁰ *Ibid.*, p. 141-143.

l'État d'Israël, et il refuse également de se conformer aux accords signés et de renoncer à la violence, ou abandonner la "résistance" selon lui. Ainsi, Israël, soutenu par les États-Unis et l'Europe, a pu poser des conditions fortes, connues plus tard comme les conditions du Quartet que le mouvement Hamas a aussi rejeté, incitant le monde entier à exiger ces mêmes conditions et imposer un boycott financier total sur l'Autorité palestinienne, entraînant le gouvernement Hamas et le peuple palestinien dans une véritable crise.

Sur la base de cette dichotomie des conditions internationales et de leur rejet par le Hamas, la position arabe se retrouve dans une situation de confusion inhabituelle, essayant de concilier autant que possible entre les deux positions en faveur du respect des résultats des élections palestiniennes et de la volonté du peuple palestinien. Les Arabes souhaitent en effet donner au mouvement Hamas une chance et le temps suffisant d'une part, et un engagement aux conditions du Quartet, qui parraine directement le processus de paix israélo-palestinien d'autre part. Toutefois, la position du Mouvement Hamas n'a pas aidé de quelque manière à manœuvrer, étant donné qu'il rejette catégoriquement de reconnaître Israël. De plus, il a refusé de se conformer aux accords signés avec ce pays et a refusé d'abandonner "l'option de la résistance" comme moyen de parvenir aux droits du peuple palestinien. Le monde est ainsi encouragé à tenir à la position qui refuse de travailler avec le mouvement Hamas et le gouvernement qu'il a formé seul après le refus de tous les Palestiniens d'y participer, surtout quand le Hamas a refusé de reconnaître l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien, l'OLP qui a pourtant conclu les accords avec l'État d'Israël, qui représente le peuple palestinien dans les instances internationales et régionales, et qui mène ses luttes depuis les années soixante. La situation s'aggrave donc malgré les condamnations des pays arabes sur le blocus imposé au peuple palestinien et aux punitions collectives que le monde entier lui inflige sur la base du rejet du mouvement Hamas des conditions du Quartet⁴⁰¹.

À partir de là, les positions des pays arabes commencent à diverger. Deux axes émergent : un axe d'opposition", mené par l'Iran et la Syrie, et un autre conduit par l'Égypte et l'Arabie saoudite, connue sous le nom de l'axe de la "modération". Plus tard, les différentes positions évolueront malgré les tentatives du mouvement Hamas

⁴⁰¹ Al Quds Al Arabi, 11 mars 2006.

d'établir des relations avec tous les pays arabes et islamiques en essayant de rester en dehors des axes ou des alliances. Cependant, les développements ont imposé à toutes les parties de s'en tenir à leurs positions avec des répercussions négatives, voire dangereuses sur la scène palestinienne intérieure. En effet, les prémises d'une guerre civile commencent à apparaître, ou un conflit entre le "gouvernement Hamas" et la "présidence Fatah" sur les prérogatives, les visions et les positions. Ils n'ont pas réussi à trouver un terrain commun, surtout que le mouvement Hamas a tenté d'outrepasser complètement le système politique palestinien, tentant même de se l'approprier et de l'imprégner de son idéologie et de son discours politique pourtant totalement inverse au processus politique de négociation, oubliant que les élections du Conseil législatif et la création de l'Autorité nationale palestinienne émanent, dans les faits, des accords d'Oslo que le mouvement Hamas ne reconnaît pas, et que, sans ces accords, les élections législatives et la création de l'AP n'auraient pas été possibles, mais aussi que sans l'OLP, aucune négociation n'aurait eu lieu.

Il semble que l'attitude des pays islamiques et leurs relations avec le mouvement Hamas après les élections législatives palestiniennes ne diffèrent guère de celles des pays arabes. Il existe cependant quelques différences : tandis que la Ligue arabe a salué les élections, le Secrétariat général de l'Organisation de la Conférence islamique a publié une déclaration félicitant le peuple palestinien pour cet accomplissement démocratique⁴⁰². Il a appelé le mouvement Hamas à traiter d'une manière réaliste, dans une logique de politique internationale, afin de préserver les droits du peuple palestinien et ses acquis. Il a aussi appelé la communauté internationale à respecter les résultats des élections, qui reflètent le choix démocratique du peuple palestinien, sans préjugés, et de continuer à soutenir le processus de paix afin de permettre au peuple palestinien de se libérer de l'occupation et d'établir son Etat indépendant avec Jérusalem pour capitale, conformément aux résolutions internationales⁴⁰³.

En opposition au mouvement Hamas et à ses positions déclarées, contraires aux fondements de l'action politique fondée sur les négociations pacifiques, et dans la situation de division et de pression arabe et musulmane, l'Organisation de la Conférence islamique tend à entretenir des relations prudentes avec le Hamas et son

⁴⁰² Organisation de la Conférence islamique, communiqué de presse, 26 janvier 2006.

⁴⁰³ Organisation de la Conférence islamique, communiqué de presse, 28 janvier 2006.

gouvernement, reflétant le courant majoritaire des 57 États membres de l'organisation. Le Secrétaire général de l'Organisation a reçu le ministre des Affaires étrangères du Hamas, Mahmoud Zahar, le 19 avril 2006. Ils étaient en désaccord sur une opération militaire contre un restaurant israélien à Tel Aviv le 17 avril 2006, le Secrétaire général condamnant l'attentat qui a tué de nombreux civils israéliens, le qualifiant d'acte terroriste, tandis que Zahar le considérait comme un droit légitime des Palestiniens. C'était aussi, dit Zahar, "une opération pour laquelle toute personne qui veut libérer sa terre serait fière"⁴⁰⁴. En même temps, l'Organisation de la Conférence islamique a appelé la communauté internationale à ouvrir le dialogue avec le gouvernement du Hamas. Le secrétaire général a promis que l'Organisation Islamique agisse pour mettre fin à l'isolement du gouvernement palestinien formé par le mouvement Hamas.

Il est important de mentionner que de nombreux pays musulmans (ou avec une forte minorité musulmane) entretiennent des relations avec l'Etat d'Israël, qu'ils ont avec lui des intérêts économiques, commerciaux et militaires : la Turquie, le Nigéria, la Malaisie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, le Cameroun, l'Indonésie, l'Ouzbékistan, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, le Gabon et le Turkménistan. Les pays islamiques font la distinction entre le soutien aux élections démocratiques palestiniennes, aux droits du peuple palestinien, la ferme condamnation de la politique israélienne, et le plein soutien au processus de paix mais aussi l'exigence du monde de respecter les résultats des élections palestiniennes et de donner sa chance au Hamas, mais tout en exigeant du gouvernement Hamas de respecter les accords signés entre Palestiniens et Israéliens, de renoncer à la violence et d'adopter l'option arabe stratégique, la paix et les négociations. Ils demandent au Hamas de faire la distinction entre les positions du gouvernement palestinien et sa position en tant que mouvement, qui ne reconnaît pas Israël, parce qu'un gouvernement palestinien issu d'élections n'a pas le droit de ne pas reconnaître Israël. Ainsi, les pays musulmans ont rallié la majorité des pays arabes et la position internationale, refusant de traiter avec le mouvement Hamas, à moins qu'il ne se plie aux conditions internationales définies par le Quartet. De nombreux pays islamiques ont pris part au blocus du peuple palestinien et ont, à quelques exceptions près, suspendu l'aide financière.

⁴⁰⁴ Journal *Al Hayat*, Londres, 20 avril 2006.

III. Relations du Hamas avec la Turquie

La Turquie dirigée par M. Erdogan, notamment après le rejet de son adhésion à l'Europe, a essayé de faire son entrée dans la région arabe en passant par le Hamas, ou même en manœuvrant pour faire du chantage à l'Union européenne, une manière de dire que la Turquie disposait d'autres options, en direction des pays islamiques en général, et arabes en particulier. De plus, le parti au pouvoir, "Justice et Développement", représente la pensée islamique moderniste contemporaine, contrairement au président turc qui a, par exemple, visité la Palestine les 7 et 8 juin 2006 en rencontrant le président palestinien mais pas le Premier ministre Ismail Haniyeh qu'il n'a pas non plus invité à se rendre à Ankara, comme l'ont fait certains pays arabes et islamiques. Il y a là l'affirmation claire de l'impossibilité pour le parti islamiste de changer des constantes établies par l'Etat kémaliste depuis des décennies, ce qui explique le déclin dans les relations entre le gouvernement turc et le Hamas, devenues une alliance tactique au service des intérêts turcs, parce que la Turquie ne peut pas se libérer de ses liens avec les Israéliens et les Américains qui sont ses principaux soutien⁴⁰⁵.

Il convient également de noter que le mouvement Hamas représente la tendance intégriste de la religion musulmane, une tendance que le kémalisme turc, que représente l'armée et de nombreuses institutions judiciaires et constitutionnelles, combat de toutes ses forces. La Turquie a par conséquent dû revenir sur ses pulsions et sa volonté d'établir des liens forts avec le Hamas. Par contre, un soutien public croissant au peuple palestinien prend la relève, les récoltes de fonds sont nombreuses : durant l'une de ces campagnes, plus 91 associations ont participé⁴⁰⁶. Les manifestations de soutien à la cause palestinienne ne se comptent plus, notamment après la guerre injuste contre Gaza, fin 2008 et début 2009, durant laquelle la Turquie a tenu une position de solidarité forte avec le peuple palestinien, occasionnant alors de vives tensions dans ses relations avec Israël. L'agression israélienne avait débuté seulement 4 jours après la visite en Israël du Premier ministre turc. Les Israéliens avaient promis alors de ne pas perturber la stabilité et le calme relatif à Gaza. La Turquie a donc considéré l'agression israélienne comme un manque de respect à son

⁴⁰⁵ Mohsen Saleh, rapport stratégique, *op. cit.*, p. 182.

⁴⁰⁶ Milliyet, 23 janvier 2009.

égard : c'est comme si la Turquie était préalablement informée. M. Erdogan a condamné fortement l'agression pendant et après, et surtout à Davos le 29 janvier 2009, quand M. Erdogan a quitté une session conjointe avec le président israélien Shimon Peres, affirmant qu'il ne reviendrait plus à Davos, en particulier depuis que le lobby juif aux Etats-Unis a envoyé une lettre au Premier ministre turc condamnant ses positions vis-à-vis d'Israël, les considérant comme ayant une influence majeure sur la flambée de l'antisémitisme en Turquie⁴⁰⁷.

Malgré cette position provocatrice pour la Turquie et son Premier ministre Erdogan, la Turquie a fait preuve de plus de prudence dans ses relations avec le mouvement Hamas. Elle a en même temps continué à critiquer vivement Israël et ses politiques agressives contre le peuple palestinien, et a continué à fournir un appui matériel à la Bande de Gaza. M. Erdogan a continué à demander la levée du blocus de Gaza, et à envoyer de l'aide humanitaire au territoire assiégé. Il a dit qu'il porterait les revendications du mouvement Hamas, accusé de terrorisme par la communauté internationale, aux Nations Unies⁴⁰⁸. Contrairement à tous les pays musulmans, la Turquie a continué ses contacts avec le mouvement Hamas qu'elle a convaincu d'accepter un cessez-le feu pour mettre fin à la guerre en 2009. La Turquie a aussi réussi à convaincre le Hamas d'accepter un grand nombre de positions, où d'autres avaient échoué⁴⁰⁹, d'autant que la Turquie est convaincue de la nécessité d'engager le Hamas dans le processus politique, mais pour cela il faut d'abord une réconciliation inter-palestinienne, entre le Hamas et le Fatah, et plus particulièrement avec le président Mahmoud Abbas⁴¹⁰, affirmant toutefois qu'elle ne se rangeait pas au côté du mouvement Hamas, qu'elle ne soutenait pas toujours ses politiques, mais lui prodiguait des conseils, expliquant que les armes ne règlent pas le conflit, mais dans le même temps qu'il n'y a pas de solution sans le Hamas. Il faudrait donc former un gouvernement d'unité nationale avec le mouvement Hamas.

⁴⁰⁷ Milliyet, 23 janvier 2009.

⁴⁰⁸ Al Safir, 9 janvier 2009.

⁴⁰⁹ Milliyet, 21 janvier 2009.

⁴¹⁰ Milliyet, 21 janvier 2009.

IV. Relations du Hamas avec l'Egypte

L'Egypte n'a pas aimé la victoire du mouvement Hamas aux élections législatives palestiniennes de début 2006. Elle craignait que ce succès ait des répercussions sur le règlement en cours, son influence dans les milieux palestiniens, ses relations avec Israël et sur l'influence des Frères Musulmans en Egypte. Les relations de l'Egypte avec la question palestinienne, après les élections législatives, sont à observer sous l'angle de sa position vis-à-vis d'un gouvernement palestinien contrôlé par le mouvement Hamas, ainsi que de sa volonté de jouer un rôle de médiateur dans la relation conflictuelle entre le Hamas et le Fatah, entre le gouvernement et la présidence palestinienne, et d'aider à former un gouvernement d'unité nationale, bien que le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit ait déclaré que son pays respectait la volonté du peuple palestinien et admis que les élections avaient produit une nouvelle réalité politique⁴¹¹.

Les médias égyptiens ont reconnu que l'Egypte n'avait pas prévu la victoire écrasante du Hamas, que cette victoire était un véritable séisme politique, car c'est la première fois dans le monde arabe qu'un courant appartenant à l'Islam politique gagne une majorité parlementaire par des élections. L'Egypte a donc conditionné la poursuite de bonnes relations avec le Hamas à la reconnaissance d'Israël. Le Premier ministre égyptien a affirmé qu'il était nécessaire que le Hamas respecte les accords de paix conclus par l'OLP avec Israël. Ainsi, l'Egypte s'est efforcée de rapprocher les points de vue des mouvements Hamas et Fatah. Dans le même temps, elle a tenté de convaincre le Hamas d'accepter de négocier avec Israël, après l'avoir reconnu, et de donner à la direction du Hamas l'opportunité de changer sa position dans un délai n'excédant pas six mois. Les dirigeants égyptiens ont évité de rencontrer des leaders du mouvement Hamas et ont limité les liens avec lui aux services de renseignement égyptiens qui a joué un rôle majeur dans le rapprochement des points de vue entre le Hamas et le Fatah⁴¹².

L'attitude de l'Egypte à l'égard du Hamas a toujours été critique. Le président égyptien, Hosni Moubarak, considérait que la résistance palestinienne n'apportait que

⁴¹¹ Mohsen Saleh, rapport stratégique 2006, *op. cit.*, p. 144.

⁴¹² *Ibid.*, p. 145.

peu de gains, et que c'est le peuple qui en payait le prix. Il a assuré que nul ne contestait le droit des peuples à résister à l'occupation, mais que cette résistance devait peser les pertes et les gains, et qu'enflammer la situation pour réaliser certains profits, éloignait de l'objectif principal des Palestiniens, la création d'un Etat indépendant⁴¹³. Les différends prennent de l'ampleur lorsque les Egyptiens divulguent les correspondances entre Khaled Mechaal, chef du Bureau politique du Hamas, et le général Omar Suleiman, chef des renseignements égyptiens. L'Egypte détermine sa position vis-à-vis du mouvement Hamas dans les déclarations de Mohammed Bassiouni, ancien ambassadeur d'Egypte en Israël, et président de la commission des affaires arabes au Sénat égyptien. Il avait déclaré que son pays cherchait à élaborer un projet national palestinien unifié, avec l'accord de tous, sur la base de trois exigences fondamentales présentées au mouvement Hamas :

La première est de cesser les querelles et les conflits internes, sans quoi les négociations et le processus politique ne pourraient reprendre. Arrêter toutes les campagnes politiques et médiatiques et toutes les formes de combats entre le Hamas et le Fatah.

La seconde est l'indépendance des positions palestiniennes. Que les décisions palestiniennes émanent des institutions politiques palestiniennes, et non par des parties externes.

Et la troisième est le réalisme dans les prises de décision. Ne pas vouloir atteindre l'impossible, l'irréalisable, parce que la politique est l'art du possible⁴¹⁴.

La tension monte d'un cran dans les relations entre l'Egypte et le Hamas suite à l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit et la médiation égyptienne entre le Hamas et Israël. Le Hamas a refusé les demandes israéliennes *via* l'Egypte et a annoncé l'échec des négociations parrainées par l'Egypte pour conclure un échange de prisonniers palestiniens contre le soldat israélien enlevé; les Egyptiens sont contrariés. Les relations sont restées tendues tout au long de l'année 2006, l'Egypte étant profondément convaincue qu'un échange de prisonniers entre Israël et le Hamas permettrait de rétablir la confiance, en prévision de la reprise des négociations entre les deux camps⁴¹⁵. L'Egypte a également proposé une initiative de reprise des

⁴¹³ Al Ittihad, Emirats arabes unis, 27 juillet 2006.

⁴¹⁴ Okaz, Arabie Saoudite, 29 janvier 2006.

⁴¹⁵ Agence de presse Sama, Palestine, 14 janvier 2007.

négociations entre Palestiniens et Israéliens excluant le mouvement Hamas, affirmant que la présidence était le représentant légitime de l'Autorité nationale palestinienne⁴¹⁶, et ce après le coup d'Etat du Hamas en juin 2007 dans la bande de Gaza. L'Egypte a condamné ce coup de force, a retiré sa délégation de sécurité de Gaza, et y a fermé son ambassade, décrétant l'état d'urgence le long de la frontière avec Gaza, et saluant le gouvernement de Salam Fayyad⁴¹⁷. L'Egypte soutient aussi le président Mahmoud Abbas face au mouvement Hamas et condamne la séparation entre Gaza et la Cisjordanie. Elle n'a pas reconnu pas le nouvel état de fait qu'elle considère illégal dans la Bande de Gaza mais n'a pas pu prendre part au blocus total de la Bande de Gaza comme l'exigeait la communauté internationale. Des responsables égyptiens ont déclaré que "l'Egypte ne pouvait prendre des décisions ou des mesures punitives contre le peuple palestinien, ses factions ou de ses dirigeants politiques"⁴¹⁸.

Les Etats-Unis et Israël ont tous deux accusé l'Egypte de tolérance et d'indulgence quant à la contrebande d'armes au profit du mouvement Hamas à Gaza, via des tunnels creusés dans les zones frontalières entre les côtés palestinien et égyptiens de Rafah. Ces accusations se sont transformées en tension dans les relations avec Israël, des tensions étendues à la position égyptienne sur la question des Palestiniens bloqués du côté égyptien de la frontière, notamment les pèlerins. La prise de contrôle de la Bande de Gaza par la force de la part du Hamas a entravé le passage par le poste frontière de Rafah. Cependant, l'Egypte a décidé, contrairement aux demandes israéliennes, de permettre l'entrée des pèlerins en territoire égyptien⁴¹⁹. De plus, la position égyptienne vis-à-vis de cet injuste siège imposé à Gaza a évolué, et le président Hosni Moubarak a annoncé que "l'Egypte ne participera pas à la famine du peuple palestinien", surtout après que des Palestiniens aient forcé le mur séparant la Bande de Gaza de l'Egypte. Des milliers des Gazaouis sont alors entrés en Égypte. Après quoi l'Égypte a rebâti les murs détruits par les Comités de résistance populaire à Gaza. La frontière est devenue "souple", c'est-à-dire que les Egyptiens ferment les yeux sur les tunnels palestiniens sous leurs frontières⁴²⁰. En même temps, l'Egypte accusait le mouvement Hamas de vouloir établir un émirat islamique à Gaza, et a

⁴¹⁶ Al Akhbar, Beyrouth, 30 janvier 2007.

⁴¹⁷ AL Ayyam, Ramallah, 18 juin, 2007.

⁴¹⁸ Al Hayat, Londres, 20 juin 2007.

⁴¹⁹ Al Sharq Al Awsat, 24 janvier 2008.

⁴²⁰ Al Jazeera.net, 25 janvier 2008.

essayé, en vain, de parvenir à une entente entre la présidence palestinienne et le mouvement Hamas, ce dernier ayant rejeté l'accord de 2005 qui ne lui accorde aucun rôle sur les frontières, que la garde du président Mahmoud Abbas contrôle⁴²¹.

Les relations entre le mouvement Hamas et l'Égypte sont demeurés entre tension et relâchement mais l'Égypte est restée le principal acteur. Elle a dû traiter avec le Hamas et gérer les conséquences du blocus de la Bande de Gaza, la fermeture du poste-frontière de Rafah, jouer le rôle de médiateur entre le Fatah et le Hamas, conclure une trêve entre le Hamas et Israël... Pour l'Égypte, le Hamas constitue donc un fardeau, un problème, qui contrôle par la force, et illégalement, un territoire à sa frontière. L'Égypte craint un gouvernement islamiste à ses frontières, craint les retombées en Égypte même, et notamment sur les Frères musulmans, mais ne peut couper les liens avec le Hamas qui contrôle la Bande de Gaza, entre l'Égypte et Israël. Elle est donc contrainte de maintenir les contacts avec la direction du mouvement, uniquement via les services de renseignement, aucun responsable civile n'étant autorisé à rencontrer des dirigeants du mouvement Hamas ou des membres de son gouvernement à Gaza. En revanche, les relations sont bonnes avec le gouvernement de Salam Fayyad qui dépend du président Mahmoud Abbas, représentant de la légitimité nationale palestinienne⁴²².

Certains dirigeants du Hamas ont déclaré que l'agression israélienne sur Gaza avait reçu un feu vert de certaines parties dans la région, que l'attaque israélienne était intervenue après la visite du ministre israélien des Affaires étrangères Tzipi Livni, au Caire deux jours auparavant, insinuant que l'Égypte était complice avec l'occupation israélienne dans une tentative de renversement du Hamas par la force. Le porte-parole du mouvement Hamas, Fawzi Barhoum, avait d'ailleurs annoncé que l'Égypte avait contacté le mouvement pour le rassurer, affirmant que le 27 décembre 2008 serait un jour calme dans la Bande de Gaza⁴²³. L'Égypte a réfuté cette déclaration et a confirmé qu'elle avait constaté des signes d'une attaque contre Gaza, c'est pourquoi le président égyptien avait convoqué Mme Livni au Caire pour la mettre en garde d'une telle attaque, et ce malgré le tir de 60 roquettes palestiniennes sur Israël le soir de l'arrivée de Livni au Caire, dans une volonté claire de contrecarrer

⁴²¹ Al Hayat, Londres, 29 janvier 2008.

⁴²² Mohsen Saleh, Rapport stratégique 2008, p. 131.

⁴²³ Al Quds presse, 27 décembre 2008.

les efforts de l'Égypte, a déclaré le ministre des Affaires étrangères de l'Égypte, Ahmed Aboul Gheit⁴²⁴. Des Égyptiens ont alors demandé à punir le mouvement Hamas pour ses actes qui ont poussé la région dans cette situation sanglante⁴²⁵. Le ministre égyptien des Affaires étrangères a lié le comportement du Hamas à l'agenda iranien dans la région. Il a déclaré : "Il y a une répartition des rôles entre l'Iran, le Hamas et le Hezbollah dans les événements récents à Gaza, de manière à transformer la région en un lieu d'affrontement au bénéfice de l'Iran qui essaie d'utiliser ces cartes pour se libérer de la pression occidentale"⁴²⁶.

En dépit de cette tension dans les relations entre le mouvement Hamas et l'État égyptien, ce dernier est resté en contact avec le mouvement et le reste des forces palestiniennes. Il a parrainé six rounds de dialogue durant l'année 2009. Il a présenté une proposition de réconciliation en octobre 2009 mais le mouvement Hamas a refusé de la signer alors que le mouvement Fatah avait accepté en dépit de certaines réserves, ce qui a irrité les dirigeants égyptiens, d'autant que les observations du Hamas n'étaient absolument pas fondamentales, l'Égypte accusant le mouvement Hamas de les utiliser comme prétexte pour se dérober à la réconciliation et à des engagements qu'il avait pris de signer le document⁴²⁷. Les médias officiels égyptiens ont alors lancé une violente attaque contre le Hamas et ses dirigeants. Le rédacteur en chef du journal *Al Jumhuriya* a, par exemple, écrit dans un article: "O activistes du Hamas... Ô Moussa Abou Marzouk... tenez votre langue. L'Égypte ne manœuvre pas, ne manigance pas", et "le Hamas bloque la réconciliation, soumis à des pressions régionales, du Qatar, de l'Iran et la Syrie"⁴²⁸.

Ces tensions dans les relations entre le mouvement Hamas et l'Égypte sont donc restées tendues tout au long de l'année 2009, mais en fait n'avaient jamais pas été interrompues. L'Égypte a pourtant permis de laisser ouverts les tunnels sous la frontière avec Gaza depuis 2007 jusqu'à aujourd'hui. Ces centaines de tunnels constituent le principal poumon de Gaza, permettant la contrebande de marchandises et de matériaux en direction de la Bande de Gaza, ainsi que la contrebande d'autres

⁴²⁴ Al Qabas, Kuwait, 28 février 2009.

⁴²⁵ Al Sharq Al Awsat, Al Misrioun, 13 janvier 2009.

⁴²⁶ Al Misri Al Yaoum, 29 janvier 2009.

⁴²⁷ Al Hayat, 21 octobre 2009.

⁴²⁸ Al Quds Al Arabi, 24 octobre 2009.

marchandises à caractère militaire. La Bande de Gaza dépend en effet à hauteur de 50% à 60% de ces tunnels pour répondre à ses besoins. Toutefois, l'Égypte a utilisé les tunnels comme une arme à double tranchant: d'abord "ne pas affamer le peuple palestinien", puis de faire pression sur le Hamas et Israël. En 2009, l'Égypte a détruit environ 350 tunnels⁴²⁹, d'où une diminution massive des marchandises. Les bombardements israéliens sur les tunnels ont également contribué, en complément aux mesures égyptiennes, à la destruction de 80% des tunnels⁴³⁰. Fin 2009, l'Égypte a commencé la construction d'un énorme mur d'acier le long de sa frontière avec Gaza, sur une profondeur de 20 à 30 mètres pour lutter contre la contrebande par les tunnels. Ainsi, l'année 2009 se termine sur une congestion dans la relation entre le gouvernement égyptien et le mouvement Hamas.

La situation est restée presque inchangée en 2010, avec quelques exceptions de contacts limités entre les deux parties à des fins spécifiques, et seulement à travers certaines personnalités du mouvement Hamas. Les relations continuent de s'envenimer jusqu'à la révolution égyptienne et la chute du régime de Hosni Moubarak, début 2011. Il y eut alors des manifestations palestiniennes pour faire pression sur Gaza et Ramallah afin de mettre fin à la division. Le président Abbas s'est alors déclaré prêt à se rendre à Gaza et à former un gouvernement de technocrates indépendants, ce qui a relancé le processus de réconciliation. Toutes les parties arabes et régionales ont salué cette initiative. Les nouveaux dirigeants de l'Égypte ont profité de l'occasion pour reprendre le rôle égyptien dans le processus de réconciliation et renouer les relations avec le Hamas jusqu'à ce qu'ils réussissent à faire signer un accord de réconciliation en mai 2011 par toutes les forces palestiniennes et certains participants indépendants. Le Caire a donc repris ses relations avec le Hamas sur de nouvelles bases, avec un nouveau langage et surtout différemment du passé.

⁴²⁹ Agence de presse Sama, 25 août 2009.

⁴³⁰ Al Sharq Al Awsat, 11 mai 2010.

V. Relations du Hamas avec l'Arabie Saoudite

Le Royaume d'Arabie Saoudite fait partie des pays actifs et importants dans le système politique arabe. Il fait partie des rares pays arabes qui sont influencés et qui influencent la cause palestinienne, sans faire partie des pays en confrontation avec Israël. A ce titre, il est important d'examiner les relations du Royaume avec le mouvement Hamas et le reste des forces politiques palestiniennes, et ses rapports à la cause palestinienne en général. Le Royaume est en effet historiquement lié à la cause palestinienne et à l'Organisation de libération de la Palestine depuis sa création en 1964. Il a soutenu la résistance palestinienne dans tous les domaines, notamment politique, diplomatique et financier. Mais il n'a pas entretenu de relations avec les factions palestiniennes comme telles, à l'exception peut-être du mouvement Fatah, principal élément de l'OLP. Il n'a des relations directes avec le mouvement Hamas que depuis quelques années, depuis sa victoire aux élections législatives de 2006 pour être plus précis.

L'Arabie saoudite a considéré, par la voix de son ambassadeur aux Etats-Unis, Turki Al Faysal, que "l'inquiétude du monde concernant la victoire du mouvement Hamas n'était pas justifiée et que la victoire du Hamas ne devait pas susciter l'inquiétude des capitales arabes ou d'autres pays, aussi longtemps que la communauté internationale tenait ses engagements quant au règlement du conflit israélo-palestinien sur la base de deux États vivant côte à côte"⁴³¹. Le ministre saoudien des Affaires étrangères a mis en garde contre le danger de l'arrêt des aides à l'Autorité nationale palestinienne, parce que cet arrêt serait désastreux, et que le mouvement Hamas est maintenant un gouvernement, et qu'il agira de façon responsable en tant que gouvernement. Il a estimé que la communauté internationale devrait d'abord voir ce que fera le gouvernement, plutôt que de juger le Hamas sur la base du langage qu'il tenait en tant que mouvement⁴³².

L'Arabie Saoudite a refusé de suspendre son aide financière à l'ANP après le succès du Hamas dans les élections parlementaires. Le ministre des Affaires étrangères a affirmé que le Royaume allait continuer à soutenir l'Autorité palestinienne même dirigée par un gouvernement Hamas, et qu'il encouragerait le mouvement à accepter

⁴³¹ Al Sharq Al Awsat, 10 février 2006.

⁴³² Al Hayat, 14 février 2006.

le principe de la coexistence de deux Etats, palestinien et israélien. Il a également invité le chef du Bureau politique du Mouvement, Khaled Mechaal, à visiter le Royaume pour consultation, avant la tenue du sommet de Khartoum, tout en affirmant son engagement à soutenir l'Autorité, politiquement et financièrement⁴³³. Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Hamas, Mahmoud Zahar, s'est rendu à Riyad où l'Arabie saoudite lui confirma son intention de payer l'aide prévue à l'Autorité nationale en vertu des résolutions de la Ligue arabe, dont le montant s'élève à 94,4 millions de dollars pour la période allant de mi-octobre 2005 à octobre 2006. En contrepartie de ce soutien saoudien, le Royaume a demandé au Hamas d'accepter l'initiative arabe de paix approuvée lors du Sommet arabe de Beyrouth en 2002 qui inclut implicitement la reconnaissance d'Israël⁴³⁴.

Les relations politiques saoudiennes avec les forces palestiniennes, et en particulier avec l'Autorité nationale et les gouvernements, se basent sur l'initiative de paix arabe (qui était à l'origine une initiative du roi Abdullah Ben Saoud) jusqu'à l'avènement du gouvernement Hamas où la donne a relativement changé en raison de la position de ce mouvement qui rejette en bloc le règlement et le processus. Cette situation a eu des conséquences sur les relations entre le Fatah et le Hamas, à l'intérieur et en dehors des institutions officielles. Cette situation a également eu des répercussions sur les relations palestino-arabes, y compris les relations avec l'Arabie Saoudite, qui considère que le conflit inter-palestinien est dommageable à la cause palestinienne ainsi qu'aux efforts arabes pour l'établissement d'une paix israélo-arabe⁴³⁵. Ainsi l'Arabie Saoudite a invité les deux parties à la Mecque pour chercher une issue à leur affrontement et afin de restaurer la cohésion du système politique palestinien afin d'aider à briser le blocus et l'isolement international dus à la position du mouvement Hamas et de son gouvernement refusant le processus de négociation pacifique, la reconnaissance d'Israël et les accords conclus dans le passé avec l'Etat israélien. L'accord de la Mecque est conclu sous auspices de l'Arabie Saoudite en 2007, mais il n'a pas résisté longtemps: le mouvement Hamas s'est retourné contre l'Autorité nationale en juin de la même année.

⁴³³ Mohsen Saleh, Rapport stratégique 2006, *op. cit.*, p. 160.

⁴³⁴ *Ibid.*, p. 160.

⁴³⁵ Hassan Abou Taleb, Le rôle saoudien... limites de l'engagement avec une affaire complexe, politique internationale, V. 42, n° 170, octobre 2007, p. 118-119.

Le coup d'Etat du Hamas contre l'Autorité nationale a grandement contrarié l'Arabie Saoudite, la conduisant à pencher du côté de la légitimité palestinienne, représentée par le président Mahmoud Abbas. Elle a soutenu le gouvernement d'urgence formé par Abbas tout en essayant de maintenir les liens avec le mouvement Hamas, pour l'empêcher de s'engager définitivement dans l'axe Iran-Syrie. Pour le ministre des Affaires étrangères, Saoud al-Fayçal, "l'exclusion du Hamas est une question palestinienne interne qui doit être réglée dans les institutions constitutionnelles palestiniennes, le parlement et l'OLP. Autrement, il faudrait organiser des élections démocratiques". L'Arabie saoudite appelait les deux parties (le Fatah et le Hamas) à revenir à l'accord de la Mecque conclu en février 2007. La mise en œuvre de ses dispositions pourrait constituer une sortie de crise. Cependant, le souhait de l'Arabie Saoudite ne pouvait être exaucé en raison de la violence et du caractère sanglant du coup d'Etat, mais aussi en raison de l'opposition diamétrale des attitudes des deux parties en conflit. L'initiative égypto-saoudienne pour ramener les deux parties au dialogue à encore une fois échoué en raison de l'intransigeance du président palestinien Mahmoud Abbas et de ses conditions imposé au mouvement Hamas, tandis que le Hamas s'était déclaré favorable au dialogue lors de la visite du président de son bureau politique, Khaled Meshaal, à Riyad et au Caire⁴³⁶.

Après le coup d'Etat de juin 2007, le froid a caractérisé les relations entre le mouvement Hamas et l'Arabie Saoudite. Mais le Royaume n'a pas coupé définitivement ses liens avec le mouvement, de manière à le ramener vers l'axe de l'Arabie Saoudite au lieu d'aller vers l'axe iranien, considérant que, malgré tout, il s'agit d'un mouvement islamiste sunnite, tout en soutenant officiellement la légitimité palestinienne représentée par le président Mahmoud Abbas et son gouvernement. L'Arabie Saoudite n'a donc participé au sommet de Damas en mars 2008 qu'au niveau de son représentant à la Ligue arabe. Elle n'a pas non plus participé au sommet de Doha, organisé en soutien à Gaza. Ce sommet a échoué en raison de la position des pays "modérés", dirigé par l'Arabie saoudite et l'Egypte, et leur position favorable à la légitimité palestinienne dans sa lutte contre le mouvement Hamas, qu'ils considéraient comme un pouvoir illégal dans la Bande de Gaza. L'Arabie Saoudite a également soutenu l'idée de la formation de forces arabes à envoyer dans la Bande de Gaza, pour

⁴³⁶ Al Watan, Arable Saoudite, 15 juin 2007.

en prendre le contrôle, gérer les postes-frontières et faciliter la tenue de nouvelles élections présidentielles et législatives, position incompatible avec la vision et les positions du Hamas.

Le Royaume d'Arabie Saoudite est resté dans l'axe des "pays modérés" et s'est déclaré prêt à soutenir la reconstruction de Gaza après la guerre de fin 2008 - début 2009, à hauteur d'un milliard de dollars. Le Royaume est resté le principal bailleur de fonds arabe de l'Autorité nationale palestinienne, mais il n'a pas payé un sou ni au Hamas, ni à son gouvernement à Gaza. Il a cessé tout soutien politique et diplomatique, réservant tout son soutien à l'Autorité légitime, dirigée par le président Mahmoud Abbas. Il a même augmenté le montant de son aide à l'Autorité par rapport au passé. Il est resté attaché à l'initiative de paix arabe sans modification jusqu'à son acceptation par Israël.

La position saoudienne vis-à-vis du mouvement Hamas est restée inchangée. L'Arabie Saoudite a pourtant poursuivi ses efforts pour soutenir toute action dont l'objectif était de mettre fin à la division palestinienne, de rétablir l'unité nationale. Elle a soutenu l'Egypte dans toutes ses prises de positions relatives au dialogue inter-palestinien et a refusé l'implication de toute autre partie que l'Egypte dans les dialogues inter-palestiniens que cette dernière parrainait. Le Royaume s'est contenté de rencontres avec la direction du mouvement Hamas pour aider à déterminer la position du mouvement vis-à-vis des grandes questions, comme sur la position de l'initiative de paix arabe que le Hamas accepte avec scepticisme et manque de conviction. Il a également fait pression sur le Hamas pour signer le document égyptien de réconciliation, sans y parvenir. L'intransigeance du Hamas a eu un impact négatif sur les relations entre les deux parties (l'Arabie Saoudite et le Hamas), confortant la conviction saoudienne que le mouvement Hamas n'était pas libre de décider mais a les poings liés par sa présence dans l'axe du refus Iran-Syrie qui l'empêche d'agir indépendamment de ses alliés.

VI. Relations du Hamas avec la Jordanie

Depuis sa création, le mouvement Hamas a eu de bonnes relations avec le régime jordanien. La Direction du Hamas hors des Territoires était basée en Jordanie jusqu'en août 1999. Ces relations empirèrent après la tentative d'assassinat de Khaled Mechaal par le Mossad à Amman en 1997, et quand les services de renseignements jordaniens lancent une campagne acharnée contre le mouvement, saisissant fichiers et ordinateurs, et fermant ses cinq bureaux sur décision du procureur de la Sûreté générale de l'Etat⁴³⁷. La Jordanie a émis des mandats d'arrêt contre le chef du bureau politique du Mouvement et son premier adjoint, Khaled Mechaal et Moussa Abou Marzouk, mais aussi contre d'autres membres du bureau politique, commandités par le nouveau roi Abdallah Ibn Al Hussein, dans la même année que le décès de son père, le roi Hussein. Khaled Mechaal et Moussa Abou Marzouk sont arrêtés puis renvoyés au Qatar dans un avion spécial qatari, accompagnés du ministre des Affaires étrangères de ce pays du Golfe.

Les relations entre la Jordanie et le mouvement Hamas sont pratiquement inexistantes depuis le renvoi des dirigeants du Hamas au Qatar en 1999. La tension monte même à la suite de l'écart dans les positions des deux parties vis-à-vis de l'initiative de négociation arabe et le soutien jordanien à l'Autorité nationale dirigée d'abord par Yasser Arafat, puis par Mahmoud Abbas depuis 2005, soit juste avant les élections législatives organisées un an après, au début de 2006, que le Hamas a massivement gagné au dépend du mouvement Fatah, leader du projet national pendant quatre décennies consécutives.

La Jordanie a mal accueilli la victoire du Hamas aux élections législatives en raison des relations tendues avec ce mouvement, et par crainte des répercussions que cette victoire pourrait avoir sur les Frères musulmans en Jordanie, à savoir notamment l'accroissement de leur popularité. Le Premier ministre jordanien, Marouf Bakhit, a mis les Frères musulmans en garde contre l'exploitation de la victoire du Hamas. Il a réaffirmé la politique de son pays face à ce mouvement, et face aux autres factions palestiniennes. Il a déclaré que le traitement futur avec le Hamas était conditionné par

⁴³⁷ Paul Magot, Tuez Khaled, opération avortée du Mossad et montée du Hamas, Maison arabe de sciences et d'édition, 2009, p. 317.

l'agenda du gouvernement et ses programmes pour la phase à venir⁴³⁸. Sauf que les relations entre le Hamas et la Jordanie se tendent davantage à la suite des accusations par les autorités jordaniennes du mouvement Hamas d'être derrière un réseau de personnes arrêtées en possession d'armes et d'explosifs qu'elles ont fait entrer en Jordanie, menaçant la sécurité intérieure. En conséquence, le gouvernement jordanien annule une visite du ministre des affaires étrangères, Mahmoud el Zahar, prévue pour le 19 avril 2006. Le mouvement Hamas a rejeté les accusations portées contre lui et Ismail Haniyeh, le Premier ministre palestinien à l'époque, et a demandé au roi Abdallah d'intervenir pour contenir la crise avec le Hamas. Il a nié, au nom du gouvernement palestinien, l'implication du Hamas dans toute tentative de saper la sécurité intérieure jordanienne, imposant au Premier ministre jordanien une position plus bienveillante à l'égard des déclarations de Haniyeh. Le Premier ministre jordanien a alors affirmé que son gouvernement n'avait pas l'intention de faire durer la crise, ou de l'exploiter en vue d'une rupture avec le gouvernement Hamas⁴³⁹. Les relations entre le Hamas et la Jordanie ont ainsi oscillé entre froid et tension durant l'année 2006.

Certains médias ont rapporté une coordination entre la Jordanie et le président Mahmoud Abbas pour renverser le gouvernement Hamas. Des informations sur un sommet égypto-jordanien, à Charm el-Cheikh en Juin 2006, évoquent l'examen de la possibilité de fournir les armes nécessaires à la garde du président Mahmoud Abbas⁴⁴⁰. Elles parlent aussi d'arrangements jordano-palestiniens pour faire entrer les forces palestiniennes de la brigade de Badr, stationnées à Amman, dans les territoires palestiniens, pour soutenir la garde présidentielle. Les observateurs l'ont interprété comme un soutien officiel jordanien au président palestinien contre le mouvement Hamas et son influence sur la scène palestinienne, après que celui-ci ait remporté une victoire écrasante aux élections législatives.

À la fin 2006, le chef des renseignements jordaniens a rencontré des dirigeants du mouvement Hamas. Le Premier ministre jordanien a aussi invité Ismaïl Haniyeh à se rendre en Jordanie le 25 décembre 2006, en compagnie du président de l'Autorité

⁴³⁸ Al Hayat, 22 février 2006.

⁴³⁹ Al Quds Al Arabi, 27 avril 2006.

⁴⁴⁰ Al Sharq Al Awsat, 18 juin 2006.

palestinienne, Mahmoud Abbas⁴⁴¹. Le Hamas a salué ce pas et Haniyeh a déclaré accepter l'invitation. Mais en raison de réserves de la présidence palestinienne, la visite a été reportée puis finalement annulée⁴⁴². Les relations entre le Hamas et la Jordanie sont demeurées inchangées, aussi mauvaises, jusqu'au début de 2007, lorsque la violence entre le Hamas et le Fatah a atteint des niveaux sans précédent sous la forme de combats internes sanglants. La Jordanie a alors appelé toutes les parties à respecter l'accord de La Mecque et à former un gouvernement d'unité nationale. La position de la Jordanie était surtout motivée par ses craintes des conséquences sur sa sécurité intérieure et extérieure. C'est ce que le roi Abdallah II de Jordanie a exprimé lors d'une rencontre avec des notables jordaniens d'origine palestinienne: "La Jordanie peut supporter une guerre civile en Irak et au Liban pendant longtemps, mais ne peut supporter une telle guerre en Palestine de plus d'un mois ou deux"⁴⁴³

La Jordanie a exprimé ses craintes des conséquences sur la situation régionale et pour elle du rôle croissant de l'Iran chiite, devenu particulièrement inquiétant en Irak et au Liban, sans parler de la coalition Iran-Syrie et des relations de l'Iran avec les mouvements Hamas et Jihad islamique en Palestine. De plus, après la signature de l'accord de paix avec Israël à Wadi Araba en 1994, la Jordanie a commencé à pratiquer une politique de "divorce politique et social" avec le mouvement islamiste en Palestine et en Jordanie. Le mouvement islamiste est désormais un lourd fardeau sur la voie du règlement politique suivi par la Jordanie⁴⁴⁴. Par conséquent, toute confrontation militaire palestinienne qui s'achèverait en faveur du mouvement Hamas serait perçue par la Jordanie sous cet angle. Pour toutes ces raisons, la Jordanie a veillé à éviter toute confrontation militaire entre les deux rivaux, Fatah et Hamas, qui donnerait au Hamas l'occasion de réaliser une victoire militaire contre l'Autorité nationale. Pour ces raisons aussi, la Jordanie a soutenu l'Autorité palestinienne dirigée par le président Mahmoud Abbas après ce qui s'était passé à Gaza, que la Jordanie a considéré comme une menace pour ses intérêts nationaux et régionaux. La position de la Jordanie consiste à arrêter le conflit interne d'une part, et soutenir le président Mahmoud Abbas contre le Hamas d'autre part. C'est ce que le Roi et son Premier ministre ont exprimé lors d'une rencontre avec Azzam Al-Ahmed (membre du Comité

⁴⁴¹ Al Bayan, Emirats arabes unis, 26 décembre 2006.

⁴⁴² Assabil, Amman, 26 décembre 2006.

⁴⁴³ Al Shorouk, 13 janvier 2007.

⁴⁴⁴ Al Asr magazine, Arabie Saoudite, 13 janvier 2007.

central du Fatah), affirmant la nécessité de respecter la légitimité nationale palestinienne incarnée par l'Organisation de Libération de la Palestine, et le respect des institutions constitutionnelles de l'Autorité nationale palestinienne⁴⁴⁵.

Après le succès du mouvement Hamas à mener son coup d'Etat contre l'Autorité en juin 2007, la Jordanie commence à parler d'une intervention iranienne. En effet, le Premier ministre jordanien déclare que l'escalade dans la Bande de Gaza est fomentée par certains acteurs régionaux, qu'elle est la concrétisation d'un accord entre le mouvement Hamas et l'Iran qui consiste à entraîner et à armer des éléments du mouvement Hamas⁴⁴⁶. La Jordanie était donc la première à soutenir le renvoi du gouvernement d'Ismail Haniyeh et à saluer le gouvernement Fayyad, nommé par le président palestinien Mahmoud Abbas. Le roi a insisté sur la nécessité de soutenir la légitimité palestinienne et la nécessité pour la communauté internationale et Israël de traiter la Bande de Gaza en tant que partie intégrante des territoires de l'Autorité palestinienne⁴⁴⁷. Par la suite, la Jordanie se met à soutenir l'Autorité légitime, faisant monter encore plus la tension avec le mouvement Hamas. La rupture est donc consommée pendant toute l'année 2007.

Alors que la Jordanie suit la politique des Etats arabes modérés (Arabie Saoudite, Egypte et Emirats Arabes Unis), un développement important survient en 2008 : le rétablissement des relations entre le mouvement Hamas et la Jordanie, après une interruption de près de neuf années consécutives. Le directeur du renseignement jordanien rencontre deux dirigeants du mouvement Hamas, Mohammad Nazzal et Mohammed Nasr, le 21 juillet 2008. Cette rencontre a entrouvert la possibilité d'une amélioration des relations entre la Jordanie et le mouvement Hamas. Les deux parties espéraient ainsi mettre fin à la situation de crise permanente entre elles. Cependant, la délégation jordanienne était sécuritaire, non politique, à l'image des relations du mouvement Hamas avec l'Egypte. Il reste que le directeur des renseignements jordanien reconnaît de fait la légitimité du Hamas, que le mouvement représente la moitié du peuple palestinien, ne remet pas en question le soutien obtenu lors des élections législatives, et que le gouvernement jordanien est prêt à ouvrir une nouvelle

⁴⁴⁵ Al Dostour, Jordanie, 15 juin 2007.

⁴⁴⁶ AL Quds, 20 juin 2007.

⁴⁴⁷ Al Sharq Al Awsat, 26 juin 2007.

page dans la relation avec le mouvement et maintenir les contacts et la coordination avec lui dans le futur⁴⁴⁸.

Le mouvement Hamas a vu le retour de ses relations avec la Jordanie comme un soutien sur la scène palestinienne. Les membres du Hamas détenant des passeports jordaniens peuvent revenir de Syrie et du Liban en Jordanie, à condition de ne pratiquer aucune activité politique pendant leur séjour, et de partir d'eux-mêmes à la fin de la période définie. D'autres membres du Hamas sont autorisés à faire renouveler leurs passeports jordaniens. Evidemment, ces développements n'ont pas plu à l'Autorité nationale dirigée par Mahmoud Abbas, pour qui il fallait isoler le Hamas et non s'ouvrir à lui, car cela affaiblit sa position dans les négociations avec Israël.

Les relations sont toutefois gelées à nouveau en 2008. Certains expliquent ce gel par les raisons suivantes⁴⁴⁹: Pour la Jordanie, il fallait préserver l'indépendance de la Jordanie du projet de la "patrie alternative" ou de l'option jordanienne de liquidation de la cause palestinienne. Il était également important de protéger les intérêts de la Jordanie en Cisjordanie et maintenir son rôle dans la cause palestinienne. Il fallait alléger, voire mettre fin au blocus politique et économique imposé contre le mouvement Hamas. Egalement, pour la Jordanie, il était crucial de créer une situation d'entente qui aide la stabilité politique et sociale dans le Royaume. L'objectif était de réactiver le rôle de la Jordanie au niveau régional et international, pour la région. En outre, du point de vue populaire, le peuple jordanien apportait un soutien croissant au mouvement du Hamas. Mais l'Etat ne souhaitait pas prendre parti au sein de la division interne palestinienne et a donc du réaffirmer la neutralité de la Jordanie dans les différends entre palestiniens, en particulier entre les rivaux Fatah et Hamas. Enfin, la Jordanie a décidé de montrer que le Royaume ne se soumettait pas aux pressions des Etats-Unis et d'Israël exigeant des autres Etats qu'ils ne reconnaissent pas le mouvement Hamas.

En outre, l'agression israélienne contre la Bande de Gaza fin 2008 et début 2009 a eu également des effets sur les relations entre la Jordanie et le Hamas. Les autorités jordaniennes ont en effet laissé la population exprimer leur colère et solidarité avec

⁴⁴⁸ Al Quds Al Arabi, 5 août 2008.

⁴⁴⁹ Mohsen Saleh, Rapport stratégique 2008, *op. cit.*, p. 141.

Gaza et le mouvement Hamas pendant l'agression israélienne. Il y a eu au total 624 manifestations et marches de solidarité lors de l'agression dont 84 organisées par les Frères musulmans, amenant le Premier ministre de Jordanie à menacer, devant le parlement jordanien, de reconsidérer les relations avec Israël. Il a souligné que la Jordanie ne resterait pas silencieuse vis-à-vis de la grave détérioration de la situation humanitaire à Gaza, ni de cette guerre qui affecte la sécurité la région et sa stabilité. De plus, 84 des 110 députés jordaniens ont signé une pétition exigeant l'expulsion de l'ambassadeur israélien en Jordanie et le rappel de l'ambassadeur jordanien en Israël⁴⁵⁰.

Malgré l'agression israélienne sur Gaza, le gouvernement jordanien a maintenu les relations officielles avec la Direction de l'Autorité nationale de Ramallah et a continué à fournir ses services de sécurité pour la formation des policiers palestiniens. Il est toujours resté favorable au président Mahmoud Abbas contre tous ses adversaires, y compris au sein même du Fatah, par exemple contre Farouk Kaddoumi, secrétaire du Fatah, juste avant la tenue du sixième congrès, qui s'était exprimé en Jordanie contre le président Mahmoud Abbas. Le gouvernement jordanien lui a demandé de ne pas utiliser le territoire jordanien pour lancer des déclarations contre le président Mahmoud Abbas⁴⁵¹. La Jordanie a également poursuivi sa politique de l'axe de la modération arabe qui consiste à ne pas reconnaître le gouvernement du Hamas à Gaza. En dépit de l'amélioration des relations avec le Hamas en 2008, ces relations sont restées inchangées en 2009. Il n'y eut aucune percée importante malgré la visite de Khaled Mechaal en Jordanie pour assister aux funérailles de son père, décédé à Amman.

Les renvois du chef du service de renseignements, Muhammad al-Dhahabi, et de son frère, le Premier ministre Nader Dhahabi, ont bien provoqué un recul des relations avec le mouvement Hamas. De plus, la nomination de Nayef Qadi au ministère de l'Intérieur, celui-là même qui a ordonné l'expulsion des dirigeants du Hamas en 1999, était un indicateur négatif de la nature des relations entre le Hamas et le gouvernement jordanien. Ainsi, les relations sont donc restées les mêmes en 2010: il n'y a eu aucune évolution par rapport à 2008, même s'il n'y a pas eu de recul, parce qu'il n'y avait

⁴⁵⁰ Al Khaeej, 6 janvier 2009.

⁴⁵¹ Al Quds et Al Hayat, Ramallah, 16 juillet 2007 et 17 septembre 2007.

aucun élément nouveau, ni d'environnement favorable à l'établissement de relations avec le Hamas, hormis ce qu'on connaît aujourd'hui comme le printemps arabe, au début de 2011, et la signature de la réconciliation entre le Fatah et le Hamas en mai de cette année, ce qui pourrait créer de nouveaux climats permettant de réactiver ce qui avait été initié en 2008 par le directeur du service de renseignements jordanien, Mohammad Al Dhahabi. La Jordanie continue encore à traiter le mouvement Hamas sous le prisme de la légitimité palestinienne⁴⁵².

⁴⁵² Al Shorouk, 4 avril 2010.

VII. Relations du Hamas avec la Syrie

Depuis la fondation du mouvement Hamas début 1988, la Syrie a constitué le principal incubateur de ce mouvement islamiste. La Syrie a assuré au Hamas un environnement et un climat propice pour croître, lui a apporté son soutien politique, moral, et, dans une certaine mesure, financier, pour lui permettre de rivaliser avec le mouvement Fatah et son président, Yasser Arafat, qui n'avaient pas de bonnes relations avec le régime syrien depuis 1982. Cependant, le caractère méthodique et organisé des relations entre le mouvement Hamas et le régime syrien ne se fera que bien plus tard, en 1992, après le bannissement de nombreux dirigeants, cadres et partisans du mouvement du sud Liban. La direction du mouvement Hamas tenait à avoir un centre de commandement à Damas, la Syrie faisant partie des pays qui entourent la Palestine. La Syrie, qui a aussi des territoires occupés par Israël, s'oppose également au règlement politique du conflit. Ainsi les relations entre les deux parties se renforcent presque naturellement, surtout après la signature des Accords d'Oslo en 1993. Il est à noter que le Hamas avait inauguré un bureau dans le camp de réfugiés Al Yarmouk, près de Damas en 1991.

Le premier signe de l'établissement d'une alliance claire entre la Syrie et le mouvement Hamas remonte à 1994, lors de l'établissement de l'Autorité Nationale à Gaza et à Jéricho. Mais aussi après que le roi Hussein de Jordanie ait déclaré son intention de signer un accord de paix séparé avec Israël en 1994. Alors que le roi s'entretenait avec l'administration Clinton, une délégation du Mouvement Hamas, dirigé par Ibrahim Ghosheh, membre du Bureau politique du mouvement, arrive à Damas et rencontre le vice-président syrien de l'époque, Abdul-Halim Khaddam, et ils tiennent ensemble une autre réunion avec le ministre des Affaires étrangères, Farouk al-Shara. De retour à Amman, Ibrahim Ghosheh a déclaré que la rencontre avec les dirigeants syriens avait jeté les bases de nouvelles relations et une nouvelle étape entre le Hamas et la Syrie, qui se caractérisent par une compréhension commune et un respect mutuels. En octobre de la même année, la Syrie a autorisé une délégation du mouvement Hamas à se rendre au Liban pour rencontrer le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

Les relations entre la Syrie et le mouvement Hamas commencent concrètement à partir de 1994, dans tous les domaines, y compris sécuritaires et militaires. La Syrie est devenue une base principale pour la direction militaire du Hamas qui supervise et finance son appareil militaire, "Qassam", et lui donne les instructions pour effectuer des opérations militaires de manière à servir l'orientation politique du mouvement, allié de la Syrie, qui a beaucoup pâti des accords de paix israélo-palestinien, puis israélo-jordanien, et avant eux israélo-égyptien. La Syrie se sentait à découvert face à Israël, sa position dans les négociations s'étant affaiblie. La Syrie s'allie ainsi au Hamas, au Hezbollah et à l'Iran pour compenser ses relations avec les pays arabes voisins (Égypte et Jordanie).

La direction du mouvement Hamas, expulsée de Jordanie, est d'abord accueillie au Qatar, à condition de ne pas mener d'action politique, puis s'installe en Syrie en 2000. Damas est devenue ainsi le siège de la direction du mouvement pour plus de dix ans. Les relations entre les deux parties s'approfondissent énormément à tous les niveaux jusqu'au déclenchement de l'Intifada Al-Aqsa, pour laquelle le Hamas voyait une chance historique pour revenir sur les accords avec Israël et sur l'ANP, en ligne avec la politique syrienne, qui souffre d'un isolement international et qui cherche à ouvrir la porte à des négociations avec Israël sur la base de l'héritage de Rabin de 1995. La Syrie se met donc à soutenir les factions de l'opposition, surtout le mouvement Hamas, lui fournissant un soutien logistique et sécuritaire pour lui permettre de mener des opérations militaires en Israël pour brouiller les cartes et entraver le processus de paix en cours dans la région, sans que la Syrie en soit un acteur principal, bien qu'Israël occupe le plateau du Golan.

La Syrie aide en outre le mouvement Hamas dans ses relations avec l'Iran et le Hezbollah libanais. Ensemble, l'Iran, la Syrie et le Hezbollah, entraînent et arment des éléments du Hamas, pour s'accomplir de la mission de saper le processus de paix. De fait, le Hamas fait ainsi objectivement partie intégrante de l'axe du « refus » d'autant que sa position alternative vis-à-vis de l'OLP, et sa vision des négociations comme absurdes et préjudiciables aux intérêts supérieurs du peuple palestinien, l'a poussé à joindre cette alliance, renforçant les liens avec la Syrie, y compris sur le plan civil, militaire et de sécurité. Damas est devenue le plus important centre de commandement pour le Hamas, contrôlant ses politiques générales et devenant la

référence politique, militaire, financière et administrative. Le bureau politique siège désormais en Syrie.

La situation a continué ainsi jusqu'à la tenue des deuxièmes élections législatives en 2006, que le mouvement Hamas remporte. La Syrie a vivement salué cette victoire et la considéré comme sa propre victoire et de celle de sa position politique vis-à-vis de la cause palestinienne, étant donné la présence des dirigeants du mouvement Hamas en Syrie. Le président Assad a considéré que la victoire du Hamas allait alléger les pressions sur son pays, que c'était le début de la fin de son isolement, tout en réaffirmant le soutien de la Syrie pour le mouvement Hamas. Il a en outre déclaré qu'il encourageait le mouvement Hamas à s'attacher aux droits du peuple palestinien, droits politiques, y compris les droits des réfugiés, puisque un demi-million de réfugiés palestiniens résident en Syrie⁴⁵³. La Syrie faisait partie des premiers pays à recevoir le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Hamas, Mahmoud Al Zahar, à qui elle avait promis d'apporter un soutien logistique, financier et politique au gouvernement palestinien, mais aussi d'élever le niveau de sa représentation diplomatique, d'autoriser aux détenteurs de passeports palestiniens d'entrer en Syrie et de permettre les appels téléphoniques entre la Syrie et les territoires palestiniens. Le ministre de l'Intérieur, Said Siyam, s'est également rendu en Syrie d'où il a déclaré que Damas était disposée à former des policiers palestiniens et du personnel civil du ministère de l'Intérieur⁴⁵⁴.

Au niveau politique, la Syrie s'applique à convaincre le mouvement Hamas d'accepter l'initiative arabe de paix, mais a refusé d'intervenir pour faire pression sur les dirigeants du mouvement afin de libérer le soldat israélien Gilad Shalit, à moins qu'Israël n'arrête son agression contre la bande de Gaza. La Syrie a soutenu la position du mouvement Hamas, rejetant toute concession sans contrepartie⁴⁵⁵. D'un autre côté, Damas a reçu en 2006 Ismaïl Haniyeh, Premier ministre du gouvernement Hamas, et a réaffirmé son appui à son gouvernement et le soutien à sa politique de refus, surtout que la Direction syrienne n'a pas toujours été en accord avec la direction du Fatah et de l'OLP sur de nombreux points. Et Damas continua à émettre des doutes à l'encontre

⁴⁵³ Al Shorouk, Qatar, 30 mars 2006.

⁴⁵⁴ Al Hayat, Londres, 24 mai 2006.

⁴⁵⁵ Al Hayat, Londres, 24 mai 2006.

de la direction palestinienne quant à la gestion de la situation interne et sa façon de gérer le processus de règlement du conflit. Par conséquent, la Syrie a soutenu le mouvement Hamas et les autres mouvements d'opposition, leur permettant d'exercer des actions politiques sur son territoire et par son intermédiaire, s'opposant ainsi de front avec les visions des dirigeants du Fatah et de l'OLP. Ainsi, lors de la confrontation entre le Fatah et le Hamas, la position syrienne était prudente dans un premier temps, puis elle invitait les parties à restaurer l'unité nationale et à éviter l'escalade de manière à ne pas arriver au point de non-retour qui, au final, ne "sert que les sionistes"⁴⁵⁶, d'autant que la Syrie avait soutenu l'accord de La Mecque. Mais ce soutien se faisait en parallèle à une attention particulière que la Syrie accordait au Hezbollah et au Hamas. Dans son discours au Comité Central du Parti Baath, Assad a affirmé l'engagement de la Syrie à soutenir le Hamas et le Parti de Dieu libanais⁴⁵⁷. La Syrie continue donc de soutenir les positions du mouvement Hamas. Cela s'est encore produit lors de la réunion des ministres arabes des Affaires étrangères au siège de la Ligue arabe: le ministre syrien des Affaires étrangères s'était retiré en protestation au soutien arabe à la légitimité palestinienne, représentée par le président Mahmoud Abbas⁴⁵⁸, que la Syrie reconnaît mais en même temps que le gouvernement Hamas, et particulièrement après le coup d'Etat du Hamas à Gaza et la formation par le président palestinien d'un nouveau gouvernement dirigé par Salam Fayyad après le limogeage d'Ismail Haniyeh. Walid al-Mouallem, ministre syrien des Affaires étrangères, a déclaré : "la Syrie reconnaît la légitimité d'un gouvernement élu et d'un parlement élu"⁴⁵⁹. Farouk al-Shara, vice-président syrien, a reconfirmé cette position. Ainsi, la Syrie s'est rangée aux côtés du Hamas et a soutenu ses positions, directement et indirectement, à contre-courant de la position arabe favorable à la direction palestinienne légitime, représentée par le président Mahmoud Abbas, élu par son peuple démocratiquement et librement en 2005.

Tout au long de l'année 2008, la Syrie a maintenu ses positions de soutien au mouvement Hamas. Elle lui a apporté un soutien politique, logistique, matériel et

⁴⁵⁶ Majed Kayali, « La Syrie et la crise de Gaza... équilibre des opportunités et des entraves », *Politique internationale*, Vol. 42; n° 42, octobre 2007, p. 126.

⁴⁵⁷ Bashar el Assad, « La Syrie poursuivra son soutien au Hamas et au Hezbollah », Reuters, 8 février 2007.

⁴⁵⁸ Al Shorouk, 3 août 2007.

⁴⁵⁹ Al Hayat, Al-Mouallem rencontre Shallah, primaire pour une réconciliation entre Hamas et Fatah, 21 juin 2007.

militaire. La Syrie a essayé, en vain, d'intervenir dans la réconciliation entre le Hamas et le Fatah, en raison justement de ses relations et de son soutien au Hamas, mais la Direction du Fatah et de l'Autorité ont considéré que la Syrie ne pouvait être un intermédiaire honnête, ou un parrain impartial d'une réconciliation.

Le maintien des relations fortes entre la Syrie et le mouvement Hamas se confirme lors des négociations indirectes avec Israël via la Turquie. Le président syrien Bachar al-Assad a ainsi défini la politique de son pays : refuser la conclusion d'un accord avec Israël aux dépens de ses relations avec l'Iran, le Hamas et le Hezbollah. Il est peu probable que la Syrie change de position à court terme, il est même prévu qu'elle renforce sa position dans le camp de l'opposition, surtout en l'absence d'indicateurs d'une avancée dans les négociations entre la Syrie et Israël, profitant de son soutien à la résistance en Palestine et au Liban, de ses liens privilégiés avec l'Iran et la Turquie, deux puissances régionales qui jouent un rôle de plus en plus important dans la cause palestinienne ces derniers temps, surtout depuis que Bachar al-Assad a déclaré, dans une interview au journal allemand Der Spiegel le 19 janvier 2009, que "l'élimination du Hamas signifie l'élimination de tout le peuple palestinien", appelant toutes les parties internationales à dialoguer avec le Hamas. "Que cela leur plaise ou non, le Hamas est une force politique présente sur le terrain, il ne peut être ignoré"⁴⁶⁰.

Bachar al-Assad considère que "résister à l'occupation est un devoir national, soutenir la résistance est, pour nous, un devoir moral et légitime, l'appuyer un honneur et une fierté". Et il avertit : "l'échec des négociations signifie le recours à la résistance comme une solution alternative"⁴⁶¹. En outre, il considère que la résistance est le socle du nouveau Moyen-Orient que la Syrie cherche à construire, un Moyen-Orient résistant, politiquement, culturellement et militairement, face au nouveau Moyen-Orient américain qui se fait au détriment des intérêts des peuples, de leurs causes et des droits nationaux inaliénables. La Syrie maintient des liens forts avec le Hamas pendant les années suivantes jusqu'à la conclusion d'un accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas au Caire en mai 2011. Damas a apporté son soutien à cet accord et continue à accueillir la Direction du Hamas qui, de son côté, soutient le régime

⁴⁶⁰ Al Akhbar, 19 janvier 2009.

⁴⁶¹ Al Sharq, 10 janvier 2009.

syrien dans la répression du peuple en quête de liberté, de dignité, de justice et d'égalité, considérant ces demandes comme une agression contre la Syrie résistante.

Dans le cadre de l'étude des relations du mouvement Hamas avec les pays arabes, et dans une certaine mesure, musulmans, le mouvement Hamas semble donc avoir essayé de toutes ses forces d'établir et d'organiser ses relations politiques avec les pays arabes et musulmans. Mais il n'y est pas parvenu comme il le souhaitait, ou comme il l'avait consigné dans ses documents et communiqués politiques. Il se trouve donc en contradiction avec lui-même, notamment au regard des "Politiques transitoires du mouvement" qu'il avait définies dans les articles VII et VIII de sa charte, où il affirme que "les relations avec toute partie arabe ou islamiques" ne doivent se faire "au détriment d'une autre partie", ou qu'il fasse "partie d'un axe et/ou d'une alliance".

Or le mouvement du Hamas fait effectivement partie d'un axe spécifique, connu sous le nom de l'axe de l'opposition ou du refus. Dans la pratique, il s'oppose à tout ce qui n'est pas dans cet axe, en particulier les parties qui adoptent une vision politique fondée sur les négociations comme la seule option stratégique arabe et comme principale option palestinienne, à ce stade délicat de l'équilibre des forces qui penche, en pratique, en faveur du côté israélien et de ses alliés au niveau régional et international. Mais ce que le Hamas n'a pas remarqué après sa victoire aux élections législatives palestiniennes de 2006, alors même qu'il reste cloisonné dans la mentalité d'un mouvement d'opposition ou d'alternative à l'Autorité nationale et à l'OLP, c'est qu'il est devenu, dans la pratique, le gouvernement du peuple palestinien de l'intérieur, avec ce que cette réalité requiert d'action, de conduite et de flexibilité pour pouvoir administrer le quotidien du peuple palestinien dont le Hamas et son gouvernement ont désormais la responsabilité. Il se devait donc de répondre aux besoins de la vie quotidienne, affronter la pauvreté, le chômage, le boycott international et payer les salaires, principalement fournis par l'aide internationale et arabe.

Selon notre analyse, il semble que le mouvement Hamas n'a pas su faire la part des choses, de façon claire et nette, entre ses relations politiques, en tant que mouvement politique de libération adoptant une idéologie islamiste, et les relations de l'Autorité nationale qui a la responsabilité du peuple palestinien, mais aussi les engagements

arabes et internationaux de l'Autorité, même s'il a participé aux élections législatives, conscient qu'elles étaient l'un des fruits des accords d'Oslo, ou l'une de ses conséquences. Sans les l'accord d'Oslo, il n'y aurait pas eu d'élections, ni d'Autorité nationale, ni de victoire du Hamas aux élections. Par conséquent, la similitude des positions du mouvement avec celles de l'Autorité, ou la tentative d'imposer au gouvernement les positions du mouvement, l'a placé dans une contradiction et une confrontation directe avec l'ensemble de la communauté internationale, arabe et musulmane. Il a essayé d'imposer ses politiques à la communauté internationale, pour le moins que l'on puisse dire, comme s'il jouait seul sur le terrain de la politique internationale, sans se rendre compte qu'il ne pourrait le faire, sans parler des implications et conséquences de cette politique sur le peuple palestinien et sa cause nationale, ce qui lui a apporté les plus grands malheurs: blocus israélien, boycott arabe et international du gouvernement Hamas et, depuis avril 2006, du peuple palestinien, puis de la bande de Gaza seule suite au coup d'Etat sanglant mené par les milices militaires du mouvement contre la légitimité nationale et constitutionnelle palestinienne. Il a imposé son contrôle à la bande de Gaza par la force militaire, dont les répercussions sont néfastes encore à ce jour sur les traditions du peuple palestinien, dans ses rapports entre ses composantes idéologiques et politiques, basées jusque-là sur le dialogue en cas de désaccord, le recours à la raison et l'interdiction de l'utilisation des armes et la lutte entre Palestiniens. Le mouvement Hamas a donc outrepassé tout cela au profit de son sectarisme partisan.

Le mouvement Hamas joue donc désormais cavalier seul, en dehors du système politique émergent dont les fondements sont jetés après la création de l'ANP en 1994. Ce mouvement a tenté de se retourner contre les règles du jeu de la démocratie palestinienne et d'imposer ses propres règles du jeu sur tous, pariant sur la soumission du monde entier à sa vision basée sur une combinaison mécanique entre l'Autorité et la résistance, où le gouvernement est la résistance. C'est pourtant le contraire qui se produit, le Hamas n'est ni résistant, ni ne gouverne la société palestinienne. Il a ainsi perdu sa crédibilité au niveau local, arabe, islamique et internationale. Il fait désormais partie de l'axe de l'opposition dont tous les membres considèrent leur appartenance à cette alliance du point de vue de leurs intérêts, pour s'en servir et l'utiliser sur une base plus pragmatique plutôt que d'un pôle basé sur des principes, de stratégie ou de morale. C'est donc un axe qui sert les intérêts de chacun de ses

composants à un moment spécifique : l'Iran cherche à renforcer sa position internationale, tandis que la Syrie cherche à ouvrir la porte aux négociations avec Israël sur la base de l'héritage de Rabin (qui comprend le retrait de l'occupation israélienne du Golan et la délimitation des frontières sur les lignes d'avant le 4 juin 1967, conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité), et le Hamas quant à lui, cherche à obtenir un soutien financier, politique et géographique pour mettre en œuvre sa politique de substitution à l'OLP. Le Hezbollah, de doctrine et d'idéologie chiite, a lui aussi ses propres intérêts. Il n'y a que le slogan de résistance et d'opposition qui les rassemble tous : résistance à l'occupation israélienne et à tous ceux qui la soutiennent, faire face à la stratégie américaine dans la région et essayer de l'empêcher de parvenir à ses objectifs, donc avorter le processus de paix israélo-arabe selon la perspective américaine.

Sur la base de cette politique axiale menée, consciemment ou non, par le Hamas, le mouvement a veillé à renforcer les relations politiques et la solidarité avec ses alliés. Ainsi donc le mouvement du Hamas entretient des liens privilégiés avec l'Iran et la Syrie, qui constituent l'épine dorsale de l'axe de l'objection ou du refus, et constitue le principal levier de cet axe qui va directement à l'encontre de la culture politique qui prévaut dans la région, basée elle sur la négociation comme option stratégique, rejetant la violence et le terrorisme sous toutes ses formes, adoptant le principe de la négociation pacifique entre les différents pôles du conflit historique entre Arabes, Palestiniens et Israéliens, et adoptant enfin les résolutions internationales comme base du processus de paix et la formation d'alliances internationales qui appuient cette orientation, rejetée donc par "l'axe d'opposition" pour des raisons d'intérêts. Par conséquent, une question est soulevée sur la nature des relations entre le Hamas et l'Iran, et la position du Hamas au sein de cet axe. C'est à cette question que nous allons répondre.

VIII. Relations du Hamas avec l'Iran

A. Position et facteurs

Les relations entre le mouvement Hamas et la République islamique d'Iran sont l'une des plus importantes que le Hamas ait avec des pays étrangers. En effet, ce puissant et influent pays musulman, riche en pétrole, est gouverné par un régime islamiste porté au pouvoir par une révolution majeure du XXe siècle qui a déposé le Shah, le principal allié stratégique des États-Unis dans la région la plus sensible du monde. C'est le pays qui se dit être du côté des faibles et des vulnérables dans toutes les régions du monde, mais surtout musulmans et chiïtes. La communauté chiite est la principale force de cet État perse qui rêve de faire revivre l'ancien empire de Perse enveloppé d'une dimension islamique. Il se présente comme s'il était la forteresse de l'Islam, en particulier depuis la politique adoptée par l'administration américaine conservatrice sous George W. Bush, assez hostile au monde musulman. Cette administration a en effet mené une guerre féroce contre les doctrines et idéologies islamiques. Ainsi, le mouvement islamiste palestinien s'est trouvé forcé de se tourner vers l'Iran, d'autant qu'il n'avait trouvé aucun soutien auprès des gouvernements arabes ou musulmans. Au contraire, la majorité de ces pays combattait aussi les mouvements islamistes.

Cette relation a une importance capitale et exceptionnelle parce qu'elle est celle qui provoque le plus les différents forces politiques palestiniennes, notamment l'OLP et l'ANP, qui, eux, ont émis, et émettent encore, beaucoup de doutes sur cette relation. De plus, les pays arabes, notamment du Golfe et autres pays de "l'axe de la modération", en tête desquels l'Égypte et la Jordanie, avec les États-Unis et l'Europe, considèrent l'Iran comme le principal bailleur de fonds du terrorisme international. Pour le secrétariat d'État américain, "c'est le parrain le plus efficace du terrorisme qui ne cesse de poursuivre son soutien sous forme d'entraînement, de financement ou d'armement des groupes terroristes telles que le Hezbollah et le mouvement palestinien Hamas"⁴⁶². Ajoutons à cela les susceptibilités qu'une telle relation pourrait

⁴⁶² Khaled Abou Amira, entretien privé avec le chercheur, Gaza, octobre 2009.

susciter chez certains musulmans sunnites qui ne manquent pas de reproches à l'égard de la communauté chiite qui reçoit des instructions de la ville de Qom, en Iran.

Nous allons essayer dans à ce point de la recherche de retracer le développement des relations entre le mouvement Hamas et l'Iran, notamment parce que ce pays a très tôt déployé des efforts continus pour se mettre en relation avec le mouvement, lui proposant de lui fournir toute forme de soutien et d'assistance. De leur côté, les dirigeants du mouvement Hamas ont hésité à accepter cette l'aide pour de multiples raisons dont la plus importante est la différence doctrinale. En effet, les Frères musulmans sunnites et la révolution iranienne chiite se méfient les uns des autres. Le Hamas doute des objectifs iraniens sur la scène palestinienne: l'Iran ne cesse en effet d'augmenter son aide au Jihad islamique en Palestine. L'OLP est irritée par ce qu'elle a toujours appelé "l'ingérence iranienne dans les affaires internes palestiniennes". Les représentants du mouvement Hamas craignent l'impact de telles relations sur celles qu'il entend établir et renforcer avec les pays arabes⁴⁶³.

À la lumière de ce qui précède concernant les tentatives iraniennes de communiquer avec le mouvement Hamas, ce dernier s'est empressé d'entrer en contact avec le gouvernement irakien, sous le président Saddam Hussein, dans une approche afin de trouver un équilibre avant d'entamer une relation avec l'Iran. Il a assuré aux pays du Golfe que ses contacts avec l'Iran faisaient partie de sa politique qui consiste à contacter tous les pays arabes et musulmans qui le voulaient bien, que cette relation naissante ne comprenait aucune alliance contre d'autres pays, surtout que le mouvement avait émis, dans un document politique interne⁴⁶⁴, des règles qui régissent cette relation en cinq points :

- 1- Ne pas entrer dans une alliance politique ou un axe conduit par l'Iran contre tout pays, axe ou alliance arabe ou musulman.
- 2- Ne pas se lier aux positions iraniennes surtout envers des factions politiques, qu'elles soient islamistes ou laïques.
- 3- Ne pas se laisser entrainer derrière la position iranienne hostile à l'OLP et à ses chefs.
- 4- Essayer de parvenir à un équilibre avec les autres parties arabes.

⁴⁶³ *Ibid.*

⁴⁶⁴ Politiques du Hamas dans ses relations politiques..., *op. cit.*

- 5- Essayer d'empêcher l'Iran d'être le partenaire unique de petits groupes nationalistes ou islamistes et devenir ainsi un acteur dans les prises de décisions palestiniennes. Pour ce faire, il faut établir des relations de façon à maintenir l'équilibre souhaité, avoir des intérêts mutuels et ne pas exagérer le rôle de l'Iran sur la scène palestinienne.

Les règles que le Hamas s'était imposé montrent l'ampleur des doutes, des craintes et de la méfiance que les Frères musulmans ont à l'égard de la révolution iranienne. Ils donnent la preuve que la relation est bien imposée à Hamas, contre sa volonté, imposée par ce besoin qu'a l'un de l'autre. L'Iran, qui a des ambitions dans la région, ne peut que se trouver un rôle important dans la question de la Palestine, où se trouve la mosquée Al Aqsa, lieu saint de l'Islam. Il ne trouverait pas meilleure porte d'entrée que le mouvement Hamas, après avoir constaté que le mouvement du Jihad islamique, qui lui est pourtant beaucoup plus proche que le Hamas, était plus faible et trop petit pour jouer ce rôle malgré le soutien total que l'Iran lui avait apporté. Les autres factions palestiniennes ne sont pas prêtes à jouer ce rôle en raison de leurs faiblesses d'un côté, et parce qu'elles n'adoptaient pas de slogans islamistes de l'autre. Le mouvement Hamas, lui, qui a une ambition grandissante de diriger le peuple palestinien, ne pouvait pas se permettre d'ignorer la République islamique d'Iran, avec sa force et sa présence internationale et régionale, son influence sur les factions palestiniennes d'opposition, et sa puissante source d'aide financière, médiatique, politique et militaire, tout comme son soutien efficace au mouvement en Syrie et au Liban⁴⁶⁵.

Il était donc naturel que le mouvement Hamas hésite dans les premiers pas en direction de l'Iran, alors que l'Iran n'a pas hésité un seul instant à aller vers le Hamas : c'est parce que l'Iran était la partie la plus forte, qui pouvait imposer sa vision sur la forme qu'allait prendre cette relation, son cours et son contenu. Au début, l'Iran pouvait avoir accepté à contrecœur, aux vues de la tendance du Hamas à l'indépendance, mais il était difficile de s'en passer par la suite, car l'influence de l'Iran sur le mouvement pouvait rapidement augmenter, malgré la devise du Hamas selon laquelle il ne fallait pas exagérer le rôle de l'Iran sur la scène palestinienne.

⁴⁶⁵ Khaled Abou Al Amrein, Relations du Hamas avec les pays du monde, mémoire de Master (non publié), Université Um Dorman, Soudan, 2005, p. 217.

Effectivement, l'Iran est devenu peu à peu le pays décideur et la référence politique pour le Hamas, notamment après les Accords d'Oslo, puis au début de l'Intifada en 2000. L'influence atteint un tel degré que le Hamas ne peut plus prendre aucune position stratégique sans en référer à l'Iran, en particulier après les élections législatives et le blocus sur Gaza. La situation s'est aggravée après le coup d'Etat du Hamas à Gaza. Il souffre désormais d'isolement et n'a aucun allié, à l'exception de l'axe de l'opposition conduit par l'Iran.

Il faut noter en outre, que le mouvement Hamas a d'abord refusé de se laisser entraîner dans une position hostile à l'OLP et à son président Yasser Arafat. En effet, le Hamas se trouvait alors dans l'incapacité de s'engager dans une bataille ouverte avec l'OLP aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Palestine. Le Hamas avait besoin de calmer le jeu et de rencontrer les dirigeants de l'organisation pour mettre fin aux affrontements qui les avaient opposé dans la bande de Gaza en 1992. Le mouvement avait alors durement bataillé pour se faire reconnaître comme une organisation nationale palestinienne dans les prisons israéliennes. Le mouvement avait aussi besoin de la direction palestinienne dans l'affaire des déportés de décembre 1992. Il ne voulait pas non plus qu'une position ouvertement hostile à la direction palestinienne soit interprétée comme une soumission à la volonté de l'Iran. Mais ça n'a pas duré longtemps. Le Hamas a ouvertement déclaré son hostilité après la signature des accords d'Oslo. Par conséquent, dans une note interne, le mouvement Hamas est revenu sur les interdits mentionnés plus haut⁴⁶⁶.

Le mouvement Hamas s'est donc engagé dans une alliance régionale conduite par l'Iran. Il est alors allé très loin dans ses positions anti-OLP. Il a même déclaré qu'il ne reconnaissait pas l'OLP comme le seul représentant du peuple palestinien et est devenu le fer de lance des attaques contre ses chefs. Les positions du Hamas s'alignent désormais aveuglement et entièrement sur celles de l'Iran, notamment en ce qui concerne la confrontation avec les Etats-Unis, l'Europe et le reste de la communauté internationale, qui voient dans les ambitions nucléaires iraniennes une menace pour la paix et la stabilité régionale et internationale. Le mouvement Hamas, pour sa part, pense que cette tendance iranienne l'aide dans le renforcement et la

⁴⁶⁶ *Ibid.*, p. 218.

consolidation de sa position dans son conflit inter-palestinien et dans la lutte avec Israël et le monde qui lui a dicté des conditions à remplir avant d'établir des relations avec lui. Le mouvement Hamas abandonne ainsi ses propres règles et conditions qui préservaient – relativement - son patriotisme palestinien et son nationalisme arabe. Il les abandonne au bénéfice d'une alliance où il est tributaire et assujéti à l'Iran pour servir les intérêts du mouvement, en tant que mouvement islamiste au détriment des intérêts supérieurs du peuple palestinien, qui souffre de la division politique et géographique résultant du coup d'État militaire que le mouvement a lui-même conduit il y a près de quatre ans. Il a toujours refusé les initiatives palestiniennes et arabes de réconciliation pour mettre fin à la division.

Ayant abandonné ses propres conditions et précautions, le mouvement Hamas se tourne vers une politique pragmatique intéressée, faisant fi des nombreux obstacles qui entravent le renforcement des relations bilatérales, en particulier ceux qui contribuent à les éloigner l'un de l'autre, rendant la relation plutôt basée sur la prudence et la méfiance. Parmi ces facteurs, on peut noter:

D'abord, la différence sectaire entre Sunnites et Chiites. Un vieux différend toujours d'actualité, basé sur des accumulations historiques, mais qui est plus apparent dans le Golfe qu'ailleurs en raison de l'influence du mouvement salafiste dont la principale force se trouve dans le wahhabisme, solidement implanté en Arabie Saoudite et avec des prolongement dans d'autres pays de la région. La victoire du clergé chiite en Iran et son accession au pouvoir, sous la direction de Khomeyni, et leur longue guerre avec l'Irak, soutenue par tous les pays de la région à l'exception de la Syrie, était un facteur fondamental pour faire resurgir les profondes différences entre les parties. La différence religieuse est restée l'un des plus importants obstacles à l'établissement d'une relation forte avec le mouvement Hamas. Al-Zahar avait dit : "Nous sommes sunnites, ils sont chiites. Même si nous prenons tout l'argent iranien, nous ne nous convertirons pas en chiites. Avec tout l'argent qu'ils nous donnent, ils ne convertiront pas le Hamas au chiisme"⁴⁶⁷. Il faut le reconnaître, cet obstacle a été bravé dans l'exercice de la politique pragmatique, sans que le Hamas ne devienne chiite ou qu'il renonce à l'argent iranien.

⁴⁶⁷ Felesteen, Gaza, 21 août 2008.

Ensuite, le différend entre les Frères musulmans et l'Iran. C'est le deuxième facteur qui éloigne l'Iran et le mouvement Hamas, le Hamas faisant partie intégrante du Mouvement international des Frères musulmans. Les deux parties sont conscientes, cinq ans après la victoire de la révolution iranienne, que leur entente est presque impossible. En effet, les Frères musulmans, et d'une façon incompréhensible, voulait conquérir l'Iran et le convertir au sunnisme : ils ont même constitué un comité spécial à cet effet, lui allouant des fonds et du personnel et un siège à Amman depuis 1987⁴⁶⁸, sans se rendre compte de l'impossibilité d'y parvenir.

Egalement, le facteur relationnel entre l'Iran et les différentes factions palestiniennes. Dès sa victoire, la révolution iranienne avait de bonnes relations avec l'OLP et le mouvement du Jihad islamique. Le mouvement Hamas hésitait donc à établir des relations avec l'Iran, qui soutenait le Jihad islamique politiquement, médiatiquement, financièrement et militairement, espérant qu'il devienne la principale organisation palestinienne, et peut-être même une alternative à l'OLP et aux factions laïques, une alternative islamiste acceptable par rapport au mouvement des Frères musulmans dont les relations avec la révolution iranienne s'étaient détériorées. De plus, les relations se sont détériorées avec la direction de l'OLP (qui a pourtant fourni un soutien médiatique, politique, financier et un entraînement militaire à l'avant-garde de la révolution iranienne), l'Iran ayant essayé d'intervenir dans les affaires de l'OLP. Le Hamas ne souhaitait pas provoquer l'OLP en établissant des relations avec l'Iran. Il ne voulait pas apparaître comme le mouvement qui exécute les plans iraniens sur la scène palestinienne.

Finalement, les relations de l'Iran avec les pays arabes. Peu après le triomphe de la révolution, ces relations étaient plutôt mauvaises en raison de la mentalité qui caractérisait les courants religieux iraniens qui voulaient exporter la révolution vers les pays voisins et imposer une hégémonie iranienne et contrôler la région du Golfe. Pour ces raisons, Saddam Hussein a commencé une guerre contre l'Iran en 1980. Le mouvement Hamas a tenu compte de ce facteur : il ne voulait pas que ses relations avec l'Iran lui causent des pertes importantes dans ses relations avec les autres pays arabes, en particulier les pays du Golfe, l'Irak, la Jordanie et l'Egypte, pays qui ont soutenu Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran. Les pays arabes du Golfe regardent avec beaucoup de suspicion et de méfiance, voire même d'effroi, les

⁴⁶⁸ Khaled Abou Al Amrein, *op. cit.*, p. 221.

tentatives de l'Iran d'exporter sa révolution islamique dans leurs pays. Les gouvernements des Etats du Golfe voient en cette révolution islamique un danger les menaçant. S'ajoute à ces craintes la présence de communautés chiites importante dans ces pays, communautés qui avaient exprimé leur loyauté à l'Etat iranien chiite au détriment de leur pays et de leurs identités arabes d'origine. Le mouvement Hamas a donc examiné cet aspect et a constaté qu'établir de bonnes relations avec l'Iran, sans établir des relations fortes et équilibrées avec les autres pays arabes, pourrait conduire à son isolement dans le monde arabe: peut-être même qu'il serait classé comme un mouvement qui sort des rangs arabes et palestiniens.

Par ailleurs, les relations internationales de l'Iran, sont caractérisées par une hostilité déclarée à l'égard des Etats-Unis et de tous les pays occidentaux que l'Iran qualifie d'Etats de "l'arrogance mondiale". Cette attitude s'était concrétisée par exemple, lors de l'occupation par des étudiants iraniens partisans du régime des mollahs de l'ambassade américaine à Téhéran, prenant en otage tous ceux qui étaient présents. L'hostilité aux Etats-Unis a pris d'autres formes : l'Iran fut notamment accusé de parrainer le terrorisme international, de soutenir le Hezbollah, le Jihad islamique, de violer les droits de l'homme et d'exécuter des citoyens sans procès. L'Iran est donc devenu un Etat religieux fondamentaliste extrémiste menaçant les intérêts de l'Occident en général et des Etats-Unis en particulier. Le mouvement Hamas a alors essayé de ne pas lier son image à cette façon de faire pour la mentalité occidentale, puisqu'il cherchait à se présenter comme un mouvement de palestinien de libération, qui ne veut que se débarrasser de l'occupation israélienne. Il a limité son action politique, médiatique et militaire à l'intérieur de la Palestine historique. Cependant, les précautions que le mouvement Hamas s'était imposé n'ont pas résisté longtemps face aux nouveaux facteurs de convergence qui ont émergé entre les deux parties.

Le mouvement du Hamas a donc décidé qu'il y avait de nombreux avantages et des gains importants à réaliser grâce à des relations avec l'Iran. Avec le temps, les facteurs qui tendaient à éloigner le Hamas de l'Iran sont devenus des facteurs de convergence, notamment avec la montée de la tendance pragmatique au sein de la direction politique du mouvement Hamas. Concernant la différence doctrinale, le Hamas a fait comme si elle n'existait pas, sans pour autant l'oublier, de manière à obtenir des avantages financiers de l'Iran. Le Hamas a également mis de côté la

question des relations entre les Frères musulmans et l'Iran. L'invasion et l'occupation du Koweït par l'Irak était un facteur important de rapprochement entre les Etats du Golfe et l'Iran, créant un climat qui a profité au mouvement Hamas pour renforcer ses liens avec l'Iran, sans heurter la sensibilité des Etats du Golfe, en particulier l'Arabie Saoudite, leader du monde sunnite. Les relations avec l'Iran se renforcent après la Conférence de Madrid, que les deux parties ont condamné. Enfin, les accords d'Oslo scellent définitivement les liens entre les deux, qui déclarent ouvertement leur hostilité à l'OLP : l'Iran a déclaré le Hamas unique représentant légitime de la Révolution islamique en Palestine⁴⁶⁹.

Au regard de la position américaine vis-à-vis du terrorisme iranien, le Hamas n'avait plus à s'en soucier puisqu'il est lui-même classé parmi les mouvements terroristes par le Département d'État américain à partir de 1993. Ainsi, les éléments communs entre l'Iran et le Hamas sont de plus en plus nombreux. Nombreux sont aussi les gains que le mouvement Hamas allait réaliser grâce à cette relation avec l'Etat d'Iran, et de tous ces moyens militaires, civils et de sécurité.

B. Soutien politique et médiatique

Le soutien politique iranien au Hamas n'est égalé par le soutien d'aucun autre pays. Le soutien médiatique est illimité, en particulier pour couvrir son rejet du processus de paix et justifier cette position dans les médias iraniens ou pro-iraniens. Une semaine avant la Conférence de Madrid, l'Iran a, par exemple, appelé à la tenue d'une conférence internationale pour soutenir la révolution islamique en Palestine. A cette conférence avait pris part une importante délégation de hauts responsables du Mouvement Hamas, avec des centaines d'autres personnalités du monde musulman qui ont exprimé leur soutien au Hamas et leur rejet du processus de paix⁴⁷⁰.

Dans un entretien avec la presse, le ministre des Affaires étrangères de l'Iran a exprimé le soutien de son pays au Hamas, affirmant que le principal groupe qui résiste dans les territoires occupés était le Hamas, suivi du Djihad islamique, et qu'ils

⁴⁶⁹ Khaled Abou Al Amrein, *op. cit.*, p. 219.

⁴⁷⁰ Kayhan alarabi, Iran, 24 octobre 1991.

sont l'alternative à l'Organisation de Libération de la Palestine⁴⁷¹. L'Iran a ensuite facilité l'ouverture d'un bureau du Hamas à Téhéran. De son côté, le Hamas a utilisé ses relations avec l'Iran pour renforcer ses relations avec la Syrie et le Hezbollah libanais.

Les relations entre les deux parties se renforcent dès l'arrivée d'Ahmadinejad à la présidence de la République islamique d'Iran. Celui-ci a veillé à soutenir le mouvement Hamas sur les plans politique et médiatique tout au long de son mandat, encore en cours, notamment après que le Hamas ait remporté les élections législatives de 2006. L'Iran n'avait alors pas hésité à appuyer le mouvement Hamas pour la formation du gouvernement palestinien. Moins d'un mois après, l'Iran a reçu Khaled Mechaal à la tête d'une importante délégation de dirigeants du Hamas. Cette visite a coïncidé avec la décision du parlement iranien de former un comité de soutien à la révolution islamique en Palestine⁴⁷². Le guide suprême de la révolution iranienne, Khamenei, a déclaré après sa rencontre avec Khaled Mashaal que la victoire du Hamas était la réalisation de la promesse divine de victoire aux moudjahidines, d'autant que toutes les portes ayant été fermées aux Palestiniens, il n'en reste plus qu'une : la porte du jihad. Il a loué les positions du Hamas comme les meilleures positions de principe⁴⁷³.

Les relations du mouvement et du gouvernement Hamas à Gaza se concrétisent par la visite du Premier ministre à Téhéran, le 12 juillet 2006, pendant laquelle il a réussi à obtenir une aide financière importante (cf. *infra*). Cette visite, en plus de la présence d'une représentation permanente à Téhéran, a jeté les bases pour le développement des relations bilatérales entre les deux parties à tous les niveaux. Lorsque des combats sanglants ont lieu entre les rivaux Fatah et Hamas, l'Iran n'a pas caché son alignement pour le Hamas, bien qu'il ait soutenu l'accord de La Mecque et le gouvernement d'unité nationale. Et, lorsque le gouvernement d'unité nationale est tombé, à la suite du coup d'Etat du Hamas contre l'Autorité légitime, l'Iran a encore une fois confirmé son soutien au mouvement Hamas et au gouvernement illégitime d'Ismail Haniyeh, considérant que le gouvernement de Salam Fayyad était formé en

⁴⁷¹ Al Hayat, Londres, 9 décembre 1991.

⁴⁷² Al Hayat, 21 février 2006.

⁴⁷³ Al Hayat, 21 février 2006.

violation de la démocratie. C'est ainsi que s'était exprimé le ministre adjoint des Affaires étrangères d'Iran, faisant augmenter la tension politique en Palestine occupée⁴⁷⁴. Ahmadinejad est allé jusqu'à qualifier le gouvernement Fayyad de "vendu"⁴⁷⁵ tout en soulignant que "le critère principal et fondamental devait être les voix des Palestiniens qui avaient choisi le Hamas pour conduire le gouvernement légitime dans les territoires palestiniens"⁴⁷⁶.

L'année 2008 est marquée par un soutien iranien au mouvement Hamas à tous les niveaux, en particulier politique et médiatique. Le Secrétaire Général du Conseil suprême de la sécurité nationale iranienne, Saïd Jalili, au cours de sa rencontre avec Khaled Mechaal, a déclaré que "la résistance et la fermeté complète et consciente du peuple palestinien sont dignes de respect. Le secret de la réussite du Hamas est de sérieusement entretenir les droits du peuple palestinien". Le guide suprême affirme, à la même occasion, que l'entité sioniste était désormais incapable d'affronter le peuple palestinien, grâce aux positions courageuses des dirigeants du Hamas et du Premier ministre Ismaïl Haniyeh. L'Iran est donc fermement avec le Hamas et son gouvernement légitime à Gaza. Et l'Iran se tiendra aux côtés du gouvernement du Hamas à Gaza, dirigé par le Mujahid Ismaïl Haniyeh⁴⁷⁷. Le président Ahmadinejad a réitéré la même position plus d'une fois tout au long de l'année 2008, soulignant que son pays allait continuer à soutenir le Mouvement de résistance islamique Hamas jusqu'à l'effondrement d'Israël⁴⁷⁸.

De plus, la politique iranienne était alors marquée par les attaques contre l'Égypte, étant le voisin qui ferme l'unique point de passage de la bande de Gaza (Rafah). Certains responsables iraniens considèrent que l'Égypte était complice dans l'agression contre le peuple palestinien, qu'elle essayait de saboter le régime du Hamas, voire de le déposer. Ali Akbar Mohtashemi, Secrétaire général de la Conférence pour le soutien du peuple palestinien affirme ainsi que "la responsabilité de l'agression incombe au président égyptien, Hosni Mubarak". Il a aussi affirmé

⁴⁷⁴ Al Khaleej, 19 juin 2007.

⁴⁷⁵ Al Dostour, 27 juin 2007.

⁴⁷⁶ Al Dostour, 27 juin 2007.

⁴⁷⁷ Al Sharq Al Awsat, 2 octobre 2008.

⁴⁷⁸ Mohsen Saleh, Rapport stratégique 2008, *op. cit.*, p. 187.

que "Moubarak avait une connaissance préalable de l'agression sur Gaza"⁴⁷⁹. Les Egyptiens, en colère, lancent une campagne médiatique contre l'Iran. Le rédacteur en chef du journal Al Jumhouryya accuse ainsi l'Iran : "depuis que l'Iran s'est rangé aux côtés du mouvement Hamas, qu'il verse des salaires élevés à ses responsables, le conflit israélo-arabe s'aggrave". En effet, l'Etat palestinien était sur le point d'être proclamé, et il ne l'a pas été à cause de l'intransigeance d'Israël, de la division palestinienne interne, organisée, financée et encouragée par Téhéran⁴⁸⁰. Pour couper court à tout ce qui se dit à propos des relations entre l'Iran et le Hamas, le ministre iranien des Affaires étrangères déclare : "Nous sommes fiers de soutenir le Hamas et le Hezbollah"⁴⁸¹.

Au début de la guerre israélienne contre Gaza, fin 2008, l'Iran n'a pas hésité à déclarer son soutien au mouvement Hamas et à condamner l'agression israélienne⁴⁸². Sa position de soutien au Hamas a continué durant toute l'année 2009, même après la fin de la guerre. L'Iran s'était déclarée disposée à recevoir les blessés palestiniens dans ses hôpitaux, ainsi qu'à établir un hôpital de campagne sur le territoire égyptien limitrophe de la bande de Gaza, et réitérait sa volonté de contribuer à la reconstruction de la Bande⁴⁸³. Pour confirmer le soutien de l'Iran au Hamas, le ministre iranien des Affaires étrangères, dans une série d'appels téléphoniques, a informé certains de ses homologues européens que la guerre terrestre de l'entité sioniste était une erreur stratégique, et qu'éradiquer le Hamas était un objectif irréalisable, le Hamas représentant un Etat, et qu'un Etat ne pouvait être éradiqué⁴⁸⁴. En parallèle à ces positions de soutien au mouvement Hamas, le guide de la révolution a violemment attaqué, à la fin de la guerre à Gaza, la Direction palestinienne et son expérience, mais aussi son chef historique, feu le Président Yasser Arafat, et a estimé que la résistance épique du Hamas était le point le plus lumineux durant les cent dernières années de l'histoire de la Palestine⁴⁸⁵. L'année 2009 s'est achevée sur des relations très fortes entre l'Iran et le Hamas à tous les niveaux : politique, financier, militaire et de sécurité. L'Iran avait donné au

⁴⁷⁹ Assafir, 26 décembre 2008.

⁴⁸⁰ Arab Media Network, 13 décembre 2008.

⁴⁸¹ Assafir, 26 décembre 2008.

⁴⁸² Al Akhbar, 29 août 2008.

⁴⁸³ Assafir, 5 janvier 2009.

⁴⁸⁴ Al Khaleej, 5 janvier 2009.

⁴⁸⁵ Al Akhbar, édition anglaise, Arabie saoudite, 5 mars 2009.

mouvement Hamas tout ce dont il avait besoin pour tenir et maintenir sa position, et pour réussir à soutenir le siège imposé à la bande de Gaza. C'est ce qu'a confirmé le président iranien lors de sa rencontre avec Khaled Meshaal, fin 2009, soulignant la volonté de la nation et du gouvernement iranien d'apporter un soutien continu à la résistance du peuple martyrisé en Palestine⁴⁸⁶.

C. Aide financière

Le financement iranien fait partie des questions sensibles que chaque organisation politique palestinienne garde secrète. A cette époque-là, l'aide financière atteignait 30 millions de dollars par an⁴⁸⁷. C'est le même montant qui est stipulé dans l'accord entre les deux parties en 1992 même si le mouvement Hamas le nie en permanence. Khaled Mechaal avait déclaré: "Je tiens à dire tout haut que si n'importe quel partie pouvait nous apporter de l'aide de n'importe quel pays arabe ou islamique, nous nous en réjouissons, car nous considérons que tout appui arabe ou musulman officiels est un droit naturel du Hamas"⁴⁸⁸. Il est allé plus loin en disant qu'il accueillerait toute aide internationale non-islamique et non-arabe, inconditionnée par des positions politiques. Il reconnaît ainsi que son mouvement recevait un soutien politique et matériel de nombreux pays musulmans et arabes⁴⁸⁹. Dans une publication interne, le mouvement Hamas a confirmé qu'il recevait environ 30 millions de dollars par an du fonds des familles des martyrs à Beyrouth, que l'Iran finance⁴⁹⁰. De manière générale, le soutien financier iranien au mouvement Hamas est l'un des facteurs qui a le plus contribué au renforcement des relations entre eux.

Les relations évoluent et se développent rapidement entre les deux parties jusqu'au déclenchement de l'Intifada en septembre 2000. Le soutien financier croît alors très vite en appui au soulèvement, aux martyrs et blessés. Le soutien croît encore plus avec l'arrivée d'Ahmadinejad à la présidence en 2005, et dont les politiques sont marquées par le "soutien au peuple palestinien", c'est-à-dire au mouvement Hamas et ses alliés, et par la mise en doute de la survie de l'Etat d'Israël qui devait "disparaître car fondé

⁴⁸⁶ Assafir, 14 décembre 2009.

⁴⁸⁷ Al Sharq Al Awsat, 26 octobre 1997.

⁴⁸⁸ Al Sharq Al Awsat, 26 octobre 1997.

⁴⁸⁹ Felesteen Al Muslima, janvier 1998, p. 10.

⁴⁹⁰ Al Risala, n° 30, 7 juillet 1994.

sur le mensonge et l'agression"⁴⁹¹. Il a également demandé de reconsidérer l'Holocauste perpétrée par l'Allemagne nazie à l'encontre des Juifs, et a organisé une conférence internationale à Téhéran, le 12 janvier 2006 à ce sujet. A cet effet, il a fait le nécessaire pour combler le déficit financier dû à l'arrêt du paiement de la part des pays donateurs au gouvernement Hamas. Ismaïl Haniyeh, et avant lui Khaled Mechaal, a déclaré un montant de 250 millions de dollars d'aide iranienne au gouvernement palestinien. Lors de sa visite à Téhéran, Haniyeh a déclaré qu'il avait reçu un soutien financier d'environ 250 millions de dollars et un certain nombre de projets qui constituent une aide financière et économique directe au gouvernement palestinien, dont 120 millions de dollars en subvention pour l'exercice 2007 et le paiement des salaires des fonctionnaires de trois ministères de l'Autorité palestinienne, mais aussi le paiement des allocations aux familles des prisonniers pendant six mois à hauteur de 45 millions de dollars. L'Iran s'est également engagé à verser 100 dollars à cent mille travailleurs palestiniens pendant six mois, donc près de 60 millions de dollars. Quant aux pêcheurs, privés de l'accès à la mer pendant des mois, trois mille d'entre eux recevront 100 dollars par mois pendant six mois pour une valeur totale de 1,8 millions de dollars. L'Iran s'est également engagé à construire le Palais de la culture, et à lancer la création de bibliothèques nationales pour une valeur de 15 millions de dollars américains, et la restauration de deux mille maisons endommagées, pour une valeur totale de 20 millions de dollars⁴⁹².

L'aide financière iranienne apportée au mouvement Hamas et à son gouvernement a continué au même rythme, augmentant les flux financiers étant donné, qu'avec le Qatar, l'Iran a couvert toutes les dépenses du gouvernement Hamas à Gaza. L'Iran a annoncé, au début de l'année 2009, après la guerre israélienne contre Gaza, au Comité central pour la reconstruction de Bande de Gaza, que l'Iran s'engageait à construire et équiper 1000 maisons, 10 écoles, 5 mosquées, et à permettre la reconstruction et l'équipement d'un hôpital et d'une université à Gaza (comprendre l'Université islamique du Hamas à Gaza), la construction de 500 unités d'habitation, en plus de fournir une assistance à toutes les familles des victimes et des blessés et la prise en charge de quatre mille blessés de guerre⁴⁹³. Le parlement iranien s'est également

⁴⁹¹ Al Quds Al Arabi, 20 octobre 2006.

⁴⁹² Assafir, 12 décembre 2006.

⁴⁹³ Assafir, 22 janvier 2009.

engagé à reconstruire le bâtiment du Conseil législatif à Gaza, totalement détruit pendant la guerre israélienne sur la bande de Gaza⁴⁹⁴. L'Iran n'a évidemment pas pu mettre en œuvre tous les projets annoncés à cause du blocus imposé à la bande de Gaza. La reconstruction n'a donc pas pu se faire mais le généreux et énorme soutien financier au mouvement Hamas a continué à hauteur de 30 millions de dollars par mois, selon plusieurs sources bien informées des liens secrets entre les deux parties. C'est probablement cet important soutien financier apporté par l'Iran au Hamas qui permet d'entretenir des relations solides et durables entre eux, à côté bien sûr d'autres facteurs politiques, médiatiques et militaires.

D. Aide militaire

Il se peut que l'Iran soit le seul pays en mesure de dispenser l'entraînement militaire dont le Hamas a besoin, en raison notamment des difficultés à le faire dans tous les pays arabes qui ont limité leurs relations avec le Hamas au simple soutien politique et médiatique, mais aussi parce que l'Iran était disposé à aller plus loin dans son soutien au mouvement, dans la droite ligne de sa position générale rejetant le processus de paix en cours entre Israël et les pays arabes, et Israël et l'OLP (qui a participé à la Conférence de Madrid dans une délégation conjointe jordano-palestiniens, puis a entamé des négociations secrètes avec Israël qui ont donné naissance aux Accords d'Oslo en Septembre 1993).

Il y a des preuves que l'Iran a entraîné un certain nombre de combattants des brigades Al Qassam, l'aile militaire du mouvement Hamas qui avaient quitté la bande de Gaza à partir de 1992, avant d'être reçus par l'Iran en 1994, dans les camps des Gardiens de la Révolution. Un responsable des brigades Al Qassam, Suleiman Al Malalha, est apparu à la télévision israélienne après son arrestation par les forces israéliennes alors qu'il tentait de repasser à Gaza par la frontière avec l'Égypte en 1995. Il a dit avoir reçu un entraînement militaire avec plusieurs autres compagnons. Il a ajouté que les membres du Hamas avaient reçu des entraînements dans trois camps des Gardes de la

⁴⁹⁴ Felesteen, 26 janvier 2009.

révolution: l'un au nord de Téhéran, les deux autres dans la ville de Qom⁴⁹⁵. Le chercheur Khaled Abu Amra affirme avoir rencontré un grand nombre de cadres militaires formés en Iran durant leur séjour au Soudan, avant de les voir retourner à leurs lieux de travail à l'intérieur et à l'extérieur de Gaza. Ils avaient tous été entraînés en Iran dans les trois camps mentionnés plus haut⁴⁹⁶. Cela montre que les relations militaires entre l'Iran et le Hamas avaient effectivement démarré depuis 1994.

Les relations se développent ensuite dans ce domaine. L'Iran fournit des armes légères et moyennes au mouvement Hamas, mais aussi des missiles capables de frapper des cibles en Israël, sans parler d'un grand nombre de matériels logistiques qui contribuent à la fabrication d'armes à Gaza même, en particulier des techniques de fabrication de roquettes. Certaines informations font état de la présence d'experts iraniens à Gaza pour aider le mouvement Hamas à s'armer et à entraîner ses combattants à l'utilisation d'un grand nombre de matériel et de techniques militaires iraniens, surtout après la guerre d'Israël contre Gaza en 2008. Le Hamas a entassé une grande quantité de roquettes, comme l'avait fait le Hezbollah chiite libanais. Le Hamas fait partie intégrante de l'axe militaire et sécuritaire irano-syrien.

L'Iran a défendu le droit du mouvement Hamas à s'armer. "Il est naturel, pour tout gouvernement ou peuple qui veut se défendre, de faire son possible pour acquérir des armes de n'importe quelle provenance et de n'importe quel type. Ceux qui luttent contre les colonialistes (...) ont le droit naturel d'acquérir des armes" avait déclaré le ministre des Affaires étrangères iranien, Manouchehr Mottaki⁴⁹⁷.

Toujours à ce sujet, le ministre iranien des Affaires étrangères s'adresse ainsi aux Américains : "au cours de cette attaque brutale (l'attaque sur Gaza, à la fin de 2008), vous avez apporté 300 tonnes de bombes au régime sioniste, et vous avez maintenant l'insolence de dire que la résistance ne devrait pas avoir d'arme?". M. Mottaki a aussi critiqué le président de l'Autorité nationale, Mahmoud Abbas, qui a mis en garde contre l'envoi d'armes à ceux qui "n'ont pas de légitimité en Palestine"⁴⁹⁸.

Pour aller plus loin, voici les affirmations israéliennes à propos de la politique de l'Iran et de ses relations avec le mouvement Hamas, par la voix du président de la

⁴⁹⁵ La télévision israélienne, 28 juillet 1995.

⁴⁹⁶ Entretien privé avec le chercheur Khaled Abou Amira, septembre 2010.

⁴⁹⁷ Assafir, 4 février 2009.

⁴⁹⁸ Assafir, 4 février 2009.

commission politique et de sécurité du ministère israélien de la défense, Amos Gilad : "le rôle de l'Iran dans la région (...) a fait du Liban une véritable menace à la sécurité de l'Etat hébreux. L'Iran est en action pour se créer un long bras stratégique et défensif que l'on pourrait appeler "Hezpaestine", qui s'étend du Liban, via le Hezbollah, jusqu'à la bande de Gaza, via le Hamas. Il détient un énorme arsenal de missiles qui seront en première ligne de défense de l'Iran face à Israël"⁴⁹⁹.

Dans le même contexte, le Jerusalem Post annonce que "la Direction des opérations des Forces de Défense d'Israël (IDF) a créé un nouveau département chargé de coordonner les efforts pour protéger les bases de l'IDF parce que le Hamas et le Hezbollah, la Syrie et l'Iran, ont la capacité de lancer des missiles sur nos bases surtout après que le Hezbollah en 2006, et le Hamas lors de l'opération plomb durci dans la Bande de Gaza (2008-2009), aient délibérément visé des bases de l'IDF au Nord et au Sud"⁵⁰⁰. Les déclarations successives d'Israël affirment que le mouvement Hamas a renforcé son armement, qu'il a des capacités militaires, de combat et de missiles beaucoup plus puissantes que ce qu'il avait avant 2008, grâce au soutien logistique iranien, en entraînement et en approvisionnement de missiles.

Dans le même contexte, le Premier ministre d'Israël a déclaré que son pays avait le droit de se défendre, mentionnant trois défis majeurs dans le domaine de la sécurité auxquels Israël est confronté : la nécessité d'empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires, supprimer la menace des missiles à ses frontières nord, du côté du Hezbollah, et au sud du côté du Hamas⁵⁰¹, et enfin qu'il emploierait toute sa puissance pour couper ses ailes à l'Iran au Liban et à Gaza.

Enfin, il convient de noter que cinq ans après le règne du Hamas dans la bande de Gaza et quatre ans après sa prise de contrôle de la bande de Gaza suite au coup d'Etat contre la légitimité palestinienne, tous les éléments précités ont conduit les autorités saoudiennes et égyptiennes à douter de la situation du Mouvement. Selon le New York Times "bien que l'Iran soit confronté à une crise politique interne (après l'élection présidentielle), que la Syrie souffre d'une crise économique permanente, le

⁴⁹⁹ <http://www.lebanonfiles.com> du 3 mars 2009.

⁵⁰⁰ Le Jerusalem Post, 10 décembre 2009.

⁵⁰¹ The New York Times, version électronique libanaise, 11/10/2009.

maintien du soutien de ces deux pays au Hamas et au Hezbollah leur a permis de garder une grande influence sur des questions telles que la formation du gouvernement libanais et les efforts pour la réconciliation palestinienne". Le journal ajoute que "l'Egypte et l'Arabie Saoudite font face à une concurrence iranienne et syrienne ainsi que d'autres pays arabes beaucoup plus petits". La Syrie s'en moque et des groupes non-gouvernementaux influents, tels que le Parti de Dieu et le Hamas les défient⁵⁰². De l'avis de nombreux observateurs, cela est dû à l'échec de la stratégie israélo-américaine de traiter avec le Hamas. L'Institut Rehovot, dans son rapport au gouvernement Netanyahu publié en juin 2009 sur la réévaluation du processus politique israélo-palestinien, considère que l'impasse provient de la stratégie dans la manière de traiter avec le Hamas, qui a réussi à resserrer son contrôle sur Gaza et à gagner une reconnaissance internationale en dépit des efforts déployés par Israël pour imposer un boycott international contre lui. De plus, le cessez le feu permettra rapidement au Hamas de bâtir et rebâtir des capacités militaires stratégiques grâce au soutien iranien⁵⁰³.

De ce qui précède apparaît la profondeur de la relation entre le Hamas et la République islamique d'Iran et la République arabe syrienne pour former ensemble une coalition d'opposition qui comprend aussi le Hezbollah libanais: à chacun des objectifs qui se recoupent avec les autres. Leurs intérêts les rassemble dans l'alliance contre l'axe de la modération arabe soutenu par les Etats-Unis et l'Europe, les Etats-Unis cherchant à créer un nouveau Moyen-Orient qui répond à ses intérêts dans la région : contrôler les prix, les quantités et les directions de l'exportation du pétrole, en plus de protéger l'Etat d'Israël et garantir sa supériorité sur ses voisins arabes et l'Iran, Israël étant le fruit du projet colonial occidental qui représente une base avancée pour mener des missions que la coalition capitaliste occidentale ne peut assurer.

L'Iran n'a peut-être pas encore les moyens de ses ambitions du vieil empire perse qu'il essaie de ressusciter pour retrouver son hégémonie sur la partie sud du monde face

⁵⁰²The New York Times, 11/10/2009.

⁵⁰³ Réévaluation du processus politique palestino-sioniste, détails de la nouvelle stratégie d'attitude avec le Hamas et l'Autorité de Ramallah, Recommandations de l'Institut Rehovot au gouvernement Netanyahu, Traductions 117, Centre d'études et d'analyses des médias, 30 juin 2009.

aux Etats-Unis au nord. L'Iran se sert de la religion comme couverture et d'un discours mobilisateur pour atteindre des objectifs fondamentalement politiques.

Au même moment la Syrie cherche à sanctuariser ses relations avec l'Iran et le reste des membres de la coalition afin de renforcer sa position et sa fermeté face à Israël, qui occupe une partie de son territoire, surtout du fait que l'Egypte et la Jordanie sont sortis du champ de bataille avec l'occupation israélienne grâce à des traités bilatéraux qui ne leur permettent pas de se réengager dans des guerres et des conflits militaires. Par conséquent, la Syrie, qui essaie de reprendre son territoire occupé, le Golan, se retrouve exposée. Elle a donc besoin d'un allié qui la soutienne dans son combat politique avec Israël. Elle est objectivement contrainte d'avoir des intérêts communs avec l'Iran qui l'a soutenue politiquement et économiquement avec des milliards de dollars sous forme de projets d'investissement, en plus de l'appui militaire sous toutes ses formes, et du renforcement de son arsenal de missiles. De plus, la Syrie maintient et développe ses relations avec le mouvement Hamas, qui l'aide en tant qu'Etat de résistance et d'opposition arabe défendant les droits arabes usurpés. Il représente aussi une carte aux mains des Syriens, à utiliser pour améliorer leur position dans les négociations avec les pays occidentaux, menées par les Etats-Unis pour faire pression sur Israël et l'obliger à respecter ce qui est connu comme « l'héritage de Rabin », qui prévoit qu'Israël se retire du Golan en échange de nombreuses mesures garantissant la sécurité de l'Etat d'Israël après avoir redonné le territoire syrien occupé en 1967.

Le Hezbollah chiite, lui, pense utiliser cette alliance pour améliorer sa position sur la scène intérieure libanaise. En plus de sa rencontre avec l'Iran au niveau de la doctrine, il a aussi besoin de cette alliance avec le Syrie et Hamas, sous commandement iranien, l'Iran restant le fournisseur d'aides financières et militaires aux pays et organisations de la coalition.

Il nous semble que cette alliance va continuer aussi longtemps que ses justifications demeurent: l'occupation israélienne de la Palestine et des territoires syriens et libanais, et les ambitions nationalistes perses de l'Iran au Sud pour contrer les Etats-Unis, leader du Nord.

Chapitre V

Les relations internationales du Hammas

I. La politique du Hammas en matière de relations internationales

II. Les objectifs des relations internationales entreprises par le Hammas

III. Les Relations du Hammas avec les Etats-Unis

IV. Les relations du Hammas avec les pays européens

Pendant les quatre années qui ont suivi la naissance du mouvement Hamas, aucun de ses fondateurs à l'extérieur et aucun de ses représentants politiques dans les pays arabes et musulmans n'a accordé le moindre intérêt à la dimension internationale ou aux relations avec les pays influents sur le conflit israélo-arabe, les Etats-Unis en tête. Dans ses premières années, le discours du mouvement islamiste a qualifié les Etats-Unis d'ennemi. Les Etats européens en général, et plus particulièrement la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique, sont dits "croisés, mécréants et responsables des malheurs du peuple palestinien et de la création de l'État d'Israël sur les ruines de la Palestine", bafouant ses droits nationaux historiques sur ses terres au bénéfice d'une entité sioniste factice dans la région au service des intérêts de l'impérialisme colonialiste expansionniste israélien.

Dans sa charte, adoptée en août 1988, le mouvement du Hamas a complètement négligé l'aspect international pour se concentrer sur les cercles palestinien, arabe et islamique. Le communiqué n°12 du Hamas présente cette vision du mouvement islamiste vis-à-vis des pays croisés, en particulier la Grande Bretagne et les Etats-Unis - principal soutien d'Israël - et les pays athées, la Russie rouge, capitale des infidèles dans le monde entier qui alimente Israël en immigrants juifs⁵⁰⁴. Dans son communiqué n° 49, daté du 27 septembre 1989, le mouvement Hamas considère que l'Amérique et la Grande-Bretagne sont complices de l'entité sioniste dans tous ses crimes. Elles sont donc autant ennemies qu'Israël⁵⁰⁵. Le communiqué 59 du 27 juin 1990, décrit la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique comme un trio de haine et d'oppression⁵⁰⁶ qui conspire contre le peuple palestinien et le prive de sa liberté et de son indépendance nationale, à l'image des pays arabes qui se sont libérés de l'occupation britannique, française ou italienne dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle.

Cette attitude du Hamas résulte de son implication totale dans les actions de l'Intifada. Le Hamas ne pensait pas aux relations internationales, ni même aux relations avec les pays arabes et Islamiques: ses relations palestiniennes se limitaient aux contacts sur le terrain, aux coordinations avec les autres factions, dont l'initiative

⁵⁰⁴ Documents du mouvement Hamas, *op. cit.*, vol. 1, p. 46.

⁵⁰⁵ *Ibid.*, vol 2, p. 85.

⁵⁰⁶ *Ibid.*, vol 2, p. 52.

venait du Fatah ou du commandement unifié de l'Intifada (Fatah, FPLP, FDLP et parti du peuple). Toutes les initiatives n'étaient d'ailleurs pas couronnées de succès. C'est probablement en raison de l'absence de vision stratégique, des suites de l'Intifada ou de la montée en puissance du Hamas, qui a elle-même surprit ses représentants à l'étranger, que eux seuls ont été habilités à entamer des contacts avec les pays arabes, musulmans et occidentaux.

Une étude proche du mouvement Hamas suggère que la place réservée à l'idéologique, dans les premières années du mouvement, s'explique par le manque d'expérience et de pratique de la politique, qui représentait un obstacle à l'établissement de liens avec les pays étrangers, en particulier avec l'Occident, pays étrangers qui sont, selon le Hamas, responsable de la création de l'Etat d'Israël sur la terre de Palestine⁵⁰⁷. Cependant, cette position qui a caractérisé la politique du Hamas à sa création a commencé à changer, selon les sources du Hamas, après le bannissement par Israël de plus de quatre cents de dirigeants, cadres et militants du mouvement Hamas et du Jihad islamique au Sud Liban le 17 décembre 1992. Le Hamas s'est alors mis à intensifier ses contacts avec les pays occidentaux influents, par l'entremise des représentants du mouvement à l'étranger et avec les ambassades de ces pays à Amman, les exhortant à faire pression sur l'occupation israélienne pour revenir sur la décision de bannissement, pour garantir le retour des bannis chez eux en Palestine, pour résister à l'occupation avec leur peuple qui s'est soulevé pour réclamer sa liberté et son indépendance.

Le bannissement, dramatique en soi, était un contact de fait entre le mouvement Hamas et l'opinion publique internationale. Dans ce cas sans précédent, les exilés ont tenu à rester à la frontière libano-palestinienne, ils ont refusé de partir ailleurs que chez eux, sous les pluies et la neige, dans des montagnes difficiles d'accès. La solidarité s'est organisée, ils ont reçu des tentes et ont tenu bon, au-devant d'une couverture médiatique internationale. Les images de ces jeunes, vieux, malades, médecins, scientifiques, professeurs d'université, étudiants, ingénieurs, commerçants, enseignants, employés... sont alors transmises dans le monde entier, formant un tableau touchant, montrant l'injustice de l'occupation et son comportement contraire à

⁵⁰⁷ Etude dans la pensée politique du mouvement Hamas, *op. cit.*, p. 293-294.

toutes les normes et les conventions internationales et humanitaires, montrant au monde que le peuple palestinien tient à ses droits nationaux légitimes. Le nom du Hamas est désormais connu dans les quatre coins de la planète.

Le bannissement par l'occupation israélienne d'islamistes palestiniens était une opportunité à saisir pour établir des liens spontanés avec les décideurs des gouvernements des pays influents et intéressés dans le conflit israélo-arabe. Le neuvième round des négociations en cours entre Israël et les délégations arabes est gelé. Les décideurs américains et européens craignaient pour le processus de paix, la résolution 799 du Conseil de sécurité est immédiatement adoptée appelant au retour des exilés dans leur patrie. Pendant ce temps, le Hamas gagne en puissance dans les territoires occupés, il intensifie son action militaire contre les forces d'occupation. Les puissances occidentales, notamment les Etats-Unis, s'intéressent à ce nouveau mouvement et essaient de le connaître de plus près, d'explorer ses idées et conceptions du processus de paix. Ainsi, l'ambassade des Etats-Unis a accepté d'entamer un dialogue avec le mouvement Hamas, à la demande de ce dernier. La première rencontre entre des représentants du mouvement et M. Eric Jodie Lawson, conseiller politique à l'ambassade américaine à Amman, a lieu en décembre 1992, suivie d'autres réunions avec plusieurs ambassades européennes en Jordanie. Le mouvement Hamas souhaitait aller plus loin et établir des relations avec d'autres pays du monde et les pôles d'influence internationale.

Cette introduction était nécessaire pour clarifier la politique initiale du mouvement Hamas au niveau de ses relations internationales, la définition de ses attentes et quelques-uns des facteurs qui ont conduit à l'échec des relations internationales du mouvement Hamas.

I. La politique du Hamas en matière de relations internationales

Le Hamas a défini ses politiques en matière de relations internationales dans une note interne intitulée "Les politiques du mouvement dans ses relations politiques"⁵⁰⁸. Les relations avec les pays étrangers reposent sur les points suivants qui sont les cinq points de politique générale du Hamas en matière internationale.

1. Le mouvement est disposé à entreprendre des contacts et à coopérer avec tout État ou partie internationale, indépendamment de ses politiques, idéologies ou ethnies afin de servir les intérêts du peuple palestinien et de sa cause en général.
2. Le Hamas considère que la Palestine est le champ de conflit avec l'ennemi sioniste et ne croit pas au transfert de ce conflit sur un champ extérieur.
3. Dans ses opérations militaires, le mouvement Hamas cible les forces de l'occupation sioniste et ses différents corps. Il s'engage à respecter les règles de l'Islam, qui interdit de tuer les non-combattants et les enfants, l'arrachage d'arbres et d'autres moyens inhumains.
4. Le mouvement du Hamas n'est en guerre avec aucune partie internationale: par conséquent, il n'adhère pas aux attaques contre des propriétés ou des intérêts de différents pays, que ce soit en Palestine ou à l'étranger.
5. Le Hamas cherche à contribuer à tout effort international visant à aider le peuple palestinien dans sa quête pour le départ de l'occupation sioniste, ou à le protéger de la répression brutale pratiquée par les forces de l'occupation contre les droits humains les plus élémentaires.

Il convient de noter que le mouvement Hamas n'a pas tenu les engagements pris dans ce document interne, en particulier ceux du troisième point. Son bras militaire, les brigades Izz al-Din al-Qassam, a en effet mené des attentats suicides en Israël qui ont atteint des civils israéliens, dont des enfants, des femmes et des vieillards. Pour le monde extérieur, le mouvement patriotique islamiste devient un mouvement terroriste. De plus, le cinquième point du document n'est pas non plus respecté puisque le Hamas revient sur sa position antérieure concernant la Russie, capitale des impies, et la Grande-Bretagne et les États-Unis, complices des crimes israéliens. Le Hamas a essayé d'écarter des pays du conflit israélo-palestinien sans succès en raison

⁵⁰⁸ "Politiques du mouvement dans ses relations politiques.

justement de ses actions militaires contre les civils, de son hostilité aux accords d'Oslo et au processus de paix et ses efforts pour contrecarrer ces accords. Enfin en raison du refus du gouvernement Hamas de respecter les engagements internationaux de l'Autorité palestinienne et de son refus de renoncer à la violence, le monde ne peut se résoudre à entretenir des relations politiques avec le Hamas qui, pour compliquer encore plus les choses, finit par organiser un coup d'Etat contre l'Autorité palestinienne.

Le mouvement du Hamas a essayé d'établir des plans d'actions détaillés dans sa note interne mentionnée plus haut. Il s'agit d'un certain nombre de constantes à respecter dans ses relations politiques internationales⁵⁰⁹:

- Le mouvement ne fait aucun engagement moral ou politique contraire aux constantes islamiques et nationales du peuple palestinien.
- Ne pas transférer le conflit avec l'ennemi sioniste dans d'autres pays.
- Veiller à gagner la sympathie des peuples à condition de ne pas obliger le Hamas à renoncer à ses thèses stratégiques.
- Mettre l'accent sur les politiques injustes de l'Amérique et sa partialité envers le terrorisme sioniste contre le peuple palestinien désarmé et ses droits humains légitimes.
- Insister sur le fait que le différend avec les États-Unis porte sur sa politique envers la Palestine et que Hamas n'est pas contre le peuple américain. Par conséquent, les médias proches du mouvement n'ont pas d'intérêt à critiquer la culture intérieure de l'Amérique: ils se concentrent sur sa politique étrangère vis-à-vis de la cause palestinienne.
- Eviter l'utilisation de termes qui auraient une connotation allant contre les intérêts et les citoyens américains, en particulier le terme "frapper les intérêts américains dans la région".
- Le mouvement s'engage à analyser calmement l'évolution de l'ordre mondial vers "l'unipolarité", tout en évitant les slogans émotifs.
- Ne pas affronter le nouvel ordre mondial s'il constitue une base pour maintenir la paix dans le monde, le droit des peuples à vivre dans la paix et dans la prospérité, sans que cela se fasse au détriment d'autres peuples ou par une tutelle étrangère.

⁵⁰⁹ *Ibid.*

- Appeler à la coopération entre les pays du monde pour construire un nouvel ordre mondial fondé sur le droit et la justice.

L'analyse des cinq premiers points de politique générale appelle un certain nombre de conclusions importantes. Premièrement, que le mouvement Hamas revient sur sa position de base qui apparaît clairement dans ses communiqués officiels durant ses trois premières années, position qui mettait sur le même plan Israël et les États-Unis qui lui fournit toutes sortes d'aides (en effet, le quatrième point affirme que le mouvement n'est hostile à aucune partie internationale). Deuxièmement, que le mouvement est prêt à traiter positivement avec les efforts internationaux, avec ce que cela signifie comme changement dans la position originale de l'Organisation des Nations unies et des initiatives politiques de l'Occident. Troisièmement, que le mouvement a réorienté sa politique de ne pas tuer les non-combattants, l'arrachage d'arbres et autres. L'opinion publique occidentale est révoltée par de tels actes inhumains, mais le mouvement Hamas ne s'est pas conformé à cette politique initiale, surtout depuis la création de l'Autorité nationale palestinienne et jusqu'en 2005. Il commence à s'y conformer dans les cinq dernières années, sans aucune garantie par le mouvement qu'il ne reprendrait pas la pratique d'attentats-suicides contre des civils dans sa guerre contre l'occupation. Il est conscient que cette politique ne sert pas le peuple palestinien, bien au contraire. Cela prouve qu'il recherche d'abord et avant tout l'intérêt du mouvement. De plus, tuer des civils est contraire à la morale islamique et aux engagements humains envers l'opinion publique internationale.

L'analyse des politiques spécifiques montre à quel point les représentants du mouvement Hamas qui ont rédigé ce document, accordaient de l'importance à gagner la sympathie des peuples d'Occident, en particulier le peuple américain. Ils vont même plus loin en prenant soin de ne pas offenser le gouvernement des États-Unis, d'éviter les termes hostiles à l'Amérique. Cette politique augure une évolution dans les idées et le discours du mouvement Hamas par rapport à ce qu'ils étaient auparavant, en termes de traitement positif avec les peuples d'Occident, car il tend à accepter le nouvel ordre mondial qu'il présume fondé sur le droit, la justice et le maintien de la paix dans le monde. De plus, le mouvement Hamas tient à ne pas employer des termes qui auraient une connotation allant contre les intérêts et les citoyens américains, dans l'espoir d'établir des relations avec les gouvernements d'Amérique et ainsi devenir une

force politique acceptable dans le système politique palestinien, considérant qu'il agit pour libérer la terre et défendre le peuple, que la lutte du mouvement se fait dans le respect des conventions internationales contre les manifestations de l'occupation militaire... Il demande donc aux Etats-Unis d'Amérique de soutenir les droits du peuple palestinien à résister à l'occupation⁵¹⁰. C'est ainsi que le mouvement est amené à définir les objectifs généraux des relations internationales qu'il souhaite établir avec les pays occidentaux.

⁵¹⁰ Jawad el Hamad, « Oscillation des relations entre les Etats-Unis d'Amérique et le mouvement Hamas », journal Al Hayat, Londres, 23 novembre 1994.

II. Les objectifs des relations internationales entreprises par le Hamas

Le document interne du mouvement Hamas sur "les relations internationales du mouvement"⁵¹¹ affirme que les objectifs que le mouvement souhaite atteindre au moyen de ses relations avec les pays étrangers sont les suivants.

D'abord, le mouvement du Hamas se présente aux pays étrangers directement et clairement, loin de l'image peinte par les médias. Ensuite, le Hamas souhaite trouver dans ces pays des soutiens au mouvement et à ses positions politiques. Il entend également prévenir toute mesure préjudiciable au mouvement par ces pays. Ses dirigeants cherchent en outre à obtenir une représentation auprès de ces pays. Ils poursuivent leur quête de toute forme de soutien politique, matérielle et/ou morale aux positions du mouvement et à ses politiques de résistance à l'occupation. Enfin, ils veulent mobiliser un soutien international aux droits du peuple palestinien, notamment le droit au retour et à l'autodétermination.

Les attentes du mouvement Hamas concernant ce qu'il pouvait obtenir sur le plan international sont importantes et souvent excessives. Il s'attendait ainsi à trouver des partisans dans les pays occidentaux qui adopteraient ses visions et positions du conflit israélo-palestinien. Il s'agit là d'une position de principe qui manque de profondeur et d'analyse, notamment au regard de l'état des relations internationales. De même, le mouvement Hamas espérait recevoir un soutien financier de ces pays. Ici, le Hamas a fait preuve d'ignorance totale du fonctionnement de la politique internationale car il n'a pas réalisé la nature de la relation entre Israël et ces pays qui pourraient, espérait le Hamas, lui donner de l'argent, adopter ses positions politiques et le défendre. Le mouvement a également porté trop d'espoirs en voulant ouvrir des bureaux de représentation dans ces pays, un scénario irréaliste fondé sur un manque d'appréciation des réalités politiques internationales, de connaissance de l'établissement des relations diplomatiques et sur une profonde incompréhension des positions des Etats occidentaux notamment vis-à-vis d'Israël, de l'OLP et des factions de l'Islam politique, considérés comme terroriste. Sur ces constats, le mouvement Hamas ne pouvait atteindre ses objectifs et il semble peu probable qu'il y parvienne à la lumière de ce qu'il appelle « constantes, notamment : la non-reconnaissance

⁵¹¹" Politiques du mouvement dans ses relations politiques", document interne, p. 6.

d'Israël, son attachement à la résistance violente (lutte armée) et le non-respect des conditions du Quartet, sans se rendre compte des conséquences de ces attitudes sur l'établissement de relations avec les pays occidentaux, États unis d'Amérique en tête, dont discuterons sa position et ses relations avec le mouvement Hamas en détail.

III. Les Relations du Hamas avec les Etats-Unis

L'étude des relations entre le mouvement Hamas et les États-Unis d'Amérique a une importance particulière et exceptionnelle étant donné la place de ses derniers, unique superpuissance à la tête du nouvel ordre mondial après l'effondrement de l'Union Soviétique et du monde bipolaire, mais aussi en raison de son monopole de la formulation de la situation stratégique au Moyen-Orient, après les frappes puis le blocus contre l'Irak, le parrainage du processus de paix israélo-arabe, à partir de Camp David, en passant par la Conférence de Madrid et les accords d'Oslo, la signature de l'accord de Wadi Araba, accompagnée d'une alliance stratégique indéfectible avec Israël. En outre, la position du mouvement Hamas reste contre les règlements pacifiques, en particulier avec les Palestiniens, tentant de les faire avorter puis de bondir sur les signataires de l'accord avec les Israéliens pour prendre leur place et prendre la direction du projet national palestinien, selon une vision islamiste. Cette étude des relations entre le Hamas et cette superpuissance est d'autant plus importante que des contacts officiels ont eu lieu au début de 1993 pendant deux mois consécutifs. Puis les Américains ont décidé d'arrêter ces contacts et de mettre le nom du mouvement sur la liste des organisations terroristes dans le rapport annuel du Département d'État en 1992 et de poursuivre les personnes accusées d'appartenir au Hamas et en arrêter certains, comme le chef du Bureau politique du mouvement à l'époque, Dr. Moussa Abou Marzouk⁵¹².

Au début, les Américains s'intéressaient au mouvement Hamas pour le connaître de plus près, connaître ses positions et la nature de sa pensée, étudier les possibilités de changement ou de modification de ses positions politiques. C'est du moins ce que pense le Hamas⁵¹³. Le porte-parole du Département d'État américain a annoncé, début mars 1993, la cessation des contacts avec le Hamas. Par ces contacts, les Etats unis ont essayé de convaincre le mouvement Hamas d'arrêter son action militaire et d'obtenir un engagement de ne mener aucune action contre le processus de paix⁵¹⁴. Le mouvement Hamas, lui, voulait présenter sa façon de comprendre sa cause

⁵¹² Mohammed Nazzal, interview avec « Falasteen Al Muslima magazine », Londres, avril 1993.

⁵¹³ Mohammed Nazzal, interview avec Al Moujtama' magazine, Kuwait, 23 mars 1993.

⁵¹⁴ Jawad Al Hamad, « Hésitation des Etats-Unis à l'égard du Hamas : établir des contacts ou l'accuser de terrorisme », journal Al Hayat, Londres, 23 janvier 1994.

nationale, sa pensée islamique et certaines de ses positions qu'il considère que l'Occident n'a pas encore compris, ou avec équivoque et ambiguïté⁵¹⁵.

Les contacts n'ont pas duré longtemps. L'arrêt de ce dialogue a été annoncé près de deux mois après son commencement en raison des pressions israéliennes, mais aussi parce qu'aucun résultat n'a été obtenu. Le mouvement Hamas a dénoncé la décision américaine comme "une position qui révèle clairement l'influence du lobby sioniste sur la politique des États-Unis...d'autant que les contacts menés par les représentants des États-Unis avec des responsables de notre mouvement étaient faits sur une initiative de la partie américaine et correspondent à la volonté du Hamas de faire connaître au monde la situation dans les territoires occupés, la politique sioniste d'oppression, la position de notre mouvement vis-à-vis de l'évolution de la situation politique dans la région, et affirmer la légitimité de la lutte de notre peuple contre l'occupation sioniste"⁵¹⁶.

Il convient de noter ici que le mouvement Hamas a changé sa position concernant les États-Unis alors que, dans les trois premières années de son existence, il les considérait comme un "ennemi criminel" et "complice des crimes de l'entité sioniste". Il estimait qu'ils étaient au même rang qu'Israël, qu'ils faisaient partie du "trio du mal, de la haine et de l'oppression dans le monde" et "partenaire à part entière dans l'agression israélienne". Depuis la fin de la guerre au Koweït en mars 1991, le Hamas a commencé à changer progressivement de langage, de ton et de vocabulaire dans son discours politique. Cependant, après le bannissement en décembre 1992 et les contacts de 1993, les États-Unis deviennent, aux yeux du mouvement Hamas, une partie qui soutient Israël qu'il convient d'éviter ou à tenter de convaincre de la justesse des objectifs que le mouvement cherche à atteindre. Ce changement de position n'aurait pu avoir lieu sans l'influence croissante, voire l'hégémonie de la direction du Hamas à l'extérieur, couplée d'une tendance au pragmatisme politique qui a permis d'alléger le discours idéologique strict du mouvement reposant sur l'hostilité flagrante à l'égard des États-Unis, sur les bases d'ordre religieux et dogmatique qui ont façonné la conscience des Frères musulmans contre la croisade mondiale menée par ce pays

⁵¹⁵ *Ibid.*

⁵¹⁶ Déclaration à la presse d'un responsable du Hamas en réponse à la déclaration du porte-parole du Département d'Etat américain, 3 mars 1993.

pour affaiblir les Musulmans et piller leurs richesses et fournir à Israël tous les subsides vitaux et les outils d'agression⁵¹⁷. Le mouvement Hamas, dans cette dernière position anti américaine est compatible avec la conscience du peuple palestinien, conscient du rôle clé joué par ce pays pour avorter tous ses rêves de liberté et d'indépendance.

Plusieurs éléments ont concouru pour faire passer le mouvement Hamas du discours idéologique anti-Etats-Unis, pays des infidèles qui aide l'ennemi de toutes ses forces, matérielles et humaines, à les considérer comme une partie qui prend parti pour Israël et dont il faut critiquer les positions sans lui être ouvertement hostile. Après que le Hamas exigeait de l'OLP d'interrompre le dialogue avec les Etats-Unis, il prône le besoin de les rencontrer pour les convaincre du point de vue du mouvement. Cette transition constitue un pas de géant qui peut s'expliquer par un ensemble de facteurs. Cette nouvelle position représente un passage de l'inertie à la flexibilité, du discours dogmatique au discours politique pragmatique souple. Ce passage est dû aux raisons suivantes⁵¹⁸:

Tout d'abord, l'influence croissante de la direction extérieure du mouvement. Les dirigeants de l'extérieur sont d'abord désignés pour parler au nom du mouvement, et ils réussissent à imposer leur domination sur les décisions politiques à travers le Bureau politique qu'ils ont créé en 1992. Ils souhaitent alors renforcer les relations avec les pays arabes, dont la majorité est sous influence américaine.

En plus, un grand nombre des représentants du Hamas à l'extérieur se trouvent eux-mêmes aux Etats-Unis. Ils sont donc nécessairement influencés, à des niveaux différents, par la culture politique américaine. Ils sont conscients de l'importance du rôle que jouent l'opinion publique américaine et le lobby sioniste dans l'orientation de la politique étrangère américaine. L'un des traits les plus frappants de la force de cette influence pourrait être la nomination de Moussa Abu Marzouk à la tête du bureau politique, un homme qui a résidé près de dix ans aux États-Unis et qui a continué à s'y rendre pendant les trois années de sa direction du Bureau politique en Jordanie. D'ailleurs il a été arrêté lors de son dernier séjour aux Etats-Unis.

⁵¹⁷ Politiques et contenus du discours islamiste pour l'étape à venir, Documents internes du Bureau politique, 18 mars 1993.

⁵¹⁸ Khaled Abou Al Amrein (représentant du Hamas au Soudan), « Relations internationales du Hamas », 1998.

Les États-Unis dirigent en plus le nouvel ordre international et ont durement frappé l'Irak, réduisant à néant sa force militaire avec le consentement, voire l'aide et le soutien de la majorité des pays arabes, les autres étant restés impuissants. Les États-Unis seraient donc en mesure d'affaiblir et d'attaquer le Hamas, du moins pour mettre fin à sa présence à l'étranger.

La volonté certaine des États-Unis de parvenir à un règlement politique global, conforme aux visions et aux intérêts américains et israéliens, va dans ce sens. Elle rend les positions et le discours traditionnel du mouvement susceptible d'être l'objet d'une frappe décisive en provenance coalition américaine, israélienne et arabe si jamais le Hamas tentait de rompre totalement les efforts dans le processus de paix.

La déportation de centaines de dirigeants et de membres du mouvement au Sud-Liban a terrifié les dirigeants du mouvement aussi bien dans les territoires occupés qu'à l'étranger. Ce châtement brutal et inattendu peut être un exemple de ce qui pourrait toucher le mouvement par la suite si ses dirigeants ne modifiaient pas leur position politique, et ne réduisaient pas la confrontation au processus de paix. Dans ce contexte intervient le dialogue avec les Américains, à leur demande, et avec un accueil favorable du Bureau politique et le silence, voire même l'encouragement des dirigeants du mouvement dans les Territoires. La majorité des dirigeants à l'étranger se trouvent principalement dans le sud du Liban et espéraient, peut-être, que ce dialogue avec les États-Unis pourrait les aider à retourner chez eux.

L'impact de ces facteurs sur la position politique du mouvement Hamas vis-à-vis du conflit avec Israël apparaît lors de l'annonce en 1993, par Mohammed Nazzal, que le mouvement accepte le règlement intérimaire. Cette position a été confirmée, et en détail, dans l'initiative du Bureau politique de 1994, mais aussi par le discours politique à l'adresse des États-Unis lorsque le mouvement a déclaré qu'il agirait "aux côtés des autres mouvements et organisations palestiniennes pour libérer notre terre et défendre notre peuple", que cette action était "une résistance légitime approuvée par tous les traités et conventions internationales, en particulier la Charte des Nations unies et les Conventions de Genève". Pour cela, "qualifier notre mouvement de terroriste est une agression, non seulement contre le peuple palestinien, mais contre tous les peuples arabes et musulmans, ainsi que contre tous les mouvements de libération dans le monde qui luttent pour la liberté et la dignité de leur peuple. Sur la base de cette situation qui se caractérise par la négation des droits du peuple

palestinien, le mouvement Hamas aspire à l'appui de votre vénérable gouvernement au droit de notre peuple et de notre mouvement à résister à l'occupation tout en fournissant aide et assistance à notre peuple contre les massacres, les arrestations et l'expulsion pratiqués par les autorités d'occupation⁵¹⁹. S'ajoute à cette lettre une déclaration de la direction du mouvement dans laquelle elle a annoncé: "Nous ne sommes pas une organisation terroriste, qu'avons-nous fait d'autre que résister à l'occupation de notre terre ? Il n'y a aucune justification du classement du Hamas parmi les organisations terroristes. Nous sommes un mouvement de libération djihadiste, le droit et les conventions internationales nous permettent d'utiliser les moyens légitimes contre l'occupation⁵²⁰".

Lorsque le lobby sioniste aux Etats-Unis a essayé d'associer le nom du mouvement dans l'attentat contre le World Trade Center à New York, le Hamas a cité le communiqué n° 97 du 25 février 1993 pour affirmer que le mouvement respecte la souveraineté et la sécurité de toutes les nations, qu'il condamne toute action qui vise des civils ou des personnes innocentes en tout lieu et en tout temps⁵²¹. Il a ajouté que le parti pris des États-Unis d'Amérique pour l'État d'Israël ne sera jamais dans son intérêt à court et à long terme. Cette position et ces déclarations politiques du mouvement Hamas, qui représentent un retournement de ses positions à l'égard des États-Unis d'Amérique et d'autres pays occidentaux, ont soulevé un grand nombre de questions, en ont surpris plus d'un, puisqu'il fait de nombreuses concessions, par rapport à ses anciennes positions. Ce revirement a été compris comme si le Hamas faisait la cour aux États-Unis pour que ces derniers l'acceptent comme une alternative à l'OLP, d'autant que les États-Unis n'avaient pas encore entamé de dialogues sérieux avec l'OLP. Cette dernière possibilité s'est envolée après les contacts avec l'OLP, la signature des Accords d'Oslo et la création de l'Autorité nationale palestinienne en 1994. Les Etats-Unis avaient apporté un soutien politique et matériel à cette entité naissante, un soutien à toutes les mesures prises par cette entité politique contre les forces de l'opposition palestinienne, en particulier contre les mouvements Hamas et le Jihad islamique, qui ont effectué des opérations militaires violentes en d'Israël, contre des civils désarmés en 1995.

⁵¹⁹ Extraits de la lettre adressée par le Hamas aux ambassadeurs des grands pays à Amman en février 1993.

⁵²⁰ Mhammed Nazzal, journal Al Rai, Jordanie, 3 février 1993.

⁵²¹ Documents du mouvement Hamas, *op. cit.*, vol. 26, p. 37.

Les Etats-Unis se sont empressés de montrer leur solidarité effective et réelle avec l'Etat d'Israël en prenant un ensemble de mesures unilatérales. En effet, le président américain a annoncé, en janvier 1995, le gel de comptes bancaires d'américains (d'origine arabe) et d'associations islamiques aux Etats-Unis accusés de financer le mouvement Hamas. En juillet 1995, les autorités américaines ont arrêté le président du Bureau politique du mouvement, Dr. Moussa Abou Marzouk, à son arrivée à l'aéroport de New York pour, éventuellement, l'extrader vers Israël, à la demande de ce dernier. Cette position américaine anti Hamas s'est poursuivie pour atteindre son summum avec le soutien américain à la conférence de Charm el-Cheikh de lutte contre le terrorisme, après les opérations militaires du mouvement en février 1996, à Jérusalem, Ashkelon et Tel-Aviv. Les Etats-Unis avaient soutenu toutes les mesures de punitions collectives prises par Israël.

Pour réagir à l'arrestation du chef de son Bureau politique à l'aéroport de New-York, le mouvement Hamas a fait très attention au choix des mots à employer: il a affirmé qu'il s'agissait d'une mesure "sérieuse et provocatrice prises par les autorités américaines", d'autant plus que Mousa Abu Marzouk était accompagné de sa famille, en visite privée pour préparer les études de ses enfants. "Le mouvement Hamas déplore et condamne cette mesure injustifiée étant donné qu'Abou Marzouk était arrivé aux États-Unis en toute légalité, qu'il n'avait commis aucune infraction à la loi américaine". Le Hamas conclut ainsi sa condamnation : "le mouvement Hamas qui n'a fait aucun mal aux Etats-Unis, qui ne s'en est pas pris à ses intérêts et qui a limité sa confrontation à l'ennemi sioniste et sa machine répressive en Palestine, appelle l'administration américaine à revoir cette mesure et à libérer sans plus tarder Dr. Musa Abu Marzouk⁵²²". Ici, l'observateur ne peut que remarquer à quel point le Hamas a pris soin de bien choisir son vocabulaire. Il a veillé à éviter le langage de la menace directe aux États-Unis et à leurs intérêts ; au contraire il a souligné à plusieurs reprises qu'il n'avait fait aucun mal aux Etats-Unis et ne s'en était pas pris à leurs intérêts⁵²³. Il y a là une expression concrète de la profondeur du changement radical du discours politique et idéologique du Hamas à l'égard de la relation avec les États-Unis d'Amérique. Cela reflète donc le désir du mouvement d'établir des relations amicales

⁵²² Documents du mouvement Hamas, *op. cit.*, vol. 6, p. 49.

⁵²³ Falasteen Al Muslima, septembre 1995, p. 4.

avec ce pays, le plus influent dans le monde, dans l'espoir d'être reconnu comme un acteur clé sur la scène palestinienne et arabe, un acteur à traiter à pied d'égalité avec l'OLP.

Les deux parties avaient donc leurs propres objectifs à atteindre avec ces contacts entamés en décembre 1992. Le Hamas voulait obtenir une reconnaissance internationale, les liens avec les États-Unis pouvant ouvrir la voie plus facilement avec la plupart des pays occidentaux et donnant au mouvement une place politique et médiatique dont il avait grandement besoin, lui permettant de connaître de plus près la réalité de la position des États-Unis, de mieux connaître les volontés de l'Amérique et les lignes rouges à ne pas dépasser pour ce pays leader du système international. Parallèlement, les États-Unis voulaient identifier la position réelle du mouvement, mesurer l'ampleur du rapprochement possible aux vues des positions du mouvement et de son plan pour la région. Ces contacts avec le Hamas s'inscrivent dans le cadre de des politiques américaines de contacts avec un grand nombre de mouvements islamistes, modérés et extrémistes, dans la région et avec les factions palestiniennes, en espérant atteindre plusieurs objectifs, parmi lesquels :

- Faire perdre aux mouvements intégristes l'un de leurs moyens de mobilisations des masses les plus importants, à savoir l'hostilité à l'Amérique.
- Affirmer le rôle central des États-Unis dans les affaires internationales et les questions régionales.
- Essayer de normaliser et de contenir les mouvements hostiles en utilisant la tactique de la carotte et du bâton en coupant les contacts, et en accusant de terrorisme (avec toutes les actions qui s'en suivent).
- Intimider et faire comprendre à l'OLP qu'il y a des alternatives possibles si elle ne continue pas de rester dans le giron américain, c'est-à-dire qu'ils se servent du mouvement Hamas comme une force alternative à l'OLP.
- Ebranler l'unité nationale palestinienne en général, et l'unité des forces d'opposition en particulier, pour garantir le succès du processus de paix israélo-palestinien.

Il semblerait que la politique américaine envers le mouvement Hamas ait atteint ses objectifs sur de nombreux niveaux, notamment imposer des restrictions sur le mouvement et essayer de l'isoler tout en soutenant l'Autorité nationale, partenaire

officiel dans le processus de paix, jusqu'à ce que Hamas se retrouve dans une position peu enviable après les accords d'Oslo. La situation des relations avec les Etats-Unis a empiré après les opérations martyres en Israël dont certaines ont touché des civils israéliens, jeunes et vieux, femmes et enfants. La politique américaine trouve alors plus de justifications pour imposer un blocus au mouvement, considéré comme organisation terroriste hostile à la paix et utilisant la violence comme seul moyen pour parvenir à ses fins "inhumaines", exprimées par les opérations militaires contre les civils. La situation est restée comme elle est jusqu'au déclenchement de l'Intifada le 26 septembre 2000 où l'heure est venue pour ce mouvement islamiste de s'exprimer en devenant un acteur principal de cet événement national qui s'est déclenché en protestation contre l'attitude politique internationale, occidentale et américaine en général, et israélienne en particulier, toutes ces parties qui n'ont pas respecté leurs engagements dans le processus de paix avec l'OLP, malgré l'expiration de la période intérimaire de transition, en plus de la détérioration de la situation économique et sociale du peuple palestinien en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, et l'échec des promesses de les transformer en un "nouveau Singapour".

Ainsi, les Etats Unis ont sans doute perdu des relations qui, dans le contexte d'intérêt, lui étaient stratégiques, surtout avec les mouvements islamistes au Moyen-Orient. De sorte qu'est née une génération d'islamistes qui ressentent et portent haine et hostilité envers la puissance américaine. Les raisons sont évidentes et bien connues, notamment la position des États-Unis, partielle envers Israël, et qui, à travers son soutien financier et militaire, consacre et renforce sa présence au détriment des Palestiniens et leurs droits inaliénables à leur terre historique, "terre des prophètes et des messagers"⁵²⁴. De plus, la question de Palestine est dans le cœur, l'esprit et la conscience de chaque musulman. Elle est la question centrale pour chacun d'eux, la principale douleur pour le sentiment d'appartenance nationale panarabe et islamique. Elle est le facteur moteur pour les questions de paix et de guerre dans la région. Elle est la clé de tous les soucis et les problèmes complexes. Elle est l'indicateur des sentiments de colère et de mécontentement des Arabes et des Musulmans⁵²⁵.

⁵²⁴ Ahmad Youssef, « Regards dans la religion et la politique, lecture du cas palestinien », Bait Al Hikma, décembre 2010, Gaza, p. 33.

⁵²⁵ *Ibid.*, p. 34.

Après le déclenchement du soulèvement palestinien en 2000, les États-Unis ont mené une politique active pour tenter d'y mettre fin et de faire redémarrer le processus de paix. Les tentatives de Georges Tenet, patron de la CIA, et du Comité Mitchell (représentant du président Obama pour le processus de paix au Moyen-Orient aujourd'hui), essuient un échec dû à l'intransigeance d'Israël. Le Premier ministre israélien Ariel Sharon voit dans les accords d'Oslo une menace pour l'État d'Israël et son existence; il rejette ces accords et essaie de trouver une alternative. Il a notamment rejeté l'initiative du président Bush qui a mené une campagne mondiale contre l'Islam politique et ses organisations, surtout après les événements du 11 septembre, qui ont constitué pour lui un tremplin à la mise en œuvre de sa politique de lutte contre le terrorisme, se servant de la compassion internationale avec les États-Unis après cet événement douloureux qui s'est déroulé à New-York. Les États-Unis imposent leur puissance et leur hégémonie sur le monde désormais dirigé par "le Rhinocéros américain". Ainsi donc, les souhaits des islamistes d'établir un dialogue sérieux avec les États-Unis, et l'Occident en général, sont restés vains.

La tension continue à monter entre le Hamas et les États-Unis et l'Occident, bien que le mouvement ait tout fait pour maintenir le dialogue avec l'administration américaine et "démanteler les points de confrontation" religieux et politique pour contribuer à la préparation de l'état d'esprit en Occident et dans les pays islamiques à travailler ensemble dans le cadre de leurs intérêts mutuels, dans le respect d'une morale qui ne blesse pas les sentiments des Musulmans, mais renforce au contraire la culture de tolérance, de coopération et de coexistence entre les deux parties⁵²⁶. Cependant, les choses ne sont pas passées comme le Hamas l'aurait souhaité. L'hostilité grandit et se complique d'autant plus que le Hamas a été en mesure de rétablir sa popularité en parallèle au soulèvement palestinien. Il s'est préparé pour lancer son assaut contre le système politique palestinien en remportant les élections locales et législatives de 2005-2006 et en détenant d'avantage de cartes. Cependant, la compréhension du Hamas de la nouvelle situation et les tactiques qu'il a suivi étaient démesurées; c'est comme monter dans un arbre et ne pas savoir en redescendre.

⁵²⁶ *Ibid.*, p. 34-35.

Malgré sa victoire aux élections législatives et la formation du 10^{ème} gouvernement en mars 2006, le mouvement Hamas n'a pas réussi à briser le blocus international imposé contre lui. Bien au contraire, la situation devient de plus en plus complexe, le Quartette imposant au gouvernement Hamas des conditions que ce dernier rejette. Des sanctions sont donc imposées, par la faute du Hamas, contre le peuple palestinien tout entier. Le mouvement Hamas n'a pu briser l'embargo pendant toute la durée du 10^{ème} gouvernement. Toute l'assistance apportée au peuple palestinien durant cette période a été faite à travers la présidence palestinienne qui, à son tour, transfère cette assistance au gouvernement. Le gouvernement était dans l'incapacité de payer les salaires des fonctionnaires, civils et militaires. De plus, il n'a pas pu faire fonctionner les ministères, les institutions et les organes de l'Autorité par manque de moyens financiers. Ainsi, la situation des Palestiniens s'est aggravée encore plus, l'anarchie et l'insécurité ont régné plus encore dans la société palestinienne en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

A la lumière de la situation sur le terrain et l'incapacité du gouvernement du Hamas de la gérer, il y a eu des initiatives palestiniennes et arabes pour trouver une solution et une issue à la crise. La première initiative est venue des prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes, initiative qui s'est transformée en un document de consensus national, mais qui n'a pas réussi à apaiser la situation. Les deux principales parties du conflit inter palestinien, le Hamas et son rival le Fatah, se sont rencontrés à La Mecque, en Arabie Saoudite, et ont réussi à parvenir à un accord qui a été à la base de la formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh. Certains ont commencé à traiter positivement avec ce gouvernement. Mais cela n'a pas duré longtemps avant que le mouvement Hamas prépare un coup d'Etat militaire contre l'Autorité nationale dans la Bande de Gaza. Le gouvernement de Haniyeh est alors renvoyé, et un nouveau gouvernement est formé en Cisjordanie, dirigé par Salam Fayyad. Le siège de Gaza et de son gouvernement illégitime se durcit. L'isolement du Hamas s'intensifie au niveau international. Pourtant, quelques tentatives européennes ont essayé de lever le blocus de Gaza. Elles ont appelé au dialogue avec le Hamas, mouvement et gouvernement, tentant de les intégrer au

processus politique, car tout le monde est conscient qu'il n'y aura aucun règlement politique sans le consentement et la bénédiction du Hamas⁵²⁷.

De nombreux politiques occidentaux, officiels et non officiels, mais aussi un grand nombre d'organisations et de groupes internationaux s'accordent sur la nécessité d'impliquer le mouvement Hamas dans le processus politique. Ainsi, le Groupe des Crises Internationales (*International Crisis Group*: ICG) a rendu son rapport sur la situation à Gaza le 8 février 2007, où il indique la nécessité d'imposer l'ordre et la loi et d'établir un gouvernement d'union nationale. Dix jours après la publication de ce rapport, l'ancien Premier ministre d'Italie, Romano Prodi, a déclaré qu'il était nécessaire d'intégrer le mouvement Hamas dans tout dialogue qui lui permettrait de s'adapter politiquement, tant qu'il existe sur le terrain. La Commission des affaires étrangères à la Chambre des communes a demandé le 13 août 2007 à toutes les parties concernées de redoubler leurs efforts en vue de former un gouvernement d'union nationale dans les territoires palestiniens en incluant le Hamas et de communiquer avec ses éléments⁵²⁸.

Une organisation suisse a invité certains des dirigeants du mouvement Hamas à Zurich fin 2009, afin de rencontrer des personnalités occidentales pour faire connaissance et connaître le point de vue du mouvement et de son gouvernement sur certaines questions politiques, notamment le point de vue du mouvement sur la question du règlement politique et les problèmes liés à la reconnaissance de l'Etat d'Israël⁵²⁹. Ils ne sont parvenus à rien, sinon la nécessité de continuer à communiquer avec le mouvement Hamas et de pousser vers la fin de son isolement politique. De même, de nombreuses réunions secrètes et publiques ont eu lieu avec des Européens - britannique, allemand, français et espagnol et autres - mais sans jamais atteindre le haut niveau d'établissement de relations bilatérales avec le gouvernement du Hamas à Gaza. De plus, ces rencontres n'étaient jamais rendues publiques, à l'exception de la visite de l'ex-président américain Carter à Gaza et sa rencontre avec Ismail Haniyeh et sa rencontre avec Khaled Meshaal, chef du mouvement Hamas à Damas. Le mouvement Hamas a continué d'affirmer que son "combat n'était pas avec l'Occident,

⁵²⁷ *Ibid.*, p. 44.

⁵²⁸ *Ibid.*, p. 45.

⁵²⁹ *Ibid.*, p. 46.

bien que certaines de ses forces le visent et fomentent contre lui nuit et jour. Notre combat est un ennemi qui occupe notre terre, sans considération pour sa religion, sa nationalité, son groupe ethnique ou sa culture. Notre affaire est avec l'occupation que nous refusons, notre combat est avec elle seule, les autres, y compris les pays qui soutiennent l'occupation, c'est vers eux que nous orientons notre politique et nos médias, dans l'espoir de les neutraliser, à moins qu'ils choisissent de s'aligner sur le droit et la justice⁵³⁰.

Sur la base de cette stratégie définie par le mouvement Hamas, il n'est pas surprenant, donc, qu'il cherche de toutes ses forces à communiquer avec l'Occident et à ne pas créer des antagonismes injustifiés. Dès lors, ce mouvement appelle l'Europe à ne pas se ranger aveuglement aux côtés d'Israël. Il l'invite à adopter une politique équilibrée et à agir comme un intermédiaire honnête pour lever le blocus et mettre fin à l'occupation. En échange, le gouvernement du Hamas à Gaza promet de traiter positivement toute proposition ou initiatives de paix qui seraient présentées par l'Union Européenne, en particulier dans le cas où ses visions politiques seraient prises en compte. En conséquence, le Hamas considère que l'Occident avait commis une grave erreur en estimant que l'isolement politique et le boycott économique achèveront le Hamas⁵³¹.

Cette orientation générale chez le mouvement Hamas dans ses relations avec les États-Unis d'Amérique ne signifie nullement l'existence d'une forte opposition dans les rangs du mouvement. Il y a en effet ceux qui s'opposent à tout dialogue ou rencontre avec les Américains, convaincus qu'ils ne servent que les intérêts d'Israël, que de telles rencontres n'ont pour objectif que d'enliser le Hamas, exactement comme cela s'était passé avec des représentants de l'OLP en Tunisie avant la signature des accords d'Oslo. Il y a donc dans le mouvement un courant qui refuse tout dialogue craignant l'ouverture à l'administration américaine⁵³². Ce courant tire sa force d'opposition à l'Amérique par la partialité totale des États-Unis pour Israël, leur opposition aux droits nationaux inaliénables du peuple palestinien, en plus de la

⁵³⁰ *Ibid.*, p. 51.

⁵³¹ *Ibid.*, p. 52.

⁵³² Mustafa Al Leddaoui, ex-représentant du Hamas à Damas et à Beyrouth, entretien privé avec le chercheur, 9 avril 2011.

position des États-Unis vis-à-vis du mouvement lui-même, accusé de terroriste et avec lequel il est interdit d'établir des contacts officiels.

Partant de là, l'administration américaine a contesté les entretiens menés par l'ancien président américain Jimmy Carter avec les dirigeants du mouvement Hamas à Damas et à Gaza. Elle les a considéré comme des rencontres personnelles qui ne représentent ni l'administration, ni la politique étrangère américaine. En parallèle à cette position publique américaine, les États-Unis tiennent à établir un contact direct ou indirect - par le biais de multiples canaux - avec le mouvement Hamas. Ces canaux sont principalement les centres américains d'études, qui visitent régulièrement la région et rencontrent des dirigeants du mouvement Hamas. Il y a également des universitaires qui dirigent des recherches et des études sur le conflit israélo-arabe. Ces universitaires rencontrent et écoutent les dirigeants et les représentants du mouvement Hamas et essaient de transmettre leurs points de vue à l'administration américaine ou aux décideurs politiques américains qui déterminent les politiques étrangères de cette superpuissance⁵³³. Les contacts se font également via d'autres canaux: des médias, des organismes de bienfaisance, des délégations professionnelles, ou même les services de renseignement américain, qui ont toujours essayé de maintenir une certaine communication avec tous les acteurs majeurs dans la région, y compris le mouvement Hamas, partant de l'idée que ce qui n'est pas utile aujourd'hui, peut être bénéfique demain, ce qui ne fait pas de mal à l'Amérique aujourd'hui, peut lui être utile plus tard.

Il semblerait que le mouvement Hamas n'ait pas réussi, malgré ses nombreuses tentatives, à établir des relations avec les États-Unis d'Amérique, leader mondial, qui a maintenu sa politique de refus, voire hostile au mouvement Hamas, qualifié de terroriste et hostile à la paix au Moyen-Orient. Pourtant, certains dirigeants du Hamas font savoir que leur mouvement a rencontré et rencontre encore des hauts responsables américains, parce que ce pays "respecte l'intégrité et la crédibilité du mouvement Hamas, sa capacité à remplir ses obligations". Un haut dirigeant, qui a souhaité rester anonyme, a affirmé, lors d'un entretien avec le chercheur en avril 2011, que de nombreuses parties internationales cherchaient à ouvrir un dialogue avec le mouvement Hamas et son gouvernement à Gaza, ou du moins communiquer avec eux

⁵³³ *Ibid.*

et identifier leurs idées et politiques, notamment ces deux dernières années, après le début des dialogues inter-palestiniens, secrets ou publics, en Égypte et dans d'autres pays. Dans ce contexte, les États-Unis tentent, à travers ses Centres de recherche, universités, organisations humanitaires et de charité, de maintenir la communication avec le mouvement Hamas, sans pour autant établir une relation claire entre les parties, le mouvement Hamas étant encore considéré comme une organisation terroriste qui figure telle quelle sur la liste du Département d'Etat américain.

IV. Les relations du Hamas avec les pays européens

Il ne fait aucun doute que la crise des déportés dans le Liban-Sud en décembre 1992 a forcé le mouvement Hamas à prendre l'initiative d'ouvrir un dialogue avec les pays étrangers, notamment ceux de l'Ouest. Mais cette nouvelle tendance n'a pas été l'aboutissement d'une évolution naturelle qui reflète la maturité du discours politique, ou l'expression d'interactions régulières au sein du mouvement. Il s'agit plutôt d'un fait qui s'est imposé sans que le mouvement Hamas lui-même n'y soit prêt ou préparé. En effet, le mouvement n'avait accordé aucune attention à la dimension internationale dans sa réflexion exprimée dans sa charte rendue publique en 1988. De fait, le mouvement est extrêmement prudent dans ses relations avec les nations étrangères, craignant l'agitation de ses bases militantes et de ses structures internes. Des signes d'agitations sont effectivement apparus après la divulgation des premiers dialogues entre le mouvement et certains pays étrangers⁵³⁴.

Dans ses multiples rencontres avec des pays étrangers, le mouvement Hamas a voulu affirmer qu'il était un mouvement palestinien de libération, que son projet se résumait à la résistance contre l'occupation israélienne. Ce faisant, il se base sur les règles internationales et les valeurs morales qui condamnent l'occupation⁵³⁵. Le mouvement a toujours été accusé de terrorisme, notamment par l'administration américaine à partir d'avril 1993 suite aux opérations "martyres" menées par les membres des brigades Izz al-Din al-Qassam au cœur de l'Etat d'Israël, opérations suicides qui ont ciblé des civils, contrairement à la politique annoncée initialement par le mouvement lui-même. Ainsi, le mouvement perd sa crédibilité politique, suscite la crainte et l'inquiétude des pays étrangers. Les pays occidentaux sont donc amenés à considérer ce mouvement comme un mouvement "islamiste intégriste", avec tout ce que cette appellation signifie en terme d'image et de stéréotypes négatifs dans l'esprit européen sur l'Islam fondamentaliste. De ces rencontres avec le Hamas, les pays étrangers voulaient obtenir des clarifications sur les positions idéologiques du mouvement Hamas concernant la religion chrétienne et les chrétiens de Palestine, la nature de la compréhension du mouvement du conflit avec Israël, sa position sur la religion juive et les Juifs dans le monde, sa compréhension du pluralisme et de la démocratie... et ce

⁵³⁴ Etudes de la pensée politique du mouvement de la résistance islamique, Hamas, *op. cit.*, p. 297.

⁵³⁵ Ibrahim Ghousheh, entretien privé, Amman, 12 avril 1994.

d'autant plus que les pays européens reconnaissent unanimement le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat, contrairement au mouvement Hamas. Le décalage ne pouvait donc que s'accroître entre ces pays et le mouvement, rendant très difficile l'établissement de relations formelles entre eux.

Ces tentatives d'établissement de liens avec l'Occident sont arrivées dans une conjoncture régionale et internationale peu favorable au développement de ces relations. En effet, l'entrée de la région dans une période de paix israélo-arabe imposée par le nouvel ordre international apparue suite à la crise du Golfe de 1991. Cette nouvelle situation signifiait qu'il fallait isoler, boycotter, voire même combattre toutes les forces qui ne s'alignent pas, dans les positions des politiques, au processus de paix. Il se trouve que le Hamas fait partie de ces forces qui rejettent catégoriquement le processus de paix. Les choses se sont empirées pour le Hamas avec l'annonce de la signature des Accords d'Oslo en septembre 1993. Les pays européens se montrent plus réservés pour développer leurs relations avec le Hamas, de peur d'embarrasser Israël ou même l'OLP, partenaires du processus de paix. Selon Mohammed Nazzal, membre du Bureau politique du mouvement, les pays européens mettaient l'accent sur trois axes⁵³⁶:

1. La possibilité que le mouvement Hamas revienne sur sa ligne de résistance armée en contrepartie de gains spécifiques.
2. La possibilité que le mouvement Hamas accepte une trêve avec l'occupation israélienne, que ce soit au niveau de la confrontation dans son ensemble ou de certains de ses aspects.
3. La possibilité d'impliquer le mouvement Hamas dans le processus de paix en cours, d'une manière ou d'une autre, ou même qu'il tienne une position réservée mais non hostile à ce processus.

Cependant, la politique des pays européens avec le mouvement Hamas n'a pas réussi à changer sa position. Même si le mouvement a atteint certains de ses objectifs, comme embellir son image dans ces pays et y supprimer beaucoup de confusions à propos du mouvement. Cependant, les relations entre le mouvement Hamas et l'ensemble des pays européens ne vont pas au-delà de contacts, à l'initiative de ces pays ou du

⁵³⁶ Mohammed Nazzal, in Etudes dans la pensée politique du mouvement Hamas, *op. cit.*, p. 299.

Hamas, pour clarifier ou expliquer tel ou tel point. Non seulement les contacts n'ont pas évolué pour devenir des relations stables et solides entre les deux parties, mais après les Accords d'Oslo tout le soutien va désormais à l'OLP et à l'Autorité créée plus tard en 1994. Par contre, une lutte sans merci est menée contre le Hamas en raison de sa position vis-à-vis du processus de paix, des Accords d'Oslo et de Wadi Araba en particulier. Les relations entre les pays européens et le Hamas sont pratiquement coupées, à l'exception de quelques contacts par des Centres de recherche, des ONG, des universités ou même certains services de sécurité européens, discrets bien entendu. C'est alors que le Hamas remporte les élections législatives 2006 et forme seul le 10^{ème} gouvernement palestinien. Certains pays européens relancent les contacts avec le mouvement Hamas pour clarifier sa position et prendre connaissance de sa vision politique de l'avenir, et notamment sa position concernant les conditions du Quartet formulées en avril 2006, juste après la formation du gouvernement.

Après la victoire du mouvement Hamas aux élections législatives et la formation du 10^{ème} gouvernement, il a attendu que le monde occidental lui ouvre les bras, qu'il l'accueille chaleureusement comme le suggéraient ses slogans sur la nécessité de démocratiser le Moyen-Orient, à l'image du soutien et appui fournis par les Etats-Unis au processus de transformation démocratique qui a pacifié l'Amérique latine et certains pays d'Europe de l'Est à la fin des années quatre-vingts. Malheureusement, comme le dit Ahmed Yousef, "les portes se fermaient devant nous, tout le monde nous était hostile. Plutôt que de chercher à communiquer avec nous et d'essayer de nous comprendre, l'Amérique et l'Europe, représentées dans le Quartet, nous ont opposé tous les obstacles possibles pour paralyser notre action politique et contrecarrer notre capacité. Les trois conditions du Quartet étaient inéquitables et injustes, absurdes. C'est pourquoi nous les avons rejetées". Il eut été possible d'en négocier certaines et parvenir à une entente⁵³⁷ mais l'administration Bush et ses alliés européens ont vu en la victoire du Hamas un choc et une menace à leurs stratégies dans la guerre contre le terrorisme, considérant que la réussite de ce mouvement encourage les islamistes dans d'autres régions à lui emboîter le pas, ce qui est absolument inacceptable pour ces pays et leurs alliés dans la région.

⁵³⁷ Ahmad Youssef, « Stratégie du Hamas, traits et déterminants », Documents politiques palestiniens 1, Bait Al Hikma, Gaza, avril 2010, p. 16.

Les conditions du Quartet sont restées le principal déterminant des politiques des Etats européens vis-à-vis du mouvement Hamas et de toute relation politique à établir avec lui. Ainsi, ces relations n'ont guère avancé, rien qui mérite d'être mentionné ou même susceptible d'être considéré comme relations politiques entre deux parties, au niveau officiel, étatique ou gouvernemental, même si dans cette période (2006 - 2011), des contacts avaient continué par l'entremise de certains Centres de recherche, universitaires, ou même des services de sécurité et des politiques, surtout après le siège de Gaza, injuste et inhumain. Certains Européens ont tenté de trouver une formule pour apporter leur soutien aux habitants de la Bande de Gaza. Cependant, la position du mouvement Hamas avec son rejet des conditions du Quartet puis le renversement de l'Autorité nationale dans la Bande de Gaza en juin 2007 a compliqué encore plus les choses. Le blocus imposé sur le mouvement s'intensifie et se renforce affaiblissant davantage les voix qui appelaient au dialogue avec le Hamas en tant que mouvement politique qui a gagné des élections libres, démocratiques et transparentes. Encore une fois, les politiques téméraires et aventureuses du mouvement n'ont pas aidé les voix rationnelles européennes ou même humanitaires à être entendues dans les milieux gouvernementaux officiels.

De plus, le mouvement Hamas, au cours de sa longue marche dans la lutte, n'avait pas accordé assez de place aux perspectives d'avenir ou à l'action politique, estimant que la résistance est la seule option stratégique. Il était également convaincu que le processus politique conduit par l'OLP n'avait abouti à aucun résultat. Par conséquent, le mouvement s'est libéré de toute compétition politique. Il a laissé à d'autres le monopole de la politique, bien que le cœur de son programme soit la question palestinienne dans toutes ses dimensions. Il y a donc une contradiction déroutante pour le mouvement dans la façon d'orienter le gouvernail de la politique ou de s'en écarter pour ne pas se salir. C'était sans doute l'une des lacunes qui ont affecté la nature de ses décisions et initiatives politiques ultérieures, lentes, confuses et incertaines, incapacité à trancher et manque d'initiative dans certains cas⁵³⁸. Il devient donc un paria de la communauté internationale qui établit ses relations sur la base d'intérêts. La communauté internationale, qui détermine le droit international, rejette le mouvement Hamas qui ne propose aucun programme ou vision politique autre que

⁵³⁸ Ahmad Youssef, « Expérience politique du Hamas, visions et calculs », Bait Al Hikma, Gaza, mai 2010, p. 17.

la résistance. Il n'a pas réussi à faire le lien entre la résistance et des gains politiques. La résistance est restée confinée dans un horizon spécifique et fermé⁵³⁹. La porte des contacts avec la communauté internationale est donc restée fermée et l'établissement de relations politiques amicales avec les pays occidentaux en général, et les pays influents dans la prise de décision internationale en particulier n'a pas réussi.

Il semblerait que le mouvement Hamas n'ait pas pensé à la gravité de la phase que traversait (et traverse toujours) la cause palestinienne et le mouvement lui-même. Peut-être que certains de ses dirigeants ont pensé qu'il était possible de contourner les complexités de cette phase par la force de sa popularité et par son attachement à la démocratie que l'Occident ne cesse de chanter. Mais il semble que les choses ne sont pas aussi simples, en particulier dans l'état de domination américano-sioniste des décisions internationales et les craintes des voisins régionaux et leurs calculs politiques⁵⁴⁰. Ainsi, il avait raison de ne pas adopter une vision politique réaliste et flexible lui permettant de maintenir ses capacités dans la tempête qui souffle sur la situation palestinienne. Il s'est mis dans un état d'isolement duquel il ne lui sera pas facile de sortir, de sorte que le mouvement est soumis à beaucoup de pression de toutes les parties intérieures et extérieures afin d'ajuster sa vision politique⁵⁴¹ pour pouvoir exercer son rôle de leadership au sein du gouvernement et établir des relations politiques normales avec les pays du monde, surtout avec l'Europe occidentale, le plus important des donateurs financiers du peuple palestinien. Le mouvement Hamas devait donc suivre une politique qui lui permette de faire la distinction entre le stratégique et le transitoire, entre les ambitions et les rêves et les objectifs réalisables, de faire évoluer sa politique, d'ouvrir les portes au monde, et devenir un acteur actif et influent, même sur la scène de la politique internationale⁵⁴².

Les défauts de vision politique réaliste a conduit à l'isolement politique du mouvement Hamas et au refus des pays d'Europe de traiter avec lui. Cependant, la présence de quelques partisans du mouvement et des Frères musulmans en Europe lui a permis de travailler et d'agir dans ce pays, par l'intermédiaire des organisations, centres et associations islamiques. En effet, le mouvement ou ses partisans avaient

⁵³⁹ *Ibid.*, p. 19.

⁵⁴⁰ *Ibid.*, p. 21.

⁵⁴¹ *Ibid.*, p. 22.

⁵⁴² *Ibid.*, p. 24.

créé dans de nombreux pays européens des centres, organisations et associations caritatives, fonds et organisations de secours qui ont établi des projets de bienfaisance et de développement en Cisjordanie et à Gaza à travers des antennes ou en coopération avec des organisations similaires dans les territoires palestiniens. Ces organisations ont aidé le mouvement Hamas financièrement, politiquement et dans les médias en Europe, mais il ne l'ont pas aidé à établir des relations officielles avec les gouvernements de ces pays, en raison de la position politique du mouvement vis-à-vis d'Israël et du processus de paix, et la pratique de la violence armée et d'autres comportements politiques et pratiques en contradiction avec les politiques de la communauté internationale à ce stade historique reposant sur la paix comme choix stratégique : comment étaient les relations du Hamas avec certains pays européens, notamment les pays influents sur les prises de décision au niveau international, et en particulier les pays de l'Union européenne représentés au Conseil de sécurité (Grande-Bretagne et France), mais aussi quelques autres pays comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Suisse et d'autres ?

A. Les relations avec la Grande-Bretagne

Les Frères musulmans de Grande-Bretagne ont fondé une union d'étudiants qui a inclus dans ses rangs des étudiants palestiniens en provenance des pays du Golfe, de la Jordanie et des territoires palestiniens occupés en 1967 (la Cisjordanie et Gaza) et d'ailleurs. Cette Union a œuvré pour attirer les étudiants et les orienter vers les idées défendues par les Frères musulmans à travers les activités traditionnelles de la confrérie : excursions, camps de scoutisme, prêches... L'Union a publié un magazine ("Falasteen al Muslima") qui devint plus tard l'organe central du mouvement Hamas. Le siège du magazine a demeuré à Londres. Après la fondation du mouvement Hamas, la scène britannique a vu croître son importance dans l'action des représentants du mouvement qui l'ont utilisée comme un point central de contact avec les territoires palestiniens occupés et les autres pays importants à l'étranger : le Koweït, l'Arabie Saoudite, la Jordanie, les Etats-Unis... ce qui les a aussi lié à d'autres pays européens et à l'Afrique du Sud.

De plus, apparaît en Grande-Bretagne un certain nombre d'organismes de bienfaisance, de recherche et de droits de l'homme qui sympathisent avec le mouvement Hamas, tels que la Fondation Muslim Aid et le Secours islamique, accusés par Israël de collecter des fonds et d'être des façades pour le Hamas. Aussi, l'agence Quds Press est fondée à Londres⁵⁴³ et a petit à petit couvert les informations et la communication du mouvement. Londres est ainsi devenu l'un des centres les plus importants du mouvement Hamas en Europe, juste après ou à l'égale aux Etats-Unis. Des rencontres sont régulièrement organisées entre les responsables du Hamas et certaines organisations britanniques de solidarité, surtout celles qui s'intéressent à l'Islam politique palestinien. Début 1993, commencent des contacts officiels entre le mouvement Hamas et le gouvernement britannique suite à la déportation en masse de dirigeants du mouvement par l'occupant israélienne durant la première Intifada (87-1993).

Les contacts du gouvernement britannique avec le Hamas étaient destinés à connaître le mouvement. Le Hamas, lui, voulait rallier à lui un soutien international pour le retour des déportés, surtout après la résolution 799 du Conseil de sécurité des Nations unies exigeant le retour des déportés dans leur pays. Seuls le porte-parole du Hamas, Ibrahim Ghosheh et le conseiller de l'ambassade britannique à Amman, M. James Odier ont participé à ce dialogue. Mais les contacts ne se sont pas arrêtés là. Ils recommençaient à chaque fois qu'un événement important avait lieu dans la région. Lors d'une visite à Londres le 22 décembre 1993, Mohammed Nazzal, membre du Bureau politique du mouvement, a rencontré Mme Janet Handcock au Foreign Office britannique. La réunion a porté sur la position du mouvement vis-à-vis des Accords d'Oslo⁵⁴⁴. D'autres rencontres ont eu lieu entre le porte-parole du mouvement et le conseiller à l'ambassade britannique à d'autres occasions, notamment le 3 octobre 1994 à la suite du massacre d'Hébron. Une autre réunion a eu lieu le 9 août 1994 après que le ministre adjoint aux affaires étrangères ait accusé le Hamas d'être derrière les attentats de Londres. Plus tard, il s'est avéré que ces accusations étaient totalement inexactes⁵⁴⁵.

⁵⁴³ Ivachki et Doni Shakid, « Le mouvement de la résistance islamique, de la croyance en Dieu à l'extrémisme », D. T., 1995, p. 165.

⁵⁴⁴ Al Rissala, n° 12, 29 décembre 1993.

⁵⁴⁵ Al Rissala, n° 29, août 1994.

La Grande-Bretagne a poursuivi ses contacts avec le mouvement Hamas sous différentes formes, y compris des rencontres de la Chambre des Lords avec les dirigeants du mouvement. Ainsi, une séance complète est par exemple organisée pour écouter Khaled Mechaal, chef du Bureau politique du Hamas qui s'est adressé à la chambre des Lords par visioconférence. Des parlementaires britanniques ont également rencontré des dirigeants du mouvement. La Grande-Bretagne n'a jamais considéré comme un tabou politique les rencontres avec le mouvement Hamas, contrairement aux Etats-Unis⁵⁴⁶. Elle a donc poursuivi ses réunions et contacts avec le mouvement, sans pour autant atteindre le niveau de relations constantes et stables.

⁵⁴⁶ Mustafa Al Liddaoui, entretien avec le chercheur, 9 avril 2011.

B. Les relations avec la France

Depuis que l'attention du mouvement Hamas est attirée par les relations politiques internationales avec les pays étrangers non-arabes et non-musulmans, il accorde une importance particulière aux pays membres permanents au Conseil de sécurité. Ainsi, la France, membre permanent au Conseil de sécurité, a fait l'objet de l'attention du Hamas, en plus de ses politiques relativement différenciées de ses homologues européens concernant les questions arabes en général, et la question palestinienne en particulier. Les contacts avec ce pays ont commencé suite à l'expulsion de dirigeants du mouvement en 1992. Ces contacts continuent encore aujourd'hui sous différentes formes, d'autant que la République française a des positions clairement en faveur des droits nationaux du peuple palestinien, en particulier le droit d'établir son Etat indépendant sur les frontières de juin 1967.

De plus, la France n'a jamais qualifié le Hamas de mouvement terroriste. La France fait la distinction entre la direction politique du mouvement et son aile militaire qui, elle, est considérée comme une force terroriste. Depuis le début, la France a fait preuve de prudence en matière de politique étrangère, veillant notamment à ne pas s'aligner aveuglement sur la politique des États-Unis. La France a ainsi évité de suivre la politique conservatrice de Bush, hostile à l'Islam politique sans distinction entre les différentes composantes de cet Islam politique, extrémistes, modérées ou entre les deux. La France a essayé de se différencier en conservant des relations avec l'Islam politique modéré, dont le mouvement Hamas fait partie, surtout après sa victoire aux élections législatives. La France a tenté de fournir un soutien au peuple palestinien tout en mettant la pression sur la direction du Hamas pour accepter, d'une manière ou d'une autre, les conditions du Quartet.

La France n'est probablement pas très différente des autres pays d'Europe quant à la forme de ses contacts avec le mouvement Hamas. Elle a été très présente par l'action des organisations internationales de soutien au peuple palestinien, notamment depuis le blocus de Gaza où la France a cherché, par tous les moyens, de desserrer l'étau et aider à trouver des mécanismes pour y mettre fin et apporter de l'assistance à la population sans passer par le mouvement Hamas, mais aussi sans abandonner la

politique adoptée par le Quartet car elle y croit, faisant partie de ceux qui l'ont décidée, mais en même temps, elle estime injuste le blocus contre Gaza. Ainsi, la France a officiellement apporté un soutien financier aux secteurs de l'éducation et de la santé. Elle a également fourni une aide en nature au peuple palestinien et continué à communiquer avec les dirigeants du mouvement Hamas à travers des centres de recherche, des universités ou organisations de la société civile, ou des personnalités politiques de premier plan. Par exemple, Yves Aubin, ancien ambassadeur français en Irak et chef du département Afrique du Nord et Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères français, se rend à Gaza un an après sa retraite et rencontre à deux reprises la direction du Hamas, en mars et en juillet 2008, à son initiative personnelle, comme annoncé par le journal français *Le Monde*⁵⁴⁷.

Le journal français *Le Figaro* a révélé l'existence de contacts avec le mouvement Hamas. Sur la radio Europe 1, le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a déclaré qu'il s'agissait de simples contacts, que les Français n'étaient pas les seuls à le faire et que cela ne constituait pas de négociations engageantes⁵⁴⁸. Il est à noter que le ministre des Affaires étrangères de l'époque en France a une position différente de celle de son pays et de l'Union européenne puisqu'il appelle à dialoguer directement avec le mouvement islamique, persuadé que c'est mieux que le boycott et la confrontation qui, de toute façon, le poussent vers plus d'hostilité, alors qu'il vaudrait mieux gagner l'appui du Hamas au processus de paix. Surtout qu'il est impossible d'achever le processus de paix tant que le Hamas lui est hostile puisque capable de le contrecarrer sur le terrain, particulièrement depuis que le Hamas contrôle la Bande de Gaza, seconde partie de l'Etat palestinien présumé, qui doit vivre en paix à côté de l'Etat d'Israël. La position exprimée par M. Kouchner contraste avec celle du président Sarkozy qui, dans une interview télévisée du 4 avril a déclaré : "il ne faut pas parler avec le Hamas, parce que m'interdis de parler avec une organisation qui déclare vouloir rayer Israël de la carte"⁵⁴⁹.

Cependant, cette politique française n'a pas empêché le mouvement Hamas de poursuivre ses tentatives de briser le blocus français. Il a essayé par tous les moyens

⁵⁴⁷ *Le Monde*.

⁵⁴⁸ *Le Figaro*.

⁵⁴⁹ Sarkozy, Président français, interview télévisée, le 4 avril 2000.

de maintenir un canal de communication avec ce pays influent dans la politique européenne et internationale. Ismaïl Haniyeh, Premier ministre de Gaza, a envoyé plus d'un message au président français Nicolas Sarkozy dont un daté du 6 février 2008 pour féliciter la France, pays ami, pour sa présidence tournante de l'Union européenne, aspirant que la France aide à lever le blocus injuste de Gaza. Dans une lettre datée du 6 Juin 2009, il présente ses condoléances aux victimes de l'accident tragique du vol Rio – Paris "malgré la dure épreuve et la vie difficile qu'endure le peuple palestinien à Gaza en particulier, et en Palestine en général en raison du blocus injuste et des politiques qui affament notre peuple⁵⁵⁰".

C. Les relations avec les autres pays européens

Il ne fait aucun doute que la politique extérieure commune de l'UE impose à ses membres bon nombre de directives générales à suivre sans compromettre l'indépendance des États membres de cette Union. Cette politique reste donc commune dans sa ligne générale avec quelques exceptions spécifiques. Certains pays européens ont essayé de maintenir une certaine forme de contact constant avec le mouvement Hamas. Ces pays sont la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, la Norvège, la Suisse... Ces pays n'ont pas inclus le mouvement Hamas dans leurs listes des organisations terroristes, ce qui leur a permis de continuer à avoir des contacts et des rencontres avec ce mouvement, en raison de la proximité géographique du Moyen-Orient, contrairement aux États-Unis d'Amérique. Ces pays européens, plus conscients que d'autres que la principale question du Moyen-Orient et de la région arabe est la question palestinienne, et qu'en cas de règlement juste à la cause palestinienne, de nombreux problèmes que rencontrent les pays du continent européen et les États-Unis seront réglés⁵⁵¹. C'est ici qu'apparaissent clairement les différences entre les politiques européennes et américaines dans le traitement des problèmes de la région arabe, et la façon de traiter avec les forces sociales et politiques, en particulier les forces islamistes émergentes dans la région.

⁵⁵⁰ Deux lettres d'Ismaïl Haniyeh au Président Sarkozy.

⁵⁵¹ Mustafa Al Liddaoui, entretien avec le chercheur, *op. cit.*

Par conséquent, il est clair pour tout observateur que les Etats-Unis et l'Union européenne ont plusieurs visions de la façon de traiter avec les islamistes en général et le mouvement Hamas en particulier. Le contraste entre ces visions apparaît d'une façon plus évidente après les attentats du 11 septembre 2001. Certains se sont révélés plus agressifs que d'autres. Les médias des centres d'études n'ont pas caché leur partialité du point de vue d'Israël de sorte qu'il est apparu clairement combien ils voulaient – du moins certains d'entre eux - pousser l'Union européenne et l'Occident en général à une escalade de la confrontation avec l'Islam politique, créer des alliances pour servir les intérêts d'Israël et renforcer leurs zones d'influence dans le monde arabe et la région en général. Malheureusement, les politiques occidentales ont commencé à suivre cette tendance qui voit en l'Islam et les mouvements islamiques - comme le dit le Docteur Ahmed Youssef du Hamas - une menace pour les intérêts occidentaux et l'avenir d'Israël⁵⁵².

Dès ce moment-là, les mouvements islamistes deviennent la cible de la guerre contre le terrorisme menée par les Américains et les Européens pendant la première décennie du troisième millénaire, suivant une stratégie précise et claire dont l'objectif est d'éliminer les mouvements islamistes⁵⁵³. L'Ouest tout entier s'est rangé derrière cette politique "radicale", augmentant l'hostilité contre l'Islam et les mouvements islamistes. Ainsi, certains extrémistes justifient leur hostilité excessive contre les pays européens, se servant du discours religieux pour critiquer tout ce qui occidental, y compris les slogans de liberté et de démocratie auxquels l'Europe croit effectivement et essaie de les mettre en place, tant qu'elles n'entrent pas en conflit avec leurs intérêts. L'Europe voit surtout que le phénomène de l'Islam politique est contraire aux libertés publiques et individuelles, et à la démocratie en général. L'Europe est aussi consciente que la stabilité, la sécurité et la prospérité dans l'arc de crise que constitue le Moyen-Orient sont conditionnées par "une solution juste, durable et globale de la question palestinienne, une solution qui permet au peuple palestinien d'établir son Etat indépendant pleinement souverain à côté de l'État d'Israël, selon le principe d'une solution de "deux Etats voisins" sur laquelle travaille le Quartet international, sachant

⁵⁵² Ahmad Youssef, « Regards dans la religion et la politique, lecture du cas palestinien », Bait Al Hikma, décembre 2010, Gaza, p. 31.

⁵⁵³ *Ibid.*, p. 33.

que cette vision n'est pas encore réalisable en raison de la position israélienne qui la rejette en pratique, même si elle l'approuve dans la forme".

De plus, le gouvernement israélien refuse de faire référence aux résolutions onusiennes pour le processus de paix, résolutions qui parlent des frontières de juin 1967, comme stipulé dans la résolution 242 du Conseil de sécurité en 1967, confirmée par la résolution 338 qui donne des arguments forts aux forces de l'Islam politique pour poursuivre leurs politiques et leur extrémisme à l'égard des pays de l'UE qui n'exercent aucune pression sur Israël pour qu'elle se soumette aux résolutions internationales. Les pays de l'UE se contentent d'être le principal donateur financier au peuple palestinien sans jouer en parallèle un rôle politique, alignant leurs politiques étrangères actuelles à la politique des Etats-Unis, entièrement favorable à Israël.

Sur cette base, certains pays européens essaient de mener une politique différente de celle des Etats-Unis à l'égard du mouvement Hamas. Dans cette catégorie, se trouvent des pays comme la Suisse et la Norvège, qui ont maintenu leurs relations avec le mouvement Hamas. C'est le cas également de la Fédération de Russie ou la Turquie, sans toutefois atteindre le même niveau de relation, ni imposer leurs politiques à l'Union européenne afin d'améliorer le langage de la paix dans la région, et pousser le mouvement Hamas et d'autres forces de l'Islam politique à rallier le processus de paix et mettre fin au conflit israélo-arabe. Ceci serait conforme à la feuille de route et l'initiative arabe qui engage tous les pays arabes et l'OLP, bien qu'elle reste encore intangible pour le peuple palestinien qui souffre encore d'une occupation injuste, et d'un blocus tout aussi injuste et injustifié, sinon par la non-reconnaissance du mouvement Hamas de l'Etat d'Israël, sa non-renonciation à la violence et son refus de respecter les accords passés entre l'OLP et l'Autorité nationale palestinienne et l'Etat d'Israël qui s'en sert pour justifier sa politique envers ce mouvement qui ne peut distinguer entre sa position en tant que mouvement politique islamiste et l'attitude du gouvernement qu'il contrôle depuis les élections législatives de 2006.

D. Les relations du Hamas avec la fédération de Russie

1. *Cadre général*

Les relations palestino-russes remontent à l'époque soviétique, dont l'Etat fédéral russe a hérité. En théorie, les relations palestino-russes ont commencé dès les débuts de la résistance palestinienne en 1966. L'Union soviétique avait en effet déclaré sa solidarité avec les Arabes palestiniens, et son soutien à leurs droits légitimes de lutte juste contre le sionisme. Ce soutien se concrétise par la rencontre entre le président de l'OLP, Ahmed Choukeiry, et l'ancien Premier Ministre soviétique Alex Kossyguine en mai 1966 au Caire⁵⁵⁴. Après la défaite de juin 1967, l'Union soviétique commence à se rendre compte de l'importance d'Israël en tant que puissance régionale au Moyen-Orient. L'URSS conseille alors aux pays Arabes de délaissier l'OLP et souligne que les appels palestiniens à la destruction d'Israël seront préjudiciables aux intérêts arabes dans la région. Mais la popularité croissante de l'OLP et les organisations de fédâyins, qui remportent, avec l'appui de l'armée jordanienne, la bataille d'Al Karama contre Israël, poussent Gamal Abdel Nasser à se rapprocher de l'OLP et des organisations de fédâyins. Les soviétiques adoptent alors une nouvelle position concernant l'OLP⁵⁵⁵. En 1968, les organisations de fédâyins, Fatah en tête, prennent le contrôle de l'OLP. A cette époque, Gamal Abdel Nasser emmène Yasser Arafat lors d'une visite en Union soviétique en juillet 1968. Après cette visite, les médias soviétiques décrivent en termes très positifs les luttes de la résistance palestinienne. Les résistants palestiniens sont dits "nos alliés" palestiniens et les pays socialistes sont encouragés à soutenir la résistance palestinienne avec des armes. Cette position soviétique pro-palestinienne se concrétise en 1969, dans les mots de l'un des membres du "Politburo" du Parti communiste soviétique dans un discours devant la Septième Conférence de l'Union des travailleurs de Budapest : "Nous considérons la lutte des patriotes palestiniens, en vue d'éliminer les conséquences de l'agression israélienne, comme une lutte de libération nationale juste contre l'impérialisme, et nous la soutiendrons". Par la suite, une délégation palestinienne dirigée par Yasser Arafat est invitée à se rendre à

⁵⁵⁴ Cynthia Enklysis, « L'Union Soviétique, la cause palestinienne et l'OLP 1947-1982 », *Affaires palestiniennes Magazine*, Nicosie, n° 148-149, juillet/août 1985, p. 27

⁵⁵⁵ *Ibid.*, p. 30.

Moscou en février 1970, après laquelle l'Union soviétique a augmenté son appui politique et militaire à la cause palestinienne⁵⁵⁶.

Les relations palestino-soviétiques continuent de se développer jusqu'à la visite d'une délégation de l'OLP dirigée par Yasser Arafat en 1972 à Moscou. Arafat rencontre des hauts fonctionnaires du ministère de la Défense soviétique et réussit à obtenir une aide militaire directe. Cette visite a été considérée comme la plus importante de toutes sur le plan des relations palestino-soviétiques, notamment parce qu'elle a eu lieu au moment où Sadate renvoyait d'Égypte les experts militaires soviétiques⁵⁵⁷. De plus, la courte victoire arabe en octobre 1973 a entraîné un changement du traitement soviétique de la question palestinienne, qui devient la question d'une terre et d'un peuple, pas simplement une question de réfugiés. L'État soviétique s'est mis à renforcer ses relations avec l'OLP afin de former un front nationaliste panarabe pour contrer les États-Unis et Israël, surtout après l'adoption de la résolution 338 appelant à un cessez-le en 1973 et l'appel à une Conférence internationale à Genève sous les auspices conjoints des États-Unis et de l'URSS en décembre 1973. Les Soviétiques avaient défini leur position par les points suivants⁵⁵⁸:

- Retrait des forces israéliennes des territoires occupés en 1967.
- Préserver le droit des États à vivre en paix, y compris Israël.
- Garantir les droits légitimes du peuple palestinien.
- L'Union soviétique désire jouer un rôle dans le processus de paix.

Bien que la conférence internationale n'ait jamais eu lieu, les relations palestino-soviétiques ont continué à se développer. Les Soviétiques demandaient à l'OLP d'accepter le principe d'un "État palestinien indépendant sur une partie du sol palestinien"⁵⁵⁹, de renoncer à l'approche antérieure, qui demande la libération de la totalité des terres de la Palestine historique, et enfin de renoncer à la lutte armée comme unique moyen, ou comme seule option pour la Libération de la Palestine". C'est chose faite le 8 Juin 1974, lors de la douzième session du Conseil National Palestinien. Le programme politique du CNP a annoncé que l'OLP s'efforcera "par

⁵⁵⁶ *Ibid.*, p. 30.

⁵⁵⁷ *Ibid.*, p. 31.

⁵⁵⁸ Bilal Al Shoubaki, « La politique extérieure russe et la cause palestinienne », *Études du Moyen-Orient magazine*, Amman, n° 34-35? Hiver/printemps 2006, p. 51.

⁵⁵⁹ Cynthia Enklysis, *op. cit.*, p. 32-33.

tous les moyens à sa disposition, dont le plus important est la lutte armée, pour la libération de la terre de Palestine et la création d'un Etat national indépendant sur toute partie du sol palestinien qui serait libérée"⁵⁶⁰.

À la lumière de cette évolution qualitative dans la pensée politique officielle palestinienne, Arafat a effectué une visite officielle à Moscou en juillet 1974, suivi de l'installation d'une mission diplomatique palestinienne permanente à Moscou, après la reconnaissance de l'OLP, lors du sommet arabe de Rabat, comme unique représentant légitime du peuple palestinien, en plus de l'invitation de Yasser Arafat, en tant que chef de l'organisation, à participer aux travaux de l'Assemblée générale des Nations unies et s'adresser à elle en novembre 1974. En fin de compte, l'OLP obtient le statut d'observateur grâce à la résolution de l'Assemblée n° 3237⁵⁶¹ qui a renforcé la position du peuple palestinien à l'échelle internationale, et a participé à la transformation du Palestinien de réfugié qui a besoin d'aide humanitaire en un patriote qui a des droits inaliénables, qu'il convient de concrétiser par une personne morale, l'OLP, leader de sa lutte de libération.

Les relations palestino-soviétiques ont continué à se développer pour y inclure un soutien soviétique total des luttes du peuple palestinien à l'échelle politique, diplomatique, militaire, culturelle... surtout après la sortie de l'Egypte du champ de la lutte arabe après la signature des accords de Camps David en 1978-1979. Les Soviétiques, par la voix du Secrétaire général du parti communiste, Léonid Brejnev, ont parlé en 1981 de la nécessité de tenir une conférence internationale pour régler le problème du Moyen-Orient sur la base des principes établis lors de la Conférence de Genève. Ce qui était nouveau dans cet appel, c'est l'implication de l'Organisation de libération de la Palestine à la conférence dans le cadre de la partie arabe⁵⁶². La politique soviétique est restée constante jusqu'à l'accession au pouvoir de Gorbatchev en 1985. Les politiques soviétiques avaient alors considérablement changé. Les ambitions extérieures n'occupaient plus désormais le premier rang des priorités de cette grande puissance. Elles sont remplacées par des priorités intérieures : transparence, ouverture et reconstruction. Evidemment, le rôle soviétique dans la question palestinienne est affecté étant donné que ce pays n'est plus engagé dans les

⁵⁶⁰ Site du Palestinian Media Centre, 3 mai 2005.

⁵⁶¹ Cynthia Enklysis, *op. cit.*, p. 33.

⁵⁶² Bilal Al Shoubaki, *op. cit.*, p. 53.

questions internationales comme par le passé. Il s'intéresse davantage à gagner les faveurs de l'Occident et d'Israël pour obtenir la technologie de pointe nécessaire au processus de reconstruction soviétique, les pays arabes ne pouvant fournir cette technologie et ne pouvaient donc pas constituer une alternative à l'Ouest dans ce domaine⁵⁶³.

Il ne s'est pas passé longtemps avant que l'Union soviétique ne s'effondre, et avant lui les autres pays socialistes. Les effets pour la cause palestinienne sont très néfastes qui peuvent être résumé par les points suivants :

D'une part, l'Union soviétique, ainsi que le bloc des pays socialistes, est passé d'un état de concurrence et d'hostilité contre l'Amérique et ses alliés à un état d'harmonie et d'apaisement, ce qui a contribué au déséquilibre des forces et au déséquilibre politique international dont profitait la partie palestinienne et le monde arabe, dans une certaine mesure, quand il y avait un état de répulsion et une polarisation qui permettaient une certaine marge de manœuvre⁵⁶⁴.

D'autre part, les Israéliens ont fait des bénéfices précieux de l'effondrement de l'Union soviétique et des pays socialistes. Ils ont rétabli ses relations diplomatiques avec elle. Les portes de l'immigration juive en Palestine occupée sont également rouvertes, en particulier en provenance de l'Union soviétique. L'Etat d'Israël a célébré l'arrivée, le 5 juillet 2000 du millionième immigrant depuis le début de la vague d'immigration de l'Union soviétique en septembre 1989. Dans cette vague d'immigration, il y avait quelques 92000 scientifiques spécialisés dans divers domaines, y compris plusieurs milliers de spécialistes des industries nucléaires, ainsi que de nombreuses compétences militaires de haut niveau, ce qui a augmenté le danger de l'Etat d'Israël et de son projet dans la région⁵⁶⁵.

En outre, l'émergence des États-Unis comme unique superpuissance dans le monde, notamment après la guerre du Golfe de 1991. Ils ont alors cherché à clore le dossier palestinien d'une manière qui sert ses intérêts stratégiques et ceux de l'Etat d'Israël⁵⁶⁶.

Les Etats-Unis ont réussi à entraîner les pays arabes à la conférence de paix israélo-arabe à Madrid en octobre/novembre 1991, suivie par des négociations israélo-arabe

⁵⁶³ *Ibid.*, p. 53.

⁵⁶⁴ Mohsen Saleh, « Le projet sioniste et Israël », Kuala Lumpur, professional evil trading, 2002, p. 79-80.

⁵⁶⁵ Mohsen Saleh, « La cause palestinienne : histoire et évolutions jusqu'n 2001 », 2^e édition, Kuala Lumpur, professional evil trading, 2002, p. 79-80.

⁵⁶⁶ *Ibid.*, p. 80.

directes suite auxquelles la priorité de la cause palestinienne est progressivement reléguée loin derrière: elle n'est plus un conflit israélo-arabe, mais un conflit israélo-palestinien⁵⁶⁷.

Les relations de la Russie avec Israël et l'Ouest ont continué dans cette voie jusqu'à l'avènement de Boris Eltsine, qui n'a pas beaucoup changé les contours de la politique étrangère russe développée par Gorbatchev. Ainsi se sont développées les relations entre la Russie et Israël, une coopération militaire entre les deux pays a commencé et le rôle d'Israël dans la reconstruction de la Russie est renforcé via les capitaux juifs, qui détenaient, entre autres, les médias russes les plus importants. De plus, Boris Eltsine a nommé Boris Berezovsky au poste de secrétaire adjoint du Conseil national de sécurité de la Russie en octobre 1996, lui qui est de nationalité israélienne et qui préside les conseils d'administration de plusieurs entreprises industrielles et financières géantes. Il détient aussi plus de 25 % des actions de la télévision nationale russe⁵⁶⁸. Les possessions des Juifs russes dans l'économie du pays, tel que publié au journal russe "Kummer Saint", atteignent en décembre 2002 près de 70% dans le secteur du pétrole et du gaz naturel, 100% dans celui de l'engrais, 80% dans l'industrie automobile, 60% dans l'industrie de l'aviation civile, 85% dans le secteur du bois, 70% dans le secteur bancaire, 80% dans l'assurance et 65% dans les médias audiovisuels et la presse écrite⁵⁶⁹.

Bien que de nombreux responsables arabes aient essayé de conférer un rôle de premier plan à la Russie dans la résolution de la question palestinienne, ils n'avaient rien à lui offrir en retour, pas même un soutien financier dont l'économie russe avait grandement besoin au moment du passage dramatique du socialisme au capitalisme, les arabes ignorant que les relations internationales ne se basent que sur les intérêts. Ils n'ont pas réussi à créer un environnement qui encourage la Russie à jouer un rôle dans la région. La Russie a alors essayé, dans cette période de transition difficile, de rester plus neutre et objective, sans que cela se fasse au détriment de ses intérêts avec Israël, les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe occidentale, et tout en tenant compte, dans une certaine mesure, des droits des Arabes et des Palestiniens.

⁵⁶⁷ Fahmi Houaidi, « Les Arabes se sont-ils désengagés de la cause palestinienne ? », Al Shark Al Awsat, Londres, 30 janvier 2005.

⁵⁶⁸ Mohsen Saleh, « Le projet sioniste et Israël », Kuala Lumpur, professional evil trading, 2002, p. 139.

⁵⁶⁹ Mghazi Al Badrawi, « Guerre du pétrole en Russie et guerre avec les milliardaires juifs », journal Al Waqt, Manama, 19 décembre 2006.

Avec le début du troisième millénaire, le Moyen-Orient a connu un certain nombre de développements qui ont jeté de l'ombre sur la question palestinienne, notamment la guerre en Irak, et le déclenchement du soulèvement palestinien en 2000. Ces événements ont contribué à façonner la position des puissances internationales, y compris la Fédération de Russie envers la question palestinienne, en particulier depuis que les Etats-Unis se préparaient pour la guerre contre l'Irak essayant de gagner le monde et ses forces actives à leur cause pour former la coalition la plus large possible pour la guerre contre le terrorisme. Dans cette alliance, l'Amérique voulait y inclure la Russie, l'Europe et les pays arabes et islamiques. Pour y parvenir, l'Amérique a exploité la question palestinienne proposant ce qui était connu sous le nom de "feuille de route" pour atteindre une paix globale et complète au Moyen-Orient, de manière à garantir aux Palestiniens leurs droits légitimes. Les Etats unis ont alors constitué le Quartet pour le processus de paix avec la Fédération de Russie, afin que l'Amérique ne soit pas seule et isole les autres forces internationales. La Russie revient alors dans la région en tant qu'acteur influent et actif⁵⁷⁰.

Le Président Vladimir Poutine arrive au pouvoir dans un moment d'instabilité de la Fédération de Russie. Il lui a fallu suivre une ligne nationaliste stricte pour redresser la situation et combler les lacunes laissées par Eltsine et la période de transition des années 90. Poutine réussi à arrêter la détérioration et la confusion. Il a été en mesure de créer une administration solide pour gouverner, partant de sa propre vision politique de la préservation de la sécurité nationale russe et de l'intégrité de ses territoires face aux menaces intérieures et extérieures. Il a mis l'accent sur l'amélioration des capacités de combat de l'armée russe, afin de protéger la sécurité nationale et défendre les intérêts nationaux russes, développer les relations avec les pays participant à la Communauté des Etats indépendants, mettre l'accent sur l'action des Nations unies dans le règlement des crises internationales, établir des relations sur la base d'intérêts, maintenir la paix dans le monde et éviter les conflits militaires⁵⁷¹, appeler à la création d'un monde multipolaire et refuser strictement et fermement un monde contrôlé par un pôle unique: un tel monde n'est plus acceptable, voire

⁵⁷⁰ Bilal Al Shoubaki, *op. cit.*, p. 59-60.

⁵⁷¹ Ali Modmar Am Imarah, « Mutations politiques en Russie », site du Centre d'Etudes Al Jazeera, 25 octobre 2008.

impossible, puisque les États-Unis dépassent leurs frontières nationales à tous les niveaux. Nul ne se sent en sécurité dans le monde car on ne peut plus faire valoir le droit international⁵⁷².

Sur la base de cette politique définie par Poutine, la Russie a essayé de se relever et de se rapprocher de la zone arabe pour y établir des relations et renforcer son influence au service de ses propres intérêts. Ainsi, il est possible d'entrevoir trois aspects parmi les plus importants dans la détermination des origines des positions russes dans le Moyen-Orient.

D'abord, la Russie a veillé au maintien de son intégrité territoriale: c'est ce qu'a fait le président russe lorsqu'il a utilisé la force militaire en Tchétchénie pour réprimer l'opposition dans le nord du Caucase. Lorsque la Russie s'intéresse au monde musulman, le Moyen-Orient en particulier, elle tient compte d'abord de ses problèmes internes, en particulier avec les musulmans de Russie et plus particulièrement des républiques islamiques les plus proches⁵⁷³.

D'un autre côté, la Russie cherche à s'assurer une influence croissante au Moyen-Orient, considérant que c'est une étape nécessaire et vitale sur la voie de la restauration de son statut de superpuissance. Non seulement cette région est géographiquement proche, mais c'est aussi une région où il est possible, dans les conditions actuelles, d'obtenir des concessions des Américains et Européens⁵⁷⁴. Prendre des positions envers les problèmes de la région constituerait une réaction aux politiques américaines et européennes à l'égard de la Russie⁵⁷⁵. En plein milieu de la crise en Géorgie en 2008, Moscou a reçu le président syrien Bachar al-Assad, a entendu sa proposition d'accueillir la flotte russe au port de Tartous et la demande syrienne de systèmes de défense anti-aérienne et de missiles. La nouvelle de l'intention de la Russie de fournir à l'Iran des missiles S300 se répand⁵⁷⁶.

Enfin le troisième aspect de la politique russe au Moyen-Orient, c'est qu'elle focalise désormais sur l'économie dans la construction de ses relations avec les pays de la région. Ainsi, le Premier ministre russe Sergei Ivanov déclare en 2008 que la Russie n'exporte plus d'idéologie, mais qu'elle souhaite exporter des affaires. A côté des

⁵⁷²Ghassan Al Ghazzi, « La Russie et la politique de l'ambiguïté au Moyen-Orient », site Al Arabia net, 30 mai 2010.

⁵⁷³ *Ibid.*

⁵⁷⁴ Bashir Hilal, « Les positions russes et les désillusions arabes », journal *Al Hayat*, Londres, 23 mai 2010.

⁵⁷⁵ Ibrahim Ghali, « Changements à Moscou et au Moyen-Orient », Islamonline, 28 octobre 2008

⁵⁷⁶ Ghassan Al Arabi, *op. cit.*

relations avec les pays arabes, rien ne doit empêcher le renforcement des relations avec des pays autrefois hostiles à l'ex-Union soviétique, comme Israël⁵⁷⁷. La Russie essaie donc de pratiquer au Moyen-Orient une politique équilibrée entre deux belligérants, dit qu'elle est l'ami de tous, que l'idéologie n'a plus de place dans sa politique étrangère et tente, en douceur, d'entrer dans la région en tant que partenaire qui a des intérêts économiques, et non comme un substitut pour les Etats-Unis⁵⁷⁸.

Mais cette stratégie fait que la politique de la Russie dans la région est en équilibre instable, et elle ne permet de conclure aucune alliance avec aucune des parties. Les contradictions du Moyen-Orient lui-même s'imposent sur la politique russe. Elles ne permettent pas à Moscou de prendre des mesures réalistes pour mettre en œuvre sa vision des crises de la région, voire même, dans certains cas, contraignent la Russie à adopter des positions contradictoires sur un même dossier. Cela expliquerait l'existence de certaines limites aux liens entre Moscou et Damas, en particulier concernant la qualité de l'armement russe à fournir à la Syrie⁵⁷⁹. Et en dépit de la solidité des relations entre la Russie et Israël, le président Poutine a exprimé son appui au mouvement Hamas et a reçu certains de ses dirigeants en mars 2006.

Si l'administration américaine a pu, après les événements du 11 septembre 2000, créer ce qu'on appelle, dans les milieux occidentaux et certains milieux arabes, l'axe des "Arabes modérés" et cherche à placer des partis arabes comme l'Egypte, la Jordanie et les Etats du Golfe avec Israël dans le même panier, la Russie, elle, soutient l'autre axe, appelé "radical ou extrême", représentée par l'Iran et la Syrie, le Hezbollah et le mouvement Hamas au détriment de ses relations et intérêts auprès des membres de l'autre axe. Si l'on observe de près les principes de la politique étrangère établis par Poutine pendant ses deux mandats (2000-2008), on peut aisément s'apercevoir qu'elle a commencé à porter ses fruits au cours du mandat du Président Dimitri Medvedev qui cherche à établir un "nouvel ordre mondial multipolaire".

Il semble que la visite du président russe à Ankara et à Damas en mai 2010 indique bien que la Russie a commencé à se percevoir d'une manière différente. Ayant fini de

⁵⁷⁷ *Ibid.*

⁵⁷⁸ Abdel Saqqa Qassem, « La politique de la Russie dans la région arabe et musulmane », Centre d'Etudes Al Jazeera, 5 août 2009.

⁵⁷⁹ Ibrahim Ghali, *op. cit.*

mettre de l'ordre sur son territoire sur le plan de la reconstruction de l'État sur la base de l'économie de marché, la Russie a mis également de l'ordre dans son arrière-cour et sa zone d'influence vitale dans le Caucase et l'Asie centrale, et les anciennes républiques soviétiques où la Russie est intervenue militairement, comme en Géorgie à la fin 2008 afin de transformer les choses à son avantage. De la même façon, en avril 2010, elle a soutenu l'insurrection en Kirghizistan qui a conduit à l'éviction du président Kourmanbek Bakiev et à la formation d'un gouvernement loyal au Kremlin. Puis la Russie a soutenu Viktor Ianoukovitch à la présidence de l'Ukraine et a ainsi tourné la page de la révolution orange qui avait abouti en 2004 à un gouvernement fidèle à Washington. Elle a aussi reconduit le bail de la base navale russe de Sébastopol en Ukraine, sur la mer Noire, jusqu'en 2042. La Russie se tourne alors vers le Moyen-Orient et après trois visites à Moscou du président Bachar al-Assad (2005 à 2008) le Président Medvedev se rend à Damas en mai 2010.

Le président russe a compris que l'une des clés du jeu de la politique internationale se trouve au Moyen-Orient, et que l'une des clefs du Moyen-Orient se trouve à Damas. Dans cette perspective large, il est possible d'organiser la rencontre de Medvedev avec le chef du Bureau politique du mouvement Hamas, Khaled Mechaal, dans la capitale syrienne⁵⁸⁰. La Russie, qui cherche à avoir un rôle pivot dans les négociations israélo-palestiniennes, a appelé à impliquer le mouvement Hamas dans toutes les négociations à venir comme une partie importante du système politique palestinien, car, sans lui, les négociations sur la Palestine sont impossibles. De plus, le système unipolaire que dominant les Etats-Unis d'Amérique depuis la fin de la guerre froide commence à s'éroder. L'Administration de Barack Obama n'ambitionne qu'à préserver le leadership de l'Amérique en collaboration avec les autres grands pays. Il est ainsi possible de prévoir que l'avenir des relations russo-arabes, en particulier les relations avec les forces de résistance à l'occupation américaine et israélienne, seront conditionnées par les relations américano-russes et russo-européennes, et c'est tout à fait normal après que la Russie soit redevenue une grande puissance sous la présidence de Poutine⁵⁸¹. Elle aspire à jouer son rôle dans la politique internationale à travers le Moyen-Orient et ses questions brûlantes non encore réglées, en particulier le conflit israélo-arabe et les négociations chancelantes entre les Palestiniens et Israël à

⁵⁸⁰ Ibrahim Hamidi, « La Russie, toujours présente, revient au Moyen-Orient via la Syrie », *Al Hayat*, 12 juin 2010.

⁵⁸¹ Mounir Shafiq, « Le monde arabe dans les priorités politiques russe », *Al Jazeera net*, 27 juillet 2010.

cause des positions des gouvernements israéliens successifs qui refusent de respecter les échéances du processus de paix.

2. Origine et déterminants de la position russe à l'égard du Hamas après 2006

L'intérêt russe pour la région réapparaît en force après la visite du président Vladimir Poutine en 2005 dans les territoires de l'Autorité nationale palestinienne. Il a essayé de faire partie du processus de paix en cours entre Palestiniens et Israéliens. En avril 2005, le Président russe a surpris le monde par sa visite historique en Cisjordanie dans une tentative de retrouver le rôle de la Russie dans la région et de jouer un rôle indépendant de l'administration américaine en entrant par la porte de la question palestinienne, de loin la plus importante. Il a notamment invité les parties concernées à tenir une conférence internationale à Moscou et a annoncé le soutien de son pays à l'Autorité Nationale en proposant de fournir des équipements militaires afin de l'aider à étendre son pouvoir sur ses territoires. Mais Israël et les Etats unis ont récusé l'invitation à la conférence internationale. Israël a aussi catégoriquement refusé l'entrée du matériel militaire sur les territoires de l'Autorité nationale palestinienne. Cette visite n'a pourtant pas réussi à réaliser les ambitions de Moscou.

Par conséquent, la Russie est restée dans l'attente qu'une occasion se présente pour intervenir au cœur des événements du Moyen-Orient. Dans cette position d'attente, interviennent les élections législatives palestiniennes qui ont constitué une nouvelle opportunité pour Moscou. La Russie a estimé qu'elle avait un rôle indépendant à jouer dans les questions internationales. Le président Poutine invite alors la direction du mouvement Hamas à Moscou en mars 2006. Cette invitation de Moscou a essuyé des critiques et des accusations de traiter avec un mouvement terroriste. Moscou a rétorqué que ce mouvement jouissait d'une légitimité électorale et que la Russie, en tant que membre du Quartet, traiterait avec le mouvement Hamas et qu'elle transmettrait le point de vue du Quartet aux dirigeants du mouvement Hamas et qu'elle appellerait ce mouvement palestinien à renoncer à la violence et à reconnaître Israël⁵⁸².

⁵⁸² Bilal Al Shoubaki, *op. cit.*, p. 64.

Les analystes ont vu cette initiative russe comme faisant partie de l'approche pragmatique des dirigeants russes, et comment ils pourraient se servir de cette relation avec le Hamas dans le conflit en Tchétchénie et ce que le Hamas pourrait apporter⁵⁸³. La Russie veut élever le niveau des relations avec les musulmans en général pour les conséquences qu'elles pourraient avoir dans les régions musulmanes du sud de la Russie. Mais la Russie n'a pas pu mettre à profit cette relation avec le mouvement Hamas car son rôle s'est limité, depuis la victoire du mouvement Hamas, à persuader ce dernier de se soumettre aux conditions du Quartet et de s'abstenir du recours à la violence. Mais le mouvement Hamas s'est retourné contre l'Autorité nationale Gaza, au grand dam de Moscou et l'a poussé à annoncer son plein soutien au président Mahmoud Abbas, comme la seule président légitime de l'Autorité et du peuple palestinien. La Russie a refusé de recevoir des dirigeants du mouvement Hamas à Moscou, tout en gardant la porte entrouverte avec ce mouvement pour revenir et renouveler les rencontres entre les deux parties en 2008, après la guerre avec la Géorgie, en réaction au soutien qu'Israël a apporté à la Géorgie, contre la Russie.

La guerre israélienne contre Gaza, fin 2008 et début 2009, a tourné à l'avantage du mouvement Hamas, incitant la Russie à appeler à engager le mouvement Hamas dans le processus de paix au Moyen-Orient comme une force indispensable, et à parvenir à réconcilier le Fatah et le Hamas. C'est l'impression qu'a donné l'invitation à Moscou d'une délégation du mouvement et la rencontre du Président russe Medvedev avec le chef du Bureau politique du mouvement Hamas, Khaled Mechaal, à Damas en mai 2010. Le comportement de la Russie reflète clairement son désir de jouer un rôle au Moyen-Orient. Les Américains, excluant tout retour au passé et au monde bipolaire, ont rejeté l'action russe qu'ils considéraient viser leur dispositif de protection de leur allié stratégique dans la région : l'Etat d'Israël. La Russie pourrait être tout à fait en mesure de se libérer de l'emprise américaine dans le dossier du conflit israélo-arabe⁵⁸⁴.

La Russie essaie de jouer un rôle dans la résolution du conflit israélo-arabe pour ré-émerger comme une superpuissance internationale en usant de son influence sur le

⁵⁸³ Journal Al Sharq, Doha, 15 février 2006.

⁵⁸⁴ Mohammed Abou Fadel, « Invitation du Hamas à visiter Moscou : les calculs russes et les rôles internationaux », journal *Al Ittihad*, Abou Dhabi, 14 juin 2006.

mouvement Hamas et en jouant un rôle indépendant de celui de l'administration américaine, surtout après le refus de cette dernière de l'appel de Moscou de tenir une conférence internationale sur le processus politique et la marginalisation de son rôle dans le processus de paix. Ses relations avec le mouvement Hamas peuvent l'aider à jouer le rôle du médiateur qui représente le point de vue de l'Occident et ses intérêts, et faire pression sur ce mouvement afin qu'il respecte tous les accords signés avec le gouvernement israélien, qu'il renonce à la violence et reconnaisse le droit d'Israël d'exister. La Russie cherche également, à travers ses relations avec le mouvement Hamas, à changer sa propre image dans le monde arabe et musulman, image ternie par la guerre en Tchétchénie.

La Russie espère aussi, grâce à ses relations avec le mouvement Hamas, s'ouvrir aux groupes islamistes très présents dans les républiques de la Fédération de Russie, ce qui pourrait aider l'administration russe dans sa lutte contre l'influence économique et financière croissante des groupes juifs. La Russie tente aussi d'identifier le point de vue du mouvement Hamas sur toute une série de questions et en profiter pour régler certains dossiers chauds, comme celui du soldat israélien Gilad Shalit, détenu par le mouvement, mais aussi intégrer le Hamas dans le processus de paix en influençant ses visions et positions et l'amener à faire des choix politiques en tant qu'acteur actif dans le système politique palestinien qui choisit l'option du processus de paix en prélude pour mettre fin à l'action militaire au service d'Israël qui a des intérêts majeurs avec la Russie, sur le plan militaro-industriel, l'aéronautique, l'énergie et la médecine⁵⁸⁵. Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, depuis le début de l'année 2010, a atteint 1,15 milliards de dollars, selon les sources du ministère israélien des Affaires étrangères. Le nombre de touristes russes en Israël, au cours des neuf premiers mois de 2010, a atteint 370 000, selon l'ambassadeur d'Israël en Russie⁵⁸⁶.

Pour le mouvement Hamas, il avait besoin d'une voix d'une envergure internationale pour le défendre, et changer son statut d'organisation terroriste, mais aussi légitimer son rôle dans la société palestinienne. Le mouvement Hamas considère ses relations avec la Russie comme une brèche majeure dans l'embargo international imposé contre lui. Il estime que Moscou est capable de lever le blocus de la Bande de Gaza et

⁵⁸⁵ The Russian News and Information Agency (R/A Novosti) 26-10-2010.

⁵⁸⁶ *Ibid.*

d'alléger les souffrances de sa population, ce qui permet au mouvement de gouverner plus facilement. Aussi, le mouvement cherche à ce que la Russie joue un rôle dans l'assouplissement des conditions du Quartet qui empêchent la levée du blocus sur Gaza et entravent le dialogue national palestinien. Le mouvement Hamas croit aussi pouvoir obtenir un soutien financier de la Russie en plus de son soutien politique, ou alors qu'elle soutienne le gouvernement Hamas à Gaza, ce qui encouragerait les pays arabes à fournir un soutien matériel en suivant la Russie, ou bien à financer des projets économiques dans la Bande de Gaza en vue d'améliorer les conditions économique et sociale de la population.

Le mouvement Hamas estime que tout rôle joué par Moscou dans la région peut produire un équilibre des forces avec les États-Unis et mettre fin à son hégémonie. Il aspire également que la Russie encourage les pays européens à établir des relations avec lui et les convainque que l'ouverture au mouvement sert la stabilité au sein de la communauté internationale, et que son exclusion, le blocus, et le déni de son rôle et de son public, se répercutera négativement sur le processus de paix. Le Hamas est conscient que ce que fait Moscou n'est pas nécessairement pour servir l'intérêt national palestinien, pas autant que la poursuite de ses propres intérêts dans la région, même s'il existe des intérêts communs aux deux.

Sur la base de ce qui précède, et après la formation du 10^{ème} gouvernement de l'Autorité nationale par le mouvement Hamas, le président russe Vladimir Poutine a appelé à la reprise des négociations entre Israël et les Palestiniens, sur la base de la nouvelle réalité⁵⁸⁷. Le ministère russe des affaires étrangères a annoncé que Moscou a alloué dix millions de dollars pour soutenir l'Autorité nationale palestinienne dirigée par le mouvement Hamas, considérant qu'arrêter de soutenir le peuple palestinien parce qu'il a choisi démocratiquement le mouvement Hamas pour diriger la marche palestinienne dans les territoires palestiniens était une erreur. En contrepartie, ce mouvement doit reconnaître Israël et retourner à la table des négociations. Cela ne peut être fait en boycottant le Hamas, mais en travaillant avec lui et l'attirer vers une

⁵⁸⁷ Mohammed Saleh, « Rapport stratégique palestinien de l'année 2006 », Centre Zeitouna d'études et de conseils, Beyrouth, 2007, p. 26-27.

politique transparente, comme c'est le cas au sein de la communauté internationale, sachant que les pays arabes participent activement à cet effort⁵⁸⁸.

Le 25 juin 2006, les Brigades du martyr Izz el-Deen al-Qassam, appartenant au mouvement Hamas, ont capturé le soldat israélien Gilad Shalit. Cette opération militaire a augmenté la tension dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie et a jeté de l'ombre sur les relations entre le Hamas et la Russie. Le porte-parole officiel du ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que les ravisseurs du soldat israélien nuisent aux intérêts politiques des Palestiniens en le maintenant en détention. Il a ajouté que la Russie avait fait des efforts importants pour contribuer à libérer l'otage, à la demande d'Israël, et qu'elle allait continuer dans ce sens. Après avoir rencontré le Premier ministre d'Israël, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que le chef du Bureau politique du mouvement Hamas, Khaled Mechaal, était un facteur négatif qui prévient la modération du Hamas et que les rencontres avec ce mouvement ne signifiaient pas que la Russie le soutenait⁵⁸⁹.

Avec l'avènement de la possibilité de parvenir à un accord de réconciliation entre le Hamas et le Fatah, la position russe va redevenir plus tendre avec le mouvement Hamas. Le ministre des affaires étrangère Lavrov, était prêt à aller vers un terrain d'entente avec Hamas, sachant qu'exiger de lui un changement radical de position était irréaliste⁵⁹⁰. Dans une interview accordée au journal Asharq Al Awsat il déclare: "Nous devons regarder ce qui est disponible, la diplomatie et la politique sont l'art du possible". Le ministre Lavrov a appelé à ce que le Hamas, la force qui a reçu le mandat des électeurs palestiniens, fasse partie de la solution au problème, mais n'est pas le problème lui-même⁵⁹¹. Il s'est dit heureux de l'accord entre le Fatah et le Hamas pout mettre fin aux actes de violence et a exprimé l'espoir que cet accord prépare un terrain favorable au règlement de la question du gouvernement.

Cependant, la tension entre le Fatah et le Hamas va bientôt se renouveler, début 2007, au grand dam des dirigeants russes. Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a déclaré à l'agence de presse Novosti que « cette tournure tragique des

⁵⁸⁸ Journal Al Ittihad, 29 mars 2006.

⁵⁸⁹ Journal Al Akhbar, Beyrouth, 20 octobre 2006.

⁵⁹⁰ Ministère russe des affaires étrangères, 21 octobre 2006.

⁵⁹¹ Journal Asharq Al Awsat, 24 octobre 2006.

événements vide les accords difficilement conclus entre les deux principaux mouvements de l'Autorité nationale palestinienne sur la trêve, de leurs contenus ». Le porte-parole a appelé toutes les forces raisonnables dans les territoires palestiniens à mettre fin à la guerre fratricide dans laquelle il ne peut y avoir de gagnant⁵⁹². La situation est restée inchangée jusqu'à la signature de l'accord de La Mecque le 28 février 2007 par lequel les deux mouvements ont jeté les bases de la formation d'un gouvernement d'union nationale qui a prêté serment le 17 mars 2007. Le gouvernement russe a ensuite invité les dirigeants du mouvement Hamas à se rendre à Moscou.

La visite du mouvement Hamas à Moscou a eu lieu le 26 février 2007. Le chef du Bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, est arrivé à Moscou à la tête d'une délégation du mouvement. Un responsable officiel au sein du ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que les négociations visait la poursuite des efforts de la Russie pour parvenir à la stabilité dans les territoires palestiniens, et de surmonter les divergences entre les Palestiniens, à la lumière des accords conclus entre le Fatah et le Hamas à La Mecque en appui à la formation d'un gouvernement d'union nationale, en tenant compte des critères connus établis par le Quartet aux médiateurs internationaux pour le règlement au Proche-Orient, ainsi que la reprise du dialogue politique israélo-palestinien⁵⁹³.

Après la rencontre entre le ministre des Affaires étrangères de la Russie, Sergueï Lavrov, avec le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mashaal, Lavrov a déclaré que "le mouvement Hamas a fait des progrès suffisants en vue de répondre aux exigences internationales, suffisamment pour permettre d'alléger les sanctions économiques et diplomatiques contre lui". Et il a ajouté: "Notre travail avec le Hamas se poursuivra, les progrès sont évidents et ces progrès sont suffisants pour commencer à aller dans le sens de l'assouplissement des sanctions". Le ministre russe a affirmé que Moscou allait œuvrer auprès des puissances occidentales pour lever l'interdiction sur l'aide économique au gouvernement palestinien. Mais il a exhorté le mouvement Hamas à reconnaître Israël. Tandis que M. Mechaal a déclaré: "Le peuple palestinien attend des avancées rapides de la communauté internationale pour lever le blocus imposé au peuple palestinien et au futur gouvernement d'union nationale". "Traiter avec le gouvernement d'union nationale, sans discrimination, créera un climat politique et un environnement favorables à l'ouverture de l'horizon politique du conflit

⁵⁹² Agence de presse Novosti, 2 février 2007.

⁵⁹³ Journal Asharq Al Awsat, 24 février 2007.

israélo-arabe", a-t-il ajouté. Il a également appelé l'Union européenne et les Nations Unies à coopérer avec la Russie afin de changer la position du Quartet sur le Moyen-Orient, et cesser le boycott occidental du gouvernement palestinien⁵⁹⁴.

Peu après la signature de l'accord de La Mecque et la formation du gouvernement palestinien d'union nationale, Israël a accéléré les arrestations des députés et des ministres du Hamas en Cisjordanie. La Russie, contrariée, a déclaré que "Moscou a reçu avec inquiétude des informations qui parlent de l'arrestation d'un certain nombre de représentants des pouvoirs législatif et exécutif en Palestine". Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a ajouté qu'il "n'était pas logique de demander à la direction palestinienne de faire face aux campagnes contre Israël et d'empêcher les tirs de roquettes, et mettre à mal les institutions de l'Autorité nationale palestinienne⁵⁹⁵". Mais tout cela n'a pas suffi pour ramener le calme sur la scène palestinienne. La violence entre le Hamas et le Fatah a repris de plus belle, amenant Moscou à demander un "cessez le feu immédiat" et mettant en garde contre une confrontation qui pourrait conduire à un chaos total, que l'escalade de la violence inter-palestinienne menace de provoquer un chaos généralisé, de nouvelles victimes et d'étendre le conflit à la région⁵⁹⁶.

A la suite du conflit armé entre le Fatah et le Hamas, ce dernier a fomenté un coup d'Etat contre la légitimité nationale palestinienne, en recourant aux armes pour trancher la situation et prendre le contrôle total de la Bande de Gaza par la force, du 11 au 14 juin 2007. Dans la soirée du 14 juin 2007, la Bande de Gaza est entièrement sous son contrôle. La Russie est alors amenée à prendre position pour la légitimité nationale palestinienne. Le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré au président palestinien Mahmoud Abbas en visite à Moscou: "Nous vous soutenons sans réserve en tant que Président légitime de tout le peuple palestinien. Nous soutenons vos efforts pour faire appliquer la loi, renforcer l'unité nationale parmi les Palestiniens et poursuivre la recherche d'une solution à la crise dans les territoires palestiniens⁵⁹⁷". Parallèlement à cette position russe, le ministre adjoint des Affaires étrangères de ce pays a exclu toute rencontre avec le mouvement Hamas, sans pour autant couper les

⁵⁹⁴ Journal Al Ayyam, 28 février 2008.

⁵⁹⁵ Journal Al Bayan, 25 mai 2007.

⁵⁹⁶ Journal Al Akhbar, 13 juin 2007.

⁵⁹⁷ Journal Okaz, Djeddah, 31 juillet 2007.

liens avec ce mouvement : "Nous avons sensiblement réduits nos relations avec le mouvement Hamas"⁵⁹⁸.

La Russie n'est pas restée les bras croisés. Elle a essayé de trouver une solution au conflit inter-palestinien, grâce à une initiative basée sur deux principes fondamentaux: un retour à la situation qui a précédé le contrôle de la Bande de Gaza par le mouvement Hamas, et la formation d'un gouvernement d'union nationale et la reconstruction des services de sécurité palestiniens sur des bases professionnelles⁵⁹⁹. Le Hamas était favorable à la médiation russe entre lui et le mouvement Fatah, considérant que la Russie était un acteur international. Il a affirmé qu'il était consterné par la tentative de certains de présenter la position russe comme opposée au mouvement et pour une partie palestinienne contre une autre, ce qui était tout à fait faux. En effet, le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré: "Il est important d'établir des liens avec le mouvement Hamas. Les pays qui ne le font pas commettent une grave erreur"⁶⁰⁰. Ainsi, alors que les tentatives de réconciliation de Moscou sont restées vaines, les Russes ont continué à dialoguer avec le mouvement Hamas. Le ministre des Affaires étrangères a rencontré, le 19 mars 2008, le chef du bureau politique, Khaled Mechaal, à Damas, afin d'aider le peuple palestinien à rétablir son unité. Ainsi, la Russie a toujours encouragé le dialogue bilatéral entre le Fatah et le Hamas dans l'intérêt du peuple palestinien.

Après le déclenchement de la guerre en Géorgie, il s'avère que les Etats-Unis et Israël y avaient joué un rôle. La Russie a invité le mouvement Hamas à se rendre à Moscou, dans le cadre des conclusions russes de la crise récente dans le Caucase et pour renforcer les alliances régionales et internationales de Moscou⁶⁰¹. Sauf que l'agression israélienne contre la Bande de Gaza, fin 2008, a fait que cette visite n'a pas eu lieu. La guerre d'Israël contre Gaza a été déclenchée sans que la Russie prenne une position ferme ni mène une action sérieuse. Le chef du Bureau politique du mouvement Hamas, Khaled Mechaal, a donc appelé la Russie à prendre une position "ferme et décisive de l'agression sioniste brutale contre les humains, les pierres et les arbres". Cependant, la direction russe a n'a fait qu'exprimer ses regrets et entamer quelques

⁵⁹⁸ *Ibid.*, 1^{er} août 2007.

⁵⁹⁹ Journal Asharq Al Awsat, 8 août 2007.

⁶⁰⁰ Al Khaleej, 4 août 2008.

⁶⁰¹ Al Hayat, 5 novembre 2008.

contacts "timides". Ainsi, le vice-ministre russe des Affaires étrangères a exprimé les "regrets de la Russie pour ce qu'endure la Bande de Gaza" et a présenté ses "condoléances aux victimes de la guerre à Gaza". Il a affirmé la volonté de la Russie de trouver une issue à cette situation tragique⁶⁰². Certains observateurs ont interprété cette attitude russe par la volonté de Moscou de ne pas aggraver les tensions avec Washington qui a fermé les yeux sur le contrôle de la Russie sur l'Ossétie du Sud. Moscou a commencé des contacts avec la communauté internationale au moyen d'un envoyé spécial pour la région pour réaffirmer son rôle dans l'action politique et ce qui pourrait en sortir jusqu'à la tenue du Conseil de sécurité de l'ONU le 9 janvier 2009 appelant à un cessez-le-feu dans la Bande de Gaza, après des entretiens entre les ministres des Affaires étrangères des pays arabes et des pays occidentaux trois jours durant. 14 Etats ont voté pour la résolution, les Etats-Unis se sont abstenus⁶⁰³.

Malgré les critiques des Etats-Unis, d'Israël et de l'Europe, la Russie a poursuivi ses contacts avec le mouvement Hamas. Le ministre russe des Affaires étrangères a affirmé que "des représentants de différentes nations et gouvernements occidentaux avaient reconnu que l'absence de contacts avec le Hamas avait eu des conséquences négatives". Il a également souligné que son pays allait utiliser les contacts avec le Hamas pour aider les Palestiniens à surmonter leurs divisions et à persuader le Hamas d'accepter un compromis⁶⁰⁴. La Russie a donc continué à avoir des rencontres régulières avec le mouvement Hamas et ses dirigeants via son ambassade à Damas, surtout que la Russie mène aujourd'hui une politique active au Moyen-Orient, et qu'elle n'a pas l'intention d'abandonner la région, mais bien plutôt y renforcer son influence. La Russie ne peut renoncer à ses relations avec le mouvement Hamas, surtout après avoir échoué à organiser une conférence internationale à Moscou. La Russie va utiliser au maximum la carte du Hamas, dans une tentative de chantage à l'Amérique et à Israël, tout en continuant à exhorter le mouvement à faire des pas qui permettraient de parvenir à la paix en Palestine. Elle œuvrera pour mettre fin à la division palestinienne, principal obstacle à la reprise du processus de paix⁶⁰⁵.

⁶⁰² Palestinian Media Center.

⁶⁰³ Centre Zaytouna d'Etudes et de Conseil, « L'Egypte et le Hamas, une série de rapports d'informations », 7, p. 41.

⁶⁰⁴ Al khaleej, 17 décembre 2009.

⁶⁰⁵ Journal Al Ahram, le Caire, 14 mai 2009.

Par la suite, et dans le cadre des efforts de la Russie de tenir une conférence de paix à Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères a rencontré à Damas le chef du Bureau politique du mouvement Hamas. Après la rencontre, Mechaal a confirmé "le traitement positif par la Russie du mouvement Hamas". Il s'est félicité des contacts avec la Russie au service de l'intérêt du peuple palestinien. En février, la Russie a invité le président Mahmoud Abbas à visiter Moscou pour discuter du dossier de la réconciliation et de la reprise des négociations. Quelques jours plus tard, le ministère russe des Affaires étrangères a invité le mouvement Hamas à se rendre à Moscou pour discuter des moyens de mettre un terme aux divisions palestiniennes et de reprendre les négociations avec Israël⁶⁰⁶. Mais ces efforts de la Russie n'ont pas reçu le soutien des Etats-Unis qui ont préféré se concentrer sur les négociations indirectes entre Palestiniens et Israéliens, notamment pour aider le Parti du président Obama dans les élections à mi-parcours du Congrès qui allaient avoir lieu en novembre 2010. Ainsi, le Quartet, réuni à Moscou au mois d'avril 2010, n'a réussi à prendre aucune décision ou action significative.

Toutefois, l'attitude et le comportement des États-Unis n'ont pas empêché la Russie de poursuivre ses efforts et ses contacts avec le mouvement Hamas. Le Président russe, Dimitri Medvedev, lors de sa visite en Syrie en 2010, a pris l'initiative de rencontrer le chef du Bureau politique du mouvement Hamas, Khaled Mechaal. Le président russe a critiqué Washington, affirmant qu'il "ne fait pas assez pour faire avancer les choses et faire avancer le processus de paix". Il a ajouté que Moscou "ne restera pas les bras croisés devant une situation de plus en plus tendue et potentiellement explosive⁶⁰⁷". Quelques jours après, un officiel russe a déclaré que le président Medvedev avait proposé à Mechaal un document russe complet pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Ce package incluait la libération du soldat israélien Gilad Shalit et un échange de prisonniers, la réouverture des frontières et l'implication du mouvement Hamas dans le processus de paix, que ce soit en partenariat avec l'Autorité palestinienne à Ramallah, ou séparément, afin de parvenir à des accords de sécurité entre Israël et le Hamas qui engagent ce dernier à tout faire pour empêcher des opérations militaires et des lancements de missiles depuis la Bande de Gaza sur Israël. Il a ajouté que "les pays européens avaient antérieurement présentés des propositions

⁶⁰⁶ Al Hayat, 5 février 2010.

⁶⁰⁷ Amr Abdel Hamide, « Les intérêts russes entre Hamas et Téhéran », BBC, 15 mai 2010.

similaires et que des responsables américains dans l'administration de Barack Obama évoquent cette proposition dans des chambres closes"⁶⁰⁸.

Commentant la déclaration russe, le mouvement Hamas a affirmé que ses positions se basent sur le document des prisonniers (entente nationale) qui prévoit que le Hamas accepte un Etat palestinien dans les frontières de juin 1967 avec Jérusalem pour capitale, tout en conservant le droit au retour et le démantèlement de toutes les colonies en Cisjordanie en échange d'une trêve avec Israël. Il souligne que l'essence de l'initiative russe dont parlent les médias est basée sur cette idée, et qu'elle bénéficie de propositions arabes à cet égard, comme l'Initiative arabe pour la paix⁶⁰⁹. Le président russe est allé directement de Damas à Ankara pour s'entretenir avec les dirigeants turcs sur la possibilité d'un règlement avec une participation plus active de toutes les parties du conflit, sans que nul n'en soit exclu. Le mouvement Hamas a répondu favorablement à l'invitation des deux pays à s'engager dans des négociations de paix au Moyen-Orient, considérant que cette invitation reflète la taille politique réelle que le mouvement mérite. Le Hamas estime qu'il représente véritablement le peuple palestinien parce qu'il fait face à toutes les pressions et les attaques israéliennes. Salah Al Bardawil, un des dirigeants du Hamas, prévoit que le Hamas sera de plus en plus reconnu dans le monde, et que d'autres pays vont suivre l'exemple de la Russie⁶¹⁰.

Cependant, cette action russo-turque n'a pas trouvé d'oreilles attentives, ni à Washington ni dans les autres capitales européennes, et encore moins en Israël. Ils ont tous souligné l'importance de négociations directes entre Israël et les Palestiniens, représentés par le Président Mahmoud Abbas. Pourtant, ces négociations, commencées le 2 septembre 2010, aboutissent rapidement à une impasse, seulement quelques semaines après, en raison de l'intransigeance israélienne et son refus de geler la colonisation, surtout après que les Etats-Unis aient cessé toute pression sur Israël pour l'obliger à geler les activités de colonisation. Dans ce climat, le vice-ministre russe des Affaires étrangères a visité la région le 13 décembre 2010. Il a rencontré Khaled Mechaal à Damas et abordé avec lui le processus de règlement au point mort,

⁶⁰⁸ Asharq Al Awsat, 17 mai 2010.

⁶⁰⁹ *Ibid.*

⁶¹⁰ Al Hayat, 14 mai 2010.

les conditions difficiles que vit la Bande de Gaza en raison de la poursuite du blocus injuste et l'ensemble des questions dans la région⁶¹¹. Il convient de noter que le mouvement Hamas cherche à convaincre la Russie, et à travers elle la communauté internationale, de la justesse de sa vision des négociations : le mouvement Hamas accepte un Etat palestinien indépendant dans les frontières du 4 juin 1967 avec Jérusalem pour capitale, tout en conservant le droit au retour et le démantèlement de toutes les colonies en Cisjordanie en échange d'une trêve avec Israël, sans pour autant la reconnaître. Par ces contacts avec la Russie, le mouvement espère élever le niveau d'entente quant à la réalité et à l'avenir du conflit, ce qui donnerait à la Russie une plus grande capacité à traiter le conflit. Ainsi la Russie cherche toujours à tenir une conférence de paix à Moscou en présence de toutes les parties, y compris la Syrie. La Russie est convaincue que les Etats-Unis ne pourront pas seuls résoudre le conflit israélo-palestinien, en raison de l'intransigeance israélienne, qui ne voit aucune raison de renoncer à ses gains obtenus pendant les longues années d'occupation des territoires palestiniens depuis 1967, et aussi longtemps que l'équilibre des forces internationales penche en sa faveur. Rien ne l'empêche de persister dans ses positions dures sur les échéances du processus de paix, conformément aux accords conclus avec les Palestiniens. La Russie se considère comme la puissance qui rétablirait l'équilibre du conflit, ce qui renforcerait sa position sur la scène internationale.

⁶¹¹ Site de la chaîne Al Aqsa, 13 décembre 2010.

Chapitre VI

Position comparée et expérience du Hamas au sein de l'Islam politique

I. Le mouvement Hamas et les Frères musulmans : rapports entre l'original et la copie

II. Le Hamas et Al-Qaïda: convergences et divergence

III. Le Mouvement Hamas et le Hezbollah : différences et ressemblances

IV. Le mouvement Hamas et le Parti Justice et Développement : faits et ambitions

Les Mouvements arabes de libération ont débuté à la fin du XIXe siècle et au début du XXe à un moment où le Monde arabe se trouvait sous la domination de la Turquie et du colonialisme occidental, français, italien et espagnol dans le Maghreb et français et britannique dans certaines parties du Moyen-Orient. Trois principaux courants de pensée animaient ces mouvements.

Le premier est un courant nationaliste, qui prévalait dans l'Orient arabe, a entamé la lutte pour s'émanciper du Califat turc. Cette tendance proclamait "une nation arabe unie". Elle est couronnée de succès en Egypte par la révolution Nasseriste au début de la seconde moitié du XXe siècle, en juillet 1952. Nasser est devenu le leader du courant nationaliste arabe jusqu'au début des années soixante-dix, d'autant que la plupart des pays arabes avaient obtenu leurs indépendances politiques et créé leurs propres Etats. L'objectif du courant nationaliste arabe était l'unité et l'indépendance arabe, mais aussi de mener la bataille de la modernisation. La question de Palestine est également restée la question centrale des Arabes.

Le second est une tendance marxiste communiste : cette seconde composante du mouvement de libération arabe, partage un grand nombre de thèses avec la tendance nationaliste, adoptant ses slogans, ses politiques laïques et anticolonialistes. Pour cette tendance, la bataille pour l'indépendance et la liberté est aussi importante que la bataille pour la modernisation des pays arabes. En revanche, elle n'accordait pas d'importance à la question de l'unité arabe, mais la cause palestinienne est à la base des questions de libération arabe. Les marxistes-communistes s'allient aux pays socialistes et à l'Union soviétique. Ils restent actifs et efficaces sans jamais prendre le pouvoir politique, du fait que les pays arabes n'ont pas connu de vie démocratique, ni d'élections. Le pouvoir politique, toujours pris par la force, écarte le courant communiste qui se contente d'appeler les nationalistes à renforcer les relations avec les pays socialistes pour se libérer du colonialisme occidental, dirigé par les Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale.

Et enfin une courant religieux islamiste : l'échec du projet d'unité arabe après la guerre de 1967, la disparition de Nasser de la scène nationaliste arabe, le recul de la gauche marxiste, en particulier après l'effondrement des régimes socialistes, et surtout de l'Union soviétique, font que le courant religieux islamiste se place en première ligne dans la lutte pour l'indépendance, mais aussi contre la pauvreté, l'ignorance et l'analphabétisme, contre l'oppression et la dictature. C'est surtout après le succès de la

révolution iranienne en 1979 et la mise à l'écart de l'Égypte suite à la signature des accords de Camp David, la même année, que cette tendance islamiste prend de l'ampleur et devient le fer de lance des mouvements de libération. L'Islam politique se répand alors très vite. "La religion n'est plus confinée au rôle de cadre de référence ou simplement à celui de base pour la structure cognitive et sociale, montrant les limites de la relation entre l'homme et son Créateur et entre les hommes eux-mêmes. Les mouvements islamistes actuels sont devenus des modèles de mouvements politiques qui réclament le pouvoir et cherchent à y parvenir en se servant du discours religieux qui intègre un ensemble de thèses et de concepts. Ils se présentent comme une alternative à toutes les autres tendances. Cette quête du pouvoir politique est visible sur plus d'une scène arabe où les islamistes recourent à de nombreux stratagèmes, à commencer par se qualifier de pacifiques et finissent par légitimer l'usage de la violence et déclarer le Djihad dans les pays musulmans⁶¹²".

Compte-tenu de la multiplicité des mouvements politiques islamistes, de la diversité des thèses et vues, les spécialistes de ces mouvements n'en donnent pas la même définition. Pour Olivier Roy⁶¹³, les mouvements politiques islamistes voient en l'Islam, une idéologie politique, estimant que l'islamisation de la société doit se faire par l'établissement d'un État islamique et pas seulement par l'application de la charia. Elle (l'idéologie) attire principalement des intellectuels et des techniciens plus que des théologiens traditionnels. L'Islam politique a donc des fonctions qui ne se limitent pas à refaire le lien avec le patrimoine local" comme le pense François Burgat⁶¹⁴: "Il (l'Islam politique) est de plus en plus utilisé comme un moyen d'expression, non pas seulement des frustrations identitaires, mais également plus largement des frustrations économiques, sociales et démocratiques chez les classes moyennes qui souffrent de la dictature du pouvoir, mais aussi de l'échec relatif dû aux politiques économiques". Ainsi Jamil Hilal⁶¹⁵ estime que ce courant a eu recours à trois instruments pour se constituer une base populaire: tout d'abord, proposer un système idéologique et religieux global (société utopique) face au pluralisme laïque considéré contraire à la

⁶¹² Abdel Ghani Emad, « Souveraineté de Dieu et pouvoir du Faqi : lecture du discours des mouvements islamistes contemporains », Beyrouth, Dar Al Tali'a, 1997, p. 5-8.

⁶¹³ Olivier Roy, « Mondialiser l'Islam », Dar Al Saqi, Beyrouth, 2003, p. 31.

⁶¹⁴ François Burgat, citant Saadeh al Khatib in « Islam politique entre idéologie et pragmatisme », *Awraq Falastiniyah* magazine, *op. cit.* p. 58.

⁶¹⁵ Jamil Hilal, « Factions et organisations politiques palestiniennes entre fonctions de la démocratie interne, la démocratie politique et la libération nationale », Mowatin, Ramallah, 2005, p. 57.

vertu, d'où l'islamisation de la société. Ensuite, étendre l'action de bienfaisance en direction des pauvres, y compris les services de santé, aux enfants, aux orphelins et analphabètes. Enfin, s'appuyer principalement sur les mosquées, en plus de toutes sortes d'organisations éducatives et économiques.

Concernant la classification de la pratique du recours au discours religieux islamiste, Mohammed Jamal Barout distingue trois niveaux: "Islam populaire, Islam officiel et Islam politique". Il estime que l'islam populaire est lié aux mécanismes de la religiosité traditionnelle où la pratique du culte devient une habitude adaptée aux traditions de la communauté locale et à ses particularités culturelles, civilisationnelles et sociales. L'islam officiel est lié à l'institution théologique presbytérienne, qui tend souvent à être un organe idéologique de l'Etat que l'on pourrait décrire comme l'islam du "clergé". L'islam politique quant à lui est lié en théorie et en pratique au slogan de "l'Etat islamique" qu'adoptent les groupes et mouvements de l'islam politique contemporain⁶¹⁶.

Sur la base de cette multiplicité des mouvements religieux islamistes, leurs différentes thèses, perspectives, méthodes et façons d'agir, Akram Hijazi estime que les institutions et centres de recherche et penseurs occidentaux ont commis une erreur en mettant les islamistes dans le même panier. Cette erreur historique a notamment été traduite par la distinction faite par RAND research⁶¹⁷, dans son rapport d'avril 2004, entre 4 tendances islamistes. Il en est de même pour l'International Crisis Group⁶¹⁸ (Rapport de mars 2005), qui demandait d'arrêter d'utiliser la définition américaine de l'islam politique, et de le remplacer par celle de mouvement islamiste. En effet, la croyance est à la fois religion et politique. Si cette croyance est une, les orientations sont multiples. De fait, il devient possible sur cette base de distinguer, dans le contexte de l'islam sunnite, selon un rapport de l'International Crisis Group, publié au Caire – Bruxelles en mars 2005, trois tendances islamistes actives dans le monde musulman :

La première avec les mouvements politiques islamistes représentés dans les Frères musulmans d'Egypte et ses organisations filles dans d'autres pays (Algérie, Jordanie, Koweït, Palestine, Soudan, Syrie, etc.) mais aussi des mouvements ancrés et enracinés

⁶¹⁶ Mohammad Jamal Barout, *la nouvelle Médine: mouvements islamistes actuels*, Beyrouth, Londres, Riyad Al Rayes Editions, 1994, p. 13.

⁶¹⁷ <http://www.rand.org>

⁶¹⁸ <http://www.icg.org>

localement, tels que le Parti Justice et Développement en Turquie, le Parti Justice et Développement au Maroc dont le but est d'accéder au pouvoir politique au niveau national. Ces derniers acceptent désormais, en général, l'État-nation, et agissent dans son cadre constitutionnel, évitent le recours à la violence (sauf dans les circonstances dans lesquelles ils sont sous occupation étrangère) et possèdent une vision clairement réformiste, non révolutionnaire et appellent à adopter les principes et les normes d'une démocratie globale, considérant qu'un militant politique est celui qui agit au sein d'un parti.

La deuxième tendance renvoie aux prêches islamistes et présente deux approches différentes : le mouvement du Tabligh avec une structure et une organisation très fine d'un côté, et le mouvement salafiste largement répandu de l'autre. Dans les deux cas, le pouvoir n'est pas une fin en soi, le principal objectif étant de préserver l'identité et la foi musulmanes, et l'ordre moral face aux forces mécréantes. Les militants distingués sont à la fois prêcheurs et savants.

La troisième consiste dans le Jihad islamiste et ses trois différentes formes: Jihad interne (celui qui résiste nominalement aux régimes musulmans considérés non pieux), Jihad de libération et d'union (qui se bat pour récupérer des territoires gouvernés par des non-musulmans, ou sous occupation étrangère) et le Jihad internationaliste (qui combat l'Occident). Il va de soi qu'un militant distingué est celui qui pratique le Jihad⁶¹⁹.

Ahmed Mouselly voit les mouvements islamistes comme des modèles de mouvements populaires aux aspirations religieuses ou culturelles. Le problème réside dans l'éthique de la technologie et du capitalisme qui appellent à donner le pouvoir aux peuples et à une légitimité contraire à celle de l'État-nation⁶²⁰. A partir de là, il fait le lien entre l'avenir du discours islamiste des mouvements politiques islamistes et le discours sur la démocratie et le pluralisme politique. Et il conclue qu'il existe deux principaux courants de pensée au sein des mouvements islamistes :

Le premier est le courant de la ligne dure, opposé aux libertés, à l'action politique libre et anti-démocratique. Le seconde est plus modéré dans son comportement politique, plus ouvert aux libertés, au pluralisme politique et à la démocratie. Le

⁶¹⁹ Voir le blog d'Akram Hijazi, écrivain et professeur d'université.

⁶²⁰ Ahmed Mouselly, « Avenir du discours islamiste dans la démocratie et la mondialisation », communication présentée à la conférence "Vers un discours islamiste démocratique et civil", Centre Al Quds d'études politiques, la fondation Conrad Adenauer, Amman, 2007, p. 99-109

premier est une scission du second fondé par Hassan el Banna et les Frères musulmans d'Égypte, pourtant considéré illégal par les gouvernements égyptiens successifs. C'est cette situation qui conduit à l'émergence d'un discours islamiste extrémiste forgé par Sayyid Qutb et ses disciples: ceux-ci rejettent l'existence de partis politiques, d'organisations de la société civile et leur nient toute légitimité. De telles vues et un tel courant de pensée radicale n'a aucun avenir. En effet, le discours des militants extrémistes est de plus en plus isolé, même chez les islamistes. Ses agissements sont devenus des justifications du terrorisme de l'État et de sa violence contre ses propres citoyens⁶²¹.

Alors que le second courant, selon Mouselly, auteur islamiste modéré, estime que l'absence de société civile et d'institutions démocratiques est le premier facteur de violence et de terrorisme. Cependant, ce courant est absent de la scène politique dans de nombreux pays musulmans, même ceux qui appellent au pluralisme et à la liberté de l'action politique. Ce courant qui a tenté d'intégrer les institutions constitutionnelles aux moyens d'actions politiques pacifiques, reste encore rejeté par l'État, malgré la modération de ses vues concernant la légitimité de l'État à travers la perspective de la décision populaire. Il appelle à identifier et à séparer les trois pouvoirs de l'État : législatif, exécutif et judiciaire. Il souligne également l'importance du contrat politique entre gouvernants et gouvernés comme étant le seul moyen légitime pour accéder au pouvoir. Pour ce courant, le système de gouvernement en Islam est par essence un système de Choura (consultation), pluraliste et constitutionnel. Le discours politique est basé sur la souveraineté (*Hakimiya*) de Dieu qui ne peut être comprise que par voie de consultations et d'unanimité. Les Islamistes modérés tentent de comparer la Choura à la démocratie, d'intégrer la pensée démocratique dans la pensée islamique, cette tendance tente de concilier démocratie et règle constitutionnelle d'une part, et Choura et charia, d'autre part⁶²².

Du point de vue du discours arabe progressiste, les mouvements islamistes sont classés comme suit: Ghali Shukri, dans son livre intitulé "*La dictature de l'arriération arabe*", dans le cadre de sa définition phénoménologique de l'islamisme, en définit 4 Salafismes arabo-musulmans : le premier est l'idéologie enracinée dans l'inconscient collectif, le second est représenté dans l'establishment religieux, le troisième est le

⁶²¹ *Ibid.*

⁶²² *Ibid.*

mouvement réformiste religieux, de Al Afghani à Mohammed Abdou, et le quatrième est le salafisme des "Frères Musulmans"⁶²³. Alors que Mahmoud Amin a défini 4 mouvements fondamentalistes, trois d'entre eux éclairés et populaires, qui comprennent les premiers mouvements fondamentalistes (le wahhabisme, etc.), les courants islamistes éclairés et rationnels, et les mouvements politiques islamistes de masse, tel que le mouvement des Frères musulmans, et un quatrième courant qu'il appelle "des mouvements fondamentalistes arriérés, fanatiques, sacerdotaux et tyranniques"⁶²⁴. Dans un autre livre, l'auteur ajoute qu'il n'y a, malheureusement, dans nos pays, pas d'opposition religieuse éclairée et consciente des réalités de notre société et de notre époque, préoccupée par les préoccupations de notre peuple, mais plutôt un mouvement islamiste au discours généralement rigide et superficiel, voire naïf à certains moments. Il s'agit d'un refus émotionnel⁶²⁵.

Dans sa recherche sur les courants religieux majeurs au cours de la fin du XXe siècle, Abdallah Hanna en distingue sept, parmi lesquels : le courant Azhari proche du pouvoir, un courant religieux réactionnaire comme le Parti de libération islamique, les Frères musulmans, un quatrième courant saoudien, un cinquième courant religieux rétrograde constitué d'éléments de tendance Frères musulmans, un courant religieux chiite en Irak, et enfin un courant religieux qui admet les valeurs démocratiques et révolutionnaires d'aujourd'hui, largement constitué de Frères musulmans⁶²⁶. De son côté, Nasr Hamed Abou Zeid affirme que le discours islamique est un, en dépit de la multiplicité des tendances au sein des mouvements islamistes, aussi bien extrémistes que modéré, surtout en matière de *Takfir* et de *Hakimiya* et de texte. Les différences sont marginales et superficielles. De fait, "l'objectif est clairement indiqué dans le discours des extrémistes, bien dissimulé dans celui des modérés". La différence entre ces deux types de discours est une différence de degré et non de nature, sans différences fondamentales quant à leurs points de départ idéologiques ou leurs mécanismes de fonctionnement". Cette description donnée par Nasr Hamed Abu Zeid a fait l'objet de critiques du chercheur Mohammed Jamal Barout dans son livre "*La*

⁶²³ Ghali Shukri, « La dictature de l'arriération arabe: de la sociologie de la connaissance à la sociologie de la civilisation », Beyrouth, Dar Al Talia'a, 1986, p. 131.

⁶²⁴ Mahmoud Amin Al Alem, la religion et la politique, p. 9-11.

⁶²⁵ Turki Ali Al Rabiou, les mouvements islamistes dans la perspective du discours arabe contemporain, Beyrouth, Casablanca, Centre culturel arabe, 2006, p. 76.

⁶²⁶ Mohammad Jamal Barout, la nouvelle Yathrib: mouvements islamistes actuels, Beyrouth, Londres, Riyad Al Rayes Editions, 1994, p. 13.

nouvelle Yathrib", où il considère le discours islamique global, intégré, abordant tous les aspects de la vie politique, sociale, culturelle, économique et religieuse. Il varie en fonction du but à atteindre et des étapes à suivre pour l'atteindre : "Toutefois, la contradiction entre les discours des modérés et des extrémistes n'est pas déterminée par la nature (politique des mouvement) de chacun, mais plutôt par la contradiction entre deux systèmes de discours, théorique et pratique, d'identification des mécanismes, des sources textuelles et des références sociales⁶²⁷.

Dans le contexte de désaccord entre chercheurs sur la classification des mouvements islamistes, Mohammed Shehadeh considère que diviser le discours islamiste entre ancien et actuel ne s'écarte pas des classifications relatives à l'extension historique du message de l'Islam, et s'y limite quelques soient les différents appellations des mouvements ou groupes contemporains qui sont de trois catégories : "Da'wa", "Ihtissab" et "Jihad". Cette compréhension et cet enracinement de jurisprudence se sont reflétés sur les visions des mouvements et des groupes islamistes contemporains. Certains ont adopté la notion de Da'wa et l'ont placé en tête de leurs priorités, comme c'est le cas du groupe "Al Tabligh wa Adda'wa" ainsi que nombreux autres groupes et associations partout dans le monde musulman. Ces groupes placent la question de la Da'wa au sommet de leurs priorités, et n'interfère pas dans le domaine de al Ihtissab, c'est-à-dire appeler à faire le bien et s'abstenir de faire le mal. Ils ne se préoccupent pas non plus du Jihad. Pour eux, la voie pour le changement se limite à la croyance correcte et sublimer l'âme. Ils ont choisi de ne pas faire de la politique directement et adoptent une voie pacifiste dans le traitement avec les régimes politiques⁶²⁸.

D'autres groupes et mouvements islamistes ont placé la notion de l'Ihtissab en tête de leurs priorités dans l'action et pour le changement. Le plus connu de ces groupes est le mouvement des Frères musulmans. Ce mouvement a adopté une démarche pacifique et progressive dans le traitement avec les régimes politiques. Il a pratiqué l'action politique et intégré plus d'un parlement (Egypte, Jordanie, Koweït,...), et même fait partie de certains gouvernements dans le monde arabe et musulman. Quant au concept de djihad, il est apparu dans le dernier quart du vingtième siècle où ont émergé des

⁶²⁷ Abdallah Hanna, phases de formation des courants religieux en Orient arabe, Al Tariq, n° 4, septembre 1987, p. 157.

⁶²⁸ Mohamed Dhehadeh, « Transformations du discours salafiste, les mouvements Jihadistes – études de cas », 1990 – 2007, Réseau arabe de recherche et d'édition, Beyrouth, p. 33-34.

dizaines de mouvements et groupes qui ont adopté le jihad comme seule voie pour un changement radical⁶²⁹.

Ajoutons que certains classent les mouvements islamistes contemporains en trois catégories : ceux qui ont un discours de Da'wa, ceux qui ont un discours de Ihtissab, et enfin des mouvements au discours djihadiste. Il existe d'autres sous catégories dont certaines proclamaient un discours djihadiste combatif, un discours civil ou de djihad culturel... Les mouvements qui prônent al Ihtissab ont eux aussi un discours multiple, tel le discours de l'Islam politique civil, le mouvement de l'Islam politique, l'Islam politique révolutionnaire radical, comme Hizb ut-Tahrir. Parmi les mouvements de Da'wa le discours est aussi multiple, comme le discours réformiste qui vise à faire revivre la religion, le discours salafiste traditionnel et le discours culturel cognitiviste, sachant que tous les mouvements mentionnés ci-dessus utilisent un discours de Da'wa pour faire connaître leurs idéologies et leurs voies dans la sensibilisation et la propagation de la religion. Ils recourent parfois au discours de l'Ihtissab, qui consiste à faire le mal par les mains, la parole et le cœur. Ils utilisent aussi parfois le discours djihadiste à différents niveaux, c'est-à-dire le djihad pacifique non combatif⁶³⁰.

Sur la base des situations actuelles des mouvements de l'Islam politique, Sadiq Al-Azm affirme que cette tendance se divise en quatre courants principaux, chacun avec ses caractéristiques et spécificités propres⁶³¹:

L'Islam officiel de l'État, avec ses institutions ses juristes et ses prédicateurs. La politique de ces courants est identique à celle des Etats auxquels ils appartiennent. C'est le cas d'Al Azahr en Egypte, Qom en Iran et les autorités religieuses de La Mecque. Cet Islam est géré par des élites de clercs qui défendent toutes ce qu'on pourrait appeler ici l'Islam officiel de l'Etat, en définir les orientations en fonction des circonstances, le propager par les organes et les moyens de l'Etat. L'exemple-type de ce type d'Islam est l'Islam des pétrodollars, comme en Arabie Saoudite ou en Iran.

Le deuxième courant de l'Islam politique est l'Islam takfiriste et explosif, ou l'Islam terroriste-fondamentaliste–talibane violent dont la doctrine essentielle est Al Hakimiya et la voie d'action presque unique le Takfir et les attentats, sans sommation,

⁶²⁹ *Ibid.*, p. 34.

⁶³⁰ *Ibid.*, p.35.

⁶³¹ Sadiq Al-Azm, 5 décembre 2009, <http://www.mettransparent.com.php3>

sans considération pour les conséquences ou les résultats, quelques qu'ils soient. C'est l'Islam qui a occupé la Kaaba en 1979, assassiné le président Anouar el-Sadate en 1981, et livré des batailles aussi sanglantes que vaines en Syrie, en Algérie et en Egypte ; c'est l'Islam qui a perpétré les attentats du 11 septembre 2001, aux États-Unis d'Amérique. C'est un Islam désespéré jusqu'aux limites du nihilisme⁶³². C'est l'Islam d'al-Qaïda qui cherche désespérément à établir un Califat islamique dans tous les pays arabes et musulmans et restaurer un Califat perdu à jamais.

Le troisième courant de l'Islam politique est celui de l'Islam des affaires (Business). C'est un Islam intermédiaire, entre l'Islam officiel de l'État, et l'Islam jihadiste. C'est l'Islam des banques et des sociétés financières. C'est un Islam modéré et conservateur de la société civile que la stabilité politique et sociale intéresse pour atteindre ses objectifs commerciaux. C'est l'Islam des classes moyennes et des commerçants, l'Islam du Marché, local et régional, l'Islam de la mondialisation, de capitaux flottants et vigilants à la recherche de la moindre occasion d'investissements rapides et rentables dans les quatre coins de la planète. C'est un Islam modéré et conservateur mais qui n'est certainement pas obsédé par les infidèles et les apostats, un Islam très tolérant dans les affaires publiques et conservateur dans les affaires personnelles, familiales et privées. L'exemple-type de cet Islam est dans le Parti "Justice et Développement" en Turquie⁶³³ dans la nature de ses projets, de ses réformes et aspirations politiques intérieure et extérieures à tous les niveaux.

Il faut noter ici que ce parti qualifie sa doctrine fondamentale de "démocratie conservatrice", signifiant avec un grand réalisme que sa large base populaire et électorale se trouve en Anatolie centrale, une région émergente économiquement et très ouverte au monde extérieur, et en même temps, conservatrice socialement et politiquement⁶³⁴. Parmi les signes de grand succès de l'Islam du parti Justice et développement, c'est que son conservatisme n'a pas l'apparence superficielle – comme à l'accoutumé – de la promotion de la vertu et la prévention du vice ou de l'Ihtissab dans les formes, dans l'habillement, la nourriture, la boisson ou la doctrine et le comportement quotidien des individus. Il s'est plutôt préoccupé, avec une grande sagesse, de patiemment maintenir la Constitution de l'État laïc kémaliste, ses

⁶³² Sadiq Al-Azm, dialogue civilisé, n° 309, 20 juin 2011, p. 1.

⁶³³ *Ibid.*, p. 3.

⁶³⁴ *Ibid.*, p. 3

institutions constitutionnelles et la modernité de l'Etat turc qui en est issue : la société civile, le niveau avancé de pratique de la démocratie moderne, la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, les libertés publiques, en tête desquelles la liberté de la presse et des médias, la liberté d'information, la liberté d'opinion et d'expression, de conscience et de protestation, les nombreuses réformes législatives et constitutionnelles récemment faites consacrer un pouvoir civil, démocratique et pluraliste, et l'alternance pacifique du pouvoir par la voie des urnes et l'approfondissement de l'engagement de la Turquie vis-à-vis des droits de l'homme. C'est l'Islam de la modernité.

Le quatrième courant de l'Islam politique arabe est représenté par le mouvement des Frères musulmans. Ce courant, fondé en 1928 par Hassan al-Banna en Egypte, s'est propagé dans le reste des pays arabes et certains pays musulmans. De ce mouvement, sont issus les autres courants islamistes dont nous avons parlé plus haut. Ce mouvement a joué un rôle important, au niveau des pays arabes, dans les questions de libération et d'indépendance nationale sans jamais, pourtant, accéder au pouvoir, sous quelque forme que ce soit, à l'exception du président Hassan el-Bécher au Soudan et du Hamas à Gaza. Ce mouvement mondial, dans sa nature et sa configuration, s'est profondément transformé dans les années 80 du XXe siècle, dans sa vision politique et la société, couplée avec un exercice effectif de la politique, à commencer par la reconnaissance de la légitimité des régimes au pouvoir dans leurs pays respectifs et l'acceptation du principe de pluralisme et de participation politique. Mais ce changement n'est pas complet car il persiste encore une idéologie « grise » dans sa pensée⁶³⁵. De plus, ce courant n'est pas parvenu au pouvoir, que ce soit par voie des élections ou autrement, à l'exception, comme mentionné plus haut, des Islamistes soudanais qui ont pris le pouvoir par un putsch militaire en 1989, et des Islamistes palestiniens qui ont remporté les élections législatives au début de 2006 pour se retourner contre le système politique palestinien à la mi 2007. L'expérience de cette tendance dans sa lutte pour accéder au pouvoir n'a pas été couronnée de succès⁶³⁶.

D'un autre côté, l'expérience de ce courant islamiste dans la région n'était guère encourageante, ni celle de ceux qui sont parvenus au pouvoir en Palestine, au Soudan

⁶³⁵ Mohammed Al Minchawi, Amad média, 11 août 2011.

⁶³⁶ Khaled Al Haroub, le courant islamiste et la laïcité politique, Awraq falastiniya, n° 2, été 2008, p. 19.

ou ailleurs, où l'expérience pratique de ces deux mouvements a montré que dès que les mouvements islamistes accède au pouvoir, ils s'emploient à restructurer le régime politique pour s'en assurer le contrôle et resserrer son emprise sur le pouvoir. Plus dangereux encore, les résultats des deux expériences ont été désastreux sur le plan de la division géopolitique et démographique du pays⁶³⁷. Reste en suspens la question de la rigidité de la pensée politique de ce courant des Frères musulmans. Il n'a pas réussi à développer une expérience de pensée politique souple de manière à s'adapter aux conditions existantes, à embarrasser la capacité des adversaires à les encercler. Est-ce la raison fondamentale de leur incapacité à accéder au pouvoir ou que les exigences du contexte historique et local leur a imposé une marche spécifique faisant que leur relation avec la laïcité politique soit superficielle, contrairement à l'expérience turque qui représente, en pratique, un courant souple et moderne des mouvements islamistes laïcisés politiquement, remportant toutes les élections turques depuis 2002.⁶³⁸

Devant ce tableau de l'Islam politique dans ses quatre composantes, apparaît la principale question à propos de la place de l'Islam politique du mouvement Hamas parmi les quatre courants, en particulier les ressemblances et les différences avec Al-Qaïda, le Hezbollah libanais et le Parti Justice et Développement en Turquie. Et enfin déterminer la nature de la relation de ce mouvement palestinien avec l'organisation mère, les Frères musulmans.

⁶³⁷ Mohammed Al Minchawi, *op. cit.*

⁶³⁸ *Ibid.*

I. Le mouvement Hamas et les Frères musulmans : rapports entre l'original et la copie

Dans sa littérature politique, idéologique et organisationnelle, le mouvement Hamas affirme qu'il est un prolongement développé de la lutte nationale palestinienne dans une perspective musulmane. Il est donc une suite de la lutte palestinienne au cours des trois premières décennies du XXe siècle marquée d'une dimension islamique, en particulier la révolte de 1936, commandée et lancée par le Sheikh Izz al-Din al-Qassam. Le Hamas cherche donc toujours à se référer à et à affirmer la dimension islamique de la lutte. Il affirme que cette dimension a toujours imprégné la lutte du peuple palestinien, à l'exception des années soixante et soixante-dix où des slogans de gauche dominaient la scène de la lutte des Palestiniens⁶³⁹. Bien que le mouvement Hamas fasse partie des Frères musulmans et ait déclaré qu'il était une des ailes des Frères musulmans en Palestine⁶⁴⁰, il se revendique en même temps de toutes les étapes de la lutte palestinienne depuis l'invasion sioniste et, par conséquent, il est lié et associé à la révolte du martyr Izz al-Din al-Qassam et ses frères moudjahidines, ses frères musulmans de 1936⁶⁴¹. Le mouvement est particulièrement fière du djihad du cheikh al-Qassam et ses compagnons. Il a ainsi nommé l'aile militaire du mouvement à son honneur et sa mémoire, les Brigades du martyr Izz al-Din al-Qassam, fondées au début des années quatre-vingt-dix. Il affirme que sa propre lutte est la suite et la continuité de la lutte historique contre l'invasion sioniste qui a par la suite créé l'Etat connu sous le nom d'Israël.

Les tentatives précédemment décrites du Hamas de se définir comme un mouvement appartenant aux factions de la lutte palestinienne au sens large, ne cachent pas la réalité de son appartenance aux Frères musulmans. Ainsi, la création de ce mouvement (Hamas) en Palestine montre l'intérêt qu'ont les Frères d'Egypte pour la cause palestinienne. La création du Hamas représentait une première expansion hors des frontières de l'Egypte, maintenant une relation étroite entre les deux à tel point que certains ne considèrent pas le Hamas comme une branche indépendante, comme c'est le cas des Frères musulmans de Syrie. Il est plutôt comme une antenne

⁶³⁹ Moussa Abou Marzouk, d'après Khaled Al haroub, *op. cit.*, p. 9.

⁶⁴⁰ Charte du Mouvement Hamas, 18 août 1989.

⁶⁴¹ *Ibid.*

dépendante de l'organisation égyptienne. A ce titre, il ne doit pas être considéré comme une formation politique palestinienne⁶⁴². L'intérêt des Frères musulmans d'Egypte pour la question de Palestine a cru après le déclenchement de la Grande Révolte palestinienne en 1936 lorsqu'ils ont fondé le Comité général d'aide à la Palestine⁶⁴³. Ils s'étaient activés pour apporter un soutien moral et matériel à la révolte entre les années 1936 et 1939. Ils ont lancé le projet "un sou pour la Palestine" et de nombreux Frères ont participé aux combats aux côtés des palestiniens, révoltés contre l'occupation britannique et l'immigration sioniste en Palestine⁶⁴⁴.

Dans le même temps, cependant, les Frères musulmans ont commencé à structurer leur formation en Palestine en 1946. Ils ont fondé plusieurs sections dans les villes et villages, à commencer par la ville de Jérusalem. Des volontaires des Frères musulmans d'Egypte et de Jordanie ont combattu dans la guerre de Palestine en 1948, donnant au mouvement une visibilité et une impulsion leur permettant de se fixer et de se propager en Cisjordanie et dans la bande de Gaza durant la période 1948-1967⁶⁴⁵. Cependant, l'occupation israélienne de ce qui restait des territoires palestiniens en 1967 a rompu les relations entre les Frères musulmans de Palestine et ceux d'Egypte, entraînant par la même le recul du mouvement en Palestine. Certains leaders et sympathisants ont réussi à préserver l'idéologie et l'action des Frères musulmans palestiniens dans l'espoir d'un retour d'un moment propice à reprendre leurs activités, ce qu'ils ont fait au début des années soixante-dix du siècle dernier. Ils ont reconstruit le mouvement et relancé son activité afin d'atteindre son objectif de préconiser la construction de l'individu musulman pour construire la famille musulmane et enfin construire la société musulmane et un Etat musulman au service de cette société⁶⁴⁶.

Certaines figures des Frères musulmans de Gaza ont repris l'activité en fondant Al Mojamma'a Al Islami en 1973, autorisé par les forces d'occupation israéliennes en 1979. Cette association a commencé son action pour "propager la Da'wa et construire

⁶⁴² Iman Nouaihed Al Hout, « Les chefs et les formations politiques en Palestine, 1917-1948 », Beyrouth, *Revue d'études palestiniennes*, 1986, p. 4-5.

⁶⁴³ Hassan el Banna, « Mémoires de la Da'wa et du Da'ya », le Caire, maison islamique d'édition et de distribution, p. 240.

⁶⁴⁴ Mohsen Saleh, « Le courant islamiste en Palestine et son influence sur le mouvement du Jihad 1917-1946 », Kuwait, Maktabat Al Falah, 1988, p. 346.

⁶⁴⁵ Ali Al Jirbawi, « L'Intifada et les chefs politiques en Cisjordanie et dans la bande de Gaza », Dar Al Taliy'a, Beyrouth, 1989, p. 43-44.

⁶⁴⁶ Mohib salman Al Tawani, « Le Hamas de l'intérieur », Dar Al Shorouq, Gaza, 2002, p. 12.

l'individu musulman". Les Frères musulmans palestiniens, dirigés par le cheikh Ahmed Yassine se sont mis en action se servant de Al Jam'iya al islamiya (Association islamique) comme façade. Ils se sont aussi activés en Cisjordanie et en Jordanie afin d'organiser les relations avec les chefs des Frères musulmans dans ces régions. Ils ont réussi à créer une relation de coordination sans parvenir à une fusion, chaque partie préservant son autonomie jusqu'à la fondation du Hamas, quand ils ont tous fusionné dans le cadre du Mouvement de la résistance islamique, "Hamas"⁶⁴⁷. La fondation du Hamas est considérée comme une déviation forte de la politique prudente et conservatrice des Frères musulmans⁶⁴⁸. Cette politique imposait de choisir un nom nouveau pour agir au cas où le mouvement recevait un coup dur, ils pourraient toujours se remplier sur le projet des Frères musulmans. Il apparaîtra plus tard que ce projet n'avait rien à voir avec ce qui se passait. Ainsi, les leaders des Frères musulmans ont signé le premier communiqué du nom du "Mouvement de la résistance islamique": le Hamas est devenu l'enfant légitime du mouvement des Frères musulmans. Huit mois plus tard, dans l'article 2 de sa charte, le Hamas a confirmé son appartenance au mouvement des Frères musulmans, il se considère comme une branche, comme une aile de l'organisation mère adoptant les mêmes thèses : "le mouvement de la résistance islamique affirme qu'il est une des ailes des Frères musulmans en Palestine. Les Frères musulmans est une organisation mondiale. Elle est la plus grande des mouvements islamistes de nos jours, caractérisée par une compréhension profonde et la perception précise et complète de tous les concepts islamiques dans tous les domaines de la vie"⁶⁴⁹. Il faut noter que le cheikh Ahmed Yassine avait insisté sur l'indépendance du Hamas: "Nous sommes indépendants dans nos comportements et nos actions, de façon à nous adapter aux réalités palestiniennes"⁶⁵⁰. Pourtant, tous les documents officiels et publics du Mouvement Hamas confirment que son approche et sa pensée ne diffèrent en rien de celles des Frères musulmans⁶⁵¹.

En pratique, le Mouvement des Frères musulmans est un mouvement social-politique, c'est un effort collectif décidé et destiné à modifier la réalité, c'est-à-dire

⁶⁴⁷ *Ibid.*, p. 12-14.

⁶⁴⁸ Ihoud l'ari et Zev shif, « L'Intifada », traduction, Dar Al Jalil, Amman, 1991, p. 194.

⁶⁴⁹ Charte du hamas, article 2.

⁶⁵⁰ Ridwan Ahmad Al Shibani, « Les mouvements fondamentalistes dans le monde arabe », Maktabat Madbouli, le Caire, 2005, p. 185.

⁶⁵¹ Ali Al Jirbawi, *op. cit.*, p. 45.

changer la société dans un sens donné. Ce mouvement prône l'action pacifique pour atteindre ses objectifs, sans pour autant dénier la violence dans certains cas, si la situation l'exige, comme dans le cas du mouvement Hamas qui est une branche du mouvement international des Frères musulmans. Il s'agit là d'une tendance idéologique, non un comportement contre des situations particulières à changer. La différence entre les deux approches (idéologique et comportementale), c'est que la première vise à changer radicalement la réalité, même par étape, c'est le cas du mouvement des Frères musulmans, tandis que la deuxième, celle d'Al-Azhar en Egypte, cherche à s'adapter à la réalité, non la changer. Le Mouvement des Frères musulmans est un mouvement social ayant des modes comportementaux et croyances collectives qui, non seulement s'attaque à la critique des modèles existants, mais cherche à les remplacer par d'autres. C'est donc un mouvement de changement social et politique qui emploie la religion comme cadre idéologique réactionnaire au moyen duquel il traite les questions de changement et de construction de la nouvelle société à laquelle il aspire. Une grande partie de ce mouvement n'hésite pas à recourir à la violence comme voie principale pour atteindre ses objectifs, tel le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais et Al-Qaïda, même si chacun d'eux a ses propres objectifs, indépendamment des références intellectuelles et idéologiques communes et partagées, à savoir : l'Islam.

Se manifeste ici l'indépendance du Hamas par rapport aux Frères musulmans qui rejettent la violence comme un moyen de parvenir à leurs fins. Le Hamas, de son côté recourt effectivement à la violence contre l'occupation et ses agents à l'intérieur. Il a également utilisé la violence pour résoudre ses différends avec le Fatah pour prendre le contrôle de Gaza, contrairement à sa doctrine qui rejette la violence pour atteindre des objectifs partisans, sauf dans le cas d'une légitime défense ou contre une occupation étrangère. C'était la politique adoptée par le Mouvement Hamas aux débuts de la constitution de l'Autorité nationale palestinienne en 1994. Cependant, il n'a pas hésité à utiliser la violence contre l'occupation israélienne en partant des territoires palestiniens contrôlés par l'Autorité nationale dans le but d'embarrasser cette dernière et faire en sorte qu'Israël refuse la poursuite du processus de paix ou, du moins, entraver le processus de négociations pacifiques sur lequel comptait l'OLP pour obtenir l'indépendance nationale. Notons que la lutte armée et toutes les formes de violence avaient été imposées à la direction des Frères musulmans qui ont choisi

l'appellation "Hamas" pour leurs actions violentes en prévision d'un échec possible, comme l'affirme le chercheur Mohib al Nawati. La violence armée ne fait donc pas partie de la doctrine des Frères musulmans qui ont une capacité à cohabiter avec leurs régimes de façon diverses et variées, comme en Egypte, en Jordanie, au Yémen et d'autres pays arabes.

Le mouvement Hamas constitue en cela une exception des branches de l'organisation-mères (les Frères musulmans) en raison de la situation d'occupation israélienne de la Palestine, obligeant les Frères musulmans à user de la violence armée pour ne pas être rejeté par le peuple palestinien qui a donné sa confiance aux factions de l'OLP qui adoptaient toutes la lutte armée contre l'occupation israélienne. De plus, les Frères musulmans avaient porté les armes durant la guerre de 1948 pour défendre la Palestine. Ils étaient donc en retard sur le plan palestinien qui a porté les armes très tôt dans la lutte pour la libération de la Palestine.

Il faut en outre mentionner qu'il nous semble difficilement concevable que le coup d'état effectué par le Hamas contre l'Autorité nationale dans la bande de Gaza fasse partie d'un accord préalable avec les Frères musulmans. Il n'était pas le produit d'une décision collective car cette action a eu des répercussions négatives sur tous les Frères musulmans partout où ils se trouvent, en particulier en Egypte et en Jordanie. De plus, l'indépendance du Hamas vis-à-vis de l'organisation-mère était sous la condition que les actions du Hamas n'affectent pas les autres branches des Frères musulmans, ce qui n'était pas le cas. Les actions violentes du Hamas contre le peuple palestinien, et par la suite le renversement du pouvoir ont eu un impact négatif majeur sur toutes les branches des Frères musulmans arabes. Les Frères ont perdu des sièges au parlement en Egypte, en Jordanie, au Maroc, au Koweït, au Yémen et même le Hezbollah libanais. L'expérience du Hamas dans l'administration de la bande de Gaza a aggravé encore plus ses effets négatifs en raison de la répression et de la suppression des libertés, l'arrestation et la poursuite de militants, l'interdiction d'exercer la résistance armée, même si, comme il le prétend, c'est ce qui le distinguait des autres factions palestiniennes avant sa participation aux élections législatives. Il arrête les résistants et les traite de traîtres, sauf avant la guerre de Gaza, fin 2008 - début 2009, qui était une guerre davantage politique que pour des objectifs de libération nationale. En effet, le mouvement Hamas cherchait à attirer l'attention du monde à lui,

et à la bande de Gaza assiégée. Il a réussi une chose mais échoué dans plusieurs entraînant un différend avec les dirigeants des Frères musulmans en Egypte, considérant que la décision de la guerre était précipitée et mal pensée, qu'elle avait plus d'inconvénients que d'avantages. Il était difficile pour un observateur honnête de constater le respect du Hamas de la trêve avec Israël, unilatéralement déclarée depuis 2005, bien qu'Israël ait mené, durant cette période, des attaques répétées et sévères contre lui⁶⁵². De février 2005 à janvier 2006, Israël a effectué 231427 attaques contre le peuple palestinien, faisant 286 morts dont 68 enfants, 1700 blessés et 3495 prisonniers, le nombre total des prisonniers ayant atteint 9200⁶⁵³.

Par conséquent, il devient évident pour tout observateur que le slogan de Résistance adoptée par le Mouvement Hamas est erroné car, depuis la prise de la bande de Gaza, ce mouvement interdit à tous les groupes et factions de mener des actions de résistance armée contre Israël, considérant toute action militaire de résistance comme une "trahison" de la patrie afin de préserver son contrôle de Gaza des incursions d'Israël, jusqu'à la fin de 2008, lorsque la politique militariste tyrannique de ce mouvement a échoué. Il s'est révélé être incapable de faire lever le blocus et d'ouvrir les frontières. Essayant d'attirer l'attention du monde à lui, il a incité d'autres factions à lancer des roquettes artisanales contre d'Israël qui n'attendait qu'un prétexte pour entamer une guerre sans merci contre le territoire assiégé. Le Hamas a seulement fait semblant de résister: ses dirigeants s'étaient réfugiés dans des abris souterrains ordonnant à ses combattants de surveiller l'intérieur, craignant que le peuple se révolte contre sa tyrannie, surtout qu'il avait refusé l'organisation d'élections anticipées ou d'un référendum sur le programme du président palestinien basé sur les négociations pacifiques avec Israël, rejetant l'usage de la violence armée contre l'occupation⁶⁵⁴ et encourageant toutes les formes de résistance populaire pacifique.

⁶⁵² Mamoun Swaidan, « Le coup d'Etat militaire à Gaza entre conceptions religieuses et politiques », in *Awraq falastiniya, op. cit.*, p. 78.

⁶⁵³ Mohamed Hijazi, « Introduction à une lecture de l'expérience du Hamas au pouvoir », *Ibid.*, p. 117.

⁶⁵⁴ Discours du Président Mahmoud Abas, 16 septembre 2006.

II. Le Hamas et Al-Qaïda: convergences et divergences

Le phénomène de la violence islamiste, ou des groupes islamiques armés comme ils aiment à s'appeler, constitue une partie intégrante des mouvements de l'Islam politique. L'appellation préférée des guides et faquih est probablement "les groupes du Jihad ou Jihadistes". Par phénomène de l'Islam politique nous entendons en général toutes les formes et expressions qui s'inspirent de l'Islam comme la base d'un mode de vie. Le domaine de ce phénomène peut-être politique, social, culturel ou autre⁶⁵⁵. Ce phénomène constitue l'un des plus importants défis que les Etats et les sociétés arabes et musulmanes doivent affronter car il représente une menace grave à leurs sécurités et stabilités.

La plupart des chercheurs et observateurs des mouvements de l'Islam politique s'accordent sur l'origine de l'apparition de tels mouvements : les crises et défis que vivent les sociétés arabes et musulmanes actuelles. Il existe un grand nombre d'explication qui cherchent les raisons de l'expansion de ce phénomène, suivant l'approche et la perspective cognitive des chercheurs, qu'elles soient sociologiques, politiques, culturelles ou psychologiques, sans parler de la vision idéologique qui domine la méthodologie de lecture ou d'explication suivie⁶⁵⁶. Le mouvement Hamas et l'expérience de l'Islam politique dans ses différentes perspectives, présenté au début du présent chapitre, en est un exemple.

Les mouvements de l'Islam politique ont enfanté le courant Jihadiste violent dont la priorité première était de renverser les régimes en place et les remplacer par des régimes islamistes totalitaires car, en effet, ces mouvements sont apparus dans un contexte historique et régional caractérisé par la répression et l'interdiction de l'action politique des islamistes⁶⁵⁷. Ces mouvements montent en puissance à la suite de l'effondrement du nationalisme arabe, notamment après la défaite de Juin 1967. Le phénomène commence donc à prendre de l'ampleur à la fin des années soixante-dix.

⁶⁵⁵ Kamal Habib, « Les transformations du mouvement islamiste et la stratégie américaine », Dar Misr Al Mahroussa, Le Caire, 2006, p. 27.

⁶⁵⁶ Mohamed Shehadeh, « Transformations du discours salafiste... », *op. cit.*, p. 68.

⁶⁵⁷ Tariq Al Bashri, « Traits généraux de la pensée islamiste contemporaine », le Caire, Beyrouth, Dar Al Shorouk, 1994, p. 82-103.

Le monde avait alors connu un certain nombre de bouleversements qui ont favorisé la montée et le renforcement de l'Islam politique dans le monde arabe et musulman : la révolution iranienne en 1979, l'assassinat du président Sadate en 1981, les événements de la Mecque en 1979, les affrontements armés entre les Frères musulmans et le régime syrien la même année, l'invasion soviétiques de l'Afghanistan, également en 1979. Ce dernier événement a fait de l'Afghanistan un refuge pour des groupes islamistes persécutés dans leurs propres pays et a constitué un modèle à suivre tout en alimentant l'imaginaire collectif par la possibilité de rétablir le Califat par la reprise d'une vie islamique totale⁶⁵⁸.

Il convient de noter que les mouvements islamiques de réforme sont construits sur la base de trois niveaux : Al Dawa, Al Ihtissab et le Djihad⁶⁵⁹. Cette catégorisation s'est reflétée sur les visions des mouvements et les groupes islamistes contemporains. Certains ont adopté la notion de Dawa et l'ont placé en tête de leurs priorités, théoriques et pratiques, comme c'est le cas du groupe "Al Tabligh wa Addawa". D'autres groupes et associations un peu partout dans le monde musulman ont également adopté ce principe, sans se préoccuper de l'Ihtissab, c'est-à-dire appeler à faire le bien et prévenir le mal. Car leur approche pour réformer la société se limite à corriger les croyances, les actes de culte et la morale. Ils ne font pas de politique, de jihad ou de combat directement, mais agissent plutôt selon une voie pacifiste dans les rapports avec les différents régimes politiques. Il s'agit donc de mouvements islamistes qui cherchent à faire revivre un mode de vie islamique, appliquer la charia et accéder au pouvoir indirectement, dans le sens où ils ne veulent pas de confrontation avec les régimes, ne nient pas la légitimité politique ou religieuse du régime et ne cherchent donc pas à s'immiscer dans la politique directement. Le Cheikh al-Albani a défini leur slogan: "notre politique : ne pas faire de politique".

D'autres groupes et mouvements ont adopté l'Ihtissab et l'ont placé en tête de leurs priorités. Le plus connu de ces mouvements est la confrérie des "Frères musulmans" dont émane le mouvement " Hamas", sujet de notre recherche. D'autres mouvements, plus rares, adoptent le jihad, sans toutefois adopter les théories salafistes, comme Al-

⁶⁵⁸ Hassan Abou Haniyeh, « Dar al Islam et le Système international dans la pensée salafiste jihadiste contemporaine », Al Misbar, Centre d'études et de recherche Al Misbar, Dubai, mai 2007, p. 39-71.

⁶⁵⁹ Salim Ben Eid Al Hilali, « Les groupes islamistes à la lumière du Livre et de la Sunna », Amman, Al Dar Al Atharaiya, 2004, p. 40.

Qaïda. Les Frères musulmans ont adopté une approche pacifique progressive de traitement avec les régimes politiques. Ils ont exercé une action politique, participé aux élections parlementaires et sont même entrés dans la composition de certains gouvernements dans le monde arabe et musulman. Sous cette catégorie de l'Ihtissab, on retrouve plusieurs discours : le discours de l'Islam politique civil, le discours de partis islamiques et le discours de l'Islam politique révolutionnaire radical⁶⁶⁰.

Le rang de "djihad" est désormais un slogan qu'adoptent un grand nombre de mouvements et groupes islamistes. Il est devenu un courant très vaste englobant un certain nombre de tendances qui ont placé la notion de Jihad au cœur de leurs priorités et stratégies de changement. Les groupes djihadistes sont aujourd'hui les plus répandus dans le monde arabe et musulman. Ils constituent l'un des plus importants éléments du phénomène islamiste contemporain. Al-Qaïda, l'objet de l'étude, est l'un des plus importants groupes à avoir adopté la notion de djihad comme idéologie unique pour renverser les régimes arabes et musulmans en vue d'établir un Etat islamique. Ce courant relève de l'école salafiste jihadiste, qui diffère des autres tendances non seulement dans les principes théoriques, mais dans le côté pratique et concernant la légitimité des régimes en place et leurs rapports avec les puissances coloniales et leurs politiques étrangères.

Ces trois catégories de l'Islam politique peuvent se regrouper en un seul ou coopérer, en fonction de l'objectif et du but à atteindre par tel ou tel groupe, selon le message qu'ils veulent communiquer à un public spécifique. Ils utilisent tous, par exemple, le discours de la Dawa pour faire connaître leurs bases idéologiques et leurs approches pour diffuser la foi. Ils utilisent parfois le discours de l'Ihtissab, du moins un de ses aspects, qui se limite au changement du mal par la parole le cœur. Ils utilisent également le discours djihadiste, à des degrés variables : le djihad pacifique n'est pas le même que le jihad combattant⁶⁶¹. Il est bien connu que les mouvements salafistes djihadistes, dont et surtout Al-Qaïda, adoptent clairement une approche salafiste basée sur le patrimoine de la réforme islamique, ce qui se manifeste dans les bases idéologiques de ces mouvements à la fois en théorie et en pratique.

⁶⁶⁰ Mohammad Shehadeh, *op. cit.*, p. 35.

⁶⁶¹ Abou Al Abas Ibn Taimiya, « Corpus de grandes Fatwa », la Mecque, Vol. 28.

A. La naissance d'Al Qaida

Al-Qaïda est un des plus importants groupes islamiste jihadiste. Les premières apparitions des mouvements salafistes jihadistes contemporains dans le monde arabe et musulman remontent à l'époque où certains jeunes Frères musulmans ont quitté leur mouvement en Egypte. Le premier groupe se faisait appeler "la jeunesse de Muhammad", dans les années quarante. Ce groupe était le premier à introduire l'idée d'une approche violente directe avec le pouvoir pour le renverser et la créer un Etat islamique. Chez les Frères musulmans, le recours à la violence n'a été entériné qu'après la création de "l'organisation secrète" en 1958. A cette époque, un jeune homme qui appartenait à la Fraternité musulmane et l'a quitté alors qu'il se trouvait en prison, Nabil El-Borai, a appelé à recourir à la violence et a formé un mouvement djihadiste armé. Pour cela, il s'était inspiré des idées de Cheikh Al Islam Ibn Taïmiya. Plus tard, il est rejoint par un groupe de jeunes militants dont Ismail Tantawi, Mohamed El-Sharkawi, Ayman al-Zawahiri, Hassan el Hlaoui et Mustafa Alawi. Ismail Tantawi, un intellectuel charismatique et séduisant, a pris la tête de ce groupe. Il y a eu une scission au sein de ce groupe en 1973, dirigée par Mustafa Alawi et quelques autres membres. Ce groupe s'est appelé Organisation du Jihad. C'est ce groupe qui a décidé d'entrer en guerre avec les Juifs sur les frontières du canal de Suez, ce qui l'a rendu plus puissant et a entraîné l'adhésion du lieutenant Issam Al Qamari qui devint plus tard l'un des plus importants éléments l'Organisation du Jihad islamique et qui a dirigé l'opération d'assassinat de Sadate en 1981⁶⁶².

En 1973, Dr. Saleh Sariya a fondé un groupe djihadiste⁶⁶³ connu sous le nom de l'Organisation Technique Militaire. Hassan Halawi, qui dirigeait un groupe de l'organisation du Jihad a rejoint ce groupe. "La jeunesse de Muhammad", encore appelé "Groupe de libération islamique", a tenté de s'emparer du pouvoir en Egypte en 1974⁶⁶⁴, Saleh Sariya étant l'un des premiers fondateurs des mouvements de djihad dans le monde musulman. Il était le premier à établir une théorie complète du

⁶⁶² Rifat Sayyed Ahmad, "La structure armée", Beyrouth, Londres, Riyad El Rayyes Editions, 1991, Vol.1: Al Raffidoun, p. 11-27.

⁶⁶³ Saleh Sariya, d'origine palestinienne, a rejoint les Frères musulmans d'Iraq. Il a travaillé pour la Ligue arabe au Caire et a été introduit aux Frères musulmans d'Egypte. Il a rencontré le guide des Frères, Hassan el Hafsini.

⁶⁶⁴ Ayman Al Zawahiri, « Contemplation dans les mouvements jihadistes », Al SharK Al Awsat, décembre 2001, non publié.

changement. Dans sa vision, la question de la foi et de l'infidélité était omniprésente. Et c'est l'une des questions qu'on ne retrouve pas chez Sayyid Qutb de manière aussi claire et tranchée. Les idées de d'Ibn Taïmiya apparaissent de façon frappante. Elles sont le seul critère de traitement avec autrui chez les mouvements jihadistes: "foi et infidélité", et non un critère de race, de patrie, de sexe ou de sang. C'est d'ailleurs le même critère qu'adoptent les mouvements du jihad aujourd'hui dans le traitement des autres aux niveaux local, régional et international.

Quant à "Al-Qaïda", l'organisation a vu le jour en 1987 fondée par Abdullah Yusuf Azzam, sur les ruines des moudjahidines qui avaient combattu les forces soviétiques en Afghanistan dans les années quatre-vingt du siècle dernier. C'était un mouvement jihadiste islamiste dirigé par Oussama ben Laden. Le mouvement adoptait également l'idée du jihad contre "les gouvernements infidèles" et la libéralisation des pays musulmans de toute présence étrangère. Dès sa création, le mouvement avait reçu de nombreux soutiens, notamment de la CIA pour faire face à l'occupation soviétique⁶⁶⁵. Notons que certains considèrent Al-Qaïda comme une organisation ou un mouvement fondamentaliste islamiste sunnite multinational. L'idée est née entre août 1988 et la fin de 1989 - début des années 1990 qui appelle au djihad international. Parmi ses objectifs : mettre fin à l'influence étrangère dans les pays musulmans, la mise en place d'un nouveau califat islamique, et frapper la coalition judéo-chrétienne qui complot contre l'Islam⁶⁶⁶, partout et avec toute la force possible.

Le nom d'Al-Qaïda a été associé à celui d'Oussama ben Laden et, dans une certaine mesure, à celui d'Ayman al-Zawahiri, comme la seconde figure centrale de cette organisation. Le chef d'Al-Qaïda a commandé la guerre contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979. En 1984, Ben Laden fonde le camp Al-Farouq pour soutenir et financer l'effort de guerre des *Combattants afghans*. De nombreux pays, groupes ou individus ont soutenu cet effort, en tête desquels les États-Unis d'Amérique, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, l'Égypte et plusieurs autres pays qui ont vu en l'invasion soviétique de l'Afghanistan une menace directe ou indirecte⁶⁶⁷. En 1988, Ben Laden a

⁶⁶⁵ <http://www.aljazeera.net>

⁶⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁶⁷ <http://www.yamennation.net/news.7/s2.hot>

créé une base de données des musulmans, rejoint par des *volontaires* spécialisés en armement et formation au combat⁶⁶⁸.

Après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, Ben Laden est devenu un héros du point de vue de l'Arabie Saoudite et l'est resté jusqu'en 1990 lorsqu'Al-Qaïda s'est attaqué à la présence américaine en Arabie saoudite suite à l'invasion irakienne du Koweït dans la même année. L'organisation s'est même attaquée à l'Etat saoudien pour avoir autorisé la présence des forces américaines sur son territoire. Ben Laden a qualifié l'Arabie de force matérialiste et corrompue. Le soutien financier saoudien à Al-Qaïda est alors interrompu et son chef dû se rendre au Soudan en 1990 pour fonder un nouveau fief à Khartoum d'où il exportait ses idées en Asie du Sud-est, aux États-Unis d'Amérique, en Afrique et en Europe. Il a ensuite quitté le Soudan pour l'Afghanistan en 1996 en raison de ses liens étroits avec les Taliban qui contrôlait ce pays. De là, il a déclaré la guerre aux États-Unis d'Amérique⁶⁶⁹. En 1998, Oussama Ben Laden trouve un terrain d'entente avec Ayman al-Zawahiri, secrétaire général du Jihad islamique égyptien. Les deux ont lancé une fatwa appelant à "tuer les Américains et leurs alliés où qu'ils se trouvent", et ont appelé à les évacuer de la mosquée Al Aqsa et de la Mecque⁶⁷⁰.

B. Les bases idéologiques, théoriques et pratiques d'Al-Qaïda

Les années quatre-vingt ont vu une montée en puissance de la pensée djihadiste salafiste dans le monde arabe et musulman, dans un contexte où la guerre froide entre les deux pôles Est et Ouest et leurs alliés, les États-Unis d'un côté et l'Union soviétique de l'autre, avait atteint son point culminant. L'Afghanistan était alors l'un des lieux d'affrontements les plus importants entre les deux pôles. Les États-Unis ont profité de l'occasion pour affaiblir puis démanteler l'Union soviétique via l'Afghanistan. Dans ce cadre, ils ont tout fait pour faire revivre le concept de la "Ceinture Mahométane" en s'alliant aux forces islamiques émergentes pour miner le système socialiste. Ils ont réussi monter une coalition occidentale, arabe et islamique, aidés en cela par un fort désir des régimes arabes et islamiques de se débarrasser des

⁶⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁶⁹ *Ibid.*

⁶⁷⁰ *Ibid.*

fauteurs de troubles attirés par l'idée de "combattre l'ennemi tout près" et inspirés par la capacité de l'Iran en 1979 de contrôler les organes de l'Etat⁶⁷¹.

De leur côté, les régimes arabes et islamiques de cette période, souhaitaient exporter leur excédent de djihad salafiste violent qui commençait à représenter une nuisance et un danger réels. Le djihad afghan a ainsi attiré la plupart des théoriciens djihadistes salafistes, dont le cheikh Abdallah Azzam qui avait publié un livre sur "Le cancer Rouge" en 1980⁶⁷² dans lequel il présente les dangers de la propagation des idées communistes dans le monde arabe. Avec ses compères, il a engagé une véritable rupture avec la pensée islamique qui s'était formée à la fin du 18^e siècle et s'était prolongée jusqu'au milieu du 20^e siècle. Les idées se sont radicalisées et le jihad se retrouve au cœur des priorités en tant que concept révolutionnaire qui rejette la situation générale et les thèses réformistes qui appellent à une application progressive de la charia sur la base d'une approche en douceur pour atteindre ses buts et objectifs. De même, l'action et la théorie de la notion d'Etat⁶⁷³ et les relations avec la communauté internationale sont totalement absentes. Il s'est préoccupé de la notion de djihad en tant qu'idéologie révolutionnaire visant à renverser les régimes "païens" qui contrôlent le monde arabe et musulman, se basant sur le principe de la Hakimiya qui stipule l'excommunication et l'infidélité des régimes et des Etats musulmans contemporains, constitués après la disparition du colonialisme et la création des Etats-nations sur des bases nationalistes, de démocratie libérale, de socialisme de gauche ou même un mélange de ces idéologies⁶⁷⁴.

A ce stade (les années quatre-vingt), les concepts forgés par les fondateurs du discours salafiste djihadiste, comme Qutb et Sariya, (Hakimiya, paganisme et Jihad) commence à s'étendre. Les théoriciens du mouvement salafiste se mettent à puiser dans l'imposant héritage laissé par les imams de Najd en particulier. Leurs thèses semblent davantage collées aux idées Hanbalites, et surtout à celles d'Ibn Taïmiyya et ses disciples, comme Ibn al-Qayyim, et Ibn Kathir... On commence alors à élargir le concept de *Wala* (loyauté) et de *Bara* (désaveu), de gouvernance impie, le retard,

⁶⁷¹ Mohammad Shehadeh, "Transformation du discours salafiste...", *op. cit.*, p. 194.

⁶⁷² Abdallah Azzam, "Le cancer rouge", Amman, Maktabat Al Amki, 1980.

⁶⁷³ Mounir Shafiq, « L'Etat et la révolution : réponse à Marks, Engels, Lénine et comparaisons avec la vision musulmane », Beyrouth, Casablanca, Centre culturel arabe, 2001.

⁶⁷⁴ Ali Oumlil, « Le réformisme arabe et l'Etat national », Beyrouth, Casablanca, Centre culturel arabe, 2005.

l'excuse pour ignorance, les manquements à la foi, le groupe vainqueur, la démocratie, le *Taghouth* et d'autres questions⁶⁷⁵.

L'ensemble de ces questions constitue un système idéologique complet jetant les bases pour qualifier d'infidèle des régimes et des Etats à travers le monde, une infidélité totale des gens du Livre et des systèmes capitalistes démocratiques, socialistes et communistes et nationaliste, mais une infidélité de *Ridda* et d'association dans les mondes arabe et musulmans. Cette dernière question occupe une grande place dans l'idéologie salafiste djihadiste : "le recours au Coran et la Sunna, c'est ça, et seulement ça l'Islam. Le recours à la parole (législation) humaine volontairement et de son plein gré, c'est sortir des rangs de l'Islam. Toute personne qui accepte d'abandonner la Parole de Dieu et de placer devant elles la parole d'humains, n'est plus de la religion de l'Islam; c'est l'infidélité même, sans aucune ambiguïté" écrit Abdallah Azzam. Puis il ajoute: "un Taghout est un Taghout, qu'il soit arabe ou américain, afghan ou russe. Les infidèles sont un groupe uni. Ceux qui légifèrent autrement que par la parole de Dieu, sont infidèles, même s'ils prient, jeûnent et pratique tous les rites religieux⁶⁷⁶". Ainsi, tous ceux qui gouvernent autrement que par les lois de Dieu et de la Sunna de Son Messager, Muhammad, sont infidèles, indépendamment de leur appartenance nationale.

A partir de l'ensemble des transformations idéologiques, le nouveau discours salafiste propose une idéologie politique différente du discours salafiste traditionnel, comblant les lacunes et défauts du salafisme traditionnel. Le nouveau salafisme pâtit de la politique et du jihad ignoré et combattu par la vision salafiste traditionnelle des décennies durant. Une nouvelle idéologie, théorique et pratique est mise en place, dirigé par "al-Qaïda", objet de notre étude. Ce courant s'oppose donc aux deux autres du salafisme, le courant de la Qawa, la Prédication, et de l'Ihtissab auquel appartient fondamentalement le Hamas.

⁶⁷⁶ Abdallah Azzam, « La doctrine et son impact sur la construction de la génération », Amman, Dar Al Bashir, 2002, p. 94.

C. Les concepts théoriques du discours salafiste djihadiste face à la vision du mouvement Hamas

Sayyid Qutb et ses deux ouvrages, "Ma'lim fi attariq" ("Jalons sur la route") et "Fi Zilal Al Qura", ("Sous les ombrages du Coran") est l'une des figures les plus importantes de la pensée des mouvements djihadistes dans le monde musulman. Il a proposé un certain nombre de concepts qui sont devenus des jalons établis dans la marche des mouvements islamistes armés, en termes d'approche et de pratique. Il a développé le concept de l'unicité (divine) dans sa composante religieuse (l'unicité de Dieu, du Seigneur, de ses noms et attributs), politique à travers le concept de Hakimiya, et sociale à travers le concept de l'ignorance de l'Islam (Jahiliya) et le concept de la foi et de l'Islam. Du point de vue pratique, il a conceptualisé le djihad, la communauté et l'avant-garde ainsi que d'autres concepts qui ont jeté les bases du discours violent adopté par "Al-Qaïda" et les autres organisations djihadistes salafistes plus tard dans les années soixante-dix: le Taghout (tyrannie), wala et bara (loyauté et désaveu). Les concepts théoriques sont ainsi basés sur quatre piliers

1. Unicité

Le concept d'unicité est l'un des plus importants du discours salafiste djihadiste, à la fois politique (Hakimiya), social (Jahiliya) et international (Wala et Bara) dans le traitement avec l'autre grâce à une norme d'infidélité et de foi. C'est ce concept qui caractérise Al-Qaïda et le mouvement Hamas dans de nombreux aspects. Le Hamas, et les Frères musulmans en général, rejettent la façon d'agir d'Al-Qaïda et des autres organisations du salafisme djihadiste. Ils rejettent les implications de ce concept dans les domaines politique et social pratiqués par le Hamas qui ne considère pas infidèle la société, ni ne la considère ignorante. Cependant, ils sont d'accord avec le concept d'unicité dans ses trois aspects.

2. Foi et Islam

Le concept de Foi et d'Islam est l'un des principaux piliers du discours salafiste djihadiste d'Al-Qaïda et ce en raison des conséquences sérieuses de la répartition des gens entre croyants et infidèles et la division du monde sur la base de pays, pays

d'Islam (Dar Al Islam) ou mécréants (Dar Al Kufr), et de la façon de traiter avec l'un et l'autre dans les domaines de la prédication, de l'Ihtissab et du djihad, et de la foi. Selon le courant salafiste djihadiste, la foi est parole, croyance et travail, qui peut augmenter ou diminuer. Chez leurs opposants, la foi est parole et croyance uniquement. La notion de foi est le critère sur lequel se base Al-Qaïda et non pas celui de sexe et de race dans le traitement avec l'autre. C'est là que cette organisation rejoint d'autres mouvements et groupes islamistes⁶⁷⁷

Sur la base de ces concepts, Al-Qaïda et l'ensemble du courant djihadiste salafiste divisent les Etats et peuples entre infidèle et musulman. Ils traitent ainsi également tous les êtres humains indépendamment de leur race, sexe, ethnie ou nationalité, ils sont tous infidèles, mais il y en a qui sont déjà infidèles, les Croisés, les communistes et les juifs, et des infidèles Dora, ceux qui ont renié la religion de Dieu et qui sont plus hostiles à l'Islam. Il faut donc les combattre avant les autres infidèles, les mécréants, les Juifs, les chrétiens et les communistes. Abou Qatada s'exprime ainsi : "Le djihad dans la voie de Dieu est contre les renégats autant que contre les autres, parce qu'il faut assurer le capital avant le profit et l'augmentation. La preuve que les dirigeants sont des renégats, c'est qu'ils ont remplacé la loi du miséricordieux et s'allient aux Juifs, Chrétiens et Communistes, ils sont hostiles aux croyants et successeurs des Messagers de Dieu. Celui qui commet de tels actes est *kafir* et renégat à l'unanimité de la Oumma musulmane"⁶⁷⁸. Ici apparait le désaccord avec le mouvement Hamas qui appelle à l'alliance avec les pays arabes et islamiques, dirigeants et peuples, dans sa lutte contre les forces du colonialisme et d'occupation, parce qu'il voit en eux un soutien aux causes des peuples arabes et islamiques.

3. *Hakimiya*

C'est un des concepts-piliers de la pensée salafiste djihadiste, notamment d'Al-Qaïda. C'est le concept premier de Qutb, le chef spirituel du salafisme djihadisme contemporain. Pour lui, il n'y a pas d'autre dieu qu'Allah et il n'y a d'autre souveraineté que pour Allah, il n'y a de loi que celle de Dieu, il n'y a d'autorité de

⁶⁷⁷ Mohammad Shehadeh, « Transformations du discours salafiste », *op. cit.*, p. 74-75.

⁶⁷⁸ Omar Mahmoud Abou Omar (Abou Qatada), « Pourquoi faire le Djihad », *Minbar Al Tawhid Wal Djihad*, p. 4.

personne sur personne puisque Dieu a toute autorité⁶⁷⁹. Avant lui, Abu Ala Mawdudi avait placé la souveraineté de Dieu contre celle des humains, la divinité de Dieu contre la servitude de l'homme, et la dépendance à Dieu pour toute source dans l'organisation des affaires de la société⁶⁸⁰. Le concept de souveraineté chez Sayyid Qutb c'est la sincérité de la servitude à Dieu seul, la libération de la gouvernance humaine et de la puissance des tyrans (Taghout) qui incluent tous les systèmes démocratiques, socialistes ou séculaires dans toutes leurs formes.

Le concept se base également sur le principe de l'Ijtihad. Al Hakimiya signifie la soumission des sujets à leur Seigneur, le bannissement du culte des personnes et l'adoration du Seigneur de l'humanité en les soustrayant à la souveraineté, aux lois, valeurs et traditions des hommes. La Hakimiya de Dieu se manifeste dans la domination de sa loi (charia) qui signifie pour Qutb: "Toutes les lois pour régler la vie humaine, c'est-à-dire les fondements de la croyance, de la gouvernance, de la morale, du comportement et de la connaissance aussi⁶⁸¹". La Hakimiya est le fondement de l'Islam, parce que l'Islam est venu "ramener les gens à la gouvernance de Dieu, tout comme l'univers qui contient les gens. Le pouvoir qui régit leur vie est le pouvoir qui régit leur existence"⁶⁸². Les intérêts des sujets se règlent dans la loi de Dieu. On ne peut en sortir car cela constitue un sacrilège ou un reniement, ce dernier étant pire que le premier.

Dans son plaidoyer devant la Cour de sûreté de l'Etat de l'Egypte dans l'affaire du Djihad égyptien, après l'assassinat de Sadate en 1981, Abdel-Rahman a affirmé que la Hakimiya signifiait que Dieu est l'unique législateur et que nul autre que lui ne pouvait légiférer, juger ou ordonner. Le droit de légiférer n'est accordé à aucune créature, à aucune institution, aucun parti, parlement ni toute l'humanité. La seule source est Dieu: Il l'a détient seul et Lui seul. Les gens ne font qu'appliquer des lois décrétées par Dieu. Il est seul détenteur du pouvoir. Tout ce qu'Il n'a pas prescrit n'a pas autorité. Les gens n'ont pas le droit de légiférer d'emblée, tout ce qu'ils peuvent faire, c'est l'application directe des lois de Dieu, déduire ou procéder par analogie des

⁶⁷⁹ Saiyyed Qutb, « Ma'alim Fil Attariq », vol. 1, 10e édition, Beyrouth, Le Caire, Dar Al Shorouk, 1984, p. 24-25.

⁶⁸⁰ Abu Ala Mawdudi, « Le califat et le règne », Kuwait, Dar Al Ilm, 1978, p. 17

⁶⁸¹ Saiyyed Qutb, *op. cit.*

⁶⁸² Saiyyed Qutb, *op. cit.*, p. 49.

dispositions de Dieu dans les cas où ce n'est pas dit expressément. L'interdiction ou l'autorisation sans source juridique, c'est vouloir partager la souveraineté et orienter vers l'adoration d'un autre qu'Allah⁶⁸³.

Abdel Qader Abdel Aziz, émir du Jihad islamique égyptien se base sur la nécessité de recourir à la Charia, et tout le contraire n'est que *Kufr*. Il montre que le recours à une personne qualifiée selon la Charia, en l'absence de celle-ci, est une obligation légale : "Le recours des musulmans à la Charia - dans leurs différends – est une obligation qui fait partie de la foi. La laisser est *kufr*. La majorité des musulmans ignore cette obligation. Ils acceptent les lois de la mécréance dans leurs affaires de sang, d'honneur et de biens"⁶⁸⁴. D'autant plus que le colonialisme, sous ses formes multiples, a réussi à contrôler les musulmans, à travers la domination de leurs ressources : les hommes, la richesse et l'unité. L'Occident a utilisé des moyens pour atteindre ses buts et objectifs pour le contrôle des pays et des gens dans le monde arabe et dans le monde musulman, à travers notamment son contrôle du pouvoir dans les pays musulmans.

Par conséquent, l'Occident n'a quitté les pays musulmans qu'après s'être assuré de la présence d'enfants de musulmans convaincus d'entreprendre la mise en œuvre de ce dont il a jeté les bases. Cette catégorie laïque contrôle les rênes du gouvernement et de l'armée et de la politique dans les différents pays musulmans d'aujourd'hui⁶⁸⁵. Par conséquent, "l'infidèle colonisateur a évacué ses forces de nos pays, mais il les régit encore à ce jour par ses lois et son système politique, économique, militaire, éducatif, médiatique et social. Les infidèles n'ont pas mis fin à la colonisation de nos pays, comme certains le pensent".

Al Maqdissi ne fait pas de distinction entre l'unicité de Dieu et celle de Hakimiya, il considère même que cette dernière fait partie de la première. Il dit: "il ne fait aucun doute que l'unicité de la Hakimiya fait partie de l'unicité de Dieu, parce que si l'unicité de Dieu est l'unicité d'Allah dans les actions des adeptes, dans la législation, le gouvernement et la justice, la Hakimiya l'est aussi"⁶⁸⁶. Il affirme aussi que "les

⁶⁸³ Omar abderrahman, « Kamilato Haq », Dar Al Itissam, Le Caire, p. 98.

⁶⁸⁴ Abel Qader Abdel Aziz, « Al Jami fi talab Al Ilm Al Sharif », vol. 5, partie 2, p. 1045.

⁶⁸⁵ Ibid., p. 1046.

⁶⁸⁶ Abou Mohammad Al Maqdissi, « Différence entre unicité de la Hakimiya et l'unicité de Dieu », Minbar Al Tawhid wal Djihad, <http://www.tawhis.ws>

accusations d'extrémisme ou de terrorisme dans divers médias sont promues par les gouvernements pour éloigner les gens de nous et de notre prédication, surtout parce que toute notre thèse se concentre et se caractérise par la question de la Hakimiya⁶⁸⁷". Abou Qatada (Omar Abou Omar) approuve le fait que le concept de la Hakimiya s'inscrit dans le cadre de l'unicité de Dieu, c'est-à-dire que Dieu est souverain et législateur, et détermine les rites et les lois⁶⁸⁸.

La pensée des mouvements salafistes djihadistes s'appuie donc sur les bases évoquées précédemment, tout comme Al-Qaïda se construit sur le principe de la Hakimiya qui rejette les constitutions, les règlements, les gouvernements et les institutions politiques (parlement, partis politiques, gouvernements et systèmes judiciaires) et militaires (armées et service de sécurité) dans le monde arabe et musulman, parce qu'ils ne respectent pas l'unicité, c'est-à-dire rendre à Dieu seul le droit de législation et de gouvernance⁶⁸⁹. Ainsi, Al-Qaïda considère que la démocratie est une prédication infidèle qui cherche à diviniser l'individu et n'a rien à voir avec la Choura islamique. Les électeurs doivent savoir qu'ils donnent sciemment délégation à des représentants dans l'exercice de la souveraineté associationniste (en dehors de la loi de Dieu), et ils deviennent alors eux-mêmes infidèles. L'autorisation par l'Islam des élections n'est pas une preuve que les élections qui se déroulent dans les pays sont démocratiques. La mouvance djihadiste estime que les systèmes non théocratiques en place dans les pays musulmans, c'est-à-dire les soi-disant Constitutions associationnistes et ceux qui les écrivent, partagent la souveraineté avec Dieu. Les musulmans qui agissent au sein de tels systèmes sont des renégats puisqu'il faut, pour siéger dans ces Conseils, reconnaître une Constitution nationale infidèle. Se référer à la parole des humains au mépris de celle de Dieu n'est plus de l'Islam, c'est l'infidélité sans ambiguïté. Obéir à une législation humaine avec satisfaction sincère est une association qui fait sortir de la religion⁶⁹⁰.

⁶⁸⁷ Abou Mohammad Al Maqdissi, entretien avec Marwan Shehadeh, journal électronique Al Asr, 5 juillet 2005.

⁶⁸⁸ Abou Qatada, « Unicité de Dieu et divisions », article publié dans les œuvres complètes, Minbar Al Tawhid wal Djihad.

⁶⁸⁹ Marwan Shéhadeh, « Transformations provoquées par Al-Qaïda dans le discours salafiste djihadiste, nouvelle lecture », Centre d'études Al-Jazeera, dossiers de recherches, p. 29.

⁶⁹⁰ Abdallah Azzam, « Al Qaïda et son impact dans la construction de la génération », *op. cit.*, p. 50.

Sur la base de la caractérisation des systèmes comme infidèles, ignorants et tyranniques, toute participation dans les institutions politiques, que ce soit par des élections législatives, municipales ou même en occupant des postes gouvernementaux, de sécurité ou militaires, légitimise la réalité politique corrompue et soutient des injustes contre les musulmans, et contribue à la pérennisation des régimes. Il n'est donc pas permis de participer en tant que candidat, électeur ou même en occupant des postes gouvernementaux, notamment supérieurs, qui approchent des cercles de prise de décision, parce que ce serait alors aider le tyran dans sa tyrannie et dans sa corruption. Par conséquent, les hauts fonctionnaires dans les pays arabes et musulmans sont partenaires dans l'infidélité. Les Frères musulmans en général, et le mouvement Hamas en particulier, ne sont pas d'accord avec cette vision. Nous savons que le Hamas a participé aux élections municipales palestiniennes en 2005 et aux élections législatives de 2006. Il a formé le dixième gouvernement seul dans la même année, puis s'est retourné contre l'Autorité nationale et surtout contre le président. Il a pris le contrôle de la seule Bande de Gaza bien qu'il reconnaisse la Constitution palestinienne et mène son combat juridique et politique sur cette base. Il reconnaît les élections et y a participé. Il s'apprête aujourd'hui à participer aux troisièmes élections législatives prévues pour mai 2012 lors de la rencontre Mahmoud Abbas - Khaled Mechaal au Caire en novembre 2011.

Ainsi donc, la seule participation du mouvement Hamas dans les élections palestiniennes et le fait de gouverner conformément à la Constitution est une négation pratique de toutes les thèses du courant salafiste djihadiste en général, et d'Al-Qaïda en particulier. C'est donc là une séparation nette et fondamentale quant au concept de la Hakimiya, base principale de la pensée d'Al-Qaïda et ses consœurs djihadistes salafistes. Le mouvement Hamas ne voit pas d'objection à la participation à l'action politique palestinienne sur une base démocratique. C'est-à-dire qu'il croit en la démocratie comme base pour un partenariat politique entre les factions et les forces nationales palestiniennes, chacune selon sa taille, ses performances et ses partisans. De même, il a indiqué à plusieurs reprises qu'il accepterait le verdict du peuple palestinien. Par conséquent, le Hamas ne voit pas de contradictions entre la Choura et la démocratie. Il les considère même complémentaires. Il croit également que les hommes ont le droit à l'Ijtihad, pour rendre la vie plus facile aux gens. C'est d'ailleurs l'orientation générale des Frères musulmans, dont le Hamas, qui participent aux

élections parlementaires dans tous les pays arabes (Jordanie, Koweït, Egypte, Tunisie, Maroc et Yémen) et partout où ils peuvent le faire. Ils ont formé des gouvernements au Maroc et en Tunisie après avoir obtenu la majorité parlementaire, tout comme le Hamas en 2006.

4. La Jahiliya

Le concept de *Jahiliya* constitue le quatrième pilier théorique de la pensée du courant salafiste djihadiste et d'Al-Qaïda. Pour Sayyid Qutb, le premier à théoriser le concept (mais aussi pour ses successeurs) la *Jahiliya* ne concerne pas uniquement la période préislamique caractérisée par l'ignorance et l'insouciance, au contraire, elle est ancrée et se prolonge dans le temps : "Aujourd'hui, nous vivons une *Jahiliya* comme celle que l'Islam premier a connu ou même pire. Tout autour de nous est *Jahiliya*: les perceptions, les croyances, les coutumes, les traditions, les sources de la culture, les arts et les lettres, les règles et lois, même beaucoup de ce que nous croyons être une culture islamique, des références islamiques, de philosophie et de pensée islamique est aussi le fait de la *Jahiliya*"⁶⁹¹. Sayyid Qutb considère ainsi que toutes les sociétés musulmanes contemporaines sont ignorantes. Il définit ainsi une société ignorante : "toute société qui ne se voue pas entièrement au culte de Dieu seul, vivant ce culte dans sa croyance, dans les rituels et les lois. Toutes les sociétés sur terre tombent sous cette définition"⁶⁹².

Le livre de Mohammed Qutb, "*L'ignorance du XXe siècle*" affirme que toutes les *Jahiliyas* ne croient pas en Dieu vraiment, et c'est la caractéristique commune importante de toutes les *Jahiliyas* à travers l'histoire. Elle est même la base sur laquelle naît l'ignorance, et se construisent toutes les autres aberrations dans la perception et le comportement. La vraie doctrine détermine pour l'homme sa bonne place dans l'univers, corrige sa voie dans le temps et l'espace. Elle lui indique la bonne destination, lui trace un chemin droit pour que soient droits sa conscience et son comportement, ses sentiments et ses actions, ses principes et sa réalité. Il devient tout entier, comme il se doit, un ensemble cohérent, allant dans la bonne direction. Sur ce point également le Hamas diverge de la mouvance salafiste djihadiste, dont Al-Qaïda, qui traite d'infidèle et d'ignorante la société. Le Hamas considère en effet que la

⁶⁹¹ Sayyid Qutb, « Jalons sur la route », *op. cit.*, p. 91-92.

⁶⁹² *Ibid.*, p. 88-89.

société palestinienne fait partie de la société arabe et musulmane, qui sont des sociétés musulmanes et qu'il convient de traiter avec sur cette base. Il travaille même avec les minorités religieuses en Palestine (chrétiens), et s'est allié avec eux lors des élections législatives et soutenu un candidat chrétien exprimant ainsi l'unité du peuple palestinien en considérant que la distinction entre Palestiniens chrétiens et musulmans ne sert seulement que l'occupation israélienne et ses alliés et collaborateurs.

Le mouvement Hamas a également affirmé plus d'une fois qu'il était un mouvement politique palestinien de libération fondé sur l'Islam comme voie et vision dans son djihad contre l'occupant israélien, qu'il travaillait avec le peuple palestinien et toutes ses forces pour le bien du peuple et de la cause palestinienne. Il collabore avec les gouvernements et les peuples arabes et islamiques pour libérer tout le pays du colonialisme étranger, à la fois directement et indirectement. Il croit en la volonté du peuple palestinien musulman, croyant en Dieu et en la justice de sa cause. Il ne voit donc aucune ignorance dans les sociétés arabes et islamiques. Il voit seulement quelques manifestations de corruption et d'écart qui peuvent résulter de la méconnaissance de la religion musulmane et dont la responsabilité incombe aux forces islamiques dans le cadre de leurs projets de prédication, de mobilisation et d'instruction des gens. Nos peuples arabes et musulmans sont musulmans par nature. Ils croient en Allah l'unique Dieu sans associé. Tout ce qu'il faut faire, c'est développer la conscience et la sensibilité religieuse, élever le niveau de préparation pour le Jihad dans la voie de Dieu.

En termes de concepts théoriques du courant salafiste djihadiste, il existe un certain nombre de questions qui ont fait une différence fondamentale de classification. Dans le domaine de l'unicité, les salafistes djihadistes se séparent du Hamas dans l'unicité de Dieu. Tandis que le Hamas maintient le concept traditionnel de l'unicité de Dieu, Al-Qaïda développe le concept clé de Hakimiya qui consiste à donner à Dieu seul le droit de législation. Ce qui signifie, dans ses applications pratiques, le rejet de la démocratie, le gouvernement étant nommé par le peuple, directement ou par l'intermédiaire des représentants du peuple dans les différentes assemblées législatives. Les salafistes djihadistes et Al Qaïda traitent de renégats tous ceux qui s'adonnent à la démocratie, à ses trois niveaux, législatif, exécutif et judiciaire, mais ceci est valable aussi pour la participation aux élections, à l'armée, la police et autres

institutions démocratiques⁶⁹³. Le Hamas a justement fait complètement l'inverse, il a participé à toutes les institutions de l'Autorité nationale palestinienne et il brandit aujourd'hui le slogan de la politique de partenariat avec le Fatah et toutes les factions nationales palestiniennes et demande leur participation effective dans les services de sécurité palestiniens. Il fait également partie du parlement, des municipalités et du gouvernement, et cherche à rejoindre l'OLP en conformité avec le principe démocratique qui stipule la tenue d'élections pour choisir les membres du Conseil national palestinien, partout où il est possible de le faire. Il est en accord avec la désignation de représentants des Palestiniens de la diaspora en cas d'impossibilité d'organiser des élections démocratiques libres et équitables. Le Hamas ne met donc pas en pratique le principe de la Hakimiya qui prévaut dans la mouvance salafiste djihadiste, tout au contraire.

Sur le plan du discours politico-social, un concept important est celui de l'ignorance, qui constitue un changement fondamental dans le discours d'Al-Qaïda et du salafisme djihadiste par rapport au salafisme traditionnel, qui comprend le Hamas. Les salafistes djihadistes considèrent que les sociétés contemporaines se trouvent dans l'ignorance parce qu'elles ne sont pas régies par la charia islamique dans leurs actions et leurs orientations théoriques et pratiques. Les sociétés contemporaines sont toutes dans l'ignorance. L'ignorance n'est pas antéislamique, mais un plutôt un état qui existe à chaque fois qu'existe ce qui le caractérise. Dans le domaine de la foi et de l'Islam, les salafistes djihadistes considèrent la foi comme croyance, parole et action, qui augmentent ou diminuent. Une personne ne peut être qualifiée de croyante que si elle remplit un ensemble de conditions et de critères. S'il en manquait un, elle est infidèle. C'est là une différence fondamentale entre le Jihad salafiste et le salafisme traditionnel, dont le Hamas fait partie. Le mouvement Hamas ne tient pas à la partie qui concerne l'action, il incite les gens à agir mais refuse de les traiter d'infidèles tant qu'ils reconnaissent l'unicité de Dieu Tout-Puissant et que Muhammad est le Messager d'Allah.

⁶⁹³ Abou Mohammad Al Maqdisi, *Différence entre unicité de la Hakimiya et unicité de Dieu, op. cit.*

D. Les conceptions pratiques du discours salafiste djihadiste et la vision du le Hamas

Il existe, à côté des concepts théoriques de base du discours salafiste djihadiste, quatre piliers de base qui représentent la partie pratique de ce courant : le groupe, le djihad, le Wala et Bara et le Taghout. Il s'agit des outils importants dans le processus de changement radical recherché par ce courant islamiste violent, de "l'expiation et de l'explosion" ou encore appelé "fondamentaliste extrémiste" ou "la violence islamique". Les tenants de ce courant aiment à s'appeler "le courant du djihad". Ce concept est au cœur de la vision et de la pensée de cette tendance.

1. Le groupe (Jama'a)

Qutb affirme que le processus de la renaissance islamique ne peut se faire que par un rassemblement organique ou un groupe de croyants, ou encore Les conceptions pratiques du discours salafiste djihadiste et la vision du le Hamas une génération coranique unique qui a pour exemple et guide la première génération des compagnons du prophète qui s'était abreuvée à la source de l'islam, le prophète, et qui avait cette place historique unique⁶⁹⁴ Les conceptions pratiques du discours salafiste djihadiste et la vision du le Hamas. Cette génération-là représente la croyance pure. "Lorsqu'un homme croit en ce dogme, commence alors la communauté musulmane. Quand le nombre de croyants atteint trois, la communauté musulmane est. Les trois deviendront dix, les dix cent, les cent mille et les mille douze mille... l'existence de la communauté musulmane apparaît au grand jour", écrit Qutb⁶⁹⁵. Et l'ignorance n'est pas une théorie abstraite, mais une société active. Annuler cette ignorance ne peut être réalisée que par la mise en place d'un rassemblement organique militant plus fortement dans ses bases théoriques et organisationnelles. Dans son livre *Les conceptions pratiques du discours salafiste djihadiste et la vision du le Hamas Jalons sur la route* Les conceptions pratiques du discours salafiste djihadiste et la vision du le Hamas, Qutb identifie les besoins de ce rassemblement qu'il appelle groupe, avant-garde ou base solide. Plus tard, les mouvements violents et pacifiques de l'islam politique se sont basés sur ces appellations. Il a aussi défini les contours de cet ensemble en mettant

⁶⁹⁴ Saiyyed Qutb, "Jalons sur la route", *op. cit.*, p. 118.

⁶⁹⁵ *Ibid.*, p. 14.

l'accent sur l'excellence et la distinction, le lien de croyance, la méthode de réception, les provisions pour la route (le voyage), l'épreuve, la nature du djihad et la sublimation de la foi. On retrouve tous ces termes dans tous les livres des mouvements djihadistes ultérieures.

Il convient de noter que ce concept de groupe est un des plus importants concepts de la jurisprudence (Fiqh) d'aujourd'hui qui n'était pas abordé avant la chute du califat turc en 1922. Selon Omar Abou Omar, "les sunnites considéraient qu'être sous la bannière d'un Imam, auquel ils doivent obéissance et loyauté, les place sous le nom de groupe. Ils n'avaient donc pas besoin d'aborder cette question à un niveau plus large qu'elle ne l'était, en raison des limites de cette acception et de l'éloignement de la compréhension correcte de la notion de groupe telle que présentée dans la charia comme l'avaient comprises les premiers musulmans. Mais dès la chute de ce lien (le califat), les sunnites ne savaient comment résoudre ce problème. Ils hésitent encore⁶⁹⁶".

Le groupe islamique explique que sa voie pour le changement se limite à trois actions: la prédication, promouvoir le bien et prévenir du mal, et le jihad dans la voie de Dieu. Cela ne peut être atteint que par un groupe dont les actions sont conformes à la religion et qui refuse la flatterie ou la paresse. Un groupe capable de comprendre toutes les expériences précédentes. Le groupe et l'action collective est la seule traduction du commandement d'Allah et de son Messager d'unité, de coopération dans la justice, de piété et d'attachement à la religion. Le groupe est la bonne image de l'alliance totale parmi les fidèles. Laisser l'action collective et y préférer l'individualisme signifie désobéir au commandement d'Allah et de son Messager et tomber dans la désunion, la négligence de la coopération dans la justice et la piété et réduire l'alliance et la loyauté envers les croyants. Tout cela nous donne une justification suffisante et des raisons pour l'adoption de la méthode d'action collective et choisir le "groupe" comme voie unique d'obéissance à Allah et à Son Messager, et d'exécution de leurs commandements. Il existe une autre justification pour le travail en groupe que notre religion n'a pas négligée: "tout ce qui est nécessaire pour accomplir un devoir est devoir. Il y a tant de devoirs qui nous sont imposés et qui ne pourraient jamais être accomplis qu'en s'engageant dans le groupe et dans l'action

⁶⁹⁶ Omar Abou Amar, *Le Djihad, « Contemplations dans la méthode »*, Amman, Dar Al Baiyariq, 1999, p. 19.

collective". L'établissement de la religion est enjoint par la parole de Dieu Tout-Puissant : "Etablissez la religion"⁶⁹⁷. Il faut donc nécessairement affronter tous les ennemis qui veulent établir l'ignorance. Cet affrontement exige préparation et combat pour évincer les dirigeants infidèles laïques, lutter contre les communautés qui s'abstiennent des enseignements de l'Islam et combattre l'ignorance dans tous les domaines : médias, éducation, orientation, instruction et autres... Et sortir de l'action collective signifierait désobéir à l'ordre d'Allah et de Son Messager et cela signifie aussi laisser la majorité des lois et préceptes de cette religion et donc ne pas les appliquer... Le groupe actif pour la religion de Dieu doit être engagé dans ses affaires par la charia, dans ses buts et objectifs, dans la foi et la compréhension de celle-ci, dans son mouvement et sa quête, mais il faut insister sur l'obligation de s'engager dans le groupe dans son action et le respect de la charia en raison de l'importance de cette question⁶⁹⁸.

Le Palestinien Abou Qatada a également affirmé que remplir les obligations religieuses pour un musulman, en particulier le Jihad dans la voie de Dieu Tout-Puissant, ne pouvait se faire que dans le cadre d'une action collective et organisée effectuée par des personnes de loyauté, de compréhension, de connaissance, d'intelligence et de patience. On ne peut mener une telle action seul, il faut de la solidarité et de l'entraide⁶⁹⁹. Les musulmans doivent donc constituer leur groupe et lui obéir, étant le groupe sauvé et victorieux annoncé par le Prophète Muhammad. Il considère que l'entrée d'un musulman dans ce groupe ou parti est une obligation religieuse et raisonnée, à condition que ce parti ou groupe réponde aux spécifications du groupe victorieux afin d'être le bon groupe, bien guidé. Ce groupe a été décrit en détail par le Prophète⁷⁰⁰.

2. *Le Djihad*

Le Djihad est l'un des concepts les plus importants chez les salafistes djihadistes, étant l'outil le plus important pour changer les systèmes, nationaux ou

⁶⁹⁷ Le Coran, sourate Al Choura, verset 12.

⁶⁹⁸ « Charte de l'action musulmane », le Caire, publications du groupe musulman égyptien, 1984, p. 62, 106 et 109.

⁶⁹⁹ Abou Qatada, *op. cit.*

⁷⁰⁰ Abou Omar, *op. cit.*

internationaux. Le concept de jihad occupe une place primordiale dans la pensée des islamistes en général, aussi bien chez les Frères musulmans que chez le reste des courants salafistes djihadistes, qui sont des ramifications des Frères musulmans. Le fondateur de la confrérie, Hassan al-Banna, a écrit un livre, "*Le message du jihad*" dans lequel il détaille la compréhension par les Frères du jihad. Il conclut ainsi : "Chers frères : la nation connaît bien la mort, sait comment mourir d'une mort noble. Allah lui donne vie dans ce monde et une vie éternelle dans l'au-delà. L'illusion qui nous a humiliés n'est autre que l'amour du monde d'ici-bas et la haine de la mort. Préparez-vous pour une grande œuvre, cherchez à mourir et la vie vous sera donnée. Sachez que la mort est inévitable, qu'on ne meurt qu'une seule fois. Si vous mourez dans la voie de Dieu, vous remporterez la victoire et la récompense de l'au-delà. Faites en sorte de mourir d'une mort noble et vous aurez le bonheur complet. Qu'Allah nous accorde à tous la dignité du martyr dans sa voie"⁷⁰¹.

De l'avis d'Abou Qatada, la relation entre l'épée et le stylo, ou entre le djihad et l'Ijtihad est particulièrement étroite. En cas de défaut dans cette relation, il y a alors corruption et ruine. Et il ajoute: "pour établir la religion, pour obtenir un haut rang et vaincre, Dieu a envoyé avec son Prophète le Livre, la balance et le fer... Son livre nous guide vers le droit chemin et le fer corrige ceux qui s'en écartent. Les gens ne se corrigeront que comme ça. A chaque fois que faiblit l'un ou l'autre, le livre ou le fer, la corruption et la ruine règnent". Il se base pour cela sur le Hadith du Prophète Muhammad : "J'ai été envoyé avec le sabre, tout près du jugement dernier, jusqu'à ce que Dieu seul soit adoré. C'était son lègue à la Oumma: le livre guide et le sabre prévient et corrige. Les gens sont de deux sortes: les savants et les gens du Jihad. Allah a donné ces deux vertus au meilleur de la création après les prophètes, les compagnons"⁷⁰². La prédication et le Jihad sont continus, sans interruption, depuis le temps du Prophète, jusqu'à maintenant. A ce sujet il dit: "c'est une chaîne de prédication et de Jihad dont les anneaux s'étendent d'une époque à l'autre, elle ne s'est jamais interrompue, jusqu'à ce jour"⁷⁰³.

⁷⁰¹ Hassan el-Banna, Lettres, p. 171.

⁷⁰² Abou Qatada, pourquoi faire le Djihad, *op. cit.*, p. 4.

⁷⁰³ *Ibid.*, p. 7.

Al-Qaïda et la tendance salafiste jihadiste n'ont d'autre stratégie que le combat et le djihad. Abdel-Salam Faraj affirme que le Jihad violent est une obligation pour tous les musulmans contre leurs gouvernants. "Pour les pays islamiques, l'ennemi demeure à l'intérieur. Il contrôle même les rênes. Cet ennemi est ces dirigeants qui ont accaparé le pouvoir en pays d'Islam. Par conséquent, le Jihad contre eux est un devoir"⁷⁰⁴. De son côté, Abou Qatada affirme que "ces dirigeants corrompent la terre, à cause de ce qu'ils ont de haine pour cette nation, et parce qu'ils règnent avec le droit de Satan. Dieu a ordonné aux fidèles de combattre les corrompus. Ces dirigeants combattent Dieu et son messager en se détournant de la loi l'Islam et en ne se pliant pas aux dispositions du Coran et de la Sunna. Alors, les musulmans doivent se soulever contre eux jusqu'à en purifier la terre"⁷⁰⁵.

Il convient de noter qu'Abu Muhammad al-Maqdissi distingue deux types de jihad : le jihad défensif et le jihad de quête. Le premier jihad doit se mener contre les ennemis en guerre contre l'Islam et c'est le cas notamment avec l'occupation de la Palestine. C'est le type de jihad que pratique le Hamas et qu'il considère comme un devoir pour tous musulmans. Dans le deuxième cas, les musulmans partent en quête des infidèles, où qu'ils se trouvent, pour rendre plus haute la parole de Dieu. C'est le premier type de jihad qui domine chez les Frères musulmans et le Hamas car il s'agit alors de se défendre contre l'occupation israélienne. Le jihad de quête est rejeté. Les Frères refusent de partir chercher les infidèles dans les pays où ils trouvent, à l'exception des opérations martyres qui font d'ailleurs l'objet de différends. Font-elles partie du djihad défensif ou de quête ? D'autant qu'elles ont lieu chez, et même contre des civils israéliens. En fin de compte, ce type de jihad a été arrêté en raison des répercussions négatives sur la lutte nationale palestinienne, présentée comme terroriste et inhumaine, qui terrorise les Israéliens.

Le Jihad de quête est celui pratiqué par le courant du Jihad salafiste et Al-Qaïda. L'exemple le plus connu est évidemment celui des attentats du 11 septembre 2001. C'est un jihad de défiance qui vise à terroriser les "ennemis de Dieu" et à les intimider ou à les amener à arrêter leurs actions contre les musulmans, sauver des vies ou libérer des captifs. Même si ce jihad ne renforce pas les musulmans, il reste une bonne

⁷⁰⁴ Mohammed Abdel Sallam faraj, l'obligation absente, Minbar al Tawhid wal Jihad, p. 39.

⁷⁰⁵ Abou Qatada, pourquoi faire le Djihad, *op. cit.*, p. 10.

action légitime pour ceux qui le mène. Les moudjahidines sont des gens pieux que les défaitistes le veuillent ou non⁷⁰⁶.

Abou Muhammad al-Maqdissi estime que combattre l'ennemi proche, les régimes renégats, est une priorité par rapport à l'ennemi lointain, les Juifs, les Américains et les autres. Il affirme: "Mais je pense que le Jihad contre les apostats qui changent les lois de Dieu et combattent la religion de Dieu et ses alliés, qui accaparent le pouvoir dans les pays musulmans, passe avant le jihad contre les Juifs. Ces régimes nous contrôlent directement. Grâce à leurs armées, ils créent une barrière qui protège les Juifs des attaques des moudjahidin. La mécréance par reniement est, de l'avis de tous, pire que l'infidélité. Ce sont ces apostats qui ont permis aux Juifs et aux Américains de s'installer en terre d'Islam, de mettre la main sur les richesses des musulmans et de piller leurs pays. Combattre les occupants juifs fait l'objet de l'unanimité de tous les musulmans, à l'exception de ceux dont le cœur est aveuglé et ne peut voir la lumière de la révélation. En revanche, combattre ces renégats et leurs partisans reste ambigu pour un grand nombre de musulmans. C'est pourquoi nous insistons sur ce devoir, sur la nécessité de faire revivre ce devoir mis en veille et de préparer les musulmans psychologiquement et matériellement⁷⁰⁷".

Il y a là une différence radicale avec l'approche du Hamas pour qui, ceux qu'Al-Qaïda appelle l'ennemi proche, est un ami proche, même un frère. Il faut donc s'allier à lui et chercher son appui dans la bataille contre l'occupation israélienne. Car consolider une alliance des trois cercles, palestiniens, arabes et islamiques, c'est notre salut. On ne peut donc combattre les frères arabes et musulmans, mais plutôt essayer de s'entendre avec eux contre cet ennemi usurpateur. C'est pourquoi le Hamas cherche à établir de meilleures relations avec les peuples arabes et islamiques, les mouvements, les partis et les forces politiques. Par conséquent, le Hamas n'est pas d'accord avec Al-Qaïda pour traiter d'infidèles les dirigeants des pays arabes et islamiques. Il voit en eux un soutien à la cause palestinienne. Il convient de les attirer, de renforcer leurs positions qui appuient les luttes du peuple palestinien et les causes des nations arabes et islamiques pour l'indépendance et la liberté du colonialisme étranger, sous toutes ses formes, directes et indirectes.

⁷⁰⁶ Abou Mohammad Al Maqdissi, *op. cit.*, p. 51.

⁷⁰⁷ Abou Mohammad Al maqdissi, « Rencontre derrière les barreaux des renégats », entretien avec le magazine Na'a AL Islam, Minbar Al Tawhid Wal Jihad, octobre 1997.

Il convient de noter que le mouvement Hamas n'est pas en désaccord avec l'idée du djihad dans la voie de Dieu mais limite son jihad violent sur le terrain de l'ennemi direct (Israël). Il se présente donc comme un mouvement de libération nationale d'esprit et d'orientation islamique. Son but est de libérer les territoires palestiniens en combattant les occupants israéliens sur la terre de la Palestine historique (Israël et les territoires de l'Autorité nationale palestinienne), la totalité des 27000 km², bien qu'il ait abandonné récemment la politique de l'attaque pour mener une politique de défense seulement. Il appelle ce jihad un jihad de Daf'a ("repousser l'ennemi"), défense du peuple palestinien. Il ne renie pas non plus la lutte populaire pacifique, peut-être même qu'il la considère prioritaire, en accord avec la vision du président Mahmoud Abbas et du Fatah afin de ne pas donner à l'ennemi israélien de prétexte ni de justification de l'utilisation de la violence militaire contre l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza et la Cisjordanie, voire pour embarrasser Israël face au monde et gagner la plus grande la solidarité internationale et celle des militants israéliens pour la paix. Il accepte la solution de deux Etats voisins. Palestinien et israélien, donc diamétralement opposée à la politique d'Al-Qaïda et des autres organisations djihadistes salafistes.

3. Wala' et Bara'

La notion de Wala et de Bara' renvoie à l'idée d'alliance et de soutien aux croyants, de se distancier des mécréants, de les considérer comme ennemis et les combattre. C'est ce concept qui se distingue de la tendance Jihadiste salafiste, étant l'un des liens les plus étroits de l'unicité. En effet, le devoir premier d'un croyant est de refuser et de renier les dieux et divinités autres qu'Allah. Autrefois, c'était des idoles de pierre, de nos jours, ce sont les gouvernants et les législateurs et leurs lois et régimes. La fidélité à la méthode de l'Islam dans l'amour et la haine, la fidélité à Allah et à Son Messager et aux croyants⁷⁰⁸, selon la Charte de l'action islamique du groupe islamique d'Egypte. Plus tard, tous les courants djihadistes salafistes, y compris Al-Qaïda avec Ayman al-Zawahiri, l'un de ses théoriciens les plus éminents, ont adopté ce concept.

⁷⁰⁸ Charte de l'action islamique, p. 8.

Abdel Qader Abdel Aziz subdivise le Wala' en plusieurs parties : soutien, obéissance, affection et amour, alliance et fraternité, liens de sang, émancipation et Islam. Il existe un bon Wala' qu'il convient de suivre, et un mauvais, prohibé et répréhensible. Parce que Dieu a enjoint aux croyants de haïr les infidèles et de les combattre tant qu'ils le peuvent. Quiconque fait le contraire, obéit aux mécréants, les aime ou les soutient, est leur allié, et qui s'allie à eux renie sa foi. Son "*kufr*" est d'autant plus confirmé qu'il renforce leur nuisance à l'islam et aux musulmans, comme le font les partisans des gouvernants apostats, parce que c'est prendre leur parti, infidèles qu'ils sont, contre l'Islam⁷⁰⁹. Cette compréhension jette les bases des politiques suivies par la tendance du Jihad salafiste dans son traitement avec les gouvernements arabes et islamiques.

Ce concept a servi au lancement de nombreuses fatwas graves dans la question de jugement des fonctionnaires d'Etat, notamment ceux qui travaillent dans l'armée et les services de sécurité et de justice. Ces personnes sont considérées comme des agents et partisans du *Taghout* (tyran). La fatwa la plus audacieuse a été de considérer comme infidèles les employés de l'exécutif des régimes politiques des pays arabes et musulmans. Al-Qaïda et les autres organisations salafistes jihadistes considèrent que ces régimes sont infidèles et apostat car ils n'appliquent pas la loi de Dieu sur terre. De plus, à partir de ce concept est né celui de l'unicité de la Hakimiya, où l'on considère que les musulmans qui s'allient aux infidèles seront traités de la même façon qu'eux. Ils ne seront plus épargnés.

Cette division a directement influencé les orientations théoriques et pratiques des mouvements djihadistes salafistes contemporains. Selon le principe du "*Kufr*", le monde est désormais divisé en deux "refuges" : celui de la Guerre et celui de l'Islam. De nombreuses questions sont soulevées : d'abord l'émergence d'une règle fondamentale selon laquelle tuer survient après avoir traité quelqu'un ou un groupe d'infidèle⁷¹⁰. Etre infidèle est suffisant pour légitimer le fait de tuer. Ensuite, le monde entier étant dans l'infidélité et l'apostasie, il faut le combattre et l'éliminer afin d'établir un califat islamique et imposer la gouvernance divine par la force. La troisième question concerne une règle de base chez ces mouvements qui stipule que "il n'y a de

⁷⁰⁹ Mohammad Abdel Aziz, "Al Jami' fi Talab al Ilm Al Sharif", *op. cit.*, Vol. 2, p. 681.

⁷¹⁰ Abou Mos'ab Al Zarkawi, « La religion diminue alors que je suis en vie ? », enregistrement sonore, édité par Al-Qaïda d'Iraq, mars 2004.

moyen pour rétablir le califat que par le djihad et le combat". En conséquence, les salafistes djihadistes visent l'armée, la police et la justice dans les régimes politiques de nombreux pays musulmans. C'est ce qui s'est passé pendant les années quatre-vingts en Egypte et en Arabie saoudite, mais aussi au Yémen, en Algérie et d'autres pays arabes et islamiques. Là encore, le Hamas n'a pas adopté cette interprétation et cet Ijtihad. Il a traité en frères les employés de l'Autorité nationale palestinienne. Il était en différend avec les dirigeants de l'Autorité et les chefs des services de sécurité sans jamais recourir à la violence, avant la tenue des élections législatives. Il a tenté d'imposer son ordre du jour et programme de la force et, lorsqu'il a senti que quelqu'un essayait de les amener à l'échec, il a fait un coup d'Etat militaire un an et demi après son accession au pouvoir, de 2006 à la mi-2007.

Le mouvement Hamas n'a jamais considéré les fonctionnaires de police ou de la justice comme des agents du *Taghout* et ne les a donc pas traité de renégats qu'il faut tuer. Notons que Maqdissi n'a pas traité d'infidèles les conscrits. Il considère qu'ils ont dévié du droit chemin car ils n'ont pas choisi de servir dans l'armée, ils sont plutôt contraints de le faire pour ne pas désertir ou aller en prison⁷¹¹.

4. *Le Taghout (la tyrannie)*

Pour les salafistes jihadistes d'aujourd'hui, le *Taghout* est "tout ce qui éloigne une personne ou lui interdit d'adorer Dieu et d'être sincère dans la foi et l'obéissance à Dieu et à Son messager, aussi bien les démons, les djinns, les humains, arbres, pierres, etc. Dans cette liste figure sans aucun doute le gouvernement régit par des lois étrangères à l'Islam et toute autre loi faite par les humains pour régler toute sorte d'affaire et invalidant les lois de Dieu. Ces lois sont elles-mêmes des "Taghouts" ainsi que leurs rédacteurs promoteurs. Le cheikh Mohammed Abdel Wahab a défini cinq Taghouts⁷¹²: Satan, qui appelle à adorer un autre dieu qu'Allah, le gouverneur tyran qui change les lois de Dieu ou qui gouverne avec d'autres lois que celles qu'Allah a révélé, celui qui prétend connaître l'inconnu et enfin celui qui adore de son plein gré un autre dieu qu'Allah.

⁷¹¹ Abou Mohammad Al Maqdissi, *op. cit.*, p. 30-41.

⁷¹² Sifr Al Hawali, « La laïcité en Islam », sur le site du Cheick Sire sur Internet.

Un Taghout est un Taghout, qu'il soit arabe, américain, afghan ou russe. Les infidèles sont une secte unique. Ceux qui légifèrent autrement que ce qu'Allah a révélé sont infidèles. C'est la loi en vigueur qui fait la distinction entre croyants et infidèles⁷¹³. Lorsque Nasser tentait de convaincre Qutb d'abandonner ses idées pour le gracier et le sortir de prison, celui-ci a qualifié son régime de Taghout. Il lui a répondu: "L'index qui fait le signe d'unicité de Dieu dans la prière, refuse d'écrire une reconnaissance du Taghout"⁷¹⁴. Le régime nassériste fut poussé à exécuter Qutb qui, par la suite, a eu de nombreux disciples dans la tendance du Jihad salafiste. Cette tendance considère tous les dirigeants arabes et musulmans comme des Taghouts, parce qu'ils ne gouvernent pas avec la loi de Dieu, mais par des lois socialistes, nationalistes, libérales et autres. D'autant que le recours à la Charia occupe la place centrale dans la doctrine salafiste djihadiste.

Abu Muhammad al-Maqdissi et Abou Qatada s'accordent sur l'importance du concept de Taghout dans le dogme musulman, qu'est l'unicité et l'éloignement de l'associationnisme, surtout en matière des lois et législations humaines. Ils affirment que "tous ceux qui recourent à l'arbitrage d'une autre loi que celle de Dieu, recourent à l'arbitrage du Taghout"⁷¹⁵. Par conséquent, il faut refuser de croire au gouvernement des Taghouts qui se font adorer en lieu et place d'Allah, le tout Puissant, que ces Taghout soient faits de pierre, le soleil ou la lune, des tombes ou des arbres, et les législations et les lois faites par des hommes... La religion d'Abraham et le message des prophètes et messagers prescrivent de montrer l'infidélité à ces dieux, leur exprimer hostilité et haine, les dénigrer, en montrant la fausseté et les défauts d'emblée. C'est ainsi que faisaient les prophètes quand ils commençaient à inviter leurs peuples à croire. Ils leur disaient : "Adorez Allah et éloignez-vous du Taghout"⁷¹⁶. Recourez à l'arbitrage d'Allah, le Tout-Puissant, car la gouvernance revient à Allah seul.

Abou Omar Al Saïf le confirme également dans son livre "*La politique islamique*": il n'est pas permis de recourir aux lois et règlements établis par les hommes. Ils sont des Taghouts, peu importe leurs noms ou formes, parce que légiférer pour gouverner

⁷¹³ Al Ansari, « Concept de Hakimiya dans la pensée d'Abdallah Azzam », p. 36-39.

⁷¹⁴ Kamal Habib, « Transformations du mouvement islamique... », *op. cit.*, p. 36.

⁷¹⁵ Abou Qatadan, « Pourquoi faire le Djihad », *op. cit.*, p. 9-11.

⁷¹⁶ Abou Mohammad Am Maqdissi, « La religion d'Abraham et l'appel des prophètes et messagers », *Minbar Al Tawhid wal djihad*, *op. cit.*, p. 25-26.

revient à Dieu. Celui qui légifère, cherche à partager avec Allah sa divinité. Il dépasse la limite de divinité, il est un Taghout. Etymologiquement, le mot Taghout est dérivé de Tagha, qui signifie en arabe "passer les limites". Tous ceux qui croient au Taghout, le prennent pour juge et législateur, le prennent pour un Dieu et l'adorent en lieu et place d'Allah, le tout puissant. Celui qui fait ça est infidèle, sort de la religion de l'Islam⁷¹⁷. Il y a là une grande différence entre le courant salafiste djihadiste et les Frères musulmans et le Hamas. Ce dernier pratique une politique radicalement opposée : il reconnaît la constitution palestinienne ainsi que tous les autres règlements et loi de l'Autorité nationale palestinienne, exerce une action politique sur cette base et gouverne la bande de Gaza avec ces lois. Il n'y voit ni Taghout ni infidélité mais simplement des règles qui régissent la vie des gens. Il a participé aux élections locales et parlementaires sur la base de la loi palestinienne. Il a formé seul le gouvernement palestinien. Il n'est donc pas d'accord avec les salafistes djihadistes et Al-Qaïda dans leur compréhension de la notion de Taghout.

Al-Qaïda se définit donc comme la base, la fondation d'une construction. Elle est l'origine et le point de départ de tout. L'organisation fondée par Oussama ben Laden porte d'ailleurs le nom de "base du djihad". Dans ce contexte, Qutb dit: "il est temps que tout musulman donne sa vie pour déclarer un mouvement islamique, fondement d'une base pour l'établissement d'un régime islamique, par tous les moyens". Al-Qaïda est une école de pensée islamique appartenant à l'idéologie du salafisme djihadiste qui se fonde sur des bases idéologiques historiques, comme celles de l'Imam Ahmad ibn Hanbal, d'Ibn Taymiyya, le père spirituel des mouvements djihadistes d'aujourd'hui, Mohammed bin Abdel Wahab, le fondateur du mouvement wahhabite en Arabie Saoudite et Sayyid Qutb, le véritable père du mouvement salafiste djihadiste contemporain. Abou Qatada, qui appelle Al-Qaïda le mouvement djihadiste mondial, est parmi les théoriciens les plus éminents de ce courant, qui représente l'espoir, étant donné qu'il représente un mouvement salafiste dans ses perceptions et visions, dans ses approches et programmes.

Alors que le Hamas, de son côté, s'inscrit dans le cadre du mouvement national palestinien, d'orientation et de pensée islamique. Il est guidé par l'Islam comme un

⁷¹⁷ Abou Omar Al Saïf, « La politique islamique », Dar Al Jabha, 2007, p. 11-16.

moyen d'éclairer la voie vers la création de l'Etat de Palestine islamique après l'avoir libéré de l'occupation israélienne. Il croit en la violence (la résistance) comme un moyen de libération. Il se refuse à traiter d'infidèle quiconque, même s'il a commis quelques maladresses à ce niveau ponctuellement. Il rejette l'idée de Hakimiya à la manière des djihadistes salafistes. Il veut plutôt que l'Islam soit l'unique source de loi tout en étant réaliste dans ses rapports avec le système politique palestinien, participant à l'action politique de l'Autorité nationale palestinienne. Pour lui, l'idée de Taghout est une idée égarée qui ne s'applique pas aux dirigeants arabes et musulmans mais les infidèles et les apostats de l'Islam. Le Hamas les considère comme un soutien au peuple palestinien dans sa lutte nationale islamique pour libérer le pays de l'occupation. De plus, il croit que le Jihad doit se faire dans les territoires palestiniens seulement: il rejette l'idée de l'ennemi proche et lointain. Le seul ennemi est l'occupation israélienne.

III. Le Mouvement Hamas et le Hezbollah : différences et ressemblances

A. Genèse et position du Hezbollah

Le Hezbollah a une importance réelle et effective au sein de la situation géographique du Liban, de sa structure politique et de sa mosaïque sociale, confessionnelle et communautaire. En effet, la communauté chiite représente près de 30% de la population totale de ce pays de cinq millions d'habitants, selon les statistiques de 2006. Par conséquent, cette communauté est particulièrement importante pour l'Iran. Lors de la fondation de l'Etat Safavide en 1501 et de la République islamique d'Iran en 1979, la communauté chiite du Liban avait joué un rôle central, allant jusqu'à la participation effective à ces deux événements. Il n'est donc pas possible de comprendre l'importance du Hezbollah pour l'Iran sans comprendre celle du Liban pour l'Iran. Le Hezbollah n'a pas été créé uniquement pour atteindre des intérêts politiques ou en tant qu'outil de pression à la disposition de l'Iran, l'objectif premier était principalement de protéger et de sécuriser la communauté chiite au Liban et maintenir le statu quo libanais inchangé⁷¹⁸.

Le Hezbollah est aussi un des produits du "Velayat-el faqih" et de l'exportation de la révolution iranienne. "L'approche de l'Imam Khomeiny et la théorie et le système du "Velayat-el faqih" sont les deux faces d'une même pièce. La création du Hezbollah est un des fruits de cette théorie", dit un dirigeant du Hezbollah. Le "Parti de Dieu" a été créé en 1982 pour se substituer au mouvement chiite Amal pro-syrien et pour servir de base à la République islamique d'Iran. Ainsi, lors de la fondation de ce parti, un grand nombre de ses dirigeants, sinon tous, venaient du mouvement Amal sur décision iranienne, lorsque Khomeiny décide d'envoyer des unités de gardiens de la Révolution au Liban sous prétexte de participer à la résistance à l'occupation israélienne en 1982. Le véritable objectif était de préparer l'aspect militaire du Hezbollah avant de le déclarer publiquement sur la scène libanaise et surtout mettre en place une communauté de guerre sur laquelle sera bâtie l'épopée du Parti du Dieu dans les années qui ont suivi. Les spécialistes du Hezbollah affirment que sa force militaire n'est pas indépendante : elle est une extension de la Garde révolutionnaire

⁷¹⁸ Ahmad Fahmi, « Le Hezbollah : le masque tombe », Majallat Lubnan, 2007, p. 39.

iranienne ou une de ses composantes. Les effectifs sont des chiïtes libanais mais l'entraînement, l'armement et le matériel, et même la direction des opérations sont iraniens. Tout du moins les Iraniens ont toujours le dernier mot⁷¹⁹.

En confirmation de la subordination du Hezbollah à l'Iran de la révolution de Khomeiny, Hassan Nasrallah, secrétaire général du parti déclare: "le détenteur du pouvoir restera l'ayatollah Khomeiny, notre chef, notre imam, notre Seigneur et notre exemple dans le djihad, la patience et la détermination... Cette époque restera l'époque du triomphe invulnérable, l'époque du grand Khomeiny, même si les mécréants et les tyrans ne l'acceptent pas⁷²⁰". Amin Al Saiyyed, un important dirigeant du Hezbollah, affirme : "nos décisions politiques sont inspirées du Faqih. Le Faqih n'est pas déterminé par la géographie, mais par la loi islamique. Nous, au Liban, ne nous considérons pas comme distincts de la révolution en Iran. Nous nous considérons - et je prie Dieu pour que nous le devenons – comme partie de l'armée que l'Imam souhaite constituer pour la libérer le saint Jérusalem⁷²¹". Par conséquent, "le Hezbollah considère que la question du Sud-Liban est une cause islamique, que le Jihad des croyants dans le Sud et la Bekaa-ouest ne vise pas seulement la libération du sud du Liban, mais est un Jihad pour la libération de Jérusalem et un pas dans cette direction. Notre guerre avec Israël ne s'arrêtera pas après sa sortie du Sud et de la Bekaa-Ouest⁷²²".

La culture du Hezbollah repose sur trois éléments principaux : la révolution et les idées de Khomeiny, l'idéologie révolutionnaire de Muhammad Baqir al-Sadr et la pensée de Moussa Sadr. Les dirigeants du Hezbollah viennent en majorité du mouvement Amal fondé par Moussa Sadr, qui était en désaccord avec Khomeiny, jusqu'à sa disparition en Libye. Subhi Tafili est devenu secrétaire général du parti mais il était lui aussi contre l'idée du "Velayat-el faqih" qui, selon lui, n'a pas de sources ni dans le Coran ni dans la Sunna. C'est une idée apparue tardivement en milieu chiïte. Elle est plus proche de l'hérésie que l'Ijtihad⁷²³. Pour Amir Zahiri, c'est

⁷¹⁹ Fodail Abou Al Nasr, « Le Hezbollah, faits et fictions », Al Sharika Al Aalamiya lilkitab, Beyrouth, 2005, p. 53.

⁷²⁰ Ahmad Fahmi, *op. cit.*, p. 36.

⁷²¹ Massoud Ilahi, « Les islamistes multiples : le Hezbollah comme modèle », Al Dar Al Arabiya lil Oloum, Beyrouth, 2007, p. 321.

⁷²² *Ibid.*, p. 39.

⁷²³ Al Jazeera, Visite privée, 2^e partie.

une sorte d'associationnisme. Il est pratiquement impossible de connaître l'avis de la majorité des membres du clergé en Iran, estimées à 399 000, mais une chose est certaine : aucun dignitaire religieux chiite n'est prêt, à ce jour, à approuver le principe de Khomeiny publiquement et explicitement⁷²⁴.

Sur la base de ce qui précède, le "Velayat-e faqih" et l'exportation de la révolution sont donc bien les deux faces d'une même pièce. Ce qui signifie que la théorie ne pourrait tenir sans exporter la révolution et qu'exporter la révolution n'est justifié que par le "Velayat-e faqih". Le terme d'exporter la révolution fournit ainsi en quelques sortes des indications de camouflage: ce n'est pas pour répandre l'idéologie révolutionnaire, comme l'ont fait les communistes ou les nationalistes arabes nasséristes, même si la révolution de Khomeiny avait adopté le slogan de "révolution continue" de Trotski, mais en réalité, le terme est synonyme du terme de "conquête" dans son acception islamique, c'est-à-dire reconquérir les pays musulmans et les soumettre par la force au pouvoir du "Velayat-e Faqih"⁷²⁵. Un article du journal Al Sharq Al Awsat le confirme ainsi: "Le Droit est un et indivisible. Le Wali est un est indivisible. Les peuples n'ont pas d'avis à émettre, les gouvernants ne peuvent gouverner car le gouvernement islamique sur lequel se base le régime de la République islamique d'Iran fait, en général, l'objet de l'accord définitif des musulmans, il est la continuité de Dieu sur Terre. Par conséquent, toute désobéissance aux règles est considérée comme une rébellion contre Dieu⁷²⁶ parce que le "Velayat-e faqih" est une corde solide divine dans la communauté musulmane qui tire sa légitimité non pas du peuple, mais du lien avec le pouvoir total de Dieu⁷²⁷". Il est aussi, selon Ali Akbar Nouri, "le leadership religieux en tant qu'héritage infaillible des prophètes. Il est en fait la fonction et la responsabilité des prophètes"⁷²⁸.

Le "Parti de Dieu" est donc un parti politique fanatique qui tire son fanatisme de son appartenance au Chiisme, au "Velayat-e Faqih" persan. Le Parti de Dieu devient donc persan de par son appartenance politique et idéologique, dans la mesure où le parti qualifie le golfe arabe de Persique dans toute sa littérature⁷²⁹. Khomeiny exprime son

⁷²⁴ Amir Zahiri, Al Sharq Al Awsat, 13 juin 2006.

⁷²⁵ Saleh Al Kallab, Al Sharq Al Awsat, 20 avril 2004.

⁷²⁶ Al Sharq Al Awsat, 13 octobre 2006.

⁷²⁷ Hujjat Mourtaji, « Les courants politiques en Iran », Haut Conseil de la Culture d'Egypte, 2007, p. 79.

⁷²⁸ *Ibid.*, p. 83.

⁷²⁹ La Marche de Khomeiny, sur le site de la résistance libanaise.

fanatisme persan, basé sur les trois éléments précédents, dans cette phrase : "Les Arabes ont gouverné les musulmans, ainsi que les Turcs et même les Kurdes. Alors pourquoi pas les Perses qui ont plus d'histoire et de civilisation que tous ceux-là ?"⁷³⁰. L'Iran enveloppe d'Islam ses ambitions nationalistes perses et son chauvinisme. C'est pourquoi il cherche à exporter la révolution islamique d'Iran et à convertir au chiisme les musulmans sunnites de manière à faciliter son contrôle du monde musulman et à promouvoir son idée de la renaissance de la nation islamique sous la direction de "Velayat-e faqih", nommé directement par Dieu, le Tout puissant, et est donc en position sacrée face à laquelle aucune nation ne peut s'opposer ou même refuser ses ordres⁷³¹.

Partant de ce qui précède, le Vice-secrétaire général du Hezbollah, Naïm Qassem déclare : "Nous avons commencé à nous organiser dans une construction idéologique djihadiste, nous nous sommes préparés avec des entraînements et des moyens modestes. Nous avons commencé au nom du Parti de Dieu ou de la résistance islamique en préparation à la confrontation militaire... Nous avons beaucoup souffert au début... mais les choses ont commencé à se clarifier progressivement, en particulier avec le lancement de la première opération du martyr Ahmed Kassir le 11 novembre 1982. Nous avons été confrontés au problème de nom car "résistance islamique" signifie "appartenance à l'Islam", et c'est ce qui pose problème dans un pays où il y a plusieurs communautés. Il nous fallait changer de nom pour satisfaire les goûts de tous, sans heurter la sensibilité de personne, comme par exemple s'appeler "résistance nationale" ou "résistance populaire". Mais nous avons insisté pour garder ce nom... parce que nous sommes fiers et convaincus de ce que nous faisons et de notre nom : c'est un nom divine"⁷³².

Ainsi, le Hezbollah s'est lancé, avec sa résistance islamique, à un tournant historique dangereux, lorsqu'Israël, et derrière lui les États-Unis et une partie de la communauté internationale, a voulu porter un coup fatal à la résistance palestinienne lors de l'invasion de juin 1982 au Liban. Il s'est engagé à relancer la résistance à l'ennemi israélien avec le leadership du "Velayat-e faqih" comme garantie de la continuité et de

⁷³⁰ Mahmoud Qabil, Magazine Al Watan Al Arabi, 27 juin 2006.

⁷³¹ Ahmad Al Katib, « Evolution de la pensée politique chiite », in Ahmad Fahmi, *op. cit.*, p. 24.

⁷³² Naïm Qassem, « La société de résistance : la volonté du martyr et la création de la victoire », Instituts des connaissances philosophiques des études religieuses et palestiniennes, Liban, 2008, p. 43.

la légitimité de la voie empruntée et du djihad pour obtenir la force capable de faire face au projet américano-israélien⁷³³. La résistance, pour le Parti de Dieu, n'est pas une réaction arbitraire ou émotionnelle, mais un projet de libération et de réticence, produit naturel d'une expérience riche des résistances qui l'avaient précédé. Elle s'en est inspirée et a renouvelé les performances, elle en a tiré des enseignements et profité de ses propres expériences. "Nous refusons que notre résistance soit sortie du contexte de notre région et du monde. Nous refusons même qu'elle soit sortie du contexte historique qui commence à l'époque des prophètes et des messagers, parce que refuser, résister et affronter l'occupation sont nécessaires pour ceux qui ont de l'humanité dans leurs personnes, pensées et actions. Notre résistance islamique est un droit légitime, parce qu'elle représente la défense de l'existence et d'une décision libre⁷³⁴".

La Résistance, pour le Parti de Dieu, est "une vision de la communauté dans toutes ses dimensions, une résistance militaire, culturelle, politique et médiatique. C'est la résistance du peuple et des moudjahidin, la résistance du dirigeant et de la nation et la résistance de toute conscience libre partout. C'est pourquoi nous avons toujours appelé à construire une communauté de la résistance sans jamais accepter un groupe de résistance, parce que la communauté de résistance garantit la continuité alors qu'un groupe de résistance est circonstanciel⁷³⁵". Certains disent que la communauté de la résistance pour le Parti de Dieu est une société de guerre et qu'il ne peut donc vivre que par la guerre. La source principale de menace pour ce parti n'est pas l'occupation israélienne mais la stabilité de l'État libanais, ou plus généralement l'Etat de droit et les institutions⁷³⁶. De plus, le Parti de Dieu ne se bat pas uniquement pour la libération du territoire libanais, mais cherche à bâtir une communauté de la résistance qui croit en la mort en martyr comme un moyen d'atteindre l'objectif parce que le but est la voie d'Allah, le tout puissant. La mort en martyr est une voie pour atteindre cet objectif. La mort en martyr signifie être pleinement préparé au sacrifice de soi, lorsque la situation l'exige. Elle représente la dernière étape après avoir épuisé tous les

⁷³³ *Ibid.*, p. 1 et 2.

⁷³⁴ *Ibid.*, p. 8.

⁷³⁵ *Ibid.*, p. 8.

⁷³⁶ Waddah Shararah, "L'Etat du Hezbollah", Dar Ennahar, Beyrouth, 2008, p. 269.

efforts pour être l'arme la plus puissante dans la confrontation en l'absence d'équilibre des forces⁷³⁷.

La mort en martyr fait partie du projet de la voie de Dieu qui est un concept large qui comprend le droit humain, la noblesse et le rejet de l'injustice et de l'agression. C'est un concept qui ne laisse aucun terme positif au fait de s'attarder à la vie humaine: les valeurs de la mort sont les plus nobles car mourir en martyr est vivre, et la soumission et l'humiliation sont mourir. Libérer la terre est vivre, accepter la soumission à l'occupation est mourir. Sur cette base, vient la confrontation entre la vérité, la justice, la libération, la justice et la vertu, et l'injustice, l'agression, l'occupation, la corruption et la tyrannie... Mourir en martyr rétablit l'équilibre des forces: avec le martyr s'annule la puissance de l'intimidation et de la mort, donnant une force supplémentaire aux croyants⁷³⁸ et effrayant l'ennemi car ses armes deviennent futiles tant que l'homme a tranché son choix entre la vie et la mort. Ainsi, mourir en martyr, c'est la vie dans l'au-delà, parce que les martyrs sont "en vie auprès de leur Seigneur".

À la lumière de l'affirmation permanente du Parti de Dieu qu'il n'existe que pour résister à l'occupation israélienne, défendre l'Etat libanais et récupérer ses territoires, il a cependant d'autres missions: réunifier la communauté chiite au Liban après la liquidation de Moussa al-Sadr en 1978. En effet, la communauté avait subi un séisme politique, religieux et social à la suite de la disparition de Musa al-Sadr. Le mouvement Amal était fondé sur son leadership et il n'avait pas de remplaçant. La communauté chiite fut perturbée et divisée, il y a même eu des affrontements violents, en raison de ce qui s'était passé sur la scène chiite et du déclin du projet politique de l'Imam Moussa al-Sadr, qui a subi une régression dangereuse⁷³⁹. La révolution de Khomeiny se devait donc d'agir pour remédier à la situation de manière à ce que la situation ne se détériore davantage et que la communauté chiite ne glisse dans une destination différente de la ligne de la révolution. C'est alors qu'est créé le parti de Dieu pour veiller à ce que la communauté reste dans le giron de la révolution iranienne et pour l'écarter du projet de Moussa al-Sadr, projet nationaliste, moderniste et non-sectaire car le Liban est, pour l'Iran safavide, d'une grande importance qui va au-delà des limites des intérêts politiques et du contrôle communautaire. Les chiites

⁷³⁷ Naïm Qassem, *op. cit.*, p. 9.

⁷³⁸ *Ibid.*, p. 10-13.

⁷³⁹ Zaki Al Milad, Article, « Moussa al Sadr et le projet de réforme », site des plumes culturelles chiites.

du Liban représentaient historiquement, en particulier à l'époque de l'État Safavides en 1501 lors de la pré-révolution de Khomeiny, une arrière-cour et une source d'approvisionnement et d'entraînement pour le mouvement. Cette communauté est toujours considérée ainsi jusqu'à maintenant⁷⁴⁰.

D'autres pensent que parmi les missions du Hezbollah la mise en place d'un Centre d'exportation de la révolution iranienne, en commençant par le Liban, puis la résistance palestinienne et enfin les communautés chiites proches, surtout que l'exportation de la révolution fait partie des conséquences les plus importantes de "Velayat-e faqih", et parce que le Hezbollah adhère à cette théorie, il est donc dans l'obligation d'exporter la révolution, ce qui signifie, dans un sens, convaincre tous les musulmans d'accepter le "Velayat-e faqih", à commencer par les chiites. Le Hezbollah, selon Massoud Ilahi, était prêt à accomplir n'importe quelle mission ordonnée par le chef Faqih, ou ceux qui le représentent. "Il s'agit d'un fait légitime et islamique, celui qui fait le contraire viole les lois de l'Islam, les commandements du Prophète et des imams infallibles⁷⁴¹" ; parce que le but ultime du Hezbollah est "l'établissement, un jour, d'une république islamique, parce que le Hezbollah croit que la mise en place d'un gouvernement islamique est le seul moyen d'apporter la stabilité à la communauté, que c'est la seule façon de résoudre les conflits sociaux, même dans une société composée de minorités multiples⁷⁴²", c'est-à-dire, la mise en place d'une république islamique à l'image de la République d'Iran et selon la règle de "Velayat-e faqih". Parce que le parti est engagé à respecter la référence bien guidée incarnée par le Wali Faqih qui réunit toutes les conditions et spécifications. Cette référence doit être mobile est prête à prendre le commandement des musulmans⁷⁴³. Certains considèrent donc que le Parti de Dieu est un mini Iran au Liban qui est devenu un Etat à part entière vivant au sein d'un État décousu qu'il cherche à supplanter.

Le Parti de Dieu cherche à atteindre ses objectifs réels grâce aux outils qu'il possède et maîtrise plus que d'autres. Sa force réside dans son matériel militaire et ses organes de sécurité. Il ne convient pas à une société de paix et de stabilité politique qui lui

⁷⁴⁰ Ahmad Fahmi, « Le Hezbollah... le masque tombe », *op. cit.*, p. 61.

⁷⁴¹ MASSOUD Ilahi, « Les islamistes dans une société plurielle : le modèle du Hezbollah », Addar Al Arabiya lil Oloum, Beyrouth, 2005, p. 322.

⁷⁴² Hassan Nasrallah, Al Shira'a, 18 décembre 2006.

⁷⁴³ MASSOUD Ilahi, « Les islamistes dans une société plurielle : le modèle du Hezbollah », *op. cit.*, p. 339.

accorde 12 députés (sur 128), c'est-à-dire moins de 10% du total des membres du Parlement libanais. "La maîtrise du Hezbollah de la violence politique est devenu un élément essentiel de sa quête pour atteindre ses objectifs islamique globaux", dit Magnus Ranstorp, spécialiste du Hezbollah⁷⁴⁴. Daniel Soppelman ajoute: " En fait, si Israël s'était retiré du sud du Liban à la fin de la guerre civile libanaise, il aurait été difficile pour le Hezbollah de constituer et de maintenir ses capacités militaires⁷⁴⁵". Pour assurer sa survie jusqu'à la réalisation de son but réel de mise en place d'une République islamique vassale au pouvoir religieux en Iran, le Hezbollah a cherché à obtenir des gains politiques qui lui ont donné des capacités supplémentaires pour répandre le chaos au Liban. Parmi ces gains, sa pénétration dans les services de sécurité de l'État où il a réussi à infiltrer ses éléments dans l'armée et les services de sécurité. Les renseignements militaires et la sûreté de l'Etat appartiennent presque tous au Hezbollah⁷⁴⁶. Cela signifie que le Hezbollah est devenu comme une pieuvre infiltrée dans les entrailles de la société libanaise, donnant tout contrôle à la communauté chiite grâce à ses ressources financières et humaines et ses capacités militaires.

B. Le rôle du Hezbollah dans l'exportation de la révolution iranienne

Il semble que l'idée d'un "croissant chiite" et d'une "ceinture de sécurité chiite" ne sont pas imaginaires. Elles ne sont pas l'invention des ennemis de Khomeiny, mais ses propres ambitions. Il avait déclaré lui-même "que la route pour Jérusalem passait par l'Irak". Lorsque la garde révolutionnaire iranienne voulait se rendre au Liban pour lutter contre l'occupation israélienne, elle est passée par la Syrie. Ce croissant est décrit par Khomeiny et concrétisé dans les faits par les gardiens de la Révolution. L'ex-président de l'Iran, Abou Al Hassan Bani-Sadr a révélé que Khomeiny avait prévu d'établir une zone de sécurité chiite qui commence en Iran, passe par l'Irak et la Syrie et se termine au Liban pour se lancer ensuite en direction des pays du golfe arabe⁷⁴⁷. Mais le Croissant et la ceinture se sont étendus pour inclure la Palestine

⁷⁴⁴ Waddah Shararah, "L'Etat du Hezbollah", Dar Ennahar, Beyrouth, 2007, p. 339.

⁷⁴⁵ Daniel Soppelman, « Nouvelles règles du jeu: Israël et le Hezbollah », Centre d'études Hafi, Addar Al Arabiya lil Oloum, Beyrouth, 2007, p. 149.

⁷⁴⁶ Yasser Abou Hilalah, Directeur du bureau d'Al Jazeera en Jordanie, site personnel, 14 juillet 2006.

⁷⁴⁷ AlJazeera.net, 1^{er} décembre 2006, citant Moufakirat Al Islam, Sabah Moussaoui, du 26 juin 2006.

après la montée en puissance du Hamas comme force active sur la scène palestinienne, notamment après avoir remporté les élections législatives et formé le gouvernement palestinien seul puis s'être retourné contre l'autorité nationale à la mi-2007.

Le rôle du Hezbollah consiste à promouvoir, développer et renforcer le "croissant chiite" et la "ceinture de sécurité", surtout que dans ces trois pays (Iran, Irak, Liban) se trouvent les principaux centres religieux chiites. L'Iran est le pays qui domine les trois autres pays et c'est là qu'apparait le rôle du Hezbollah en ce sens qu'il représente un point de rencontre entre l'Iran et la Syrie, le premier essayant de contenir la seconde grâce à des accords de défense communs, lui fournissant un soutien financier généreux, mettant à sa disposition des experts militaires, renforçant les échanges commerciaux et les investissements dans ce pays aux structures sociales multiethniques pour former un soi-disant "axe d'opposition" dirigé par l'Iran, qui cherche à partager le leadership des nations du Sud avec les États-Unis. Il s'agit là d'une vieille idée de la Perse ancienne basée sur la division du monde entre Nord et Sud. Ce qui explique les ambitions de l'Iran à mener le monde musulman, sans s'opposer à la création d'un Etat islamique au Liban dirigé par Hassan Nasrallah, comme l'a souligné le rédacteur en chef du magazine Al Shira' le 18 juin 2006⁷⁴⁸.

Le Parti de Dieu représente aussi un centre avancé de soutien à la révolution iranienne qui cherche à s'exporter et à renforcer le croissant chiite et la ceinture de sécurité de la République islamique d'Iran. Le Parti de Dieu joue un rôle politique en partant du Liban, un pays ouvert, ce qui lui permet d'être un centre important de communication entre les mouvements chiites dans le monde arabe, en particulier les branches du Parti de Dieu dans ces pays, tel que les jeunes Houthis au Yémen qui est plus ancien que le Parti de Dieu et qui a été remplacé de manière à éloigner les regards de la continuité régionale⁷⁴⁹, le Hezbollah apportant ainsi l'expérience libanaise dans le domaine de la politique aux partis engagés dans ce domaine, mais aussi la Société Al Wifaq à

⁷⁴⁸ Hassan Sabra, rédacteur en chef du magazine Al Shira', 18 juin 2006.

⁷⁴⁹ Anwar Qassem Al Khodari, Rapport stratégique annuel du magazine Al Bayan, 3^e édition : « Rébellion des Houthis au Yémen ».

Bahreïn, qui s'appelait autrefois également Parti de Dieu, et apporte une assistance à Moqtada al-Sadr en Irak, qualifié de Hassan Nasrallah irakien par Khomeiny⁷⁵⁰.

Le Hezbollah joue également un rôle de soutien militaire à l'Iran s'il est attaqué par une autre partie, en particulier les Etats-Unis et ses alliés européens et israéliens. Le Hezbollah mènerait des opérations de représailles contre ces forces hostiles, ce qui explique le maintien de la force de frappe des missiles du Hezbollah après la guerre de juillet 2006⁷⁵¹. Le Hezbollah entraîne aussi des alliés palestiniens et autres forces de résistance arabes qui coopèrent avec lui, comme c'est le cas du Hamas, de l'Armée du Mahdi en Irak et des Houthis au Yémen. Il y a donc un réseau intégré de ces forces politiques et militaires sous la direction du Hezbollah en vertu de son expérience, ses moyens et sa place prépondérante dans le croissant chiite et la ceinture de sécurité.

De plus, le Hezbollah joue un rôle important au niveau de la coopération sécuritaire et d'intelligence. Il a réussi à recruter dans la communauté chiite libanaise dispersée à travers le monde pour accomplir certaines missions pour lui. Il finance des activités spéciales, procède à certaines opérations de financement et se sert des membres de cette communauté pour apporter un soutien à des opérations de sécurité et d'intelligence, comme par exemple l'enlèvement du colonel israélien à la retraite Elhanan Tannenbaum en coopération avec les services de renseignements de l'Iran, dans trois pays européens en plus du Liban jusqu'à sa capture⁷⁵². La communauté libanaise apporte également des informations importantes au parti. Des sources israéliennes affirment que le Hezbollah continue de construire une infrastructure opérationnelle à l'étranger qui s'appuie sur un réseau d'activistes en veille déployés dans des différentes parties. Cette infrastructure est prête à être utilisée dès qu'on le lui demande⁷⁵³.

L'Iran cherche, directement ou en apportant son soutien à ses alliés, le Hezbollah et la Syrie, d'infiltrer les factions palestiniennes, en particulier celles d'orientation islamique, le Hamas et le Jihad islamique, de manière à détenir seul la décision de la résistance en Palestine, pour que le Croissant iranien soit au complet. Le Hezbollah

⁷⁵⁰ <http://www.alitijahalakhar.com/archive/140/news>

⁷⁵¹ Islamonline, 22 août 2006.

⁷⁵² Al Sharq Al Awsat, 8 octobre 2000.

⁷⁵³ Site du centre de renseignement du terrorisme israélien, 14 décembre 2005.

qui fournit un refuge sûr aux dirigeants du Hamas dans un Liban ouvert à tous les services de renseignements du monde. Il leur assure la liberté de mouvement et de déplacement. D'ailleurs de nombreux cadres du Jihad islamique se sont convertis au chiisme et se sont faits naturaliser libanais grâce à l'intervention du Hezbollah pour faciliter l'accomplissement de leur missions à l'étranger⁷⁵⁴. De plus, le Hezbollah a étendu ses relations au cours des années du soulèvement palestinien après 2000 à des nombreuses milices armées palestiniennes, y compris certaines branches des Brigades Al Aqsa du Fatah, surtout que la scène palestinienne pour l'Iran n'est pas une question de nation ou de religion, mais plutôt de cartes politiques qu'il essaie de rassembler pour pouvoir s'en servir politiquement⁷⁵⁵.

Le chargement d'armes sur le navire cargo Karine A, intercepté par Israël, est un autre exemple de l'infiltration iranienne du sommet du mouvement Fatah, grâce au soutien du Hezbollah libanais. Des sources israéliennes ont divulgué les aveux obtenus lors de l'interrogatoire de Fouad Shobaki, responsable des finances militaires de l'Autorité nationale palestinienne. "La Garde révolutionnaire iranienne, en partenariat avec le Hezbollah libanais et le front d'Ahmed Jibril étaient derrière l'affaire du navire, ils l'ont financé. Les autorités israéliennes affirment que ces armes étaient destinées à l'Autorité et que, si elle étaient arrivées entre les mains des Brigades des martyrs d'Al Aqsa, elles auraient sensiblement modifié ses performances⁷⁵⁶". Shobaki a également avoué que l'Iran avait proposé de "fournir une assistance financière à l'Autorité nationale palestinienne en procédant à des transferts de fonds et de dons, construire des usines de fabrication d'armes, former aux techniques de fabrication d'armes de pointe et des formations militaires. Yasser Arafat craignant les Iraniens pour sa vie, a dû décliner l'offre⁷⁵⁷".

⁷⁵⁴ Al Hawadith, journal libanais, 21 avril 2006.

⁷⁵⁵ Ahmad Fahmi, « Le Hezbollah... le masque tombe », *op. cit.*, p. 368.

⁷⁵⁶ Site du centre de renseignement du terrorisme israélien, 25 mai 2006.

⁷⁵⁷ *Ibid.*

C. Le Hamas et le Hezbollah, différences et ressemblances

Le Hezbollah et le Hamas ont plusieurs points communs: ils revendiquent ainsi tous les deux une identité et une idéologie islamique. Cependant, leurs buts et programmes diffèrent. Il en est de même pour leurs bases religieuses, l'un étant sunnite, le Hamas, l'autre chiite, Hezbollah. Nous aborderons dans les paragraphes qui suivent les similitudes et des différences entre eux selon une méthodologie de comparaison pour enfin tirer des conclusions générales sur ce qui les réunit ou sépare.

D. Références idéologiques religieuses islamistes: le principe de Hakimiya et le Velayat-e faqih

Après le revers subi par les courants nationalistes et gauchistes dans les sociétés arabes suite à la défaite de juin 1967, un courant islamiste émerge et contrôle rapidement la rue arabe, proposant sa vision de la société, de l'Etat et du monde. Il s'est présenté comme une alternative efficace pour répondre aux préoccupations des peuples arabes, faisant vivre les gens dans un monde virtuel, rêvé, en faisant croire à l'établissement d'un Etat islamique, qui gouverne avec les lois de Dieu et islamise la société. Toutefois, chez les chiites, Dieu a laissé un commandant ou un guide pour succéder au Prophète Muhammad. C'est ainsi que le concept d'Imam est un pilier de la religion pour les chiites. Croire en l'imamat est équivalent de croire en Dieu, au Prophète et au Jour du Jugement dernier. L'imam des musulmans chiites, est une personne désignée par Dieu et Son Messager pour gérer les affaires et amener les gens vers toutes les affaires religieuses et non profanes⁷⁵⁸. C'est la théorie dite de Velayat-e faqih.

La théorie du Velayat-e faqih est la particularité qui caractérise le système politique iranien et le rend unique au monde. La théorie du Velayat-e faqih est la forme la plus avancée de l'Islam politique chiite. Le terme "wilaya" signifie s'occuper des affaires d'autrui et s'oppose au mot hostilité qui signifie le dépassement des limites et l'atteinte

⁷⁵⁸ Moustafa Ellabad, « Jardins de douleurs, l'Iran et le Velayat-e faqih », Dar Al Shourouk, 2^e édition, le Caire, 2007, p. 21.

d'autres. Agir dans l'intérêt d'autrui est "wilaya", agir pour lui nuire est hostilité⁷⁵⁹. Le « wilaya » est donc être à proximité et suivre pour agir entre deux individus. Le Wali répond aux besoins de celui dont il est responsable : le mot signifie donc soutenir, aimer, approcher et obéir. Cela exige aussi une obéissance volontaire. La force et la contrainte ne peuvent s'appeler "velayat" car cela n'indique pas une proximité morale, même s'il y a proximité physique⁷⁶⁰. Pour les musulmans sunnites, ces déductions chiites n'ont aucune source ou racine. Dans le Coran, le mot wilayat n'est que pour Allah et son messenger. D'autres versets du Coran parlent de wilayat des croyants les uns envers les autres, sans désigner de catégorie particulière. Les ulémas sunnites ne sont pas d'accords avec leurs homologues chiites, plus connus pour leurs interprétations grâce auxquelles d'ailleurs ils avaient accordé aux Imams chiites des prérogatives réservées aux prophètes. Les douze Imams sont en effet considérés comme les successeurs (Califes) du Prophète Muhammad. Le Hezbollah croit au velayat-e faqih et agit en fonction des instructions du chef religieux de l'Iran chiite. Le mouvement Hamas, au contraire se conforme à la jurisprudence sunnite qui ne croit pas à la succession du Prophète en tant que Messenger d'Allah, les Califes étant des successeurs du Prophète dans le gouvernement des pays et des habitants. Le Hamas rejette donc la théorie de velayat-e faqih.

Si les musulmans sunnites et chiites sont d'accord sur le principe de Hakimiya, ils divergent dans certaines interprétations des détails des mécanismes de sa mise en œuvre. Ce principe part de l'idée que la Hakimiya est à Allah, il est souverain de toutes les créatures. Gouverner sur Terre découle de sa souveraineté.

Il convient de noter que la théorie du "velayat-e faqih" ne s'attribue pas uniquement le droit de mener les musulmans en Iran, mais tous les musulmans, qu'ils vivent dans un pays musulman ou pas, sont concernés. La théorie de velayat-e faqih considère que ses compétences et pouvoirs s'étendent de la même façon et avec la même force à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de l'Iran, "parce qu'une telle position et une telle personne doit être nommé par Dieu, doit être digne, et représente tout l'Islam, doit être un Coran parlant⁷⁶¹". Ainsi, une telle personne a un droit de wilaya sur le peuple, ses ordres doivent être respectés par tous les musulmans. L'obligation

⁷⁵⁹ Hussain Al Mountaziri, « Etudes du Velayat-e faqih et jurisprudence de l'Etat islamique », Al Dar al Islamiya, Liban, 1988, p. 84.

⁷⁶⁰ Mustafa Ellabad, *op. cit.*, p. 84-85.

⁷⁶¹ Ali Khaménaï, "Al Wilaya", Dar Al Hadi, Beyrouth, 2000, p. 51.

d'obéir aux ordres du Faqih est aussi valable pour les musulmans vivant en pays non-musulmans, qu'ils aient ou non fait allégeance car le serment d'allégeance, selon la théorie du velayat-e faqih absolu, n'a pas de rôle concernant la légitimité du chef religieux⁷⁶². La théorie du velayat-e faqih est donc en accord avec le reste des courants de l'Islam politique sunnite et chiites. Ils ont tous pour base commune que l'Islam est une religion globale, couvre les aspects spirituels et temporels. Comme pour l'Islam politique sunnite, la théorie exige aussi l'établissement d'un gouvernement islamique. Sur cette ligne, le Hamas et le Hezbollah sont d'accord: établir un gouvernement islamique et appliquer la Charia dans la mesure du possible. Mais pour le Hamas, la Charia n'est pas le Wali al-Faqih mais un État islamique, gouverné par ses ulémas, conformément à l'avis des musulmans sunnites tout en prenant en compte les variations et les différences quant à son application. Le Hamas est une tendance réformatrice de l'Islam politique sunnite que représentent les Frères musulmans.

E. La résistance : principe et pratique

L'idée et la pratique de la résistance sont la priorité des priorités du Hezbollah libanais et du mouvement Hamas palestinien. Chacun cherche à construire une "société de la résistance". En cas de conflit entre la résistance et les gains politiques intérieurs, le Hezbollah est "prêt à renoncer à ces gains pour maintenir la résistance", considérant que cette priorité a aidé à construire la force du parti, force culturelle, matérielle, militaire et politique. Le parti a choisi de ne pas partager « le fromage » pour ne pas s'y noyer. De nombreux autres s'y seraient noyés. Le Hezbollah a constaté que la priorité de la résistance lui avait évité un grand nombre de questions et de problèmes⁷⁶³. De son côté, le Hamas considère que la résistance est la solution, le baume qui guérit les blessures du peuple palestinien. La résistance est le seul langage que comprend l'occupation, parce qu'elle le touche physiquement, moralement, militairement et économiquement. Elle touche son unité et sa cohésion. C'est par la résistance que le peuple palestinien peut balayer l'occupation et obtenir sa liberté et son indépendance nationale, d'autant que les négociations n'avaient servi à rien deux

⁷⁶² Ayatollah Yazdi, in Moustafa Ellabad, *op. cit.* p. 134.

⁷⁶³ Naïm Qassem, « La société de la résistance », *op. cit.*, p. 26-27.

décennies durant. Les règlements négociés et pacifiques se sont révélés absurdes, ont coûté un grand nombre de concessions, gratuitement, sur les constantes nationales, les constantes de libération totale de la patrie, de droit au retour des réfugiés palestiniens. De plus, les négociations ont légitimé l'occupation en reconnaissant son droit d'exister sur la terre palestinienne. Cette légitimité ne peut être acceptée par les factions de la résistance, surtout par le mouvement Hamas. Tout accord conclu sur cette base est donc nul et non avvenu⁷⁶⁴.

Toutefois, celui qui observe l'évolution du discours politique du mouvement Hamas constate sans peine que cette position déclarée ne reflète pas la tendance réelle du Hamas. Le mouvement a accepté l'action politique dirigée par le président Abou Mazen. Il a accepté une trêve avec Israël en 2005. Par la suite il a accepté de participer aux élections municipales et législatives et formé le 10^e gouvernement, a accepté de participer au gouvernement d'unité nationale et enfin une autre trêve avec Israël, juste avant la dernière guerre contre Gaza à la fin de 2008 et au début de 2009. Le Mouvement a aussi reconduit la trêve après la guerre jusqu'à aujourd'hui encore. Il a accepté de geler la résistance militaire sous toutes ses formes en faveur de la soi-disant résistance populaire pacifique, même s'il n'exerce ni l'une ni l'autre. Plus encore, il combat tous ceux qui tente de résister dans la bande de Gaza, les considérant comme traîtres et la résistance comme une action préjudiciable à la stabilité nationale dans la bande de Gaza. Apparaît clairement ici l'aspect pragmatique et intéressé du Hamas qui a pris le contrôle effectif de la bande de Gaza par la force avec le coup d'Etat de juin 2007.

A l'opposé, Hezbollah insiste sur la résistance comme solution, étant donné qu'on ne peut arrêter Israël par des résolutions politiques internationales. La résistance est donc dirigée contre Israël et les grands pays qui le soutiennent, parce que dès l'origine la création d'Israël a été une résolution injuste contre le peuple palestinien et tous les peuples de la région. Le Hezbollah insiste donc sur la nécessité de soutenir la résistance armée et la considère comme choix unique. Toute autre forme de résistances, culturelle, médiatique, politique et financière, etc. est soutient à la première qui est le fer de lance qu'il convient de maintenir, Israël ne comprenant que

⁷⁶⁴ Communiqué politique du mouvement Hamas, 12 janvier 2006.

le langage de la force⁷⁶⁵. L'expérience et les faits ont prouvé qu'Israël « est le fils adoptif de la communauté internationale, dirigée par l'Amérique injuste ». Il est accepté malgré son agression, son occupation et ses crimes. Il est autorisé à tout faire pour continuer d'exister. Les résolutions internationales qui condamnent ou exigent quelque chose d'Israël n'ont aucune valeur, elles sont vite remises aux tiroirs. Il n'y a donc de solution que par la résistance qui est la seule voie pour la libération⁷⁶⁶. "La vitalité du soulèvement résistant en Palestine n'est que le fruit de la victoire de ce modèle au Liban, généralisable, compte-tenu de la vitalité du peuple palestinien, de la grandeur des sacrifices consentis et des lieux saints qui se trouvent en Palestine, qui mobilisent la grande majorité des habitants de ce peuple fier⁷⁶⁷".

Partant de la même compréhension de la résistance, les pratiques des deux organisations, le Hezbollah et le Hamas, sont semblables. Ils ont adopté le principe de la guérilla d'abord, la formation de milices militaires équipées d'armes légères et moyennes et de batteries de missiles artisanaux ou en provenance d'autres pays, notamment la Syrie et l'Iran, ou s'approvisionnant sur le marché noir. Ils recourent tous les deux aux opérations martyres, suicidaires. Les opérations de ce type sont gelées depuis plus de sept ans, avant 2005 pour le Hamas et beaucoup plus tôt pour le Hezbollah. Les deux organisations se ressemblent aussi dans la manière de se cacher dans des tunnels, dans le sud du Liban pour le Hezbollah et dans la bande de Gaza pour le Hamas.

Les deux organisations ont organisé et encadré le personnel de l'armée et des services de sécurité, du Liban pour le Hezbollah et de l'Autorité Nationale Palestinienne pour le Hamas. Leurs manières de recruter et d'encadrer étaient aussi semblables, notamment après l'échec des règlements pacifiques basés sur des négociations interminables avec l'occupation israélienne. De plus, la corruption qui régnait dans les rangs de l'Autorité nationale, notamment parmi les dirigeants des services de sécurité et militaires palestiniens, a permis au Hamas de gagner la sympathie et d'attirer environ un quart du personnel des services de sécurité de l'Autorité, selon les résultats des élections législatives palestiniennes qui ont eu lieu en 2006. Ce processus s'est

⁷⁶⁵ Naïm Qassem, *op. cit.*, p. 35.

⁷⁶⁶ *Ibid.*, p. 51.

⁷⁶⁷ *Ibid.*, p. 56.

poursuivi jusqu'au coup d'Etat perpétré contre l'Autorité nationale en juin 2007. Depuis, le Hamas gouverne la bande de Gaza par le feu et le sang, pratique toutes les formes de tyrannie, d'oppression, de répression et de suppression des libertés, ne permettant à aucune autre partie d'exercer une action politique, en particulier le Fatah. C'est ce que le Hezbollah a essayé de faire en 2010 en assiégeant Beyrouth-Ouest par la force des armes suivant la même méthode et adoptant la même mentalité que le Hamas.

Les similitudes des deux organisations ont jeté les bases d'une vision politique commune d'opposition et de rejet qui reflète l'idée de boycott et de rébellion vis-à-vis du nouvel ordre mondial "dominant et oppresseur", dirigé par les États-Unis d'Amérique⁷⁶⁸. Le refus, la désobéissance et la défiance de l'occupation sont des positions nécessaires pour préserver la dignité et la souveraineté nationale, récupérer les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et libanais et libérer leurs territoires occupés par l'Etat d'Israël. Ils sont, en ce sens, les derniers mouvements de libération nationale du 20^e dans le monde en général, et dans le monde arabe en particulier, mais à un niveau communautaire étroit qui ne représente pas toute la communauté nationale en deçà du sens de la libération connue, y compris la libération sociale, économique, culturelle, scientifique...⁷⁶⁹

Dans le même temps, les deux organisations luttent en vue d'objectifs bien définis et réalisables en principe, en particulier la libération de territoires occupés reconnus comme tels par le monde entier. Ils limitent leurs luttes armées à leurs territoires respectifs, ils ne s'attaquent qu'à l'occupation. Ils jouissent tous les deux d'une base populaire importante et relativement organisée, de sympathie des sociétés arabes. Al Azm ajoute que le Hezbollah et le Hamas ne peuvent atteindre le niveau d'un mouvement de libération nationale sérieux en raison de leurs appartenances communautaires et de leurs idéologies. Pour lui, les expériences de libérations nationales devaient être, sans doute possible, laïques et neutre par rapport aux

⁷⁶⁸ Naïm Qassem, « Mot d'inauguration de la conférence sur les valeurs de la résistance : choix entre vivre et mourir en martyr », 23 mai 2007.

⁷⁶⁹ Sadeq Jalal Al Azm, « L'Etat laïc et la question religieuse: modèle turc », dialogue civilisé, n° 3039, 20 juin 2010.

religions et ethnies. Un tel mouvement devait représenter tout le peuple en prélude à l'établissement d'un État qui appartient aussi à tous les citoyens⁷⁷⁰.

On pourrait dire, dans une certaine mesure, que le Hamas est une mini version sunnite du Hezbollah chiite. C'est ce qu'affirme Seddiqi Arabi dans son "Etude sur la restructuration de la résistance et de la démocratie, exemples du Hamas et du Hezbollah", d'autant plus qu'ils suivent les mêmes modalités et mécanismes de mobilisations populaires respectives. Ils apportent des services communautaires par le biais d'un réseau d'institutions de services dans tous les domaines : de santé, d'éducation, de projets économiques et politiques, créant des emplois pour un grand nombre de leurs concitoyens. Ils apportent des aides en nature, nourriture, logement et habillement. Ils contribuent de manière significative à l'aide de milliers d'étudiants universitaires et écoliers pour mener à bien leurs études grâce à leur soutien financier. Ils assistent aussi financièrement les familles des martyrs et des détenus et contribuent à la reconstruction des maisons détruites par l'occupation, en s'appuyant sur le soutien financier qu'ils reçoivent de leurs alliés, en particulier l'Etat iranien, et dans une certaine mesure, du Qatar.

En résumé, il existe de nombreuses similitudes entre le Hezbollah libanais et le mouvement palestinien Hamas mais peu de différence, étant tous les deux des mouvements politiques de résistance de tendance religieuse musulmane, l'une sunnite et l'autre chiite. Le Hezbollah tient sa légitimité du "Velayat-e faqih" alors que le Hamas prend le Coran, qui prêche le jihad dans la voie de Dieu, pour constitution. Il ne croit en la théorie du "Velayat-e faqih" chiite en aucune façon, sans pour autant en faire une différence au point de nuire à son alliance avec l'axe de l'opposition, menée par l'Iran, même sur certains aspects intéressés. Notons que cet axe se met à vaciller depuis le déclenchement du printemps arabe qui pourrait concerner l'un des éléments les plus importants de l'axe de l'opposition, la Syrie, qui connaît une mobilisation populaire qui tente de renverser un régime totalitaire qui a régné pendant plus de trois décennies. Si cet Etat tombait, l'axe de résistance, qui représente pour le Hezbollah non seulement la profondeur stratégique, mais aussi les sources vitales économiques et militaires, croulerait. Dans le cas du Hamas, il n'avait trouvé ouvertes que les portes

⁷⁷⁰ Sadeq Jalal Al Azm, *Ibid.*

de Téhéran après sa victoire aux élections législatives palestiniennes en janvier 2006. Il s'était alors trouvé contraint de renforcer les liens stratégiques avec l'Iran et la Syrie pour consacrer les forces d'opposition.

IV. Le mouvement Hamas et le Parti Justice et Développement : faits et ambitions

A. Positionnement

L'expérience des islamistes turcs pose un grand défi à l'ensemble des mouvements islamistes modérés qui adoptent l'approche du changement pacifique, notamment ceux qui relèvent des Frères musulmans ou qui en sont influencés et en particulier le Hamas qui se considère des Frères musulmans de Palestine. Les dirigeants du Hamas ne cessent d'affirmer "qu'ils ne sont pas des Taliban mais plutôt Erdogan". Car l'expérience des islamistes turcs, dans certains aspects, a été influencée par les Frères surtout dans les années 70 sous la direction d'Erbakan. Cependant, trois décennies de confrontations politiques et idéologiques avec leurs adversaires ont abouti à une refonte de leur pensée et expérience et à la formation du parti Justice et Développement. Ce parti représente un islamisme réformiste opposé à l'islamisme traditionaliste d'Erbakan. Cet islamisme réformiste s'écarte de la politique de changement social des mouvements issus des Frères musulmans. La différence la plus fondamentale est l'acceptation par le parti d'Erdogan de la séparation de la religion et de l'Etat et l'adoption d'une approche démocratique libérale basée sur l'alternance pacifique du pouvoir⁷⁷¹.

Les islamistes turcs abandonnent l'obsession de l'Etat islamique et de l'application de la Charia des Frères musulmans. Ils se convertissent à la démocratie libérale qui, d'un côté, sépare la mosquée de la politique et, de l'autre, essaie de fonder une expérience d'un Islam démocratique conservateur, à l'image des partis chrétiens démocrates conservateurs en Europe, considérant que la Turquie est le seul Etat musulman dans la région dont la constitution affirme la laïcité de l'Etat. Cette laïcité impose à quiconque s'adonne à la politique de s'abstenir d'utiliser la religion dans la vie politique, de quelque manière que ce soit, sous peine de sanctions⁷⁷². C'est ainsi que plusieurs partis fondés par Erbakan avaient été interdits. Erbakan lui-même avait été écarté de la vie politique, accusé de violation de la constitution et de non-respect de la laïcité.

⁷⁷¹ Khaled el Haroub, « Le courant islamiste et la laïcité politique : l'expérience turc et les expériences des mouvements islamistes arabes », *Awrak filiditiniya*, n° 2, Ramallah, 2008, p. 9.

⁷⁷² Kamal Al Saïd Habib, « Les islamistes turcs, de la marge au Centre », in : *Turquie entre défis intérieurs et enjeux extérieurs*, Centre d'études Al Jazeera, Doha, 2010, p. 109.

Malgré la constitution et la loi turque, il y a une réalité que nul ne peut ignorer : celle de l'islamisme toujours présent en Turquie malgré cette laïcité stricte. Il a même repris l'initiative, et est passé de la marge au centre, de l'exclusion à la pénétration pour devenir le phénomène le plus important dans la vie politique, sociale, économique et culturelle en Turquie, depuis l'expérience d'Erbakan dans l'opposition et dans le gouvernement et celle d'Erdogan toujours en cours depuis 2002. Cette expérience mérite d'être étudiée de près pour la comprendre et s'en servir, la comparer avec les expériences de l'Islam politique palestinien, en particulier celle du Hamas, comprendre son fonctionnement, ses ambitions, les formes d'action et le secret de la réussite dans tous les domaines, politique, diplomatique, social et économique. Ils ont mené une expérience pionnière dont on peut s'inspirer pour réfuter l'idée de l'impossibilité de cohabitation entre Islam et démocratie ou de modernisation du monde musulman sous prétexte que les valeurs du modernisme sont contradictoires avec les préceptes de l'Islam⁷⁷³.

Par conséquent, l'expérience turque paraît aujourd'hui plus proche du monde arabe, géographiquement et historiquement. Elle a plus de chance d'inspirer au monde arabe une expérience unique de renaissance et de développement, surtout après la victoire des islamistes dans les élections législatives en Egypte, en Tunisie, au Maroc, pays du printemps arabe. L'expérience turque, plus réaliste et plus proche du monde arabe, intéresse les élites arabes. Nous n'exagérons pas en disant que l'expérience des Tanzimats, réformes de la Turquie ottomane au 19^e siècle, a le plus inspiré les Arabes dans les domaines de réforme et de développement. Ils s'apprêtent aujourd'hui à jouer un rôle semblable, dans un monde en mutation. Cette expérience paraît la plus mûre et la plus solide, en raison notamment des évolutions dans les équilibres de forces⁷⁷⁴. La Turquie d'aujourd'hui est une république laïque de 75 millions d'habitants, à 99 % musulmans. Elle se situe entre deux mondes dissemblables, culturellement, industriellement et technologiquement, le monde arabe à l'est et l'Europe à l'ouest. La Turquie d'aujourd'hui attire les regards du monde entier en ce qu'elle représente un modèle vital unique en son genre, qui expérimente le rôle de l'Islam dans la vie politique et ses effets sur la définition des politiques étrangères des grands pays,

⁷⁷³ Jalal Warghi, « Le mouvement islamiste turc : les caractéristiques et les limites de l'expérience dans le monde arabe », *Awraq Al Jazeera*, n° 17, Centre d'études Al Jazeera, Doha, 2010, p. 15.

⁷⁷⁴ *Ibid.*, p. 12.

surtout après le printemps arabe et l'arrivée de l'Islam politique au pouvoir dans quelques pays important, l'Egypte en premier.

B. Parcours de l'Islam politique turc et fondation du parti Justice et Développement

La Turquie était le centre du pouvoir de l'empire ottoman, fondé par Othman 1^{er} en 1299. Atatürk a aboli l'empire en 1922-1924 et a gouverné la Turquie jusqu'à sa mort en 1938. Il avait chassé le Calife et sa famille du pays et annulé le ministère des Waqfs et les tribunaux de la Charia. Il a aussi transformé les écoles religieuses en écoles publiques et déclaré la Turquie Etat laïc, fermant un grand nombre de mosquées et transformant la célèbre mosquée Hagia Sofia en musée. L'appel à la prière se fait désormais en turc et la langue turque est écrite en caractères latins. Il a dissolu le parlement d'Istanbul, qui lui était opposé, pour le remplacer par un autre, favorable, qui siège à Ankara, devenue capitale en 1934⁷⁷⁵. Pendant ses 15 ans au pouvoir, il a mis en place un nouveau système politique et juridique, mettant fin au califat. Il a laïcisé le gouvernement et l'éducation, donné aux hommes et aux femmes les mêmes droits. Il a réalisé des progrès significatifs dans les domaines des arts, des sciences, de l'industrie et de l'agriculture. Le parlement le nomma Atatürk, "le père des Turcs"⁷⁷⁶.

Atatürk voulait transformer la Turquie. Pour ce faire, et par là-même assurer la continuité de son propre pouvoir, il a établi un certain nombre de principes politiques pour présider au processus de transformation : la République, le nationalisme turc, la laïcité, la centralité de l'Etat et la révolution. La République signifie la fin de califat, le nationalisme l'exclusion du lien religieux islamique et son remplacement par le nationalisme turc. Son slogan était "le Turc n'a d'autre ami qu'un Turc" et "Turc, tu es heureux parce que tu es Turc". Par populaire, il entendait la fin des régimes féodaux et capitalistes dans l'Etat turc, donc régler les conflits sur la base d'une constitution civile, décidée par le parlement, et excluant toute référence à l'Islam dans l'établissement des lois. La centralité signifie étendre le pouvoir de l'Etat sur tous les aspects de la vie, un Etat révolutionnaire qui cherche à changer radicalement l'Etat.

⁷⁷⁵ Ahmad Youssef, « Le mouvement islamique en Turquie, de la cible au pouvoir », Baït al Hikma, novembre 2009, Gaza, p. 20.

⁷⁷⁶ <http://ar.wikipedia.org>, 10 août 2010.

Dans le cadre d'une orientation kémaliste laïque, il utilise, en 1926, des lois suisses, abolit les lois inspirées de la charia, y compris la polygamie, accorde aux femmes le droit d'épouser un non musulman, de changer de religion, interdit le port du voile et impose le port de robes. Il achève sa révolution en 1938, juste avant sa mort, par l'abrogation de l'article de la constitution qui stipulait que l'Islam était la religion d'Etat⁷⁷⁷. Il va même jusqu'à réprimer dans le sang les confréries soufies et les courants religieux, tout religieux étant considéré ennemi d'Etat.

Il semble que les longues décennies de la laïcité en Turquie n'ont pas empêché que le courant kémaliste laïque soit aujourd'hui, plus que jamais, controversé et sujet à de nombreuses interrogations. En effet, des questions et des réserves au sujet de la capacité du kémalisme à mener la Turquie du 21^e siècle commencent à être soulevées. Les principes et les efforts d'Atatürk visant à établir une "Turquie moderne" semblaient efficaces à cette époque historique que traversait le pays. C'était des principes fondamentaux, sur lesquels on ne peut revenir, pour la création d'un "Etat national" digne des normes européennes au cœur de l'Anatolie. Toutefois, ces mêmes principes se sont progressivement transformés en obstacles à la consolidation de la démocratie dans le pays, les dirigeants se mettant à interpréter à leur façon les valeurs libérales d'Atatürk, bien que ces principes soient susceptibles d'interprétations plus ouvertes⁷⁷⁸. La Turquie disposait d'un patrimoine religieux particulier et diversifié, alliant des coutumes préislamiques et un Islam sunnite qui cherche à jouer un rôle actif dans la vie politique turque, les Turcs étant presque exclusivement musulmans. L'héritage kémaliste laïc fondamentaliste extrémiste, contraire dans la pratique à l'essence de la démocratie en tant que mode de vie dans un pays pluriethnique, régresse aujourd'hui. Certains chercheurs considèrent que la montée de l'islamisme peut être imputée à cette diversité.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, après onze ans de règne d'Ismet İnönü, successeur d'Atatürk, et à la suite des répercussions de la guerre sur la Turquie et d'autres pays dans le monde, İnönü souhaitait lancer des réformes politiques afin de permettre la création d'un unique parti d'opposition à côté de celui fondé par Atatürk, le Parti républicain du Peuple. Ce parti fut effectivement créé en 1946, appelé Parti

⁷⁷⁷ Aljazeera.net, 9 juin 2009.

⁷⁷⁸ Jalal Warghi, *op. cit.*, p. 23.

Démocratique, et était l'expression de la volonté populaire de changement pour plus de démocratie et de liberté. Le mouvement islamique a trouvé dans ce parti un moyen de s'exprimer même si ce parti était faible et ne représentait que des secteurs limités des masses populaires. Il avait cependant réussi à obtenir 61 sièges sur 482 aux élections législatives tenues en 1946, et ce en dépit de l'écrasante victoire du parti au pouvoir, le Parti républicain du peuple. Il a inversé la tendance en 1950 et remporté 403 sièges contre 69 pour le Parti républicain du Peuple. C'était le plus important développement de la République de Turquie depuis la mort d'Atatürk en 1938⁷⁷⁹.

Avec la création du Parti démocrate, la vie politique en Turquie commence à connaître le pluralisme et les islamistes cherchent à s'exprimer. Le Parti démocrate était une option mais ne pouvait exprimer leurs volonté et tendance islamique, ce qui a conduit certains à fonder leur propre parti, le "Parti de la Nation", en 1948, rejoints ensuite par la tendance islamique du Parti démocrate. Ce parti obtient un seul siège aux élections de 1950 avant d'être dissout juste avant les élections de 1954, sous prétexte d'utiliser la religion en politique. Mais la Cour de cassation a annulé la décision de dissolution. Les islamistes décident alors de fonder un nouveau parti qu'ils appellent "Parti républicain de la Nation" qui a remporté cinq sièges aux élections législatives de 1954⁷⁸⁰. En 1951, le Parti démocratique islamique est fondé mais il est fermé six mois plus tard par la justice, accusé d'utilisation de la religion dans la politique. D'autres partis, comme le parti de la défense de l'Islam et le Parti de la renaissance nationale, sont fondés. Ce fut la première fois que les islamistes disposent de partis indépendants sans être juste des tendances à l'intérieur des partis d'opposition à l'Atatürkisme⁷⁸¹.

A propos des racines du courant islamiste, il est possible d'affirmer que la soi-disant "renaissance" islamique a pratiquement commencé en Turquie avec l'avènement du Parti démocrate au pouvoir et son administration du pays entre 1950 et 1960, période qui a connu le premier coup d'Etat militaire. Pendant cette décennie, le rôle de l'Islam fut consolidé et étendu dans la vie politique turque : la loi qui proscrivait l'appel à la

⁷⁷⁹ Abdel Halim Ghazali, *op. cit.*, p. 15-16.

⁷⁸⁰ Al Safsafi Ahmad Al Mursi, « Evolution démocratique dans la Turquie moderne. Première partie : parti de l'indépendance et la première république, 1918-1960 », Le Caire, Centre d'Etudes Orientales, 2004, p. 158.

⁷⁸¹ Kamal Al Saïd Habib, *op. cit.*, p. 111.

prière en arabe fut abrogée en 1950, on pouvait de nouveau entendre le Coran récité à la radio de l'Etat, des cours d'instruction religieuse sont réintroduits dans les écoles, les formations d'imams et de prédicateurs sont autorisées, 1500 mosquées sont construites et des dizaines restaurées, sur le terrain les confréries soufies recommencent à jouer leur rôle social malgré l'interdiction légale et elles rouvrent leurs écoles et sanctuaires et annoncent leur entrée sur la scène politique⁷⁸². Le temps de la laïcité totale est révolu et l'Islam est de nouveau considéré comme identité de la Turquie, comme dans le cas du christianisme dans les pays occidentaux. La laïcité est désormais perçue comme un système de gouvernement, pas une religion politique qui nationalise tous les espaces pour le bénéfice de l'Etat. La tendance islamiste infiltre largement le Parti démocrate qui est utilisé comme une couverture pour le kémalisme. Le Parti démocrate remporte les élections de 1957. Le courant islamiste représente désormais un contrepoids objectif de l'armée et de l'élite laïque⁷⁸³.

On peut dire en général que les partis démocratiques conservateurs en Turquie ont constitué un espace pour les islamistes par l'intermédiaire duquel ils ont pu avoir un fort impact sur la vie politique et sociale. De plus, psychologiquement et légalement, les islamistes passent d'une ère où ils sont pourchassés et poursuivis à celle de la réhabilitation d'affirmation de leur rôle dans tous les domaines⁷⁸⁴ jusqu'au coup d'Etat militaire de 1960. Deux phénomènes commencent à émerger alors : recul de la laïcité avec une tendance à s'adapter à l'Islam et enracinement du phénomène islamiste à grande échelle, passant de la marginalisation au cœur de la vie politique. Les commanditaires du coup d'Etat ont essayé, autant qu'ils le pouvaient, de faire adopter le concept de "turquisation" de l'Islam, donc de le rendre compatible avec l'humeur et la nature de la Turquie. A cette époque, quelques réflexions sur la relation entre l'Islam et la société turque commencent à se répandre peu à peu, par exemple l'idée que l'Islam est une des composantes de l'identité turque, que c'est un bon mode de vie, qu'il est conciliable avec la laïcité, qu'il n'est pas une force réactionnaire comme on le prétend et qu'il peut s'adapter à la civilisation de l'Occident⁷⁸⁵. Le courant islamiste fut donc encouragé à faire de politique par l'intermédiaire du Parti de Justice, l'héritier du

⁷⁸² Abdel Halim Ghazali, *op. cit.*, p. 16.

⁷⁸³ *Ibid.* p. 16.

⁷⁸⁴ Kamal Al Saïd Habib, *op. cit.*, p. 112.

⁷⁸⁵ Ahmad Nouri Al Naïmi, « Les mouvements islamistes turcs contemporains en Turquie : présent et futur », Amman, Dar Al Bashir, 1992, p. 30.

Parti démocrate après le coup d'Etat militaire qui a dissout tous les partis. Le Parti de Justice participe aux élections d'octobre 1961 et remporte 34,4 % des voix contre 36,7 % pour le Parti Républicain du Peuple. Un gouvernement de coalition est formé, prenant en compte les deux partis, sous la direction d'Ismet Aatolv, Président du parti du peuple. Le Parti de Justice a continué dans cette voie jusqu'en 1965: les islamistes lui apportent alors leur soutien et il remporte la majorité des voix. Erbakan était membre du parti jusqu'en 1969 où il représentait, avec ses partisans, un Islam modéré à l'intérieur du Parti de la Justice. L'arrivée d'Erbakan à la présidence de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie et de la Bourse en 1968 a effrayé les laïcs, mais les islamistes au sein du parti ont poursuivi leur pression sur le chef du parti, Suleyman Demirel, pour prendre davantage de mesures afin de se rapprocher de l'Islam, en vain. Demirel a également refusé d'inscrire Erbakan sur les listes du parti lors des élections de 1969. Celui-ci se trouve contraint de se présenter en indépendant dans la province de Konya. Il est élu avec 27 députés représentant le courant islamiste de l'époque. Ces derniers ont constitué le plus grand groupe indépendant que les élections turques aient jamais connu⁷⁸⁶.

La réussite du groupe d'indépendants à tendance islamiste a encouragé Erbakan à lancer l'idée de l'Islam politique par la constitution d'un parti indépendant au début des années 1970. Un ami d'Erbakan, Arif Emre, crée le Parti de la Sécurité Nationale. En 1973, Erbakan accède à la tête du parti, devenu influent dans la vie politique turque jusqu'à ce qu'un nouveau coup d'Etat dissolve tous les partis en 1980. Ce parti avait participé à un gouvernement de coalition dirigé par Bülent Ecevit à la suite des élections d'octobre 1973, mais il est tombé quelques mois plus tard. D'une manière générale, le Parti de la Sécurité Nationale jouait un rôle important dans les interactions politiques des années soixante-dix qui ont vu l'Islam politique monter en puissance de manière spectaculaire en Turquie. Ce courant reçoit un important coup de pouce après le succès de la révolution iranienne en 1979, bien qu'il n'ait eu aucun rapport direct avec cette révolution⁷⁸⁷. Erbakan avait lancé sa théorie de nationalisme islamique qui stipule que c'est l'Islam qui rassemble les Turcs, pas la géographie, ni l'ethnie, ni même l'Etat. Cette théorie se maintient après le coup d'Etat militaire qui a lieu en 1980 et qui interdit tous les partis politiques, y compris le Parti de la Sécurité

⁷⁸⁶ *Ibid.*, p 32.

⁷⁸⁷ Abdel Halim Ghazali, *op. cit.*, p. 17.

Nationale. Erbakan forme un nouveau parti en 1983, appelé le "Parti de la prospérité" à travers lequel il a proposé plus clairement l'idée de nationalisme islamique dont les principaux traits se résument comme suit⁷⁸⁸:

- l'Islam est le lien premier entre les Turcs.
- Le rôle de l'Etat est important dans le processus de modernisation et d'industrialisation (Erbakan était un admirateur du modèle allemand d'industrialisation).
- L'Etat doit réaliser la justice sociale et se doit d'être un État providence ou ce qu'il appelle un "système équitable".
- Le rejet du système financier basé sur les transactions usuraires et appel à une économie islamique.
- L'opposition à la privatisation et la libéralisation, tout en préservant le rôle de l'Etat et les valeurs religieuses en alternative aux libertés occidentales.
- Le rejet de l'occidentalisation et appel au retour de la Turquie à ses racines islamiques.
- S'orienter vers le monde musulman en tant que milieu naturel de la Turquie et s'opposer à l'idée d'adhésion à l'Union européenne.

Avec ces principes, Erbakan a réussi à attirer les classes défavorisées d'Anatolie et la petite bourgeoisie d'Anatolie et d'Istanbul ainsi que les adeptes des confréries soufies, surtout qu'il était lui-même croyant pratiquant et conservateur, respectant les devoirs religieux en Turquie et quand il se rendait à l'étranger, en dépit du fait qu'une grande partie du courant islamiste ait rejoint le « Parti de la Mère Patrie » dirigé par Turgut Ozal. Une grande partie des dirigeants de ce parti a rejoint par la suite le Parti de la Prospérité, puis le Parti de la Vertu et enfin le Parti Justice et Développement, mettant à profit la politique des putschistes de 1980 qui ont encouragé les islamistes et renforcé leur présence face aux communistes. Ils se sont servis de l'Islam comme garantie du régime. Ozal n'a pas hésité à accomplir le Hajj en Arabie Saoudite. Il a également rejoint l'Organisation de la Conférence islamique et développé les relations turco-arabe. Il s'est fait appeler « président-croyant », ce qui a contribué à

⁷⁸⁸ *Ibid.*, p. 17-18.

marginaliser l'Islam politique en Turquie après le coup d'Etat militaire⁷⁸⁹. L'Islam politique était dans une situation de grand absent après le retour de la démocratie en raison de la stratégie d'Ozal. Il fallait donc attendre des signes de fatigue du libéralisme ozalien pour que le mouvement islamiste en Turquie entre dans une nouvelle phase de développement. Ce fut fait lors des élections municipales de 1989 et des élections législatives de 1991 quand le parti de la prospérité remporte enfin sa première victoire grâce à une alliance avec les partis d'extrême droite. Les élections municipales de 1994 ont révélé la renaissance et l'étendue du mouvement islamique : le parti de la prospérité a remporté seul 6 des plus grandes villes turques, dont Ankara et Istanbul. Il a ensuite obtenue 21 % des suffrages dans les élections parlementaires de 1995, devenant ainsi le plus grand parti de Turquie. Ces victoires lui ont permis de former le gouvernement et d'avoir le poste de premier ministre⁷⁹⁰. Le Parti de la Prospérité étend son pouvoir et son influence pour dépasser ceux du Parti de la Sécurité Nationale. Cependant, c'est un parti nouveau en son genre: il ne se comporte pas en parti religieux, tandis que le Parti de la Sécurité Nationale s'employait à teindre de religieux ses objections économiques.

Quand le Parti de la Prospérité atteint le sommet de sa gloire en 1996, au moment où Necmettin Erbakan obtient le poste de Premier ministre, il doit faire face à un double défi: comment pouvait-il être le principal parti d'un gouvernement d'une république parlementaire laïque sans nier ses propres principes et sans éveiller les soupçons et l'hostilité de l'armée, gardienne et protectrice de la laïcité du régime ?! Erbakan et son parti savent qu'ils sont observés de près par l'armée qui détient le véritable pouvoir en Turquie. Le Parti de la Prospérité n'a donc pas pu mettre en œuvre ses politiques et programmes pour lesquels il a été élu en raison des obstacles posés par l'armée. En août 1997, l'état-major de l'armée décide d'un "Document de la sécurité nationale", document établi par l'armée tous les cinq ans, dans lequel elle définit les stratégies d'actions pour les cinq années à venir. Cette fois, l'armée affirme que les aspects de la vie islamique et la montée de l'Islam politique sont le plus grand danger qui menace la

⁷⁸⁹ Hamed Marco, « L'Islam politique et l'après Islam politique en Turquie », in : *Islamistes et démocrates, problématique de construction d'un courant islamiste et démocrate*, Centre d'études politiques et stratégiques Al Ahram, le Caire, 2005, p. 188-189.

⁷⁹⁰ *Ibid.*, p. 189.

sécurité nationale de la Turquie⁷⁹¹. Ainsi commencent les pressions de l'armée et de ses alliés laïcs sur le gouvernement d'Erbakan et son partenaire dans la coalition. L'armée soumet ainsi au gouvernement 18 mesures immédiatement applicables :

1. Interdire tout appel en faveur de l'application de la loi islamique.
2. Censurer les réseaux de radio et de télévision islamiques.
3. Interdire le port de tenue vestimentaire incompatible avec les lois de l'Etat, ce qui signifie l'interdiction du foulard.
4. Imposer des mesures pour empêcher l'infiltration de militants islamistes au sein de l'appareil d'Etat.
5. Contrôler les ressources financières des associations religieuses et des confréries soufies.
6. Interdire la vente de fusil à canon court, en raison de la demande grandissante des islamistes pour ce type d'armes.
7. Réactiver l'article 163 du Code pénal qui criminalise une action politique motivée par la religion.
8. Obliger le gouvernement à surveiller étroitement les efforts de l'Iran pour saper la laïcité de la Turquie.
9. Criminaliser toute action contre le système démocratique laïc.
10. Mettre en application l'article 174 de la Constitution relatif à l'interdiction de toucher aux réformes adoptées depuis la fondation de la République turque en 1923.
11. Demander aux procureurs généraux de prendre des mesures immédiates contre tout acte constituant une violation des lois, fermer les institutions religieuses qui violent ces lois.
12. Augmenter la durée de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 8 ans, ce qui signifie pratiquement la fermeture des écoles de formation d'imams et de prédicateurs.
13. Fermer les écoles coraniques régies par des islamistes ;
14. Interroger les dirigeants des partis à propos de déclarations émises par des maires appartenant à ces partis.
15. Interdire tout financement étranger d'organisations religieuses pour les conseils municipaux.

⁷⁹¹ Tarq Abdel Jalil, « L'armée et la vie politique : desserrer la poigne de fer », in : *Islamistes et démocrates, op. cit.*, p. 67.

16. Interdire la construction d'une nouvelle mosquée dans un quartier d'Istanbul.
17. Renvoyer 160 officiers de l'armée appartenant à la tendance islamique.
18. Renvoyer certains gouverneurs de province appartenant à la tendance islamique.

La bataille entre l'armée et le Parti de la prospérité s'acheva par le renversement de son chef, le Premier ministre Erbakan, moins d'un an après son accession au pouvoir. Il a effectivement présenté sa démission en juin 1997 refusant les procédures imposées par le Conseil de la sécurité nationale dominé par les militaires. Certains soutiennent que l'approche islamique d'Erbakan était entrée en collision directement ou indirectement avec l'approche des chefs de l'armée et leurs partisans laïcs dans un certain nombre de questions intérieures et extérieures, parmi lesquelles :

- L'adoption par le Parti de la Prospérité de quelques réformes et mesures à caractère religieux, comme l'extension des établissements religieux, la proposition d'un projet de loi autorisant la liberté de porter le voile dans les universités et les bureaux gouvernementaux, l'appel à rouvrir la mosquée Haggia Sophia pour la prière, la proposition de construire une mosquée place Taqsim au cœur d'Istanbul et d'autres actions et mesures à caractère religieux. De plus, l'armée considérait que le parti s'était infiltré dans l'économie par le biais de la Fédération des MUSIAD, qui comprend dix mille sociétés islamiques très variées, dans l'éducation, via les écoles religieuses, dans l'armée et la police et les organes de l'Etat, de manière à renforcer l'approche islamique dans le pays⁷⁹².
- L'insatisfaction des chefs de l'armée sur les tentatives d'Erbakan de régler pacifiquement la question kurde dans le cadre de la "fraternité musulmane" et de son appel à rejeter la force dans le traitement du mouvement armé kurde. A cet égard, l'état-major turc considère que toute réforme en faveur des Kurdes équivaut à la division du pays⁷⁹³.
- L'approche du gouvernement Erbakan face aux problèmes internes, économiques et sociaux, suscite les craintes de l'armée. Le Parti de la Prospérité a en effet

⁷⁹² Khalil Ibrahim Al Tayyar, « Conflit entre Ottomanisme et islamisme en Turquie », Etudes stratégiques, n° 99, Centre Al Emarat d'Etudes et de recherches stratégiques, Emirats arabes unis, Abou Dhabi, 2004, p. 52.

⁷⁹³ *Ibid.*, p. 53.

renforcé sa position parmi les masses puisqu'il cherche à améliorer les services à la population locale, en particulier dans les provinces du Sud-est, à majorité kurde.

- L'armée s'oppose au renforcement de la coopération entre la Turquie et les pays musulmans, en particulier les pays voisins, la Syrie, l'Irak et l'Iran, préférant l'alliance avec l'Occident.
- Le Premier ministre Erdogan s'oppose à toute alliance de la Turquie avec Israël. Il a tenté de geler les accords militaires conclus par les chefs de l'armée avant et après son accession au pouvoir, sans son accord préalable. Le différend apparaît au grand jour lorsque Ismail Hakkî Erdođan, chef de l'état-major turc, effectue une visite en Israël sans même en informer le gouvernement, déclarant avant de quitter Ankara pour Tel-Aviv qu'il "n'avait pas consulté le gouvernement au sujet de la visite et qu'il n'en voyait pas le besoin"⁷⁹⁴. Conscient qu'il ne pouvait résister à la ruée de l'armée vers le renforcement de l'alliance avec Israël, Erdogan se rend dans plusieurs pays musulmans, y compris en Iran où il a signé un accord pour l'approvisionnement en gaz naturel, la construction de pipelines et la coopération commerciale pour une valeur de 23 milliard de dollars, attirant l'attention de l'Occident, en particulier des États-Unis⁷⁹⁵. Cette transaction et ces visites ont constitué un défi lancé aux chefs de l'armée. De plus, Erdogan a essayé d'améliorer les relations avec la Syrie, affirmant que "la Syrie n'apportait aucun soutien au PKK"⁷⁹⁶, au mépris des rapports d'intelligence de l'armée présentant la Syrie comme un pays hostile.

La marée islamique, sous le gouvernement d'Erdogan, a commencé à effrayer les chefs de l'armée et leurs partisans politiques laïcs. Ils ont vu dans les institutions religieuses grandissantes des "centres de recrutement de partisans et une menace pour le régime républicain laïc"⁷⁹⁷ bien que ces institutions soient financées par des associations locales et soumises au contrôle du Ministère de l'Education nationale. Le nombre de ces institutions n'a cessé d'augmenter au fil des ans et elles accueillent un demi millions d'élèves en 1997⁷⁹⁸. Les laïcs y voyaient une menace sérieuse à la laïcité de la Turquie. Si la situation continuait à évoluer à ce rythme, le régime laïc

⁷⁹⁴ *Ibid.*, p.185.

⁷⁹⁵ "Israel and Turkey spread alarm", *The middle east international*, London, n°550,16 mai 1997, p. 2.

⁷⁹⁶ *Ibid.*

⁷⁹⁷ *Ibid.*, p. 2.

⁷⁹⁸ Hamed Marco, *op. cit.*, p. 191.

dans son ensemble s'écroulerait au profit d'un nouveau régime islamiste mettant ainsi fin à la révolution kémaliste. L'armée et ses alliés ont exercé des pressions sur le Parti de la Prospérité et son Président Erdogan par les dix-huit recommandations mentionnées plus haut pour saper l'expérience de l'Islam politique et faire se retourner ses partisans contre lui. Erdogan est donc poussé à présenter sa démission au Parlement le 18 juin 1997 avant d'être traduit en justice et son parti dissout par la Cour constitutionnelle en janvier 1998⁷⁹⁹. La cour a également interdit à un certain nombre de chefs de parti, dont Necmettin Erdogan et l'ancien ministre de la Justice, Shaukat Tazan, d'exercer une action politique pendant cinq ans. Mais comme le parti avait prévu tout cela, il a fondé en 1997 le Parti de la Vertu, héritier légitime du Parti de la Prospérité⁸⁰⁰ à l'initiative de 33 députés appartenant au parti. Le parti a accordé les 144 sièges, devenus vacants après l'interdiction du Parti de la Prospérité, au nouveau parti dirigé par Necmettin Erdogan avant que la nouvelle génération dirigée par Erdogan et Gul réussisse à unifier ses rangs et à mobiliser le soutien nécessaire pour obtenir ces sièges.

Le Parti de la Prospérité a souffert de dissensions internes entre les deux tendances traditionnelle et rénovatrice. Les dissensions se sont poursuivies et même aggravées dans les rangs du Parti de la Vertu moins d'un an après la création du nouveau parti. Les contradictions se sont intensifiées suite à la victoire de l'aile traditionnelle, à 50,8% des voix, pour la direction du parti. Les prémices de scissions apparaissent avant la dissolution du Parti de la Vertu au début 2000 sous prétexte de violation des principes de la laïcité⁸⁰¹. Quatre de ses principaux dirigeants avaient démissionné du Parti de la vertu en 1999, y compris Abdullah Gul, en raison de l'intensification des contradictions entre les deux courants, qui représentaient deux générations différentes. Le conflit paraissait donc comme idéologique, politique et de génération, jetant de l'ombre sur les recommandations de l'armée au gouvernement de coalition d'Erdogan, et menant à de vives discussions au sein du Parti de la Prospérité et à des critiques de l'Islam politique conduisant à des fissures idéologiques et de génération au sein du mouvement islamiste suite au coup d'Etat - sans effusion de sang - mené par l'armée. L'armée et ses alliés ont ainsi réussi à ridiculiser le gouvernement d'Erdogan avant de

⁷⁹⁹ Abdel Halim Ghazali, *op. cit.*, p. 22.

⁸⁰⁰ Omar Al Shoubaki, « Défis de la construction du courant islamiste, succès turcs et empiètement égyptien », in *Islamistes et démocrates*, *op. cit.*, p. 151.

⁸⁰¹ Tareq Abdel Jalil, « L'armée et la vie politique », *op. cit.*, p. 765.

le pousser à partir. Le Parti de la Prospérité n'a pas réussi à gérer la bataille politique avec la tendance laïque dirigée par l'armée. Erdogan a donc perdu son combat politique contre la laïcité contribuant à la multiplication des fissures et conflits idéologiques et générationnel dans le Parti de la Prospérité qui les a laissés en héritage au Parti de la Vertu. L'ascension des islamistes est stoppée pour un certain temps en Turquie notamment après le refus de l'Union européenne d'entamer des négociations avec la Turquie en vue de son adhésion à l'Union européenne lors du sommet tenu au Luxembourg en décembre 1997 : la candidature de la Turquie est alors à nouveau gelée⁸⁰².

De plus, le Parti de la Vertu a perdu les élections législatives de 1999, remportées par le Parti de la Gauche Démocratique et le Parti du Mouvement National en conséquence de la confusion qui régnait au sein du parti, de l'interdiction d'exercice de l'action politique à ses dirigeants et surtout de la surveillance étroite de la Cour suprême des élections, le Parti de la vertu, en tant qu'héritier du Parti de la Prospérité interdit, étant suspecté d'action hostiles à la laïcité⁸⁰³. Le courant laïc a réussi à faire interdire le Parti de la Vertu par la Cour suprême en juin 2001, aggravant davantage les dissensions entre les composantes du parti islamiste interdit. Recep Tayyip Erdogan a constitué un groupe de "partisans du changement" au sein du parti et s'en est servi en tant que plate-forme politique pour ses idées; qui restent islamistes dans leur essence mais qui cherchent à apporter un changement dans la force motrice du parti, voulant atteindre des objectifs politiques et non religieux comme ce fut le cas à l'époque d'Erdogan. Un large secteur de la tendance islamique voit désormais Erdogan comme un père spirituel alors qu'Erdogan est perçu comme un homme du peuple au discours moderne plus proche des problèmes et des réalités quotidiennes, plus capable de comprendre les ruses de la politique⁸⁰⁴.

La dissolution du Parti de la Vertu engendre donc deux grands courants de l'Islam politique turc : l'un formé par le Parti du bonheur, représentant les islamistes conservateurs dirigés par Erdogan, l'autre formé par le Parti de Justice et développement représentant les islamistes réformateurs dirigés par Recep Tayyip

⁸⁰² Hamed Marco, *op. cit.*, p. 191.

⁸⁰³ Omar Shoubaki, *op. cit.*, p. 151.

⁸⁰⁴ *Ibid.*, p. 153.

Erdogan et Abdullah Gül, en 2001. Ce Parti n'a pas commis les erreurs mortelles d'Erbakan, l'affrontement entre l'armée et Erbakan à propos de sa théorie sur le nationalisme islamique ayant mis au grand jour un certain nombre de faits évidents :

Tout d'abord, la tolérance de l'armée avec la tendance islamique a des limites. Les forces laïques menées par l'armée ne peuvent tolérer les islamistes à un point où celui-ci peut menacer leur existence-même. Par conséquent, ces forces mèneront un combat existentiel dans le cas où leurs adversaires islamistes se renforcent en recourant au peuple, au droit ou à démocratie.

Ensuite, la distance entre les forces laïques et le courant islamiste ne permet pas de trouver un terrain d'entente tant que l'existence de l'un signifie l'annulation de l'autre.

C'est la mentalité d'annulation de l'autre qui régit le conflit entre les deux parties, y compris le recours à la violence ou à des mesures d'exception. Chaque partie doit donc vénérer ses propres idées et principes et leur donner des dimensions métaphysiques, patriotiques et nationalistes.

En outre, la rivalité entre les deux parties consacre la crise de l'identité turque. L'expérience d'Atatürk n'a pas réussi à éradiquer la conscience religieuse des Turcs et toutes les idées et les pratiques qui en découlent. D'un autre côté, le courant religieux n'a pas réussi à s'adapter avec la démocratie laïque acceptable pour les masses populaires. Au contraire, il a tirailé les Turcs entre deux mondes, deux cultures et deux civilisations, toutes opposées⁸⁰⁵. Par conséquent, l'expérience d'Erbakan a prouvé qu'il était difficile d'autoriser le courant islamiste de mettre en œuvre ses programmes opposés aux fondements de la république laïque.

Ce qui précède confirme par le concret que la dissolution du Parti de la vertu était le coup de grâce au mouvement d'Erbakan. En effet, ses partisans ont fondé leur propre parti, se replongeant sur leurs vieilles thèses et tournant le dos à l'évolution de la conjoncture mondiale, régionale et locale soi-disant pour résister aux exigences d'une idéologie flexible qu'ils considèrent comme peu sûre. Le courant réformateur a lui aussi formé son parti, Justice et Développement (AK), après avoir réexaminé en profondeur l'expérience de l'Islam politique turc. Sous la direction de Recep Tayyip Erdogan et Abdullah Gül, ce courant a conclu qu'il fallait adopter une nouvelle approche vis-à-vis des exigences de la démocratie libérale, l'adhésion de la Turquie à

⁸⁰⁵ Abdel Halim Ghazali, *op. cit.*, p. 22-23.

l'Union européenne et l'acceptation des principes d'un Etat démocratique laïc. Le parti présente alors une vision connue sous le nom de "démocratie conservatrice" ou "néo-ottomane" qui est un prolongement plus élaboré de la vision de l'ex-président turc Turgut Ozal fondée sur l'ouverture aux différents courants et forces nationales tout en s'attachant aux valeurs et traditions nationales afin de parvenir à la renaissance de l'Etat turc à l'intérieur et de renforcer le statut international de la Turquie⁸⁰⁶. Le parti Justice et Développement adopte une voie réconciliatrice avec les forces nationales pour soutenir l'orientation vers une démocratie libérale. Car l'expérience a confirmé que l'Atatürkisme laïc fondamentaliste éradicateur n'a pas fonctionné. De même, l'approche d'Erbakan de confrontation et de refus de l'autre n'a pas duré, mais a échoué, tandis que la formule de démocratie conservatrice d'Erdogan, comme expression de la continuité avec le caractère ottoman, semble réussir⁸⁰⁷. Il a donc pu accéder au pouvoir et s'y maintenir jusqu'à maintenant. Comment est né le Parti Justice et Développement et quelles sont ses bases idéologiques, politiques et intellectuelle ?

C. Le parti de la Justice et du Développement, ou la renaissance de l'Islam politique turc

Depuis sa création, le Parti Justice et Développement a suscité une importante controverse parmi les politiciens et les intellectuels. Il a joui d'une grande couverture médiatique non seulement en Turquie, mais dans le monde en général et dans le monde arabe en particulier. Cet intérêt peut s'expliquer par la réussite du parti dans la restructuration de ses slogans et idées qui semblaient différents des anciens partis islamistes surtout que ce parti se place au centre-droit de l'échiquier politique, à l'image des partis chrétiens conservateurs en Europe⁸⁰⁸. Il est difficile de dire aujourd'hui les limites de son discours islamiste étant donné que ce parti a appris et maîtrisé les règles du jeu de la politique en démocratie qui exige conciliation et entente⁸⁰⁹.

⁸⁰⁶ Tareq Abdel Jalil, *op. cit.*, p. 76.

⁸⁰⁷ Kamal Al Saïd Habib, *op. cit.*, p. 117.

⁸⁰⁸ Ahmad Youssef, *op. cit.*, p. 23.

⁸⁰⁹ Jalal Warghi, *op. cit.*, p. 57.

Il y a plusieurs versions et explications, contradictoires, de la création du Parti Justice et Développement, de sa transformation en grande force politique en Turquie et de ses liens avec les développements intérieurs et extérieurs, surtout l'échec du gouvernement d'Erbakan en 1997 en raison de sa vision "fermée" de la société⁸¹⁰ et de l'intervention de l'armée. Cet échec a entraîné l'apparition de deux courants dans le Parti de la Prospérité avant même qu'il ne soit dissout par la cour constitutionnelle sous prétexte d'anti-laïcité et de politique religieuse, ce qui était matière à controverse au sein du parti. "Le style de direction d'Erbakan ne pouvait aboutir à aucun résultat positif. Il nous faut réexaminer nos politiques et idées⁸¹¹", disait Erdogan, élu plus tard président du parti Justice et Développement. "Certaines de ses convictions déclarées sont fausses. Il ne faut pas vivre dans le passé, il faut regarder l'avenir ; changer est vertu⁸¹²", a-t-il ajouté.

Le parti Justice et Développement constitue une rupture avec le passé représenté par le Parti de la Prospérité et de la Vertu, sans nier ce passé ni l'identité turque⁸¹³. Par conséquent, les chefs du parti, avant de le fonder et proposer leur programme politique, ont effectué plusieurs sondages d'opinion dans lesquels ils ont interrogé les gens sur leurs priorités et la nature du parti qu'ils sont disposés à accepter. Ils ont même demandé aux gens le nom du parti qu'ils désiraient, son slogan, ses politiques, etc. Ils ont ensuite annoncé la naissance du parti, le 14 août 2001, une semaine seulement après la création du parti de la Félicité d'Erbakan. Le comité constituant comprenait 13 femmes dont 4 seulement étaient voilées, parmi lesquelles une chanteuse, une actrice, une enseignante et une femme médecin, en signe d'expression du parti à toute la diversité sociale et intellectuelle. Le parti se propose de représenter toutes les tendances libérales, et embrasse tous les secteurs de la population. Plus significatif encore, le parti a lancé ses actions depuis le mausolée d'Atatürk, en signe d'acceptation de la laïcité comme base du régime⁸¹⁴. Il se présente comme un parti démocrate conservateur qui n'a pas l'intention de fonder un régime religieux ou islamiste en Turquie, un parti fondé sur la raison et le dialogue qui inclura toutes les

⁸¹⁰ Tareq Abdel Jalil, *op. cit.*, p. 50.

⁸¹¹ Moustafa Mohammad Al Hajjan, « La Turquie : du Sultan à Erbakan », 1842-2006, Awraq Moussafir, partie 2, Al Sahoua éditions, Le Caire, 2010, p. 399.

⁸¹² *Ibid.*, p. 400.

⁸¹³ *Ibid.*, p. 391.

⁸¹⁴ *Ibid.*, p. 395.

idées de la société turque. Il ne sera l'ennemi de personne, surtout pas de l'armée⁸¹⁵. Ainsi, Erdogan se démarque de l'identité islamique et déclare pleinement allégeance aux principes de la laïcité du régime en place avec toutes ses institutions politiques, véritable régime démocratique, libéral et laïc, la laïcité étant la garantie de la démocratie⁸¹⁶.

Ainsi, le parti Justice et Développement a coupé les liens avec le mouvement islamique traditionnel et conservateur d'Erbakan. Il s'est présenté comme représentant un courant moderniste réformateur ouvert à l'élite laïque et défenseur des valeurs de la République kémaliste et des droits de l'homme, adoptant un discours ouvert à l'Occident, déclarant son souhait d'adhérer à l'Union européenne - contrairement à Erbakan - et adoptant l'économie de marché. Il entendait mettre en œuvre des réformes économiques pour sortir l'économie turque de la récession et de l'inflation chronique. L'économie turque était en effet, en 2001, au bord de l'effondrement, la croissance de l'économie turque était de - 7,5%, la monnaie turque avait chuté de 113% face au dollar américain, et le revenu réel par habitant avait baissé de 20%. Le salaire minimum est passé de 165 \$ par mois à 100 \$ seulement. Plus de 50 000 petites entreprises avaient fait faillite et le nombre de chômeurs avait dépassé 1,5 millions⁸¹⁷. Dans ces circonstances, le Parti Justice et Développement est fondé pour être le parti du post-Islam politique, tel que décrit par certains penseurs turcs. Les chefs et les membres du parti sont musulmans pratiquants, ils font la prière et le jeûne, leurs épouses sont voilées... mais la religion ne joue aucun rôle central dans les actions du Parti et du gouvernement, ne constitue pas une référence à un comportement politique. Même s'ils défendent les valeurs de l'Islam, ils sont pour la démocratie et la laïcité, non dans le sens de l'hostilité à la religion, mais pour la séparation de la religion et de l'état⁸¹⁸. C'est ce qu'on peut percevoir à la lecture des objectifs présentés dans les statuts du parti⁸¹⁹. Les principaux sont au nombre de sept :

1. Affirmer la souveraineté du peuple turc, sans aucune limite ni condition, sur la République qui est la force juridique qui veille aux intérêts des individus et des institutions.

⁸¹⁵ Recep Tayyib Erdogan, *Al Hayat*, Londres, 7 septembre 2001.

⁸¹⁶ Mostafa Mohammad Al Tahhan, *op. cit.*, p. 401.

⁸¹⁷ Jalal Warghi, *op. cit.*, p. 51-52.

⁸¹⁸ Abdel Halim Ghazali, *op. cit.*, p. 26.

⁸¹⁹ *Ibid.*, p. 26-29.

2. Préserver l'unité de l'Etat turc.
3. Préserver les valeurs et l'éthique qui constituent un patrimoine du peuple turc.
4. Parvenir à la civilisation de la Turquie selon la voie tracée par Mustafa Kemal Atatürk.
5. Garantir le bien-être, la sécurité et la stabilité pour le peuple turc.
6. Atteindre la justice sociale permettant aux individus de vivre convenablement.
7. Réaliser la justice entre les Turcs et la répartition équitable du revenu national.

De plus, le parti résume son programme en trois objectifs : la démocratie, le développement et l'élévation au-dessus du niveau de la civilisation contemporaine, par les moyens suivants :

- Sensibiliser aux droits et libertés reconnus internationalement, à la primauté du droit dans toute la Turquie.
- Eradiquer les problèmes chroniques de la Turquie en mobilisant les ressources humaines et naturelles négligés, faire de la Turquie un pays productif en permanence et qui croît grâce à la production.
- Réduire le taux de chômage, combler le fossé dans la répartition des revenus pour parvenir à la prospérité.
- Suivre une politique d'efficacité et de performance dans l'administration publique, impliquer les citoyens et des organisations de la société civile dans le processus de prise de décision.
- Assurer la transparence et le suivi total dans tous les aspects de la vie publique.
- Suivre des politiques modernes, rationnelles et pratiques au service de la nation dans le domaine économique, culturel, artistique, de politique étrangère, d'éducation, de santé, d'agriculture et d'élevage.

Les statuts du parti précisent également qu'il respecte tous les droits des citoyens, sans distinction de religion, de race ou d'ethnie, qu'il rejette toutes sortes de discrimination, de tendance nationaliste ou religieuse, qu'il agira pour l'accomplissement de la démocratie, dans son acception la plus large car, selon le parti, aucun système démocratique ne peut durer au sein d'une société qui n'est pas régie par la loi : la démocratie s'affirme par la loi, c'est l'état de droit qui doit prévaloir, non le droit de l'Etat. Par conséquent, le parti s'engage à garantir le plus haut degré de confiance dans le système judiciaire, garant de l'ordre social. Le parti s'est également engagé à rédiger

une nouvelle constitution qui permet pleinement les libertés en réponse aux besoins de toute la société, compatible avec le principe de l'état de droit et les normes en vigueur dans les pays démocratiques. Le parti croit que la démocratie doit être fondée sur la tolérance, que dans une démocratie il n'est pas possible que certains citoyens jouissent de plus de droits et libertés que d'autres, tout le monde est sous la protection de la loi dans ces démocraties. Le parti s'engage donc à protéger les libertés et les droits fondamentaux des personnes pour faire valoir la souveraineté de la volonté nationale. Il croit aussi qu'il faut accorder leurs droits politiques aux femmes, permettre la totale liberté d'expression des opinions, conformément à la loi, de manière à renforcer la démocratie participative en incitant le peuple à participer aux élections.

En ce qui concerne l'aspect économique-social, le parti Justice et développement annonce clairement sa préférence pour l'économie de marché soumise à des règles institutionnelles. Il adopte le principe selon lequel l'État ne doit intervenir dans aucune activité économique, il limite la fonction économique de l'Etat à la réglementation et au suivi. Le parti est aussi convaincu que la stabilité économique sera atteinte par la croissance atteinte à son tour par les investissements que le parti déclare soutenir, en particulier ceux qui augmentent les offres d'emploi. Il pense aussi que la privatisation est un important outil pour la construction d'une économie plus rationnelle. En cas de victoire, il promet de mettre en place les règles nécessaires au service de l'économie de marché, de protéger l'infrastructure de l'économie et de supprimer le déséquilibre dans la répartition du revenu national. Pour ce qui est de l'aspect social, le parti considère que le gouvernement n'est qu'un instrument au service du peuple. Il suivra donc des politiques qui aboutiront à la prospérité et le bien-être pour tous les citoyens, non pour une catégorie ou une classe particulière. Il faut préparer des programmes pour les pauvres, les enfants, les nécessiteux, les chômeurs et les citoyens confrontés à des difficultés afin qu'ils ne se sentent pas seuls, qu'ils aient une vie décente. Le parti estime que la sécurité sociale est un droit constitutionnel, que l'Etat doit accorder ce droit à tous. Le parti mettra en œuvre une politique de sécurité sociale conformément à la philosophie de l'État-providence dans le cadre de la Constitution⁸²⁰.

Avec ce programme ainsi détaillé, le parti de la justice et du développement a été

⁸²⁰ Abdel Halim Ghazali, *op. cit.*, p. 29.

présenté au peuple turc qui traversait une crise politique et économique depuis 2001. Les résultats des élections législatives de novembre 2002 eurent l'effet d'un séisme politique. En effet, ce parti, fondé depuis un peu plus d'un an, remporta 363 sièges sur les 550 que comptait le parlement turc, c'est à dire à seulement 4 sièges de la majorité des deux tiers, contre 178 sièges pour le Parti Républicain du Peuple, unique parti d'opposition au Parlement, et 9 sièges pour les indépendants. Les résultats représentaient une "révolution silencieuse" contre la situation en Turquie, une expression du mécontentement des masses à l'égard des partis traditionnels qui avaient monopolisé le pouvoir et la vie politique pendant des décennies. C'est aussi la réussite du Parti Justice et développement de persuader les masses de la véracité de ses slogans, ses orientations et sa volonté de véritable changement. Le parti avait travaillé avec méthode et selon un programme précis pour gagner les voix des électeurs, mécontents ou victimes de deux crises économiques en deux ans. Certains estiment que c'est la personnalité du chef parti, Recep Tayyip Erdogan, qui était derrière le succès du parti, par son charisme et son action à la mairie d'Istanbul pendant quatre ans. En effet, à son arrivée à la mairie d'Istanbul, l'endettement de celle-ci se montait à 12 milliards de dollars, et à la fin de son mandat la mairie avait 12 milliards d'excédent et autant pour les investissements dans la ville. Les habitants de la plus grande ville de Turquie ne l'avaient pas oublié⁸²¹.

D'autres considèrent les résultats des élections comme un "coup d'Etat blanc" (sans effusion de sang) contre la laïcité "extrémiste" et ses élites corrompues, mais pas contre le système laïc dans l'absolu. L'expression de "révolution de réformes" est probablement plus appropriée, avec une volonté de débarrasser le système de l'extrémisme qui conduit à l'annulation de l'autre. Mais dans le même temps, c'est reconnaître l'échec d'Erbakan et son parti islamiste traditionnel à vaincre la laïcité et à gouverner au nom de la religion, d'autant que le parti de la Félicité, le parti d'Erbakan, n'a recueilli que 2,5% des voix et ne pouvait donc pas accéder au Parlement. En conclusion, les résultats des élections ont confirmé l'échec du courant fondamentaliste extrémiste laïc, celui d'Atatürk, et l'Islam politique fermé à la manière d'Erbakan. Ce dernier se fait remplacer par un Islam laïc, ou une laïcité croyante à la manière d'Erdogan. C'est d'ailleurs ce qu'il a affirmé juste après l'annonce des résultats des

⁸²¹ Mostafa Mohammad Al Tahhan, *op. cit.*, p. 399.

élections: "Le parti au pouvoir est attaché à la Constitution qui stipule que la Turquie est une démocratie laïque. Les fonctions de toutes les institutions sont claires et conformes à la Constitution. L'armée est la prunelle de nos yeux, nul parti ne doit interférer entre l'armée et nous⁸²²". Erdogan a qualifié le Hijab de simple couvre-chef, pas de signe d'appartenance à une idéologie. Il a dit qu'il y avait des femmes voilées au Parti Républicain du Peuple, qu'un règlement au problème du voile serait trouvé dans le cadre du "consensus national". Il s'est rendu, le 11 octobre 2002, moins d'une semaine avant les élections, avec les autres chefs du parti sur la tombe de Mustafa Kemal Atatürk d'où il a déclaré son attachement aux principes de la laïcité d'Atatürk et a salué son rôle dans la construction la Turquie moderne⁸²³.

D. Le parti Justice et Développement, des réalisations sans précédent

Le parti Justice et développement a été fondé en 2001. Il remporte 363 sièges lors des élections de novembre 2002. Il adopte une idéologie de démocratie conservatrice qui fait de lui un prolongement de la ligne politique du Parti démocratique des années cinquante, du Parti de la justice des années soixante et soixante-dix et du Parti de la mère patrie des années quatre-vingt. Tous ces partis sont, d'une manière ou d'une autre, démocrates conservateurs dans le sens où ils respectent l'Islam comme l'identité du peuple, et rejette la laïcité éradicatrice tout en appelant à une laïcité tolérante comme en Occident. Si Turgut Özal a fondé la Deuxième République, Recep Tayyip Erdogan a fondé la troisième⁸²⁴. Il a en même temps jeté les bases d'un grand nombre des réalisations politiques, économiques, sociales et diplomatiques pour la Turquie, l'Etat et peuple. Le parti Justice et développement, au cours de ses 9 ans au pouvoir, peut être fier de ses réalisations: la Turquie est devenue la seizième économie du monde⁸²⁵.

Le produit national a augmenté, de 2002 à 2008, de 300 à 750 milliards de dollars avec un taux de croissance moyen de 6,8% par an durant les six dernières années. Le

⁸²² Abdel Halim Ghazali, *op. cit.*, p. 29.

⁸²³ Khalil Ibrahim Al Tayyar, *op. cit.*, p. 65.

⁸²⁴ Ibrahim Al Daqouti, « L'Islam turc et la relance du projet de renaissance en Orient », Al Nahar, 29 novembre 2002.

⁸²⁵ Kamal Al Saïd Habib, *op. cit.*, p. 120.

revenu moyen par habitant est passé de 3300 à 10 745 dollars par an. Le volume des exportations a également augmenté de 33 à 130 milliards à la fin de 2008. Les investissements sont multipliés par quatre et la production par deux. Le taux d'inflation a chuté de 70% à 8,4% en 2007 pour augmenter à 15 % en 2008 avec la montée de la valeur de la livre turque, renforçant la confiance dans l'économie turque, surtout avec la réduction du déficit de l'État. Le volume des importations est passé de 55 milliards de dollars en 2002 à 202 milliards en 2008. Le commerce extérieur a quintuplé, passant de 15 à 75 milliards de dollars en six ans. De plus, la Turquie est parmi les principaux pays qui attirent les investissements, dépassant 20,1 milliards de dollars et atteignant, pour la première fois, 1,5% du total des investissements mondiaux. Le déficit budgétaire a aussi chuté de 16,5% en 2002 à 2% en 2008 et le montant de la dette a baissé de 23% du PIB en 2002 à 5,5% à la fin de 2008⁸²⁶.

Durant cette période, la productivité du travailleur turc, grâce à l'amélioration des conditions de travail, a dépassé celle de ses homologues dans l'Union européenne et aux États-Unis d'Amérique. Elle n'est dépassée, à l'échelle mondiale, que par la productivité en Chine et en Inde. Il ne s'agit pas seulement d'une étape pour concurrencer les économies développées dans le monde, mais d'un pas important en avant pour combler le fossé entre le niveau de développement en Turquie et le niveau de développement des pays de l'UE, notamment dans le secteur tertiaire qui a joué un rôle essentiel dans la croissance de l'économie turque: il représente désormais 2,9% du PIB, contre 28,6% pour le secteur industriel et 8,5% pour l'agriculture⁸²⁷.

Erdogan également réalisé de nombreuses réformes constitutionnelles et juridiques, par l'amendement d'un bon nombre de lois dans le sens de l'approfondissement de la démocratie, des droits de l'homme, des libertés publiques et individuelles, de la liberté d'expression et des libertés politiques. Il a aussi réussi à réduire de manière significative l'influence des militaires dans le système politique turc en particulier en ce qui concerne le Conseil national de sécurité, dont le secrétaire général civil est devenu, pour la première fois, un civil. Il a accordé aux Kurdes et aux autres minorités la liberté de s'exprimer, en particulier le droit d'utiliser leurs langues dans

⁸²⁶ Ibrahim Uztourka, « Transformation de l'économie turque entre 2002 et 2008 », in : *La Turquie entre les défis intérieurs et les enjeux extérieurs*, op. cit., p. 47, 63.

⁸²⁷ *Ibid.*, p. 52.

l'enseignement et les médias, amélioré les conditions des droits humains, entamé des négociations pour adhérer à l'UE en 2005 et amélioré les relations avec les pays voisins, arabes et musulmans. La Turquie est devenue un acteur clé au niveau régional: elle n'est plus juste un pont ou une annexe des politiques de l'Occident⁸²⁸.

Ces réalisations à tous les niveaux font avancer ce grand pays, riche et puissant, vers la Troisième République. Les victoires successives de ce parti ont eu pour conséquence la liquidation d'une classe politique entière, entraînant ce qui pourrait être appelé une restructuration de l'élite politique turque, une sorte de coup d'Etat civil dans la vie des partis politique, bouleversant l'une des composantes du système politique turc avec l'armée et la bureaucratie. Il représente l'essence de l'Etat turc puisqu'il a restauré l'indépendance de la Turquie. C'était l'armée qui contrôlait la vie politique, alors qu'aujourd'hui les choses sont tout à fait différentes: le choix du peuple est l'alternative de l'armée, c'est le peuple qui mène de nouveau la vie politique. C'est donc un renforcement du choix démocratique comme instrument pour la détermination des politiques, non les militaires et leurs coups d'Etats⁸²⁹.

Par conséquent, la Troisième République, en formation depuis l'avènement du Parti Justice et développement, cherche à parachever un régime démocratique pluraliste restaurant le prestige des institutions de l'Etat où le rôle de l'armée en politique décline⁸³⁰. La bataille se joue aujourd'hui sur la reprise de la Turquie des mains des extrémistes laïcs, de l'intégrisme kémaliste représenté par les institutions militaires et bureaucratiques, fascistes, non humaines. La laïcité radicale est en train de s'effondrer sous les coups des transformations sociales et politiques survenues en Turquie après la Seconde Guerre mondiale. Le parti Justice et développement a réussi à préparer le terrain pour fondre sur l'armée et les institutions qui lui sont soumises, en particulier la Cour constitutionnelle et le Haut Conseil de Justice, afin de les dépouiller de leurs cartes maitresses. Le pas le plus important a eu lieu le 9 décembre 2010, lorsqu'un référendum approuve des amendements constitutionnels: les institutions judiciaires sont restreintes et l'armée soumise au contrôle des institutions civiles. Le référendum

⁸²⁸ Kamal Habib, « L'Islam et les partis politiques en Turquie », *op. cit.*, p. 403.

⁸²⁹ Kamal Habib, « La religion et l'Etat en Turquie, conflit entre Islam et laïcité », Jaridat Al Ward, Le Caire, 2010, p. 359.

⁸³⁰ *Ibid.*, p. 377.

"a mis fin à la tutelle militaire⁸³¹", a déclaré Erdogan à l'annonce des résultats. Le plus grand défi reste de préparer une nouvelle constitution civile pour renforcer les libertés civiles et promouvoir la démocratie, sauvegarder les droits de l'homme et permettre l'élection du Président directement par le peuple.

Les réalisations du Parti Justice et développement au cours des cinq premières années de son mandat (2003-2007) lui ont permis d'entrer en force dans la bataille pour la présidence de la République. La candidature à la présidence du vice-président du parti, Abdullah Gül, a été rejeté en 2007. Le parti a alors appelé à des élections législatives anticipées qui ont vu augmenter les partisans du parti, de 34,4% des électeurs en 2002 à 47 % en 2007. En termes de nombre de sièges au parlement, le parti a cependant perdu quelques sièges, passant de 363 à 340. Le Parti républicain du peuple a obtenu 110 sièges, contre 178 lors du précédent scrutin et le Parti du Mouvement National a remporté 71 sièges, alors qu'il n'était pas représenté dans la législature précédente. Les Kurdes ont obtenu 24 sièges d'indépendants. Le parti Justice et Développement a donc pu former seul le gouvernement. Il pouvait par conséquent continuer à maintenir la stabilité réalisée depuis son arrivée au pouvoir, une stabilité que la Turquie n'a pas connu depuis 1980. Ensuite, il a préparé puis gagné la campagne pour la présidence d'Abdullah Gül, devenu le premier président turc non-laïc. Le parti a aussi réussi à échapper en 2008 à une motion de dissolution présentée par le Procureur turc au début de 2007 pour un amendement constitutionnel visant à accorder aux filles le droit à l'éducation à égalité avec les garçons. La Cour suprême constitutionnelle s'est contentée de le priver de la moitié de la subvention de l'Etat⁸³².

En conclusion, le Parti Justice et Développement dispose aujourd'hui de la majorité au parlement (340 députés), il gouverne seul, sans besoin de coalition, le chef de l'Etat est un de ses membres éminents (vice-président du Parti), Abdullah Gul. Cependant, le parti a encore de nombreux objectifs à atteindre, et tout d'abord l'achèvement de ce qu'il a déjà commencé, la "Troisième République", dotée d'une constitution entièrement nouvelle⁸³³. Mais il est possible de dire avec une certaine assurance que

⁸³¹ <http://www.alzaytouna.net/arabic>

⁸³² Kamal Al Saïd Habib, « Les islamistes turcs, de la marge au centre », *op. cit.*, p. 120.

⁸³³ *Ibid.* p. 120.

l'évolution politique en Turquie tend à favoriser un Etat démocratique qui respecte l'Islam et le religieux sans se heurter avec la laïcité. Celle-ci sera amadouée pour qu'elle devienne plus humaine et plus sensible aux réalités de l'époque, respectant l'équilibre des forces sur le terrain. C'est probablement cela le fond de la "démocratie conservatrice" proposée par le Parti Justice et Développement: construire un système politique et social conciliateur dans lequel il y a de la place pour la modernité et le patrimoine d'une part, et les valeurs humaines et rationnelles de l'autre. C'est une démocratie qui accepte le nouveau sans rejeter l'ancien, respecte l'autre et sa spécificité, et refuse le discours politique basé sur les antagonismes politiques, ethniques, idéologiques ou religieux. Cette démocratie cherche à revitaliser le rôle de la société civile, à faire respecter les libertés et à garantir le droit à la différence, la participation, le partage et l'indépendance des pouvoirs. Ce sont là les principes généraux d'une démocratie conservatrice que le Parti cherche à établir dans la vie politique de la Turquie⁸³⁴.

Dans cette conjoncture complexe et entremêlée, quelles sont les différences et les ressemblances entre l'expérience du Parti Justice et développement en Turquie avec celles de l'Islam politique arabe en général et palestinien en particulier ? L'Islam politique arabe et palestinien peuvent-ils devenir une force motrice pour la démocratie libérale ? Ou plutôt l'être humain peut-il être démocratique quelle que soit son idéologie, islamique ou autre ? Les islamistes arabes, en particulier les Frères musulmans, sont-ils différents des islamistes turcs ? Si différence il y a, est-ce dû à l'absence d'évolution chez les Frères musulmans arabes, ou bien à de trop grandes différences de circonstances et de contexte historique ? Ce sont des questions auxquelles nous allons essayer de répondre dans la section suivante.

⁸³⁴ *Ibid.*, p. 116.

E. Expérience de l'Islam politique arabe et turc : différences et ressemblances

Le Parti de la Justice et du développement est, d'une certaine façon, l'expression d'une "continuité d'un nouveau type" du mouvement islamiste en Turquie, qui a commencé d'une manière organisée avec la pensée nationale libre formée par Erbakan en 1969, comme l'incarnation d'un mouvement national fondé sur des bases islamiques, en expression du nouveau mouvement social. Il reflète l'existence de changements sociaux, économiques et culturels en Turquie tout au long des années cinquante et soixante qui se sont exprimés dans l'émergence de ce nouveau mouvement social exprimant le nouveau visage de l'Islam politique en Turquie. Des partis politiques successifs ont été créés : l'Ordre national (26 janvier 1970), la Sécurité nationale (11 octobre 1972), le Parti de la Prospérité (juillet 1983), le Parti de la Vertu (décembre 1997) et enfin le Parti de la Justice et du Développement et le Parti Félicité (août 2001)⁸³⁵.

Le mouvement islamique s'est appuyé, dans tous ses programmes socio-économiques, sur les politiques de l'Etat kémaliste, soucieux de centraliser l'économie dans les grandes villes, Istanbul et Ankara, qui ont vu se multiplier par 10 leurs populations en une décennie. L'Etat s'était appuyé sur les élites laïcisées et loyales au projet kémaliste, de sorte que les régions rurales étaient délaissées surtout en Anatolie, centre de base du mysticisme religieux Naqchabandi, dont la population est en majorité très pauvre. La marginalisation de cette région a conduit la population à se tourner vers les centres religieux soufis. Les difficultés économiques et les inégalités ont conduit à l'émergence d'un programme politique et social fondé sur des revendications en matière d'égalité et de répartition équitable des richesses. Plus tard, les islamistes ont adopté ses revendications, en particulier après 1945 avec la transformation de la Turquie en un système qui autorise le multipartisme et la fin du règne de fer d'Atatürk. Les campagnes et les paysans étaient restés totalement étrangers au projet d'Etat⁸³⁶.

⁸³⁵ Kamal Habib, *op. cit.*, p. 355.

⁸³⁶ Khaled Al Haroub, « Le courant islamiste et la laïcité politique : l'expérience turque », *op. cit.*, p. 21.

L'Etat kémaliste central a essayé de remédier à cet écart entre la ville et la campagne. Les gouvernements successifs des années cinquante et soixante ont encouragé les paysans à immigrer en Europe (Allemagne et Pays-Bas en particulier) qui avait un besoin urgent de main-d'œuvre bon marché pour sa reconstruction après la Seconde Guerre mondiale. Ces grandes migrations devaient servir à atteindre deux objectifs : éliminer le risque de rébellion contre l'Etat en améliorant les conditions de vie des paysans par l'immigration et, dans le même temps, profiter des fonds envoyés par les immigrants pour soutenir la faible économie turque. Pendant les années soixante-dix, les portes de l'immigration vers l'Europe se ferment aggravant les pressions sociales et économiques dont Erdogan s'est servi dans son programme de parti politique (Sécurité nationale et Prospérité). Les revendications sociales et l'amélioration des conditions de vie des pauvres sont devenues les pierres angulaires des programmes des islamistes. Ceux-ci revendiquent plus de libéralisme et d'ouverture économique. Dans le même temps, l'arrêt de l'immigration rurale vers l'Europe a entraîné un exode rural vers les grandes villes où les islamistes accueillaient les paysans⁸³⁷.

L'expérience de l'islamisme turc est passée, sur le plan économique, par deux phases: la phase du projet de Necmettin Erdogan, à partir des années soixante-dix jusqu'au début des années 2000 et la phase de ses successeurs rénovateurs depuis le début du troisième millénaire à ce jour. Chaque phase était de nature particulière quant à la nature de ses relations avec la laïcisation et la théorie de l'économie politique adoptée. Lors de la première phase, Erdogan avait un discours islamique traditionnel relatif à la solidarité sociale et économique. Il appelait à lutter contre les modes de production et de consommation capitalistes basées sur l'abondance de produits qui ne couvrent pas les besoins de base. Il voyait l'économie turque comme une version déformée des économies occidentales dont le but premier est le profit, sans se soucier des besoins prioritaires de la société turque. Il y voyait un mécanisme d'occidentalisation encourageant une consommation "non-islamique" tout en proposant un mode de production industrielle, agricole et de service compatible avec les valeurs islamiques. Mais le problème avait une dimension externe organique : l'économie turque était étroitement liée à l'économie de l'Europe de l'Ouest. Dans le cadre de son projet de construction d'une économie "morale", il a appelé à établir "un marché commun

⁸³⁷ M. Hakan Yavuz, "The emergence of a new Turkey : Democracy and the Akp party", Utah, The Utah university press,2006.p.51.

islamique" qui soit compatible, en termes de type de production et de consommation, avec ses thèses sur "les modes de production morale", supposant que le reste des économies des pays islamiques seraient différentes des économies de l'Ouest. Il a donc appelé à s'éloigner de l'Europe et à se tourner vers l'Est, pour renforcer "l'internationalisme islamique". En pratique, ces slogans n'ont rien changé sur le terrain, ni amélioré les conditions de vie des classes opprimées. Erdogan aurait pu mettre en œuvre ses théories quand le Parti de la prospérité a remporté un nombre de sièges suffisants au parlement pour former un gouvernement, mais ces visions et ces politiques ont conduit à provoquer l'hostilité de l'establishment militaro-laïc qui a mis fin à ses ambitions très tôt et a renversé son gouvernement moins de deux ans après sa formation. Les classes pauvres et défavorisées qu'il défendait sont restées dans leurs situations les moins chanceuses⁸³⁸.

L'AKP a adopté des politiques totalement différentes. Il a donné à la classe moyenne l'opportunité de concurrencer les élites urbaines, force motrice de l'économie turque. D'une part, l'ouverture économique intérieure a offert davantage de possibilités à ceux qui se trouvaient en dehors du cadre du "cercle économique étroit" concentré dans les grandes villes. Il a d'autre part encouragé les investissements étrangers et adopté des politiques libérales plus ouvertes, en particulier vers l'Europe. Il a également profité de la croissance cumulée de la classe moyenne influencée par le Naqchabandisme d'Anatolie, proche des mouvements islamistes et certains segments moyennement riches leur permettant de passer de la marge au centre. On peut dire à cet égard, que ce que le parti de la Justice et du Développement a apporté à la petite bourgeoisie et aux classes moyennes, ainsi qu'aux diplômés, professionnels et technocrates, qui vivaient en dehors du cadre de l'activité économique turque, a brisé les frontières historiques entre les classes moyennes et le Centre économique. La réussite économique du parti depuis son arrivée au pouvoir en 2002 a affaibli les frontières traditionnelles entre le projet économique du kémalisme et ce qui était considéré comme une masse populaire inerte et économiquement paralysée⁸³⁹.

À la lumière de ce qui précède, nous pouvons maintenant réexaminer les expériences turque et arabe dans une perspective de comparaison, notant les similitudes et les

⁸³⁸ Khaled Al Haroub, « Le courant islamique et la laïcité politique », *op. cit.*, p. 22.

⁸³⁹ *Ibid.*, p. 23.

différences. Cela exige de maintenir un contexte analytique important relatif à la centralité de leur contexte. Car le contexte historique, politique, social, culturel et économique est le problème central décisif des choix et suites des mouvements sociaux. Maintenir la centralité du contexte contribue à maintenir une distance saine et sûre pour ne pas tomber dans des arguments essentialistes qui considèrent les formations islamistes d'un point de vue fixe et rigide, comme des ensembles identiques d'organisations soumises à des règles et des concepts strictes invariables dans l'espace et le temps, non influencées par des contextes différents, surtout que ces derniers jouent un rôle déterminant sur les points de vue et les comportements des forces du courant de l'Islam politique qui se manifeste dans chaque pays en fonction de circonstances particulières : il y a un Islam politique égyptien, un autre palestinien, marocain, tunisien, soudanais, syrien, irakien... Chacun d'eux a ses propres circonstances et/ou son contexte historique même s'ils partagent un grand nombre de dénominateurs communs qui les unissent ou séparent de l'Islam politique turc. Il existe six différences principales.

1. L'héritage ottoman

Le Mouvement islamiste arabe est né avec la fondation des Frères musulmans en Egypte en 1928, suite à l'effondrement de l'Empire ottoman en 1924. Dans la conscience de l'islamisme, la faiblesse, l'arriération, le morcellement et les occupations étrangères des pays arabes et musulmans sont à l'origine de l'effondrement de l'Empire ottoman et de la disparition de l'Etat islamique que les Ottomans représentaient d'une façon ou d'une autre. Par conséquent, la perte de l'unité islamique, le déclin du projet islamique et la désunion sont imputés à l'effondrement du Califat. Chez les islamistes, regretter le Califat était la principale devise, même si les Arabes condamnaient la tyrannie turque et appelaient à s'en débarrasser, en particulier par les nationalistes. Dans le même temps, l'élite turque qui a renversé le califat, considérait que la Turquie avait été victime de la faiblesse et de la corruption de ce même califat. Sans se débarrasser de ce fardeau, la Turquie et la nation turque couraient le risque de se fragmenter. L'élite turque a donc appelé à la "turquisation". Les Turcs se réjouissaient de l'effondrement du Sultanat alors que les Islamistes arabes le regrettaient.

2. *La nature des Etats à l'indépendance*

Les mouvements islamistes arabe et turc sont nés après l'indépendance et le déclin du colonialisme occidental. La nature, la forme et la composition des Etats indépendants se sont répercutées sur les mouvements islamistes naissants. Dans le cas arabe, l'Etat manquait de légitimité dès le départ, ce qui l'a affaibli devant les peuples et les élites politiques et religieuses. En revanche, l'Etat turc jouit d'une légitimité populaire forte. D'un côté, les Etats arabes sont le résultat de la division de Sykes-Picot et sont donc considérés comme des "États de la fragmentation" qui ont divisé et déchiré la "nation arabe", tandis que l'Etat turc, probablement chez la grande majorité des Turcs, était un projet unitaire qui a préservé la Turquie et la nation turque, justifiant la participation des religieux aux processus de libération, du moins au début. Ils croyaient en la nécessité de préserver la Turquie unie, alors qu'elle était vouée à la division et à la fragmentation après l'effondrement de l'Empire ottoman, à tel point que l'orientaliste britannique, Bernard Lewis a dit que "la Turquie était le seul pays vaincu qui ait imposé ses conditions aux vainqueurs"⁸⁴⁰.

Dans le cas arabe, et pour compenser le manque de légitimité, les élites dirigeantes se sont appuyées sur diverses sources de légitimité, révolutionnaire, tribale ou étrangère. L'Islam a servi comme légitimité supplémentaire aux régimes dans la région du Golfe arabe, en Egypte, au Soudan, en Irak et dans pays du Levant et du Maghreb. L'Islam a constitué pour les Etats nouveaux une base du discours de l'Etat. L'Islam n'est pas seulement une religion d'État, mais aussi la source principale de législation ou une source majeure de législation dans les constitutions adoptées par ces pays plus tard. Que la référence à l'Islam dans les Constitution reflète des convictions réelles ou des politiques pragmatiques, il reste qu'elle a créé un certain état constitutionnel qui sera bénéfique aux mouvements islamistes arabes plus tard. Ces mouvements exigeaient dès le départ la création d'un Etat islamique et l'application de la loi islamique comme le stipulent les constitutions de leurs pays. En fin de compte, ces mouvements pouvaient prétendre que leurs revendications étaient purement constitutionnelles. Ils

⁸⁴⁰ Bernard Lewis, "The emergence of modern Turkey", 3rd edition, Oxford university press, 2002, p. 254-55.

pouvaient revendiquer l'application des articles des constitutions qui stipulent que l'Islam est la source de législation et demander l'application de la charia⁸⁴¹.

Dans le cas turc, la différence est grande. L'Etat turc moderne a été créé dans un sens totalement opposé à l'héritage de l'Empire ottoman en raison de la laïcité de l'élite fondatrice, et surtout en raison de la légitimité de sauver la Turquie de la division. Il n'y avait aucune référence à l'Islam dans la Constitution de la configuration initiale de l'Etat. La Constitution turque a été laïque d'entrée de jeu, ce qui a eu des répercussions sur le mouvement islamiste plus tard. Celui-ci ne pouvait avoir pour devise, contrairement à son homologue arabe, "la création d'un Etat islamique" et "l'application de la charia". De telles revendications signifiaient vouloir changer la constitution et la forme de l'Etat. Il était donc facile d'accuser le mouvement qui pouvait le réclamer d'être anticonstitutionnel, de vouloir renverser le régime ou changer la nature de l'Etat. C'est pourquoi les islamistes turcs devaient agir dans le respect de la constitution laïque les amenant à élaborer des discours, des politiques et des programmes plus complexes que ceux de leurs homologues arabes qui n'avaient pas à affronter le même défi laïc et constitutionnel⁸⁴².

3. La dimension européenne

Dans le contexte turc, l'Europe avait une influence directe. Cette influence s'est reflétée sur l'expérience des islamistes dans ce pays, contrairement à l'expérience des États arabes indépendants et leurs mouvements islamistes. La Turquie, à la jonction entre l'Orient et l'Occident, et dont une partie du territoire (3%) se trouve en Europe, a toujours eu un lien organique et étroit (guerres, paix, conflits, coopération...) avec l'Europe. Fait plus important, elle n'a pas développé la "psychologie handicapante de la défaite" comme dans la situation arabe. La Turquie est l'héritière de l'Empire ottoman dont les armées menaçaient les capitales européennes pendant des siècles et dont l'influence touchait le cœur de l'Europe. La Turquie est aussi pour beaucoup d'européens un ancien pays colonisateur aux bras longs. Il n'y avait donc aucun obstacle psychologique ou émotionnel qui pouvait inhiber la Turquie avant de se

⁸⁴¹ Khaled Al Haroub, *op. cit.*, p. 26.

⁸⁴² M. Hakan Yavuz, "Islamic Political identity in Turkey", Oxford, Oxford university press, 2003, p. 266.

lancer dans un projet de modernité à l'européenne. L'Empire ottoman lui-même, à la fin du XIXe siècle (1839-1878), avait adopté des réformes de modernisation politiques, administrative, éducatives et culturelles qui, même si elles se sont soldées par un échec et la fin de l'Empire, ont créé une situation nouvelle et ont fait apparaître une génération constitutionnelle qui s'était mise à reproduire le modèle européen d'Etat-nation, abandonnant l'idée de Oumma et d'Empire. Il n'y avait donc pas de sentiment d'infériorité à l'égard de l'Europe, là où c'était tout le contraire dans les pays arabes⁸⁴³.

Dans le cas du monde arabe en effet, l'Europe était le berceau du colonialisme, de l'agression et de l'exploitation qui ont laissé des séquelles inhibitrices, entravant, dans de nombreux cas, l'importation du projet de modernisation de l'Europe. Cette inhibition est encore plus importante chez les islamistes qui ne voient en l'Europe que l'incarnation de l'impérialisme et du colonialisme. Même les aspects modernistes et laïcs éclairés sont perçus comme hérésie et athéisme, la modernité comme une décadence et une dissolution des valeurs morales, les lumières comme un paganisme du XXe siècle. Ils ont combattu tout ce qui provenait d'Europe le considérant comme une tentative d'invasion culturelle occidentale. Tous ceux qui essaient ou appellent à imiter l'Europe sont traités de mécréants et renégats, de traitres à la partie et à la nation arabe toute entière.

La Turquie du laïc Atatürk, puis des islamistes conservateurs, voulait imiter le modèle européen, se servir de ses armes pour la concurrencer et même devenir un pays européen. La dernière génération d'islamistes turcs, le parti de la Justice et du Développement, avait pour principal objectif l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Ils ont même fait plus de chemin en ce sens que tous les partis laïcs huit décennies durant. En revanche, les islamistes arabes ne cherchaient pas à copier le modèle européen: ils voulaient en construire un autre, opposé et rival. On ne peut imaginer un mouvement islamiste arabe appeler à l'adhésion de son pays à l'Union européenne ou à nouer une alliance étroite avec l'Europe.

⁸⁴³ Khaled Al Haroub, op. cit., p. 25-28.

Pour l'Europe, la Turquie est un Etat pas comme les autres, elle lui accorde une attention particulière car la Turquie a toujours été une source de préoccupation pour elle. Elle est devenue un pays allié pendant la guerre froide et est l'un des plus importants membres de l'OTAN aux frontières du Moyen-Orient. Elle constituait une barrière de sécurité face à l'influence soviétique. Dans le même temps, avec ses 75 millions d'habitants musulmans, elle pose un défi d'un genre nouveau concernant la question de l'adhésion à l'Union européenne, Union que l'ancien Président français Valéry Giscard d'Estaing considérait encore par exemple comme un Club chrétien. L'intérêt européen pour la Turquie, politiquement, économiquement, culturellement, du point de vue de la laïcité et de la démocratie, n'a d'équivalent avec aucun pays arabe, peut-être même tous les pays arabes réunis. Relativement à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, le débat est interminable. Il y en a qui s'y opposent, la France et l'Allemagne, et ceux qui sont pour, soutenus par les Américains. Les opposants préfèrent une alliance avec les laïcs et tentent de mettre des obstacles devant les néo-islamistes qui essaient de mettre en œuvre les conditions de Copenhague pour rejoindre le train de l'Europe. Dans tous les cas, la relation étroite avec l'Europe et les exigences pour l'adhésion de l'UE ont influencé la pensée des islamistes turcs, notamment le parti de la Justice et du Développement, dans le sens de la promotion et du renforcement de la laïcisation de la politique⁸⁴⁴. Dans le cas des islamistes arabes, rien ne les pousse à proposer des idées et des scénarios sur leurs relations avec l'autre, sauf dans des cas isolés, comme celui du mouvement Hamas qui a remporté les élections et a dû proposer un discours acceptable au monde, avec une réussite très limitée, non pas aux niveaux officiels et gouvernementaux, mais dans le meilleur des cas au niveau des centres de recherche et d'études⁸⁴⁵.

4. La création de l'Etat d'Israël

Le projet sioniste en Palestine, depuis le début du XXe siècle, a constitué un défi majeur et même parfois existentiel aux différents Etats et gouvernements. Cela s'est répercuté sur la nature et les programmes des formations politiques, y compris islamistes. On peut aisément percevoir le poids du projet sioniste, puis la création de

⁸⁴⁴ Salim Mohammad Al Za'noun, « La politique de l'Union européenne vis-à-vis des mouvements islamistes arabes », Centre d'Etudes Al Wihda Al Arabiyya, Beyrouth, 2011, p. 244, 332.

⁸⁴⁵ Esra Lero and Kund Erik Jorgence, "Turkey and European union: prospects for a difficult encounter", London, plagrava Macmillan, 2007.

l'Etat d'Israël dans la littérature des Frères musulmans. Dans les années trente, les Frères musulmans récoltaient des fonds et envoyaient des aides en nature pour soutenir les révoltes des Palestiniens. A la fin des années trente, certains de leurs dirigeants sont allés en Palestine, en Syrie, en Jordanie et au Liban établir des noyaux de sections des Frères dans ces pays. Le projet sioniste se précisant dans les années quarante, l'intérêt des Frères musulmans pour la Palestine croit. Cet intérêt s'est traduit par la participation des Frères musulmans aux combats pendant la guerre de 1948. Des volontaires traversaient le Sinaï, la bande de Gaza et parvenaient jusqu'en Cisjordanie et à Jérusalem. La question de la libération de la Palestine et de l'élimination de la colonisation occidentale faisait partie des justifications de la création des Frères musulmans et du parti islamique de libération. Ces questions étaient aussi centrales que le rétablissement du califat. Plus tard, le Mouvement du Jihad islamique en Palestine puis le Hamas sont fondés à la fin des années quatre-vingts, avec le déclenchement de la première Intifada palestinienne, en janvier 1988⁸⁴⁶.

En Orient arabe, cette dimension a joué au niveau de la composition de la structure idéologique et politique des mouvements de l'Islam politique, contrairement à l'expérience des islamistes turcs. Les programmes, les ambitions politiques et les slogans adoptés par les mouvements islamistes ne se limitaient pas au changement social, c'est-à-dire l'islamisation de la société et l'établissement d'un Etat islamique, mais ils y ont ajouté la question de la théorisation des moyens de la libération de la Palestine afin de la relier au projet islamiste en général. Ce lien a pris, dans de nombreux cas, une nature automatique et simpliste suggérant que la voie pour la libération de la Palestine passe par la mise en place d'un Etat islamique qui peut seul, à la différence des Etats laïques arabes, s'atteler à la tâche de la libération⁸⁴⁷. Ce lien a produit un problème de conscience peu clair des priorités et des liens automatiques entre eux, y compris l'objectif à long terme : libérer la Palestine. L'étape médiane, à savoir l'islamisation et la création d'un Etat islamique, est simplement considérée comme un mécanisme conduisant à la libération. La préoccupation, réelle ou imaginée, par la priorité de libérer la Palestine et d'affronter l'influence occidentale en général, a empêché la production de programmes et de visions détaillées de la

⁸⁴⁶ Khaled Al Haroub, *op. cit.*, p. 30.

⁸⁴⁷ *Ibid.* p. 30.

politique, de l'économie, de la sociologie, de la culture, des arts et des relations internationales⁸⁴⁸.

D'un autre côté, l'expérience turque était ancrée dans ses réalités politique et sociale sans la présence d'élément extérieur très pesant - comme le projet sioniste - pour la dévier des défis intérieurs. Il y avait certainement toujours la relation avec l'Occident, l'Europe en particulier, et son impact sur l'aliénation de la société, conformément au projet kémaliste de modernisation et d'occidentalisation. Cet élément pouvait être considéré comme une des composantes des conflits internes, qui a finalement conduit à poser un grand nombre de défis et de questions aux islamistes turcs, du genre qui contribue à la forme de la sociologie politique intérieure, non sous la forme d'une confrontation avec l'extérieur (comme dans le cas du sionisme et d'Israël). Le défi et le conflit avec le projet européen étaient donc des éléments stimulants de l'Islam politique pour innover sur la création de mécanismes pour reproduire, sans le copier, un projet de modernisation turc qui contribue à bâtir un Etat moderne en Turquie.

5. Le rôle de l'armée

Dans le cas arabe et turc, l'armée a joué un rôle important dans la formation de la structure politique de l'Etat. Mais la perception de ce rôle était différente dans les deux cas et a ainsi eu un impact sur la place des mouvements islamistes par rapport à l'armée. Plus important encore étaient la capacité et la légitimité de l'armée à contrôler l'étendue de son influence et force. Dans le cas de la Turquie, l'armée a joui, depuis la fondation de l'État turc moderne, du respect et de la vénération de la population étant considérée comme la force qui a sauvé la Turquie de la division et du morcellement. L'armée était la force qui a préservé et consolidé la structure de l'Etat turc. Cette perception positive de l'armée continue encore aujourd'hui, bien que cette perception commence à changer après la victoire du parti de la Justice et du Développement aux élections et la découverte d'une tentative de coup d'Etat en 2009. L'armée est donc moins vénérée que par le passé. L'armée avait donc la capacité et la légitimité à se dresser avec fermeté face à la montée en puissance du mouvement islamiste, en tant que gardienne de la constitution laïque de l'Etat, conformément à de nombreux

⁸⁴⁸ *Ibid.*, p. 31.

articles des différentes constitutions, la dernière datant de 1982. Malgré les dernières modifications constitutionnelles (en septembre 2010) qui limitent la tutelle de l'armée sans annuler totalement son rôle, les dispositions relatives à la préservation de la laïcité de l'État sont restées inchangées. L'armée n'hésitera pas à dissoudre un parti qui touche à la laïcité de l'Etat, par coup d'Etat militaire si besoin, comme cela est arrivé plus d'une fois, en 1960, 1980, 1971, et même en 1997 contre le gouvernement de coalition d'Erbakan. L'armée turque est donc la véritable force laïque et flagrante en Turquie dont la laïcité s'est enracinée et renforcé huit décennies durant.

L'armée turque moderne s'est développée dans le cadre du projet de laïcisation d'Atatürk. Elle est devenue sa fidèle gardienne, l'objectif commun étant de maintenir la Turquie unie, forte et développée. Pour atteindre cet objectif, le modèle de l'Europe occidentale était le plus proche, parce que la force de l'Europe découle de sa laïcité et de la séparation totale de l'Église et de l'Etat. L'Europe est démocratique parce que laïque. Si la Turquie veut être forte, elle doit s'attacher à la laïcité de l'État et des institutions. Elle doit être démocratique tant que la démocratie n'entre pas en conflit avec la laïcité. Si quelque chose survient et menace la laïcité, l'armée sera là pour veiller. La disparition de la laïcité signifie la fin de l'unité et de la force de la Turquie. L'armée doit donc intervenir pour redresser la situation⁸⁴⁹. C'est ce qui s'est produit plus d'une fois.

La présence de l'armée et de certaines institutions laïques en Turquie était l'une des raisons qui amenait les islamistes à modifier leurs programmes et leurs perception de la laïcité en vue d'acquérir la légitimité juridique et constitutionnelle, et par conséquent la légitimité de leur participation politique dans le cadre du projet d'Etat laïc. Ainsi, lorsque les islamistes prennent part aux élections et obtenaient de bons résultats, l'œil de l'armée les regardait de près, leur imposait des conditions sur leurs programmes. Les dix-huit injonctions qui ont mis fin au gouvernement d'Erbakan en 1998 en sont un bon exemple. L'armée continue d'être l'institution gardienne du système laïc de la Turquie. Dans le cas arabe, l'armée n'avait pas de rôle analogue de protection de la laïcité d'un Etat. Au contraire, l'armée était un bastion du traditionalisme, loin de toute laïcisation politique réelle, même dans les cas des

⁸⁴⁹ Ernest Gellher, "Encounters with nationalism", Oxford, Blackwell, 1994, p. 81-91.

régimes révolutionnaires ou de gauche, comme dans l'Égypte de Nasser, ou la Syrie et l'Irak du Baas. L'armée s'est transformée en un appareil de sécurité répressif pour maintenir l'élite dirigeante, souvent arrivée au pouvoir par un coup d'Etat. L'armée dépend du régime en place, elle ne le contrôle pas, comme dans le cas turc.

De plus, l'armée ne jouit pas du même respect et vénération que l'armée turque. Les forces armées des pays arabes trainent, le plus souvent, une série de défaites face à l'ennemi extérieur (Israël en particulier) ou, au mieux, n'a ni victoires ni réalisations nationales importantes, comme la préservation de l'intégrité territoriale ou faire face à la division. Au contraire, l'armée a consacré la division et la fragmentation laissées par l'Occident colonial. Elle est un instrument de répression. Les armées des pays arabes sont faites pour protéger un pouvoir autoritaire et répressif, sans jamais être indépendantes, sauf dans des cas très rares, en Égypte et en Tunisie au cours du printemps arabe en 2011. En effet, ces deux armées ont refusé d'intervenir pour réprimer leurs peuples et se sont rangées aux côtés des masses révoltées. Elles ont défendu la révolution, mais de leurs points de vue, non de ceux des masses. L'armée égyptienne tente aujourd'hui, en tant qu'autorité de transition, de tracer la voie et fixer les règles du jeu politique en Égypte en tant que gardienne de la révolution, comme l'armée turque qui se sert de son histoire et de son crédit dans la conscience pour imposer aux islamistes des limites du jeu politique. Les islamistes turcs ne pouvaient affronter l'armée pour deux raisons: la puissance de l'institution militaire et son contrôle du pays, et sa légitimité et son crédit historique influents auprès de la population⁸⁵⁰.

L'armée turque s'attache à la laïcité de l'Etat et garde les yeux ouverts sur les mouvements islamistes et leurs programmes. A ce niveau, l'affrontement entre l'armée et l'Islam politique était surtout intellectuel et idéologique, ce qui s'est reflété sur les réactions des islamistes qui ont, par la suite, laïcisé leurs politiques et programmes pour marquer des points contre l'armée. Les conflits les ont amené à développer leurs programmes et leurs politiques en s'écartant du discours religieux afin de ne pas provoquer les laïcs turcs, en particulier l'établissement militaire qui détient le véritable pouvoir en Turquie. Les islamistes ont reproduit leur discours de manière à minimiser

⁸⁵⁰ Khaled Al Haroub, *op. cit.*, p. 33.

leur différend avec l'autre camp et à mobiliser d'autres partisans parmi la population respectueuse de l'armée. Dans les pays arabes, les Forces armées ne décident de rien, elles exécutent les décisions des élites dirigeantes. Par conséquent, sa place et son idéologie sont variables en fonction de l'élite dirigeante qui n'a pas changé depuis l'indépendance, ou très peu, à l'exception de la révolution de Nasser en juillet 1952 en Egypte. Même cette exception ne change pas la règle: l'armée reste dans les pays arabes fidèle à la politique des élites dirigeantes, que ce soit un parti, une famille royale ou autre. L'armée a toujours été très dure dans la répression contre la tendance islamiste, comme dans le cas de la Turquie, mais cette fois comme un instrument, non comme décideur. Pour preuve, l'armée syrienne a réprimé dans le sang les islamistes dans les années quatre-vingt, de même pour l'armée algérienne dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Dans les pays arabes, le conflit n'a jamais été idéologique avec les islamistes mais la plupart du temps il existait pour garder le pouvoir et préserver les acquis. Par conséquent, ces conflits n'ont jamais poussés l'Islam politique arabe à remettre en cause ses discours politiques et idéologiques. L'Islam politique arabe n'a pas cherché à se développer pour accueillir des composantes laïques et pour avoir une légitimité politique, comme l'ont fait les islamistes turcs qui gouvernent la Turquie depuis une décennie.

6. Perception de la laïcité et de la démocratie

Les aspects précédemment cités - la perception de la laïcité, l'indépendance d'Etat, la dimension européenne, l'Etat d'Israël et l'armée - ont mis les islamistes des deux cas, l'arabe et le turc, face à des défis complètement différents, dont celui d'affronter la laïcité. Ce défi était plus important dans le cas turc mais a permis aux islamistes turcs de développer leurs convictions et programmes en réponse à ce défi. Cette réponse a conduit, au fil du temps, à l'émergence du parti de la Justice et du Développement sur les ruines des expériences précédentes. Tandis que dans les expériences arabes, à l'exception de l'expérience de la Tunisie et du Maroc, dans une certaine mesure, le défi de la laïcité n'a pas incité au développement ni à la production de discours modernes capables de se servir des armes de la laïcité pour la battre. La bataille avec la laïcité était faite d'une manière différente, de l'extérieur et non de l'intérieur. C'était une bataille idéologique facile, rejeter la laïcité comme théorie infidèle et contraire à l'Islam. Il n'y a donc pas eu de réponses élaborées pour contester

la laïcité. En revanche, chez les islamistes turcs, la bataille se jouait au sein même de la laïcité, imposée et gardée par l'armée. Elle a conduit les islamistes turcs à penser et à réagir en conséquence, à proposer des modèles, des valeurs et des programmes politiques novateurs, non-traditionnels, sur le plan de l'action politique démocratique⁸⁵¹.

La nature de la réponse au défi de la laïcité s'est reflétée sur la qualité et la profondeur de la réflexion produite dans les deux cas. Dans le cas de la Turquie, il y a eu une réflexion approfondie pour relever le défi de la laïcité. Cette réflexion a commencé très tôt avec le projet kémaliste. Said Nursi, une des figures de la confrérie Naqshbandi et fondateur du mouvement Nour, s'est retiré de la vie politique pour écrire et tenter de réfuter le projet laïc d'Atatürk. Il y a eu des débats animés, au cours des dernières décennies, au niveau de la logique et de la rationalité. Il y a eu un retour aux textes religieux, le Coran et la sunna pour les reconsidérer et interpréter à la lumière des nouveaux défis. Lors d'une seconde phase, dans les années soixante, Fethullah Gülen, disciple de Said Nursi, a continué son opposition idéologique pacifique du projet d'Atatürk. Il est devenu le plus important des pères fondateurs du courant islamiste turc. Les réflexions de Nursi et de Gülen ont établi les bases de l'Islam turc modéré.

Alors qu'au niveau des mouvements islamistes arabes, aucun mouvement de réflexion sunnite de grande envergure n'est apparu. Aucune bannière de renouveau islamique n'a été levée. Les mouvements de l'Islam politique sont restés traditionnels et proches de la compréhension héritée de la religion. Ils s'alliaient même souvent avec des courants tribaux et claniques extrêmement traditionalistes. Pour exemple : le droit de vote au Koweït, avec des islamistes qui se sont rangés aux côtés des tribus qui refusaient d'accorder ce droit aux femmes. Le mouvement islamique de Jordanie s'est allié aux tribus pour imposer la loi rétrograde de "crime d'honneur", tuer pour laver l'honneur. L'Islam politique arabe reproduit donc un discours arriéré, à la différence du discours intellectuel de l'islamisme turc qui a dépassé ces limitations fermées sur elles-mêmes, par des motivations religieuses ou pragmatique. L'Islam politique turc a essayé de gagner les clans à sa cause.

⁸⁵¹ Inasan Yilmaz, "Ijtihad and Tajdid" in M.Hakan Yazuz and John Esposito, "Turkish Islam and the secular state", New York, Syracuse university press, 2003, pp.208-237.

F. Le mouvement Hamas et le parti de la Justice et du Développement : entre politique religieuse et laïcisation politique

Depuis l'émergence de l'identité nationale palestinienne, relativement distincte de son milieu arabe, et le début de la lutte pour l'indépendance et la libération nationale, le politique et le religieux se confondent. La lutte nationale est menée par des organisations islamiques ou chrétiennes, mais aussi par des figures qui alliaient les concepts religieux et spirituels avec leurs politiques nationalistes. Ezzedine al Qassam est venu du nord de la Syrie pour commencer son action comme imam dans les mosquées de Haïfa et finir en rebelle plaidant la lutte armée contre le mandat britannique. Il est mort en martyr dans les bois de Yaabad en 1935. Haj Amin Al Hussein, Mufti de Palestine et Président du Conseil suprême islamique a poursuivi la lutte du peuple palestinien pour sa libération nationale. Mais il n'a jamais exigé la transformation du système politique palestinien en régime religieux, au contraire, il est resté proche d'une politique laïcisée, bien qu'il soit lui-même un religieux. Le Conseil national palestinien et le gouvernement de Palestine, créé en 1948 et dirigé par Ahmed Hilmi Pacha, a affirmé qu'il "respectait les droits et les intérêts des minorités", qu'il protégerait la liberté de culte et tous les lieux saints⁸⁵². Ces affirmations confirment l'orientation laïque de la politique palestinienne.

Après la Nakba du peuple palestinien en 1948, la Cisjordanie et Jérusalem-Est sont rattachés à la Jordanie et la bande de Gaza passe sous administration égyptienne. Mais le système politique palestinien a maintenu son identité nationale palestinienne en dépit du rattachement de ses territoires à d'autres pays arabes jusqu'à la fondation de l'Organisation de la Libération de la Palestine en 1964. La rédaction de la charte de l'OLP a subi l'influence des courants nationalistes et socialistes au pouvoir dans les pays arabes. Les articles de la Charte nationale étaient clairement nationalistes et laïcs, sans aucune référence à la religion. L'article 5 de la Charte définit ainsi les Palestiniens⁸⁵³:

⁸⁵² Iyad Al Barghouti, « La religion et l'Etat en Palestine », Centre Ramallah d'études sur les droits de l'homme, 2007, p. 10.

⁸⁵³ Charte nationale palestinienne, articles 5 et 11.

"Les citoyens arabes qui résidaient habituellement en Palestine jusqu'en 1947, qu'ils y soient restés ou qu'ils aient été expulsés, et tous ceux nés de père arabe palestinien après cette date à l'intérieur ou à l'extérieur de la Palestine".

Cette définition comprend tous les Palestiniens, indépendamment de leurs croyances religieuses, musulmans, chrétiens et juifs présents en Palestine avant 1947. L'article XI de la même Charte affirme l'unité des Palestiniens et la solidarité arabe : "unité nationale, mobilisation arabe et libération". La charte ne fait aucune mention de la religion : le lien est national et arabe.

L'aspect religieux est mentionné dans l'article 16 de la Charte nationale: "Libérer la Palestine, du point de vue spirituel, créer une atmosphère de tranquillité et de sérénité en Terre sainte, dans laquelle seront préservés tous les sanctuaires religieux, protéger la liberté de culte et de pèlerinage sans distinction de race, de couleur, de langue ou de religion. C'est pourquoi le peuple de Palestine aspire à l'aide de toutes les forces spirituelles dans le monde"⁸⁵⁴. Le système politique palestinien a maintenu une orientation laïque jusqu'à la défaite de 1967 qui a conduit à un réexamen total des idées et théories politiques, sociales, économiques et culturelles qui prévalaient dans les pays arabes depuis le début du XXe siècle. Le projet de renaissance éclairée a commencé à régresser au profit du conservatisme religieux. L'Islam politique, en particulier les Frères musulmans, auxquels appartient le Hamas, a profité du climat de la défaite pour promouvoir son discours religieux. La pensée religieuse pénètre lentement dans les rangs des groupes populaires, en réaction normale pour la nature de la composition du patrimoine culturel des peuples arabes. Cette défaite a constitué un terrain fertile propice aux mouvements de l'Islam politique opprimés par les régimes arabes, surtout les Frères musulmans dont l'objectif était d'islamiser la société et préparer le terrain pour accepter la religion comme alternative au projet national, socialiste et laïc notamment après la disparition de Gamal Abdel Nasser dans les années soixante-dix⁸⁵⁵. L'influence du discours religieux augmente après la victoire de la révolution iranienne à la fin des années soixante-dix.

Malgré la défaite de 1967 et la victoire de la révolution iranienne, l'OLP a continué de représenter le parapluie politique du mouvement national depuis les années soixante

⁸⁵⁴ Charte nationale palestinienne, article 16.

⁸⁵⁵ Iyad Al Barghouti, *op. cit.*, p. 11.

et jusqu'à l'établissement de l'Autorité nationale en 1994. L'OLP est restée une organisation laïque sans jamais recourir à la religion pour se justifier ou justifier ses décisions et politiques. L'Intifada s'est déclenchée à la fin de 1987 et a eu de nombreuses conséquences dont la plus importante fut la déclaration de l'Etat et la rédaction d'une charte nationale purement laïque. La charte affirme que "l'État de Palestine est aux Palestiniens où qu'ils se trouvent, ils y développeront leur d'identité nationale et culturelle, jouiront des mêmes droits, seront protégés ainsi que leurs croyances religieuses et politiques, et leur dignité humaine dans le cadre d'un régime parlementaire démocratique basé sur la liberté d'opinion et de formation des partis politiques, la majorité veille aux droits des minorités, les minorités respectent les décisions de la majorité, la justice sociale, l'égalité et la non-discrimination sur la base de la race, de la religion, de la couleur, ou entre les femmes et les hommes, dans une constitution qui assure la primauté du droit et l'indépendance de la justice tout en restant fidèle à l'héritage spirituel et culturel de la Palestine dans la tolérance et la coexistence pacifique entre les religions". La charte affirme également l'adhésion de l'Etat de Palestine aux principes et aux objectifs de l'Organisation des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux principes de non-alignement, que l'Etat de Palestine est pour la paix et pour les principes de la coexistence pacifique", qu'il "travaillera avec toutes les nations et les peuples pour parvenir à une paix durable fondée sur la justice et le respect des droits"⁸⁵⁶.

Avec les débuts de l'Intifada, le mouvement Hamas est lancé en février 1988, comme une extension des Frères musulmans en Palestine. Ce mouvement fait donc parti du courant traditionaliste qui cherche "l'islamisation et le changement social". Dans le même temps, il y a la dimension de la libération nationale en réponse au projet sioniste et à la création de l'Etat d'Israël. Un problème est alors posé : faut-il d'abord "préparer la génération de la libération", qui exige l'islamisation de la société, ou bien "affronter l'occupation", parce que l'occupation est bien réelle, l'affronter est plus efficace pour libérer la Palestine. L'important ici est que la pensée sociale et culturelle du mouvement islamiste palestinien, comme les autres mouvements islamistes arabes,

⁸⁵⁶ La déclaration d'indépendance, 15 novembre 1988.

est restée pauvre : aucune théorie, aucun programme n'a été élaboré pour traiter la complexité de la sociologie politique et culturelle palestinienne⁸⁵⁷.

Quelques mois plus tard, le mouvement Hamas a rédigé sa charte qui s'appuie sur un discours religieux islamiste et qui préfigure le début de la confrontation entre deux approches politiques en Palestine: celles de l'Islam politique, et l'autre laïque représentée par l'Organisation de Libération de la Palestine. Le conflit s'est poursuivi en faveur du discours religieux jusqu'à l'établissement de l'Autorité en 1994. Installer et renforcer l'Autorité était la priorité première. Mais lorsque l'opposition la plus forte s'est constituée sur la base de l'Islam politique, les forces laïques s'y sont opposées, en vain. Le discours religieux occupe désormais une place beaucoup plus grande qu'au cours des trois décennies précédentes. Le rôle de la gauche a décliné et l'Islam politique, représenté par le Hamas, est monté en puissance avec une base populaire plus étendue. Le mouvement Fatah s'est transformé en parti politique au pouvoir avant la création d'un Etat national indépendant et souverain. De nouvelles tensions dans le domaine politique national sont apparus entre l'approche laïque de l'OLP et celle religieuse du mouvement Hamas⁸⁵⁸.

Avec la montée du mouvement Hamas sur la scène palestinienne, le discours politique nationaliste laïc, et même marxiste, commence à glisser vers soit l'utilisation du discours religieux, soit éviter de l'affronter. Le courant nationaliste et panarabe, qui n'avait jamais écarté la religion, n'avait pas besoin de justifier sa tendance à utiliser le discours religieux. La tendance marxiste a justifié la non confrontation avec l'Islam politique par le phénomène de religiosité qui grandissait de jour en jour. Il ne voulait pas heurter les sensibilités du public et le gagner à sa cause. Ce choix a amené ses partisans à le quitter, soit pour s'orienter vers la religion, ou en raison même de ce choix⁸⁵⁹.

Le mouvement Fatah a commencé, après la création de l'Autorité à utiliser le discours religieux pour combattre le Hamas sur son propre terrain. Les racines religieuses de nombreux dirigeants du Fatah, surtout son président Yasser Arafat, qui avait quitté les

⁸⁵⁷ Khaled Al Haroub, *op. cit.*, p. 36.

⁸⁵⁸ Jamil Hilal, « La laïcité dans la culture politique palestinienne », 20.3.araec.com.2006.

⁸⁵⁹ Iyad Al Barghoti, *op. cit.*, p. 12.

Frères musulmans sans abandonner la pratique de la religion, a aidé dans ce sens. Yasser Arafat est allé jusqu'à nommer un des leaders du Hamas ministre de l'Autorité et un conseiller aux affaires religieuses, un poste inconnu jusqu'alors, même en dehors de la Palestine⁸⁶⁰. Ce faisant, il a renforcé encore plus le discours religieux et donné davantage de légitimité à la pensée du Hamas qui adopte l'Islam comme voie et idéologie : il en puise ses idées et ses perceptions de l'univers, de la vie et de l'homme. Il s'y réfère dans toutes ses actions et s'en inspire pour guider ses pas, comme précisé dans l'Article I de sa Charte. L'article 2 de la même Charte affirme ses liens avec les Frères musulmans. Le mouvement des Frères musulmans est une organisation mondiale, le plus grand mouvement islamiste contemporain, caractérisé par une compréhension profonde, précise et complète de tous les concepts islamiques dans tous les domaines de la vie, foi, politique, économie, éducation, société, justice, gouvernance, prédication, arts, médias, monde invisible, martyr et dans les autres domaines de la vie⁸⁶¹.

Toutefois, une évolution constante s'est produite dans la pensée politique du Hamas au cours des vingt dernières années. Le mouvement adopte désormais une politique pragmatique, au détriment de l'idéologisation et des slogans. Il commence à présenter le politique d'un point de vue religieux, se servant de ce dernier pour justifier le premier, comme lors des élections municipales et locales en 2004 et des élections législatives en 2006, utilisant des fatwas pour soutenir sa position nouvelle. Le porte-parole du mouvement, Sami Abou Zouhri, avait déclaré que "le Hamas s'appuyait dans toutes les positions sur une jurisprudence précise, que les ulémas contemporains autorisaient la participation aux parlements dans le cadre des régimes en place, se fondant sur des versets et des hadiths qui exhortent à la promotion de la vertu et à la prévention du vice. L'arrivée de la Voix de l'Islam là où se prennent les décisions, est plus opportun pour communiquer le message de l'Islam et réaliser l'intérêt public⁸⁶²". Le Hamas a continué à utiliser des fatwas religieuses exhortant ses membres à s'inscrire sur les registres pour les élections. Une fatwa du 17 septembre 2004 affirme qu'il existe plusieurs éléments de preuve, dans le Coran et la Sunna, de la légalité des élections. La fatwa ajoute que certains faqih (grands cheikhs) les mettent à égalité

⁸⁶⁰ Le Cheik Talal Badr, ministre de la jeunesse et des sports en 1996, puis ministre d'Etat et conseiller aux affaires religieuses.

⁸⁶¹ Charte du Hamas, article 1 et 2.

⁸⁶² Sami Abou Zohri, entretien daté du 14 mars 2005, islamonline.

avec la mort en martyr. Participer aux élections est un appel au martyr, un devoir de chaque musulman dans les circonstances normales. Dans les circonstances exceptionnelles, de faiblesse et de vulnérabilité, c'est une obligation, s'abstenir est un déni⁸⁶³.

Lorsqu'une partie de sa base populaire a exprimé son écœurement d'une première fatwa interdisant la participation aux premières élections législatives en 1996, un des chefs du Hamas a expliqué que les "circonstances exceptionnelles autorisent un musulman à rivaliser avec les gouvernements païens ou laïcs de manière à participer à la prise de décision plutôt que de subir celle-ci, c'est un moindre mal car, même si cela n'apportait pas beaucoup de bien, ça permet d'éviter un grand mal". Il se basait pour cela sur l'acceptation du prophète Youssef d'un haut poste dans un système non-islamique⁸⁶⁴. Pourtant, le Hamas a fait un pas en arrière: il a fait émettre une fatwa par l'Alliance des ulémas de Palestine, le 18 mai 2005, autorisant la participation aux élections.

Le Hamas se met donc à se servir du religieux au service du politique, le sacré pour le profane pour parvenir à conquérir le pouvoir, devenu plus tard un objectif en soi, surtout après avoir remporté les élections et formé seul le gouvernement, sans la participation d'autres forces palestiniennes. Il considère que prévenir la chute du gouvernement est la première priorité. Ainsi, le projet de résistance s'est muté en projet de protection du gouvernement. Un chercheur l'explique ainsi: si le Hamas puise dans la pensée des Frères musulmans, c'est qu'il y a une "pauvreté intellectuelle", et une "maigre expérience au pouvoir"⁸⁶⁵. D'autant plus qu'il n'était pas prêt pour cela, car le Hamas ne s'attendait pas à obtenir cette victoire écrasante dans les élections. Il espérait simplement obtenir quelques sièges dans le Conseil législatif qui lui permettrait de maintenir la résistance et d'empêcher toute concession dans la cause nationale et de défier l'occupation, d'essayer de réduire la corruption, autant que possible⁸⁶⁶. Un dirigeant du Hamas affirme que si "nous pensions au gouvernement, nous aurions étudié les choix qui nous attendaient. Nous n'avions pas prévu de

⁸⁶³ Al Rissala, 30 septembre 2004.

⁸⁶⁴ Younis Al Astal, Al Rissala, 30 septembre 2004.

⁸⁶⁵ Ibrahim rachid, chercheur islamique, entretien avec D. Iyad Al Barghouti, 24 août 2006.

⁸⁶⁶ Mohammad Al Qaiq, président du syndicat étudiant à l'université de Birzeit, allocution du 26 août 2006.

remporter une telle victoire⁸⁶⁷". A la suite de cette victoire, l'objectif du Hamas a changé : plutôt que de protéger la résistance, il fallait protéger le pouvoir, non seulement au détriment des questions internes palestiniennes, telles que la situation économique et l'unité sociale, mais aussi au détriment des objectifs déclarés du mouvement, a déclaré la résistance. Ce changement a poussé le mouvement à plus de flexibilité et d'évolution rapide, bien que son discours politiques soit alourdi de concepts religieux.

Par conséquent, un développement accéléré a eu lieu dans la pensée politique du Hamas, au point que la Charte du Hamas de 1988 n'est plus la même en 2006. Entre ces deux Hamas, il y a une grande différence qui continue d'ailleurs de croître. Dans l'allocution du Premier ministre, Ismaïl Haniyeh devant le parlement en Mars 2006, il présente un programme et un discours politique qui rapproche le Hamas d'un pas de plus vers le pragmatisme et la laïcisation politique. Toutefois, les événements ultérieurs ont troublé la marche du Hamas qui hésite de nouveau entre le pragmatisme et les slogans. Cet état de fait atteint son paroxysme à la veille du coup d'Etat militaire de juin 2007 lorsqu'il impose son contrôle total de la bande de Gaza. Ce qui devient alors inquiétant, ce sont les justifications émises par les ulémas du Hamas qui traitent d'infidèles et de traîtres, qui justifient l'assassinat d'adversaires palestiniens. Le Hamas se sert de justifications purement religieuses qui ne rappellent en rien la Charte et les beaux discours tolérants des premiers temps. Elles rappellent plutôt le discours des plus extrémistes d'Al Qaïda⁸⁶⁸. Le problème est que tous les documents du Hamas, son programme électoral, le programme de son gouvernement ou même le mot du Premier ministre Ismaïl Haniyeh ou tout autre communication du mouvement, n'ont en rien atténué la lutte sanglante avec le Fatah et les services de sécurité de l'Autorité. Le Hamas replonge dans un discours religieux fermé pour justifier son action militaire sanglante contre l'Autorité et ses services de sécurité et justifier le retournement contre la légitimité nationale palestinienne.

La laïcisation des luttes politiques intestines palestinienne, ou de tout conflit interne du monde arabe et musulman, la neutralisation de la religion, signifie verser moins de sang. Cela signifie aussi que tout conflit peut être réduit à un différend négociable.

⁸⁶⁷ Mohammad Mosleh, député du Hamas, entretien avec D. Iyad Al Barghouti, 14 août 2006.

⁸⁶⁸ Khaled Al Haroub, *op. cit.*, p. 37.

Mais quand des fatwa interviennent pour légaliser et faciliter l'effusion du sang, le sang versé sera d'autant plus abondant, les règlements et compromis plus difficiles à atteindre. Quand les fatwas interviennent dans le politique, comme dans le cas du Hamas, elles conduisent à un extrémisme religieux supplémentaire, non pas à la sécularisation de la politique, et trahissent la pauvreté de la pensée politique des islamistes. Une fatwa émise à un moment particulier, un moment de colère, paraîtra anormale et dépourvue de crédibilité lorsque les circonstances changeront et la réconciliation, voire l'alliance, avec l'adversaire sera impossible. Il faut alors un effort insurmontable pour revenir à la situation où l'on n'accusait pas de trahison ou d'infidélité les adversaires, préparer un discours nouveau propice à la réconciliation et à la tolérance. Cela demande beaucoup de temps et d'efforts alors que le peuple palestinien a le surtout besoin de temps et de réconciliation pour lutter contre l'occupation israélienne, en dépit de l'opinion publique internationale.

Mis à part ces moments de tension sur la scène palestinienne, le tableau d'ensemble de la lutte de libération nationale palestinienne, avant la montée du mouvement islamiste, était connu pour sa laïcité. Une vision nationaliste laïque pure s'était développée durant les décennies d'avant le Hamas. L'essence de cette vision était d'appeler à un État laïque démocratique en Palestine où il y a de la place pour les musulmans, les chrétiens et les juifs. Puis il y a eu l'idée de deux Etats pour deux peuples, en cours aujourd'hui. Une des premières préoccupations du projet national était de s'éloigner du conflit religieux entre juifs et musulmans. Ainsi, le conflit palestinien est avec l'occupation israélienne, non avec les Juifs. L'OLP et les factions ont établi des relations solides avec les communautés juives favorables aux droits nationaux légitimes du peuple palestinien, en particulier le droit à l'autodétermination et à établir son Etat indépendant. Elle n'est pas hostile au judaïsme, religion, communautés ou individus. Au contraire, elle a appelé à coopérer avec tous ceux qui soutiennent l'idée de deux pays voisins pour deux peuples sur la terre de la Palestine historique. L'OLP a concentré sa lutte contre le mouvement sioniste international en tant que projet colonialiste, non contre le judaïsme comme une religion, ou les Juifs adeptes de cette religion⁸⁶⁹.

⁸⁶⁹ Khaled Al Haroub, *op. cit.*, p. 38.

Toutefois, la montée continue du courant islamiste palestinien s'est répercutée sur les contenus et clauses des documents théoriques et constitutionnels sous-tendant le consensus palestinien, en particulier après la création de l'ANP en 1994. En effet, la loi organique de l'Autorité nationale, adoptée en 2002, aborde la religion d'une manière sans précédent dans le système politique palestinien. Elle coupe avec la vision portée par la Charte nationale approuvée par le Conseil national. L'article IV, alinéa 1 de la Loi organique stipule que "L'Islam est la religion officielle en Palestine, toutes les autres religions sont respectées et vénérées". L'alinéa 2 indique que "les principes de la charia islamique sont la source principale de législation". En cela, la constitution palestinienne ressemble aux autres constitutions arabes. La revendication de l'établissement d'un Etat islamique devient ainsi constitutionnelle, ouvrant la voie aux mouvements islamistes pour exiger l'application de la constitution. Pour Iyad Barghouti, "imposer le sujet de la religion dans la Loi organique provient d'une surenchère politique⁸⁷⁰".

Et cela peut aussi être perçu dans les projets de constitution palestinienne discutés par le Conseil législatif palestinien depuis l'année 2000. Dans la troisième version approuvée en mars 2003 l'article VII stipule que "les principes de la Charia sont une source principale de la législation, les adeptes des autres religions peuvent organiser leurs affaires personnelles et religieuses en conformité avec leurs religions dans le cadre de la loi, de manière à préserver l'unité et l'indépendance du peuple palestinien⁸⁷¹". Par conséquent, la Loi organique et la constitution palestinienne appellent et utilisent le vocabulaire islamiste et les emploient dans les documents fondateurs de l'Autorité palestinienne, ce qui reflète une renonciation au discours nationaliste laïc palestinien d'une part, et ressemble aux autres constitutions arabes d'autre part. Ils essaient de concurrencer le courant islamiste palestinien en faisant de la surenchère dans le choix du vocabulaire. S'il y a des motivations pragmatiques et si c'est en réponse aux changements dans la nature de la culture politique dans la société palestinienne, le résultat quasi-certain est de séparer encore plus nettement l'expérience palestinienne de l'expérience turque, en ce qui concerne le consensus politique et les mouvements islamistes. Alors que la Constitution turque est laïque pure, sans aucune référence, de près ou de loin, à la religion, le discours palestinien

⁸⁷⁰ Iyad Al Barghouti, *op. cit.*, p. 14.

⁸⁷¹ La Constitution palestinienne, article 7, 2003.

fait une marche-arrière influencée par le mouvement islamiste. Le vocabulaire religieux devient courant dans le discours politique quotidien des forces nationales, et dans les documents constitutionnels et juridiques ouvrant la voie à des interprétations de la religion et de ses buts, le sens des textes contenus dans les documents et la façon de les appliquer. C'est une porte qui s'ouvre à l'inconnu, comme dans tout conflit religieux, ce qui n'augure rien de bon, faisant du mal à la lutte nationale palestinienne, qui en est encore au stade de la libération nationale.

Les articles qui font référence à la religion dans la loi organique et la constitution palestinienne légitiment le Hamas et son discours politique et donc lui donne le droit d'imposer la loi islamique. D'autant que le Hamas considère comme occidental le complot contre le gouvernement qu'il a fondé en 2006, qui cherche non seulement à renverser le gouvernement, mais plutôt à "avorter le projet islamique et l'idée islamique; c'est le plus grand défi à relever par le Hamas⁸⁷²". Un député du mouvement affirme que "faire échouer le Hamas, qui se considère comme partie du projet islamique, fera échouer le projet islamique dans la région⁸⁷³". D'autres considèrent que "combattre le mouvement Hamas signifie combattre la religion⁸⁷⁴" et que l'échec du Hamas signifie l'échec de la nation islamique. Par conséquent, rester au pouvoir devient le plus grand objectif du mouvement, parce que garder le pouvoir signifie protéger la religion de la laïcité, du paganisme et de la corruption morale. L'Etat est nécessaire en tant qu'outil pour protéger la religion, le pouvoir est nécessaire à l'établissement de l'Etat religieux bien que le Hamas soit parvenu au pouvoir par les mécanismes laïcs de la démocratie pluraliste. Mais certains poussent le mouvement Hamas à appliquer la charia, tendance déjà sentie depuis le coup de force de juin 2007. Le voile est imposé aux femmes dans les locaux gouvernementaux, dans les tribunaux aux avocates, dans les universités et même aux écolières du secondaire. Il est interdit aux femmes de rester dans les lieux publics mixtes, de fumer le narguilé dans les cafés, les restaurants et les lieux publics désignés à cet effet. On ne peut se baigner dans la mer sans tenue réglementaire : des surveillants sont même postés sur les plages de la bande de Gaza. Le Hamas s'écarte

⁸⁷² Mouna Mansour, séminaire au village de Jama'ine en Cisjordanie, 11 juillet 2006.

⁸⁷³ Bilal Al Abouchi, *op. cit.*

⁸⁷⁴ Mohammad Al Qaiq, *op. cit.*

de plus en plus de la réalité palestinienne d'une part, et de l'expérience de l'AKP turc d'autre part.

Il nous semble, de l'expérience turque, que le système démocratique pacifique est le seul capable de faire des changements. Monopoliser la vérité est négatif et reste un obstacle à toute mobilité dans une société démocratique. Il est donc objectivement nécessaire à l'Islam politique palestinien de passer d'un langage des slogans idéologiques à celui de la connaissance et des chiffres. L'expérience de la tendance islamique en politique lui a permis d'en apprendre beaucoup sur la réalité sociale et économique, et d'en apprendre davantage au sujet de son rival laïc⁸⁷⁵. Par conséquent, les islamistes palestiniens se rendent-ils compte que le parti d'Erdogan est fondé sur des bases laïques dans sa gestion du pays ? Qu'il ne se sert pas de la religion comme un instrument politique et électoral ? Qu'il ne fait pas de référence à la religion ? Que la référence à l'Islam appartient au pays tout entier et non à un parti en particulier, comme c'est le cas du Hamas et de tout l'Islam politique palestinien⁸⁷⁶. Le Hamas tirera-t-il des enseignements de l'expérience du Parti de la Justice et du Développement turc ? Est-il conscient qu'il n'y a pas de lien entre la laïcité absolue et la démocratie ? Que cette dernière est possible sans la première et inversement, comme c'est le cas en Grande-Bretagne et au Danemark ? Et que la laïcité peut ne pas être une véritable démocratie, comme c'est le cas au Mexique et en Turquie avant les années quatre-vingt⁸⁷⁷, et jusqu'à la chute de Ben Ali en Tunisie en 2011 ?

Le Hamas est-il seulement conscient qu'il ne peut pas s'élever au niveau d'un mouvement de libération nationale sérieux en raison de sa nette appartenance sectaire ? Un mouvement de libération nationale exige une forte proportion de laïcité impartiale, du point de vue religieux, ethnique et communautaire. Le mouvement doit appartenir à tout le peuple pour préparer puis établir un État qui, lui aussi, appartient à tous les citoyens⁸⁷⁸. Le parti de la Justice et du Développement a réussi parce qu'il n'a pas gâché ses efforts au superflu: promouvoir la vertu et prévenir dans le domaine vestimentaire, la nourriture, la boisson et les conduites quotidiennes, mais de manière sagement axée sur le maintien rigoureux de la Constitution originale de l'Etat turc

⁸⁷⁵ Ahmad Youssef, *op. cit.*, p. 43.

⁸⁷⁶ Hassan Asfour, <http://sn.luuw.snt.luv.miak-live.com>

⁸⁷⁷ Jalal Warghi, *op. cit.*, p. 104.

⁸⁷⁸ Sadeq Jalal Al Azma, *op. cit.*, p. 3.

kémaliste et de la laïcité. Nous croyons donc que le Hamas doit en revenir à ce qui justifie son existence, résister à l'occupation et obtenir la liberté et l'indépendance du peuple palestinien, construire un Etat indépendant appartenant à tous ses citoyens, comme indiqué dans la Déclaration d'indépendance palestinienne le 15 novembre 1988 et donc se débarrasser des discours d'infidélité et de trahison, se rapprocher de la laïcisation de la politique, et rester à l'écart de l'islamisation de la politique.

Conclusion générale

Le Mouvement de la résistance islamique, Hamas, a été fondé le 14 décembre 1987, comme prolongement et expression des Frères musulmans dont la prédication a atteint la Palestine en 1935. La prédication s'est propagée parmi les Palestiniens jusqu'en 1946, date de la première conférence de ce mouvement qui avait établi des sections à Jérusalem, Haïfa, Gaza, Acre, Nazareth, Beer Sheva, Lod, Qalqilya, Tulkarem, Ashkelon, Khan Younis et d'autres villes. Le terrain était donc préparé pour le mouvement Hamas. Les Frères musulmans intensifièrent alors leurs actions en vue d'islamiser la société et la population, prêchant leurs préceptes religieux jusqu'au déclenchement de l'Intifada le 12 décembre 1987. Les Frères musulmans de Palestine se devaient de s'engager dans cette action populaire nationale contre l'occupation israélienne, alors même qu'ils vivaient un débat interne sur la pratique du jihad national armée contre l'occupation. L'Intifada a constitué une opportunité permettant d'annoncer la création du mouvement Hamas. Les Frères n'ont pas agi en leur nom par crainte d'échouer et ont donc utilisé le nom de Hamas. En cas d'échec, ce ne serait pas l'échec des Frères musulmans, mais s'ils réussissent, ils annonceront le Hamas comme l'incarnation et l'expression du mouvement des Frères musulmans. Ce fut fait, deux mois après la fondation, par un communiqué daté du 2 novembre 1988 puis reconfirmé dans le communiqué numéro 15 du 15 avril 1988, puis dans la Charte le 18 août 1988 afin de lever toute ambiguïté sur l'appartenance du mouvement aux Frères musulmans.

Le mouvement Hamas est donc lancé sur une base populaire forte puisque s'appuyant sur le travail des Frères musulmans, bien organisés depuis plus de quatre décennies consécutives. Il lui était donc relativement facile de devenir un acteur engagé et incontournable dans l'action politique nationale de lutte contre l'occupation israélienne, d'autant que sa base était impatiente de s'engager dans le combat avec l'ennemi israélien. La base populaire du Hamas attendait en effet l'occasion de le faire du fait notamment des critiques du peuple palestinien à son égard, parce qu'elle rechignait à participer à l'action nationale. L'opportunité était venue pour lever

l'embarras et justifier le retard à se joindre aux autres forces nationales palestiniennes avec lesquelles le Hamas avait refusé de coopérer jusqu'alors, se présentant comme une alternative à toutes les forces de l'action nationale palestinienne. Il a notamment refusé d'intégrer l'OLP, considérée comme une organisation sœur et proche, mais pas comme le représentant légitime et unique du peuple palestinien, pourtant reconnu depuis 1974 au sommet arabe à Rabat et aux Nations Unies, où l'OLP est un membre observateur.

L'expérience des Frères musulmans à Gaza est différente de celle de Cisjordanie. En Cisjordanie, ils ont collaboré avec la monarchie hachémite. En Egypte, ils étaient les alliés de Nasser jusqu'en 1954. Après cette date, l'alliance s'est transformée en animosité, incitant les Frères à agir dans la clandestinité, en de petites cellules. Ils avaient pourtant participé à la vie politique jusqu'en 1948, année de la Nakba. Ils ont pris part au combat en Palestine: les Palestiniens pensaient donc que leur salut national viendrait des Frères musulmans, que ces derniers les mèneraient à la libération de leur pays et permettraient leur retour, sur la base de la position déclarée des Frères musulmans. La situation est restée inchangée jusqu'en 1956, date de la première occupation de la bande de Gaza, à laquelle les Frères se sont engagés dans l'action politique et ont noué des alliances avec d'autres forces politiques dans la bande de Gaza. A ce moment-là, les Palestiniens se rendent compte que les Frères musulmans ne poursuivraient pas le combat pour la Palestine, qu'ils avaient d'autres préoccupations partisans et visaient le pouvoir en Egypte. Dans les autres pays arabes, les Frères faisaient désormais partie du système, non en tant que partenaire politique, mais plutôt contrôlés par le pouvoir en place. Ils s'opposaient à l'unité arabe et la lutte nationaliste arabe menée par Nasser. Les populations les abandonnent et rejoignent le mouvement Fatah, d'identité passionnément palestinienne, ainsi que les autres courants politiques palestiniens dont l'objectif était de résister à l'occupation. Mais ceci est particulièrement vrai pour le Fatah dont les fondateurs, Yasser Arafat, Khalil Al Wazir (Abou Jihad) et Salah Khalaf (Abou Iyad) étaient d'anciens Frères. Ainsi, de 1957 à 1967, les Frères musulmans sont absents de la scène de l'action politique. Ils ont été marginalisés par des facteurs subjectifs et objectifs.

Les Frères musulmans commencent à se reprendre après 1967, à la fois en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, suite à la défaite de juin. Il y a l'avant et l'après 1967, qui

annonce l'échec des régimes nationalistes arabes face à d'Israël. Israël a été en mesure d'achever l'occupation du reste des territoires palestiniens et même d'une partie de ceux de ses voisins arabes (Égypte, Syrie, Jordanie et Liban). La région arabe et ses forces politiques, y compris palestiniennes, entre dans une nouvelle phase, propice au retour des Frères musulmans. Ils recommencent leurs actions lentement, en raison de leur lourd héritage des dix années passées (1957-1967). L'influence des factions armées croît dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie et en Jordanie. Elles étaient les plus à même de rassembler et de mener des actions armées violentes contre l'occupation israélienne, en particulier le Fatah et le Front Populaire pour la Libération de la Palestine. Les Frères musulmans limitaient leurs actions à la prédication religieuse et morale, appelant la population à retourner à la mosquée. Ils concentraient donc leur action sur l'islamisation de la société et de la population, prenant leur distance de l'action nationale armée et violente qu'ils critiquaient, ce qui a conduit à la scission du Jihad islamique à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt.

Le mouvement des Frères musulmans redevient actif peu de temps après 1973. Il crée de nombreuses organisations de services, dont la plus importante fut Al Moujamma' Al Islami ("complexe islamique") en 1973, Al Jamiyya Al Islamiya ("association islamique") en 1973 également, et l'Université Islamique en 1978, places fortes de la Fraternité musulmane dans la bande de Gaza. Ces trois institutions ont eu un impact significatif sur la propagation de la pensée islamique. La direction des Frères commence à penser à l'action armée à partir de 1982. Une aile militaire et un service de sécurité sont fondés en 1986. Ils étaient donc prêts à entrer en force dans les actions de l'Intifada en 1987. C'est l'Intifada qui a été la motivation première de la fondation du mouvement Hamas, comme une incarnation réelle et vivante de l'Islam politique palestinien, avec le Jihad islamique qui s'était séparé de la Fraternité musulmane au début des années quatre-vingt comme précédemment évoqué.

Depuis sa création, le discours politique du Hamas est empreint de religion. Tous ses communiqués politiques débutent par des versets coraniques et des paroles du Prophète, et même sa charte utilise un langage idéologique religieux. La foi dogmatique et le respect des préceptes de l'Islam étaient les plus importants déterminants de son action politique et de ses positions à l'égard des événements et

des autres parties. Il utilise le langage religieux pour justifier ses positions mais aussi pour servir les intérêts du parti. Dans ses conférences, le religieux cède souvent la place au pragmatisme politique: le facteur idéologique islamique y a toujours une influence considérable. De plus, le discours et la prise de décision au sein du Hamas sont influencés par son appartenance aux Frères musulmans qui ont toujours le dernier mot dans les questions stratégiques. Il y a bien sûr d'autres facteurs, notamment le facteur nationaliste en tant que partie intégrante de la croyance religieuse, parce que le mouvement Hamas a rejoint l'action nationale palestinienne par la porte de l'Islam, tandis que les partisans du Hamas se sont ralliés à l'Islam politique pour des motivations nationalistes, étant donné que le Hamas s'appuie sur les deux piliers: le religieux islamique et la résistance à l'occupation israélienne.

Le facteur politique pragmatique arrive en deuxième place dans l'influence sur le discours du mouvement Hamas. En effet, celui-ci s'est trouvé face à de nouveaux faits auxquels il n'était pas habitué. Il commence alors à exposer ses perceptions des actions à mener depuis 1993 et à soulever la question de la trêve avec l'occupation israélienne dans la même année, pour la réitérer en 2006 ainsi que dans les années qui ont suivi le coup d'Etat militaire en 2007 et jusqu'à aujourd'hui. Il devait aussi traiter avec les factions de l'opposition palestinienne, nouer une alliance avec elles contre les accords d'Oslo en 1993. Il devait également établir des relations avec les pays et les gouvernements arabes. Tous ces facteurs ont imposé au Hamas l'adoption d'un langage politique réaliste et pragmatique, de façon à être compris et intégré par la communauté internationale et ses différentes institutions, d'autant plus qu'il n'était pas conscient au départ de l'importance de ces institutions. Il a pourtant été confronté à la réalité et amené à davantage de pragmatisme politique.

L'intérêt partisan du Hamas est l'un des facteurs les plus importants d'influence de son discours politique. Il veille ainsi à sa propre survie et permet d'augmenter sa présence sur la scène palestinienne et auprès de la population. Cet intérêt est l'une des faiblesses du mouvement car le Hamas en effet ne voit l'organisation que comme un moyen de parvenir une fin, mais c'est l'existence même de l'organisation qui est la fin, qu'il convient de préserver et de défendre, ce qui explique pourquoi le Hamas évite la confrontation et hésite dans de nombreux cas. Ainsi il rejette les accords d'Oslo mais ne les combat pas. Il s'oppose à l'Autorité nationale et à ses produits, mais participe

aux élections locales et législatives. Il refuse le gouvernement, mais forme seul un gouvernement ou participe à un gouvernement d'unité nationale. Il décrète l'interdiction des élections de 1996, mais y participe en 2006. Il refuse les négociations et les compromis, mais négocie puis accepte un compromis. Cela montre bien qu'il combine des visions et des positions contradictoires de manière à maintenir l'organisation d'abord et avant tout. Un autre facteur important est le fait que la direction du Hamas est en partie en Palestine et en partie à l'extérieur du pays, chaque partie essayant d'accaparer les décisions stratégiques. Dans un premier temps, le centre de décision se trouvait en Palestine mais il est passé à partir de 1991 à l'extérieur, même si les dirigeants de l'intérieur essaient de reprendre la direction du mouvement depuis 2000, et surtout après la victoire aux élections législatives et la formation du dixième gouvernement en 2006.

L'aile militaire du mouvement est aussi le plus important décideur. Les chefs militaires définissent la politique intérieure du Hamas et influencent donc son discours politique. En fait, la spécificité de l'aile militaire c'est que pour elle, le jihad militaire est la stratégie permanente, avec un choix de résistance limitée à des opérations militaires de toutes sortes mais en Palestine seulement. De plus, l'action militaire est entièrement distincte de l'action politique du mouvement. La confusion entre les deux a été la cause majeure des coups violents reçus dans les années 1989 et 1990 par les autorités israéliennes. Par conséquent, l'aile militaire est devenue autonome, augmentant son influence dans la définition des politiques et des prises de décision au sein du mouvement. Elle commence à définir les contours du discours politiques de par sa présence sur le terrain, comme par exemple lors des élections ou la formation de la force exécutive - la force de frappe du gouvernement Hamas - puis avec son rôle dans le coup d'Etat militaire contre l'Autorité nationale en 2007. D'ailleurs, les éléments de l'aile militaire occupent aujourd'hui les postes clés de l'Autorité du Hamas dans la bande de Gaza, en particulier les services de sécurité. Les brigades Qassam détiennent aujourd'hui le véritable pouvoir, dans la bande de Gaza et au sein du mouvement Hamas.

Il convient de noter que le mouvement Hamas a basé, depuis sa fondation, son analyse du conflit avec l'occupation israélienne sur des concepts religieux islamique. Il le considère comme un conflit de civilisation entre la nation arabe et islamique d'une

part, et le sionisme soutenu par l'Occident d'autre part. Il estime que la question de la Palestine n'est pas seulement un conflit territorial mais concerne l'importance et la place de la terre, non pas un problème de nationalisme ou de patriotisme, mais une question de foi et d'unicité, de religion et de culte. La cause de la Palestine est la cause de l'Islam, de la nation musulmane et de tout musulman sur terre qui croit en Dieu et au jour du jugement dernier. Ici, le Hamas rencontre l'extrémisme, rejoignant qui plus est la vision de Huntington sur le "choc des civilisations", consciemment ou inconsciemment, considérant que la présence juive en Palestine menace toute la nation islamique, menace sa religion, sa foi et sa civilisation, et cherche avec ses alliés croisés et autres à percer dans la nation islamique pour l'anéantir et bâtir sa propre civilisation sur les ruines de la civilisation islamique. Le Hamas se considère ainsi comme la force susceptible de jouer un rôle central dans la politique arabe à venir, parce qu'il représente l'âme de la nation arabe, le corps de cette nation ne pouvant vivre sans âme. Le Hamas est religion et Etat, Coran et épée, djihad et prédication et sa devise est : l'Islam est la solution.

Le Hamas part d'une philosophie particulière: "libérer la Palestine est non seulement un devoir pour le mouvement islamique, mais est aussi essentiel pour la renaissance islamique dans la région". Il y a une corrélation entre les processus de libération et de renaissance: aucune renaissance véritable ne peut se produire tant qu'Israël existe, aucune libération ne peut se faire sans renaissance islamique. Et en raison des liens entre la renaissance et la libération, le Hamas estime nécessaire le concours des efforts concertés dans le cadre de trois cercles: d'abord le Hamas et avec lui le peuple palestinien, qui constituent le fer de lance du premier cercle, puis vient le cercle arabe, gouvernements et peuples, et enfin le monde islamique, troisième cercle, avec à chacun son rôle dans le conflit de civilisations. Le Hamas bâtit donc sa stratégie de gestion du conflit sur cette philosophie qui implique l'islamisation de la société palestinienne, le djihad et la résistance armée contre l'occupation israélienne et la libération de toute la Palestine, sans aucune concession. Il estime que s'attacher à cet objectif avec dévouement est la base de sa pensée nationaliste, panarabe et islamique dans le traitement de la question de Palestine, et la garantie de la réussite de la nation dans la récupération des terres occupées, sans pour autant éliminer la nécessité d'une vision tactique. Celle-ci est représentée par la possibilité de conclure une trêve à long terme avec l'occupation israélienne, après son retrait des territoires occupés en 1967 et

la création d'un Etat palestinien indépendant. A condition aussi de pas reconnaître l'Etat d'Israël et de ne pas renoncer au reste des territoires palestiniens occupés par l'entité sioniste en 1948.

Le mouvement Hamas s'oppose donc à tout projet de règlement politique pour résoudre la question palestinienne, projet qui comprendrait une renonciation à une partie de la Palestine. Par conséquent, il a adopté la résistance et le jihad comme seule voie pour la libération de la Palestine. Il met la politique au service du fusil et non l'inverse. Le Hamas continue donc de s'opposer à tout règlement politique, considéré comme renonciation et "*Astslamih*". Il a ainsi refusé la Conférence internationale, l'initiative de paix palestinienne, la Conférence de Madrid, les Accords d'Oslo et jeté un interdit religieux sur toute renonciation, ne serait-ce d'un pouce de la Palestine, terre de *waqf* islamique inaliénable. Pour contrecarrer les projets de règlement, le Hamas a noué des alliances avec les forces de l'opposition palestinienne, arabe et islamique, recouru à l'action militaire, sous toutes ses formes violentes, pour faire avorter le règlement, en vain. Il a alors essayé d'autres moyens, en s'impliquant dans le système politique palestinien, au moyen des élections législatives de 2006, et a formé le dixième gouvernement seul. Pourtant, il avait présenté sa propre initiative politique en 1993: une trêve à long terme avec l'occupation israélienne, c'est-à-dire en référence à la lutte nationale jusqu'à la réalisation de son but stratégique de libération de toute la terre de Palestine usurpée. Mais pourtant il a récemment accepté implicitement l'idée de deux Etats pour deux peuples lorsqu'il a accepté l'idée d'établissement d'un Etat palestinien indépendant dans les frontières de juin 1967, à condition de ne pas reconnaître l'Etat d'Israël.

Certains dirigeants du Hamas ont essayé de formuler une position politique sur la base du concept de trêve que la religion autorise. Cette position politique tactique est axée sur la conciliation du langage du passé et du présent, en acceptant d'établir un Etat palestinien provisoire en contrepartie d'une trêve avec Israël. Pendant ce temps, il pourrait consolider son pouvoir dans la bande de Gaza et l'étendre en Cisjordanie. Face à l'ampleur des critiques palestiniennes, le Hamas a abandonné son projet de renaissance islamique en vue de la libération nationale. C'est là que le Hamas commence à se différencier des autres factions, en particulier son homologue islamiste, le Jihad islamique, qui rejette l'idée de trêve ou même d'accepter l'existence

de l'Etat d'Israël, par principe, à côté d'un Etat palestinien. Le Jihad s'oppose donc à l'idée de deux Etats pour deux peuples, contrairement au Hamas qui l'accepte aujourd'hui bien qu'il ait rejeté toutes les propositions de règlement de l'OLP auparavant, probablement parce qu'elle appartient à un bord politique différent. Il s'était d'ailleurs présenté comme une alternative à l'OLP et ne l'a reconnu comme le seul représentant légitime du peuple palestinien qu'en 2005, à condition d'en faire partie.

La position du Hamas vis-à-vis de l'Autorité nationale est déterminée à partir de sa position vis-à-vis des accords d'Oslo. L'Autorité est en effet considérée comme un produit de ces accords que le Mouvement rejette en bloc. Il a essayé par tous les moyens d'entraver son fonctionnement, notamment en commettant des attentats suicides contre des civils israéliens de manière à présenter l'Autorité comme incapable de mettre en œuvre les accords conclus avec Israël. L'échec de ce stratagème a amené le Hamas à changer de tactique et à participer aux élections législatives pour imposer son point de vue sur les institutions palestiniennes après en avoir pris le contrôle. Dès qu'il a formé le dixième gouvernement en 2006, il a mis en œuvre une politique d'exclusion et de marginalisation des autres mouvements palestiniens afin de contrôler entièrement l'Autorité nationale, ses institutions civiles, militaires et de sécurité, ce qui explique la formation de la Force exécutive et le coup de force armé en 2007.

En ce qui concerne les relations du Hamas avec les pays arabes et musulmans, le mouvement a essayé d'établir des relations équilibrées, sans y parvenir. Il fait alors partie de l'axe de la résistance, avec le Hezbollah et la Syrie, sous commandement iranien, et jouit d'une sympathie relative de la part du Soudan et du Qatar. Le Hamas a rejeté les conditions internationales : reconnaître Israël, renoncer à la violence et respecter les accords signés par l'Autorité, ce qui en a fait le paria du monde qui le boycottait politiquement, diplomatiquement et financièrement. Cela est probablement dû à l'inexpérience du Hamas en relations internationales ou à son ignorance de la dimension internationale à laquelle il n'a jamais accordé la moindre importance depuis sa création. Il n'a pas non plus accordé d'importance aux pays influents sur le cours du conflit israélo-arabe et israélo-palestinien. Il a estimé que tous les pays du monde conspiraient contre le peuple palestinien et la civilisation et les peuples musulmans. C'est seulement en 1992 que le Hamas commence à accorder davantage d'intérêt aux relations internationales, mais sa modeste expérience ne l'a pas aidé à établir des

relations équilibrées avec les Etats. Dans un premier temps, il a plus travaillé sur les relations avec les Etats-Unis, l'Europe et la Russie, après les pays arabes et musulmans. Là aussi, il n'a qu'un succès relatif avec la Russie sans jamais arriver à quelque chose de tangible. Toutefois, les relations avec la Russie n'ont eu aucune incidence sur ses relations avec l'Autorité et la Russie n'a pas hésité à appuyer l'Autorité politiquement, diplomatiquement, militairement et financièrement. Le Hamas, lui, n'a reçu aucun soutien russe et est resté, pour l'Amérique et l'Europe, un mouvement islamiste extrémiste, fondamentaliste et terroriste.

Comme nous l'avons évoqué, il y a donc plusieurs visions du discours religieux, surtout sunnite. Certains en décrivent trois types différents, d'autre quatre et même six. Un d'entre eux considère un discours islamiste unique, politiquement et religieusement, même si différent en apparence. Historiquement, le discours islamiste est classé en trois catégories : la Prédication, l'Ihtissab et le Jihad. Cette compréhension se reflète sur les références religieuses des mouvements et groupes islamistes contemporains. Certains adoptent le discours de la prédication uniquement, d'autres le concept de l'Ihtissab. Il y en a enfin qui adoptent les trois à la fois, surtout le jihad, comme Al-Qaïda et les organisations sœurs. Quant au Hamas, il adopte la prédication, l'Ihtissab et le jihad mais dans certaines limites: ne pas dépasser les frontières de la Palestine occupée.

Le courant djihadiste violent est né des mouvements de l'Islam politique qui ont placé le renversement des régimes en place au cœur de leurs priorités pour les remplacer par des régimes islamistes totalitaires. Ces courants sont apparus dans une conjoncture historique et régionale de restrictions et de poursuites des islamistes. Ces mouvements ont pris de l'importance à la suite de l'effondrement du nationalisme arabe après la défaite de juin 1967. Ce phénomène commence à prendre de l'ampleur à la fin des années soixante-dix et la victoire de la révolution iranienne en 1979. La Grande Mosquée de la Mecque est prise d'assaut la même année et les troupes soviétiques entrent en Afghanistan. Sadate est assassiné en 1981. Le Hamas, quant à lui, continue de rester dans le cadre de l'Ihtissab, et donc dans la promotion de la vertu et la prévention du vice, avec certains concepts du djihad dans un cadre géographique restreint à la Palestine et aux forces d'occupation, contrairement aux forces du Jihad salafiste djihadiste dont Al-Qaïda qui avait adopté le concept de Jihad comme

idéologie et seul moyen de renverser les régimes arabes et islamiques en vue d'établir un Etat islamique. L'idéologie d'Al-Qaïda reposait sur la pensée du hanbalite Ibn Taymiya. Le critère pour juger l'autre est la foi et l'infidélité, non la patrie, la race, le sexe ou sang.

Al-Qaïda est créée en 1987 par des moudjahidines qui avaient combattu les forces soviétiques en Afghanistan. L'organisation se définit comme un mouvement djihadiste islamique. Oussama Ben Laden a pris la tête de l'organisation et adopté l'idée du djihad contre les gouvernements impies arabes, islamiques et étrangers pour libérer les pays musulmans de la présence étrangère. L'idéologie de l'organisation se base sur trois piliers principaux: l'unicité, la foi et l'Islam, piliers selon lesquels les personnes sont réparties entre musulmans et infidèles. Il y a des infidèles d'origine et des musulmans renégats. Il s'agit là d'une interprétation que le Hamas ne partage pas. Il appelle à une alliance avec les pays arabes et musulmans, gouvernements et peuples. Un quatrième pilier pourrait être le concept de "*Hakimiyya*", qui signifie que seul Dieu est souverain et nul autre. Par conséquent, il faut se libérer du pouvoir des tyrans humains. Nul n'a le droit de légiférer, aucun parti, aucun parlement, aucune institution. La seule source de législation est Dieu, les hommes ne peuvent et ne doivent qu'appliquer et exécuter. Le cinquième pilier est la "*Jahiliyya*", désignant le paganisme ou l'ignorance, et qui considère ignorantes toutes les sociétés contemporaines. Là aussi, le mouvement Hamas n'est pas d'accord avec Al-Qaïda au sujet de la "*Hakimiyya*" et de son interprétation. Le Hamas ne considère pas du tout comme ignorantes les sociétés arabes et musulmanes, elles sont seulement corrompues et écartées du droit chemin, les musulmans y connaissant mal leur religion.

Al-Qaïda repose aussi sur quatre concepts pratiques : le groupe, le Jihad, le "Wala et Bara", et la tyrannie. C'est sur ces concepts qu'Al-Qaïda et les autres organisations sœurs dans le monde arabe et musulman ont établi leurs politiques. Le Hamas est en désaccord avec le salafisme djihadiste en ce qui concerne l'interprétation de ces notions. Le Hamas se considère comme partie intégrante du mouvement national palestinien, tout comme le Hezbollah libanais. Ces deux organisations ont en commun de partir sur des bases religieuses. Elles œuvrent toute deux pour l'établissement d'un Etat islamique, régi par la loi islamique. Cependant, le Parti de Dieu marque sa

différence avec sa croyance au concept du "*Velayat-e faqih*". Le Hamas et le Hezbollah sont d'accords sur la priorité de résistance contre l'occupation mais concluent des trêves avec Israël en cas de besoin. Ils acceptent aussi la légitimité de leurs Etats respectifs et agissent dans le respect de leurs constitutions, en dépit de quelques réserves. Ils s'impliquent dans le processus démocratique, participent aux élections locales et législatives, et participent à la formation de gouvernements dans leur pays. Ils sont donc d'accords sur la résistance et le rôle des références religieuses dans la gouvernance et l'administration. Leurs milices militaires sont semblables en ce qui concerne la formation, le rôle et les tactiques. Ils recourent mêmes tous deux aux attentats suicides et utilisent des tunnels pour se protéger et protéger leurs armements. Ces nombreuses similitudes font qu'ils partagent des visions communes de refus et de résistance dans le cadre d'un axe politique avec la Syrie et l'Iran, dirigé par ce dernier.

Quant au Parti de la Justice et du Développement turc, nous pensons que ce parti représente un prolongement évolué de l'Islam politique en Turquie. Il constitue une renaissance de l'Islam politique turc. Ce parti est la cinquième génération du discours islamiste turc, qui a commencé à évoluer depuis 1980. Il est difficile de dire où s'arrêtera ce discours, surtout que le parti maîtrise désormais les règles du jeu de la démocratie politique, qui exige toujours la conciliation et le compromis. Il s'est adapté à la réalité turque, et non pas l'inverse comme dans le cas du Hamas qui a tenté d'imposer sa vision sur la réalité palestinienne déjà complexe. Le Hamas n'a pas cherché à s'adapter à la réalité du terrain. Le Parti de la Justice et du Développement a réussi à accomplir beaucoup de réalisations à tous niveaux en Turquie, et a amené le pays vers la Troisième République. En revanche, le Hamas a ramené la Palestine en arrière, causé le blocus international, et a énormément compliqué les choses avec son coup d'Etat plutôt que de s'adapter à la réalité palestinienne comme l'a fait le Parti de la Justice et du Développement en Turquie, qui a annoncé, depuis la tombe d'Atatürk, qu'il respectait la démocratie laïque du pays. Le Hamas aurait dû annoncer, depuis la tombe de Yasser Arafat, qu'il respecterait la politique de l'Autorité nationale palestinienne et qu'il s'emploierait à renforcer la vie démocratique. Il a fait tout le contraire durant ses années au pouvoir : répression, torture, suppression des libertés, tyrannie et mépris des droits de l'homme. Qui plus est, la branche armée du Hamas, les Brigades Al-Qassam, dirigent de facto la bande de Gaza en coopération avec son service de sécurité intérieure. D'un autre côté, le rôle de l'armée régresse en Turquie,

en faveur de la primauté du droit. C'est le peuple turc qui décide de la vie politique, en lieu et place de l'armée turque, tandis que les services de sécurité du Hamas contrôlent la vie politique à Gaza et le ramène des années en arrière, bien avant les élections législatives de 2006.

Lorsque la crise s'intensifie en Turquie en 2007 au sujet de la nomination d'Abdullah Gul - vice-président du parti - à la présidence, le parti s'en réfère au peuple, source de pouvoir, et organise des élections anticipées. Le parti a réussi à placer son candidat à la magistrature suprême car il était sûr de lui-même et de ses politiques, dans l'intérêt du peuple turc. Tandis que le Hamas traverse encore une crise nationale totale, il est à l'origine de la division politique et géographique, il refuse de consulter le peuple, source de pouvoir. Tout ce qui ne lui convient pas est complot américain, occidental et israélien contre son gouvernement, plaçant ses propres intérêts devant ceux du peuple. Il a mobilisé tous ses potentiels pour se maintenir au pouvoir, au lieu de les mettre au service du peuple pour lui assurer les besoins humanitaires de première nécessité. Cela reflète la réalité de la victoire surprise du Hamas aux élections et ses craintes d'échec à cause de ses politiques répressives pendant les années de son règne en Palestine en général et dans la bande de Gaza en particulier. Alors que la Turquie se dirige vers un Etat démocratique qui respecte les droits de l'homme et préserve sa dignité, tout en maintenant l'Islam et les religieux pratiquants sans conflit avec la laïcité, le Hamas se dirige vers une confrontation avec les composantes du système politique palestinien. Ces pratiques étaient complètement à l'inverse de la religion et de l'islamisation dans l'éducation et le comportement social et quotidien. La popularité du Hamas est donc en baisse à tel point qu'il est aujourd'hui incapable d'assurer l'approvisionnement en électricité, médicaments, essence et gaz à la population. Il a aggravé le blocus de Gaza six années durant, sans le moindre espoir, à moins qu'il abandonne sa politique fermée pour une politique nationale, unitaire et rationnelle qui permettra de satisfaire aux besoins de la population.

Le Parti de la Justice et du Développement a réussi à concrétiser sa "démocratie croyante" et à accepter la nouveauté sans rejeter l'ancien et le local. Le parti de la Justice et du Développement respecte l'autre et ses spécificités, rejette le discours politique fondé sur des oppositions ou imposant une vision politique, idéologique ou religieuse unique, et promeut une démocratie qui cherche à développer le rôle de la

société civile et respecte les libertés en garantissant le droit à la différence. Dans le cas du Hamas, c'est tout le contraire qui s'est passé : marginalisation et exclusion, imposition d'un discours unique en politique et résistance, dans l'éducation et la culture, l'économie et la sociologie. Il ne respecte pas l'autre, refuse son existence même, ne lui permet d'agir que dans les limites de son point de vue sécuritaire. Cette expérience est le contraire absolu de celle du Parti de la Justice et du Développement. Pourtant, la Palestine reste toujours sous occupation, et vit une phase de libération nationale qui exige des efforts de chacun, et dans laquelle il faudrait concentrer tout le potentiel national dans le conflit qui dure depuis des décennies avec une occupation colonisatrice qui refuse, dans sa conduite quotidienne, de reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien. Malgré cela, le mouvement Hamas frappe au cœur le système palestinien fondé sur le pluralisme et la démocratie pour installer un parti unique, le sien, qui accapare le pouvoir et réprime ses opposants. Il y a là un retour en arrière, un coup d'Etat contre les traditions de l'action nationale palestinienne, tolérante et complémentaire, au service de la cause et du peuple. C'est ce qu'on a pu analyser dans cette étude.

Il convient de noter qu'il existe six points qui rapprochent et séparent en même temps l'Islam politique arabe de l'Islam politique turc : la perception de l'héritage de l'Empire ottoman, la nature des Etats indépendants, la dimension européenne, la création de l'Etat d'Israël, le rôle de l'armée et le regard sur la laïcité et la démocratie que l'Islam politique arabe rejette en bloc, les considérant comme mécréantes et infidèles alors que l'Islam politique turc les réclame parce qu'elles le protègent et le renforcent. Le Hamas a accepté la démocratie parlementaire pluraliste fondée sur la laïcité pour parvenir au pouvoir et le renverser par la suite sans se rendre compte qu'il fait partie d'un mouvement de libération nationale dont il ne peut être partie prenante sans être laïc.

La défaite de 1967 a préparé le terrain pour une révision approfondie des idées et des théories des politiques, sociales, économiques et culturelles qui prévalaient dans les pays arabes depuis le début du XXe siècle. La région a vu se déclinier le projet de renaissance éclairée au profit du projet religieux conservateur. L'Islam politique, en particulier le mouvement des Frères musulmans dont le Hamas fait partie, a profité du climat de défaite pour promouvoir le discours religieux. La pensée religieuse atteint

progressivement les populations par réaction à la défaite de juin 1967. Le terrain était favorable aux mouvements de l'Islam politique, opprimé par les régimes arabes, qui s'est présenté comme une alternative et un baume aux peuples arabes blessés dans leur fierté et dignité par la défaite subie par leurs armées face à l'occupation israélienne, surtout après la mort du chef arabe Gamal Abdel Nasser dans les années soixante-dix. L'influence du discours religieux croît avec la victoire de la révolution iranienne et l'intervention soviétique en Afghanistan, puis l'émergence du phénomène des « Afghans arabes », soutenus par les pays du Golfe, l'Egypte et les Etats-Unis.

En dépit de cette marée relative d'Islam politique arabe, la scène palestinienne est restée épargnée jusqu'à la guerre de 1982. Les Frères musulmans de Palestine reprennent la prédication sous les yeux de l'occupation israélienne, qui voyait dans la Fraternité une force alternative à l'OLP et laisse donc faire. Les militants du Hamas pensent alors à recourir à l'action armée au milieu des années quatre-vingt. Auparavant, il n'y avait eu aucune action de résistance motivée par la religion car la majeure partie du programme de l'Organisation de Libération de la Palestine et des factions qui la composaient se fondaient sur une laïcité politique pure, inscrite dans la Déclaration d'Indépendance en 1988. En cette même année, le Hamas est annoncé comme une extension des Frères musulmans en Palestine avec son projet de changement social et d'islamisation en plus de la dimension de libération nationale, c'est-à-dire s'opposer au projet sioniste de création de l'Etat d'Israël, menaçant les Palestiniens et les pays voisins. La pensée sociologique et culturelle du mouvement islamiste palestinien est cependant restée pauvre. Il n'a pas pu développer des théories et des programmes pour faire face à la complexité de la situation politique et culturelle palestinienne. La Charte de 1988 du Hamas est emprunte d'un discours religieux islamique conservateur qui préfigure le début de l'affrontement entre les deux projets palestiniens, laïc de l'OLP et religieux du Hamas. L'affrontement a connu des hauts et des bas jusqu'à la création de l'Autorité en 1994 où il commence à pencher en faveur du religieux.

Après la création de l'Autorité nationale palestinienne, l'opposition palestinienne était surtout islamiste le Hamas, le Jihad islamique et quelques autres factions de moindre importance. Le discours religieux commence à occuper plus d'espace qu'au cours des décennies précédentes. Dans le même temps, les idéologies de gauche perdent du

terrain et le Fatah est occupé à amasser et à garder le butin de l'Autorité, à tel point qu'il tend à utiliser le discours religieux pour contrecarrer le mouvement Hamas. Le fait est que le discours religieux s'en trouve renforcé et légitimé. Ce changement se retrouve dans les documents officiels et constitutionnels. Ainsi, la loi fondamentale fait référence à la religion pour la première fois et coupe avec la vision de la Charte nationale ratifiée par le Conseil national et avec la Déclaration d'indépendance en 1988. On peut faire le même constat en lisant les premières versions du projet de constitution palestinienne, discutée et approuvée par le Conseil législatif depuis l'année 2002. L'article 5 du troisième projet adopté en mars 2003 stipule que "les principes de la loi islamique sont une source majeure de législation". Ainsi, la loi fondamentale et la constitution usent du vocabulaire du discours islamiste et l'emploient dans les documents palestiniens fondateurs. Ces documents renoncent donc à la laïcité historique du discours national palestinien, sous la pression du Hamas et des autres mouvements islamistes palestiniens, tout comme c'est le cas des autres constitutions arabes. Il y a là un danger réel pour la démocratie basée sur la séparation de la religion et de l'État. La différence avec l'expérience turque est donc plus importante encore.

Bibliographie

Précision importante: la plupart des publications citées dans cette bibliographie sont traduites de l'arabe et n'existent pas encore en français.

I. Documents et communiqués politiques officiels

✓ Documents généraux

Code du service des forces de sécurité palestiniennes, n° 8, 2005.
La Constitution palestinienne, Ramallah, 2003

✓ Documents relatifs au Hamas

Brochure de présentation du Hamas, Gaza, 1993.
Charte de l'Action islamique, publication de la Gamaa islamiya d'Egypte, le Caire, 1984.
Charte du Hamas, 1988.
Communiqués politiques du Hamas, n° 2, 3, 4, 5, 9, 10, 20, 22, 27, 44, 48, 49, 51, 53, 68, 69 et 73.
Communiqué politique du Hamas, 14 décembre 1987.
Communiqué n° 40, 17 avril 1989.
Communiqué du Hamas n° 2, décembre 1989.
Communiqué du Hamas au sujet des élections dans le cadre d'une autonomie limitée, 19 janvier 1990.
Communiqué n° 65, 11 octobre 1990.
Communiqué du Hamas : position sur l'Autonomie et les élections, 19 septembre 1992.
Communiqué du Hamas, 22 septembre 1993.
Communiqué du Hamas après l'annonce de l'Accord Gaza-Jéricho d'abord, 28 septembre 1993.
Communiqué du Bureau politique du Hamas au sujet des derniers développements, 21 avril 1994.
Communiqué du Hamas au sujet du dialogue avec l'Autorité palestinienne, 12 décembre 1995.
Communiqué du Hamas, 31 décembre 1995.
Communiqué n° 75 et 81 du 1^{er} juin 1996 et 1^{er} décembre 1996.
Communiqué n° 80, 29 octobre 1996.
Communiqué sur les décisions de la 20^e session du CNP, 3 septembre 1991.
Comptes rendus des réunions de Khartoum entre le Hamas et le Fatah, 1991.
Déclaration d'indépendance, 15 novembre 1988.
Déclaration finale des Dialogues du Caire entre le Hamas et le Fatah, 2 décembre 1995.
Discours du Président Mahmoud Abbas, Al Hayat, 6 septembre 2006.

Document interne, "Fixes et variables chez le Hamas", non daté.
 Document interne, "Grandes lignes de l'organisation du Bureau du Hamas", Yémen, non daté.
 Document interne, "Le Hamas et le projet de paix", non daté.
 Document interne, "Politiques et restrictions de l'action politique", 15 avril 1994.
 Documents du Mouvement de la Résistance Islamique, Hamas, Bureau d'information du Hamas, non daté.
 Documents du Mouvement de la Résistance Islamique, Hamas, 6 volumes, non daté.
 "Fatwa sur la coalition avec des forces non-islamistes", Hamas, non datée.
 Lettre adressée à la 5^e session du rassemblement du Fiqh islamique, Koweït, 1^{er} novembre 1988.
 Lettre au Conseil National Palestinien, 19^e session d'Alger, 15 novembre 1988.
 Lettre d'Ahmad Yassine à la Direction de l'extérieur, 3 octobre 1993.
 Le mouvement du Djihad Islamique, principes de base, non daté.
 Lettres du Cheikh Ahmad Yassine, Al Wasat magazine, n° 29, 1^{er} janvier 1993.
 Lettre du Hamas aux ambassadeurs des grands pays à Amman, février 1993.
 Lettres d'Ismaïl Haniyeh au Président Sarkozy, 22 juin 2008 et 4 juin 2009.
 Note explicative sur l'initiative politique du Hamas, 15 mai 1994.
 Politiques du mouvement en matière de relations internationales, Hamas, 1992.
 Politiques intérimaires du mouvement en relations politiques, 1993.
 Position sur l'Accord Gaza-Jéricho d'abord, Hamas, 1993.
 Programme électoral du Hamas, palinfo.com
 Règlement intérieur des Frères musulmans, Le Caire, non daté.
 Stratégie du Hamas au sujet des coalitions, non daté.

II. Ouvrages

✓ Ouvrages particuliers

Le Coran

Encyclopédie des sciences politiques, université de Kuwait, 1994 ;

✓ Ouvrages sur le sujet

Abdullah Azzam, *Impact de la foi sur la construction de la génération*, Amman, 2002.

Abdullah Azzam, *Le cancer rouge*, Amman, 1980.

Abdallah Bal Qaziz, *Crise du projet national palestinien : du Fatah au Hamas*, Beyrouth, 2006.

Ahmed Fahmi, *Le parti de Dieu et le masque tombe*, Liban, 2007.

Ansari, *Le concept de Hakimiya dans la pensée du martyr Abdallah Azzam*, Minbar al Tawhid wal Jihad.

Aref Al Aref, *La Nakba*, vol. 2, Liban, 1955.

Abdallah Abou Azzah, *Avec les mouvements islamistes dans les pays arabes*, Kuwait, 1986.

Abdel Ghani Imad, *La Hakimiyya d'Allah et le pouvoir du Faqih : lecture dans le discours des mouvements islamistes contemporains*, Beyrouth, 1997.

Abdel-Halim Al-Ghazali, *les nouveaux islamistes et le fondamentalisme laïc en Turquie: les ombres d'une révolution silencieuse*, Le Caire, 2007.

Abdel-Rahman Abdel-Wahab El-Sheikh, *Fath al-Majeed: Explication de l'unicité*, Riyad, 1992.

Abou Al Abbas Ibn Taymiyya, *Grand Recueil de fatwas*, Abdul Latif Abdul Qasim, La Mecque, non daté.

Abou Omar al-Seif, *Politique légitime*, Amman, 2007.

Abu Ala Mawdudi, *Le Califat et la gouvernance*, Koweït, 1978.

Abu Muhammad al-Maqdissi, *La circonscription et l'expiation de l'armée*, Minbar Al Tawhid wal Djihad.

Abu Muhammad al-Maqdissi, *Arrêts sur avec les fruits du Jihad*, Minbar Al Tawhid wal Jihad.

Abu Muhammad al-Maqdissi, *Différences entre Hakimiya et Divinité*, Minbar Al Tawhid wal Djihad.

Abu Muhammad al-Maqdissi, *La religion d'Abraham et l'appel des prophètes et des messagers*, Minbar al Tawhid wal Djihad.

Adnan Al Nahawi, *La Palestine entre la voie divine et la réalité*, non daté.

Ahmad Al Haj, *Le Hamas et l'OLP : relation confuse et piège des accords*, non daté.

Ahmad Khalifa, *La guerre de Palestine*, version officielle israélienne, Beyrouth, 1981.

Ahmad Ben Mohammad Al Daghci, *Positions des islamistes de la guerre du Golfe*, Maktabat Al Irchad, Sana, 1992.

Ahmad Al Mousselli, *Avenir du discours islamiste en démocratie et mondialisation*, Amman, 2007.

Ahmad Ben Youssef, Ahmad Yassine, *Le mythe et le défi*, éditeur inconnu, non daté.

Ahmed Yousef, *Le mouvement islamique en Turquie, de cible au pouvoir*, Gaza, 2009.

Ahmed Yousef, *Réflexions sur la religion et la politique*, Gaza, Décembre 2010.

Ahmed Yousef, *La stratégie du Hamas*, Gaza, avril 2010.

Ahmed Yousef, *L'expérience du Hamas*, Gaza, 2010.

Ahmed Nouri al-Naimi, *les mouvements islamiques modernes en Turquie: présent et avenir, étude sur le conflit entre la religion et l'Etat en Turquie*, Amman, 1992.

Ali Khaménai, *l'État*, Beyrouth, 2000.

Ali Al Jerbawi, *L'Intifada et le leadership politique en Cisjordanie et dans la bande de Gaza*, Beyrouth, 1989.

Ali Mohafaza, *La pensée politique en Palestine : 1918-1948*, Amman, 1989.

Ali Omleil, *Les réformes arabes et l'Etat national*, Beyrouth, Casablanca, 2005.

Anas Abdel Rahman, *La Cause palestinienne entre 2 Chartes*, non daté.

Aviva Shapi et Roni Shakid, *Le Hamas de la foi à l'extrémisme*, Le Caire, 1995.

Ayman al-Zawahiri, *Chevaliers sous la bannière du Prophète : Méditations dans la mouvance djihadiste*, 2001.

Bayan Nwaihed Al Hout, *Les dirigeants et les institutions politiques en Palestine, 1917-1948*, Beyrouth, 1981.

Bassam Al Salhi, *Rapport politique du Parti du Peuple*, Ramallah, 2008.

Bassem Al Zubaidi, *Le Hamas et le pouvoir : (rester) dans le pouvoir ou se rebeller*, Ramallah, 2010.

Daniel Soppelman, *De nouvelles règles du jeu: Israël et le Hezbollah*, Beyrouth, 2007.

Ehud Yaari et Zeev Schiff, *L'Intifada*, traduction de la maison Galilée d'édition et d'études, Amman, 1991.

Elsafsafi Ahmed Al Morsi, *Le développement démocratique dans la Turquie moderne et contemporain*, Le Caire, 2004.

Fadhil Abou-Nasr, *Le parti de Dieu: faits et dimensions*, Beyrouth, 2005.

Falah Khaled Ali, *La guerre mondiale israélienne, 1948-1949 et la création de l'Etat d'Israël*, Bir Zeit, non daté.

Ghali Shukri, *La dictature de l'arriération arabe : de la sociologie de la connaissance à la sociologie de la civilisation*, Beyrouth, 1986.

Hassan Abu Haniya, *Dar al-Islam et le système international dans la pensée du salafisme djihadiste contemporain*, Dubaï, 2007.

Hassan el Banna, *Mémoires de la prédication et du prédicateur*, Beyrouth, 1993.

Hojjat Murtaji, *Les courants politiques en Iran*, Le Caire, 2007.

Hussam Tammam, *Transformations des Frères musulmans*, Maktabat Madbouli, Le Caire, 2006.

Hussein Ali Montazeri, *Etudes dans le velayat-e faqih et la jurisprudence de l'Etat islamique*, Liban, 1988.

Hussain Abou Al Naml, *La bande de Gaza : 1948-1967*, Beyrouth, 1979.

Ibrahim Al Maqadmah, *Jalons sur la route de la Palestine*, non daté.

Georges Tarabich, *Hérésies, de démocratie, de laïcité, de modernité et d'opposition arabe*, Beyrouth, 2011.

Iyad Al Barghouti, *L'Etat et la religion en Palestine*, Ramallah, 2007.

Jamil Hilal, *La laïcité dans la culture politique en Palestine*, Ramallah, 2006.

Jamil Hilal, *Organisations et partis politiques palestiniens, entre missions de démocratie interne, de démocratie politique et libération nationale*, Ramallah, 2005.

Jawad Al Hamad, Iyad Al Barghouti, *Etude de la pensée politique du Hamas*, Amman, 1997.

Jihad Saleh, *Le Hamas entre les souffrances d'aujourd'hui et les ambitions de l'avenir*, Chicago, 1991.

Kamal Habib, *L'Etat et la religion dans la Turquie contemporaine, conflit entre Islam et laïcité*, Le Caire, 2010.

Kamal Habib, *Les Transformations des mouvements islamistes et la stratégie des États-Unis*, Le Caire, 2006.

Khaled Abou Al Amrein, *Le mouvement de la résistance islamique, Hamas*, Le Caire, 2000.

Khaled Abu Al Amrein, *Relations internationales du Hamas*, Soudan, 1998.

Khaled Al Haroub, *Les Islamistes en Palestine : décisions, positions et autres questions*, Amman, 1994.

Khaled Al Haroub, *Fragilité de l'idéologie... et tyrannie de la politique*, Beyrouth, 2010.

Massoud Ilahi, *Les islamistes dans une société pluraliste: l'exemple du Hezbollah*, Beyrouth, 2007.

Mohammed Abdel-Salam Faraj, *L'obligation oubliée*, Minbar Al Tawhid wal Djihad.

Mohammad Al Minshaoui, *Limites de l'information*, 11 juillet 2011.

Mohammad Hejazi, *Introduction à la lecture de l'expérience du Hamas au pouvoir*, Mohammed Saleh Al Othäimine, *La doctrine des sunnites*, 3^e édition, Riyad, 1995.

Mohsen Saleh, *Le projet sioniste et l'entité israélienne*, Kuala Lumpur, 2002.

Mohsen Saleh, *La question palestinienne: contexte et évolution jusqu'en 2001*, Kuala Lumpur, 2002.

Munir Shafiq, *Etat et la Révolution, réponse à Marx, Engels et Lénine, comparaisons avec la vision de l'islam*, Beyrouth, 2001.

Mohammad Jamal Barout, *La nouvelle Médine : les mouvements islamistes actuels*, Londres, 1994.

Mohammad Shehadeh, *Transformation du discours salafiste chez les mouvements djihadistes, étude de cas*, Beyrouth, 2007.

Mohib Al Nawati, *Le Hamas de l'intérieur*, Gaza, 2002.

Mohsen Mohamad Saleh, *Le courant islamiste en Palestine : 1917-1948*, Kuwait, 1988.

Mohsen Mohammad Saleh, *Rapport stratégique palestinien 2006*, Centre Zaïtouna, Beyrouth, 2007.

Moussa Zaïd Al Kilani, *Les mouvements islamistes en Palestine et en Jordanie*, Amman, 1999.

Mustafa Alliad, *Hadaeq Al Ahzab: l'Iran et le Wilayat al Faqih*, Le Caire, 2007.

Mustafa Muhammad Tahan, *La Turquie: Du Sultan à Necmettin Erbakan, 1842-2006*, Awrak Mussafir, deuxième partie, Le Caire, 2006.

Naim Qassem, *La société de résistance: la volonté du martyr et la victoire*, Liban, 2008.

Nasserddine Al Shaer, *Le processus de paix israélo-palestinien : point de vue islamique*, Centre de recherche et d'études politiques, Naplouse, mars 1999 ;

Nizar Ramadan, *Aux abords de la patrie : les expulsés de Marj Al Zohour*, Beyrouth, 1993.

Omar Abdel Rahman, *Le mot juste: Plaidoyer dans le procès du Jihad*, Le Caire, non daté.

Omar Mahmoud Abou Omar (Abou Qatada), *Le Jihad, Réflexions sur la voie*, Amman, 1999.

Omar Mohammed Abou Omar (Abou Qatada), *Pourquoi le djihad?* Minbar Al Tawhid wal Jihad.

Olivier Roy, *Mondialiser l'Islam*, Beyrouth, 2003.

Paul Maghout, *Tuer Khaled... opération avortée d'assassinat de Khaled Mechaal et la montée du Hamas*, Maison arabe d'édition, Beir Zeit, 2009.

Radwan Ahmed Shaibani, *Les mouvements islamistes fondamentalistes dans le monde arabe*, Le Caire, 2005.

Rifaat Sayed Ahmad, *le Prophète armé*, Vol. 1, Al Rafidoun, Londres, 1991.

Safar al Hawali, *La laïcité en Islam*, publié sur le site internet du Sheikh Safar.

Saïd Abdel-Ghani, *La vérité sur le Wala et le Bara chez les sunnites*, Beyrouth, 1984.

Salah Shadi, *Pages de l'Histoire : Expérience d'une vie*, Kuwait, 1980.

Salim Ben Eid al Hilali, *Les groupes islamistes à la lumière du Coran et de la Sunna*, Amman, 2004.

Salim Mohammed Zanoun, *La politique de l'Union européenne à l'égard des mouvements islamiques dans la région arabe*, Beyrouth, 2011.

Sayyid Qutb, *Jalons sur la route*, 10^e édition, Beyrouth, Le Caire, 1984.

Tariq Al Taïsir Mohaïssen, *Le système politique palestinien et le troisième courant : études structurelle*, Gaza, 2008.

Tariq Abdul Jalil Al Sayyed, *Les mouvements islamistes contemporains en Turquie: étude de pensée et des pratiques*, Le Caire, 2001.

Tariq Abdul-Jalil, *L'armée et la vie politique, le démantèlement de la poigne de fer, in islamistes et démocrates, problèmes de construction d'un courant islamique et démocratique*, Le Caire, 2005.

Tariq Mohammad, *Slogans de l'Intifada de 1987 à 1992*, Ramallah, 1995.

Turki Ali Al Rabi, *Les mouvements islamistes, perspective du discours contemporains*, Beyrouth, 2006.

Waddah Shararah, *L'Etat du Hezbollah*, Beyrouth, 2008.

Zakariya Ibrahim, *Projets de règlement de la question de Palestine de 1920 à 1991*, Gaza, 1992.

Zaki Milad, *Musa al-Sadr et le projet de réforme*, Réseau de plumes culturelles chiïtes.

Ziyad Abou Amr, *Les partis politiques palestiniens entre démocratie et pluralisme*.

Ziyad Abou Amr, *Origines des mouvements politiques de la Bande de Gaza*, Acre, 1987.

III. Revues, publications et conférences

Reuves

Affaires internationales, n° 203, novembre 1993.

Affaires internationales, n° 355, 21 octobre 1996, Pakistan.

Dialogue civilisé, Sadik Al-Azm, « L'État laïc et la question religieuse: le modèle turc », n° 3039, 20 juin 2010.

Dialogue civilisé, Sadeq Jalal Al Azm, n° 309, 20 juin 2011.

Etude de la pensée politique, Mohammad Barhouma, « La perception du mouvement de l'autre, le sioniste et l'occidental », référence manquante.

Etudes palestiniennes, Ahmad Samih Al Khaldi, « L'opposition palestinienne, rôle vital dans la prochaine phase », n° 11, été 1992, Ramallah, Naplouse.

Etudes stratégiques, Khalil Ibrahim Al Tayyar, « Le conflit entre l'Empire ottoman et de l'islam en Turquie », n° 99, Emirats Arabes Unis, 2004.

Journal des affaires palestiniennes, Sneca Anklyzs, « La position de l'Union soviétique vis-à-vis de la question palestinienne et de l'OLP 1947-1982 », n° 148-149), juillet-août 1985, Nicosie.

Politique Internationale, Majed Al Kilani, « La Syrie et la crise de Gaza... opportunité et limites », Vol. 42, n° 170, octobre 2007.

Politique Internationale, Hassan Abou Taleb, « Le rôle saoudien... limites de l'engagement avec une affaire complexe », Vol. 42, n° 170, octobre 2007.

Politiques Palestiniennes, Jamil Hilal, « Première lecture dans les résultats des élections législatives », n° 10, printemps 1996.

Publications et communications des centres de recherche

Centre de recherche et d'études politiques, Naplouse, sondages n° 4, 7, 10, 13, 14, 22, 23, 36, 37, 47, réalisés entre 2000 et 2006.

Amr Al Shoubaki, « Les défis de la construction d'un courant islamique démocratique: entre réussite turque et débâcle égyptienne, expérience des Frères musulmans et du parti Justice et Développement, Différence de discours ou de

contexte politique? », in : *Islamistes et démocrates, problèmes de construction d'un courant islamique et démocratique*, Le Caire, 2005.

Anwar Abou Taha, « Reconstruire l'OLP, vision du Jihad Islamique », in : *OLP, évaluation de l'expérience et reconstruction*, Centre Al Zaitouna, Bir Zeit, 2007.

Oussama Hamdan, « Reconstruire l'OLP, vision du Hamas », in : *OLP, évaluation de l'expérience et reconstruction*, Centre Al Zaitouna, Bir Zeit, 2007.

Marwan Abdel Aal, « OLP, Réalité et perspectives, la vision du FPLP », in : *OLP, évaluation de l'expérience et reconstruction*, Centre Al Zaitouna, Bir Zeit, 2007 ;

Bachir Moussa Nafi', « Les islamistes palestiniens et la cause palestinienne : 1950-1980 », Centre Palestine de Recherches et d'études, Naplouse, 1999.

Bishri, « Les caractéristiques générales de la pensée islamique dans l'histoire contemporaine », in : *La question islamiste*, Beyrouth, 1994.

Hamed Marco, « L'islam politique et le post-islam politique en Turquie », in : *Islamistes et démocrates, problèmes de construction d'un courant islamique et démocratique*, Le Caire, 2005.

Ibrahim Abrach, « Concept et réalité du pluralisme dans le système politique palestinien: relation confuse entre l'Autorité, l'OLP et le Hamas », Magazine arabe des sciences politiques, n° 12, Centre d'Etudes Palestiniennes, Beyrouth, 2006.

Ibrahim Ozaturka, « Changements économiques turcs entre 2002-2008 », in : *La Turquie entre défis intérieurs et enjeux extérieurs*, Doha, 2010.

Jamal Mansour, Conférence au Centre d'études palestiniennes, Naplouse, 8 octobre 1995.

Kamal Habib, « Les islamistes turcs... des marges au centre », in : *La Turquie entre défis intérieurs et enjeux extérieurs*, Doha, 2010.

Khaled Al Hindi, « Le Hamas » in : *Etude dans la pensée politique du Hamas*, Centre Al Sharq Al Awsat, 1996.

Khaled Al Hindi, « Processus de construction nationale palestinienne, point de vue islamique », Centre de recherche et d'études politiques, Naplouse, mars 1999.

Khaled Mechaal, « Conditions et probabilités de la tenue d'élections libres », Centre Al Sharq Al Awsat, Amman, 1994.

Mahmoud Doudine, « Performance administrative du Conseil législatif », Centre du droit, université de Beir Zeit, 2007.

Marwan Shehata, « Al-Qaïda et les transformations du discours salafiste djihadiste, une nouvelle lecture », Centre d'études Al-Jazeera, 2010.

IV. Articles de journaux

Al-Ahram, l'Egypte, 05/09/2005.

Al-Akhbar, Liban, 30/1/2007.

Al-Akhbar, Egypte, 19/1/2009.

Al Alam, entrevue avec Ibrahim Ghosheh, 10/09/1993, Londres.

Al Arabi, Mostaqbal, n° 192, février 1995, Beyrouth.

Al-Ayyam, 19/5/1996.

Al Ayyam, 18/6/2007.

Al-Ayyam, 17/9/2007.

Al Bayan, Alamartyh, 26/12/2006.

Al-Dustour, entretien avec le Dr Khader Sundk, 15/11/1994, Jordanie.

Al-Dustour, Jordanie, 15/6/2007.

Al-Dustour, Jordanie, 27/6/2007.

Al-Hayat, 19/12/1991.

Al-Hayat, Jawad al-Hamad, « Fluctuations des relations entre les Etats-Unis et le Mouvement Hamas », 20/11/1994.

Al-Hayat, 06/03/1995.

Al-Hayat, 03/05/1995.

Al-Hayat, 30/10/1995.

Al-Hayat, 11/11/1995

Al-Hayat, 15/1/1996.

Al-Hayat, 18/5/1996.

Al Hayat, 23/10/1996, Ali Al Jerbawi, « Les forces islamistes en transition ».

Al-Hayat, 31/10/1996.

Al-Hayat, 25/04/1998.

Al-Hayat, 04/09/1998.

Al-Hayat, « Les forces islamiques, dans une phase de transition », Ali Jirbawi, 23/10/1996, Ramallah.

Al-Hayat, 01/02/2006.

Al-Hayat, 21/2/2006.

Al-Hayat, 24/5/2006.

Al-Hayat, Communiqué de presse publié par l'Organisation de la Conférence islamique, 26/11/2006.

Al-Hayat, 20/6/2007.

Al-Hayat, 21/6/2007.

Al-Hayat, 29/1/2008.

Al-Hayat, 30/6/2008.

Al-Hayat, 21/10/2009.

Al-Hayat, « une scission au sein du Hamas pose la question du sort de son leadership à l'étranger », 20/03/2007, Londres.

Al-Khaleej, Alamartyh, 01/06/2009.

Al Masry Al Youm, Egypte, 29/1/2009.

Al-Nahar, Jérusalem, 30/4/1989.

Al Qabas, Koweït, 28/2/2008.

Al Quds Al-Arabi, 31/1/1989.

Al Quds Al-Arabi, 03/06/1995.

Al Quds Al-Arabi, Londres, 05/01/1998

Al Quds Al-Arabi, 27/5/1998.

Al Quds Al-Arabi 03/11/2006.

Al Quds Al-Arabi, Londres, 20/10/2006.
Al Quds Al-Arabi Palestine, 20/6/2007.
Al Quds Al-Arabi, Londres, 08/05/2008.
Al Quds Al-Arabi, Palestine, 16/7/2009.
Al Quds Al-Arabi, Londres, 24/10/2009.

Al-Rai journal, entretien avec Yasser Arafat, 12/09/1991, Amman.
Al-Rai journal, 31/01/1993, Jordanie
Al-Rai journal, 26/01/1995, Jordanie.

Al Rissala, numéro 11, 22/12/1993, Gaza.
Al Rissala, numéro 19, 16/02/1994, Gaza.
Al Rissala, 09/07/1994, Gaza.
Al Rissala, numéro 275, 18/01/2004, Gaza.

Al Sharq Al Awsat, 17/7/1992.
Al Sharq Al Awsat, 18/7/1996.
Al Sharq Al Awsat, 26/10/1997.
Al Sharq Al Awsat, 20/4/2004.
Al Sharq Al Awsat, 13/6/2006.
Al Sharq Al Awsat, Arabie saoudite, 18/6/2006.
Al Sharq Al Awsat, 02.10.2006.
Al Sharq Al Awsat, 13/10/2006.
Al Sharq Al Awsat, Londres, 14/2/2007.
Al Sharq Al Awsat, 26/6/2007.
Al Sharq Al Awsat, 13/1/2009.
Al Sharq Al Awsat, 24/1/2008.
Al Sharq Al Awsat, 10.02.2008.
Al Sharq Al Awsat, 29/12/2008.
Al Sharq Al Awsat, 29/12/2008.
Al Sharq Al Awsat, 05.11.2010.

Al Shira, Hassan Sabra, 18 juin 2006.

Al Tariq, Abdallah Hanna, "Phases de constitution des courants religieux dans l'Orient arabe", n° 4, septembre 1987.

Annahar, Ibrahim Aldaqouki, « L'islam turc: le renouveau de la Renaissance différée en Orient », 29 novembre 2002.

Assabil, Jordanie 26/12/2006.
Assabil, 12.10.1996, Amman.

As-Safir, Liban, 01/05/1995.
As-Safir, Liban, 12/12/2006.
As-Safir, Liban, 26/12/2008.
As-Safir, 19/1/2009.
As-Safir, Liban, 22/1/2009.
As-Safir, Liban, 01/14/2009.
As-Safir, Liban, 14/12/2009.

Awraq Al Jazeera, Jalal Warghi, « Le mouvement islamique turc: traits de l'expérience et limites dans le monde arabe », n° 17, Doha, 2010.

Awraq Filistiniyya, Imad Al Falouji, « L'Islam politique, la réforme politique et la condition sociale », n° 2, été 2008.

Awraq Filistiniyya, Khaled Al Haroub, Le courant islamiste et la laïcité politique, n° 2, Ramallah, été 2008.

Awraq Filistiniyya, Mamoun Swedan, « Le coup de Force militaire à Gaza : entre concepts religieux et politiques », n° 2, 2008.

Awraq Filistiniyya, Saada Al Khatib, « L'Islam politique entre idéologie et pragmatisme », n° 2, été 2008.

Kinhan, Iran, 24/10/1991.

Okaz, Arabie saoudite, 29/1/2006.

Reuters, 02/08/2007.

Sama, Agence de presse, Palestine, 14/1/2007.

Voix de l'université, Numéro 49, 01/07/2003, Gaza.

V. Entretiens

✓ Entretiens personnel

Entretien personnel avec Adnan Asfour, le chercheur, Naplouse, juin 2008.

Entretien avec Ghazi Hamad, Khaled Al Hindi, Gaza, 1999.

Entretien avec Ibrahim Ghosheh, Al-Sharq Al-Awsat, Londres, 1994.

Entretien personnel avec Ismail Haniyeh, Khaled Al Hindi, 6 janvier 1999.

Entretien avec Ismaïl Haniyeh, Khaled Al Haroub, Gaza, 3 février 1996.

Entretien avec Iyad Albarghoni, Ibrahim Rashid, Ramallah, 14 aout 2006.

Entretien avec Iyad Albarghona, Mohammed Musleh, Ramallah, 14 aout 2006.

Entretien personnel avec Khaled Abou Amira, le chercheur, Gaza, octobre 2009.

Entretien personnel avec Khaled Meshaal, le chercheur, Amman, octobre 1994.

Entretien personnel avec Mohammed Nazzal, Bassem al-Zubaidi, Naplouse, avril 2006.

Entretien avec Mohammed Nazzal, Al-Ayyam Ramallah, 13 septembre 1994.

Entretiens avec Mousa Abu Marzouk, Khaled Al Haroub, Amman, 21 avril 1995.

Entretien avec Mustafa Leddawi, le chercheur, Damas 09 avril 2000.

Entretien personnel avec Oussama Muzaini, Bassem al-Zubaidi, mai 2008.

Entretien personnel avec Oussama Muzaini, mars / avril / mai 2008.

Entretien personnel avec Oussama Muzaini, le chercheur, Gaza, avril 2008.

Entretien personnel avec Youssef Rizqa, le chercheur, Gaza, mai 2008.

Entretien personnel mené par le chercheur avec Ziad Nakhala, secrétaire général adjoint du Jihad islamique à Damas, décembre 2010.

✓ Entretiens via media, presse ou télévision

Entretien avec Abdul Aziz al-Rantissi, *Assabil*, Jordanie, 11/10/1993.
Entretien avec le cheikh Ahmed Yassine, *Falastine al muslima magazine*, mars 1995.
Entretien avec le cheikh Ahmed Yassine, *journal Al-Nahar*, Jérusalem 30 avril 1989.
Entretien avec le cheikh Ahmed Yassine, *journal La voix du droit et de la liberté*, Israël, 01/05/1990.
Entretien avec Fathi Shikaki, ex-secrétaire général du Jihad islamique, *Al Sharq Al Awsat*, 17 mars 1995.
Entretien avec Hassan Nasrallah, *Al Shira magazine*, Liban, 18 décembre 2006.
Entretien avec Jibril Rajoub, *Al Quds Al-Arabi*, 27 mai 1998.
Entretien avec Mohammed Nazzal, *Filistine al muslima*, Londres, avril 1993.
Entretien avec Mohammed Nazzal, *Al Mojtama magazine*, Koweït, 23 mars 1993.
Entretien avec Khaled Meshaal, *Assabil*, 10 décembre 1996.
Entretien avec Khaled Meshal, *Falastine al muslima magazine*, numéro 10, octobre 1994.
Entretien avec Khaled Meshaal, *Filistine Al Muslima*, janvier 1998, Londres.
Entretien avec le président français Nicolas Sarkozy, interviewé par la télévision française 04/04/2000.
Entretien avec Saïd Siam, ministre de l'Intérieur du dixième gouvernement, Centre palestinien d'information, 23 octobre 2006.
Entretien avec Sami Abu Zuhri, *Islamonline*, 14 août 2006.

VI. Rapports

Comité Indépendant des droits de l'homme, rapport annuel, 2006, Gaza, Ramallah.

VII. Internet

Sites

Alliance des Ulémas de Palestine, site Internet.
Sadeq Jalal Al Azm, <http://www.mettransparent.com> du 15 décembre 2009
Palestinian média center, site du Hamas sur Internet

Blogs

Yasser Abu Hilal, article sur son blog, 14/7/2006.

Informations

Abu Muhammad al-Maqdissi, « Dialogue avec Marwan Shehata », *Al Asr*, édition électronique, 7 mai 2005.

VIII. Anglais

✓ Ouvrages

Amnon Cohen, *Political parties in the west Bank under Jordanian Regime 1949-1967*, London, 1982.
Bernard Lewis, *The emergence of modern turkey*, 3ed. Edition, Oxford university press, 2002.

Esra Icro Kund Erik Jorgence, Turkey and European union: prospects for a difficult encounter, Plagrava Macmillan, 2007.

Ernest Gellner, Encounters With nationalism, Oxford. Black Well, 1994

Heinz Kramer, A changing Turkey, the challenge to Europe and the United States, Brooking Institution press, Washington D.C., 2000.

M. Hakan, Islamic political identity in turkey, Oxfords, Oxford university press, 2003.

Sahliyah Emile, In search of leadership, West Bank Politics Since 1967, Washington, 1988.

✓ Articles

Bilal Shobaki, « la politique étrangère de la Russie à l'égard de la question palestinienne », *Journal of Middle Eastern Studies*, numéro 3435, Amman, 2006.

Ihasan Yilmaz, Ijtihad and Tajdid, in : M. Hakan Yauuz and John Esposi Israel and Turkey spread alarm, The Middle East Internationals London, no. 550, 16/05/1997.

Robert Olson, "Turkey Relations since the gulf war: Kurds and water, middle East policy", Washington, Middle East policy Council, Vol. No 2, May, 1997.

The Jerusalem post newspaper, 10-12-2009.

The New York Times, 11-10-2009.

The Russian news and Information Agency (R\A NOVOSTI), 20-10-2010

Turkish Islam and the secular state, New York, Syracus university press, 2003.

TABLE DES MATIERES

Sommaire	4
Résumé.....	7
Introduction.....	9
I. Les Frères musulmans en Palestine jusqu'à la guerre de 1967	10
A. Phase de fondation et d'expansion (1935-1947)	11
B. Participation des Frères musulmans à la guerre de 1948	13
C. Après la déclaration de l'Etat d'Israël (1948-1957).....	15
1. Les Frères musulmans en Cisjordanie	15
2. Les Frères musulmans dans la Bande de Gaza	17
D. Phase de faiblesse et d'effacement total	20
1. Les faiblesses des Frères musulmans.....	21
2. Le cadre organisationnel des Frères musulmans	22
II. Les Frères musulmans jusqu'à la fondation du Hamas en 1987.....	24
A. Période de reconstruction (1967-1977).....	24
1. Les Frères musulmans dans les territoires occupés	24
a. Fondation d'institutions :	26
b. Organisation des étudiants au Caire.....	27
c. La "Gama'a Islamiya" dans les prisons	28
2. Les Frères musulmans hors des territoires occupés.....	29
B. Période d'extension et d'action publique.....	31
1. Les Frères musulmans dans les territoires occupés	31
2. Les Frères musulmans hors des Territoires occupés.....	34
Chapitre I	37
Les facteurs déterminant la prise de décisions politiques.....	37
I. L'influence de l'idéologie islamiste	38
A. Le discours religieux du mouvement	38
B. L'impact de la doctrine religieuse sur la politique du mouvement.....	42
1. Foi et engagement.....	42
2. Relations avec les autres parties	42
a. Juifs et Judaïsme	42
b. Les gouvernements arabes	43
c. Les Chiites, le Hezbollah et l'Iran	43
d. Les Nations unies.....	44

3. Rapports avec les partis palestiniens.....	45
a. Les factions palestiniennes.....	45
b. Les chrétiens de Palestine	45
4. Impact au sein du mouvement	46
a. Les dissensions au sein du mouvement.....	46
b. La mobilisation intérieure	46
5. Position de principe sur la cause palestinienne.....	47
6. L'arme de la Fatwa	47
II. L'appartenance au mouvement des frères musulmans.....	49
A. Les aspects positifs.....	50
1. Sur le plan moral.....	50
2. Sur le plan médiatique	52
3. Sur le plan financier	52
B. Les aspects négatifs.....	53
1. Faiblesse du soutien politique.....	53
2. Obstacles administratifs	54
3. Obstacles stratégiques.....	55
C. L'avenir des rapports avec les frères musulmans.....	56
1. Au niveau intérieur	57
2. Au niveau régional.....	58
3. Au niveau international.....	60
III. Nationalisme, réalisme politique et intérêts de l'organisation	62
A. Nationalisme	62
B. Réalisme politique et pragmatisme	65
1. Le règlement intérimaire.....	66
2. Les rapports avec les factions opposées à l'autonomie	68
3. Les rapports avec les Etats et les gouvernements arabes.....	70
4. Les rapports avec les Nations unies et autres organisations internationales	71
C. Intérêts de l'organisation	74
1. Lutttes internes et rapports avec l'autorité palestinienne	76
2. Initiatives politiques et souplesse.....	77
3. Coalition avec les factions de l'opposition.....	78
4. Position vis-à-vis de la participation aux élections législatives.....	80
IV. Les tensions entre les directions intérieure et extérieure	83
A. Apparition du phénomène	83
B. Différends sur les rapports à entretenir avec l'Autorité palestinienne.....	85

C. Différends sur l'action militaire.....	87
D. Différends sur la participation aux élections.....	88
1. La position de la direction de l'intérieur	89
2. La position des dirigeants de l'extérieur	90
3. Causes des différends.....	91
E. Impacts des différends sur les décisions du mouvement.....	92
1. Le départ d'une délégation du Hamas pour Tunis.....	92
2. Les contacts avec les Etats-Unis et les pays occidentaux	93
V. Le poids de l'aile militaire.....	95
A. Les caractéristiques de l'action militaire du Hamas	96
1. Le Djihad, une stratégie permanente	96
2. Limiter les opérations militaires à la Palestine	97
3. Séparation de l'aile militaire	98
4. Courage et sacrifice.....	98
B. Les faiblesses de l'action militaire.....	99
1. les facteurs externes	99
a. Les accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne.....	99
b. La chute de popularité.....	100
c. La coalition internationale et régionale contre les brigades Al Qassam	101
2. Les facteurs internes	102
a. La stratégie et les objectifs ultimes du mouvement	102
b. Le non-renforcement de l'aile militaire.....	103
C. La direction extérieure et l'action militaire	104
D. L'impact de l'action militaire sur les prises de décisions politiques.....	105
1. L'impact de l'action militaire sur le mouvement Hamas	106
2. L'Impact sur Israël.....	106
3. L'impact sur l'OLP et l'AP.....	107
Chapitre II.....	109
La position du Hamas vis-à-vis du conflit israélo-arabe et des initiatives de paix....	109
I. Position du Hamas et ses justifications vis-à-vis du conflit et de sa gestion.....	111
A. La conception du Hamas de la gestion du conflit	111
B. Raisons et tactiques du Hamas dans la gestion du conflit.....	114
1. La philosophie du Hamas dans la gestion du conflit	115
2. Stratégies de base de la gestion du conflit par le Hamas.	116
a. Islamiser la société palestinienne.	117
b. Djihad et résistance armée contre l'occupation israélienne.....	117
c. Soutien à l'unité nationale, arabe et islamique.	118

d. Libération de toute la Palestine.....	119
II. Position du Hamas sur le règlement du conflit	123
III. Position du Hamas vis-à-vis de la conférence internationale et de l'initiative palestinienne de paix.....	126
IV. Position du Hamas face à la conférence de Madrid et aux accords d'Oslo	128
V. Initiatives politiques du Hamas.....	135
A. La solution historique : l'Etat islamique.....	137
B. La solution intermédiaire : un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza	140
C. Le règlement intérimaire : la trêve	145
1. Acceptation du principe du règlement intérimaire.....	148
2. Non reconnaissance d'Israël.....	150
3. Repousser l'occupation et forcer l'armée israélienne à se retirer	151
4. La trêve	151
5. Le référendum.....	157
VI. Perspective comparée: la position du Jihad islamique	161
Chapitre III.....	173
La position du Hamas par rapport à l'Autorité palestinienne et au système politique palestinien	173
I. La position du Hamas vis-à-vis de l'OLP	177
II. Les positions des forces islamistes et de gauche vis-à-vis de l'OLP, le point de vue comparatiste	189
III. La position du mouvement Hamas vis-à-vis de l'Autorité nationale palestinienne	200
IV. Le positionnement du Hamas concernant sa participation à l'Autorité palestinienne	215
V. Le mouvement Hamas après les élections législatives de 1996.....	223
VI. Le Hamas et l'Intifada Al-Aqsa en 2000	228
VII. Le Hamas et les deuxièmes élections législatives de 2006	234
VIII. Le coup d'Etat militaire du Hamas.....	245
Chapitre IV.....	250
La position du Hamas avec les pays arabo-musulmans et vis-à-vis des enjeux régionaux.....	250
I. Déterminants de la politique étrangère du Mouvement Hamas avec les pays arabo-musulmans	257
II. Positions et évolution des relations entre les pays arabes et le Hamas après la victoire du mouvement aux élections législatives	263
III. Relations du Hamas avec la Turquie	267
IV. Relations du Hamas avec l'Egypte.....	269
V. Relations du Hamas avec l'Arabie Saoudite	275

VI. Relations du Hamas avec la Jordanie	279
VII. Relations du Hamas avec la Syrie	286
VIII. Relations du Hamas avec l'Iran	294
A. Position et facteurs	294
B. Soutien politique et médiatique	301
C. Aide financière	305
D. Aide militaire	307
Chapitre V	312
Les relations internationales du Hamas	312
I. La politique du Hamas en matière de relations internationales	316
II. Les objectifs des relations internationales entreprises par le Hamas	320
III. Les Relations du Hamas avec les Etats-Unis	322
IV. Les relations du Hamas avec les pays européens	336
A. Les relations avec la Grande-Bretagne	341
B. Les relations avec la France	344
C. Les relations avec les autres pays européens	346
D. Les relations du Hamas avec la fédération de Russie	349
1. Cadre général	349
2. Origine et déterminants de la position russe à l'égard du Hamas après 2006	358
Chapitre VI	370
Position comparée et expérience du Hamas au sein de l'Islam politique	370
I. Le mouvement Hamas et les Frères musulmans : rapports entre l'original et la copie	382
II. Le Hamas et Al-Qaïda: convergences et divergences	388
A. La naissance d'Al Qaïda	391
B. Les bases idéologiques, théoriques et pratiques d'Al-Qaïda	393
C. Les concepts théoriques du discours salafiste djihadiste face à la vision du mouvement Hamas	396
1. Unicité	396
2. Foi et Islam	396
3. Hakimiya	397
4. La Jahiliya	402
D. Les conceptions pratiques du discours salafiste djihadiste et la vision du le Hamas	405
1. Le groupe (Jama'a)	405
2. Le Djihad	407
3. Wala' et Bara'	411

4. Le Taghout (la tyrannie)	413
III. Le Mouvement Hamas et le Hezbollah : différences et ressemblances.....	417
A. Genèse et position du Hezbollah.....	417
B. Le rôle du Hezbollah dans l'exportation de la révolution iranienne.....	424
C. Le Hamas et le Hezbollah, différences et ressemblances.....	428
D. Références idéologiques religieuses islamistes: le principe de Hakimiya et le Velayat-e faqih.....	428
E. La résistance : principe et pratique	430
IV. Le mouvement Hamas et le Parti Justice et Développement : faits et ambitions	436
A. Positionnement.....	436
B. Parcours de l'Islam politique turc et fondation du parti Justice et Développement	438
C. Le parti de la Justice et du Développement, ou la renaissance de l'Islam politique turc	451
D. Le parti Justice et Développement, des réalisations sans précédent	457
E. Expérience de l'Islam politique arabe et turc : différences et ressemblances	462
1. L'héritage ottoman	465
2. La nature des Etats à l'indépendance	466
3. La dimension européenne	467
4. La création de l'Etat d'Israël.....	469
5. Le rôle de l'armée.....	471
6. Perception de la laïcité et de la démocratie.....	474
F. Le mouvement Hamas et le parti de la Justice et du Développement : entre politique religieuse et laïcisation politique	476
Conclusion générale.....	488
Bibliographie.....	503
TABLE DES MATIERES	515